HISTOIRE
UNIVERSELLE.

PARIS. — TYPOGRAPHIE DE FIRMIN DIDOT FRÈRES, RUE JACOB, 56.

HISTOIRE

UNIVERSELLE,

PAR

CÉSAR CANTU,

SOIGNEUSEMENT REMANIÉE PAR L'AUTEUR,
ET TRADUITE SOUS SES YEUX,

PAR EUGÈNE AROUX,
ANCIEN DÉPUTÉ,
ET PIERSILVESTRO LÉOPARDI.

Tome Dix-Huitième.

PARIS,
CHEZ FIRMIN DIDOT FRÈRES, ÉDITEURS,
IMPRIMEURS DE L'INSTITUT DE FRANCE,
RUE JACOB, 56.

M DCCC LV.

HISTOIRE UNIVERSELLE.

LIVRE XVIII.

DIX-HUITIÈME ÉPOQUE.

HISTOIRE CONTEMPORAINE (1).

PREMIÈRE PARTIE.

SOMMAIRE.

Assemblée nationale. Mirabeau — Barnave. Politique extérieure. — Assemblée législative. Convention. — La terreur. La Vendée. — Le Directoire. Campagne d'Italie. — Après la paix de Campo-Formio. Expédition d'Égypte. — Désastres. Chute du Directoire. Le Consulat. Paix de Lunéville. — Mesures réparatrices du premier consul. Le Code. Le concordat. La paix d'Amiens. — De la paix d'Amiens à la paix de Presbourg. Napoléon empereur. De la paix de Presbourg à la paix de Tilsitt. — Despotisme impérial. Guerre d'Espagne. Bataille de Wagram. — Réveil de l'opinion. — Expédition de Russie. — Italie. Retour de Napoléon. Waterloo. — Traité de Vienne. — Les Nègres. Les Barbaresques. — Les Papes. Affaires religieuses. — Libéralisme. — Carbonari. Constitutions. — Turquie et Grèce. — Amérique. Les colonies. — France. Restauration.

CHAPITRE PREMIER.

ASSEMBLÉE NATIONALE. — MIRABEAU.

Ce fut à Versailles que, le 5 mai 1789, la messe du Saint-Esprit et les pompes austères de la religion, les fêtes brillantes de la monarchie inaugurèrent cette assemblée qui devait ren-

(1) Les traducteurs, ne partageant pas toujours les opinions et les aperçus de l'auteur, surtout dans cette dernière partie de son grand et beau travail, déclarent ici qu'ils déclinent toute responsabilité à cet égard.

verser le trône et l'autel. Paris, c'est-à-dire la France, voyait avec une ardente curiosité défiler ces députés élus par quatre millions de citoyens réunis sur tous les points du royaume, dans cinq cents colléges électoraux, pour découvrir et corriger les abus, aux termes du mandat qu'ils avaient reçu. Que ne pouvait-on pas espérer de l'admirable accord avec lequel ces mandats avaient été rédigés et du caractère populaire des élections? En effet, sur trois cent huit députés du clergé, on ne comptait que quarante-neuf évêques; la noblesse n'avait que deux cent quatre-vingt-cinq membres, ceux de la Bretagne ayant refusé devenir. Sur six cent vingt et un représentants du tiers état, il y avait cent cinquante-trois magistrats inférieurs, cent quatre-vingt-douze avocats, soixante-seize propriétaires à peine et un petit nombre d'hommes de lettres. Le roi, le peuple et les ordres étaient déjà à peu près égaux devant l'opinion, et cependant l'on entendit l'évêque de Nancy qui prêchait s'exprimer en ces termes : *Sire, recevez les hommages du clergé, les respects de la noblesse, les humbles suppliques du tiers état.*

Les regards cherchaient dans la foule quelques hommes qu'une réputation honorable ou une triste célébrité signalait plus particulièrement à l'attention publique. Philippe d'Orléans (1), chef de la branche rivale de celle qui occupait le trône, représentait les usages anglais et aussi les libertés anglaises, qui jouissaient alors d'une grande vogue. Après s'être avili dans les plaisirs, il croyait se relever dans l'opinion publique en faisant de l'opposition à la cour; mais son ambition inconstante ne suffisait pas pour faire de lui un chef de parti.

La Fayette se distinguait par des manières nobles et simples, de la dignité sans orgueil, de la familiarité sans bassesse. Marquis, il avait combattu pour la liberté américaine; courtisan, il était l'adversaire de la cour; et ce soldat de l'Amérique se mêlait avec une franchise républicaine à la foule, dont il était adoré. Sans grand génie ni grandes passions, égal, désintéressé, calme au milieu de l'exaltation et de la colère, il voulait le règne de la loi; incapable de diriger les événements, mais bon à les seconder, il unissait la pénétration du sceptique à la chaleur du croyant.

(1) Du régent naquit Louis d'Orléans (1703-1752), prince d'une grande piété et ami de la retraite. Il eut pour fils Louis-Philippe (1725-1785), qui donna le jour à Louis-Philippe-Joseph (1743-1793), père du prince appelé au trône en 1830.

Sieyes, que son livre sur le tiers état avait rendu célèbre, était l'homme le plus savant de cette assemblée : tout attaché qu'il était à l'esprit positif de la constitution anglaise, il aimait la liberté et la justice comme théories abstraites, et possédait l'art de formuler les questions. Talleyrand disait de lui qu'il pensait déjà quand les autres ne faisaient que rêver.

Les regards se portaient surtout sur le comte de Mirabeau. Mirabeau.
Son père s'était fait un nom par ses écrits philanthropiques, et, par une sévérité despotique il avait obtenu contre sa famille, en divulguant ses désordres, cinquante lettres de cachet, et cherché à envoyer son fils aîné aux galères. Mirabeau s'était efforcé de se frayer une route au milieu de cet ordre de choses, si faible avec tant de puissance. D'un tempérament robuste avec une âme pleine d'énergie, on le remarquait à sa tête énorme couronnée d'une épaisse chevelure, à son visage sillonné par la petite vérole et à ses sourcils touffus, sous lesquels ses yeux semblaient lancer l'éclair. Après avoir frémi longtemps sous le joug de son terrible père, il se trouvait sous le coup d'une interdiction pour dettes, de deux duels, d'un rapt, de quatre mandats d'arrêt, d'un procès criminel et d'une instance en séparation. Il avait combattu contre les Corses, qui voulaient recouvrer leur liberté. Emprisonné à Vincennes, il y écrivit des lettres d'une sensualité brûlante à la femme qu'il avait enlevée, et qui, corrompue par lui, plus tard se donna la mort. Il y composa aussi des livres empreints de cette obscénité cynique que nous ne comprenons plus aujourd'hui; et sa captivité de trois ans et demi devint ainsi plus funeste à la société que n'aurait pu l'être le libertinage de vingt débauchés effrénés. A sa sortie de prison, il mena une vie errante, soutenant comme il le pouvait son luxe, auquel il ne renonça point, non plus qu'à l'amour, qui lui procura de honteux triomphes. Considéré comme espion dans les cours d'Allemagne, il s'attaqua à toutes les réputations pour se procurer de l'argent et un nom. Sa brochure sur l'agiotage, dirigée contre Necker, lui valut cette réponse du vertueux Rulhière : « Vous, parler de patrie, comte de « Mirabeau! Si un triple airain ne vous couvrait le front, com« ment ne rougiriez-vous pas de prononcer ce nom? Ce qui cons« titue le citoyen, c'est une famille que des liens rattachent à « la famille commune, des parents, des amis, des clients, des « biens à utiliser pour eux et pour la patrie; des devoirs de fils, « de frère, de mari, de père à remplir, une carrière honorable

« à suivre. Mais vous, comte de Mirabeau, avez-vous un seul « de ces caractères? Vous, sans asile, sans parents, vous avez « pour domicile ordinaire les prisons, où, tour à tour ren- « fermé ou consigné par la prudence paternelle, coupable ou « insensé, vous avez distillé les poisons de votre âme, rongé de « de vos dents les barreaux de vos cachots, pour vous exercer « à mieux déchirer encore ce qu'il y a de plus honorable et de « plus respecté. »

Écrasé sous sa réputation et sous les reproches de sa conscience, Mirabeau sentait le besoin de se réhabiliter en faisant parade de nobles sentiments. Le despotisme domestique et politique qui indisposait les autres excitait en lui une véritable fureur, qui produisit le mélange le plus extraordinaire de grandeur et de faiblesse. Repoussé, malgré tout ce qu'il put alléguer pour sa défense, par le corps de la noblesse, il se tourna du côté du tiers état, à qui il disait : *Je crois que le peuple a toujours raison quand il se plaint. Je crois qu'il ne sait pas s'opposer assez aux abus pour obtenir réparation de ses griefs; je crois qu'il montre trop qu'il ignore que pour devenir redoutable il lui suffirait de rester immobile. La puissance la plus innocente et la plus invincible, c'est de refuser d'agir.*

Son activité, la frayeur même qu'il inspirait lui vinrent en aide; il fut élu malgré son nom, parce que, dans les commotions politiques, le monde appartient aux forts. Le comte de Mirabeau, proscrit par les nobles, trouva dans les rangs du peuple une espèce d'ovation. Sa voix suffit pour apaiser une populace affamée à qui un autre membre de l'aristocratie avait répondu qu'elle n'était pas digne de manger la paille de ses chevaux. Devenu l'idole du peuple, il se présenta désormais pour abattre sans ménagement, certain que, quelque mal qu'il fît, il serait toujours au-dessous de celui dont on le soupçonnerait.

Il y avait parmi les élus du tiers état de l'esprit, des talents, mais aucune expérience politique. Il n'en était pas de même de Mirabeau : il s'appropriait les pensées des autres en les exposant, les œuvres d'autrui en y ajoutant quelques pages éloquentes. Sa conversation était entraînante; orateur véritable au milieu de rhéteurs, son inspiration allait jusqu'au sublime, jusqu'à la vertu, quand la colère s'emparait de son âme. Ses auditeurs étaient entraînés, et lui-même disait : *Si ce n'est pas*

là l'éloquence inconnue à nos siècles amollis, je ne sais quel est ce don du ciel, si rare et si grand.

L'incapacité des ministres et de la majorité de l'assemblée, qui voulait le bien sans savoir en quoi il consistait, qui connaissait le mal sans avoir médité sur les moyens d'y remédier et pourtant espérait y parvenir, grandissaient encore plus ces hommes hors ligne, sur lesquels se portait l'attention générale.

Déjà le christianisme avait proclamé l'égalité des hommes devant Dieu. On voulait alors l'égalité devant les hommes : on voulait abolir les traces des anciennes distinctions de race, les priviléges de famille fondés sur la propriété, et dans les familles les priviléges de naissance ou de sexe, ainsi que dans l'État les différences de classes ; placer toute une nation sous des charges égales et sous une justice uniforme ; diviser la propriété, étendre l'aisance, honorer le travail ; n'imposer au droit de chacun d'autres limites que le droit de tous ; enfin soumettre cette égalité noblement acquise à un ordre qui ne détruisît pas la liberté.

Telles étaient les idées qui fermentaient dans les esprits formés à l'école des économistes et des philanthropes. Ainsi ces députés, convoqués pour rétablir les finances, portèrent leurs vues bien plus haut : ils ne prétendaient à rien moins qu'à renouveler la constitution, à changer les rapports entre le clergé, la noblesse, le tiers état, les parlements et le roi. On pensait toutefois que cette révolution, déjà faite dans les idées, s'accomplirait sans difficulté ; car le roi pourrait en prendre la direction, en acceptant ce qu'il y avait de mieux dans tous les cahiers : une constitution écrite, la responsabilité des ministres, et la convocation régulière des états.

C'était ainsi que pensait la capitale. A la cour, la reine n'ignorait pas qu'on la voyait de mauvais œil, et elle évitait de se mêler ouvertement des affaires ; le roi, au contraire, savait qu'il était aimé, et il méritait de l'être. Necker, pensant que l'opinion marche toujours de conserve avec la sagesse et la modération, se flattait de pouvoir la guider à l'aide de sa rhétorique financière. Tous étaient persuadés de la toute-puissance de sa philosophie, et voulaient l'étendre à toute la nation.

Mais les esprits clairvoyants apercevaient beaucoup de symptômes alarmants. Ces six cents députés ne se connaissaient pas entre eux, et ils ignoraient les formes parlementaires. Un grand nombre, parmi les bourgeois surtout, étaient agrégés à la

franc-maçonnerie, dont le duc d'Orléans était le grand maître. Si les prélats se flattaient de voir l'esprit antireligieux réprimé par l'assemblée, une foule de curés y arrivaient avec l'espoir d'abattre les barrières qui leur interdisaient les hautes dignités de l'Église, et les philosophes machinaient déjà la démolition de l'édifice religieux. La classe moyenne était dirigée par des banquiers et des gens de finance, qui spéculaient sur les bouleversements, et par des avocats, qui, ayant puisé à la hâte dans les clubs et dans l'Encyclopédie une teinture de politique, dans leurs discours mêlaient Helvétius, Voltaire, Port-Royal, et voilaient sous de grands mots leurs intérêts personnels. Les uns avaient appris de Mably à n'admirer que les anciennes républiques ; d'autres, de Raynal, à décrier toutes les institutions ; ou, de Diderot, à haïr la religion et les prêtres : la plupart étaient enthousiastes du *Contrat social* de Rousseau, qui fut à la révolution française ce qu'avait été la Bible à celle d'Angleterre. Ce n'était donc déjà plus la révolution de l'intelligence ; c'était celle des intérêts et des passions.

En dehors de l'assemblée, les bourgeois, braves gens, timides, crédules, avides de nouveautés, assistaient au drame qui s'ouvrait comme à un spectacle. Mais il vint s'y mêler une tourbe inquiète, poussée à Paris par la faim et par les rigueurs d'un hiver cruel, et ne demandant que troubles, dans l'espoir d'y donner libre carrière à cette fureur haineuse dont elle avait déjà donné des signes terribles.

Louis XVI, se défiant de lui-même, aimant le bien, mais redoutant l'anarchie, se flattait de pouvoir tenir la balance égale au milieu des dissensions qui, dès les premiers moments, éclatèrent parmi les états. La noblesse se montrait opiniâtre dans la défense de ses prérogatives, mais sans beaucoup de résultat : comme elle ne pouvait rabaisser autrement le tiers état, elle eut recours à la mode, et fit étalage de manteaux, de rochets, de plumes, de broderies, tandis que le tiers état gardait l'habit noir et le chapeau à trois cornes. L'opinion populaire se manifesta par les applaudissements prodigués aux députés du Dauphiné, qui ne firent aucune distinction entre les trois ordres.

Au lieu de réserver ses forces pour les grandes circonstances, la noblesse commença à se montrer hostile sur des futilités. Quand il fut question de vérifier les pouvoirs en commun, elle ne voulut pas y consentir ; et, reniant deux siècles de progrès, elle s'obstina à vouloir qu'il fût procédé comme en 1614. Si

quelques membres du clergé se montraient décidés à voter avec la noblesse, la majorité n'attendait qu'une occasion décente de s'unir avec le tiers état.

La résistance devient un stimulant de plus. Excités par les railleries de ceux qui disaient que le tiers ne réussirait à rien, les hommes de ce parti prirent les choses de si haut que, reniant l'histoire, ils se déclarèrent les représentants de vingt-cinq millions de Français laborieux, ajoutant que leurs adversaires représentaient à peine cent vingt-cinq mille propriétaires *improductifs*.

Pour l'œil attentif, le coup décisif fut porté dès la première 1789.
séance. Le gouvernement, qui aurait pu prendre une initiative énergique, livra tout à la discussion. Mirabeau, dans le *Journal des états généraux*, usa de la liberté de la presse avant même qu'elle eût été réclamée, rendant compte de la séance avec une liberté et une hauteur qui ne s'était jamais vue. Les députés prirent le nom d'*Assemblée nationale;* c'en était fait du passé, Assemblée nationale.
et une révolution commença, plus radicale que personne n'aurait pu jamais le prévoir.

L'assemblée fait immédiatement acte d'autorité en votant les impôts, qui devaient cesser d'être exigibles du moment où elle serait dissoute; et elle prévint la banqueroute, qu'on redoutait, en mettant les créanciers de l'État sous la caution de la loyauté française. Une hardiesse si bien mesurée rassura le peuple et effraya les grands, qui se réconcilièrent alors avec la cour, pour réprimer l'audace du tiers état.

Necker, voyant où le mouvement tendait, proposa une constitution semblable à celle qui fut octroyée vingt-cinq ans plus tard après tant de souffrances. Mais Louis XVI, à l'instigation de la reine et des princes, voulut y apporter des modifications, et convoqua les états pour une séance royale. La salle ayant été fermée pour les préparatifs nécessaires, les députés du tiers se réunirent dans un jeu de paume; et là, sous la présidence de l'astronome Bailly, doyen de l'assemblée, ils jurèrent de ne se 10 mai.
séparer qu'après avoir accompli la régénération politique du pays.

Louis XVI tenta alors de se rendre maître du mouvement 23 mai.
en faisant des concessions plus larges que jamais en eut accordées un roi; mais Mirabeau s'écria : *J'avoue que cela pourrait être le salut de la patrie si les dons du despotisme n'étaient toujours dangereux*. Ainsi ses concessions elles-mêmes furent

déclarées tyrannie; on trancha de l'héroïsme en face d'un roi faible et incertain, qui, exclu du mouvement, fut réduit à une inaction absolue. Necker, qui avait donné sa démission, la retira, comme pour rester la sauvegarde du roi. Il fut porté en triomphe par le peuple.

Dès ce moment les faits se succédèrent avec tant de rapidité que la plupart des écrivains ont cru y voir des combinaisons de cette lutte secrète qui se continuait, depuis des siècles entre les maisons de Bourbon et d'Orléans. Quoique cela ait été nié, et qu'il n'en ait été retrouvé aucune trace légale, il paraît que le duc d'Orléans aspirait à la lieutenance générale du royaume, et que Mirabeau le soutenait, dans l'espoir d'être son premier ministre. Mais si ce prince était populaire, il n'était pas estimé; s'il était prôné par ses commensaux et ses agents stipendiés, on frémissait à la pensée de le voir à la tête de l'État en compagnie d'un homme non moins corrompu que lui. C'était un esprit politique médiocre à qui il manquait l'énergie du crime et des grandes ambitions.

Il décida beaucoup de nobles à se rallier à l'assemblée, où se trouvaient déjà plusieurs membres du clergé. Le roi lui-même ordonna que toute la noblesse eût à s'y rendre, en disant : *Je ne veux pas qu'un seul homme périsse à cause de moi*. L'astronome Bailly s'écria : *La famille est complète !* et ce simple citoyen, connu seulement par sa vertu et ses talents, se trouva présider tous les grands du royaume et de l'Église. L'assemblée déclara ses membres inviolables; et, s'étant ainsi investie de l'autorité législative, elle put entreprendre de donner une constitution au royaume.

Cependant les électeurs, qui s'étaient réunis pour nommer les représentants, ne s'étaient pas séparés. Une idée mal entendue de la souveraineté du peuple faisait le principe de l'autorité permanente du représenté sur le représentant; et les districts considéraient comme des mandataires inférieurs les membres de la municipalité, qui était composée de deux délégués pour chacun des soixante districts. Il y avait des réunions continuelles à l'hôtel de ville et dans le jardin du Palais-Royal, dont les cafés devinrent des tribunes. La vertu s'y trouvait confondue avec le vice, les exaltés de bonne foi avec les intrigants et les fripons, les honnêtes femmes avec les prostituées; on discutait, on prenait des résolutions, on clabaudait avec d'autant plus de hardiesse que la légalité manquait. Ce fut là que

surgit Camille Desmoulins, l'un des enfants les plus populaires de la révolution. Naïf dans ses emportements, affectueux avec sa famille, vif et spirituel, ouvert à tous les genres d'émotions, il en vint à tous les excès, comme ce peuple dont il sortait. Il s'imagina qu'il pouvait réformer la société avec des souvenirs de collége, et réaliser ce vœu de Henri IV, que tout paysan pût avoir le dimanche la poule au pot. En attendant il entretenait la fièvre populaire, qui allait sitôt aboutir à des assassinats. Camille Desmoulins.

Quand le pouvoir légal succombe, cent pouvoirs prennent aussitôt sa place. Ce que l'assemblée exécutait, les clubs qui s'étaient formés partout prétendaient le faire à leur tour; et l'exagération y éclatait d'autant plus librement qu'elle n'était pas réprimée. C'était dans le club des *Jacobins*, ainsi appelé du couvent de ce nom, où il se réunissait, que se préparaient les motions destinées à agiter l'assemblée. Désireux de voir la révolution intérieure se propager, il eut des affiliés dans toute l'étendue du royaume. Il avait pour chefs Duport, Barnave et les Lameth. Le clube rival, appelé des *Feuillants*, avait à sa tête La Fayette et Bailly, hommes calmes et éclairés, et par cela même impuissants. La première légion révolutionnaire fut formée des gardes françaises, qui se rangèrent du côté du peuple.

Cependant l'autorité, qui disposait de l'armée, des forteresses, des arsenaux, pouvait encore dompter une multitude soulevée; aussi ceux qui auraient dû conseiller à Louis XVI de tenir sa parole et de se placer franchement dans la liberté lui persuadèrent de recouvrer par les armes une souveraineté à laquelle il avait renoncé spontanément. La cour réunit donc des troupes, soit pour effrayer, soit pour se défendre. Mirabeau dénonça ces armements à la tribune, et fit voter à l'assemblée une adresse au roi, qui était une injonction et un appel aux armes : « Le danger, sire, est pressant, il est universel, il est au delà de tous les calculs de la prudence humaine.

« Le danger est pour le peuple des provinces. Une fois alarmé sur notre liberté, nous ne connaissons plus de frein qui puisse le retenir. La distance seule grossit tout, exagère tout, double les inquiétudes, les aigrit, les envenime.

« Le danger est pour la capitale. De quel œil le peuple verra-t-il, au milieu de la disette et des angoisses les plus cruelles, une tourbe de soldats menaçants lui disputer les restes de sa subsistance? La présence des troupes réchauffera, ameutera, pro-

duira une fermentation générale; et le premier acte de violence, exercé sous prétexte de police, peut commencer une suite d'horribles malheurs.

« Le péril est pour les troupes. Des soldats français approchés du centre des discussions, participant aux passions comme aux intérêts du peuple, *peuvent oublier qu'un engagement les a faits soldats, pour se rappeler que la nature les fit hommes.*

« Le péril, sire, menace ces travaux qui sont notre premier devoir et qui n'auront un plein succès, une véritable permanence qu'autant que les populations les considéreront comme entièrement libres. Il y a, en outre, une contagion dans les mouvements passionnés.

« Nous ne sommes que des hommes; la défiance de nous-mêmes et la crainte de paraître faibles peuvent nous entraîner au delà des bornes. Nous serons des conseils violents, démesurés : la raison calme et la tranquille sagesse ne rendent pas leurs oracles au milieu du tumulte, des désordres, des scènes factieuses.

« Le danger, sire, est plus terrible encore...; et jugez de son étendue par les alarmes qui nous amènent devant vous! De grandes révolutions ont eu des causes beaucoup moins éclatantes, et plus d'une entreprise fatale aux nations et aux rois s'annonça d'une manière moins sinistre et moins formidable. »

En dépit de cette manifestation, la reine, qui avait cessé d'être frivole, mais qui n'entendait rien à ces mots de peuple et de liberté, s'obstina à mettre sa confiance dans la noblesse; 12 juillet. et la cour médita un coup dont les conséquences pouvaient être terribles. Necker, en qui l'on ne vit plus qu'un censeur importun, fut invité à se retirer. La rumeur éclate alors; les théâtres sont fermés, et la révolution prend une face nouvelle. Camille Desmoulins arrache aux arbres du Palais-Royal une feuille qu'il attache à son chapeau, et chacun s'empresse d'orner le sien de ce signe de ralliement. La Fayette, mis à la tête de la garde nationale, dit, en joignant la couleur blanche du roi à celles de la ville, qui étaient le rouge et le bleu : *Cette cocarde fera le tour du monde.* Les électeurs s'emparent de l'autorité que leur offre la circonstance, et constituent une municipalité. Bailly, nommé maire, se résigne à occuper un poste « qui ne devait être ni désiré ni refusé. » Les bustes de Necker et du duc d'Orléans sont portés en triomphe, des pierres sont lancées sur les soldats; des coups de feu, des incendies, des menaces ré-

pandent l'inquiétude; on se fabrique des armes, puis le pillage commence; et le peuple, s'armant de ce qu'il trouve à sa convenance dans les musées, se précipite en masse sur la Bastille. Les Suisses et les invalides qui en formaient la garnison sont contraints de capituler; les chefs sont tués et les autres se sauvent à grand'peine. On croyait délivrer des centaines de prisonniers politiques; on n'y trouva que sept détenus incarcérés pour différents délits.

Prise de la Bastille. 14 juillet.

Cet événement, qui devait inaugurer le règne de la violence, fut fêté comme le plus grand des triomphes (1).

C'est donc une émeute? s'était écrié Louis XVI. *Dites une révolution, sire*, lui répondit de duc de Liancourt. En effet, le roi et l'assemblée se trouvaient à la merci d'une insurrection dirigée par des chefs cachés. Les princes, généralement détestés, prirent le parti de fuir; le roi, qui, moins haï qu'eux, ne connaissait point la peur lorsque le danger ne menaçait que lui-même, se présenta à l'assemblée sans gardes ni cortége; et, bien que Mirabeau retînt les applaudissements avec ces mots: *Le silence du peuple est la leçon des rois!* cette démarche le réconcilia avec l'assemblée. Puis, cédant au désir du peuple, Louis XVI se rendit à Paris, mais après s'être confessé, avoir reçu la communion et rédigé une protestation contre ce qu'il pourrait se trouver contraint de faire. Bailly, qui lui présenta les clefs de la ville, lui rappela qu'elles avaient été offertes à Henri IV, avec cette différence que ce prince *avait recouvré son peuple, tandis qu'en ce moment le peuple recouvrait son roi*. Louis XVI, suivi d'une foule de gens des campagnes, traversa cent mille gardes nationaux aux cris de *Vive la nation!* Après avoir été reçu à l'hôtel de ville avec les rites maçonniques, *sous la voûte d'acier,* il prit la cocarde tricolore. Les députés jurèrent de la défendre, et il revint à Versailles aux cris de *Vive le roi!*

Ainsi la nation se trouvait désormais maîtresse du pouvoir législatif et de la force armée. L'assemblée nationale s'était

(1) Peu après, on lisait sur l'emplacement où s'élevait la Bastille une inscription portant : *Ici l'on danse.* Les grenadiers firent, avec les marbres qui en provinrent, un jeu de dominos, dont ils firent présent au dauphin, avec des vers dont voici le sens : *Les pierres de ces murailles, qui renfermèrent d'innocentes victimes de l'arbitraire, ont été transformées en ce jeu, qui vous est offert comme un hommage de l'amour du peuple, pour vous enseigner quelle est sa puissance.* On fit des verrous de la forteresse une épée pour le général La Fayette; la grosse clef de la porte d'entrée fut expédiée à Washington.

déclarée constituante; c'était la nation se gouvernant elle-même. Aussi se crut-elle affranchie de tous les ménagements auxquels l'autorité royale se sentait obligée. Hardie parce qu'elle était despotique, elle soumit tout à la discussion, et se créa des ressources de ce qui jusque-là avait été jugé impossible. Mirabeau, qui la dirigeait, apportait, au milieu de ces intelligences que les théories de Rousseau avaient hallucinées, des idées pratiques de gouvernement. Il avait étudié à fond la constitution d'Angleterre, « source inépuisable de grands exemples, disait-il, pays classique des amis de la liberté. » Il en tirait cette force que l'application donne aux principes. Ne voyant que fiction dans le passé, il sacrifiait tout, sans égards, sans formules timides.

Necker fut rappelé triomphalement; on le proclama à haute voix le ministre nécessaire, et son retour aux affaires fut un jour de fête. Il se flattait encore d'arrêter cette fureur de bouleversement, et commença par proposer une amnistie (1). Mais Mirabeau, qui l'avait pris en haine parce qu'il ne pouvait se faire de lui un instrument, chicana sur l'illégalité de la mesure. Comment accorder les prétentions de l'aristocratie et les dé-

(1) Necker disait aux membres de la municipalité : « Signalés par le choix de vos concitoyens, vous voudrez avant tout être les défenseurs des lois et de la justice; vous ne voudrez pas qu'un citoyen soit condamné ou puni sans avoir eu le temps de se faire entendre, de se faire examiner par des juges intègres et impartiaux, ce qui est le premier droit de l'homme, le plus saint devoir des puissants, l'obligation la plus constamment respectée par les nations... La justice doit être éclairée et animée toujours d'un sentiment de bonté. Ces principes, ces mouvements dominent mon âme à tel point que, si j'étais témoin d'un acte qui leur fût contraire, j'en mourrais de douleur ou j'en perdrais toute force.

« J'ose donc, messieurs, me confier en vous, qui m'honorez de votre bienveillance. Vous avez daigné accorder quelque intérêt à mes services; et, dans le moment où je suis pour en demander une haute récompense, je me permettrai pour la première, pour la seule fois, de dire qu'en effet mon zèle n'a pas été inutile à la France. Pour cette haute récompense, je vous demande des égards pour un général étranger (Bezenval), s'il n'a besoin que d'égards; de l'indulgence et de la bonté, s'il a besoin de plus. Je serais bien plus heureux si cet exemple devenait le signal d'une amnistie qui rendît le calme à la France, à tous les citoyens, et permît à tous les habitants de ce royaume de tourner uniquement leur attention vers l'avenir, afin de jouir de tous les biens que peuvent nous promettre l'union du peuple avec le souverain, et l'accord de toutes les forces propres à fonder le bien-être sur la liberté, et la durée de cette liberté sur le bien-être général. Ah! que tous les habitants de la France reviennent pour toujours sous la garde des lois! Cédez, je vous en supplie, à mes vives instances; et que ce jour, grâce à vos bienfaits, devienne le plus heureux de ma vie et l'un des plus glorieux qui vous soient réservés. »

fiances du peuple? Necker fut bientôt regardé par la cour comme un présompteux; elle l'abandonna, pour se confier à des conseillers qui ne le valaient pas.

L'assemblée crut détruire dans leur racine les maux passés et présents en abolissant les priviléges et les oppressions féodales et en décrétant l'égalité entre les nobles et les plébéiens. Alors furent révélées des corvées que l'on aurait cru à grand'peine exister au dix-huitième siècle, telles que l'obligation pour les paysans de traîner les chariots du seigneur et de veiller la nuit en battant l'eau, afin que les grenouilles ne troublassent pas son sommeil; le droit de prélibations impudiques et celui d'ouvrir le ventre à deux vassaux, pour rendre la vigueur aux pieds du seigneur après les fatigues de la chasse, droits que les progrès de la civilisation avaient fait tomber, il est vrai, en désuétude, mais qui jamais n'avaient été abolis.

L'indignation éclata à ces récits, et aussitôt une fièvre de générosité s'empara de la noblesse, qui se trouva heureuse de posséder des priviléges pour pouvoir en faire le sacrifice : le clergé suivit son exemple. On renonça aux chasses, aux pêches réservées, aux avantages cléricaux, à tous les titres fondés sur des droits historiques; la vénalité des charges de judicature fut supprimée, et l'on n'épargna pas même les priviléges des communes et des corporations. Sieyes défendit la dîme du clergé contre ceux « qui voulaient être libres, et ne savaient pas être justes. » Mais Mirabeau soutint qu'il fallait l'abroger, et salarier le clergé, attendu qu'il n'y avait à son avis que trois moyens d'exister en société : voler, mendier ou être salarié. Il l'emporta, et l'on peut dire que, dans cette journée, la révolution atteignit son but. L'assemblée décréta un *Te Deum* et décerna au roi le titre de ***Restaurateur de la liberté***.

Mais si cette nuit, à jamais mémorable, vit éclater chez les 4 août.
Français de magnanimes élans, on reconnut dans les jours suivants combien était périlleuse une générosité qui, n'ayant fait aucune distinction entre ce qui devait être aboli et ce qui devait être racheté, avait laissé croire que nulle exigence ne pouvait être portée trop loin. La chasse une fois libre chacun s'y lança avec une telle fureur que les récoltes en furent dévastées. L'abolition des dîmes enrichit les propriétaires de soixante-dix millions sans qu'il en revînt rien à l'État.

L'entraînement produit par les cessions volontaires alla jusqu'à mettre les propriétés en péril; car un peuple en mouve-

ment ne s'arrête pas à volonté. On brûla les châteaux, on pilla les convois de grains dirigés sur Paris, où la disette augmenta. Camille Desmoulins vit un privilége pour la garde nationale dans le droit de porter des armes et un uniforme : *Le droit de porter un fusil et une baïonnette*, dit-il, *appartient à tout le monde*. On tenta d'arrêter les assassinats en proclamant la loi martiale; en même temps on encouragea la délation, et les procès pour crime de lèse-nation se multiplièrent. Lorsqu'ils eurent cessé dans la capitale, ils continuèrent dans les provinces, surtout dans le Midi : les démagogues s'en firent un moyen d'irriter le peuple, tandis que d'autres, poussant l'assemblée à des mesures extrêmes, lui firent voter une déclaration des droits de l'homme.

Déclaration des droits de l'homme.

Cette révolution si impétueuse et pourtant si souvent imitatrice voulait encore en cela contrefaire la révolution américaine. Mais il fallait, pour mener à bien une si grande tâche, au lieu de maximes générales susceptibles d'être niées ou discutées, de ces vérités de fait qu'on ne saurait entendre que d'une seule façon, et qu'il est impossible de réfuter. Mirabeau disait avec raison : *La liberté n'est pas le fruit d'une doctrine abstraite et de déductions philosophiques ; les bonnes lois résultent de l'expérience journalière et des raisonnements qui naissent de l'observation des faits*. Or, cette célèbre déclaration ne sut pas même définir ce que c'était que le droit. On y confondait les définitions, les maximes, les principes ; des vérités évidentes et saintes furent mêlées à d'autres que l'histoire et l'expérience démentent également, à des formules vagues que le public n'entendait pas et qui n'étaient pas nécessaires au petit nombre des philosophes. Les Anglais avaient présenté aussi à Guillaume III, après la révolution de 1688, une espèce de déclaration des droits ; mais d'abord elle venait après une révolution ; puis elle n'énonçait qu'un petit nombre de principes clairs et simples, non susceptibles de discussion ou de contradiction, et ayant pour objet de garantir des droits positifs. Celle qui venait d'être promulguée en France était une sorte de constitution universelle qui précédait une constitution nationale ; on y sacrifiait l'homme réel à un homme fantastique, on y réglementait l'humanité abstraite, et non les vingt-six millions de Français d'une époque déterminée, et dont il y avait à interroger les mœurs.

Grand exemple de la hardiesse de l'homme, qui se figure pouvoir tout, et de la difficulté qu'ont à définir les libertés

sociales ceux qui ne voient pas qu'elles dérivent d'en haut.

A peine la liberté naturelle eut-elle été décrété qu'il fallut en sacrifier une grande partie à la liberté politique dans la constitution qui fut bientôt mise en discussion. Les premiers débuts montrèrent combien l'esprit public était en éveil. Le gouvernement monarchique héréditaire, le pouvoir exécutif réservé au roi, le concours de la nation à la confection des lois et au vote de l'impôt, c'étaient là des points sur lesquels tout le monde était d'accord. Les avis furent partagés sur la question de savoir s'il y aurait une ou deux chambres législatives, sur la permanence ou sur la périodicité du corps législatif, ainsi que sur sa dissolution; sur l'existence politique du clergé et des parlements; sur l'étendue de la liberté de la presse; sur le droit royal d'opposer le *veto* aux décisions des chambres.

Le parti monarchique constitutionnel était prépondérant, et la France aurait pu, dès ce moment, posséder l'unité nationale, l'égalité civile, la liberté politique si elle avait su s'en contenter. Déjà Mounier demandait clairement une chambre élective, un sénat à vie, un roi constitutionnel; mais ni lui, ni Clermont-Tonnerre, ni Lally-Tolendal, dont les idées furent généralement adoptées par la suite, ne parvenaient à se faire écouter; les défenseurs de la couronne eux-mêmes étaient peu d'accord entre eux. Necker avait du moins un plan fixe : il voulait la constitution anglaise avec deux chambres, ainsi qu'avec la nécessité de la sanction royale; mais comme cette constitution avait été une transaction, il n'était possible de l'appliquer en France de la même manière qu'après une lutte plus ou moins prolongée. La haute aristocratie était alors pour une chambre unique, à laquelle répugnait la petite noblesse, sachant bien que l'accès lui en serait interdit. Le peuple, qui redoutait la noblesse, prétendait ne la laisser s'ingérer dans rien, voulait que la nation décrétât et que le roi exécutât; ce qui aurait constitué une république avec un président. Sieyes, logicien serré, qui n'admettait aucune distinction entre la nation et le roi, s'écria : *Un seul Dieu, une seule nation, un seul roi, une seule chambre !*

Tandis que l'assemblée s'occupait de débattre ces questions sociales, la municipalité se trouvait aux prises avec de terribles embarras pour nourrir tout ce peuple en armes, dont les passions étaient exaltées jusqu'à la fureur, et pour faire justice de ceux qu'il ne massacrait pas.

Les aristocrates se montrèrent consternés du coup qui leur avait été porté ; les démocrates en conçurent des espérances sans bornes ; et, ce qui est pis, la capitale ou plutôt une multitude grossière en vint à peser sur les délibérations de l'assemblée, qui, après avoir été dirigées par la partie la plus saine et la plus honnête de la nation, subirent désormais les exigences oppressives d'une populace ignorante et corrompue. Cette tourbe commença à traduire ses théories en forfaits, à goûter la volupté du sang ; et les nobles, qui n'avaient pu empêcher la révolution, la virent avec satisfaction se déshonorer par des excès. Quelques assassinats révélaient de temps en temps quels instincts et quelles habitudes l'on cherchait à donner au peuple. Le crime devint bientôt un objet de plaisanterie ; des pasquinades et des caricatures habituèrent le peuple à rire des victimes ; Camille Desmoulins s'intitula procureur général de la lanterne, et l'honnête Barnave s'oublia jusqu'à dire : *Le sang versé est-il donc si pur?*

Tout à coup le bruit se répandit dans les provinces, sans qu'on en ait jamais su l'origine, que des brigands arrivaient de tous côtés pour piller et détruire les récoltes : aussitôt tous les gens de la campagne se mirent sur la défensive. Les brigands ne parurent pas ; mais la France entière se trouva en armes, et en état de défendre ses droits. L'insurrection s'étendit ; les districts et les corporations imitèrent Paris ; partout on discuta et on délibéra. On brûla les châteaux, on égorgea les nobles et les suspects, on infligea à plus d'une victime les plus atroces tourments. Heureux ceux qu'on envoyait seulement à Paris pour y remplir les prisons !

Chaque fois que des opinions modérées l'emportaient dans l'assemblée, la populace s'ameutait en criant au despotisme et *à la lanterne!* Parfois arrivait à l'assemblée un message conçu en ces termes : « L'assemblée patriotique du Palais-Royal a l'hon« neur de déclarer que si la faction aristocratique, composée « en partie du clergé, en partie de la noblesse, et de cent vingt « membres des communes, ignorants et corrompus, persiste « à troubler l'harmonie et à demander le *veto*, quinze mille « hommes sont prêts à mettre le feu à leurs maisons et à leurs « châteaux. »

C'est ainsi que les fureurs du dehors se joignaient à l'inexpérience législative, à la manie discoureuse, aux abstractions métaphysiques d'une assemblée livrée à toutes les incertitudes d'un

pouvoir sans traditions. Était-il possible, dans des circonstances pareilles, de préparer une bonne constitution?

La multitude entendait par liberté le droit de ne rien payer du tout; il en résulta que le déficit des finances s'accrut de jour en jour. Il avait fallu, pour entretenir un peuple entier sous les armes, vider les caisses publiques. On avait réduit le prix du sel en même temps que d'autres branches de revenu périssaient. Un emprunt de quatre-vingts millions était nécessaire; mais on ne trouva personne pour souscrire. Quand Necker proposa la taxe d'un quart sur les revenus, on y vit le résultat d'un complot; Mirabeau seul, bien qu'ennemi du ministre, la fit décréter, et sauva pour le moment la monarchie.

Les factions souhaitaient naturellement d'arracher la cour d'une petite ville où elle n'était entourée que de ses serviteurs, pour la transférer au milieu du peuple, dans le palais des Tuileries, inhabité depuis un siècle. Une masse composée en 1789.
grande partie de femmes, parmi lesquelles se trouvaient des individus travestis, fit irruption dans l'hôtel de ville, et de là se 5 octobre.
mit en marche sur Versailles. La Fayette, qui mieux que personne pouvait sauver la cour, y fut entraîné par la garde nationale; le château fut envahi non sans effusion de sang, et le roi promit de se transporter à Paris. Il y fut précédé par la foule victorieuse, qui rapporta en triomphe des têtes sanglantes, et par des mégères échevelées poussant des vociférations. Louis XVI arriva à l'hôtel de ville, et tout bouleversé il s'écria : *Je reviens avec confiance au milieu de mon peuple de Paris.*

Il était aisé de voir, à tous ces ébranlements, que le peuple de la liberté était devenu le peuple de l'anarchie, que la société civile, au lieu de marcher avec calme dans le progrès, se soulevait en fureur contre la société domestique et seigneuriale. Beaucoup de membres de l'assemblée donnèrent leur démission, beaucoup de nobles émigrèrent avec la pensée d'une contre-révolution. Le duc d'Orléans, maudit comme la cause de tout le mal, avait pour émissaire Mirabeau, qui n'avait pas plus de confiance dans sa capacité que le prince n'en avait dans la moralité du tribun. Mirabeau, voyant qu'il ne pouvait l'amener à rien de décisif, s'écria : *Il a le prurit du crime; mais il n'en a pas le courage;* et il se laissa acheter par la cour, dont il reçut une pension nécessaire à ses prodigalités. Cependant il ne trahit pas la cause nationale; mais il s'efforça de démontrer au roi que le seul moyen de salut était de se rattacher loyalement

à la liberté, et de se mettre à la tête du mouvement pour le modérer. Sa vanité trouvait à se repaître dans les réceptions mystérieuses qu'on lui ménageait au palais en même temps que la hardiesse de ses discours lui acquérait la popularité. Tout en se donnant l'air de braver le pouvoir, il se flattait de reconstruire l'édifice monarchique, qu'il avait sapé de ses propres mains.

1790. Le roi, d'après ses conseils, protesta de son attachement aux nouvelles institutions, qui réalisaient, dit-il, ce que lui-même avait désiré et tenté; il promit de façonner le cœur de son fils au nouvel ordre de choses. Ce jour-là Louis XVI fut encore salué des acclamations du peuple; mais il couvait au fond de l'âme de bien tristes pensées. Après avoir juré la constitution dans l'assemblée, il rentra, et se jeta en pleurant sur un siége : *Tout est perdu!* dit-il à la reine, non moins désolée que lui. *Ah! madame, vous avez donc été témoin de tant d'humiliations! il vous a fallu venir en France pour voir...*

Le 14 juillet, jour anniversaire de la prise de la Bastille, la fête de la Fédération fut célébrée avec toute l'allégresse française. Les gardes nationales et les députations de la France entière se réunirent dans le Champ-de-Mars, qui fut disposé pour cette fête. Des étrangers demandèrent au nom du genre humain à y être admis, pour pouvoir faire initier leurs compatriotes aux joies de la liberté. L'autel de la patrie était surmonté de l'image du Christ; le roi y prêta serment à la nation, et la nation applaudit même Marie-Antoinette, qui, profondément émue, lui montrait le jeune dauphin. La joie que produisit cette concorde touchante se répandit dans toute la France, et partout retentirent les cris de *Vive la patrie! Vive le roi!*

Le lendemain, les soupçons et les haines reprirent le dessus pour bientôt en venir à des massacres.

La cour, ne sachant point mesurer ses pas dans la route nouvelle qu'elle avait à parcourir, laissait voir sa mauvaise humeur contre les réformes, ou accueillait les espérances rétrogrades du clergé et de la noblesse : l'une entretenait des intelligences avec l'étranger, l'autre se flattait encore de réveiller le sentiment religieux chez les contemporains de Voltaire. Opposition maladroite qui aigrissait les passions, et paralysait ceux-là qui voulaient sincèrement venir en aide au roi.

L'assemblée s'était installée, le 19 octobre 1790, dans une longue salle du Manége, dans le voisinage des Tuileries. Les

siéges du président et des secrétaires s'élevaient au milieu des députés du peuple et de l'aristocratie; les bancs s'échelonnaient graduellement jusqu'à la partie la plus élevée, que l'on appelait la Montagne et où siégeaient les membres qui se signalaient par leur exagération.

Talleyerand, évêque d'Autun, sorti d'une grande famille et devenu boiteux par accident, s'était vu forcé d'entrer dans l'Église au lieu de suivre la carrière des armes. C'était plutôt par des arguties voltairiennes que par de mâles discours qu'il se faisait remarquer; cherchant à plaire à ceux qui dominaient, il était l'homme des circonstances. Les principaux orateurs du côté droit étaient l'abbé Maury et Cazalès. Le premier s'était fait connaître par un éloge de saint Vincent de Paule; et quoiqu'il passât pour peu régulier dans ses mœurs, il avait le désir de s'élever très-haut. Non moins hardi à agir qu'à parler, il abondait en réminiscences historiques, et savait décocher à propos des mots piquants; mais il avait plus d'éclat que de conviction, plus d'emphase que d'éloquence. Cazalès, nourri de la lecture de Montesquieu, jetait à la tribune des éclairs inattendus; il s'y montra modéré et sage, bien qu'il eût une réputation de légèreté.

Ces députés et d'autres encore prenaient la parole quand la discussion s'engageait, et improvisaient des discours au milieu des huées, des applaudissements, des interruptions, des défis, des hurlements de spectateurs soudoyés et de la multitude qui s'agitait au dehors, prodiguant à la sortie ses ovations ou ses insultes aux orateurs, selon ses passions du jour. Au milieu de cette cohue hideuse se croisaient les traits d'esprit, de générosité, de politesse, de courageuse impartialité.

Le jour où s'ouvrit l'assemblée, la noblesse, qui croyait avoir pour elle le droit, consentait bien à traiter avec le tiers état, qui, réclamant certains droits concédés à ses ancêtres, voulait les affermir et les étendre. Mais une fois réuni il s'aperçut que le terrain était trop restreint; et au lieu de glaner dans l'histoire quelques concessions partielles, les fils des vaincus remontèrent à l'époque de la conquête, et dirent à la race dominatrice, aux nobles, aux prêtres, au roi : *Vos ancêtres nous ont vaincus, c'est bien; ils nous ont assujettis, opprimés, c'était leur droit. Maintenant c'est nous qui voulons vous conquérir. Êtes-vous assez forts, réduisez-nous de nouveau en servitude. Ne l'êtes-vous pas, subissez la loi de tout pouvoir usé; devenez à*

à votre tour les vaincus, non toutefois pour nous obéir, mais pour être nos égaux.

Ces idées claires que tous les hommes comprennent et dans lesquelles ils s'accordent tous ne convenaient plus. On ne songeait pas qu'après la morale rien ne doit être plus sacré que les coutumes de la patrie, et que réformer ce qui n'en a pas besoin produit beaucoup d'inimitiés et peu d'amis.

Les principes les plus généralement admis furent donc remis en discussion : tout discours fut un traité de droit public, remontant toujours jusqu'à Adam; le droit historique, qui avait régné jusqu'alors, dut céder la place au droit philosophique, dégagé de toute entrave de possession et de coutumes. L'assemblée était forte par le nombre, par le savoir, par la volonté; elle réunisait tout ce que la spéculation, la pratique, les lumières, la générosité comptaient de plus distingué. Elle traitait toutes les questions, les discutait pied à pied, mais sur un ton dogmatique; elle examinait les conditions sociales dans la sphère de l'abstraction, et non selon la pratique et le bon sens traditionnel. Elle ne se contentait pas de nier; elle affirmait et constituait avec le projet gigantesque de régénérer toutes les parties de l'État. Avec cette manière logique on en vint à soutenir que les corporations ne pouvaient posséder légitimement, et qu'on était en droit de les détruire pour en hériter; que la propriété territoriale était temporaire, et que la nation pouvait la reprendre quand elle en avait besoin; que les droits de tester et d'hériter ne dérivaient pas de la loi naturelle, mais que la loi civile les conférait ou les supprimait à son gré; que la confiscation pouvait frapper les citoyens en masse pour des motifs politiques.

Le grand principe de l'assemblée constituante était : *Ex unitate libertas*. Or, comme on ne respectait plus rien du passé, ce fut une mesure décisive que de supprimer, sur la motion de Sieyes, l'ancienne division de la France en provinces qui différaient de priviléges et de coutumes, pour la distribuer en départements, n'ayant ni passé historique, ni souvenir d'anciens droits. Le pouvoir central en prit une grande force. Les autorités municipales eurent des attributions étendues; les tribunaux, composés de juges désignés par l'élection populaire, remplacèrent les parlements. La vénalité des charges fut abolie; on améliora la procédure; on projeta un Code civil uniforme; on effaça toutes traces de la noblesse héréditaire; et la liberté du

genre humain fut proclamée à la demande d'une députation de Siamois, de nègres, de serviteurs à gages et d'étrangers de tout pays.

Une fois l'administration et la justice ramenées à l'uniformité, on voulut en faire de même pour l'ordre ecclésiastique. La philosophie, la religion, le bien public, l'égalité, la liberté s'élevaient à l'envi contre le clergé. Les députés jansénistes, qui, avec cet esprit d'ordre étroit qui aperçoit partout des abus, avaient fomenté la révolution, voulurent au moins sauver les autels. Camus, leur chef, crut, au moyen de la *constitution* 1790.
civile du clergé, mettre la religion de l'État en harmonie avec les lois nouvelles. Après avoir assigné douze cents francs de traitement aux curés, délié de leurs vœux les religieux des deux sexes, en accordant toutefois une pension à ceux qui voudraient demeurer dans leurs couvents, on déclara les biens du clergé propriété de l'État, et l'on en vendit pour quatre cents millions (1). Afin que leur quantité n'en avilît pas le prix, on obligea les communes de les acheter au moyen de billets destinés à être échangés, et auxquels on donna cours comme argent. On satisfaisait ainsi à des besoins urgents, et l'on divisait mieux la propriété. Mais était-ce satisfaire à la justice?

Le roi, qui s'en faisait un cas de conscience, voulait obtenir l'approbation de Rome. Les intéressés se réunirent; le clergé opposa de la résistance, surtout en Vendée. Alors on songea à exiger un serment des ecclésiastiques, sauf à ceux qui croiraient la religion compromise par les nouvelles lois à ne pas le prêter; mais ils se privaient par là de toutes fonctions et de tout traitement. Tous refusèrent, à l'exception d'un curé, de l'évêque d'Orléans, de l'archevêque de Sens, alors ministre, et de l'évêque d'Autun, qui voulait le devenir. L'attachement pour la religion se ranima quand il devint un danger. Il en résulta une nouvelle division. C'est alors que Montlosier prononça ces paroles célèbres : *Je ne crois pas qu'on puisse obliger les évêques à aban-*

(1) L'ex-jésuite Beauregard fit entendre cette terrible prophétie : « Oui, vos temples, Seigneur, seront dépouillés et détruits, vos fêtes abolies, votre nom blasphémé, votre culte proscrit! Mais qu'entends-je, grand Dieu? que vois-je? Aux cantiques sacrés qui faisaient retentir en votre honneur les voûtes sacrées succèdent des chants lubriques et profanes. Et toi, divinité infâme du paganisme, impudique Vénus, tu viens usurper effrontément la place du Dieu vivant, t'asseoir sur le trône du Saint des saints, pour recevoir le coupable encens de tes nouveaux adorateurs! »

donner leurs sièges. Chassés de leurs palais, ils iront dans la cabane du pauvre, qu'ils ont nourri; privés de la croix d'or, ils la porteront de bois; et c'est une croix de bois qui a sauvé le monde! C'est ainsi que les hautes classes et le clergé, pierres de scandale et de discorde sous les règnes précédents, se régénérèrent dans le sentiment de l'honneur et dans la persécution.

Cependant les besoins s'accroissaient, les assignats perdaient leur valeur : on établit l'impôt du papier timbré et de l'enregistrement; mais les revenus furent bien loin de suffire aux dépenses présumées (1).

Necker, maudit par les deux partis, se retira du ministère,

(1) « A quoi la France en est-elle réduite? disait Maury. A être un triste objet de pitié pour toutes les nations... Qu'est devenu le peuple le plus doux de l'univers?... Je m'arrête à contempler de loin le génie de la France arrachant de nos annales ces pages sanglantes qu'il faudrait soustraire à nos descendants. Toutes les propriétés sont aujourd'hui menacées ou méconnues; un brigandage universel resté impuni; nos citoyens et nos trésors sont dispersés par une émigration générale; des signes menaçants de douleur s'élèvent à la fois de toutes nos provinces; les populations refusent d'obéir aux décrets qui ne flattent pas leurs passions... Je dirai plus : on ose bâtir au loin des décrets pour commander des crimes au nom des représentants de la France; c'est ainsi qu'un peuple qui veut être libre oublie qu'il n'y aura jamais de liberté sans la soumission aux lois. Il n'y a plus de subordination, plus de tribunaux, plus d'armée... Que dis-je? Un million deux cent mille hommes ont les armes à la main sans connaître, sans avoir un seul ennemi! Ceux qui doivent payer l'impôt sont armés, et désarmés ceux qui doivent le faire payer. Les insurrections épuiseront les sources du revenu, la fortune publique est en péril; les diverses classes de citoyens s'observent avec inquiétude et jalousie; les classes inférieures de la société ne veulent plus accorder l'égalité, dans les assemblées primaires, aux citoyens dont la prééminence n'avait jamais été contestée. La religion, qui seule pouvait ramener les hommes à cette unité de principes et d'intérêts sans laquelle il ne peut exister d'esprit public, voit toute sa puissance affaiblie ou détruite. Tous les anciens liens qui rattachent le puissant au faible, le riche au pauvre sont anéantis, et nous n'apercevons plus cette... clientèle... qui, par un échange continuel de protection et de services, sauvait les grands de l'envie, les misérables de l'abjection.

« A quoi sera réduite enfin la France déchirée, couverte de ruines? Grande et triste demande que se font mutuellement tous les citoyens dès qu'ils peuvent librement se confier, dans des entretiens intimes, leurs préoccupations inquiètes. Consternés du présent, effrayés de l'avenir, ils cherchent avec terreur un moyen d'échapper à tant de calamités, et n'en aperçoivent aucun. Ils ne connaissent plus de stabilité de condition ou de fortune ni d'asile inviolable; et quand ils lèvent les yeux vers le trône, du sein de cette révolution qui n'a fait que des victimes, ils se voient placés sous la menace de trois nouveaux désastres : despotisme du gouvernement, invasion des étrangers, démembrement des provinces. »

martyr de l'opinion, qu'il s'était flatté de maîtriser. Indifférent à cette opinion, dit-il, dès qu'il la vit trembler devant ceux-là que, dans un autre temps, elle aurait dû citer à son tribunal pour les vouer à l'opprobre, il publia néanmoins un compte rendu de son administration (1).

Mais le mouvement révolutionnaire tendait à diminuer de plus en plus l'autorité royale. On restreignit la liste civile. Fallait-il laisser au roi le droit de guerre et de paix? L'Angleterre avait résolu naturellement le problème; car si les chambres doivent voter l'impôt, il dépend d'elles de consentir ou de s'opposer à la guerre. Mais Barnave proposa, dans l'espoir d'une paix universelle que les rois, souvent guerroyeurs, pourraient troubler, d'enlever à la couronne cette prérogative. Maury appuya la motion en citant l'histoire et en exposant la dissolution de la France; mais elle fut combattue par Mirabeau. Les jacobins cherchèrent alors à écraser ce vigoureux athlète. Accusé de trahison, traité de Catilina, maudit par le peuple, accusé de complicité avec le duc d'Orléans, il répondit par un chef-d'œuvre d'éloquence (2), et obtint que le droit de paix et

(1) *Sur l'administration de M. Necker*, 1791.

(2) « C'est une étrange manie, un déplorable aveuglement que d'irriter les uns contre les autres des hommes qui, même au milieu des débats les plus acharnés, devraient être toujours unis dans un même but, dans un sentiment indissoluble; hommes qui substituent au culte de la patrie l'irascibilité de l'amour-propre, et s'abandonnent aux préjugés populaires. Et moi aussi on voulait, il y a peu de jours, me porter en triomphe; et aujourd'hui l'on crie dans les rues *la grande trahison de Mirabeau.*

« Je n'avais pas besoin de cette leçon pour savoir que le Capitole est près de la roche Tarpéienne; mais l'homme qui combat pour la raison, pour la patrie ne se tient pas si aisément pour vaincu. Celui qui a la conscience d'avoir bien mérité de son pays, et surtout de lui avoir été utile; celui que ne rassasie pas une vaine célébrité, qui dédaigne les succès d'un jour pour la véritable gloire, qui veut dire la vérité, qui veut faire le bien public indépendamment des mobiles mouvements de l'opinion populaire; cet homme porte avec lui la récompense de ses services, le charme de ses peines, le prix de ses dangers. Il ne doit attendre sa moisson, sa destinée, la seule qui l'intéresse, la destinée de son nom, que du temps, juge incorruptible qui rend justice à tous. Que ceux qui prophétisaient depuis huit jours mon opinion sans la connaître, qui calomnient à cette heure mon discours sans l'avoir compris m'accusent d'encenser d'impuissantes idoles au moment où elles sont renversées, ou d'être le stipendié de ceux que je n'ai cessé de combattre; qu'ils dénoncent comme un ennemi de la révolution celui qui peut-être ne lui fut pas inutile, et qui même, cette révolution fût-elle étrangère à sa gloire, pourrait là seulement trouver sa sûreté; qu'ils livrent aux fureurs du peuple trompé celui qui vingt ans a combattu toutes les oppressions, qui parlait aux Français

de guerre fût conservé au roi pour l'exercer cependant conjointement avec l'assemblée.

Esprit prompt et flexible, mélange singulier de passion et de raison, mû par l'ambition de soutenir le trône, mais suspect de modération vénale, Mirabeau comprenait qu'on ne peut venir à bout de rien au milieu d'une populace soulevée : il cherchait donc à amortir l'opposition en entraînant d'autres membres de l'assemblée, et en la poussant à des décisions contradictoires. Tandis que les autres ne faisaient que pérorer, il parlait de manière à faire croire que seul il connaissait la position. Il parlait sur tout avec une activité prodigieuse; il faisait partie de toutes les commissions; il écrivait, il agissait, il intriguait il aiguisait la vérité avec un dédain superbe et une ironie mordante; il déployait la violence du tribun sans garder les ménagements du législateur : mais sa fougue était un artifice pour faire passer des conseils opportuns, et il employait la colère pour réprimer les mouvements tumultueux. L'assemblée était-elle lasse ou effrayée, il suffisait que cette tête hideuse et sublime de Mirabeau se montrât à la tribune, et que sa voix puissante fît entendre quelques-uns de ces mots qui ont besoin d'être prononcés, et non pas écrits, pour lui imprimer une violente secousse et la réchauffer. Il séduisait les uns par des mots flatteurs, intimidait les autres par le sarcasme. Il insultait et se faisait applaudir, parce que les masses se laissent imposer par ceux qui les bravent. Le sentiment de sa supériorité lui donnait avec tout le monde un air de familiarité qui le faisait supposer l'ami ou le complice de tels ou tels personnages. Nommé président, il contint l'assemblée, où ses apostroches et l'autorité de sa parole déroutaient les manéges du triumvirat jacobins : *Silence aux trente!* s'écriait-il, démasquant ainsi le petit nombre de ceux qui tyrannisaient l'assemblée. Il s'occupait des moyens de sauver le roi, de le faire fuir et d'abolir une constitution bavarde, anarchique, déjà tombée en discrédit.

Barnave aussi voulait sauver le roi; mais sa droiture l'éloignait trop de Mirabeau, et il ne voulait pas faire triompher une idée dont l'autre eût été l'instrument. *Que les fautes de ma vie coûtent cher à la France!* dit Mirabeau, qui, voyant la

de liberté, de constitution, de résistance lorsque ses vils calomniateurs vivaient de tous les préjugés dominants; que m'importe? Ces coups de bas en haut ne m'arrêteront pas dans ma carrière. Je leur dirai : Répondez si vous pouvez; calomniez ensuite tant qu'il vous plaira... »

route à suivre, s'était jeté dans un rôle contraire par besoin de se réhabiliter. Le médiateur succombait aux contradictions d'une nature puissante et misérable, puni du bien autant que du mal et à qui l'on faisait un crime de ses services autant que de ses désordres.

L'orgueil offensé, la soif de la vengeance, la jalousie des applaudissements donnés aux honnêtes gens, l'excès du travail, les fatigues d'une lutte ardente qui ne faisait pas trêve aux plaisirs usèrent son tempérament de fer. Il vit sa fin approcher avec intrépidité, tandis que la France entière était émue du danger qui menaçait non pas un homme qu'elle aimait, mais un homme qu'elle sentait nécessaire. Il put dire avec raison : *J'emporte avec moi le deuil de la monarchie*. Ses derniers moments furent adoucis par la visite de Barnave, que les jacobins lui députèrent, et par l'intérêt de tout un peuple qui, se pressant autour de sa demeure, attendait avec anxiété de ses nouvelles. Il demanda sur son lit de mort de la musique et des fleurs, au lieu de fioles de médicaments et de ces consolations qui sont les seules véritables. L'homme qui peut-être, un peu plus tard, serait mort sous les poignards, et aurait été traîné aux gémonies par une populace furieuse, fut l'objet de regrets universels et porté avec honneur à l'Église de Sainte-Geneviève, qui venait d'être métamorphosée en *Panthéon des grands hommes*.

On y transfera aussi les restes de Voltaire, et plus tard ceux de Rousseau, pour qu'ils pussent s'y trouver près du hideux Marat.

CHAPITRE II.

BARNAVE. — POLITIQUE EXTÉRIEURE.

Louis XVI restait donc sans point d'appui, sans l'amour du 1791.
peuple, et n'ayant pas même pour refuge la religion, qu'il croyait avoir outragée en consentant à ce serment sous le prétexte duquel les prêtres étaient partout persécutés. Confiné dans son palais par la révolution ombrageuse, dépouillé même du droit de grâce, il adressa aux puissances étrangères une lettre circulaire, dans laquelle il protestait de son dévouement à la

constitution. Mais en même temps il se préparait à fuir, d'accord probablement avec les étrangers. La famille royale sortit des Tuileries, protégée par l'obscurité de la nuit, et se dirigea vers la frontière du nord. Le marquis de Bouillé avait envoyé des troupes à sa rencontre ; mais, arrivé à Sainte-Menehould avec sa famille à travers mille obstacles, Louis XVI fut reconnu par le fils du maître de poste Drouet, arrêté, et ramené à Paris.

En le laissant sortir du royaume comme plusieurs le conseillaient, on aurait prononcé sa déchéance et évité un procès fatal et orageux. Il en fut décidé autrement, et l'ordre fut donné de le ramener. Barnave, que l'assemblée désigna pour l'accompagner, touché de voir de si près de cette famille royale si malheureuse, devint, avec Lameth, le soutien du trône; non comme Mirabeau par un intérêt d'argent, mais par un sentiment généreux. Résolu et impétueux sous un air calme, voulant toujours le bien et recherchant les meilleurs moyens d'y arriver, il forma dans la gauche un parti modéré, qui s'attacha à rendre au roi l'autorité constitutionnelle.

L'assemblée avait rendu un décret portant que tout fonctionnaire qui abandonnerait son poste encourrait la déchéance; on prétendit que la fuite du roi l'avait mis dans ce cas. Sa courte absence avait détruit le prestige, et l'assemblée se considéra comme tout à fait maîtresse. Condorcet et Brissot, qui étaient devenus l'âme du parti jacobin, demandèrent que le roi fût mis en accusation. Les orléanistes se livrèrent à leurs espérances ambitieuses; le côté droit aigrit les esprits par une opposition imprudente ; et les émigrés proclamant que Louis XVI était prisonnier, déférèrent la régence à son frère le comte de Provence. Barnave tint tête à l'orage en soutenant l'inviolabilité du roi, en accusant uniquement Bouillé, et il parvint à l'emporter. Mais le peuple s'insurgea; et comme un nouveau parti, dit le parti républicain, à la tête duquel étaient Pétion, Buzot et Robespierre, était devenu puissant, il fallut recourir à la force pour comprimer la révolte.

Cependant les municipalités s'étaient consolidées. Quand l'assemblée se fut déclarée en permanence, la municipalité de Paris en fit autant, et chacun des soixante districts suivit cet exemple. L'assemblée avait des comités; la municipalité eut aussi les siens, et les districts firent de même. La discorde en fut le résultat; les districts ne s'entendirent pas entre eux, et prirent des résolutions contraires à celles de la commune. Il

n'y eut plus de pouvoir judiciaire, plus de pouvoir exécutif, et le pouvoir législatif ne faisait que de naître. C'était la multitude qui faisait la loi, qui jugeait et qui exécutait.

La division avait pénétré jusque dans les familles, où il se formait un côté droit et un côté gauche; les femmes même prenaient parti dans ces débats. Les gens de lettres avaient perdu presque toute influence sur une révolution qu'ils avaient suscitée. Si Volney, offrant à l'assemblée nationale ses *Ruines*, souleva les passions contre les tyrans (1), Raynal, à son retour de l'exil, protesta contre l'application exagérée qu'on avait faite des doctrines philosophiques; Delille déplorait les principes auxquels il avait dû sa fortune; Fontanes et Bernardin de Saint-Pierre gardaient un silence douloureux; Vicq-d'Azir était en proie à des regrets qu'il n'osait exprimer. Si Condorcet servait la révolution, Rulhière et Saint-Lambert la maudissaient sans renoncer au matérialisme; Marmontel cherchait l'oubli, et s'appliquait à produire des ouvrages plus châtiés; Morellet, qui avait proclamé la toute-puissance de la logique, s'effrayait de cette logique terrible; La Harpe comprenait peu de chose à ce qui se passait, déplorait la perte du goût; et les solécismes étaient à l'ordre du jour.

Les journaux étaient toute la littérature; et, comme à Londres, bon nombre de journalistes faisaient acheter leur silence ou leurs éloges. Les aristocrates avaient recours à la moquerie, et, dans les *Actes des Apôtres* surtout, ils faisaient pleuvoir les épigrammes, les chansons. Leurs adversaires le prirent sur un ton grave, rigide; et Marat, espèce d'hydrophobe, se mit à exciter les passions populaires. En un mot, l'éloquence, qui devait régénérer le monde, avait pris un caractère nouveau : plus hardie et plus novatrice qu'elle n'avait encore paru chez aucun peuple civilisé, ses vues avaient été plus systématiques et plus élevées jusqu'au moment où elle dut disparaître en présence de la violence des faits et du débordement des passions populaires.

Cependant la réaction grandissait au dehors : à l'exception de l'Angleterre, les potentats de l'Europe, absolus plutôt que des-

(1) « O scélérats, monarques ou ministres, qui vous jouez de la vie et des « biens du peuple! Hé quoi! il ne s'élèvera pas sur la terre des hommes qui « vengent les peuples et punissent les tyrans? Un petit nombre de brigands « dévorent la multitude, et la multitude se laisse dévorer. O peuples avilis, « connaissez vos droits! toute autorité vient de vous, toute puissance est la « vôtre. » Chap. XII.

potes, cherchaient à réaliser des améliorations tranquilles et mesurées; le bien chez eux s'accomplissait de haut en bas. Jaloux de la France, ils n'avaient pas vu de mauvais œil la révolution, qui, en affaiblissant les Bourbons, leur fournissait l'occasion de faire des acquisitions nouvelles. Mais ils reconnurent bientôt que ce qu'ils avaient pris pour une agitation éphémère et locale était expansif et persistant : qu'il ne s'agissait plus d'un débat politique, mais d'une réforme sociale, car déjà retentissaient à leurs oreilles des maximes aussi effrayantes pour les têtes couronnées que séduisantes pour les peuples : il s'agissait d'introduire dans la société un troisième ordre, inconnu jusque-là, de contre-balancer le droit des nobles, des riches et des forts, de résoudre le problème de la conquête, depuis le moment où Sieyes avait dit : *Quand le fort arrive à opprimer le faible, il crée un fait, mais non un droit.* Ils comprirent, en un mot, que le sort de tous les États de l'Europe se débattait en France.

Le prosélytisme était d'ailleurs un des caractères de la révolution, et pendant que des émissaires s'en allaient de côté et d'autre pour répandre ses principes, nouer des relations, constituer des sociétés secrètes, on protestait publiquement que la France n'entendait troubler personne, et qu'elle respecterait ceux dont elle serait respectée.

Frédéric-Guillaume, roi de Prusse, s'était allié avec l'Angleterre par suite des troubles de la Hollande, dans l'intention d'humilier l'Autriche et la Russie en excitant contre elles la Porte offensée, la Pologne morcelée, et le roi de Suède, le chevaleresque Gustave. Dans la Pologne, en effet, la faction opposée à la Russie reprit le dessus ; et la constitution y fut modifiée sous la garantie de la Prusse, qui se déclara son alliée. Mais bientôt la Russie fit la paix avec la Turquie; elle affermit sa domination sur la mer Noire, où Odessa et Cherson devinrent bientôt florissantes ; et elle eut dans Souvarov et dans Cobourg, qui s'étaient formés dans cette guerre, deux généraux expérimentés. S'étant aussi réconciliée avec Gustave, qui l'avait fait trembler, elle envahit la Pologne ; et la Prusse, dont les dispositions avaient changé, l'aida à anéantir ce royaume, dont les défenseurs, réduits à fuir, ne purent plus qu'offrir leurs bras à la France, pour y soutenir une liberté qu'ils avaient perdue dans leur patrie.

L'intérêt de la France, alliée de la Turquie, et ayant avec la Russie un traité de commerce avantageux, ne lui permettait

pas de se déclarer pour l'une ou pour l'autre : elle garda donc la neutralité. La Hollande, son alliée, avait dû se soumettre au stathouder; les Pays-Bas, qui s'étaient armés contre la domination autrichienne et que les mouvements de la France avaient encouragés, n'obtinrent d'elle aucun appui.

L'empereur Léopold, frère de Marie-Antoinette, épouvanté des progrès de la révolution, travailla à mettre un terme aux différends qui divisaient les princes; mais, au lieu de profiter de l'alliance anglaise, que lui avait léguée son prédécesseur, il conclut la paix à Reichenbach avec la Prusse pour se tourner contre les révolutionnaires français.

La France avait proclamé, il est vrai, et inséré même dans sa constitution qu'elle repoussait toute idée de conquête. Elle ne voulut pas même entendre les députés des Pays-Bas, afin de ne pas donner d'ombrage à l'Autriche. Elle avait toutefois déclaré réunir à son territoire la Corse, qu'elle avait reçue en gage de la république de Gênes, ainsi que le comtat Venaissin et Avignon, sous la promesse de donner un dédommagement au pape. Quant aux seigneurs allemands qui prétendaient que leurs droits féodaux en Alsace et en Lorraine fussent respectés alors qu'ils étaient abolis partout ailleurs, c'était beaucoup de leur promettre une indemnité. Mais l'inimitié des rois avait pour cause les dogmes révolutionnaires, la déclaration des droits de l'homme, l'abolition de l'aristocratie, les restrictions apportées à l'absolutisme royal, non par un sénat aristocratique, mais par une représentation nationale.

Les princes et les nobles émigrés avaient leur quartier général à Coblentz, d'où ils entretenaient des intelligences tant au dedans qu'au dehors, et intriguaient en attendant les secours des puissances du Nord. D'autres, se confiant dans leur épée, s'organisaient en Piémont, en Suisse, en Espagne, pour combattre du côté du Midi. Ce devint une mode et un honneur d'émigrer, non plus par intérêt individuel, mais comme affaire de caste. Au dehors, tandis que les jalousies et les prétentions rivales étaient pour les émigrés une cause d'affaiblissement, leur imprudence et leurs vanteries multipliaient à l'intérieur les soupçons et les victimes.

Les princes de Condé, qui s'étaient mis à la tête des émigrés, étaient animés de sentiments chevaleresques, mais sans aucune expérience; le comte d'Artois n'entendait rien à la guerre; Catherine II lui ayant fait présent, à Saint-Pétersbourg, d'une

riche épée, afin qu'il s'en servît, « comme Henri IV, pour reconquérir le royaume de France, » il la vendit à Londres quatre mille livres sterling pour secourir ses compagnons d'exil. Coblentz était un lieu d'intrigues, de fêtes, de luxe, de projets : sous prétexte que le roi n'était pas libre, ces nobles si dévoués lui refusaient toute obéissance. C'était en vain que de sa propre main il leur écrivait de se disperser pour ne pas compromettre son existence ; ils n'écoutaient pas le roi prisonnier : tout en se proclamant royalistes, ils n'agissaient qu'à leur fantaisie. Mais les cabinets étrangers, qui cherchaient à éviter une guerre et qui songeaient moins à une restauration complète qu'au démembrement du royaume, ne se hâtaient pas de satisfaire leur impatience et de les laisser tenter la voie des armes.

Gustave de Suède, qui brûlait du désir de faire une campagne contre la France, était trop éloigné ; et bientôt d'ailleurs il périt
1791. frappé par un assassin. Catherine II avait encore à faire en Pologne, et elle se contentait d'écrire de sa main des conseils à Marie-Antoinette : *Les rois doivent suivre leur chemin*, lui disait-elle, *sans plus faire attention aux criailleries du peuple que la lune aux aboiements des chiens* (1). La Prusse, qui avait tant de fois marché avec la France, s'unit à son ennemi déclaré, et fit
27 août. à Pilnitz une *coalition* avec l'empereur Léopold, proclamant que le sort de la France importait à tous les princes, et qu'il était de leur devoir de se réunir pour y établir un gouvernement qui assurât les intérêts du trône et du pays. Chacun donc prépara son contingent de troupes ; réunion hétérogène, où la cause des peuples n'était pas celle des rois, où il y avait une telle disproportion entre les ressources financières et les forces militaires que personne ne pouvait marcher sans des subsides étrangers : or l'Angleterre, qui payait pour tous, avait des intérêts différents de tous.

Tandis que la Prusse et l'Autriche affichaient des sentiments généreux, prétendaient faire une guerre de principes politiques et sociaux, elles convenaient en secret que la seconde ne s'opposerait pas aux prétentions de la Prusse sur la Pologne ; en même temps elles réclamaient de la France de nouvelles cessions de territoire, songeant moins à s'imposer des sacrifices qu'à faire des conquêtes. Le comte de Provence, depuis Louis XVIII, déployait une activité extrême pour obtenir des subsides et des

(1) Mme Campan, *Mém.*, II, 106.

troupes et pour se faire reconnaître régent. Il se refusa néanmoins toujours à consentir que l'Autriche devînt maîtresse de la Franche-Comté, de la Lorraine, de l'Alsace et de la Bourgogne. Quand, plus tard, il fut question de donner ces provinces en dot à la fille de Louis XVI, qui aurait épousé l'archiduc Charles, cette princesse refusa généreusement ce parti, et donna sa main à un Bourbon exilé comme elle, le duc d'Angoulême.

Les diplomates, accoutumés à traiter avec les cabinets et les ministres, mais non avec les peuples, avaient depuis des siècles mené le monde par la ruse et la force sans trop s'inquiéter de la justice. Ils ne virent dans la révolution que la chance d'acquisitions nouvelles et surtout l'espoir d'humilier la France : ils ne comprirent pas que désormais il s'agissait, pour les rois, non pas de posséder plus ou moins de territoire, mais d'exister ou de disparaître. Les puissances savaient que les Français était dépourvus de matériel de guerre; leurs officiers, appartenant presque tous à la noblesse, émigraient à l'envi : qui aurait pu croire qu'ils allaient improviser une armée et des héros? Mais l'insulte et la menace soulevèrent la France; chacun courut aux armes, et les agitations intérieures en reçurent une nouvelle impulsion.

L'œuvre de la constitution fut poussée en toute hâte et non sans désordre, le côté droit s'étant refusé à voter. Louis XVI, rendu à la liberté, déclara qu'il acceptait la constitution. La Fayette fit proclamer une amnistie, et le peuple une fois de plus se trouva réconcilié avec le roi.

La tâche de l'assemblée se trouvait donc terminée; mais, avant de se séparer elle décida, sur la proposition de Robespierre, qu'aucun de ses membres ne pourrait être réélu. Si, par ce désintéressement exagéré, les députés évitaient le reproche de vouloir se perpétuer, ils privaient la nouvelle législature des avantages que lui aurait procurés la connaissance pratique des affaires qu'ils avaient acquise dans le cours de ces trois années ; ils y appelaient une génération uniquement préoccupée de la possibilité de faire beaucoup plus et qui, livrée encore aux théories, devait répudier les idées de monarchie à l'anglaise en crédit dans l'assemblée nationale, pour aller bien plus loin. Cette assemblée fut assurément la plus grande et la plus pure qu'il y ait eu, et elle restera à coup sûr éternellement mémorable. Composée de ce que la France avait de plus distingué, elle influa non-seulement sur l'avenir de ce royaume, mais sur celui

du monde entier. Hardie et modérée au milieu de l'ambition des uns et de l'opiniâtreté des autres, elle fit connaître à son pays des droits dont il n'avait qu'un sentiment vague. Mais bientôt les passions et l'expérience la fourvoyèrent, et elle avilit le trône par ses soupçons. Si la constituante, après avoir détruit l'ancien ordre de choses et jeté les bases du nouveau, avait compris qu'il ne suffisait pas de déclarer des droits abstraits ni même de donner des droits réels, mais qu'il fallait trouver les moyens d'en assurer la jouissance et de fortifier le pouvoir social, elle n'aurait cessé d'être bénie. Elle débuta au contraire par une absurdité, et elle aboutit à l'anarchie.

Elle vainquit néanmoins sans armes un pouvoir appuyé sur trois cent mille baïonnettes, et qui avait pour lui l'habitude de deux siècles. Elle appauvrit le clergé, mais elle le conserva; elle rendit la noblesse citoyenne; au moment où elle se réunit le roi pouvait tout, le peuple rien; lorsqu'elle se sépara, c'était le peuple qui décidait et pouvait tout: le roi était réduit à exécuter. Magistrat héréditaire, il conservait une liste civile de trente millions, le veto, le commandement de l'armée, la nomination aux hauts emplois judiciaires et administratifs. Mais il n'y avait qu'une seule chambre (attendu qu'on n'aurait pas souffert alors la moindre apparence d'aristocratie); qu'allait devenir la monarchie si on ne laissait au pouvoir exécutif aucune initiative dans le vote des lois, aucun droit de dissoudre la chambre et de faire appel au pays, puisqu'il n'avait ni la sanction des décrets relatifs à l'impôt, ni la nomination aux emplois publics et aux grades militaires, à l'exception d'un très-petit nombre, ni le pouvoir de révoquer un fonctionnaire séditieux, prévaricateur ou traître? Treize cent mille agents préposés à l'exécution des lois, mandataires directs du peuple, se trouvaient indépendants du pouvoir exécutif; organisation anarchique qui, par réaction, amena la concentration tyrannique du comité de salut public et de l'empire.

Barnave et les hommes prudents recommandèrent au roi de demeurer fidèle à la constitution, et il y paraissait déterminé. L'assemblée se sépara (30 septembre) en déclarant la révolution finie, quand au contraire le seul corps qui pût encore la diriger et la contenir cessait d'exister.

CHAPITRE III.

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE. — LA CONVENTION.

L'assemblée constituante s'était laissé guider par la métaphysique de Sieyes; l'assemblée législative, qui lui succéda, se dirigea d'après celle de Condorcet. Aucun noble ne siégeait plus au côté droit, non plus que les hommes courageux et distingués de la représentation précédente; on y voyait seulement quelques partisans des principes qu'elle avait proclamés, et qu'on appelait les constitutionnels; ils avaient à leur tête La Fayette, qui s'était démis du commandement de la garde nationale, ainsi que Bailly des fonctions de maire de Paris. Les membres de la gauche, exaltés qu'ils étaient par l'opposition, animés de désirs que l'expérience n'avait point éclairés, allaient répétant que l'on avait opéré peu et à regret. Comme les députés de la Gironde se faisaient principalement remarquer parmi eux, on leur donna le nom de girondins. Ils avaient pour chefs le républicain philosophe Condorcet et Brissot, à la fois disciple de Rousseau et d'Helvétius, qui prêchait à la fois le *Contrat social* et l'individualisme. La loi selon lui s'éloignait moins du droit quand elle était au vote de tous, d'où il concluait qu'il fallait briser la centralisation du pouvoir. C'était en cela que consistait la théorie des girondins. Madame Roland, cette femme éloquente et belle, élevée à l'antique, inflexible dans ses idées, était l'âme de ce parti nouveau, et maintenait autour d'elle, avec l'égalité républicaine, une politesse qu'on ne rencontrait plus ailleurs.

Ils avaient pour adversaire l'école *puritaine*, toute hérissée d'idéologie, qui, apercevant les abus, prétendait les détruire sans aucun ménagement pour l'ordre social existant. Les girondins voyaient la république dans le gouvernement de chacun par lui-même, et les jacobins la voyaient dans la dictature; les premiers voulaient s'affranchir du joug de Paris, et les seconds réduire tout à une inexorable unité.

Les premiers, comme représentants des bourgeois, dont l'éducation avait été faite par les philosophes, tenaient à la propriété, sur quoi se fonde le droit individuel. En face d'eux

étaient les prolétaires, qui, impatients de se venger d'une longue oppression et de rentrer dans la société, voulaient le nivellement universel. Vergniaud proclamait que « la conservation de la propriété est le premier objet de l'union sociale, et que sans elle il n'y a point de liberté; » Robespierre et les jacobins soutenaient que la propriété dérive de la souveraineté.

Les girondins, disciples de Rousseau, hommes de lettres, métaphysiciens, après avoir voulu abaisser la monarchie alors qu'ils formaient le côté gauche de l'assemblée législative, voulurent abattre la Montagne lorsque plus tard ils se trouvèrent devenus la droite de la convention. Ils n'acceptaient pas les dures nécessités de la justice sociale ni les grands attentats que d'autres jugeaient indispensables au salut de la société; ils n'osaient tenter les mesures violentes, et ils protestaient contre les outrages faits à l'humanité. Mais, essentiellement classiques, ils ne comprenaient pas même le sentiment religieux. C'est l'orateur qui domine parmi eux; c'est Vergniaud, aussi éloquent que Mirabeau, et avec plus de noblesse encore. C'est l'homme d'action qui domine chez les puritains, quand ce devrait être Marat.

Les clubs prenaient chaque jour une importance plus grande; Robespierre était devenu l'arbitre de celui des Jacobins, qui délibérait et émettait des votes, lorsque les Lameth s'en furent détachés pour passer au club constitutionnel des Feuillants. Le cynique et fougueux Danton, régnait aux Cordeliers, où il parvint à attirer un grand nombre de Jacobins, et où se réunissait ce qu'il y avait de plus corrompu et de plus vénal.

Les émigrés de Coblentz ne cessaient de jeter feu et flamme: l'assemblée leur répondit par des décrets et des confiscations, en dépouillant le roi de ses titres et du trône et en foudroyant le clergé. Avignon avait été arraché au joug papal pour être rendu à la liberté, c'est-à-dire à Jourdan Coupe-tête, qui fit égorger tous les mécontents. A peine la proclamation des droits de l'homme eut-elle retenti dans les colonies que les nègres et les hommes de couleur se soulevèrent et massacrèrent leurs maîtres au nom de Dieu et de la liberté. A l'ouest de la France l'agitation se propagea, on en accusa le clergé; et comme les prêtres réfractaires regardaient les autres comme schismatiques, et entraînaient les habitants dans des lieux écartés pour leur dire la messe, on leur interdit même l'exercice du culte intérieur, mesure tyrannique d'un pouvoir menacé.

Louis XVI opposa son veto à ces excès; mais on mit aussitôt

de côté les égards dont son autorité avait été l'objet jusqu'alors. Isnard disait : « Que signifient ces capitulations ? On vous parle « d'accroître le pouvoir d'un roi, d'un homme dont la volonté « peut entraver celle de la nation entière, d'un homme qui re- « çoit trente millions quand des milliers de citoyens languis- « sent dans la misère. On vous parle de ramener la noblesse. « Quand tous les nobles du monde devraient nous assaillir, les « Français, l'or dans une main, le fer dans l'autre, combattront « cette race orgueilleuse, et la contraindront à subir le sup- « plice de l'égalité. Parlez aux ministres, au roi, à l'Europe « comme il convient aux représentants de la France. Dites aux « ministres que vous êtes mécontents d'eux, que par respon- « sabilité vous entendez la mort. Dites à l'Europe que vous res- « pecterez les constitutions de tous les États, mais que, s'il sur- « vient une guerre des rois contre la France, vous susciterez une « guerre des peuples contre les rois. »

Il fut décrété, au milieu des acclamations et des embrassements, que le roi s'adresserait aux princes allemands pour les sommer de dissiper les rassemblements formés sur la frontière. Louis XVI obéit et fit marcher aux frontières trois armées commandées par Rochambeau, Luckner et La Fayette. Mais les hésitations de Léopold irritèrent les esprits, et les vieilles haines contre l'Autriche s'aigrirent encore davantage quand, Léopold étant venu à mourir, François II, son successeur, demanda le rétablissement de la monarchie telle qu'elle était en 1789. A cette prétention insultante de faire abolir une constitution jurée par le roi, l'indignation éclata : on y vit un attentat contre la souveraineté nationale et une excitation à la guerre civile ; le ministère girondin se vit contraint de déclarer la guerre au roi de Bohême et de Hongrie. La France prit donc les armes, parce qu'elle était provoquée. Les gardes nationales demandèrent à marcher à l'ennemi ; plusieurs généraux offrirent leurs services, entre autres Dumouriez, qui, nommé ministre de la guerre, se promit de conquérir les Pays-Bas soulevés. Mais, au premier engagement, l'armée révolutionnaire fut mise en fuite ; les rois en conçurent un heureux augure. Bientôt les Prussiens se joignirent aux Autrichiens, et l'on ne douta point que les vieux soldats de Frédéric ne dissipassent aisément ces conscrits d'hier, peu nombreux et mal équipés. Aussi, amis comme ennemis, tous croyaient les voir bientôt arriver à Paris.

1792.

7 février.

Avril.

L'humiliation aigrit les esprits : les partis se calomnièrent.

les prêtres subornèrent les paysans, ils en furent du moins accusés : en conséquence on décréta que, sur la dénonciation de trente citoyens, ils pourraient être déportés. Les ministres, fournis tour à tour par les clubs dominants, épièrent chaque pas du roi, dénoncèrent toutes les marques d'intérêt dont il était l'objet, et un comité de surveillance compta les soupirs, les plaintes des citoyens. Des attroupements envahirent le palais, et ne cessèrent de demander à grands cris la mort de la reine. Le roi, ne voyant en perspective qu'un poignard ou un échafaud, n'osa plus faire usage du veto; sachant mieux souffrir que vouloir, il mit sa dernière espérance dans les émigrés, et demeura dans l'inaction en les attendant.

Le parti populaire, avec Robespierre et Danton en tête, profita du moment. Robespierre, avocat d'Arras, d'un visage chagrin, verbeux, la voix enrouée, adulateur du peuple, avait sans cesse Rousseau à la main; mû par la peur, par la vengeance, dévoré d'une envie implacable contre toute supériorité, parce qu'il était médiocre, il disait avec vérité : *On ne va jamais si loin que lorsqu'on ne sait où l'on va.* Danton, inculte, ignorant, mais doué d'imagination, avait un corps athlétique, des passions brutales; moins envieux que l'autre, il se croyait propre à tout, et c'était pour lui un besoin que d'exercer ses facultés comprimées : *Que mon nom soit maudit*, s'écriait-il; *mais que la liberté triomphe!* Lorsqu'une grande fin s'offrait à ses regards, il ne se faisait pas de scrupule sur les moyens, à la différence de Robespierre, qui voulait se donner des airs de vertu; et tandis que celui-ci était dévoré d'une basse animosité contre ses adversaires, Danton, tout en se passionnant pour le but où il tendait, se montrait tolérant pour les individus. Il fut le premier à proclamer qu'il fallait *faire peur* aux aristocrates. En conséquence il ne mesura ni ne justifia les sacrifices : c'était assez pour lui que la nécessité commandât. Il poussa à des actes dont le retour n'est pas possible, et voulant vaincre ainsi la tiédeur compromettante de la population : *Que faut-il pour triompher?* disait-il. *De l'audace, toujours de l'audace.* Comme Mirabeau, il était puissant sur les passions; capable de se faire payer, mais non de manquer à la cause qu'il avait épousée, il ne croyait à rien, et ne voyait devant lui que le néant. « Dans des temps calmes, on épargne le coupable pour ne pas frapper l'innocent : c'est le contraire dans la révolution, qui est la société accélérant son action en tout, même dans la justice. » Telle était sa manière

de penser ; aussi, au milieu même des massacres, criait-il contre « le modérantisme, cause de ruine pour la révolution. »

Ces agitateurs qui représentaient la passion, tandis que l'assemblée ne représentait que faiblement la raison, envoyèrent des émissaires dans les départements méridionaux : ils se concertèrent avec Paoli, le libérateur de la Corse, et allaient criant que la liberté périssait ; qu'il fallait la sauver. Trente mille hommes du peuple se présentèrent à l'assemblée en chantant le *Ça ira!* et hurlant *A bas le veto! vivent les sans-culottes!* Guidés par le brasseur Santerre, bourgeois à la voix tonnante, ils firent irruption dans le palais, environnèrent Louis XVI, l'élevèrent sur une mauvaise table, le coiffèrent du bonnet rouge, et répétèrent à ses oreilles : *Plus de veto! plus de prêtres! plus d'aristocrates! Ils te trompent, ils te trompent.* 1792. 20 juillet.

Les Feuillants et avec eux La Fayette cherchèrent en vain quelque moyen de le sauver. Vergniaud, dans son langage éloquent, rendit compte à l'assemblée de ces faits déplorables, et proposa hautement ce que chacun désirait tout bas, de déclarer la déchéance du roi, puisqu'il ne savait pas pourvoir au salut public.

Avec cette formule païenne, *la patrie est en danger*, le salut public devint la loi suprême. On rendit les séances permanentes, on arma tous les citoyens, on établit un comité insurrectionnel, dont Marat fut l'âme. Cet homme, né en Suisse près de Neufchâtel, était un médecin qui, dans son journal intitulé *l'Ami du peuple*, poussait à l'effusion du sang avec une sorte de bonhomie effrontée. Confiné dans une cave pour échapper aux poursuites, il se vengeait de l'horreur publique en demandant des têtes : *Donnez-moi*, disait-il, *deux cents Napolitains avec la cape et le poignard, et, parcourant avec eux la France, je me charge de faire la révolution.* Cette fureur éclata à l'arrivée des Marseillais, républicains forcenés, et à l'apparition d'un insolent manifeste lancé contre la France par le duc de Brunswick, qui commandait l'armée austro-prussienne. Les jacobins préparèrent un soulèvement, sous la direction de Danton, de Collot d'Herbois, de Billaud-Varennes et de Robespierre, dont on voulait faire un dictateur. Mais il aurait fallu, pour cela, qu'il eût autant de vigueur d'ambition qu'il nourrissait de haine.

Ce mouvement, contre lequel on ne prit aucune précaution, quoiqu'il fût prévu, éclata le 10 août. Les Suisses et un petit

nombre de serviteurs fidèles défendirent les Tuileries; mais Louis XVI n'eut pas la fermeté de monter à cheval et de se mettre à leur tête. Il se réfugia au sein de l'assemblée avec sa famille en disant : *Je suis venu ici pour prévenir un grand crime. Je me croirai en sûreté au milieu des représentants de la nation, et j'y resterai jusqu'à ce que le calme soit rétabli.*

Là, abreuvé de dédains et de sarcasmes, il fut renfermé avec les siens dans une étroite cellule, d'où il vit périr la monarchie et entendit déclarer la suspension du roi. Cependant le massacre continuait au dehors : des femmes en furie se baignaient dans le sang, et les Marseillais rivalisaient de rage avec elles; le canon vomit la mitraille contre les Suisses, qui se défendirent en héros jusqu'au moment où, ayant cessé le feu sur un ordre du roi, ils furent égorgés, et le palais fut emporté.

Les jacobins firent retomber sur le roi les crimes de cette journée, dont la liberté voudrait effacer de ses fastes les sanglants souvenirs. Danton demanda une république, où chacun eût droit de suffrage, jusqu'aux femmes. Marat cria à la trahison contre tous; Robespierre eut l'art de se faire passer pour incorruptible et pour ardemment dévoué aux intérêts du peuple; les départements se firent les échos de Paris. Ce redoutable triumvirat institua le tribunal révolutionnaire, qui commença des perquisitions dans les maisons, fit le procès des suspects, et publia des listes de proscription sans fin.

Il ne resta plus au roi, conduit prisonnier au Temple, qu'à souffrir avec courage. La Fayette, dernier défenseur de la constitution et du roi, vilipendé par les jacobins, se réfugia sur le territoire autrichien, où il fut jeté au fond d'une tour, et y resta enseveli cinq ans. La municipalité de Paris, au milieu de laquelle l'anarchie avait établi son trône depuis que Pétion avait été mis à sa tête, domina l'assemblée législative, et prétendit exécuter elle-même ce qui lui paraissait conduit avec mollesse par les autorités.

Cependant les forces de la coalition s'avançaient contre la France. L'Espagne, qui s'était armée contre l'Angleterre par suite de l'occupation de Notka, avait obtenu seize vaisseaux de Louis XVI : on supposa qu'en raison de ce fait et de l'assistance qu'il avait donnée aux insurgés américains l'Angleterre avait eu la main dans la révolution française. Il n'en existe point de preuves positives; on s'aperçut néanmoins, dès le début, que ce grand mouvement serait encouragé par l'Angleterre.

La démence du roi George rendait l'aristocratie toute-puissante dans cette île, attendu que le parlement et Pitt, qui en était l'âme, n'avaient point à combattre de volonté suprême. Beaucoup de clubs, formés principalement dans les villes manufacturières, avaient une tendance démocratique, et réclamaient des changements radicaux. L'un d'eux, qui s'intitulait *Société révolutionnaire*, vota des félicitations à l'assemblée nationale, dont les actes éveillaient les sympathies populaires, pour avoir brisé un joug dont on s'exagérait la pesanteur. La révolution française devint donc le texte ordinaire des discussions dans les chambres et dans les journaux. Le haut clergé et l'Église anglicane l'avaient en horreur, tandis qu'elle était vue d'un œil favorable par les sectes dissidentes. Les violences parurent de l'héroïsme : on demanda pour le pays ce que la France avait obtenu; mais les moyens pacifiques ne tardèrent pas à paraître insuffisants ; il s'établit des sociétés en correspondance publique avec les sociétés françaises, et les discussions des clubs aboutirent à des émeutes.

Les réformes avaient pour partisans, dans le parlement, Fox, Erskine, le poëte Sheridan, quelques lords, comme Holland, Bedford et Grey; mais, s'ils l'avaient emporté et qu'ils eussent obtenu la réforme parlementaire au milieu de ces orages, il est présumable que c'eût été la perte de l'Angleterre. Le poëte Sheridan, directeur du théâtre de Drury-Lane, applaudi pour son *École du scandale*, extravagant dans ses dépenses et toujours en pénurie d'argent, aimant les femmes et le vin, garda le silence à la chambre; mais il publia une foule d'écrits d'opposition dans un style très-vif. Charles Fox, d'un caractère faible, mais fougueux et d'un talent plein de force, allié par sa famille à l'aristocratie et professant des doctrines populaires, voulait, au milieu de ses vices, faire parade d'un noble caractère et décider les grandes affaires entre le jeu et la débauche : *J'admire la constitution de France*, s'écriait-il, *comme le plus glorieux monument de liberté que, dans quelque lieu et quelque temps que ce soit, ait élevé la raison humaine.*

Les crimes qui accompagnèrent la révolution et plus encore peut-être la démocratie, qui répugne tant aux institutions britanniques, modifièrent les sentiments de ses plus zélés partisans. Les whigs modérés en conçurent de la défiance; on crut que la Russie cherchait à troubler le pays pour s'étendre avec sécurité vers l'Orient. Les émigrés français qu'on y accueillait y excitè-

rent la pitié, et l'on s'indigna contre leurs persécuteurs, si bien que la nation anglaise devint très-hostile à la France. Edmond Burke, fort zélé pour les anciennes libertés défendues par les whigs, mais rempli de pensées graves et religieuses, ému des violences dont la reine et la religion étaient l'objet, publia, en 1790, une espèce de manifeste de guerre qui fit impression sur les Anglais à cause des infortunes qu'il y retraçait. Lorsque ensuite Fox applaudit dans le parlement aux actes révolutionnaires et à la résistance opposée par les soldats aux ordres du roi, Burke lui reprocha avec tous les égards dus à une vieille amitié de se faire l'apôtre du despotisme :

« Comment comparer, disait-il, cette chose extraordinaire « qu'en France l'on appelle révolution avec les faits glorieux de « la révolution anglaise, et assimiler la conduite de nos soldats « aux mutineries de quelques régiments français? Alors le « prince d'Orange, issu du sang royal d'Angleterre, était appelé « par l'élite de la noblesse anglaise à défendre l'ancienne cons- « titution, et non à niveler toutes les conditions. Les chefs de « l'aristocratie s'adressèrent à lui, avec les troupes qu'ils com- « mandaient, comme au libérateur du pays; l'obéissance mi- « litaire changea d'objet, mais la discipline ne cessa pas; et je « rencontre une différence semblable dans tous les actes de la na- « tion. La révolution anglaise et celle de France sont en oppo- « sition complète, soit dans les circonstances particulières, soit « dans leur caractère général. Parmi nous, la monarchie voulait « exercer l'arbitraire. En France, un monarque absolu com- « mence à rendre légale la puissance dont il jouit; l'un devait « donc rencontrer de la résistance, l'autre trouver de l'appui. « Nous n'avons point aboli la monarchie, qui au contraire s'est « consolidée; la nation a conservé la même hiérarchie, les pri- « viléges, les franchises, les modes de propriétés, les mêmes « règles financières, les magistratures, les lords, les communes, « les corporations et les mêmes électeurs. L'Église ne fut pas af- « faiblie, dépouillée de ses richesses, de sa splendeur hiérar- « chique. »

Fox répondait en adressant aussi des paroles caressantes à son honorable ami : « J'admire les vues générales et la noble « conduite de l'assemblée nationale, et je ne comprends pas « comment on l'accuse d'avoir subverti les lois, la justice, la « fortune publique du pays. Quelles étaient donc ces lois? Les « ordres arbitraires du despotisme. Qu'était la justice? Les dé-

« cisions partiales d'une magistrature vénale. Qu'était le revenu « public ? La banqueroute autorisée. Mon honorable ami se « trompe en accusant l'assemblée nationale d'avoir créé les « maux qui existaient déjà dans toute leur difformité lors- « qu'elle fut réunie. Or, quel remède y apporter, sinon une ré- « forme radicale de toute la constitution ? Ce n'était pas seule- « ment le vœu de l'assemblée nationale, mais celui de toute la « France, unie comme un seul homme et dans une seule pensée. »

Les deux chefs whigs restèrent dès ce moment séparés dans la politique, et il en résulta un grand affaiblissement pour le parti libéral. Ce fut un sujet de vive satisfaction pour Pitt, qui avait déjà compris que l'intérêt de la Grande-Bretagne exigeait qu'elle se tournât contre la France. Persuadé que ses efforts contre l'Amérique avaient échoué, parce qu'ils n'étaient pas appuyés par l'opinion, Pitt attendit donc qu'elle se manifestât pour se déclarer l'ennemi de la France. C'est pourquoi Mirabeau l'appelait le ministre des préparatifs, et il ajouta : *Si je devais vivre, je lui donnerais bien à faire.*

Pitt, à l'ouverture du parlement de 1792, en exposant aux chambres l'aspect florissant du pays, assurait que, « soit qu'on envisageât la situation intérieure du royaume, soit qu'on observât ses relations avec les puissances étrangères, jamais la perspective d'une guerre n'avait été plus éloignée. » Triste prévoyance humaine ! Le lendemain commençait le terrible duel entre la maison d'Autriche et la France. L'Angleterre garda d'abord la neutralité, comme la Hollande et le Danemark. Après le meurtre de Gustave, la Suède fut charmée de renoncer à l'invasion qu'il avait préparée. Les princes italiens étaient mal disposés, mais ils étaient dans l'impuissance d'agir ; l'Espagne hésitait au milieu des intrigues ; la Russie poussait à l'agression, mais uniquement afin d'avoir plus beau jeu pour envahir la Pologne. La Prusse et l'Autriche, avec les électeurs ecclésiastiques et les autres petits princes, avaient cent trente-huit mille hommes prêts à entrer par les Ardennes et à se diriger sur Paris. Le prince de Condé commandait six mille émigrés ; d'autres étaient disséminés dans les troupes étrangères, attendu que les alliés se souciaient peu de les voir réunis. Les Français comptaient à peine cent trente mille hommes pour toute la frontière ; ils manquaient d'officiers, et n'avaient point de confiance dans leurs généraux ; il n'y avait ni ordre ni discipline. Mais les alliés perdirent un temps précieux ; puis ils opérèrent avec autant de

présomption que de faiblesse, croyant qu'il ne s'agissait que d'une promenade militaire, comme ils s'en vantaient dans d'insolentes proclamations.

Les Parisiens, faisant retomber le tort de ces fanfaronnades sur les nobles qui n'avaient point émigré, s'écrièrent qu'il fallait s'en délivrer et mettre à mort les traîtres. Danton, tout-puissant parce qu'il était violent, obtint l'arrestation de tous les suspects, c'est-à-dire des anciens fonctionnaires, des prêtres, des modérés, de quiconque était dénoncé par un ennemi, et il proclama la nécessité de faire un exemple. Maillard fut chargé de tout préparer pour un massacre. Le dimanche 2 septembre, des sicaires, se ruant dans les prisons, égorgèrent vingt-quatre prêtres; et Billaud-Varennes, membre du conseil, qui assistait à l'exécution, s'écriait : *Peuple, tu immoles tes ennemis; tu fais ton devoir.* Deux cents autres détenus furent massacrés dans l'église des Carmes. Maillard demanda *du vin pour les braves ouvriers qui délivraient la nation de ses ennemis,* puis il cria : *A l'Abbaye!* et, tout souillés de sang, les massacreurs se précipitaient dans ces prisons. Ils tuaient et buvaient. Ils égorgeaient, et s'ils trouvaient quelques bijoux sur leurs victimes, ils les rapportaient fidèlement. Ils égorgeaient, et versaient des larmes de joie quand on faisait grâce à quelqu'un des prisonniers. Une jeune fille obtint de sauver son père à condition de boire du sang d'aristocrate. Les mêmes horreurs se passaient dans les autres prisons, et Billaud-Varennes s'écriait : *Ainsi vous avez sauvé la patrie en exterminant les traîtres; vingt-quatre livres à chacun de vous!*

Le sang versé accrut la soif du sang; et le calcul des personnes de tout sexe, de tout âge, de toute condition tuées dans ces journées varie de six à douze mille. Danton assura qu'il n'avait péri aucun innocent, attendu que tous étaient des aristocrates. La commune se fit gloire d'avoir déjoué une horrible trame ourdie par la cour, et en donna avis aux départements, en disant : « Fière de la confiance de la nation, qu'elle cher-
« chera à mériter de plus en plus; placée au centre de toutes
« les conspirations, résolue à périr pour le salut public, elle ne
« se glorifiera d'avoir fait son devoir qu'après avoir obtenu
« votre approbation. Sans doute que la nation, amenée par de
« longues trahisons sur le bord de l'abîme, se hâtera d'adopter
« ce moyen si utile et si nécessaire, et que tous les Français se
« diront, comme les Parisiens : *En marchant contre l'ennemi,*

« *ne laissons pas derrière nous des assassins qui égorgent nos* « *enfants et nos femmes.* »

Ces conseils ne furent que trop entendus, et partout le peuple souverain se vengea dans le sang de tant de siècles de servitude. Des bandes d'assassins se répandirent dans les provinces, et le soupçon d'*incivisme* suffit pour attirer la mort. La garde nationale tantôt permettait, tantôt aidait elle-même les expéditions, et la municipalité les encourageait.

Marat, accusé d'aspirer à la dictature, osa se plaindre à la tribune qu'on n'eût pas, dès le principe, fait tomber cinq cents têtes; et, dans son journal, il traita les Français de gens propres à bavarder, et non à agir. Il excita le peuple à un nouveau soulèvement, et demanda la proscription de soixante-dix mille citoyens. Puis, lorsque l'exécration générale eut réclamé sa mise en accusation et sa mort, il se défendit non en niant ses principes, mais en les justifiant, et laissa ses auditeurs stupéfaits de cette effronterie épouvantable.

C'est sous de tels auspices que fut décrétée la réunion d'une *convention nationale*, composée de membres élus par tous les citoyens majeurs, sans distinction de qualité, vivant de leur revenu, fût-ce même du travail de leurs bras, et appelés à prononcer au nom du peuple souverain. Les triumvirs dirigèrent 21 septembre. les élections, qui se portèrent également sur les jacobins et les girondins. Ainsi naquit cette assemblée unique dans le monde pour sa puissance et sa scélératesse.

Pétion, qui avait en vain cherché, comme maire de Paris, à diminuer le nombre des crimes, en fut nommé le président. Puis Condorcet, Barbaroux et Vergniaud; ce fut un triomphe pour les girondins, qui permit d'adopter des mesures énergiques pour réprimer les assassinats et protéger la sûreté des prisonniers. Les jacobins les prirent en exécration. Marat, qui traitait madame Roland de Circé, profitait du moindre mouvement populaire pour les accuser de vouloir décentraliser la France, et d'y introduire le fédéralisme. Ils furent donc contraints de ménager ce forcené, ainsi que Danton et le duc d'Orléans, qui était revenu et se faisait appeler Philippe Égalité; l'abbé Grégoire, qui nommait les dynasties des *races dévorantes, repues du sang des peuples;* Robespierre enfin, devenu le chef de la Montagne, c'est-à-dire du parti exagéré, que l'on désignait ainsi pour le distinguer des hommes pacifiques et honorables qui siégeaient dans la partie inférieure, nommée la Plaine.

22 septembre. 1792. L'un des premiers actes de la convention fut de proclamer la république une et indivisible ; et une ère nouvelle commença. Tous les citoyens furent électeurs et éligibles à quelque magistrature que ce fût. On créa de nouveaux assignats hypothéqués sur les biens des émigrés, et l'on prépara une nouvelle constitution. Les députés flottants se rallièrent aux jacobins, qui avaient donné l'impulsion à ces mouvements. Les personnes lésées leur portaient leurs plaintes ; c'était d'eux que venaient les motions, les mesures diverses. Ils firent adopter une toilette plus que négligée, et introduisirent l'usage de se tutoyer, en même temps qu'ils s'accusaient d'ambition et criaient l'un contre l'autre à la guillotine.

Du côté des coalisés ce n'était que présomption, calculs d'intérêt privé plutôt que sentiments chevaleresques. Dumouriez, à la tête des volontaires qui accouraient par milliers en chantant la *Marseillaise*, refoula quatre-vingt mille Prussiens qui s'avançaient entre Sedan et Metz sur Châlons ; il occupa, par une manœuvre hardie, la forêt de l'Argonne, Thermopyles de la
20 septembre. France, et montra une promptitude et une confiance qui contribuèrent à rassurer les esprits. La journée de Valmy ne fut pas décisive ; mais les Français avaient tenu tête à l'ennemi : c'en fut assez pour relever la confiance et dissiper le prestige de la supériorité qu'on attribuait à la tactique allemande. Les Prussiens, découragés, moissonnés par la famine, par les maladies, battirent en retraite. Si Dumouriez eût marché sur les Pays-Bas, il en eût fait infailliblement la conquête. Bien que son désaccord avec Kellermann eût favorisé la retraite de l'ennemi, peut-être parce que lui-même aimait mieux faire un pont d'or aux vaincus que de risquer de nouveaux combats, il avait sauvé la France de ce premier péril. Peu de temps après, les *enfants de la patrie* avaient envahi toutes les frontières de l'ennemi ; Dumouriez battait les Autrichiens à Jemmapes, en bravant leur artillerie ; et l'Europe voyait de nouveau qu'il lui faudrait compter avec les Français.

Dans la Belgique, il y avait un parti qui voulait l'indépendance, un autre les anciens privilèges, un troisième l'égalité française. Dumouriez entra dans ce pays avec l'intention de respecter les propriétés et les opinions, quoiqu'il se trouvât sans argent et à la tête d'une armée indisciplinée, où chacun voulait commander au nom de l'égalité. Il fit passer des marchés avec les Flamands, qu'il intéressa ainsi au sort de l'armée et à sou-

tenir le cours des assignats. Mais le ministère lui prescrivit un autre système : toutes les administrations militaires furent rattachées à un comité des marchés révolutionnaires. La concurrence cessant alors, les denrées renchérirent, les munitionnaires volèrent à l'envi, et l'armée resta sans pain et sans effets d'habillement. Dumouriez lui en procura sous sa propre garantie; puis il écrivit des lettres dans lesquelles il exprimait sa douleur en termes inconsidérés, et menaçait de donner sa démission. La jalousie républicaine en prit ombrage, et les injures ne furent pas épargnées au César Dumouriez. On excita contre lui les départements et les soldats : entravé dans ses projets, il ne put opérer avec hardiesse et pousser la conquête de la Belgique jusqu'au Rhin. Il ne put arriver à Cologne pour soutenir la pointe aventureuse de Custine, qui, après avoir pris les immenses magasins des coalisés à Spire, ainsi que la forteresse de Mayence, s'était aventuré sur Francfort, et fut obligé de se replier.

Le général Montesquiou, qui avait envahi la Savoie, émigra aussi en apprenant qu'il était mis en accusation. Bien que les dépenses s'élevassent à 180 et 200 millions par mois, les troupes étaient mal armées, mal approvisionnées; elles avançaient cependant courageusement. Les forces maritimes faisaient reconnaître la république à Naples et à Gênes; en même temps la convention déclarait « qu'elle accordait fraternité et assistance à tous les peuples qui voudraient recouvrer leur liberté. »

Mais à l'intérieur les provinces de l'Ouest commençaient à s'agiter; la France souffrait de la disette; l'avenir s'assombrissait. On proclama que le seul remède à tous les maux était la mort du tyran, éteignant ainsi le foyer des insurrections.

La famille royale était prisonnière au Temple; privée des objets nécessaires, n'ayant de serviteur que Cléry, resté fidèle à l'infortune, il lui fallait endurer la présence de ses ennemis et jusqu'à leurs insultes. Les débats s'étant ouverts sur la question de savoir si le roi pouvait être mis en accusation, Saint-Just prononça une des harangues les plus étonnantes qui signalèrent ces discussions et où il déploya toutes les arguties d'une logique de cannibale, mêlées de théories encyclopédiques. « *Le roi*, disait-il, *n'est pas un citoyen, c'est un ennemi; ce n'est pas du code qu'il s'agit avec lui, mais du droit des gens.* » Puis il citait les Romains meurtriers de César et de Catilina, et le pacte social, qui obligeait les citoyens, mais non le roi. « *Juger, c'est appliquer une loi ; une loi est un rapport de justice :*

quels rapports de justice existe-t-il entre l'humanité et les rois?

Ces réminiscenses classiques, qui fournirent tant d'arguments atroces, inspirèrent un mouvement magnanime à Lanjuinais, quand, menacé par les tribunes, il s'écriait : *Je ne suis pas son juge, puisqu'il est mon hôte. Je n'oublierai pas qu'il est venu dans cette enceinte pour nous y demander asile. Il a à mes yeux le premier des droits, celui des suppliants.*

On aurait dû se rappeler que, depuis le 10 août, Louis XVI n'était plus roi, mais homme. S'il était roi, aux termes de la constitution, il était inviolable; mais déjà l'inviolabilité paraissait un débris absurde de l'ancienne royauté. La nation, ce dieu unique, comme Imbert l'avait proclamé, ne pouvait faillir, et ses députés devaient être juges. Robespierre déclara avec plus de franchise qu'il ne s'agissait pas d'un acte de justice, mais d'une mesure politique pour le salut de l'État, qu'un tyran pris les armes à la main était déjà jugé, et que la république ne pouvait conserver celui qui avait une fois été roi. « Si

Novembre. « Louis est absous, ajoutait-il, la république est condamnée ; si, « comme il est d'usage dans les jugements, il doit être présumé « innocent jusqu'à sa condamnation, nous sommes tous coupables. O crime! ô honte! la tribune française a retenti du « panégyrique de Louis XVI! Juste ciel! toutes les hordes féroces du despotisme s'apprêtent à déchirer de nouveau le « sein de notre patrie au nom de Louis XVI; Louis combat « contre nous du fond de sa prison, et l'on doute s'il est coupable, si l'on peut le traiter en ennemi! on demande quelles « lois le condamnent! on invoque en sa faveur la constitution! « La constitution vous défendait tout ce que vous avez fait. Si « Louis ne pouvait être puni que de la déchéance, vous ne « pouviez la prononcer sans instruire son procès; vous n'aviez « par le droit de le retenir prisonnier. Allez aux pieds de Louis « invoquer sa clémence. Pour moi, je rougirais de discuter « plus sérieusement ces chicanes constitutionnelles; qu'elles « restent sur les bancs de l'école et du tribunal. Je ne saurais « discuter là où je suis convaincu que c'est un scandale de délibérer. »

On n'admit point cependant que le meurtre se consommât si vite, et on voulut bien lui donner la forme légale; Louis XVI fut

Décembre. donc appelé à la barre de la convention. On alla même jusqu'à lui accorder des défenseurs; et parmi ceux qui sollicitaient cet

honneur, Tronchet, l'avocat Desèze et l'ancien ministre Malesherbes obtinrent la préférence : *Appelé deux fois*, dit ce dernier, *dans le conseil de celui qui fut mon maître à une époque où cette charge était ambitionnée par tout le monde, je lui dois le même service lorsque c'est une fonction que bien des gens trouvent dangereuse.* Louis XVI effaça du plaidoyer de ses défenseurs la péroraison, qui était d'un style pathétique : *Il me suffit*, dit-il, *de démontrer mon innocence ; je ne veux pas les émouvoir.*

Desèze émut pourtant son auditoire : il représenta que l'inviolabilité promise à l'accusé ne devait pas être un piége, et que Louis avait droit aux égards dus à tout citoyen : « Je cherche parmi vous des juges, s'écria-t-il, et je ne vois que des « accusateurs. Louis, monté sur le trône à vingt ans, y porta « l'exemple des mœurs ; il n'y porta aucune faiblesse coupable, « aucune passion corruptrice : il y fut économe, juste, sévère « et il s'y montra toujours l'ami constant du peuple. Le peuple « désirait l'abolition d'un impôt désastreux qui pesait sur lui, « on le détruisit ; le peuple voulut l'abolition de la servitude, « Louis l'abolit ; le peuple sollicitait des réformes pour l'adou-« cissement du sort des accusés dans la législation criminelle, et « il fit ces réformes ; le peuple voulait que des milliers de Fran-« çais, privés jusqu'alors des droits de citoyen par la rigueur de « nos usages, acquissent ces droits ou les recouvrassent, et il les « en fit jouir par une loi ; le peuple voulut la liberté, et il la « lui donna ; bien plus, il vint même au-devant de lui par ses « sacrifices. Et pourtant c'est au nom de ce même peuple qu'on « demande aujourd'hui... Je n'achève pas, citoyens... je m'ar-« rête devant l'histoire : songez qu'elle jugera un jour votre « jugement et que le sien sera celui des siècles. »

Mais tout ce qui partout ailleurs aurait protégé un roi, une longue dynastie, les bienfaits de ses aïeux, la majesté du trône, la consécration religieuse, les alliances de famille devenaient autant de charges contre Louis XVI. C'est en vain que sa sérénité, que l'humiliation à laquelle il était en butte avaient touché beaucoup de conventionnels : Saint-Just et Robespierre répondirent qu'il y avait des principes indestructibles, supérieurs aux rubriques consacrées par l'habitude et les préjugés, et que le devoir suprême des représentants du peuple envers la patrie était d'étouffer les premiers mouvements de la compassion naturelle pour le salut d'une grande nation et de l'humanité, foulée aux pieds. La sensibilité qui immole l'innocence au crime est

cruelle; la clémence qui pactise avec la tyrannie est barbare.

Les girondins, que leurs habitudes d'hésitation rendaient plus aptes à comprendre les fluctuations de Louis, traitées de trahisons par les jacobins, cherchèrent à le sauver; et, désespérant de tout autre moyen, ils eurent recours à l'appel au peuple. « Ce n'est point exciter à la guerre civile, disait Vergniaud, « que d'en appeler à la souveraineté du peuple. Vous dites qu'il « faut avoir le courage d'exécuter son propre jugement sans « s'appuyer sur l'avis du peuple. Du courage, il en fallait pour « attaquer Louis XVI dans sa toute puissance; en faut-il tant pour « envoyer au supplice Louis vaincu et désarmé... Quel courage « trouvez-vous dans un acte dont un lâche même serait capable. « Aujourd'hui l'on accuse de tous les désastres, de toutes les « souffrances les prisonniers du Temple : lorsqu'ils ne seront « plus là, tout retombera sur la convention... Les massacreurs « de septembre ne pourraient-ils pas sortir de leurs repaires « pour nous présenter couvert de sang un dictateur qu'on va « nous répétant être nécessaire ? Que deviendrait alors Paris ? « Paris, dont la postérité admirera le courage héroïque contre « les rois et ne saura comprendre l'ignominieux asservissement « à une poignée de brigands, rebut de la race humaine, qui « s'agitent dans son sein et le déchirent en tous sens par les mou- « vements convulsifs de leur fureur et de leur ambition ? Ci- « toyens industrieux, qui avez fait tant de sacrifices pour la li- « berté, les moyens d'existence vous seraient enlevés; si vous « demandiez du pain à ces hommes, ils vous diraient : *Voici du « sang et des cadavres; nous n'avons pas d'autre pâture.* »

Cette éloquence humilia la faconde médiocre de Robespierre, mais ne sauva pas le roi. Sur sept cent quarante-neuf votants, six cent soixante-neuf déclarèrent Louis coupable; puis, au vote public, deux membres opinèrent pour les fers; deux cent quatre-vingt-six pour le bannissement ou la réclusion; quarante-six pour la mort, mais avec sursis; trois cent soixante et un pour la mort sans condition.

L'arrêt fut notifié à Louis XVI : on lui refusa un délai de trois jours mais on lui accorda l'assistance d'un prêtre, et il lui fut dit que *la nation, toujours grande et juste, s'occupera it de sa famille.*

Il fut insulté jusque dans ses derniers moments. Quand, au pied de l'échafaud, l'abbé Edgeworth, qui lui avait donné les dernières consolations de la religion, prononça ces paroles cé-

lèbres : *Fils de saint Louis, montez au ciel!* Louis XVI s'écria : *Français, je meurs innocent! je pardonne à mes ennemis; je désire que ma mort...* A cet instant, Santerre commanda un roulement de tambours, et bientôt des épées, des piques, des mouchoirs étaient trempés dans le sang qui venait d'être versé au milieu des cris de *Vive la république! vive la nation!*

On rendit son testament public, comme un monument de fanatisme et de forfaits.

CHAPITRE IV.

LA TERREUR. — LA VENDÉE.

L'Europe trembla : les peuples cessèrent d'admirer la révolution, les souverains de la mépriser ; et les cours, voyant que tout ce qui avait été tenté pour sauver Louis XVI n'avait fait que hâter sa perte, comme pour protester de l'indépendance nationale, n'osèrent rendre de pompeux honneurs à sa mémoire, ni accueillir ouvertement les émigrés. La Russie profitait de ce découragement pour compléter l'occupation de la Pologne. En Angleterre, Fox lui-même avait réprouvé, pendant le cours du procès, ce qu'il avait d'illégal et de barbare. Maintenant que tout était consommé, Pitt espérait que les excès de la liberté la rendraient tellement odieuse qu'elle étoufferait chez les Anglais tout désir de réforme (1), et qu'il y aurait en Europe un tel bouleversement que l'Angleterre pourrait s'emparer des colonies et poursuivre la conquête des Indes. En effet elle consolida son établissement au Canada, elle exclut les Français du royaume-uni (*Alien-bill*), souleva contre eux toute l'Europe. La nécessité d'une guerre avec la France fut désormais reconnue; ce fut une guerre à mort. L'Espagne et la Hollande se joignirent à la Grande-Bretagne, la Prusse à l'Empire. Le roi de Sardaigne affronta un péril imminent pour rester fidèle à ses devoirs de

(1) Pitt avait favorisé, dans le principe, les idées d'égalité de Thomas Payne; mais après les avoir vues mises en pratique, il disait : « Thomas Payne a raison ; mais ses adeptes n'ont pas le sens commun. Si je favorisais leurs doctrines, qu'arriverait-il? Des hommes sans lumières et sans mœurs envahiraient le pays; nous aurions une révolution sanglante. La question changerait si chacun n'agissait que conformément à la loi du devoir. »

parenté. Partout la passion et l'humanité l'emportèrent sur les calculs de la politique.

La France accepta le défi en disant : *Quiconque n'est pas pour moi est contre moi.* Sa déclaration, qui était un acte de propagande, avait fait une vive impression parmi les peuples. Rien ne parut impossible à vingt-cinq millions d'hommes : on se procurera de l'argent avec les biens des émigrés; les riches et les pays affranchis payeront le surplus. Partout où pénétreront les armes de la France, le pouvoir révolutionnaire sera établi, la féodalité et les autres abus abolis, la souveraineté du peuple proclamée. *Point de demi-révolutions,* dit Cambon; *que tout peuple qui ne voudra pas ce que nous proposons soit traité en ennemi. Paix et fraternité à tous les amis de la liberté; guerre à tous les vils partisans du despotisme; guerre aux châteaux, paix aux chaumières.*

Les jacobins, toujours sous prétexte qu'ils étaient menacés, demandèrent un comité de surveillance; ils firent suspendre les recherches commencées contre les auteurs des massacres de septembre, dont ils avaient accusé le roi quand tout prouvait que leurs chefs étaient les seuls coupables.

A la terreur se joignit la famine. Tout ayant renchéri, la municipalité, obéissant à ses préjugés économiques, achetait pour revendre à bas prix, ce qui faisait disparaître les grains et affluer à Paris une foule affamée. Ce peuple, aveuglé par les mêmes préjugés, demandait que l'on fixât le *maximum* des denrées. Les nombreux serviteurs de la noblesse demeurés oisifs, tous ceux qu'elle faisait vivre demandaient du pain. Alors on n'entendit plus parler que d'accapareurs, de monopoleurs, de ci-devant nobles, de mandataires infidèles du peuple, qui encourageaient le crime par l'impunité. Le pillage s'organisa ; et Marat, écho de toute accusation et de toute injure, déclara que le peuple avait raison; et Robespierre, qu'il était infaillible.

L'ennemi commença les hostilités. Cinquante-six mille Prussiens, vingt-quatre mille Autrichiens, vingt-cinq mille hommes fournis par la Hesse, la Saxe, la Bavière menacent les bords du Rhin, de Mayence à Coblentz. Soixante mille Autrichiens et dix mille Prussiens s'avancent contre les quartiers français sur la Meuse; quarante mille Anglais, Hanovriens, Hollandais arrivent de la Hollande. Les Français sont contraints de se replier, et rappellent Dumouriez, qui s'était rendu à Paris soit pour

tenter de sauver le roi, soit parce qu'il se trouvait hors d'état de réaliser ses projets, et qu'on l'accusait d'entraver la révolution en Belgique en s'opposant au despotisme des agents révolutionnaires. De retour dans les Pays-Bas, il réprima l'arbitraire, fit restituer aux églises leurs ornements, réprouva les vexations au nom de la France, et s'exprima sans ménagement sur le compte des intrigants qui tyrannisaient Paris.

C'en fut assez pour exciter dans la capitale les plus ardentes fureurs. On vota une nouvelle armée; le drapeau noir fut arboré en signe du danger de la patrie : mais, avant le départ, il ne fallait pas laisser derrière soi de conspirateurs, c'est-à-dire qu'il fallait égorger ou rançonner les riches. Les jabobins, désireux de 1793.
sacrifier les girondins, dirigèrent contre eux l'archarnement du peuple. La convention décréta que des commissaires seraient envoyés dans les départements pour faciliter autant que possible les nouvelles levées.

Dumouriez, battu à Nerwinde et aussitôt déchu dans l'opinion, se vit contraint d'évacuer la Belgique. On lui fit un crime d'avoir été malheureux, et sa tête fut mise à prix. Alors, dégoûté de la république telle que les jacobins l'avaient faite et ne cachant pas ses dégoûts, il songea à rétablir la constitution en [illegible]ant au trône Louis-Philippe d'Orléans, qui avait vaincu avec [illegible] Jemmapes. Il espérait y réussir en se joignant au prince de Cobourg. Il passa donc aux Autrichiens, mais sans réussir à entraîner l'armée; il refusa de servir sous les drapeaux ennemis, en disant qu'il aurait agi avec les Français, jamais avec les étrangers. Général fécond en ressources, mais inégal, bon administrateur, diplomate habile, il sut pourvoir à tout quand la patrie était sans ressources, et soutint le premier l'honneur de ses armes.

Sa désertion rendit les jacobins furieux : ils s'écrièrent qu'ils étaient environnés de traîtres, de nobles, de prêtres; et l'on ordonna, comme en Chine, d'inscrire sur la porte de chaque 29 mars.
maison le nom de tous les individus qui l'habitaient. Danton proposa d'instituer un tribunal révolutionnaire composé de neuf juges, qui, sans être astreints à aucune forme, devaient prononcer, sans appel ni pourvoi en cassation, le châtiment des conspirateurs et des contre-révolutionnaires. Une terreur générale s'empara de tous ceux qui ne terrifiaient pas. Le peuple s'agita en tumulte aux portes de l'assemblée, et l'on redouta un nouveau massacre; les députés siégeaient toujours

armés; enfin ce fut à grand'peine que l'on parvint à obtenir l'adjonction de jurés aux membres du tribunal. L'abîme se creusait chaque jour pour les girondins. Accusés de complicité avec Dumouriez et Philippe-Égalité, ils se disculpèrent en reprochant à Robespierre et à M rat les crimes dont ils s'étaient souillés. Marat, convaincu d'avoir excité le peuple à la révolte contre la convention, fut mis en accusation, mais absous à l'unanimité par le tribunal révolutionnaire. Cet *ami du peuple* fut couronné de branches de chêne, et ramené en triomphe dans l'assemblée sur les bras des sans-culottes. Devenu plus furieux que jamais contre les modérés, il ne cessa de répéter qu'il était temps de passer des discours aux actions. Il fit nommer un comité de sûreté générale, avec pleins pouvoirs ou à peu près, pour accélérer l'action du pouvoir exécutif. De là partirent les propositions les plus incendiaires. Les absolutions ou les condamnations étaient dictées par une populace furieuse; et Robespierre poursuivait sans relâche les girondins, qu'il ne cessait de diffamer, en les taxant d'aristocratie. Enfin le 31 mai, sous la pression d'un mouvement populaire, la convention céda et permit leur arrestation, renouvelant contre elle-même ce qu'elle avait fait contre la monarchie.

2 juin.

Alors, dans toute la France, les modérés se retirèrent des municipalités, où les exagérés restèrent les maîtres, avec des pouvoirs dictatoriaux pour exercer des perquisitions dans les maisons et sévir contre les suspects. Robespierre et Marat régnèrent dans Paris, et l'on se hâta de voter la constitution. Aux terr.es de cette œuvre nouvelle, tout citoyen âgé de vingt et un ans jouissait de la plénitude des droits politiques. On devait élire un député sur cinquante mille âmes : l'assemblée pouvait faire des décrets exécutoires sur-le-champ et des lois sur les objets d'intérêt général : sa durée devait être annuelle. Le pouvoir exécutif était confié à vingt-quatre membres, qui nommaient les généraux et les ministres, les dirigeaient et en étaient responsables. Il fut enjoint à la nation d'accepter dans le délai de trois jours ce statut républicain.

Constitution de 93.

Au milieu des triomphes du jacobinisme, une jeune fille, Charlotte Corday d'Armans, partit de sa province, se fit introduire près de Marat, et le poignarda. Arrêtée à l'instant même, elle soutint avec intrépidité l'acte qu'elle venait d'accomplir : *J'ai tué un homme*, dit-elle, *pour en sauver cent mille; un scélérat, pour sauver des innocents; une bête féroce, pour don-*

Charlotte Corday.

ner le repos à mon pays. Elle mourut avec calme et sérénité.

Qu'à cette époque redevenue païenne une jeune fille, qui avait rêvé une république toute de gloire et de vertu, devienne homicide avec des intentions saintes et se croie une héroïne, on ne saurait en être surpris ; mais ce dont on est en droit de s'étonner c'est qu'elle ait été traînée à l'échafaud par ceux mêmes qui préconisaient Brutus et Cassius ; car il n'y avait pas moins de grandeur chez cette fille abusée, elle ne méritait pas moins cette admiration que l'on accorde à une résolution forte et désintéressée.

Ce meurtre, dont la politique démontrait même l'inutilité, fut imputé aux girondins. La convention assista aux funérailles de Marat, à qui elle décerna les honneurs du Panthéon, et ce forcené devint un saint pour ceux qui prenaient les saints en pitié. Robespierre s'attribua une partie de cette ovation en s'écriant que le hasard avait dirigé le coup sur Marat, et non sur lui ; et que le meilleur éloge à faire de celui qu'on avait perdu était de le venger.

Saint-Just, bourreau sentencieux (1), fit déclarer le gouvernement révolutionnaire, c'est-à-dire la suspension de la constitution et l'établissement d'une dictature avec une armée à ses ordres. La loi des suspects frappa quiconque avait écrit en faveur de la tyrannie, quiconque ne pouvait présenter un certificat de civisme ou justifier de ses moyens d'existence, ceux qui n'agissaient pas dans le sens de la révolution, ou ne parlaient pas dans les sections, ou passaient pour être de mauvaise foi. Tous les anciens fonctionnaires, les nobles, les prêtres furent considérés comme suspects ; il en fut de même des émigrés rentrés ou de leurs parents, et, pour les faire arrêter, il suffit de la simple dénonciation des comités.

La France s'habitua ainsi à voir punir les délits d'opinion ; et le comité révolutionnaire, rassuré à l'intérieur, s'occupa d'envoyer les citoyens soit à l'armée, soit à la guillotine.

(1) Voici quelques-unes de ses sentences : « Tous sont coupables quand la patrie est malheureuse. — Buzot a été le premier à jeter ici la discorde : la vertu n'a pas tant d'âpreté. — Quand les girondins furent accusés de complicité avec Dumouriez, ils sourirent : la dissimulation sourit, la vertu s'afflige. — Dans les révolutions, celui qui est ami du traître est justement suspect. — Il y a quelque chose de terrible dans le saint amour de la patrie ; il est tellement exclusif qu'il immole tout sans pitié, sans crainte, sans respect humain, à l'intérêt public. »

Il ne s'était encore manifesté au dedans aucune réaction violente; les espérances et les craintes se tournaient plutôt du côté de Coblentz. Mais toutes les villes étaient en révolution, seule manière de vivre depuis qu'il n'y avait plus rien pour alimenter les métiers et le commerce. Les gens de la campagne étaient affranchis des corvées féodales; la première assemblée avait beaucoup fait en faveur du peuple. La confiscation des biens de mainmorte créa une nouvelle classe de propriétaires, qui, ayant acquis des biens à vil prix et avec des assignats sans valeur, étaient intéressés à s'opposer au retour du passé et pleins d'ardeur pour la révolution. Les prolétaires remplissaient les municipalités et les comités; les assignats étaient dans leurs mains; la propriété morcelée était venue au paysan : beaucoup d'entre eux, qui tenaient des terres sous la seule obligation de services féodaux, restèrent lorsqu'ils furent abolis propriétaires absolus. D'autres usurpèrent à la mort du maître, dont les titres avaient été brûlés, les biens qu'il laissait, et la révolution couvrait le vol ou y applaudissait; les nouveaux possesseurs firent bientôt fructifier ces terres. L'artisan se trouvait sans ouvrage; mais les secours publics lui venaient en aide lorsqu'il allait, coiffé du bonnet rouge et la pique à la main, se mêler aux émeutes. Comme l'unique occupation était la guerre, il en résultait la nécessité des séditions ou des batailles pour devenir fonctionnaire ou général. Il n'y avait point de commerce, soit faute de crédit, soit par l'effet des fausses mesures économiques. Mais les fournitures et l'agiotage procuraient d'énormes bénéfices à ceux qui spéculaient sur la misère publique. Tous ces gens-là, se croyant sans cesse menacés, perpétuaient le désordre, et voyaient un complot aristocratique dans tout ralentissement. Ajoutons-y ceux-là qui pensaient combien la raison et la justice avaient eu leur part dans la révolution, et que des saturnales sanglantes, mais éphémères, ne l'empêcheraient pas de porter des fruits précieux et durables.

Mais les sentiments religieux et monarchiques restaient vivants parmi les habitants de la campagne dans la Bretagne, le Poitou, l'Anjou, la Touraine, dans l'Orléanais, dans une partie du Maine et de la Normandie; les villes, bien que révolutionnées, restaient avec les modérés et les girondins. Les nobles retons, aristocrates opiniâtres, avaient émigré à Jersey et Guernesey, d'où ils entretenaient le mécontentement et préparaient l'insurrection.

Dans le Bocage, vaste pays de pâturage, qui s'étend de la Loire aux Sables d'Olonne et finit dans le Marais au bord de l'Océan, le propriétaire vivait paisiblement au milieu de ses biens, à côté de son fermier et dans la société du curé. Là n'avaient pas pénétré les idées philosophiques, et la révolution n'y avait pas été comprise. Les droits féodaux et les dîmes y continuaient d'exister, quoique abolis. On y fut choqué surtout du serment imposé aux prêtres. De l'aveu de leurs ennemis même, ces paysans étaient de bonne foi; ils demandaient la faculté de célébrer tranquillement leurs offices en dehors des églises desserservies par des prêtres assermentés. Les évêques de Langres et de Luçon, les missionnaires, auxquels se joignirent les sœurs de la Charité, répandaient des écrits destinés à éloigner les fidèles des prêtres constitutionnels, et on les invitait à faire bénir leur mariage et baptiser leurs enfants non par ces intrus, mais par les ecclésiastiques déposés. De là division dans les familles et schisme religieux; puis, comme conséquence, schisme politique; car l'esprit de paroisse se soulevait contre la centralisation et l'impiété de Paris.

Des troubles avaient commencé, dès le mois d'octobre 1791, sur les deux rives de la Loire; mais ils avaient été réprimés. Une grande levée ayant été alors ordonnée, ces paysans pensèrent que ce serait pour eux un crime de servir la convention régicide. *Puisque vous devez combattre,* disaient les mères, *combattez dans le pays, près de nous, qui vous secourrons et vous vengerons.*

La guerre civile commença. Le voiturier Cathelineau se mit à la tête des insurgés, et ce héros populaire leur donna l'exemple. Mars.
La noblesse fournit aussi ses héros, Lescure et La Rochejaquelein. Celui-ci n'avait que vingt ans; il brava tous les dangers pour se joindre aux insurgés, qui l'appelaient : *Je suis bien jeune,* leur disait-il; *mais, par le courage, je me montrerai digne de vous commander. Si j'avance, suivez-moi; si je recule, tuez-moi; si je meurs, vengez-moi.*

Cette exaltation royaliste et religieuse valut plusieurs fois la victoire aux insurgés sur les soldats révolutionnaires, qui, dans cette guerre de détail, ne pouvaient déployer le courage de l'enthousiasme, et finissaient par se lasser. Les Vendéens, hommes, femmes, enfants, combattaient sans ambition au nom de Dieu et de Louis XVI, en chantant des litanies et des *Te Deum*. Ce fut en vain qu'on voulut rabaisser cette insurrection

en faisant passer pour des bandits et des assassins des gens qui agissaient avec héroïsme, et obéissaient à des convictions profondes.

La Vendée et la Bretagne paraissent faites exprès pour la guerre civile. Le sol inégal et agreste de ces deux pays offre aux bandes une infinité de refuges : les routes, encaissées entre deux crêtes hérissées de broussailles, sont comme autant de fossés profonds; les petits murs qui entourent les champs sont des retranchement qui favorisent les embuscades. Les troupes s'égarent dans un labyrinthe de chemins de traverse et de sentiers : ici des bois, là des marais et des canaux que masquent d'épais buissons, ailleurs des landes immenses couvertes de genêts de la hauteur d'un homme. La défaite du paysan vendéen était de peu d'avantage pour l'ennemi, attendu qu'il n'avait que son bâton et un fusil, tandis que chaque victoire fournissait des munitions aux insurgés. Mis en déroute sur plusieurs points, ils se dérobèrent, et allèrent se rallier, de l'autre côté de la Loire, aux bandes des Bretons, désignés sous le nom de chouans, et se soutinrent encore après que La Rochejaquelein eut succombé.

La ville de Lyon, ouvertement fédéraliste, reconnut la convention, mais refusa d'obéir aux décrets qui évoquaient à Paris les procès contre les patriotes et ordonnaient de destituer les autorités municipales. Voulant échapper à tout prix au joug des jacobins, elle s'insurgea. Marseille, après s'être signalée par un républicanisme outré, communiqua son mécontentement à Toulon, qui proclama Louis XVII, et appela les Anglais. Il y avait alors dans ce port, le meilleur de la Méditerranée, quinze vaisseaux de ligne et cinq frégates, qui tombèrent au pouvoir de l'ennemi sans coup férir.

Ainsi la guerre civile éclatait en Bretagne, en Normandie, du centre de la France au midi. La guerre étrangère s'étendait sur toute la ligne du Rhin, aux Pyrénées et aux Alpes : s'il y avait eu de l'unité et du désintéressement parmi les rois alliés, elle aurait pu devenir redoutable. Mais ces rois n'aspiraient qu'à faire des acquisitions partielles : l'Autriche, à s'emparer des forteresses de la Belgique; l'Angleterre, de Dunkerque; le Piémont, de la Savoie. Cependant, après la défection de Dumouriez, l'étranger gagna du terrain : Mayence, Condé, Valenciennes tombèrent au pouvoir des Prussiens; et si, au lieu de s'endormir aux frontières, ils eussent marché sur Paris tandis

que les Autrichiens et les Piémontais s'avançaient par le Midi, que l'Espagne secondait l'effort des Vendéens et que les Anglais fournissaient à tous des subsides, c'en était fait de la république. Mais l'Autriche était mal disposée pour la Prusse, celle-ci ne lui ayant rien donné dans le nouveau partage de la Pologne. Les Vendéens remportèrent des victoires sanglantes; mais ils ne furent pas secondés par les Anglais, et les princes n'eurent pas le courage de se mettre à la tête de ceux qui se faisaient tuer pour eux.

La convention, au contraire, agissait avec une activité prodigieuse : travaillant nuit et jour, ne transigeant jamais, elle sauva la patrie par les moyens les plus désespérés. Le papier-monnaie perdait tellement que pour un franc on en avait six en assignats : on chercha néanmoins à leur donner de la valeur par des expédients, et l'on fixa le maximum du prix des grains. La science vint en aide à la révolution, qui pourtant s'était montrée hostile envers elle en abolisant académies, universités, facultés. Comme le salpêtre de l'Inde arrivait difficilement et en petite quantité alors qu'il était si nécessaire, on en établit en un moment des manufactures dans le pays : non-seulement on parvint à l'extraire, mais à le purifier, et l'on en fit de la poudre sans se servir des moulins ordinaires, qui auraient demandé trop de temps et de dépenses. Cette poudre fut raffinée et séchée en peu de jours par des procédés nouveaux. Chaque maison devint une fabrique de poudre, et ce travail devint une fête.

Sur vingt-cinq chevaux, on en leva un au prix de neuf cents livres; puis on imagina de faire offrir par les jacobins un cavalier tout équipé, et tous suivirent cet exemple. Des méthodes nouvelles permirent de se procurer promptement du fer, de l'acier, des armes. On recueillit en neuf mois douze millions de salpêtre en France, tandis qu'on n'en obtenait auparavant qu'un million par an. Quinze fonderies pour bouches à feu donnaient annuellement sept mille pièces de bronze; trente autres pour les pièces de fer en donnaient treize mille. Il y eut vingt manufactures d'armes, au lieu d'une qui existait précédemment. Il se fabriquait dans Paris cent quarante mille fusils par an, outre ce que fournissaient les départements; et cent huit ateliers réparaient les armes de toute espèce. Les piques, qui ne servaient plus qu'aux invalides, armèrent de nouveau des bataillons entiers; les cloches étaient fondues pour faire des ca-

nons; les monastères se transformaient en arsenaux et en nitrières. On tira du pin le goudron pour la marine; le télégraphe accéléra les communications; on prépara en peu de jours les cuirs, dont le tannage exigeait auparavant plusieurs années; l'art de faire le savon fut perfectionné et livré à l'industrie commune. L'un, en fabriquant la soude, sauva les verreries et les papeteries du danger de rester en chômage faute de recevoir les alcalis d'Amérique; un autre trouva le secret d'extraire le soufre des pyrites; celui-ci prépara l'alun et l'acide sulfurique, celui-là améliora le pain de munition. En somme, la France parut n'avoir qu'une pensée, qu'une seule affaire, la guerre.

Si donc la révolution fit peu de cas des théories, elle poussa aux applications, et Carnot les rendit nécessaires. Le savant
1746-1818. Monge, démocrate ardent, qui devint plus tard sénateur et comte, appliqua les mathématiques à l'artillerie; il prêta au besoin sa tête comme d'autres leurs bras, et fonda l'École polytechnique. Fourcroy, Chaptal, Berthollet s'occupèrent de suppléer aux matières dont les arrivages avaient cessé (1). Cabanis réforma les hôpitaux; Larrey introduisit le premier les ambulances volantes, qui offraient le moyen de donner des secours aux blessés pendant que la mêlée durait encore; le peintre David dirigea les préparatifs des fêtes révolutionnaires, dont Gossec composa la musique et Marie-Joseph Chénier les chants lyriques, inspirés par la philosophie du siècle et dans lesquels il s'applaudissait d'arracher « la double couronne du fanatisme et de la tyrannie; » esprit absolu et vif, dont la poésie tient de la beauté antique, imbu qu'il était des idées païennes de Rome et de la Grèce.

L'enthousiasme de la liberté fit courir aux armes un million deux cent mille citoyens, par haine des tyrans ou par crainte de la terreur. Ceux qui ne voulaient pas prendre part aux émeutes sanguinaires se rendaient aux armées, qui restèrent toujours pures d'excès; ceux qui craignaient d'être immolés se sauvaient dans les camps, prêts à mourir, mais du moins avec gloire, pour une patrie qu'on ne cessait pas de chérir. Poussés, bon

(1) Les deux compagnies d'aéronautes qui opérèrent à la bataille de Fleurus offrirent une application bizarre des découvertes nouvelles. Un ballon captif servait à observer les mouvements de l'ennemi et à en informer le général à l'aide des signaux. On veut que cette innovation ait effrayé les ennemis; mais elle ne fut pas adoptée.

gré, mal gré, sous les drapeaux, beaucoup d'entre eux y révélèrent des talents dont ils n'avaient pas même l'idée, et devinrent d'excellents généraux. Les noms qui désignaient les anciens corps furent effacés, car l'idée d'égalité dominait aussi dans l'ordre militaire; bien plus, comme tous étaient égaux, tous volontaires, il n'y eut point de distinction entre l'armée et la garde nationale. L'une prit l'uniforme bleu de l'autre, qui entra pour les deux tiers dans la formation des corps; et les volontaires qui n'avaient pris le fusil que pour défendre les frontières menacées se trouvèrent contraints de suivre la carrière des armes.

L'art de la guerre changea alors de face : non-seulement les engagements de tirailleurs et les charges à la baïonnette remplacèrent les tournois méthodiques ; mais la grande guerre, devenue nécessaire, fit comprendre la puissance des masses, et le besoin de vaincre avant qu'elles fussent rompues. Comment les généraux auraient-ils pu soumettre à une pratique régulière qui aurait entravé leur ardeur, des soldats mal armés, sans habitude des manœuvres ? Ils firent mieux de les abandonner aux inspirations soudaines de leur courage, de les laisser se précipiter, protégés par des batteries et par quelques escadrons aguerris, sur les lignes et sur l'artillerie ennemie, genre de guerre plus propre à faire naître et à entretenir l'émulation. Les Français apprirent peu à peu à se rallier, à se serrer contre la cavalerie, à profiter des accidents du terrain pour se rapprocher de l'ennemi, à l'assaillir avec une furie contre laquelle demeurait impuissante la tactique de soldats dont la seule règle était de faire leur devoir.

Cette obéissance passive qui éteint l'âme passait pour l'élément essentiel des armées ? la révolution la fit disparaître. On croyait à la nécessité d'une longue expérience, et la révolution remplaça les officiers qui appartenaient à l'aristocratie par des sous-officiers ; elle créa une armée citoyenne pour une guerre nationale. Des troupes qui manquaient de tout devaient introduire une manière d'opérer nouvelle : à défaut de tentes, elles bivouaquaient ; n'ayant avec elles ni train, ni magasins, ni provisions, elles s'inquiétaient peu de couvrir leurs lignes, et arrivaient à l'improviste, avec une mobilité extrême, sur des ennemis accoutumés à des marches méthodiques.

La convention, dans sa pensée de tout niveler, n'avait pas hésité à abolir aussi les corps d'état-major, qui réclamaient de

longues études et qui paraissaient indispensables; elle leur substitua des officiers nouveaux. Le système des vieilles armées était donc détruit, et la tactique de Frédéric, qui consistait à former des cordons de troupes, à opposer corps à corps, bataille à bataille, à tourner longuement une ligne, avec le soin de ne pas se découvrir et d'opérer comme sur un champ de manœuvres, cette tactique ne pouvait plus convenir. Ce n'était plus le moment des guerres combinées, qui permettaient de s'observer, de feindre, de choisir des positions, de défendre ou de surpendre une place pour parvenir à occuper quelque petite province : il s'agissait désormais de tenter de grandes invasions, de prendre des capitales, d'anéantir des armées.

L'ardeur belliqueuse du pays fut dirigée avec vigueur par le comité de salut public, ou plutôt par le ministre de la guerre Carnot. Comme la révolution demandait l'impossible, il s'appliqua à régulariser tant de fougue. Il ordonna de frapper des coups décisifs sur le point stratégique le plus important, de rompre les communications, de réduire l'armée ennemie à l'impuissance, au lieu de chercher à s'emparer d'une forteresse ou d'une parcelle de territoire. Aux théories de Vaubau sur l'attaque et la défense des places il substitua un nouveau système de fortification et de défense, qui consistait à employer alternativement des feux verticaux dans des casemates, pour accabler sans péril l'ennemi s'il s'avançait en grand nombre, et les coups de main hardis lorsqu'il n'était pas en force.

Les fastes modernes n'offrent point d'exemple d'une campagne plus remarquable que celle de 1793 contre toute l'Europe. Les plans de Carnot furent mis à exécution. La bataille d'Hondschoote délivra Dunkerque des Anglais. La dictature toute-puissante du comité opposa aux Autrichiens et aux Prussiens, qui s'étaient avancés sur les deux versants des Vosges, des moyens de défense multipliés. La bataille de Watignies fit lever le siége de Maubeuge, et Kellermann refoula les Piémontais au delà des Alpes.

Le comité dit à l'armée qu'il envoya en Vendée : *Soldats de la liberté, il faut que ces brigands soient exterminés avant la fin d'octobre : le salut de la patrie l'exige, l'impatience du peuple français le commande, son courage doit l'exécuter.* En effet, Léchelle et Kléber écrasèrent les insurgés en Vendée et en Bretagne. Le jeune général Hoche, chargé de recouvrer les lignes de Wissembourg, repoussa les Autrichiens et entra dans

le Palatinat, tandis que Toulon était repris sur les Anglais.

Mais la convention comptait sur un autre moyen de salut, la terreur. Danton avait mis l'initiative aux mains de ceux qu'on appelait les sans-culottes en faisant décréter une solde de quarante sous à ceux qui assisteraient aux assemblées de section; puis, voyant que la nation était pauvre, mais que les particuliers étaient riches, il la fit déclarer créancière de tous, et demanda que toutes les subsistances, les richesses, les armes, fussent mises en réquisition; puis l'on décréta une levée en masse.

Les biens des proscrits étaient toujours une ressource abondante. Le comité de salut public dressa en outre un projet qui consistait à faire démolir les châteaux, les églises, les palais et les habitations royales, à élaguer les forêts de la couronne en ouvrant de larges routes et à donner les matériaux qui en proviendraient aux sans-culottes, avec six arpents de terre à chacun, moyennant l'obligation de se bâtir une maison et de prendre femme. On voulait ainsi créer un nombre considérable de familles républicaines, qui auraient défendu, au prix de leur sang, leurs propriétés improvisées. Dès lors la révolution, politique dans son origine, devint sociale dans sa forme intéreure, proclama la liberté naturelle, la souveraineté nationale; puis elle se changea par degrés en monopole. Les jacobins dénaturèrent la générosité de ce grand mouvement lorsqu'ils nièrent le principe de l'intelligence, faisant reposer toute souveraineté dans le nombre et en donnant à croire au peuple que le droit résidait dans la force.

De là l'extermination de tous ceux qui résistaient à leur dictature. La révolution avait rompu avec tous les principes de la civilisation européenne, et les disciples de Rousseau, s'endurcissant, au nom de la raison, dans une logique intrépide, versaient le sang avec autant de froideur que les plus détestables tyrans.

Le conventionnel Laplanche disait dans un rapport: « J'ai « mis partout la terreur à l'ordre du jour; partout j'ai mis à « contribution les riches et les aristocrates; partout j'ai fait « fondre les cloches et réuni les paroisses; j'ai destitué tous les « fédéralistes, incarcéré tous les suspects, mis la force aux « mains des sans-culottes. Dans les maisons de réclusion les « prêtres avaient toutes leurs commodités, tandis que les sans- « culottes couchaient sur la paille; mais j'ai donné à ceux-ci « les matelas de ceux-là. Partout j'ai fait des mariages de

« prêtres; partout j'ai électrisé les cœurs et les esprits, organisé des fabriques d'armes, visité les bâtiments, les hôpitaux, les prisons, fait partir plusieurs bataillons de la levée en masse, passé en revue une quantité de gardes nationales pour les républicaniser et fait guillotiner beaucoup de royalistes. En somme, j'ai suivi mon mandat impératif, et j'ai opéré partout en zélé montagnard, en représentant révolutionnaire. »

Lyon, ce centre méridional, où les mécontents auraient pu se rallier et les étrangers tenter une pointe, fut bombardé pendant six semaines impitoyablement. Après une vive résistance, il succomba; on y vit s'accomplir d'horribles massacres; le nom même de la ville fut aboli. L'envoyé de la convention Couthon, chez qui la fureur suppléait à l'art, y fit démolir vingt-cinq mille maisons. Le comédien Collot d'Herbois, qui, dix ans auparavant, avait été sifflé par les Lyonnais, en fit guillotiner cinquante et soixante par jour. Les cinq juges et le bourreau allèrent se plaindre à lui qu'ils mouraient de fatigue, il leur répondit : *Enflammez-vous comme moi de l'amour de la patrie, et recouvrez de nouvelles forces.* Puis il ordonna de tirer à mitraille sur les accusés, et s'écria : *Comme la vengeance de la patrie est silencieuse! c'est à coups de foudre qu'elle doit frapper ses*
1793. *ennemis* (1). Collot dit dans son rapport : « L'instrument de

(1) Lorsque les députés de Lyon vinrent demander un soulagement à leurs maux, Fontanes composa pour eux un discours où se trouvent ces paroles : « Les premiers députés (après la prise Lyon) avaient pris un arrêté à la fois ferme et humain : ils avaient ordonné que les chefs des conspirateurs perdissent seuls la tête, et qu'à cet effet on instituât deux commissions qui, en observant les formes, sauraient distinguer le conspirateur du malheureux qu'avaient entraîné l'aveuglement, l'ignorance et surtout la pauvreté. Quatre cents têtes sont tombées dans l'espace d'un mois, en exécution des jugements de ces deux commissions. De nouveaux juges ont paru, et se sont plaints que le sang ne coulât point avec assez d'abondance et de promptitude. En conséquence ils ont créé une commission révolutionnaire, composée de sept membres chargés de se transporter dans leurs prisons, et de juger en un moment le grand nombre de détenus qui les remplissent. A peine le jugement est-il prononcé, que ceux qu'ils condamnent sont exposés en masse au feu du canon, chargé à mitraille. Ils tombent les uns sur les autres, frappés par la foudre; et souvent, mutilés, ils ont le malheur de ne perdre, à la première décharge, que la moitié de leur vie. Les victimes qui respirent encore après avoir subi ce supplice sont achevées à coups de sabres et de mousquets. La pitié même d'un sexe faible et sensible a semblé un crime : deux femmes ont été traînées au carcan pour avoir imploré la grâce de leurs pères, de leurs maris et de leurs enfants. On a défendu la commisération et les larmes. La nature est

« mort ordinaire ne fonctionnait pas assez vite; le marteau dé-« molissait lentement : la mitraille a détruit les hommes, la « mine a détruit les édifices. Ceux qui sont morts avaient tous « souillé leurs mains du sang des patriotes; l'œil les distinguait « sans se tromper. »

Les mesures énergiques étaient toujours accompagnées de mesures cruelles, et la rigueur s'accrut sous prétexte de trames ourdies par les Anglais. Dans l'origine, les suspects pouvaient du moins sortir la nuit de certaines cachettes pratiquées pour s'y tenir durant le jour; mais il fut alors décrété que les visites domiciliaires se feraient aussi de nuit

Personne ne fut plus en sûreté. Hébert, ancien vendeur de billets à la porte d'un théâtre, qui écrivait le journal intitulé *le Père Duchesne*, feuille plus dégoûtante encore que celle de Marat, avait été nommé substitut du procureur de la commune, et il usait du pouvoir à la manière des lâches. Il alla jusqu'à accuser Marie-Antoinette devant ses juges d'avoir corrompu son propre fils. A cette imputation, beaucoup de jacobins eux-mêmes furent saisis de dégoût; la reine versa des larmes, et s'écria : *J'en appelle à toutes les mères ici présentes*. Condamnée à mort, (16 octobre.) elle entendit son arrêt comme une délivrance, et subit la mort comme elle avait enduré ses longues infortunes. Son jeune fils fut confié à un savetier nommé Simon; et, en attendant que le dernier rejeton de cette race de rois s'éteignît misérablement, les cendres de ses aïeux furent arrachées des caveaux de Saint-Denis et jetées au vent.

Les girondins, devenus à leur tour les modérés, accusés de fomenter la guerre et les troubles du Midi, avaient été livrés, après la journée du 31 mai, au tribunal révolutionnaire. Ils furent conduits à l'échafaud au milieu d'une populace hideuse, qui se plut à les couvrir d'outrages; ils y montèrent le front calme, en chantant des hymnes à la liberté et à la France. Après eux ce fut le tour de la belle et courageuse madame Roland, devenue un objet de haine pour ces jacobins qui avaient été un

forcée de contraindre ses plus justes et ses plus généreux mouvements, sous peine de mort. La douleur n'exagère point ici l'excès de ses maux; ils sont attestés par les proclamations de ceux qui nous frappent. Quatre mille têtes sont encore dévouées au même supplice; elles doivent être abattues avant la fin de frimaire. Des suppliants ne deviendront point accusateurs : leur désespoir est au comble; mais le respect en retient les éclats; ils n'apportent dans ce sanctuaire que des gémissements, et non des murmures. »

moment ses amis; elle se refusa à révéler la retraite de son mari, et périt sans désespérer de la cause républicaine, s'écriant : *O liberté, que de forfaits on commet en ton nom!* Quand son mari apprit son exécution, il se donna la mort. Condorcet se consolait dans sa cachette des crimes dont il était témoin en rêvant toujours la perfectibilité humaine. Il fut découvert et arrêté; mais le poison dont Cabanis avait pourvu ses amis lui permit de se soustraire à l'échafaud. Philippe-Égalité, atteint comme les autres, subit la mort avec le courage de l'indifférence.

On était si habitué à l'aspect de la mort qu'elle ne causait plus d'effroi. Des liens d'amitié et d'amour se formaient dans les prisons; on se créait des occupations, des amusements; on s'exerçait à recevoir dignement le coup fatal. Chaque matin, lorsque paraissait le geôlier, sa liste à la main, on l'entourait avec anxiété : l'appel fait, on disait le dernier adieu à ceux dont le nom avait retenti sous ces tristes voûtes; les autres comptaient un jour de plus pour pleurer, pour se divertir, pour se préparer à les suivre. Lavoisier continuait sous les verrous ses recherches chimiques; Destutt de Tracy étudiait son idéologie; Jolivet concevait l'idée de son système hypothécaire, mis depuis à exécution. André Chénier composait des vers, et se liait d'un tendre sentiment avec une jeune et belle personne de vingt ans (1). Condamné à son tour, il s'écriait en touchant son front : *Mourir si jeune! Et pourtant il y avait quelque chose là*. En marchant au supplice, il se trouva sur la fatale charrette avec le poëte Roucher, l'auteur des *Mois*, et il lui adressa, en l'embrassant, ces vers de Racine :

Oui, puisque je retrouve un ami si fidèle,
Ma fortune va prendre une face nouvelle.

(1) C'est elle qu'il chantait dans la *Jeune captive* :
Ainsi, triste et captif, ma lyre toutefois
S'éveillait, écoutant ces plaintes, cette voix,
Ces vœux d'une jeune captive;
Et, secouant le joug de mes jours languissants,
Aux douces lois des vers je pliais les accents
De sa bouche aimable et naïve.

Ces chants, de ma prison témoins harmonieux,
Feront à quelque amant des loisirs studieux
Chercher quelle fut cette belle :
La grâce décorait son front et ses discours;
Et, comme elle, craindront de voir finir leurs jours
Ceux qui les passeront près d'elle.

Des scènes semblables de stoïcisme ou de tendresse se reproduisaient chaque jour. Les femmes n'eurent que trop aussi leur part de souffrances, et elles ne manquèrent pas d'occasions de se montrer sublimes. Douze jeunes filles de Verdun furent mises à mort pour avoir dansé avec des Prussiens. Plusieurs, ne pouvant sauver leurs parents, voulurent mourir avec eux. Dans Paris seul, douze mille femmes furent envoyées au supplice en quatre mois, entre autres la du Barry, qui donna le spectacle d'une honteuse faiblesse, auquel on n'était plus accoutumé ; puis son ancienne rivale, madame de Gramont, sœur du duc de Choiseul, coupable d'avoir fourni à Marie-Antoinette du linge dont elle manquait dans sa prison.

Deux cent mille individus étaient incarcérés comme suspects en novembre 1793 ; il avait fallu, pour les recevoir, convertir en prisons les palais, les colléges, les monastères, dont les habitants avaient été chassés. Quiconque avait eu une supériorité était puni au nom d'une égalité envieuse. Deux cents membres de l'assemblée constituante furent immolés de même, entre autres Bailly, savant illustre, cœur simple et bon, qui voyait la main de Dieu dans les astres, où l'on ne voulait plus reconnaître que le choc de la matière. Il s'était jeté dans la révolution avec les espérances naïves de tous, avait ensuite employé ses efforts à arracher quelques têtes à la guillotine. Condamné à périr à son tour, l'échafaud fut dressé sur un fumier dans l'intention de rendre sa fin plus infâme. Un de ces misérables qui suivaient la fatale charrette pour insulter aux derniers moments des victimes, lui ayant crié, en le voyant frissonner sous une pluie glacée : *Quoi ! tu trembles, Bailly ! — Oui, mon ami,* répondit-il; *mais c'est de froid.*

La hache révolutionnaire atteignit aussi plusieurs généraux; elle frappa Barnave, qui, accusé dans sa retraite d'avoir donné des conseils à Louis XVI, tomba victime sans avoir été persécuteur.

Custine, qui avait succédé à Dumouriez dans le commandement, ayant conçu le projet de soulever l'Allemagne, s'était avancé inconsidérément dans le pays, d'où il avait ensuite effectué une retraite prudente. On lui fit un crime de cette conduite, mais surtout de s'être montré triste le 31 mai, et d'avoir traité Robespierre et Marat de perturbateurs. Comme le tribunal révolutionnaire hésitait à prononcer sur des accusations si vagues, les juges eux-mêmes furent accusés à la con-

vention de procéder avec lenteur et d'employer les formes légales. Le général fut donc envoyé à la mort.

C'est ainsi que la peur multipliait les victimes : l'âge, le sexe, le rang, la profession, le crime et la vertu étaient frappés sans distinction : égalité terrible ! C'était ainsi que le peuple ignorant accomplissait ce que les savants avaient préparé, et que la société était régénérée dans le sang.

Un nouveau système de poids et mesures fut alors introduit. Le calendrier reçut des noms nouveaux ; les décades remplacèrent les semaines, avec l'adjonction de cinq jours complémentaires, appelés sans-culottides ; ils étaient consacrés au génie, au travail, aux belles actions, aux récompenses. Le dernier, pendant lequel chacun pouvait dire ce qu'il pensait, était sous le patronage de l'opinion. La journée fut aussi répartie en dix heures. Toutes les habitudes furent changées. On augmenta les impôts ; il ne fut plus permis de manifester sa manière de penser ; toutes les marchandises durent être vendues à des prix déterminés ; le pain fut réduit à une seule qualité, encore était-elle mauvaise.

La guerre fut déclarée au Roi du ciel comme aux rois de la terre. La convention ayant décidé que Dieu n'existait pas, et que l'unique religion était la volonté du peuple, on abattit les églises, on détruisit les reliques, les chefs-d'œuvre de l'art ; on convertit le mariage en « sacrement de l'adultère ; » et l'effigie de Marat remplaça dans les rues les tabernacles des saints. Comme tout dans les comédies prêtait à l'allusion on leur substitua des fêtes populaires. Dans celle de l'athéisme, une cantatrice nue représenta la Raison ; et elle fut conduite en triomphe de la salle de l'assemblée, où *tombèrent ses voiles*, à Notre-Dame, dont l'autel fut consacré à la nouvelle déesse.

Au milieu de ces solennités déplorables, qui se répétèrent fréquemment, on remarqua surtout un baron allemand, Anacharsis Clootz, qui s'intitulait l'*orateur du genre humain* et l'*ennemi personnel de Dieu*. Il s'etait fait l'apôtre de la république universelle, et voyait dans la révolution le développement de l'individualité française et celui du monde entier ; l'assemblée était, à ses yeux, la représentation de l'univers. « Les corps « nationaux, disait-il, comme les corps provinciaux, sont les « fléaux du genre humain ; et il en résulte des guerres, qui au- « trement se réduiraient à des procès. Abattez les barrières « nationales, et l'âge d'or renaîtra, et une harmonie inaltérable

« couvrira le globe d'une paix perpétuelle. » En conséquence, au lieu de *Vive la nation!* on devait crier *Vive le genre humain!* substituer aux noms de Français, de Bourguignon, de Normand celui de Germains, qui comprendrait ainsi les Allemands, et exprimerait l'idée de fraternité. La constitution devait être faite pour toute l'espèce humaine, et se réduire à ce que la nature inspirait, en rapprochant les hommes de manière que leur instinct commun pût se manifester.

Clootz arrivait ainsi, par les mêmes idées que les fédéralistes, à un résultat tout opposé, à la fusion absolue de toutes les nations.

Des scènes de cette nature n'étaient point du goût de Danton et de Robespierre, qui voulaient exercer leurs cruautés sérieusement, tandis que les autres cherchaient à les égayer. Robespierre désapprouva donc cette manière de « troubler la liberté « des cultes au nom de la liberté, et d'attaquer le fanatisme « par un fanatisme nouveau... L'athéisme est aristocratique, « dit-il; l'idée d'un grand Être veillant sur l'innocence op- « primée et punissant le crime triomphant est toute populaire : « si Dieu n'existait pas, il faudrait l'inventer. »

Les divisions éclatèrent ainsi dans la Montagne victorieuse. Les malédictions étaient d'abord tombées sur le roi; lorsqu'il eut disparu, on s'en prit aux girondins, dont on disait : Les braves gens n'eurent jamais d'énergie. Les girondins renversés, restaient Robespierre et Danton; et il fallut que l'un d'eux devînt le bouc émissaire. Il n'était pas possible d'accuser de modérantisme Robespierre, qui haïssait tout le monde; il n'avait pas besoin de se justifier, attendu qu'il passait pour incorruptible et qu'il n'avait profité en rien de la révolution.

La révolution a été comparée avec raison à un char, qui, se ralentissant, écrase celui qui le conduit. Or Danton s'était ralenti; livré à des plaisirs tranquilles, il avait paru prendre en dégoût les désordres féroces, et il parla de clémence. Il fut secondé par Camille Desmoulins, qu'on écoutait parce qu'il était aimé, et qui combattait, mais trop trad, dans le *Vieux cordelier*, une anarchie sanguinaire. Il y donna la traduction d'un passage de Tacite, faisant ressortir la ressemblance de l'état présent avec le règne de Tibère, et il proposa un comité de clémence.

Robespierre saisit cette occasion de frapper sans égards quiconque voulait refréner la révolution. Il traduisit au tribunal

révolutionnaire Danton, Desmoulins, Westermann, l'exterminateur des Vendéens, et douze autres conventionnels. Ils étaient jeunes, d'une grande influence, capables de se défendre avec toute la fureur de gens sacrifiés par leurs complices; leur procès pouvait avoir des conséquences terribles pour ceux qui avaient été leurs collègues et leurs instruments; Robespierre y pourvut : *Nous ne voulons point de priviléges*, s'écria-t-il; *nous ne voulons point d'idoles;* puis il les fit déclarer séditieux et condamner en toute hâte. Aux questions qui lui furent adressées Danton répondit : *J'ai l'âge du sans-culotte Jésus-Christ quand il mourut;* et après une défense éloquente et cynique, il concluait : *Ma demeure sera bientôt le néant, et mon nom restera dans le Panthéon de l'histoire.*

Puis il ajouta : *Je meurs content, car je sens que j'entraîne Robespierre à ma suite. Le lâche n'aurait eu que moi pour le sauver.*

La terreur en était donc venue à se dévorer elle-même. Danton l'avait crue une nécessité fatale; Robespierre, une justice, bien que rigoureuse. Le premier, prenant pour règle l'opportunité, pensait qu'elle devait cesser; l'autre voulait la maintenir jusqu'à l'entière régénération de la société. Le principe jacobin, le fanatisme de l'égalité sociale, se montrait dans Saint-Just, chez qui la férocité avait une espèce de loyauté plus que dans Robespierre. Ce fut lui qui soutint le courage de l'Incorruptible lors de ce coup d'État hypocrite, après lequel il fut tout-puissant.

Cependant la famine et les besoins croissants augmentaient le mécontentement, et l'espionnage, les cruautés se multipliaient à la suite. Plusieurs représentants périrent dans les fêtes de l'athéisme, entre autres Anacharsis Clootz. Pour accélérer la marche des choses, on parla de faire une constitution plus simple, où il n'y aurait qu'un conseil militaire présidé par un général, avec un tribunal présidé par un grand juge, assisté d'un grand accusateur public.

Robespierre, désormais sans rivaux, exposa alors ses doctrines : « Le principe du gouvernement démocratique est la « vertu, et le moyen de l'établir la terreur. Substituer la mo- « rale à l'égoïsme, la probité à l'honneur, les principes aux « coutumes, les devoirs à la politesse, l'empire de la raison à la « tyrannie de la mode, le mépris du vice au mépris de l'infor- « tune, la fierté à l'insolence, la magnanimité à la vanité,

« l'amour de la gloire à celui de l'argent, les bonnes gens à la « bonne compagnie, le mérite à l'intrigue, le génie au bel es- « prit, la vérité au clinquant, les joies du bonheur aux ennuis « de la volupté, la grandeur de l'homme à la petitesse des « grands, un peuple magnanime, puissant, heureux à un peu- « ple aimable, frivole, misérable, c'est-à-dire toutes les vertus « et les miracles de la république à tous les vices et aux ridi- « cules de la monarchie, telle est notre intention. » Il fallait pour cela un gouvernement capable de surmonter tous les obstacles : Saint-Just ajoutait : « Un parti veut changer la Liberté « en bacchante, l'autre en prostituée. Vous avez cent mille « détenus, et le tribunal révolutionnaire a condamné déjà trois « cent mille coupables. Mais sous la monarchie il y avait quatre « cent mille prisonniers; on pendait par an quinze mille con- « trebandiers, on rouait quinze mille individus. Aujourd'hui « même il y a en Europe quatre millions de détenus dont vous « n'entendez pas les cris, tandis que votre modération parri- « cide laisse triompher les ennemis du gouvernement. Nous « nous chargeons de reproches, et les rois, mille fois plus cruels « que nous, s'endorment dans le crime. »

La populace applaudit, comme elle fait toujours, à ces exagérations insensées, et l'on en conclut qu'il fallait sévir contre les ultra-révolutionnaires. En conséquence, Hébert l'énergumène, et Chaumette, l'apôtre de la Raison, se virent incarcérés avec les suspects, que leur nom seul faisait trembler. Tous furent condamnés à mort, selon la règle ordinaire, et comme Hébert disait en gémissant que la liberté était perdue : *La liberté perdue*, s'écrie Ronsin, *parce que quelques misérables individus vont périr! La liberté est immortelle : nos ennemis succomberont après nous, et la liberté nous survivra à tous.*

De toutes parts pleuvaient des adresses de félicitation; le comité était flatté comme un roi. Saint-Just proposa d'autres violences : il demanda que tous les nobles et tous les étrangers fussent chassés. Les ministères furent abolis, et remplacés par des commissions du comité. On arriva ainsi à centraliser jusqu'à l'opinion; et Robespierre, empruntant le style et les idées de Rousseau, parla de la vertu, déclama contre ses ennemis, c'est-à-dire contre ceux qu'avait fauchés la guillotine; enfin il adopta pour base de sa politique l'immortalité de l'âme.

« L'idée de son néant, dit-il, inspirera-t-elle à l'homme des « sentiments plus purs et plus élevés que celle de son immor-

« talité? Lui inspirera-t-elle plus de respect pour ses semblables « et pour lui-même, plus de dévouement pour sa patrie, plus « d'audace à braver la tyrannie, plus de mépris de la mort ou « pour la volupté? Vous qui pleurez un ami vertueux, vous « aimez à penser que la partie la plus belle de lui-même a échappé « au trépas. Vous qui gémissez sur le cercueil d'un fils ou d'une « épouse, êtes-vous consolé par celui qui vous dit qu'il ne « reste d'eux qu'une vile poussière. Malheureux qui expirez « sous les coups d'un assassin, votre dernier soupir est un appel « à la justice éternelle. L'innocence sur l'échafaud fait pâlir « le tyran sur son char de triomphe. Aurait-elle cet ascendant « si la tombe égalisait l'oppresseur et l'opprimé? »

Il s'attacha ensuite à démontrer la nécessité des fêtes, et fit adopter par acclamation une déclaration portant que « le « peuple français reconnaît l'existence de l'Être suprême et « l'immortalité de l'âme; que le culte le plus digne du Créateur « est de pratiquer les devoirs de l'homme. » De là une série de fêtes consacrées aux différentes vertus, de là la liberté des cultes; et toute la France applaudit à ce décret, comme elle avait fait naguère à celui qui mettait sur les autels la déesse Raison. La *vertu* et l'*Être suprême* retentirent dans toutes les bouches. Robespierre sacrifia quiconque lui paraissait contraire à la vertu; tout écrivain fut placé sous le coup de la vague menace lancée contre tous ceux qui dépravaient *les mœurs*. En même temps les restes de Rousseau, qui avait déclaré que la liberté lui paraîtrait chèrement achetée au prix du sang d'un seul citoyen, étaient transférés au Panthéon à côté de Marat. Il est vrai que des torrents de sang avaient été versés au nom de ses doctrines.

Ces idées de recomposition prématurée devaient amener le déclin de Robespierre : en effet, contredit par le comité, il se retira avec le dépit de la vanité offensée. Billaud-Varennes, Collot d'Herbois et ce Barrère célèbre par des mots élégamment atroces, qui trahissait tous les partis en se comparant à Aristide et à Cicéron, restèrent les maîtres. C'était Barrère qui s'écriait : *Nous battons monnaie sur la place de la Révolution.* On répétait encore de lui ce mot : *Frappons, il n'y a que les morts qui ne reviennent point.* S'il faut l'en croire, les conventionnels étaient « des gens insolents, cruels, despotes, brutaux, qui pré- « variquaient en faisant étalage de vertu, persécutaient en in- « voquant les lois, se vengeaient en parlant de justice. »

Jamais il ne s'était vu tant de facilité à recevoir ou à donner la mort, soit sur le champ de bataille, soit sur l'échafaud, sans idée de péril ou de sacrifice, par système, par habitude. Montrait-on par hasard de la pitié, c'était pour s'emparer de l'opinion par la clémence, et usurper le pouvoir. Le tribunal révolutionnaire conservait un reste de formes : on pouvait dans sa défense faire encore entendre la vérité. C'était trop. Pour peu qu'il y eût preuve matérielle ou morale, à quoi bon des témoins? On ne devait aux conspirateurs d'autres défenseurs que la conscience des jurés. La seule peine était la mort. La vie des citoyens fut donc livrée à la merci du tribunal; aussi disait-on que l'on pourrait bientôt mettre l'écriteau *A louer* sur les prisons dépeuplées. L'accusateur public, Fouquier-Tinville, poussa si loin la démence que son collègue Collot d'Herbois lui dit : *Ah çà! tu veux donc démoraliser le supplice?*

C'était par charretées qu'on conduisait les accusés au tribunal; on les jugeait et on les exécutait par fournées. Il y avait là des méprises de toutes sortes. Un détenu comparaît devant le tribunal sans que son nom soit porté sur la liste : *Qu'importe?* dit Fouquier; je vais l'y mettre. On faisait l'appel de personnes déjà exécutées, on tuait l'un pour l'autre : cela importait peu. Les sentences arrivaient toutes prêtes de l'imprimerie avec les motifs en regard; il ne restait plus que le nom à insérer. Les exécutions étaient de cinquante à soixante par jour. *Cela va bien,* disait Fouquier; *les têtes tombent comme grêle. Cela ira mieux encore la décade prochaine : il nous en faudra au moins cent cinquante.* Billaud-Varennes s'écriait : *Le tribunal révolutionnaire croit faire merveille quand il fait tomber soixante-dix ou quatre-vingts têtes. Un nombre toujours égal n'épouvante pas : il faut redoubler.* Vadier disait aussi : *Il faut mettre un mur de têtes entre le peuple et nous.* Le nombre des victimes fut porté à cent cinquante par jour. Il fallut creuser un égout pour donner de l'écoulement au sang.

Mais pour qu'il fût possible de condamner tant de gens inconnus, dont on ne savait formuler le crime que par le titre de modérés, on imagina qu'allant en prison ils devaient désirer d'en sortir, et par conséquent tenter de s'échapper. Ils étaient dès lors coupables, et sous ce prétexte on envoyait à l'échafaud ceux à qui l'on n'avait rien autre chose à imputer. Les prisons furent remplies d'espions qui y venaient créer le délit, ayant mission de faire parler les détenus pour les dénoncer comme

aristocrates ; ce qui ajouta la défiance à la terreur qui y régnait. Chaque matin, le guichetier se présentait pour faire l'appel de ceux qui devaient paraître devant le tribunal révolutionnaire, c'est-à-dire marcher au supplice. De mars à juin 1793, les victimes furent au nombre de 94,577 ; de juin au 27 juillet, on en compta [illegible],285. Paris commençait à s'émouvoir de pitié ; mais il tremblait. Alors périrent les anciens ministres ; alors aussi les membres des parlements, les maréchaux, les financiers, et les paroles mémorables prononcées par beaucoup d'entre eux montrent le courage qu'inspire la vertu ou l'habitude. Quelques savants échappèrent à la mort, parce qu'ils étaient occupés à réformer les poids et mesures. Lavoisier, qui avait préparé avec Fourcroy et Berthollet les moyens de soutenir la guerre, fut arrêté avec trente-deux fermiers généraux pour avoir mis de l'eau sur les tabacs; tous furent condamnés, et c'est en vain que Lavoisier implora un sursis pour mener à fin une découverte de chimie. Malesherbes paya de son sang et de celui de sa nombreuse famille le courage qu'il avait eu de défendre le roi et de secourir quelques émigrés. Madame Élisabeth, sœur de Louis XVI, princesse pure et vertueuse, fut envoyée à l'échafaud confondue avec d'autres condamnés. C'était ainsi que l'égalité se réalisait.

Des scènes semblables se reproduisaient dans toute la France. Carrier, qui tuait par instinct, par volupté, exterminait en Vendée les prétendus aristocrates par troupes de cent, de deux cents individus ; et il ne répondait aux réclamations des infortunés, à celles des magistrats qu'en les menaçant de la guillotine. Il y avait dans les prisons de Nantes près de dix mille détenus ; or, la fusillade lui paraissant trop longue, indépendamment de la difficulté d'ensevelir tant de cadavres, il les fit noyer par centaines dans la Loire au moyen de bateaux à soupapes. Il fit périr les enfants des Vendéens que la pitié des Nantais avait recueillis : quatre ou cinq mille furent sacrifiés en peu de jours. On mitraillait à Bordeaux, à Marseille, à Toulon, surtout à Lyon; et si l'on réclamait contre ces atrocités, le comité répondait : *La liberté est une vierge dont on ne doit pas lever le voile.*

1794. Maignet, envoyé dans les départements de Vaucluse et des Bouches-du-Rhône, écrivait à Couthon : « Tu m'ordonnes de « faire transporter à Paris les conspirateurs. Mais il y en a de « douze à quinze mille ; ce serait donc trop de dépenses et de

« dangers : puis il faut épouvanter, et le coup n'est effrayant « que sous les yeux des complices. » En conséquence, trois cent quatre-vingts personnes périrent dans la seule ville d'Orange.

Achard écrivait à Gravier : « Encore des têtes, et toujours « des têtes. Quel délire, si tu avais vu avant-hier cette justice « nationale de deux cent neuf scélérats ! Quelle majesté ! quel « ton imposant ! Combien de grands misérables ont mordu la « poussière dans ce jour ! quel ciment pour la république ! En « voilà pourtant déjà plus de cinq cents ; il en passera encore « deux fois autant, et puis en avant (1) ! »

Collot d'Herbois s'exprimait ainsi : « Que vous êtes énervés, « vous, habitants de la molle capitale ! C'est de la timidité que « d'égorger les ennemis de la patrie, il faut les mitrailler ; je « vous l'ai dit cent fois. »

Ajoutant l'insulte à l'assassinat, ils appelaient feux de file ces procédures expéditives ; la noyade était le baptême républicain, comme le mariage républicain le supplice d'un homme et d'une femme nus, que l'on précipitait dans le fleuve liés ensemble. Coffinhal dit à un maître d'escrime condamné : *Tâche de parer cette botte-là.* Le président Dumas disait d'une dame qui était sourde : *Elle a conspiré sourdement;* à une jeune personne qui alléguait ses seize ans : *Tu en as quatre-vingts pour le crime;* à un vieillard que la paralysie empêchait de parler : *Ce n'est pas la langue que nous voulons, c'est la tête.*

Les membres de ce gouvernement se haïssaient entre eux ; mais la nécessité les tenait unis, et lorsqu'ils étaient rassasiés de sang, beaucoup d'entre eux se rassemblaient dans les orgies. Robespierre, que dévorait l'envie, rendit service à l'humanité en répandant de mauvais bruits contre le comité ; mais ses membres se consolidèrent grâce aux triomphes des armées, triomphes dont ils s'attribuaient le mérite.

Robespierre se voyait flatté comme un roi, vénéré même comme un saint. Il était entouré de femmes empressées à l'aduler, à le servir, qui lui supposaient une espèce d'inspiration supérieure. Jouissant d'une réputation d'incorruptibilité, comme il en faut pour se faire adorer des masses ; étranger à la pitié, qui perd les révolutionnaires ; ayant cet orgueil qui prône sans cesse ses propres mérites, il s'était formé un parti nombreux,

(1) *Rapport des vingt et un; pièces annexées*, n° 29.

Il sentait la nécessité d'exterminer ses collègues pour se conserver lui-même; mais ils se hâtèrent de le prévenir. Tallien le dénonça comme coupable d'avoir fait plusieurs actes de clémence, et de ne pas aimer Marat : on cria *A bas le tyran!* et il fut décrété d'arrestation; mais il fut rendu à la liberté, et la guerre civile fut au moment d'éclater. Barras fut mis à la tête de la force armée, tandis que la municipalité, proclamant l'insurrection, fit cause commune avec Robespierre, à qui manquait l'audace nécessaire pour la soutenir. Ne trouvant dans la Montagne que des amis tièdes ou des adversaires acharnés, il osa invoquer « les hommes purs et vertueux de la Plaine, » qui détournèrent la tête; c'est en vain qu'il demanda la parole
27 juillet. au président; un député lui cria : *Le sang de Danton t'étouffe.* Robespierre, se voyant perdu, se tira un coup de pistolet qui lui fracassa la mâchoire, et ne put se soustraire au supplice. Saint-Just appela, comme Néron, un ami qui voulût lui donner la mort, et Lebas, à qui il s'adressait, lui répondit : *Lâche, fais comme moi*; et se tua. Les autres n'eurent que le courage de s'injurier entre eux, et ils furent arrêtés vivants. Le tribunal révolutionnaire, à qui pesait sa complicité avec les vaincus, se
9 thermidor. hâta de s'en laver en les condamnant.

Le véritable but de la révolution pour les jacobins était d'élever les prolétaires, quel qu'en fût le moyen : périsse le monde pourvu que le principe triomphe! La convention, en les tuant, se tua elle-même, et n'eut à invoquer pour sa justification que la crainte d'être prévenue. A dater de leur mort, la révolution cessa sa marche ascendante, et le règne de la multitude commença à décliner. Au loin se répandit une ivresse de joie; il semblait que, Robespierre mort, tout allait changer. Les détenus se réjouirent, et toute la France avec eux. On continua de mettre à mort, mais on pardonna aussi. On délivra les gens en masse, comme on les avait arrêtés. Les thermidoriens, comme on appela le parti qui l'emporta dans cette journée, laissèrent quelque liberté à la presse, et des journaux, des livres osèrent parler d'ordre, de religion. La lutte fut vive entre les modérés et les exagérés, mais ceux-ci furent réprimés; un frein fut mis aux sociétés populaires, qui formaient un gouvernement contre le gouvernement; on apporta des restrictions aux lois économiques, dont les résultats avaient été si funestes, et l'on osa rire des épouvantails aristocratiques. La pauvreté, la malpropreté affectée durant la terreur firent bientôt place au luxe, à

l'élégance, aux fêtes, aux spectacles, aux sciences. On se permit d'écrire contre la « canaille révolutionnaire. » Ces élégants appelés la *jeunesse dorée* se firent les antagonistes des jacobins. On se mit à chercher quelque système d'éducation qui pût rendre les hommes aux arts, à l'agriculture. Des encouragements furent accordés dans ce sens. Marat, le saint de la terreur, fut arraché du Panthéon ; ses bustes furent rejetés des lieux publics. Sieyes sortit de son long silence. L'assemblée rappela ce qui restait de girondins proscrits. Madame Tallien hérita de l'influence qu'avait naguère exercée madame Roland ; et Pichegru, le conquérant de la Hollande, se plaça à la tête des jeunes thermidoriens.

Les biens des proscrits furent rendus à leurs familles ; on osa parler de tolérance des cultes, d'amnistie par la Vendée. La proscription de cités entières, comme Lyon et Marseille, fut levée ; le tribunal révolutionnaire aboli, et cette épithète disparut des institutions ; la garde nationale fut choisie parmi les citoyens qui jouissaient d'une certaine aisance ; les églises furent restituées aux catholiques ; les biens nationaux se vendirent à des prix minimes ; la constitution de 1793 reçut des modifications. Des lois horribles survécurent pourtant à la terreur, et les décrets sur les finances ne s'exécutèrent qu'à l'aide de mesures rigoureuses. La disette était telle dans Paris que l'on y mesurait le pain comme dans une ville assiégée, et qu'il se payait jusqu'à vingt-deux francs la livre. Un froid des plus rigoureux s'y faisait sentir, et les moyens de chauffage manquaient. Il fallait émettre huit cent millions d'assignats par mois ; mais cette prodigalité les dépréciait à tel point qu'un louis en numéraire valait deux cents livres en assignats.

Le peuple, poussé à bout, se souleva au cri de *Vivent les jacobins ! Du pain et la constitution de* 93 ! Mais l'émeute avorta faute de chefs. La salle des Jacobins, arène des républicains, fut fermée, et beaucoup d'entre eux furent mis en jugement. Barrère, Collot d'Herbois et Billaud-Varennes furent déportés ; Fouquier-Tinville, Carrier, Lebon avaient été condamnés à mort par le tribunal révolutionnaire, d'autres assassinés par des particuliers. Plus les villes avaient souffert, plus la réaction se montrait terrible ; il fallut proclamer la loi martiale, et recourir à de nouvelles rigueurs pour réprimer ces mouvements. Ainsi, après que le parti de la Montagne eut été une fois étouffé dans le sang, la crainte de retomber sous le régime de la terreur ra-

17[illegible] 26 [illegible]

mena la terreur. L'anarchie s'étendit partout faute d'un gouvernement assez fort pour se faire obéir.

Pendant ce temps, la France répandait au dehors par les armes ses principes. Elle multipliait ses conquêtes avec ce mélange d'enthousiasme, de générosité, de passions cupides et de terreur au dedans et au dehors qui fut le caractère de cette révolution. Mais les sympathies des peuples étaient déjà perdues pour elle.

L'Angleterre avait apaisé ses troubles intérieurs en suspendant l'*habeas corpus;* elle avait pris force précautions contre les étrangers et les sociétés politiques. Pitt aurait voulu soutenir les princes français et étouffer la révolution; mais Fox s'opposa constamment à la guerre, qui, n'étant, dit-il, ni juste ni nécessaire, ne pouvait profiter qu'aux ministres pour éloigner la contagion de la liberté. Pitt, néanmoins, avait bien moins à cœur de réprimer les doctrines que de profiter du bouleversement général pour agrandir sa nation. Bientôt, en effet, elle domina dans la Méditerranée, bloqua la Corse, put opérer un débarquement dans la Vendée, menaça les Antilles et Pondichéry. L'Angleterre enfin déclara le blocus de la France, dont elle exclut jusqu'aux bâtiments neutres, et réveilla de leur torpeur les princes coalisés. Saint-Domingue avait été enlevée à la France par les noirs, qui y faisaient une guerre impitoyable à leurs anciens maîtres. La Martinique fut occupée par les Anglais, qui lui imposèrent des lois modérées. Il en fut de même de Sainte-Lucie et de Tabago, et ainsi les Anglais seuls fournirent les denrées coloniales à l'Europe entière.

Ils songèrent alors à s'affermir dans l'Inde, et à conquérir le royaume de Mysore. Depuis longtemps ils convoitaient le cap de Bonne-Espérance et Ceylan, comme points de relâche fortifiés; la conquête de la Hollande par les Français leur fournit un prétexte pour s'en emparer. Les îles de France et de Bourbon se soutinrent par elles-mêmes.

Le roi de Prusse Frédéric-Guillaume, dont les forces étaient épuisées et qui voyait ses efforts ne profiter qu'à l'Autriche, commençait à mollir, lorsque l'Angleterre lui prodigua l'or, et s'engagea à lui fournir soixante mille hommes; mais ce renfort se trouva paralysé par la mauvaise intelligence qui éclata entre le duc de Brunswick et le général autrichien Wurmser. L'Autriche avait soif de vengeance; mais elle était lente et mal secondée. La Suisse, le Danemark, la Suède gardaient la neu-

tralité. La Russie en profita pour s'assurer la possession de la Pologne sans que l'Angleterre soulevât de réclamations. Parmi les puissances italiennes, toujours faibles et à la merci des forts, le Piémont seul continuait la guerre pour recouvrer la Savoie et Nice, qu'il avait perdues. La Hollande était sous la main de l'Angleterre ; l'Espagne faisait la guerre comme un devoir de famille.

Mais la France avait un million deux cent mille hommes sous les armes et l'ardeur qui manquait à ses adversaires. Ses jeunes soldats se formaient vite, soit pour obéir, soit pour commander. Elle improvisa une armée de mer dont tous les officiers étaient nouveaux ; la reprise de Toulon enorgueillit les Français, qui crurent pouvoir défier leur rivale sur son élément : ayant donc attaqué l'amiral Howe, ils lui firent payer chèrement sa victoire. Leurs corsaires couvrirent bientôt la mer, et dans une année seule ils prirent aux Anglais quatre cent dix bâtiments. Les armées de terre triomphaient sur toutes les frontières. Elles franchirent les Pyrénées après quelques échecs. Masséna prit Oneille, et le drapau tricolore descendit en Italie par le col de Tende et par le mont Cenis. D'abord la fortune leur fut contraire dans le Nord ; mais Pichegru, victorieux à Turcoing, 18 mai.
releva leurs affaires, fit le siége d'Ypres et s'en empara. Jourdan, qui gagna à Fleurus une bataille décisive, s'ouvrit le 1794. 17 juin.
chemin de Bruxelles et de la Belgique ; Condé, Valenciennes, Landrecies et le Quesnoy furent repris. C'est à peine si l'on osait songer à conquérir la Hollande, qui avait résisté à Philippe II et à Louis XIV : cependant Pichegru passa la Meuse sur la glace, et, secondé par les partis, il entra dans Amsterdam. La république batave fut déclarée l'alliée de la France, à qui elle dut payer cent mille florins, céder la Flandre hollandaise avec la communauté du port de Flessingue. Le pays le plus riche de l'Europe demeura donc attaché à la France, et la facilité d'y opérer des débarquements fut enlevée aux Anglais, qui n'eurent plus rien à perdre sur le continent. La situation de la Prusse aussi se trouva notablement changée.

La cour prussienne était circonvenue par Haugwitz et Luchesini, hommes d'État qui, faisant de la politique d'après la vieille école, avaient amené Frédéric-Guillaume à se détacher de ses anciens alliés. Quand il se vit néanmoins menacé sur son flanc, il demanda à traiter. L'empereur désirait aussi la paix, quoique l'Autriche ne pût se résigner à la perte des Pays-Bas ;

1795. et l'idée d'une réconciliation générale pénétra dans les esprits. La France ne voulut entrer en arrangement qu'autant qu'elle aurait le Rhin pour limite; elle conclut toutefois la paix à Bâle avec le roi de Prusse, qui interposa sa médiation pour amener une paix générale. Mais il était impossible de négocier avec le comité, qui, se renouvelant tous les mois par quart, ne pouvait garder le secret de ses délibérations : force fut donc de lui accorder des pouvoirs discrétionnaires. La France rentra ainsi en partie dans le concert européen; ces heureux succès vinrent en aide aux modérés, et ôtèrent tout prétexte aux excès révolutionnaires.

Quand la Vendée vit les effets du nouveau système adopté par les thermidoriens, elle se calma; et cette triste guerre sans générosité, sans combinaisons, sans gloire et sans résultats put enfin cesser. Les chouans de la Bretagne déposèrent aussi les armes; mais l'Angleterre, qui avait reconnu de quelle importance était cette diversion pour elle, n'eut pas plus tôt vu la France les admettre à traiter qu'elle s'efforça d'y ranimer le feu. La misère intérieure, qui se faisait sentir aussi dans l'armée, où le soldat manquait de tout, encourageait les puissances et les royalistes à faire une tentative. En conséquence ils travaillèrent de nouveau la Vendée, cherchèrent à gagner Pichegru, et prodiguèrent l'argent, d'autant plus séduisant que la monnaie nationale était plus dépréciée. Charette et Stofflet, voyant qu'on ne rétablissait pas l'ancienne famille royale, comme on les en avait flattés peut-être, se disposèrent à reprendre les armes. L'Angleterre, qui y trouvait l'avantage de recouvrer un champ de bataille en Europe après en avoir été chassée, donna une escadre aux royalistes, qui débarquèrent à
Juin. Quiberon. Deux hommes du parti modéré, Hoche et Canclaux, furent envoyés contre les Vendéens, et prirent des dispositions aussi sages que celles des insurgés étaient mal entendues. Le marquis de Puisaye, qui commandait les royalistes et avait remué ciel et terre pour les armer, s'était montré intrépide dans les revers; mais il était contraint d'obéir aux ordres de Louis XVIII et du comte d'Artois. Les royalistes furent vaincus : une partie d'entre eux périt dans les flots, une autre s'enfuit sur l'escadre anglaise; le reste se rendit, et fut fusillé (1). Hoche

(1) Charette écrivait à Louis XVIII : « Sire, la lâcheté de votre frère a ruiné tout. Il ne pouvait paraître sur ces côtes que pour tout perdre ou tout sauver.

sut mêler la politique à l'habileté militaire : il respecta la religion, et proclama une amnistie; Charette entra en pourparler avec Canclaux. 1795.

Jourdan et Pichegru triomphants venaient de franchir le Rhin. Le parti royaliste succombait partout. Moncey était aussi victorieux en Espagne; et ces succès firent conclure la paix après de longues négociations. La sécularisation des principautés ecclésiastiques, inventée par le ministre Hardenberg et par le conventionnel Barthélemy, permit à la Prusse de profiter, pour s'agrandir, des malheurs de l'Allemagne : elle occupa Nuremberg ainsi que d'autres parties du territoire, et força les États inférieurs de la Franconie de renoncer au droit héréditaire. L'argent payé en contributions par l'Allemagne aurait suffi pour la défendre; mais chacun ne pensait qu'à soi, personne ne défendait la nation allemande.

L'Angleterre s'opiniâtra à continuer la guerre, dont elle avait besoin pour ses projets; elle garantit l'emprunt de 115 millions fait par l'Autriche, et porta sa marine de 80 à 100,000 marins. A la fin de la campagne de 1795, l'opposition reprochait au ministère d'avoir laissé perdre la Hollande et les Pays-Bas, sacrifié les Vendéens, prodigué des sommes immenses; Fox et Sheridan pressaient vivement Pitt, coupable, selon eux, d'avoir compromis l'honneur britannique. Pitt leur répondait toujours que la république allait succomber, et que, dès que le gouvernement se serait assis, il entrerait en négociations. On se récria davantage contre les lois répressives; Fox alla même jusqu'à proclamer qu'il ne restait au peuple que l'insurrection. Pitt obtint cependant de nouveaux subsides, et repoussa toutes propositions de paix jusqu'à ce que la France eût abandonné les Pays-Bas.

Ce Simon à qui la garde du jeune Louis XVII était confiée, ayant péri avec Robespierre, fut remplacé par le créole Laurent, moins farouche que son devancier; mais le prince infortuné ne tarda pas à mourir. Sa sœur fut échangée avec les membres de la convention que l'Autriche retenait prisonniers, malgré les discours éloquents de Fox et de Pitt. La Fayette fut le seul à qui l'Autriche ne voulût pas accorder la liberté. Une évasion que lui ménageait l'or américain ayant été découverte, sa

Son retour en Angleterre a décidé de nous : il ne nous reste plus qu'à mourir inutilement à votre service. »

1795. femme et ses deux filles se constituèrent prisonnières avec lui dans les forteresses autrichiennes.

Constitution de l'an III. La convention alors songea à restreindre son redoutable pouvoir en donnant une nouvelle constitution. La république, aux yeux de la majorité, ne paraissait plus désormais possible, non plus que le principe de l'unité proclamé en 1791, et l'on trouvait préférable le système anglais. On avait été à même de reconnaître, sous la tyrannie qui venait de finir, le prix de certains droits; les horribles lois pénales pesaient à tout le monde. D'autres, au contraire, ne trouvaient pas les États-Unis et la Suisse assez républicains. En conséquence, on eut recours aux exemples de Rome. Renonçant donc à n'avoir qu'une seule chambre, on décida qu'un conseil de cinq cents membres, âgés de trente ans au moins, qui devait se renouveler chaque année par tiers, proposerait les lois; qu'un autre conseil de deux cent cinquante membres, dit conseil des anciens, âgés de quarante ans au moins, mariés ou veufs, et qui devaient se renouveler de la même manière, les sanctionnerait; système qui associait, disait-on, la raison et l'imagination. Un directoire exécutif de cinq membres, assisté de ministres responsables, fut chargé du gouvernement. Tous les citoyens âgés de vingt et un an révolus, appelés dans les assemblées primaires, durent nommer les citoyens composant les assemblées électorales, celles-ci élire les membres des deux conseils, et ceux-là nommer le directoire. Le pouvoir judiciaire fut confié à des juges électifs.

Aucune loi ne pouvait être votée qu'après trois lectures. La presse fut déclarée libre, mais les sociétés populaires restèrent interdites. Les émigrés restaient à jamais expulsés, les ventes des biens nationaux sanctionnées et les cultes également tolérés, sans subvention de l'État.

Les membres de la convention cherchèrent à se maintenir dans la nouvelle législature; mais les journaux et les sections de Paris s'insurgèrent contre cette tyrannie, et demandèrent l'élection par les assemblées primaires. Comme on était menacé d'un soulèvement, la force armée fut placée sous les ordres du jeune général Bonaparte, chargé de veiller à la sûreté de la convention. Bonaparte fit tirer à mitraille, du haut des marches de Saint-Roch, sur les sectionnaires avec une résolution inflexible, comme s'il avait devant lui des bataillons autrichiens, et en laissa trois ou quatre cents morts ou blessés, dans la

13 vendémiaire. journée du 15 octobre. Dans cette première bataille régulière

qu'elle eut à soutenir contre la révolte, la convention recouvra sa force, et n'en abusa pas. 1795.

La convention, voulant finir par la clémence, déclara que la peine de mort serait abolie à la paix générale, et qu'une amnistie proclamerait alors l'oubli du passé. Elle changea le nom de la place de la Révolution, qui devint la place de la Concorde, et elle se sépara le 26 octobre 1795.

La convention avait eu non-seulement à fonder la liberté, mais encore à la défendre dans des circonstances extrêmement périlleuses : elle rendit, en trois ans un mois et quatre jours, onze mille deux cents décrets; elle découvrit trois cent soixante conspirations, soit sur la dénonciation formelle de l'assemblée entière, soit par ses membres et ses comités; elle déclara officiellement cent cinquante insurrections.

CHAPITRE V.

LE DIRECTOIRE. — CAMPAGNES D'ITALIE.

Deux grands actes de la révolution avaient pris fin, la constituante et la convention; le troisième commence avec le directoire. Alors cessa la domination exclusive et passionnée des théories, ainsi que le fanatisme antireligieux, et l'on en revint aux combinaisons de la nécessité pratique; on renonça à appliquer le Contrat social, pour essayer de fonder un système politique qui tient compte du temps et des faits. La nouvelle constitution était une espèce d'accord entre l'élection populaire et l'unité. Le génie classique s'y déployait pompeusement dans les costumes romains, dans les chaises curules, dans la prétexte, dans la pourpre, dans la main de justice. Les églises de Paris se convertirent en temples du Génie, de la Concorde, de l'Agriculture, de la Reconnaissance, véritable religion de programme.

A la tête de l'État se trouvèrent placés des légistes et des esprits spéculatifs, à qui l'armée portaient ombrage : Rewbell, avocat alsacien, organe des hommes médiocres et envieux; Larevellière-Lépeaux, avocat angevin, qui, penchant vers les girondins, réprouvait, au nom de la loi naturelle, les institutions politiques et religieuses; le vicomte de Barras, Provençal, homme d'action qui avait servi la convention dans des circons- 28 octobre.

1795. tances difficiles ; Carnot, le génie de la guerre, qui déploya alors une modération inattendue, en quoi il fut secondé par Letourneur, patriote estimé. Sieyes, réputé le plus grand penseur du temps, mais inhabile dans la pratique, avait refusé. Les directeurs étaient pris dans les diverses factions, tous régicides, pour rassurer contre une restauration qu'on redoutait ; ils jurèrent haine à la monarchie, et instituèrent une fête au 21 janvier, jour anniversaire de la mort de Louis XVI.

La révolution ayant abattu les sommités, aucun de ces directeurs n'avait le génie nécessaire pour ramener l'ordre au dedans, pour assurer la victoire au dehors. La législature ne formant qu'un seul corps, bien que composé de deux conseils, tout désaccord avec elle devait aboutir à des dissensions. Soixante journaux, presque tous hostiles au gouvernement, tenaient lieu de tribune ; les vétérans de la littérature y rompaient des lances sans intelligence du dedans ni du dehors. Pichegru trahissait; la Vendée se relevait; tous les partis méditaient leur réaction. La compassion donnait à l'aristocratie écrasée un lustre qui lui avait manqué dans ses beaux jours. Elle n'était pas entièrement détruite, et dans différentes provinces, comme la Dordogne, le Bourbonnais, la Limagne, la Guienne, le Poitou, la Bretagne, le peuple, qui aimait les seigneurs, avait respecté leurs châteaux : cette affection leur valut l'avantage de conserver leurs propriétés ; mais, de vainqueurs devenus vaincus, ils étaient surveillés par les acquéreurs de biens nationaux. Deux sortes de propriétaires étaient donc en lutte, de même que deux clergés. L'un d'eux, assermenté, prétendait, avec Grégoire, être la véritable Église, et conserver la religion ; mais le peuple n'avait point foi en lui, et si les autels de la Raison étaient peu fréquentés, ceux que desservaient les prêtres assermentés restaient déserts. Ces derniers haïssaient donc les prêtres réfractaires, sanctifiés par la persécution, qui se cachaient pour officier dans quelque lieu isolé, où parfois survenaient les soldats, qui brisaient les calices et les ornements. Le directoire les poursuivit avec plus d'acharnement encore.

Les restes des jacobins voyaient avec dépit se résoudre en simples réformes ce renouvellement integral qu'ils avaient espéré voir se réaliser dans le système social, sans égard pour les actes humains. Ils trouvèrent un organe dans Gracchus Babeuf, qui, après l'amnistie, fonda avec le Florentin Buonarrotti (1) et

(1) Buonarrotti, qui fut ensuite chef des carbonari et vécut jusqu'à un âge

d'autres qu'il avait connus dans les prisons, la société du Panthéon ou des Égaux, société qui se proposait de combattre la contre-révolution et de démontrer tout le bien opéré pendant l'ouragan qui venait de cesser. Il prêchait la communauté absolue des biens, « l'égalité, premier vœu de la nature, premier besoin de l'homme, nœud principal de toute association légitime. La révolution, selon lui, n'avait fait qu'en devancer une autre bien plus grandiose et plus solennelle, qui serait la dernière... Plus de propriété individuelle des terres, dont les fruits appartiennent à tous ! Assez longtemps moins d'un million d'individus a disposé de ce qui appartient à vingt millions de leurs semblables. Plus de ces odieuses distinctions de riches et de pauvres, de grands et de petits, de maîtres et d'esclaves, de gouvernants et de gouvernés. Voici le moment de fonder la *république des égaux*, grand hospice ouvert à tous. Familles gémissantes, venez vous asseoir à la table commune, servie par la nature à tous ses enfants ! Peuple français, reconnais et proclame la république des égaux ! » 1796.

En conséquence, Babeuf et ses adhérents voulaient une manière de vivre simple ; il ne devait plus y avoir ni cités, ni luxe, ni discours à la tribune ou en chaire ; il suffisait, selon eux, d'enseigner au peuple à servir et à défendre la patrie. Ils n'admettaient aucune supériorité intellectuelle ou morale, et ils entendaient que la presse se renfermât dans les principes proclamés par la société.

Afin de réaliser ce paradis, ils ourdirent une conspiration qui avait pour but d'égorger les directeurs, de proclamer la liberté, l'égalité, la constitution de 93, la félicité universelle : ils appuyaient le tout de larges promesses en fait de subsistances, appât puissant sur un peuple affamé ; mais la conjuration ayant été découverte, ils furent arrêtés et envoyés au supplice. Cet acte de vigueur consolida le directoire, qui obtint pendant quelque temps une docilité sans bornes, et fit fermer les salles patriotiques.

La multitude sentait le besoin de la paix. Les bourgeois, qui avaient fait la révolution de 93, avaient été un moment opprimés par les prolétaires ; mais ayant repris le dessus, ils craignaient le retour de la terreur, le renversement de toutes les idées d'économie, d'industrie, de commerce, et observaient

très-avancé, toujours dans les idées républicaines, nous a exposé toute la théorie de Babeuf.

1795. d'un œil attentif le parti qui avait succombé. Les gens subitement enrichis, et ceux qui avaient échappé au danger, aspiraient à jouir. Les munitionnaires, véritable puissance de l'époque, s'engraissaient rapidement des misères de l'armée. L'agiotage ramenait le temps de Law, et l'argent, gagné à la hâte, se dépensait avec rapidité. On vit donc renaître les plaisirs et l'enjouement de la vie parisienne en même temps que les imitations classiques. Les femmes, vêtues avec la simplicité de la statuaire et toute l'immodestie grecque, employaient la séduction pour amener les esprits à la clémence. On revenait aux grandes réunions, au luxe, aux solennités pompeuses. Comme chaque phase de la révolution avait vu le règne de quelques femmes, ce fut alors le tour de madame de Staël, fille de Necker et femme du ministre de Suède à Paris. Elle avait acquis dans sa famille la connaissance des affaires. Initiée, pendant son exil, à la littérature romantique de l'Allemagne, elle se distinguait des gens de lettres du dix-huitième siècle, et s'occupait d'un ouvrage sur la *Littérature en rapport avec les institutions sociales*, thème auxquels les précepteurs ne devaient rien comprendre. Rentrée en France, elle réunit dans ses salons tout ce qu'il y avait alors de plus distingué : là elle mettait en discussion les questions politiques à l'ordre du jour, et voulait bien la république à condition que ses amis en seraient les chefs.

A côté d'elle se pressaient Benjamin Constant, prédicateur de théories brillantes, mais peu solides, Daunou, qui, compilateur décoloré, ombre de Benjamin et de Sieyes, rédigeait les constitutions éphémères comme un procès-verbal d'académie et prononçait les discours d'apparat comme Joseph Chénier ses chants; le satirique Lebrun, dont la satire implacable n'épargnait personne dans ses épigrammes.

L'agriculture commençait à se ranimer : les paysans avaient amélioré leur position; les propriétaires vivaient avec économie, et réparaient leurs pertes en vendant les matériaux des châteaux qu'ils démolissaient ou les arbres des champs qu'ils avaient achetés de la nation. Les finances publiques s'améliorèrent aussi. Lorsque les directeurs s'installèrent au Luxembourg, le concierge dut leur prêter une table et un cahier de papier. Il n'y avait pas un sou dans les coffres, et les vingt milliards d'assignats s'accrurent bientôt jusqu'à quarante-cinq. Les approvisionnements de Paris n'étaient pas assurés; personne ne voulait plus servir le gouvernement; le service de la poste était

interrompu. Il n'y avait plus d'argent, et le papier perdait 1795.
à tel point que l'on en échangeait pour vingt-huit mille francs contre un louis en numéraire. Un repas de huit personnes coûtait soixante mille francs en papier. Les acquisitions se faisaient par échanges, et l'on voyait circuler les meubles riches, les joyaux, les médailles, les tableaux, ce qui fournissait un nouvel aliment à la gaieté française.

Le gouvernement décréta un emprunt forcé de six cents millions. On eut recours à des mesures ignorantes, par cela même vexatoires et infructueuses. Puis on en vint à la banqueroute la plus énorme en réduisant les assignats à la valeur réelle qu'ils avaient en ce moment.

Dans les deux conseils, l'opposition, qui considérait la révolution comme un état transitoire, allait gagnant du terrain, et les opinions inclinaient peu à peu vers la monarchie. Au dehors, les émigrés étaient accueillis ou repoussés selon les craintes qu'on pouvait avoir. Le fils aîné du duc d'Orléans, qui s'était signalé au combat de Jemmapes, donnait des leçons en Suisse, dans un collége de Coire; l'abbé Caron s'occupait en Angleterre d'instruire les enfants des émigrés. Cela contribuait à propager la compassion pour ceux qui souffraient et en même temps les idées royalistes.

L'espérance de ce parti s'appuyait principalement sur la Vendée, qui se soulevait de nouveau; mais Hoche, envoyé dans ce pays à la tête de cent mille hommes, y fit une guerre vigoureuse, qui se termina par la mort de Charette et de Stofflet, livrés par trahison.

Pichegru, qui commandait sur le Rhin, avait l'espoir de se faire le Monk d'une restauration bourbonienne. S'étant toujours montré modéré dans la victoire, il avait préservé la Hollande de tout pillage et ménagé constamment le sang des émigrés ainsi que celui des prisonniers anglais; il se jeta tout à coup du côté des royalistes, sans qu'on sache s'il fut gagné à prix d'or Octobre.
ou par des séductions de femmes. Après sa retraite de l'armée, l'archiduc Charles d'Autriche remporta plusieurs avantages.

L'Espagne fut amenée par le comte d'Alcudia, alors ministre, à contracter avec la France une alliance offensive et défensive, et à déclarer la guerre à la Grande-Bretagne. Les Anglais, toujours prompts à agir, lui enlevèrent la Trinité; mais ils attaquèrent en vain Porto-Ricco et Ténériffe. Ils tâchaient aussi d'attirer à eux la Russie; mais Catherine II, tout en promettant

beaucoup, n'envoya qu'une escadre, ce dont on avait le moins besoin. Elle fit toutefois un traité de commerce avantageux pour l'Angleterre et conclut une alliance avec cette puissance et avec l'Autriche.

Italie. Le premier bruit de la révolution française avait fait sentir aux princes italiens combien ils avaient été mal inspirés en détruisant tout ce qui se rattachait aux idées anciennes et nationales. Sur quel autre moyen de résistance pouvaient-ils compter désormais que sur la force matérielle? Après avoir habitué les peuples à accepter sans examen des innovations pour lesquelles ils n'étaient pas mûrs, ils devaient s'attendre à les voir accueillir avec joie ou du moins sans obstacles quand elles viendraient en foule et sous un aspect fait pour les séduire (1).

L'effroi était donc égal chez tous les princes, mais non la résolution; et ils n'osèrent en venir au moyen qui aurait pu les sauver, à une alliance défensive dans le genre de celle de Pilnitz, alliance que proposait Pie VI. Naples était brouillé avec le pape pour le tribut de la haquenée; Venise ne voulait pas compromettre son commerce, et cet accord de volontés ne pouvait convenir à l'Autriche. Ils auraient dû au moins rester tranquilles; car le Piémont sentait que la Savoie était menacée; Naples avait intérêt à fournir à la France l'huile et les savons dont elle manquait depuis les ravages du Midi, et les grains qu'il lui fallait tirer du Levant. Mais, revenant à la politique de sentiment, ils songèrent tous à leurs liens de famille, et s'armèrent contre la république. Le duc de Modène, le dernier des princes d'Este célébrés par les poëtes, conservait les goûts splendides de ses aïeux, tout en mettant en réserve un trésor considérable, pour faire face à l'orage qui grondait. La Toscane, soumise à un gouvernement très-doux, était favorable aux idées françaises; son grand-duc, bien qu'Autrichien, fut l'un des premiers à reconnaître la république, et Carletti, son ministre à Paris, s'était même rendu suspect par un patriotisme excessif.

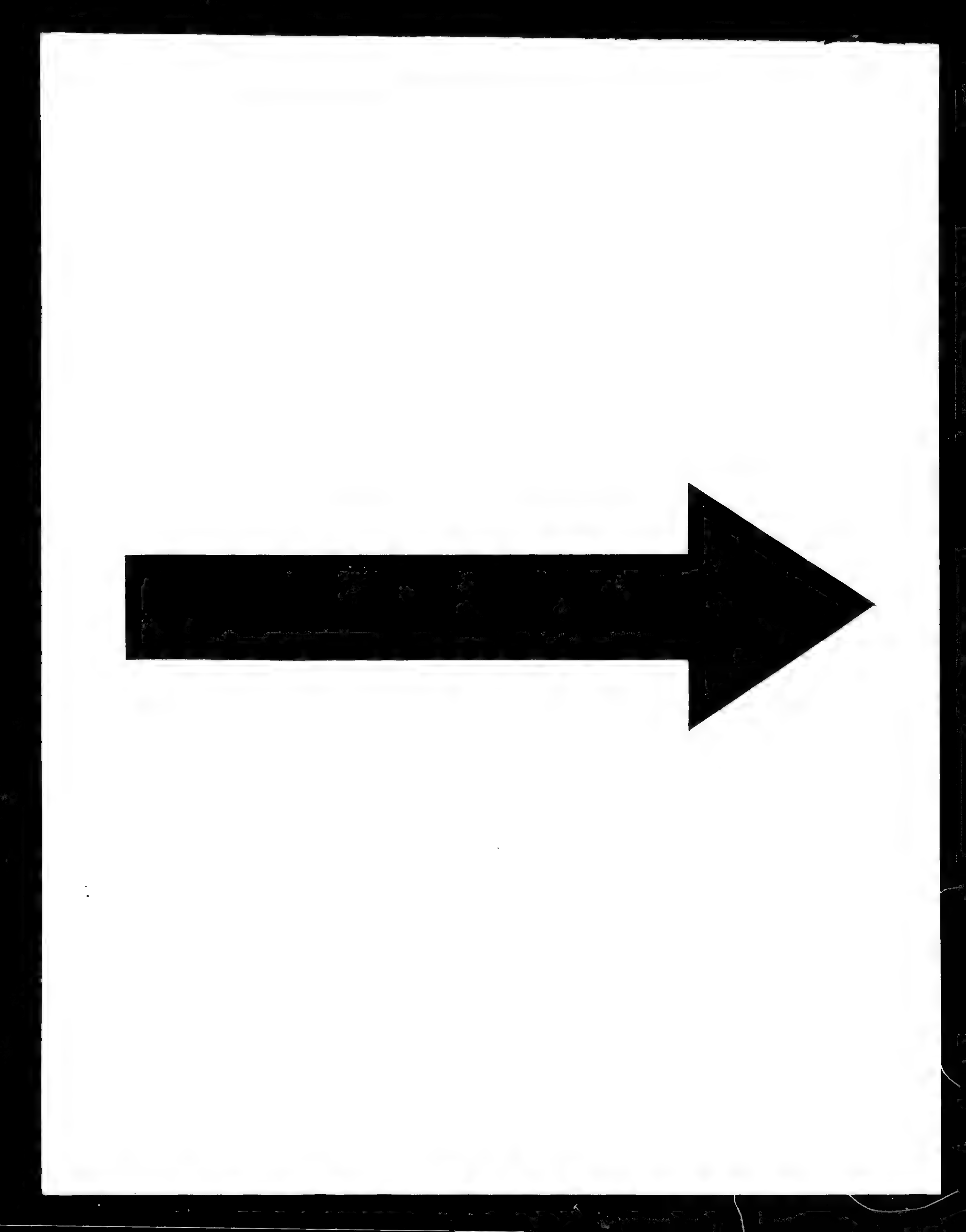
(1) Ce sentiment de leur faiblesse se révèle dans l'ouvrage que l'on fit alors écrire aux hospitaliers au sujet des *Droits de l'homme*, afin d'atténuer l'effet des livres étrangers, ouvrage de transition entre les idées en vogue et d'autres que l'on combattait; car il pose en principe que la société se fonde sur un pacte social sans que Dieu y intervienne directement; que la nation qui l'a stipulé a le pouvoir de déclarer déchu le souverain qui le viole, c'est-à-dire qui devient un tyran; enfin que la protection suprême du droit de l'homme est la religion chrétienne.

Quant aux peuples, ils n'étaient pas sur le duvet sans doute; mais ils ne sentaient pas les mêmes abus qu'en France. Les princes avaient égalisé la condition des biens. Ici ils avaient brisé les liens féodaux, là diminué les services corporels. Ils restaient attachés à la religion, au moins par sentiment. Les querelles jansénistes étaient des disputes d'école; les loges maçonniques s'occupaient plus d'amusements et de bienfaisance que de desseins politiques; les agitateurs expédiés du dehors ne trouvaient à se faire écouter que par des gens qui n'avaient rien à perdre; les novateurs, en petit nombre, n'osaient se montrer en présence de ceux qui [illegible]t pour l'ancien ordre de choses, formèrent une major[illegible]rs plus forte quand ils eurent vu les conséquences af[illegible]ésultaient des principes les plus saints.

Le voisinage du Piémont l'exp[illegible]er au péril. Victor-Amédée, qui y régnait, n'étai[illegible] héros ni même un guerrier, quoiqu'il aimât les troupes à l'excès. Il suivait la politique de ses aïeux, se plaisait dans la magnificence et avait une dette de cent vingt millions. Pieux et apparenté avec une sœur et deux frères de Louis XVI, il crut qu'il devait, comme chrétien, comme roi, comme parent, prendre les armes. Il donna asile aux émigrés, qui établirent à Turin un foyer de contre-révolution, et se concerta avec les autres potentats sur les moyens d'étouffer ce qu'on croyait un incendie momentané, d'ôter tout espoir aux novateurs qui se révélaient dans la Péninsule par des discours et par quelques mouvements mal réprimés.

Sollicité par les émigrés et par l'empereur, Victor-Amédée prit l'offensive; il disposa tout pour la guerre en Savoie et à Nice. La France lui envoya Sémonville pour lui proposer une alliance; mais il ne voulut pas même l'entendre, et il se prépara à envahir le territoire français, de l'Isère au Var. Mais 1792.
on reconnut bientôt que les plans militaires des Piémontais 18 septembre.
étaient mal conçus; car la Savoie fut occupée par Montesquiou, et l'armée sarde, repoussée de Nice, se vit accusée de lâcheté dans toute l'Europe avant qu'on en eût vu bien d'autres se comporter comme elle devant ces héros improvisés. L'amiral Truguet brûla Oneille; les émigrés, qui avaient trouvé asile en Savoie, s'enfuirent misérablement vers Turin.

Bientôt la coalition, reprenant courage, songea à envahir la France, dans la pensée que les populations se soulèveraient contre la tyrannie républicaine; mais le Prussien Kellermann,



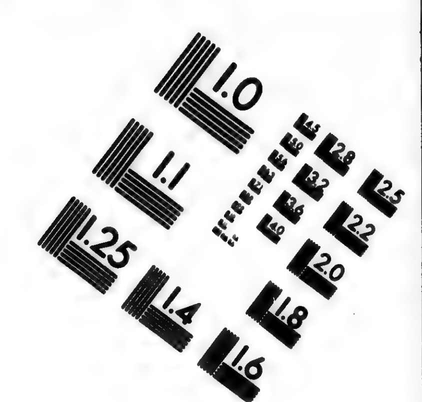
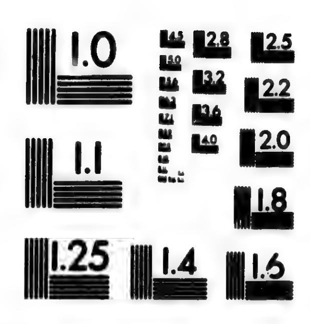
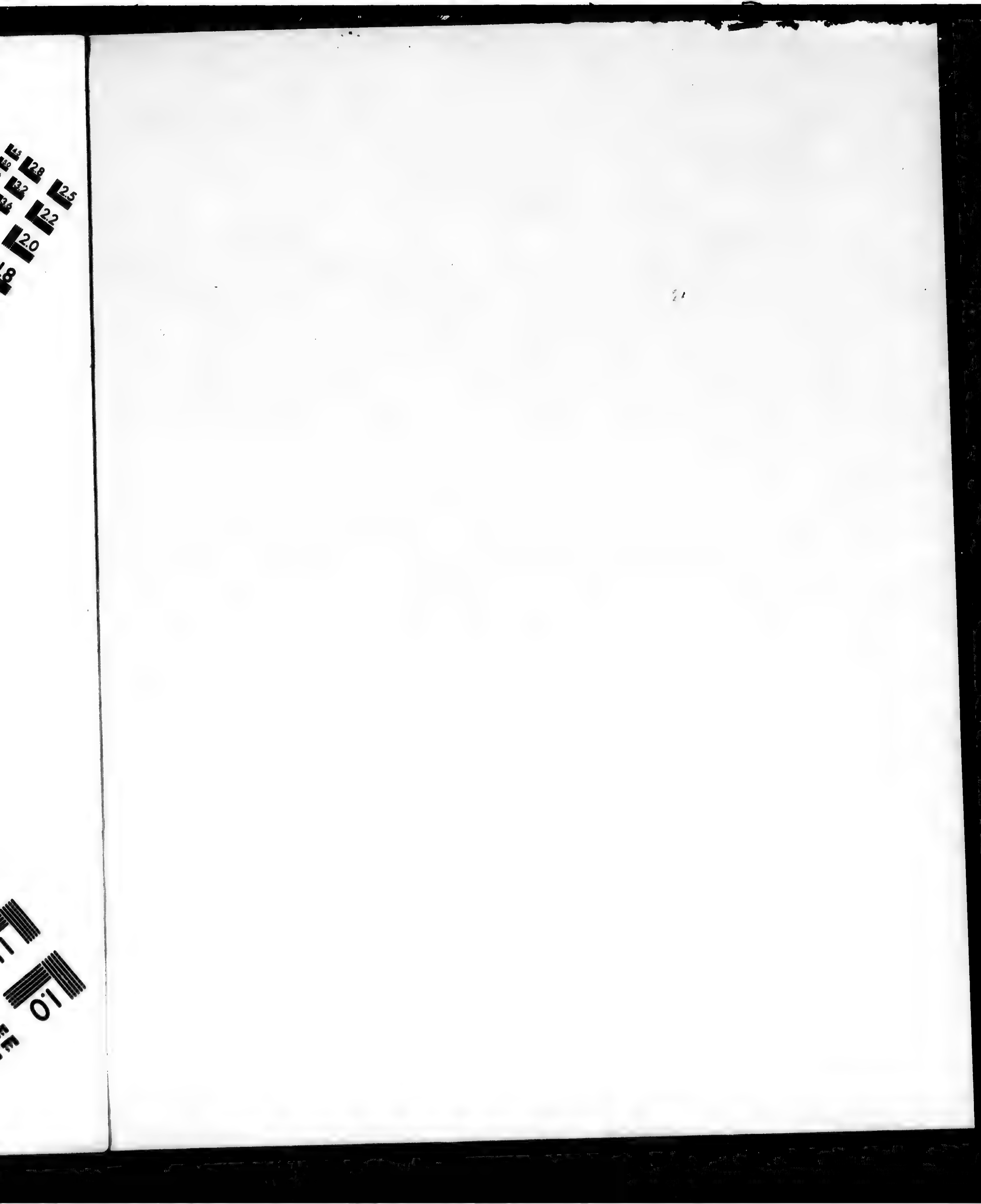


IMAGE EVALUATION TEST TARGET (MT-3)



6"



à la tête de cinquante mille Français, se fortifia dans les montagnes de la Savoie ainsi que dans les Alpes maritimes, et les nouvelles méthodes de guerre déconcertèrent l'ancienne tactique des alliés, que compromettait leur lenteur.

Les grands capitaux que les négociants de Gênes avaient en France obligeaient cette république à la circonspection. Elle n'osait d'ailleurs s'unir ni au Piémont, dont elle connaissait les longues convoitises à son égard, ni à l'Autriche, dont elle avait rejeté les fers; elle louvoyait entre les prétentions opposées de Paris et de Londres. Les Anglais abusaient étrangement de leur supériorité; car ayant attaqué par trahison la frégate française *la Modeste*, qui se trouvait dans le port, ils enjoignirent aux Génois de cesser toute communication avec la France et de ne recevoir aucun de ses bâtiments, acte d'une arrogance inouïe. De leur côté, les Corses, qui avaient arboré la bannière anglaise, donnaient carrière à leurs vieilles haines en infestant de pirates les côtes voisines.

L'assemblée constituante avait rappelé Paoli dans cette île; mais les révolutionnaires la bouleversèrent d'un bout à l'autre, et les confédérés en prirent occasion d'exciter Paoli contre la France. Il promit de les seconder dès que les vaisseaux anglais réunis à ceux de l'Espagne paraîtraient, comme on l'espérait, dans la Méditerranée. En ce moment pourtant les Français y étaient en force, et l'amiral Truguet était envoyé pour occuper la Sardaigne, position excellente pour dominer dans cette mer et tenir la Corse en respect. Mais il fut repoussé par les Sardes, qui se défendirent héroïquement, et Paoli en prit courage : il opéra le soulèvement de l'île, repoussa les commissaires de la convention, et pour se consolider il offrit aux Anglais de se mettre sous leur protection. Ils vinrent, et donnèrent une constitution à l'île. Paoli, appelé en Angleterre, fut bien payé; mais il n'eut aucune influence, et les esprits se calmèrent sous leur nouveau joug.

1793. Cependant les alliés, commandés par Colli et Dellera, attaquaient Nice; les Anglais, sur qui ils comptaient, obligeaient le roi de Naples à se déclarer; ils menaçaient la Toscane, demeurée neutre; ils insultaient Gênes, comme s'ils n'eusent cherché qu'à fournir de bonnes raisons à une guerre européenne. Venise accueillit à Vérone Louis XVIII, qui de là dirigea les mouvements des royalistes; mais, sur l'injonction de la France, elle se hâta de congédier cet hôte royal. L'Autriche, qui avait commencé

la guerre, viola le territoire des Grisons pour y arrêter Sémonville et les autres ambassadeurs que la France envoyait à Venise et en Turquie (1).

Rome, cette capitale du monde catholique, qui voyait renaître avec Pie VI la splendeur des Médicis, s'effrayait d'une révolution fille des idées irréligieuses : elle interrompit ses grands travaux, accueillit généreusement les victimes; mais elle ne voulut pas, par des mesures violentes, provoquer les fureurs des révolutionnaires. Cependant lorsque la cour romaine vit la religion détruite, les prêtres égorgés, les évêques renversés, le roi condamné; lorsqu'elle se vit menacée elle-même dans les chants patriotiques, où l'on annonçait de nouveaux Gaulois à la Rome des prêtres, elle s'irrita, et lança une excommunication contre la république. La populace excitée assassina le ministre Français Hugues Basseville, qu'elle accusa d'avoir été envoyé pour attiser sur les rives du Tibre l'incendie révolutionnaire. Ce meurtre causa, comme on peut le penser, une vive rumeur en France, où l'on jura de ne pas le laisser impuni.

Naples subissait l'influence toute-puissante de la reine Caroline d'Autriche, sœur de Marie-Antoinette, qui à ce titre avait les Français en exécration. Elle était excitée en outre par le ministre Acton et par les Anglais, qui espéraient réduire ce pays à subir leur patronage. La peur rend cruel : la junte d'État déploya dans ses jugements une rigueur farouche; elle imagina des preuves contre vingt mille prévenus, et dressa des listes de cinquante mille suspects. Elle condamna à mort trois jeunes gens, dont le plus âgé avait vingt-deux ans. Caroline voulait détruire « ce vieux préjugé qui tient pour infâme le délateur; » elle couvrit en conséquence le pays d'espions, remplit les prisons ou plutôt les fosses du château Saint-Elme et celles de Messine de condamnés et de suspects. En même temps elle se procurait de l'argent par tous les moyens, dépouillant les églises

(1) Des déclarations de Sémonville lui-même et de son éloge prononcé par le baron de Mounier à la chambre des pairs le 7 février 1840 il résulte qu'il était mal vu des révolutionnaires à l'époque où il fut rappelé de la Corse. Afin de le sauver, on feignit de le charger d'une mission pour Constantinople ; mais, en réalité, il devait se diriger vers la Toscane dans le plus grand secret, pour y traiter avec le grand-duc et avec Naples des moyens de sauver le reste de la famille royale. Danton lui-même, voyant la ruine de son parti approcher, voulait se ménager un refuge près du trône. Il envoyait donc Sémonville en Toscane, Maret à Naples, et avec eux Montholon, fils adoptif du premier, qui avait combattu en Corse sous Napoléon et devait recueillir ses dernières paroles à Sainte-Hélène. Cette arrestation ruina tout.

de leurs ornements, les banques publiques de leurs fonds. Elle rassembla des forces considérables, et réunit bientôt trente-six mille soldats, cent deux bâtiments de différente grandeur, armés de six cent dix-huit canons et portant huit mille six cents hommes d'équipage ; car la faim poussait beaucoup de gens à s'enrôler. 1793. Août. Malgré la neutralité promise, elle s'allia avec l'Angleterre, et les bâtiments napolitains s'avancèrent pour piller Toulon ; mais ils n'y réussirent pas.

C'était l'époque de la terreur, et beaucoup de provinces du Midi étaient en insurrection. Si le Piémont se fût réuni alors aux Lyonnais, aux Provençaux, aux autres partis, girondins ou fédéralistes, il aurait joué un rôle important, et peut-être changé le sort de la France ; mais il répugnait au roi Victor-Amédée de se joindre à des républicains. Kellermann chassa les Piémontais de la Savoie ; une autre armée envahit, par la rivière, Vintimille et Oneille, se préparant ainsi les moyens d'attaquer le Piémont, que d'autres troupes victorieuses menaçaient par le mont Cénis et dont elles n'étaient plus séparées que par la Brunetta. Les Français, arrêtés quelque temps dans la Ligurie par la forteresse de Saorgio, finirent pourtant par l'emporter et par occuper le col de Tende. Les rois effrayés multiplièrent leurs efforts. Mais le roi de Naples se trouva dans l'impossibilité d'envoyer des secours, attendu qu'une conspiration avait été découverte dans le pays ; l'Autriche fit marcher seulement quelques régiments, 1794. Septembre. que les Français attaquèrent bientôt dans le camp de Dégo et les obligèrent à battre en retraite.

Cependant, la terreur ayant cessé, la France semblait vouloir se réconcilier avec l'Europe ; mais le Piémont et l'Autriche demeuraient opiniâtres ; car ils croyaient soutenir une guerre de principes. On continuait donc [illegible] battre dans les Alpes et dans la rivière de Gênes. La république française, ayant fait la Novembre. paix avec la Prusse et l'Espagne, Schérer fut envoyé avec des forces considérables en Italie, où, secondé par Masséna et Serrurier, il battit à Loano le général autrichien Colli, qui perdit toute son artillerie et ses bagages. Ces belles contrées se virent dévastées par les fuyards non moins que par les nouveaux venus, et l'Autriche envoya pour commander ses troupes le général Beaulieu, à qui la France opposa Napoléon Bonaparte.

Bonaparte. Bonaparte était né en Corse (1), d'une famille noble, qui, avec

(1) On a remarqué que dans la même année 1769 naquirent Napoléon, Wellington, Walter Scott, Canning, Chateaubriand, Soult, Méhémet-Ali.

les Salicetti, favorisait la France et qui fut proscrite lorsque les Paoli et les Pozzo di Borgo l'emportèrent. Les Bonaparte passèrent alors à Marseille, où madame Letitia, restée veuve avec trois jeunes enfants, menait une vie précaire et difficile. Sur cinq fils qu'elle avait, trois coururent les chances du moment. Napoléon, qui avait été élevé par son oncle l'archidiacre Lucien, puis admis à l'école de Brienne, était officier d'artillerie. Il écrivait en faveur des jacobins, et signait *Brutus Bonaparte*. Il avait commencé sa réputation militaire par la prise de Toulon, et ensuite à Paris en apaisant, non sans effusion de sang, une révolte contre la convention. Lorsque le Directoire, manquant d'argent, songea à envahir l'Autriche pour faire vivre ses armées sur le territoire ennemi, quelques généraux proposaient d'attaquer Vienne directement : les campagnes suivantes démontrèrent la possibilité de ce plan, qui aurait terminé la guerre d'un coup ; mais la plupart le jugeaient chimérique. Bonaparte se proposait d'y arriver par l'Italie, où, en allant chercher un nouveau champ de bataille et de nouveaux ennemis, on acquerrait une province à échanger à la paix contre les Pays-Bas. Déjà les barrières avaient été franchies de toutes parts lorsqu'il fut nommé pour remplacer Schérer comme général en chef. Bonaparte crut qu'il était temps de frapper l'Autriche, âme de tous les gouvernements italiens, en s'armant contre elle du patriotisme national (1) : cette puissance serait expulsée, car la France restait sans ennemis sérieux du côté des Alpes. Il promit donc en partant que, sous trois mois, il serait ou de retour à Paris ou vainqueur à Milan.

1796.

Le Piémont barrait alors les passages avec vingt-deux mille soldats sous les ordres du général Colli, et l'Autriche avec trente mille sous Beaulieu, qui à l'expérience d'un vieillard joignait la verdeur d'un jeune homme : mais la jalousie qui régnait

(1) « En propageant les principes de la liberté en Piémont et à Gênes, en y allumant la guerre civile, c'est le peuple qu'on soulève contre les nobles et les prêtres; on devient responsable des excès qui accompagnent toujours une pareille lutte. Arrivés, au contraire, sur l'Adige, nous serons... en position de proclamer les principes de la liberté et d'exciter le patriotisme italien contre la domination étrangère; on n'aura pas besoin d'exciter la division des diverses classes de citoyens; nobles, bourgeois, paysans, tout sera appelé pour marcher d'accord pour le rétablissement de la patrie italienne. Le mot *Italia, Italia!* proclamé de Milan à Bologne, produira un effet magnifique; proclamé sur le Tésin, les Italiens diraient : *Pourquoi n'avancez-vous pas?* » NAPOLÉON, *Campagnes d'Italie*.

1796. 26 mars. entre eux les empêchait d'opérer d'accord. Bonaparte trouva à Nice trente-six mille Français dans une condition déplorable, n'ayant ni habillements, ni argent, ni vivres, ni chevaux, mais du courage, de la constance, l'enthousiasme républicain, et de vaillants généraux tels que Masséna et Augereau, qui savaient communiquer aux soldats leur propre bravoure; La Harpe, aussi courageux qu'instruit; le brave et méthodique Serrurier; Berthier, que distinguait son habileté dans les détails et la justesse de son coup d'œil.

Bonaparte, plus jeune qu'eux tous, prit le ton d'un chef en arrivant : *Soldats*, dit-il, *vous êtes mal vêtus, mal nourris, et le gouvernement, qui vous doit tout, ne peut rien pour vous. Je vous conduirai dans un paradis terrestre, où vous trouverez des plaines fécondes, de grandes cités, de fertiles provinces, où vous attendent l'honneur, la gloire, les richesses.*

Avril. Il distribua quatre louis à chaque général, tant la misère était grande! Bientôt vainqueur à Montenotte, il déboucha à Millesimo sur le centre de l'ennemi. Ayant séparé ainsi les Piémontais des Autrichiens, il s'élança vers ces derniers, et data de Cherasco une proclamation conçue en ces termes : *Peuples d'Italie, l'armée française vient rompre vos chaînes; le peuple français est ami de tous les peuples, venez au-devant de lui. Vos propriétés, vos usages, votre religion seront respectés. Nous ferons la guerre en ennemis généreux, et seulement aux tyrans qui vous tiennent asservis.*

Il accorda un armistice au roi de Sardaigne, qui, tardivement ébranlé dans ses résolutions, vit qu'entre le joug autrichien et celui de la France le dernier valait mieux, parce qu'il était moins détesté : en retour, Bonaparte exigea les forteresses de Cuneo, d'Alexandrie et de Tortone, qui assuraient ses communications avec la France. Alors Bonaparte, à la tête d'une armée dont il venait de réparer les détresses, où les volontaires accouraient en foule, traînant à sa suite l'artillerie enlevée à l'ennemi, descendit dans les plaines de la Lombardie à travers de fertiles vallées, sur un sol partout ouvert à l'ardeur de nos soldats, et leur adressa ces paroles : *Vous avez remporté six victoires en quinze jours, pris vingt-six vaisseaux, cinquante-cinq canons, plusieurs places fortes, fait quinze mille prisonniers, gagné des batailles sans artillerie, passé des fleuves sans ponts, marché sans souliers, bivouaqué sans eau-de-vie, et parfois même sans pain.* La France retentit des

louanges du héros naguère inconnu, et l'Italie hésita entre 1796.
l'admiration et l'inquiétude : en effet, c'était un brillant épisode des guerres révolutionnaires pour les Italiens en particulier que ces campagnes qui allaient déshabituer les esprits français de l'anarchie, et substituer aux maux de la liberté le prestige de la gloire.

Quand Napoléon succombait à Sainte-Hélène sous le poids de souvenirs importuns, il s'arrêtait avec complaisance sur cette première campagne d'Italie et voyait, avec un remords en vain dissimulé le bien qu'il aurait pu faire alors à cette patrie de ses aïeux, lui issu de race italienne, exécuteur des volontés d'un grand peuple libre, capable de sentir la puissance de l'union et l'influence de la liberté bien ordonnée.

Tous ceux qui, dans la Péninsule, nourrissaient le désir de voir l'Italie entière réunie en une puissante nation espérèrent ce résultat de la conquête ; ils l'espéraient bien plus d'un peuple libre et libérateur que de rois ambitieux. Beaucoup d'entre eux avaient lu les écrits des encyclopédistes et les journaux français; ils avaient fait partie des réunions maçonniques, réfléchi sur les innovations des princes du pays : ils attendaient donc tout le bien possible de la république. La multitude, toujours éblouie par l'aspect de la force, s'émerveillait des victoires si rapides de Bonaparte, et aimait en lui un héros italien. Mais les prêtres, les moines, les nobles, que leur influence rendait encore puissants, avaient en horreur les innovations dont on les menaçait ; et ils répandaient dans le peuple un sombre effroi contre les régicides, les terroristes, les destructeurs des trônes et de la foi.

Le directoire avait conçu la pensée de conquérir la Lombardie dans le but de la donner à l'Autriche en échange des Pays-Bas, et par là assurer la paix. Mais Bonaparte se garda de laisser percer cette pensée : il caressait au contraire les idées de liberté et d'indépendance, et, se conformant aux ordres qu'il avait reçus, il substituait partout l'administration municipale aux anciens gouvernements. Entré sur le territoire des États de Parme et de Plaisance, qui avaient réparé sous les Bourbons les maux des guerres précédentes et où florissaient les arts, l'agriculture et le commerce, il accorda au duc un armistice moyennant deux millions en argent, mille six cents chevaux, une quantité déterminée de blé et en outre vingt de ses meilleurs tableaux. Les Autrichiens l'attendaient dans la direction de

1796. Palenza ; il fit alors une marche oblique, passa le Pô à Plaisance, et battit Beaulieu, qui était accouru trop tard. Il livra
9 mai. une bataille sanglante à Lodi, où il traversa l'Adda, et arriva à Milan (1).

Ce beau pays, pour lequel on s'était battu pendant des siècles, n'avait entendu retentir le canon, depuis quarante-huit ans, que dans les fêtes de ses archiducs, qu'il entourait d'un respect traditionnel. Mais les impôts que les nécessités de la guerre avaient fait augmenter l'avaient indisposé contre ces souverains étrangers, et il accueillait avec joie l'espoir de se placer à la tête de l'union italienne. Après avoir rassuré les esprits en respectant les propriétés et les personnes, Bonaparte institua à Milan une administration municipale et des gardes nationales. Il laissa faire de grandes démonstrations d'allégresse, former des réunions politiques et publier des journaux. Il imposa au pays vingt millions pour taxe de guerre, enleva aux églises leur argenterie, aux monts-de-piété les objets engagés. Ses soldats, furent rhabillés, et se remirent de leurs fatigues. Leur vivacité et l'entrain de leurs manières les firent aimer des hommes et plus encore des femmes, quoiqu'ils répandissent, avec leurs chansons sanguinaires et généreuses, les idées d'une liberté plus soldatesque que solide. Cependant Pavie, qui osa tenter un mouvement, fut mise sans pitié à feu et à sac.

Bonaparte accorda, moyennant dix autres millions, des vivres et des tableaux, un armistice au duc de Modène, qui s'était réfugié à Venise ; et, après avoir pourvu aux besoins de son armée, il put envoyer au Directoire trente millions, cent chevaux de luxe, sans compter l'argent qu'il fit passer à l'armée du Rhin.

Son intention était de gagner le Tyrol, et de joindre, par la vallée du Danube, les armées du Rhin, commandées par Moreau et Jourdan. Mais Carnot considéra ce projet comme téméraire et périlleux : il lui fit donc parvenir l'ordre de laisser la moitié de son armée en Lombardie, sous le commandement de Kellermann, et de marcher avec le reste sur Rome et Naples. Bonaparte aperçut le danger qu'il y avait à partager le com-

(1) « Vendémiaire et même Montenotte ne me portèrent pas encore à me croire un homme supérieur ; ce n'est qu'après Lodi qu'il me vint dans l'idée que je pourrais bien devenir un acteur décisif sur notre scène politique. Alors naquit la première étincelle de la haute ambition. » *Mémoires de Sainte-Hélène.*

mandement et à s'avancer en Italie à la manière de Charles VIII. Il se décida en conséquence à désobéir, et se disposa à assiéger Mantoue, le dernier refuge des bannières autrichiennes, pour remonter ensuite l'Adige. Après avoir énuméré pompeusement à l'armée ses récents triomphes, il lui disait : « Il « nous reste d'autres marches forcées à faire, des ennemis à « soumettre, des lauriers à cueillir, des injures à venger. Que « ceux qui ont aiguisé les poignards de la guerre civile en « France aient à trembler; que les peuples soient sans inquié« tude, nous sommes les amis des peuples. Rétablir le Capi« tole, réveiller le peuple romain après des siècles de servitude, « tel sera le fruit de nos victoires. Le peuple français, libre, « respecté du monde entier, donnera à l'Europe une paix glo« rieuse, qui la récompensera de six ans de sacrifices. Vous « retournerez alors dans vos foyers, et vos concitoyens en « vous montrant diront : *Il était de l'armée d'Italie.* » 1796.

Venise justifiait mal son ancienne réputation de prudence en affectant la sécurité alors que les tribunes de Paris retentissaient d'imprécations contre sa noblesse, contre son conseil des Dix, contre ses inquisiteurs. Placée entre ces menaces et la défiance que lui inspirait l'avidité autrichienne, elle crut détourner le péril en ne l'avouant pas, et continua de se livrer à ses fêtes licencieuses sur les bords du précipice. Un ordre aussi insensé qu'inconstitutionnel des inquisiteurs d'État défendit de donner communication au sénat et au grand conseil des rapports envoyés sur le véritable état des choses, ôtant ainsi à ces assemblées le moyen de faire des propositions opportunes. Lui était-il possible de garder davantage sa dangereuse neutralité quand l'armée française entrait sur son territoire ? Les jeunes oligarques étaient d'avis de défendre les frontières contre quiconque oserait les violer le premier. Les vieillards auraient voulu se jeter dans les bras de l'Autriche, qui depuis longtemps convoitait une pareille acquisition. D'autres, plus hardis, penchaient pour la France victorieuse et républicaine, n'ayant point d'intérêt à détruire cette république, mais seulement à lui faire rajeunir, conformément à ses propres idées, sa constitution décrépite.

On s'arrêta au plus mauvais parti, à la neutralité non armée. Qu'en résulta-t-il ? Bonaparte entra sur le territoire de Brescia en protestant qu'il ne voulait offenser en rien la sérénissime république. Beaulieu viola à son tour le territoire, et occupa par

1796. surprise Peschiera; mais quand Bonaparte, vainqueur à Borghetto, eut passé le Mincio, Beaulieu fut obligé d'abandonner cette forteresse pour se retirer par le Tyrol; les Français s'établirent dans la place; puis, s'étant emparés de Vérone et de toute la ligne de l'Adige, ils mirent le siége devant Mantoue.

Juin. La contagion républicaine gagnait l'Italie entière. La noblesse et le clergé, les Autrichiens, les Anglais s'efforçaient d'en étouffer les germes; le pape fit des préparatifs militaires; le roi Ferdinand emprisonna à Naples les patriotes, et mit sa couronne sous la protection du ciel; les Anglais soufflèrent partout le feu et prodiguèrent leur or.

L'Autriche ne pouvait plus songer à envahir la France. Voyant donc que la perte de Mantoue la laisserait découverte de ce côté, elle envoya, par le Tyrol, le maréchal Wurmser, à la tête de soixante mille combattants. Ces forces, secondées par les dix mille hommes qui se trouvaient enfermés dans Mantoue et par les Tyroliens dévoués à l'Autriche, pouvaient mettre Bonaparte dans la plus difficile position. Les patriotes s'en alarmèrent, et leurs adversaires reprirent de l'audace. Déjà

Juillet. les Autrichiens se disposaient à passer l'Adige sur tous les points, et l'on ne songeait plus qu'à la retraite, quand Bonaparte osa abandonner Mantoue, où il laissa ses batteries enclouées, et concentra ses forces à la pointe du lac de Garda. Bientôt la

30 août. bataille de Lonato releva les chances de la France, et la campagne se termina par la victoire de Castiglione, où trente mille hommes en défirent soixante mille.

L'admiration n'eut plus de bornes, et Bonaparte prit un ton plus haut avec les puissances italiennes. Il flatta les peuples de l'espérance de devenir libres s'ils savaient rester d'accord, et leur promit qu'ils ne seraient ni Français ni Allemands, mais Italiens (1).

(1) Napoléon disait au docteur Antomarchi : « Quand j'entrai pour la première fois en Italie, j'étais jeune comme vous; j'avais la vivacité, le feu de la jeunesse, la connaissance de mes forces et le désir de les mettre à l'épreuve. Les vieilles moustaches méprisaient ce commandant imberbe; mais ils étaient réduits au silence par mes actions d'éclat. Une conduite sévère, des principes austères paraissaient étranges dans un jeune homme né de la révolution. Je marchais, et l'air retentissait d'applaudissements. Tout dépendait de moi : savants, ignorants, riches, pauvres, magistrats, clergé, tous étaient à mes pieds; mon nom était cher aux Italiens. Je vous avoue, docteur, que ce concert d'hommages m'exalta, m'occupa tellement que je devins insensible à tout ce qui n'était pas la gloire; je ne voyais que la postérité et l'histoire. Les

Pendant ce temps le directoire ordonnait à Jourdan et à Moreau de s'avancer séparément en Allemagne. Malgré ce plan vicieux, ils furent vainqueurs à Essling, et s'avancèrent jusqu'au Danube. Mais les belles manœuvres stratégiques du jeune archiduc Charles obligèrent Moreau à effectuer cette retraite célèbre dans laquelle il parvint à ramener son armée saine et sauve. Aussi tous ceux à qui plaisent surtout les talents de second ordre mirent cette retraite aussi haut que les victoires de Bonaparte. 1796.

Le général de l'armée d'Italie aurait voulu seconder ces mouvements militaires en se dirigeant vers l'Allemagne, et déjà il avait pénétré jusqu'à Trente; mais Wurmser, qui s'était enfoncé dans le Tyrol, redescendit dans l'Italie en suivant le cours de la Brenta, et contraignit Bonaparte à revenir sur ses pas. Il ne réussit toutefois qu'à se jeter dans Mantoue, où une famine horrible ne tarda pas à se déclarer.

Bonaparte pressait le directoire de faire la paix avec les États italiens les plus forts, et de déclarer l'indépendance des autres. Enfin, un armistice fut accordé au roi de Naples à des conditions honorables, à la condition de rappeler les contingents envoyés à l'Angleterre et à l'Autriche, d'ouvrir les ports napolitains aux bâtiments français, et de payer six millions à la république. Quant aux nombreux prisonniers d'État, il ne s'en occupa point. 10 octobre.

Victor-Amédée III vint à mourir. Charles-Emmanuel III lui succéda. D'une santé faible et d'une imagination inquiète, il accepta l'amitié des Français en leur cédant la Savoie et Nice et en leur assurant les passages des Alpes. N'oubliant pas toutefois, au milieu de ces désastres, les espérances nourries par ses pères, il insistait pour avoir la Lombardie; mais le directoire la tenait en réserve comme échange pour le moment opportun.

On négociait toujours avec Gênes au sujet de l'indemnité due pour la frégate *la Modeste*, et Bonaparte exigeait qu'elle châtiât les Barbets, brigands qui assassinaient les Français; il voulait en outre qu'elle chassât plusieurs familles dévouées à l'Autriche et à Naples. Les Anglais arrivèrent tout à coup sous les ordres de Nelson, attaquèrent dans la rade un bâtiment français,

belles Italiennes faisaient étalage de leur charmes; mais j'y étais insensible : il est vrai qu'elles se dédommageaient avec ma suite. Quel temps! que de bonheur! que de gloire!

1796. et le capturèrent. Tant d'arrogance finit par indigner les Génois, et ils acceptèrent l'amitié de la France, en excluant de leurs ports le pavillon britannique. Des députés cisalpins parcoururent le pays pour faire fraterniser les peuples. l'Italie centrale était remplie d'esprits ardents qui caressaient l'idée de l'indépendance italienne; mais Reggio fut la première à envoyer des mandataires pour s'entendre à Milan avec les Cisalpins, et à fêter l'aurore de l'unité italique. Modène opposa de la résistance aux patriotes; mais Bonaparte, alléguant la violation de l'armistice, déclara la déchéance du duc et la liberté de son pays. Bologne et Ferrare se constituèrent en républiques, et s'unirent à la Lombardie.

La Toscane s'était en vain montrée amie de la France : Bonaparte ne tarda pas à se plaindre d'elle, et, la traversant enseignes déployées, il poussa une division sur Livourne, où s'était établie un escadre anglaise; il l'en chassa, et confisqua les propriétés des sujets anglais et napolitains, occupa les forts, et exigea des indemnités. Son intention était de déposséder le grand-duc, uniquement parce qu'il était Autrichien; en même temps il souleva la Lunigiane, ainsi que Massa et Carrara, qu'il appela à la liberté, et d'où il tira de l'argent. De tels actes étaient de nature à ouvrir les yeux des gouvernements neutres, qui espéraient n'être point atteints en s'abstenant d'agir quand ils auraient dû s'armer.

Les Anglais, de leur côté, occupèrent Porto-Ferrajo; mais ils l'abandonnèrent quand ils eurent perdu la Corse, qui, aidée par Bonaparte, secoua leur joug; Salicetti fut envoyé pour l'organiser.

On exigeait de la cour de Rome, pour lui accorder la paix, qu'elle retirât les brefs lancés contre la république; et comme elle ne pouvait le faire, elle invoquait les secours de l'Autriche. En effet, cette puissance, tranquille du côté de la Turquie, envoya de nouvelles troupes en Italie sous les ordres du maréchal Alvinzy.

Avec des forces réduites par tant de batailles, Bonaparte, qui ne recevait aucun secours de France, fut obligé de résister à ce nouvel ennemi au moment où le soldat était découragé de ces luttes, qui se reproduisaient sans cesse. Des combats terribles furent livrés à Caldiero et à Arcole, et les Autrichiens se virent encore forcés de battre en retraite. Bonaparte, organisa à Milan une légion lombarde, dans laquelle les Italiens de tous les

pays fraternisèrent, oubliant leurs anciennes divisions; puis une légion polonaise composée des compagnons de Kosciusko et des exilés allemands, qui venaient répandre leur sang pour cette liberté naissante. Les Reggiens se mesurèrent avec les Autrichiens, et firent briller les prémices de la valeur italienne. 1796.

Non moins habile en politique qu'à la guerre, Bonaparte résolut de constituer Modène, Bologne, Ferrare, la Romagne, la Marche d'Ancône et Parme en république cispadane, qui resterait alliée de la France lorsqu'il lui faudrait restituer la Lombardie. Ce Carnot à qui Bonaparte devait dire en 1815, *Ah! pourquoi vous ai-je connu si tard?* devinait dès lors l'ambition de Bonaparte. Il le voyait, comme tous les hommes forts au milieu des médiocrités, agir avec résolution, accorder ou paix ou trêve aux princes, maltraiter les commissaires qui n'agissaient pas à son gré et gagner ceux qui, comme Clarke, étaient envoyés pour l'observer.

François II, ne se résignant point encore à la perte de la Lombardie, convoqua la diète à Presbourg. Il y invita les Hongrois à concourir « à la défense de la monarchie, de la religion, de la noblesse, très-gravement menacées par la nation française, plus cruelle, plus féroce, plus impie que tout autre peuple barbare. » Ayant ainsi augmenté ses forces, il envoya Alvinzy tenter un dernier effort (1). Les bords de l'Adige furent ensanglantés de nouveau; mais, après la victoire de Rivoli, Mantoue fut contrainte de capituler, livrant ainsi à la France l'Italie supérieure après dix mois de combats admirables contre toutes les forces de l'Autriche. 1797. 14 janvier. 2 février.

Le pape devait être la victime expiatoire des maux qu'on imputait au clergé. Le directoire écrivait à Bonaparte que la religion catholique était inconciliable avec la liberté et servait de prétexte aux ennemis de la France. Il lui enjoignait donc de marcher sur ce centre d'hostilités, de le détruire et de livrer au

(1) Lorsque, vers la mi-janvier 1797, Alvinzi menaçait la ligne de l'Adige, tous les officiers de Napoléon le pressaient de trancher la côte de Castagnaro, ce qui, en faisant sortir ce fleuve de son lit pour mêler ses eaux à celles du Tartaro et de la fosse d'Ostiglia, aurait inondé toute la contrée entre l'Adige, la mer et le Pô, au-dessous de Legnago. L'aile droite aurait été ainsi assurée et la ligne militaire raccourcie. Bonaparte s'y refusa à cause du dommage immense que le pays aurait éprouvé, tandis que les Anglais, sous les ordres de Sidney-Smith, ne se firent pas scrupule en Égypte de couper la digue du lac Mahadiéh, qui porta le ravage dans tout le pays et menaça Alexandrie; et que Rostopchin n'hésita pas à brûler Moscou.

1797. mépris ce gouverneur de prêtres, voulant que le pape et les cardinaux fussent réduits à chercher un asile hors de l'Italie. Bonaparte, né pour organiser, n'était point hostile aux idées religieuses; mais il se proposa de faire une incursion sur les États du pape pour se procurer de l'argent, avec lequel il marcherait ensuite sur Vienne. C'est en vain que le général Colli tenta de l'arrêter à la tête des Napolitains : Bonaparte dépouilla de ses 19 février. richesses le sanctuaire de Lorette; puis il reçut à Tolentino les envoyés du pontife, avec lesquels il conclut la paix moyennant cession à la France du comtat Venaissin, et à la république cispadane de Bologne, de Ferrare et de la Romagne; il exigea le payement de trente millions, le désaveu de l'assassinat commis sur la personne de Basseville avec une indemnité pour sa famille, et en outre un certain nombre de manuscrits et de tableaux.

Les Français pouvaient dire, à coup sûr, qu'ils en usaient généreusement avec les Italiens, leur faisant don de la liberté au prix de leur sang, et ne réclamant que des contributions (1).

Alors, par une marche des plus hardies, Bonaparte tourna l'Adige pour aller assaillir Vienne, ce que n'avaient pu faire Moreau et Jourdan. L'entreprise était d'une audace extrême si l'on considère qu'il laissait derrière lui un pays à peine conquis, et beaucoup d'ennemis; mais il avait foi en son génie et dans cette belle armée d'Italie à laquelle il ne voyait aucunes 16 mars. troupes à comparer. Vainqueur au Tagliamento, il passa le fleuve, et l'archiduc Charles fut contraint de se retirer la baïonnette dans les reins. Si Bonaparte avait tout à gagner par la célérité, il importait à son adversaire de traîner les opérations en longueur; le temps diminuait les forces de l'un, tandis qu'il augmentait celles de l'autre. La guerre d'Italie, qui d'abord n'était qu'un épisode, avait acquis désormais l'importance principale; c'était dans ces contrées, et non plus en Allemagne qu'il s'agissait de forcer l'empereur. Les Alpes noriques étaient au pouvoir de

(1) Napoléon perçut en contributions : de la Lombardie, 25 millions; de Mantoue, 800,000 fr.; des fiefs impériaux, 200,000 fr.; de Modène, 10 millions ; de Massa et Carrara, 600,000 fr.; de Parme et de Plaisance, 20 millions; du pape, 30 millions; des magasins anglais, 8 millions; de Venise, 6 millions. « J'ai envoyé en France au moins 50 millions pour le service de l'État. C'est la première fois, dans l'histoire moderne, qu'une armée fournit aux besoins de la patrie, au lieu de lui être à charge. » *Mémoires de Sainte-Hélène*.

Bonaparte; mais l'armée du Rhin ne paraissant pas pour seconder son mouvement, il proposa la paix à l'Autriche, et les préliminaires du traité furent signés à Léoben. 1797. 18 avril.

La France avait compris qu'il était impossible de rendre toute l'Europe démocratique : c'est cependant ce que les révolutionnaires prêchaient, et le gouvernement laissait faire pour sauver les apparences. Il en résultait un désaccord flagrant entre les proclamations des généraux et les traités faits par les ministres, entre le langage adressé directement aux peuples et celui qu'on tenait aux rois. On s'abusait réciproquement par des espérances et des promesses; on laissait la Lombardie planter des arbres de liberté, arborer des drapeaux et des cocardes tricolores, et cependant elle était destinée à être livrée à l'Autriche. Mais Bonaparte lui avait voué une affection particulière, comme à son ouvrage; il lui répugna de sacrifier son indépendance, et peut-être y voyait-il le premier degré de l'échelle qu'il commençait à gravir : il songea à chercher quelque autre compensation pour l'Autriche.

Il lui proposa la Bavière; mais à peine la Prusse en eut-elle connaissance que, redoutant extrêmement de voir cette puissance s'agrandir en Allemagne, elle dépêcha à Bonaparte Luchesini, qui combattit ce projet et lui dit en lui serrant la main : *Eh bien! je compte sur le vainqueur de l'Italie.* C'est alors que vint l'idée de sacrifier Venise.

Cette république était en butte à mille accusations, comme il arrive toujours à ceux qu'on veut dépouiller; et les intrigues naguère mises en usage contre la Pologne se renouvelèrent à son égard. Les nobles dont le nom ne figurait pas au livre d'or machinaient contre l'oligarchie; ceux de Bergame, de Brescia, de Crême, ayant noué des intelligences avec les Cisalpins, proclamèrent leur indépendance. Mais les montagnards se soulevèrent contre les novateurs; Salo repoussa les républicains, et ils furent massacrés à Vérone. Les Français accoururent donc à leur secours, tandis que Venise envoyait les Esclavons pour réprimer ces mouvements. Les insurgés l'emportèrent; Vérone fut châtiée avec rigueur, et la terre ferme fut perdue pour la capitale, au sein de laquelle se forma un parti démocratique. Fin de Venise.

Ainsi qu'il était d'usage dans les circonstances graves, on avait fait défense à tout navire étranger d'entrer dans la rade. 17 avril. Un bâtiment corsaire français, poursuivi par les Autrichiens, se réfugia sous le canon du Lido, où il fut foudroyé et pris par

1797. les Esclavons irrités. On fit grand bruit de cet incident; et Bonaparte répondit aux députés que la seigneurie lui avait envoyés pour s'excuser : *Je serai un autre Attila pour Venise : plus d'inquisiteurs d'État, plus de livre d'or, ces restes de la barbarie. Votre gouvernement est décrépit.* Et il lui déclara la guerre de sa propre autorité. Après avoir institué des municipalités sur la terre ferme, il s'avança contre Venise.

Venise, avec de la constance et de l'énergie, pouvait se soutenir, même après la perte du continent; mais ce n'était plus le temps de la ligue de Cambray! « Défendue par les lagunes, par de nombreux bâtiments armés, par une garnison de quinze mille Esclavons, elle pouvait recevoir de nouvelles troupes par l'Adriatique; elle avait en elle la force morale de ces familles souveraines qui devaient combattre pour leur existence politique. Qui pouvait apprécier combien de temps l'entreprise coûterait aux Français? Et, pour peu qu'elle durât, quel effet la résistance ne produirait-elle pas sur le reste de l'Italie (1)? »

Mais ses plus dangereux ennemis étaient à l'intérieur. Les conseils étaient sans énergie; bien des membres de la noblesse songeaient à déserter la cause de la patrie, pour obtenir des fonctions dans le nouveau gouvernement; et la seule plainte que fit entendre le doge Manin fut de dire : *Nous ne sommes pas même en sûreté dans notre lit pour cette nuit.* On envoya donc à Paris pour traiter à quelques conditions que ce fût, en semant l'or, dans l'espoir de les rendre moins dures. Le grand conseil renonça à l'aristocratie héréditaire, en reconnaissant le gouvernement du peuple; il demanda une garnison française, et donna six millions, vingt tableaux et cinq cents manuscrits. Mais des conspirations dont le chef était un nommé Villetard éclatèrent à l'intérieur; et le grand conseil, poussé par elles, décréta l'introduction immédiate des troupes françaises. Une

16 mai. municipalité nouvelle fut instituée, on ouvrit les horribles puits, les fameux plombs, et l'on y trouva *un* prisonnier. Bonaparte refusa de ratifier les conditions posées par le grand conseil, en alléguant sa déchéance; mais il maintint toutes les obligations stipulées. Il ordonna l'abolition de l'aristocratie et le châtiment des inquisiteurs d'État; il exigea trois millions en argent, trois en munitions navales, trois vaisseaux de ligne, deux frégates (2),

(1) *Mémoires de Sainte-Hélène.*

(2) En lisant la *Correspondance inédite* de Napoléon avec le directoire,

sans oublier la contribution obligée en tableaux et en manuscrits, il enleva les chevaux de Constantinople, les lions du Pirée, ainsi que deux cent mille sequins remis en dépôt par le duc de Modène. 1797.

Au milieu de tant de chutes, nous insisterions moins sur celle d'une république vermoulue si de glorieux souvenirs et les artifices mis en jeu pour la perdre n'appelaient l'intérêt sur son agonie. Il y en eut qui condamnèrent cette destruction par des motifs intéressés, tous blâmèrent la manière dont l'événement fut consommé. Les maisons des jacobins furent saccagées par les Esclavons; il y eut des mouvements et du sang versé chez les Dalmates, qui avaient en horreur le nom ainsi que les doctrines françaises et qui s'indignèrent des outrages faits à leurs troupes qui servaient en terre ferme.

Cette occupation violait les préliminaires de Léoben; mais l'Autriche, loin de s'en plaindre, songea à en profiter; elle occupa l'Istrie et la Dalmatie, dont elle exigea un serment de fidélité. Les habitants de ces provinces ne pouvaient s'y résigner, et versaient des larmes en remettant au général autrichien l'étendard de Saint-Marc. Les Vénitiens supplièrent Bonaparte de chasser les Autrichiens de cette partie de leur territoire; mais il l'entendait tout autrement, et songeait au marché projeté. Dissimulant toutefois, il fit préparer une expédition contre les îles du Levant, comme si son intention eût été de les rendre à leur patrie, à qui il venait de porter le coup mortel. La seule compensation que Venise obtint fut de voir planter dans ses murs l'arbre de la liberté, qui devait y vivre si peu.

Paix de Campo-Formio. 17 octobre.

La paix fut bientôt signée à Campo-Formio. Le directoire avait imposé à Bonaparte l'entier affranchissement de l'Italie; mais il n'en tint nul compte, et assigna à la république cisalpine, dont l'existence fut reconnue, l'Adige et Mantoue, à la France le Rhin, Mayence et les îles Ioniennes : il obligea l'empereur à

toute âme honnête frémit en voyant ces projets arrêtés d'iniquité, que l'on comprendrait à peine dans le feu de la guerre. Les Italiens y sont toujours traités comme l'engeance la plus misérable du monde : « Venise va en décadence depuis la découverte du cap de Bonne-Espérance et la naissance de Trieste et d'Ancône; elle peut difficilement survivre aux coups que nous venons de lui porter; population inepte, lâche et nullement faite pour la liberté. Sans terre, sans eaux, il paraît naturel qu'elle soit laissée à ceux à qui nous donnons le continent. Nous prendrons les vaisseaux, nous dépouillerons l'arsenal, nous enlèverons tous les canons, nous détruirons la banque; et nous garderons Corfou et Ancône. » 26 mai 1797.

1797. rendre la liberté à La Fayette; à donner le Brisgau en compensation au duc de Modène et un autre territoire en Allemagne au stathouder de Hollande; il abandonna à la maison d'Autriche Venise, si longuement convoitée, avec le Frioul, l'Istrie, la Dalmatie, les Bouches du Cattaro. Après tant de défaites, l'Autriche n'aurait pu espérer ni obtenir des conditions aussi avantageuses ni s'indemniser aussi largement de ses pertes accumulées sans le ministre Cobentzel, qui avait su caresser l'ambition de Bonaparte, qu'il pénétrait. En perdant les Pays-Bas, qui lui étaient plutôt à charge qu'avantageux, l'Autriche acquérait l'accès de la mer, et en se rapprochant de Constantinople elle se trouverait prête pour intervenir un jour dans le partage de l'empire ottoman. Quant à la république cisalpine, elle prévoyait bien que sa durée serait éphémère, et gardait l'espoir de recouvrer ce pays.

Les Parisiens, las de la guerre, montrèrent tant de joie de la conclusion de la paix que le directoire n'osa en témoigner son mécontentement à Bonaparte (1).

Il s'agissait donc de livrer à ses maîtres cette Venise qu'on avait poussée à une révolution sous prétexte de l'affranchir du joug. Serrurier vida les magasins, coula les bâtiments qu'il ne voulut pas emmener, enleva tout ce qui aurait pu servir à l'empereur pour se créer une marine, et brûla jusqu'au Bucentaure pour en détacher la dorure. Villetard, qui avait été l'instrument sincère peut-être de cette trahison, dut annoncer à la reine de l'Adriatique le sort qui lui était réservé, en promettant à tous ceux qui voudraient s'éloigner un asile et une patrie, soit en France, soit dans la république cisalpine. Les magistrats, à qui il offrit au nom de Bonaparte de prendre leur part des dépouilles de leur patrie, repoussèrent ses ouvertures; et il dut répondre au général français : « J'ai trouvé chez les municipaux « des cœurs trop élevés pour consentir à ce que vous m'avez « proposé. *Nous chercherons une terre libre*, m'ont-ils répondu, « *mais en préférant la liberté à l'infamie*. » Bonaparte répliqua par des insultes, disant que la république française ne voulait

(1) Bonaparte écrivait au directoire, après la paix de Campo-Formio : « Je crois avoir fait ce que chaque membre du directoire eût fait à ma place... Il ne me reste plus qu'à rentrer dans la foule, à reprendre le soc de Cincinnatus et à donner l'exemple du respect pour les magistrats et de l'aversion pour le régime militaire, qui a détruit tant de républiques et perdu plusieurs États. »

pas répandre son sang pour les autres peuples; que les Vénitiens étaient des discoureurs insensés, des lâches, qui ne savaient que fuir. Mais lorsqu'il leur dit en réponse à leurs plaintes : *Eh bien! défendez-vous,* une voix libre et fière s'écria : *Traître, rendez-nous ces armes que vous nous avez ravies!*

Le 19 janvier 1798, Venise vit entrer les Autrichiens, qui du moins, dans leur marché, n'avaient point parlé des droits du peuple, ni promis la liberté à ses habitants.

CHAPITRE VI.

APRÈS LA PAIX DE CAMPO-FORMIO. — EXPÉDITION D'ÉGYPTE.

Le monde longtemps encore aimera les victorieux. L'heureux succès des armes de Bonaparte en Italie donna au directoire des amis et des partisans nouveaux. Il renouvela avec l'Espagne l'ancien pacte de famille. La France se trouvait alors au comble de la gloire : maîtresse des Pyrénées au Rhin, de l'Océan au Pô, elle avait, pour se défendre, de vaillants généraux encore irréprochables; quinze mois de durée avaient consolidé le gouvernement; elle espérait réparer promptement les maux qu'elle avait eu à souffrir. Si des ambitions et des dissentiments éclataient parmi les directeurs, Larevellière savait les concilier. Esprit observateur, il sentit que le besoin d'union renaissait ainsi que le sentiment religieux; mais comme il crut y satisfaire en substituant à l'ancien culte la théophilanthropie et des réunions où l'on prêchait la morale; il ne parvint qu'à se rendre ridicule.

L'armée de Vendée avait terminé sa campagne victorieuse. Hoche, illustré par la pacification de ce pays, proposa de porter la guerre en Angleterre en soulevant l'Irlande. En effet, l'Angleterre se trouvait sans alliés depuis que l'Autriche était vaincue. Les ports de l'Italie et de l'Espagne lui étaient fermés, ses finances étaient appauvries; et comme les élections approchaient alors, on prévoyait qu'elles seraient contraires à Pitt. Elle voyait surtout avec jalousie que la France eût acquis les Pays-Bas, qui, indépendamment de contrées fertiles et industrieuses, la rendaient maîtresse de l'embouchure des fleuves les plus importants pour le commerce du Nord, de ports et de côtes situés en face de

1797. l'Angleterre et qui lui permettaient de dominer la Hollande. Pitt feignit donc d'accéder à des propositions de paix, mais en posant pour base du traité la restitution des Pays-Bas, bien certain qu'il ne l'obtiendrait pas. En effet, les négociations furent bientôt rompues. Les Français tentèrent un débarquement en Angleterre; mais la tempête dispersa leurs armements au grand détriment de leurs finances et de leur réputation. De son côté, l'Angleterre s'était jetée dans de telles dépenses qu'il en résulta pour sa banque une crise très-périlleuse. Elles s'en tira par une émission de billets de petite valeur; puis, craignant que la France, l'Espagne et la Hollande ne débarquassent en Irlande, où les catholiques opprimés épiaient toutes les occasions de secouer un joug détesté, elle fit de nouvelles ouvertures de paix.

En France cependant les élections pour le renouvellement des deux conseils avaient tourné contre le directoire; on désapprouvait la plupart de ses actes, et surtout la trahison dont Venise avait été victime. Les émigrés rentrés se donnaient beaucoup de mouvement, et la contre-révolution gagnait du terrain : mais les armées demeuraient républicaines, et Barras chargea Hoche de venir tenir les conseils en respect. Les clubs, qui s'étaient rouverts, en jetèrent les hauts cris; les royalistes préparèrent un coup de main. En vain les constitutionnels, parmi lesquels se distinguaient madame de Staël et Talleyrand, cherchaient à mettre la paix; des deux côtés on tremblait de voir renaître les tempêtes. La discorde était parmi les directeurs eux-mêmes à l'occasion des traités de paix. Mais Barras, le plus résolu d'entre eux, se décida à un coup d'État : il surprit les Tuileries, arrêta Pichegru, le directeur Barthélemy et un certain nombre de députés, au milieu des cris *A bas les aristocrates!* Carnot s'enfuit; beaucoup de citoyens furent déportés, et parmi eux les rédacteurs de quarante-deux journaux. Les élections des membres factieux furent annulées, et des pouvoirs considérables attribués au directoire. L'énergie déployée dans cette circonstance ôta à la multitude l'envie de se mêler de politique; les royalistes en restèrent déconcertés, et le rétablissement de plusieurs lois révolutionnaires prévint la guerre civile.

18 fructidor. 4 septembre.

Alors le directoire, redevenu fort, remit les patriotes en fonctions. Merlin et François de Neufchâteau furent appelés au directoire. Hoche étant mort à vingt-neuf ans, couvert d'une gloire sans tache, l'armée d'Allemagne, qui lui était destinée, fut

confiée à Augereau, qui s'était montré ardent patriote en Italie, et avait fait la journée du 18 fructidor. Le gouvernement éleva dès lors ses prétentions vis-à-vis de l'Autriche et de l'Angleterre; et le congrès qui s'ouvrit à Lille n'amena aucun résultat. Un autre se réunit pour la pacification de l'Europe à Rastadt, où la liberté se trouva en présence de la féodalité. Les États d'Allemagne s'y plaignirent de l'Autriche, qui les avait laissé dépouiller et avait livré Mayence pour s'agrandir elle-même.

La France avait à accomplir la tâche difficile d'organiser les républiques qu'elle avait créées. Bonaparte aimait comme son ouvrage la république cisalpine, qui comptait trois millions et demi d'habitants, avait, avec Mantoue, l'Adige et Pizzighettone pour défense, de grands éléments de prospérité. La Valteline, qui, sujette des Grisons, prétendait qu'ils n'observaient pas à son égard les conventions stipulées, porta ses plaintes à Bonaparte : celui-ci, acceptant le rôle d'arbitre, enjoignit aux Grisons de venir se justifier; et comme ils ne comparurent pas, il prononça la réunion de cette vallée à la république cisalpine (1). Bologne, Imola et Ferrare lui furent données aussi. Elle comprit ainsi vingt départements, et Campo-Formio consacra la reconnaissance de cette fille aînée de la république française. On célébra avec solennité dans le lazaret de Milan la fédération des peuples italiens, qui y envoyèrent leurs députés et leurs gardes nationales jurer la liberté et l'égalité sur l'autel de la patrie. Songe brillant, qui ne devait laisser après lui que de longs regrets!

Bonaparte aspirait à la gloire du législateur. Il avait créé un comité de dix membres chargés de préparer une constitution pour la république cisalpine; mais le directoire insista pour qu'on donnât à l'Italie la constitution française, et le général lui-même nomma pour la première fois les quatre directeurs. Il institua quatre congrégations, la première chargée de la constitution, la seconde de la jurisprudence, les deux autres des finances et de la guerre. Les conseils législatifs furent encore nommés réellement par lui. On compta cent soixante dans le conseil général, quatre-vingts dans le conseil des anciens. Ainsi on enlevait à un pays les libertés municipales dont il jouissait déjà pour lui donner la constitution d'un pays qui

(1) *Sentence fondée en droit et en équité,* dit M. Thiers; mais il semble qu'il résulte des faits une tout autre appréciation.

1797. n'en avait pas. On lui avait imposé un nom, un drapeau, une armée, avec l'espoir de voir finir le gouvernement militaire et d'en conserver les fruits. Il est vrai que les agioteurs faisaient des fortunes scandaleuses, que des brouillons jetaient la confusion dans les lois et dans la justice : cela n'empêchait pas beaucoup de personnes, même parmi les plus distinguées, de se laisser abuser naïvement à ces apparences de gouvernement libre, et de nourrir une confiance imperturbable en l'unité italienne. Nous ne saurions louer ni ne voudrions blâmer tout ce qui se fit dans le cours de ces trois années, parce que les Italiens qui y coopérèrent n'agissaient pas librement, poussés qu'ils étaient par des inspirations étrangères.

Bonaparte, qui déjà ne déguisait plus ses vues ambitieuses, affectait de protéger (1) les écrivains et les savants, tandis qu'il traitait avec hauteur les députés et les dignitaires. On pouvait voir dans l'hôtel de Montebello, qui déjà s'appelait son palais, les abeilles du manteau impérial apparaître sous l'écharpe républicaine. Il représentait aux Italiens les funestes conséquences de leurs divisions, le besoin d'acquérir le sentiment de leur propre dignité et de s'habituer au maniement des armes. En effet, les légions ne tardèrent pas à se remplir. Il projetait déjà la route du Simplon pour faciliter les communications de l'Italie avec la France. Puis, à son depart, laissant Berthier en Lombardie à la tête de trente mille hommes, il adressa cette proclamation aux habitants : « La liberté vous a été donnée sans « factions, sans massacres, sans révolutions ; sachez la con- « server ! Vous êtes appelés à de grandes choses, vous la ré- « publique la plus riche et la plus populeuse après la France.

(1) Il écrivait à Oriani, le 24 mai 1796 : « Les sciences qui honorent l'esprit, les arts qui embellissent la vie et transmettent les grandes actions à l'avenir doivent être en honneur dans les républiques. Tout homme distingué dans les lettres et dans les sciences est Français, en quelque lieu qu'il soit né. J'ai appris avec peine que les savants ne jouissent pas à Milan de la considération qu'ils méritent ; que, retirés dans leur cabinet et dans leur laboratoire, ils sont heureux quand les rois et les prêtres ne les tracassent pas. Aujourd'hui tout est changé : la pensée est libre; en Italie plus d'inquisition, plus d'intolérance, plus de discussions théologiques. J'invite les savants à se réunir, et à m'exposer les moyens de donner aux sciences et aux beaux-arts une nouvelle vie et un nouvel être. Ceux d'entre eux qui voudront aller en France y seront accueillis avec honneur : le peuple français fait plus de cas de l'acquisition d'un mathématicien, d'un peintre, d'un savant que de la plus riche cité. Citoyen Oriani, faites connaître aux savants de la Lombardie ces sentiments du peuple français. »

« Faites des lois sages et modérées; faites-les exécuter avec 1797.
« force et vigueur; favorisez la propagation des lumières; res-
« pectez la religion; composez vos légions de citoyens loyaux;
« ayez le sentiment de votre force et de votre dignité, tel qu'il
« convient à de hommes libres. Après tant d'années de tyrannie,
« vous n'auriez pu recouvrer par vous-mêmes la liberté; mais
« bientôt vous pourrez la défendre par vous-mêmes. Je vous
« quitte sous peu de jours. Un ordre de mon gouvernement ou
« un danger imminent de la république cisalpine me rappelleront
« seuls auprès de vous. Conservez, en attendant, la certitude
« que j'aurai toujours à cœur le bonheur et la gloire de votre
« république. »

Ces sentiments étaient loin de ressembler aux proclamations furibondes des républicains : en effet, Bonaparte sentait la nécessité de l'ordre. Dans le Piémont, qui, remué par les novateurs, avait vu éclater la guerre civile, il se montra bienveillant envers la cour, qui l'emporta grâce à son appui et qui sévit contre plusieurs des plus compromis.

Gênes se voyait maltraitée comme l'est toujours le faible au milieu des forts; les aristocrates et les démocrates continuaient à se combattre avec acharnement; les derniers étaient stimulés par les journaux et les émissaires de Milan, ainsi que par le commissaire français Faypoult; l'insurrection éclata dans la Polcevera, et elle fut sanglante. Cette guerre civile fut apaisée Mai.
par Bonaparte, qui, tout en se plaignant que des Français y eussent été tués et en malmenant l'aristocratie, modifia la constitution dans un sens qui n'avait rien de trop populaire. L'ancien sénat fut aboli; les deux conseils législatifs continuèrent de subsister, avec un sénat exécutif présidé par un doge. La religion catholique, la banque de Saint-George, la dette publique furent garanties, les priviléges supprimés; enfin, des hommes modérés et appartenant aux différentes classes étaient appelés aux emplois. Mais le peuple, qui ne connaît pas de mesure, se laissa aller à sa fièvre ordinaire d'imitation : il brûla le livre d'or, abattit la statue d'André Doria, « le premier des oligarques, » consacra à la régénération ligurienne la maison du droguiste Morando, où étaient nées les réunions républicaines; et le territoire exigu de la république fut divisé en quatorze départements.

Les divers agents du directoire avaient pour instructions de se montrer modérés, de ne point fomenter les insurrections, ni

1797. de faire naître trop d'espérances. Mais les passions, une fois excitées, ne se gouvernent pas aisément; et d'ailleurs l'exemple parlait assez haut; l'armée était remplie d'ardeur républicaine, et partout la demeure du diplomate français était un foyer de soulèvements.

Rome, indépendamment de l'humiliation qu'elle avait subie, recevait des provinces qu'elle avait perdues des regrets et des instigations. Le pape avait été contraint d'agir comme les révolutionnaires, de s'emparer des ornements des églises, de taxer les ecclésiastiques, de vendre un cinquième des biens de mainmorte, de faire trêve aux cérémonies et aux pompes du culte catholique. Ces actes faisaient murmurer ses sujets, déjà scandalisés de richesses acquises par son neveu Braschi. Les jansénistes reprenaient crédit et élevaient la voix; on parlait de vieilleries sacerdotales, de royaume des cieux détaché de celui de la terre, de réforme, de sécularisation. La création d'un papier-monnaie porta le mécontentement au comble, et le moment parut venu d'enlever aux prêtres le gouvernement. Les artistes français qui étudiaient à Rome jetaient de l'huile sur le feu, et 28 octobre. ils tentèrent un soulèvement; le général Duphot fut tué dans la mêlée. Cet accident fut traité d'assassinat et de violation du droit des gens. Joseph Bonaparte, alors ambassadeur à Rome, demanda ses passe-ports, et se retira; puis le directoire envoya l'ordre à l'armée, qui ne demandait pas mieux, de marcher, sous les ordres de Berthier, contre la nouvelle Babylone. Ce général 1798. Février. s'avança sans rencontrer de résistance, disant aux soldats qu'ils allaient châtier le gouvernement, qui seul était coupable, sans porter préjudice au peuple ni blesser ses habitudes religieuses dans cette Rome que protégeait le prestige des souvenirs et non la force des armes. Le château Saint-Ange se rendit au général français, à la condition que le culte, les établissements publics, les personnes et les propriétés seraient respectés.

A peine le peuple eut-il vu les drapeaux tricolores arborés qu'il se proclama libre; Berthier s'établit sur le Quirinal, l'arbre de la liberté s'éleva en face du Capitole; les noms de Brutus et de Scipion se trouvèrent sur toutes les lèvres: le pape, retiré dans le Vatican, refusa d'abdiquer la souveraineté temporelle, attendu qu'il n'en était que le dépositaire. On le fit en conséquence partir pour la Toscane. Les palais de l'État et ceux des cardinaux étrangers furent dépouillés ainsi que les églises. On supprima la Propagande, « comme une institution inutile. » Sa

riche bibliothèque fut mise au pillage, et ses archives eurent à peu près le même sort. Les propriétés privées ne furent pas non plus respectées, et d'énormes contributions furent imposées aux riches. Masséna, qui succéda à Berthier, commit et laissa commettre une foule d'exactions. Les plaintes des troupes, qui n'étaient pas payées, le firent remplacer. 1798.

Vienne et Naples réclamèrent contre cette occupation; les Transtévérins et les campagnes se soulevèrent, le sang coula; puis, l'insurrection calmée, on donna au pays la constitution ordinaire. Chose remarquable! dans le centre du catholicisme, il n'y était pas dit un mot de la religion. Selon l'usage, il fallut prêter serment de haine à la monarchie; Pie VI déclara, par une encyclique, qu'on ne doit haïr aucun gouvernement, que l'on peut toutefois jurer d'obéir à la république et de ne rien tramer contre elle. Ces paroles conciliantes déplurent aux exaltés, qui célébrèrent sur la place du Vatican la fête de la Fédération.

En Hollande, les orangistes regrettaient le stathouder, comme les fédéralistes les anciennes administrations provinciales; les jacobins voulaient l'unité et la démocratie pure; les modérés, une constitution unitaire, mais tempérée, et ils avaient le directoire pour eux. Mais quand les fédéralistes eurent été écartés 22 janvier. pour donner une constitution unitaire au pays, les démocrates, qui prétendaient l'emporter à l'exclusion de tout autre parti, acquirent une grande force : cependant le général Daendels, le chef des modérés, parvint à les abattre, et les chassa du corps législatif à l'aide des baïonnettes.

La Suisse était une confédération vicieuse et remplie de féodalité. Les citoyens y jouissaient de différents degrés de liberté, selon leur classe, et une grande partie de la population était humiliée dans l'intérêt des privilégiés; certains pays dépendaient des autres comme de souverains (1), et la plupart des campagnes relevaient des villes. Le monopole y était de plus en plus restreint par les priviléges des corporations d'arts et métiers. Plus d'un gouvernement avait été converti en oligarchie, comme à Berne, où les magistrats n'étaient choisis que parmi les familles inscrites dans un livre d'or. Partout la justice s'exerçait avec rigueur et d'une manière toute vénale. Les supplices et les persécutions se reproduisaient fréquemment, tandis

(1) Voy. tome XVII.

1798. que l'avidité pour l'argent et pour les décorations étrangères multipliait la corruption, et qu'un ignoble trafic continuait d'enrôler des mercenaires au service des rois.

Il n'existait aucun accord entre les cantons confédérés ou alliés. Ils recouraient, dans leurs querelles intestines, à des voisins puissants, et les traités qui les liaient, l'un avec le Piémont, un autre avec l'Autriche, un troisième avec la France, exposaient les Suisses à se rencontrer dans les rangs d'armées ennemies et à verser le sang de leurs compatriotes.

Les vieilles haines allaient donc toujours croissant, et nous avons déjà vu les agitations intérieures commencer avant l'arrivée des Français. La révolution vint activer toutes ces discordes ; il y eut des mouvements à Bâle, à Zurich, à Genève ; l'esprit démocratique se répandait dans tous les cantons où l'on parlait français.

Berne tenait pour le parti contraire, et laissait le champ libre aux émigrés français qu'elle avait accueillis. Le pays de Vaud, que le duc de Savoie avait cédé en 1565, sous la garantie de la France, porta ses plaintes au directoire, en lui représentant la tyrannie dont il avait à souffrir. La France, qui désirait introduire aussi dans les montagnes de l'Helvétie la république une et démocratique, prit les Vaudois sous sa protection, et envoya le général Ménard camper près de Genève, et Schauenbourg dans les environs de Bâle.

Aussitôt les Vaudois se soulevèrent : ils chassèrent leurs baillis, plantèrent l'arbre de la liberté, et proclamèrent la république du Léman ; la France occupa leur territoire, et en garantit l'indépendance. Ochs, qui avait fomenté cette insurrection, rédigea une constitution sur le modèle de la constitution française, et elle fut répandue au loin dans les montagnes.

Les campagnes demandaient partout à jouir de droits égaux à ceux de la ville ; il en était de même dans les autres. Pour opposer une digue à ces prétentions, le gouvernement de Berne convoqua la diète générale à Aarau, et réunit des troupes. Il fit répandre parmi les cantons allemands le bruit que la Suisse française méditait de se détacher de la confédération et de substituer l'athéisme à la foi : il excita le fanatisme des montagnards de l'Oberland ; mais le peuple se souleva dans Aarau même, et la France prit les insurgés sous sa protection.

Les affranchissements volontaires ou forcés se multiplièrent. Berne ayant maltraité un envoyé diplomatique, la France lui

déclara la guerre ; et ces républicains qui combattaient pour 1798.
les rois furent vaincus bientôt par des républicains régicides, qui entrèrent tout souillés de sang dans Berne, d'où s'échappa avec peine l'avocat Steiger, le chef de cette aristocratie. C'est ainsi que les républiques était renversées au nom de la liberté, et il en coûtait à Berne quarante-deux millions.

Le reste de la Suisse était en proie à une vive agitation. Le général Brune avait été chargé d'organiser la république du Rhône; mais les Suisses semblaient pencher, la majorité du moins, vers une seule république. Beaucoup cependant y répugnaient, surtout dans les cantons montagnards, où se répandait le bruit que la France voulait les réunir, pour les enrôler dans ses guerres avec l'Angleterre. Ils s'opposèrent donc à l'unité projetée, et Schauenbourg fut obligé de les réduire par la force. Il en fut de même dans le haut Valais. Au mois de mai 1798, le gouvernement helvétique, composé d'un directeur et de deux conseils comme en France, se réunit à Aarau. Mais là ainsi qu'en France et partout, un parti une fois abattu, il fallait abattre celui qui lui avait succédé. La France s'empara de toutes les caisses, et déclara nuls les lois et les décrets du gouvernement en ce qu'ils auraient de contraire aux volontés de la France. Les libéraux eux-mêmes furent blessés d'un tel acte,
et l'indignation devint universelle. Pourtant le mécontentement 9 août.
s'apaisa : les deux républiques firent alliance; Genève fut réunie à la France, et les bailliages italiens, qu'il avait été question de rattacher à la république cisalpine, constituèrent un nouveau canton helvétique.

Le retour de Bonaparte en France fut un continuel triomphe. 1797.
Il se retira à Paris dans une habitation modeste; mais on lui 9 décembre.
décerna des honneurs inusités. Le directoire fit présent à l'armée d'Italie d'un drapeau sur lequel on lisait en lettres d'or : « L'armée d'Italie a fait 150,000 prisonniers, pris 170 drapeaux, « 555 pièces de siége, 600 de campagne, 5 équipages de pont, « 9 vaisseaux, 12 frégates, 12 corvettes, 18 galères. Armistice « avec les rois de Sardaigne et de Naples, avec le pape, avec « les ducs de Parme et de Modène. Préliminaires de Léoben. « Convention de Montebello avec la république de Gênes. Paix « de Tolentino et de Campo-Formio. La liberté donnée aux « peuples de Bologne, Ferrare, Modène, Massa, Carrare, de la « Romagne, de la Lombardie, de Brescia, Bergame, Mantoue, « Crémone, partie du Véronais, Chiavenna, Bormio, la Val-

1798. « teline; aux peuples de Gênes, aux fiefs impériaux, aux dé-
« partements de Corcyre, de la mer Égée et d'Ithaque. Les
« chefs-d'œuvre de Michel-Ange, de Raphaël, de Léonard de
« Vinci expédiés à Paris. — Ayant triomphé dans dix-huit ba-
« tailles rangées : Montenotte, Millesimo, Mondovi, Lodi, Bor-
« ghetto, Lonato, Castiglione, Roveredo, Bassano, San-Giorgio,
« Fontana Viva, Caldiero, Arcole, Rivoli, la Favorite, le Ta-
« gliamento, Tarviso, Neumarket. — Livré soixante-sept com-
« bats. »

Bonaparte se voyait fêté à l'envi. Cette simplicité le grandit encore. La rue où il demeurait s'appela bientôt la rue *de la Victoire;* les journaux racontaient ses démarches, ses paroles, comme on le fait pour les rois. Il affectait les dehors les plus simples, et s'il se montrait dans les théâtres et les salons, c'était pour complaire à Joséphine, sa femme, veuve du comte de Beauharnais, pour laquelle il avait beaucoup d'amour et de reconnaissance. Nommé membre de l'Institut, il s'y rendait en costume de savant. Il recherchait l'entretien des hommes les plus distingués, ayant toujours soin de diriger la conversation sur les matières dont chacun d'eux s'occupait particulièrement : le peuple commença dès lors à le considérer comme son maître : on s'étonnait qu'au milieu de tant de gloire il eût si peu d'ambition. C'est qu'en effet il n'avait point cette ambition étroite qui se complaît dans de petites intrigues, et ses regards portaient trop haut pour que le vulgaire pût le comprendre.

Le directoire lui confia le commandement de l'armée destinée à opérer contre l'Angleterre; mais un débarquement qui ne pouvait avoir pour but que de ravager le pays et d'irriter les populations lui souriait peu : il se sentait plutôt attiré vers « l'Orient, berceau de toutes les grandes choses. »

La possession de l'Égypte, cette route de l'Inde, semblait indispensable pour faire de la Méditerranée un lac français. Après s'être emparé de la marine de Venise et de son matériel naval, Bonaparte avait envoyé l'amiral Brueys dans le Levant y prendre possession des îles vénitiennes, dont il connaissait l'importance pour dominer dans ces parages, et s'assurer la route directe vers l'Orient, si l'ennemi venait à occuper le cap de Bonne-Esperance. Cette idée, dont il était travaillé, lui faisait alors désirer vivement une expédition de ce côté : ce qu'elle avait d'inattendu et de romanesque était pour lui un attrait de plus.

Le directoire hésitait à exposer aux hasards d'une bataille

navale quarante mille hommes et le général qui inspirait le plus de confiance aux soldats et le plus de terreur à l'ennemi; mais le vainqueur de l'Italie insista. Il obtint trois millions du trésor de Berne, et fit ses préparatifs en secret. Les généraux Desaix et Kléber voulurent le suivre, ainsi que d'autres déjà illustrés sous ses ordres. Aux munitions de guerre il ajouta une imprimerie orientale, enlevée à la Propagande de Rome; il recruta des savants et des dessinateurs; puis il s'embarqua, emmenant avec lui l'élite des braves. La nation inquiète se demandait de quel côté il allait se diriger, et le mystère grandissait encore le jeune héros. L'Angleterre, effrayée, chargea Nelson de surveiller sa marche, en même temps qu'elle tint tous les potentats en haleine par l'effroi de la propagande républicaine. 1798.

Bonaparte partit de Toulon, avec les vieilles troupes d'Italie, le 19 mai 1798. L'escadre, commandée par l'amiral Brueys, comprenait quinze vaisseaux de ligne, dont deux vénitiens de 64 canons; quatorze frégates, dont six vénitiennes; soixante-douze bâtiments plus petits et quatre cents de transport; en tout cinq cents voiles, quarante mille soldats et dix mille marins.

L'ordre de Malte avait passé le siècle précédent dans l'obscurité, au milieu de petites discordes intérieures et de conjurations avortées; sa mission était finie. Les riches commanderies qu'il possédait dans tous les royaumes de l'Europe étaient le partage de chevaliers oisifs et débauchés, recrutés parmi les cadets des grandes familles. Sa marine, qui aurait dû être l'effroi des Barbaresques dans la Méditerranée, consistait à peine en quelques galères qui ne servaient qu'à des courses d'agrément, tandis que les Algériens s'en venaient audacieusement ravager les côtes de l'Italie.

Cet ordre devait donc périr, et il était facile de prévoir que l'Angleterre saisirait la première occasion pour mettre la main sur l'île. Bonaparte voulut la prévenir. Il débarqua à l'improviste, et après une faible résistance le grand maître de Hompesch capitula, sous la promesse d'une principauté en Allemagne ou d'une pension viagère de trois cent mille francs.

Après avoir mis garnison dans l'île, Bonaparte continua heu- 1er juillet.
reusement sa route sans rencontrer Nelson, qui le poursuivait à toutes voiles et toucha près d'Alexandrie. Il débarqua avec beaucoup de difficulté, et s'avança, avec sa seule infanterie, contre la ville des Ptolémées, proclamant qu'il venait la délivrer du

1798. joug des mameluks. Il y trouva peu d'obtacles, et s'en rendit maître.

Les Cophtes, race primitive, étaient plongés dans la servitude et dans l'avilissement. Les Arabes conservaient encore l'apparence de conquérants; mais leurs conditions étaient diverses. Quelques-uns, comme les scheiks, représentants officiels de la nation, avaient de l'instruction; d'autres, en grand nombre, étaient petits propriétaires; le reste ne possédait rien en propre, et cultivait les terres sous le nom de fellahs; les Bédouins erraient dans le désert, adonnés au trafic et au brigandage.

Mais une conquête postérieure avait soumis les Arabes aux Turcs, enrôlés pour la plupart dans le corps des janissaires. Un pacha, envoyé de Constantinople, était chargé de gouverner l'Égypte. Afin d'empêcher ce pacha de se rendre indépendant de la Porte dans un pays éloigné et d'une aussi grande importance, Sélim avait placé près de lui les mameluks, milice recrutée parmi les plus beaux esclaves circassiens, qui, élevés sans parents ni patrie, n'avaient d'autre sentiment que celui de leur force. Ils obéissaient à vingt-quatre beys, dont chacun en avait cinq ou six cents sous ses ordres, et chaque soldat avait deux fellahs pour le servir Les mameluks étaient entretenus par les beys, du produit des terres et des différentes taxes dont les Cophtes, agents, scribes, espions des maîtres de leurs maîtres, étaient les percepteurs. Il n'existait entre les beys d'autre distinction que la force, dont ils usaient les uns contre les autres. Las d'obéir au pacha, ils se l'asservirent, s'en firent un instrument, et allèrent jusquà lui refuser le *miri*, impôt foncier qui représentait le droit de conquête de la Porte.

C'était donc une féodalité composée d'indigènes, esclaves d'un peuple vainqueur des premiers habitants, et d'une milice victorieuse à son tour des uns et des autres, en état de révolte contre le souverain.

Bonaparte reconnut que le point important était d'abattre les mameluks, hostiles envers les Français, tout en montrant de la déférence pour la Porte, ancienne alliée de la France; de caresser les scheiks, en leur offrant l'espoir de relever le nom arabe; d'inspirer la confiance en respectant les biens, les personnes, les femmes, la religion, ménagements inconnus aux conquérants antérieurs.

Une ploclamation, en style orientale annonça que la France voulait réprimer les pirateries des beys; que les Français avaient

pour Mahomet et pour le Koran plus de respect que les mameluks : *Nous sommes tous de vrais musulmans*, disait-elle; *car nous avons détruit le pape, qui prêchait la guerre aux musulmans; nous avons détruit les chevaliers de Malte, qui croyaient que Dieu commandait de combattre les musulmans* (1). 1798.

Bonaparte ne changea rien à Alexandrie, où il institua seulement une municipalité et des receveurs pour le recouvrement des impôts. Après avoir mis la place en état de défense, il se dirigea vers le Caire. Les vainqueurs de l'Italie, en se voyant au milieu des sables mouvants d'un désert sans bornes, sous un ciel brûlant, sans eau pour étancher leur soif, avaient à peine assez de confiance dans leur jeune général pour endurer ces fatigues inaccoutumées. Mourad-Bey avait rassemblé les mameluks en avant de l'immense cité; mais, malgré leur intrépidité à attaquer, ils ne purent résister au feu régulier de ces vétérans, animés par la présence et les discours d'un général en qui ils avaient foi : *Du haut de ces pyramides, quarante siècles vous contemplent*, leur avait-il dit; et leur vaillance ne se démentit pas. Les mameluks défaits furent réduits à brûler ce qu'ils avaient de plus précieux. Il en resta cependant encore assez pour satisfaire leurs vainqueurs, qui trouvèrent au Caire du repos, de l'abondance et des plaisirs, des coursiers arabes et des chameaux pour remonter leurs cavaliers. On les vit assister aux cérémonies musulmanes; et Bonaparte, récitant les prières, édifiait le peuple par sa dévotion.

22 juillet. Bataille des Pyramides.

Il fonda l'Institut d'Égypte, composé des savants qui l'avaient accompagné en Orient et qui fut chargé, sous la présidence de Monge, de pénétrer les mystères de cette contrée, d'en donner la description, de proposer ce qui pourrait contribuer à sa prospérité. L'ingénieur Peyre, le général Andréossi, Lefèvre, Malus explorèrent les lacs et les canaux; Arnolet et Champy, les minéraux des rivages du golfe Arabique; Delile, les plantes du Delta; Savigny, les insectes du désert; Regnault analysa l'eau du Nil; Berthollet, l'air du Caire; Costaz, les sables du désert; Nouet et Méchain déterminèrent les latitudes; Denon dessina les monuments de la haute Égypte. On découvrit la pierre de Rosette, les zodiaques de Denderah et d'Esneh, qui fournirent longtemps matière aux discussions savantes et philosophiques.

(1) Tome II, page 265.

1798. Restait la haute Égypte à conquérir; mais la fortune sembla abandonner un instant celui qui se reposait tant sur elle. La flotte, qui pouvait entrer dans le port d'Alexandrie, avait jeté l'ancre dans la rade d'Aboukir, où elle s'était presque échouée. Bataille d'Aboukir. 1er août. Elle y fut poursuivie par Nelson, qui l'attaqua; Brueys y fut tué, *l'Orient* brûlé, et la flotte détruite. Ce désastre irréparable laissa l'armée d'Égypte sans communications, sans appui, sans espoir d'imposer à la Porte, qui, sous la pression de l'Angleterre, déclara la guerre à la France, et s'arma pour reconquérir l'Égypte.

Nelson fut accueilli en triomple à Naples avec sa flotte, en dépit des traités. On crut Bonaparte perdu sans retour, et l'espérance de vaincre vint raviver les haines implacables des princes de l'Italie et de l'Europe entière.

CHAPITRE VII.

DÉSASTRES. — CHUTE DU DIRECTOIRE.

Catherine II, qui depuis trente-quatre ans régnait despotiquement sur le Nord, avait terminé ses jours. 1796. 6 novembre Paul Pétrowitch, son successeur, voulut que les funérailles de sa mère fussent une expiation offerte à la mémoire de Pierre III : il fit tirer ce malheureux prince du tombeau, l'associa aux honneurs funèbres rendus à l'impératrice, et le déposa près d'elle, *réunissant après leur mort ceux qui avaient été séparés vivants;* Orloff, l'un des meurtriers de Pierre, dut assister à la translation de ses restes. La contrainte où il avait vécu sous sa mère, dont il n'était pas aimé, avait rendu Paul d'autant plus jaloux de l'exercice d'un pouvoir sans bornes: aussi le poussa-t-il jusqu'à l'extravagance. L'omission des moindres formalités était un délit qu'il châtiait avec sévérité; il défendit les chapeaux ronds et les pantalons; le mot *magasin* disparut sur les boutiques, pour être exclusivement réservé aux approvisionnements impériaux. Le peuple n'ayant pas besoin d'avertissements, selon lui, il prohiba les *Avertissements au peuple*, par Tissot. Puérilités qui ne seraient que ridicules si elle n'avaient pas eu pour cortége le bourreau, le knout et la Sibérie.

Fort indisposé contre la France, son gouvernement et ses écrivains, il accueillit les émigrés, leur accorda des secours et des pensions; mais il leur ordonna d'aller deux à deux à la messe, de communier à Pâques; et les prêtres ne durent leur accorder l'absolution que lorsqu'ils les trouveraient en état de grâce. Il ne songea pas toutefois à châtier et à disgracier ceux qui avaient pu lui déplaire, et il aimait à récompenser. Il s'occupa de procurer l'abondance à la capitale, et cassa l'ukase qui ordonnait la levée d'un homme sur cent. Il rendit la liberté à quatorze mille Polonais relégués par Catherine dans les provinces d'Asie, restitua à l'ordre de Malte ses biens séquestrés, améliora l'armée, et supprima différents abus, comme celui qui astreignait les soldats au service domestique des officiers.

Paul suspendit l'exécution du traité par lequel Catherine s'obligeait à fournir soixante mille hommes à l'Autriche, et, pendant les négociations de cette puissance avec la France, il voulut garder une position neutre. Mais l'Angleterre et la cour de Vienne parvinrent à le faire renoncer à cette neutralité. Élu protecteur de l'ordre de Malte, il voulut se faire le chef de la noblesse européenne, menacée dans son existence; il prit à sa solde le corps des émigrés de Condé, et se mit en tête de rétablir en Europe l'ancien ordre de choses. Mais l'Empire avait trop souffert; et si ceux-là qui avaient été dépouillés désiraient la guerre, elle était redoutée des autres, à qui l'Autriche n'inspirait plus de confiance. Cette puissance était vivement tentée de recommencer la grande lutte : elle espérait toutefois dans les négociations de Rastadt; mais en même temps elle sondait les autres cours. Bien que Berlin fût le centre des intrigues diplomatiques, la Prusse conservait les plus grands ménagements, tout occupée d'empêcher la contagion révolutionnaire de passer de la Hollande et de la France au sein de ses États.

Les Français avaient fait dans les pays conquis force promesses que les faits avaient été loin de réaliser; et les idées de liberté et d'égalité qu'ils y avaient proclamées, entendues par les populations dans leur sens le plus matériel, y rendaient le gouvernement difficile. Le désordre était grand en Italie, où tous se croyaient le droit de commander et où personne ne voulait accepter l'obéissance comme un devoir. Les peuples étaient mécontents des administrations municipales, et celles-ci des armées et des ambassadeurs de la France. Les rois avaient repris courage en voyant que les républiques, en fait

de finances, n'étaient ni plus habiles ni plus probes qu'eux-mêmes; les républicains cherchaient néanmoins à soulever les pays encore asservis.

Dans la république cisalpine, le commandement militaire était passé à Brune après le départ de Berthier; et l'armée secondait les exagérations des jacobins, qui dominaient dans les conseils ainsi que dans les légions lombardes, commandées par Lahoz. La France avait fait alliance avec la république cisalpine le 29 mars 1799, en s'obligeant à y entretenir un corps de troupes pour sa défense, moyennant un subside annuel de dix-huit millions. Si quelques objections étaient faites contre ces exigences, on répondait que la France avait créé cette république, qu'elle pouvait la détruire et qu'on ne donnait pas la liberté aux gens pour leurs beaux yeux.

Les officiers s'y conduisaient avec insolence, comme en pays conquis, y faisant des réquisitions, et le taxant sans en déduire de motifs. Des traités honteux étaient conclus avec les commissaires des guerres; l'état-major recevait de la société des munitionnaires une rétribution de quatre pour cent; on faisait figurer sur les cadres le double des soldats effectifs, et l'État avait à payer ces malversations. La division en départements multipliait les fonctionnaires et les dépenses; le nombre des représentants de la république était énorme et la cupidité des déprédateurs insatiable. Les Cisalpins, chez qui avait grandi l'amour de l'indépendance, se récriaient contre les torts de la république française, et repoussaient une alliance onéreuse. La France résolut alors de restreindre aristocratiquement la constitution du pays, comptant pour cela sur le concours des ambitieux et des esprits aigris.

Le directeur Barras touchait sa part dans les concussions des commissaires des guerres, il accueillait et encourageait tous les exaltés; mais ses collègues étaient d'honnêtes gens. Larevellière fit décider qu'un ambassadeur français irait résider à Milan, et travaillerait à modifier la constitution. Le choix tomba sur Trouvé, jeune homme plein d'esprit et d'ardeur. Mais les patriotes, s'apercevant que la réduction des emplois entraînerait leur exclusion, jetèrent les hauts cris, et s'appuyèrent sur les officiers pour contrecarrer l'ambassade, autour de laquelle se pressaient les modérés. Cependant Trouvé en vint à ses fins
30 août. en déployant toute l'autorité dont il était revêtu. Il donna une nouvelle constitution, qui réduisit le nombre des représentants

de deux cent quarante à cent vingt, en désignant les membres à conserver; et il régularisa l'impôt. 1798.

Peu après, Fouché, ancien jacobin et complice de Barras, étant arrivé comme ambassadeur, bouleversa tout de nouveau, en laissant faire Brune et les baïonnettes. Le Directoire ne tarda pas à le rappeler; et Joubert, qui le remplaça, rétablit l'organisation de Trouvé. Ces changements continuels prouvaient l'asservissement du pays; aussi se forma-t-il un parti qui voulait l'affranchissement, mais sans intervention étrangère. Il se concerta au sujet de l'indépendance avec Pino, Lahoz, Teullié, Birague, et prit le nom de *Société* des Rayons : Bologne en fut le centre.

La constitution de Rome fut mieux entendue : les conseils, le sénat, les tribuns exerçaient sur les imaginations toute la puissance des souvenirs. Le peuple ne savait pas cependant s'y façonner; les employés voulaient avoir leurs vacances comme jadis; on aimait les places, mais non les obligations qui y sont attachées; la bonne administration des finances mettait obstacle aux déprédations; le militaire était refréné par une commission dont l'autorité déplaisait aux états-majors.

Les mécontents trouvaient un appui dans le Directoire lui-même, dans Lucien Bonaparte surtout, qui voulait rendre son frère nécessaire; et il en résultait des dissensions intérieures prêtes à éclater aux premiers désastres.

On voyait en effet les armements se poursuivre au dehors, et la diplomatie anglaise parvenait avec une habileté merveilleuse à former la coalition la plus extravagante entre l'Angleterre, la Russie et Naples. Ferdinand, roi des Deux-Siciles, ruinait depuis quatre ans ses États, en tenant sur pied une armée inutile de soixante mille hommes; il multipliait pour y faire face les expédients les plus onéreux, émettant du papier-monnaie à profusion, enlevant hommes et chevaux à l'agriculture, pour les faire périr de fatigue et d'épidémie. Il se récriait contre l'occupation de Malte et contre celle de Rome, où il prétendait rétablir à lui seul les choses dans leur premier état. Le marquis de Gallo, ayant vu une longue liste de ceux qu'il voulait proscrire, lui dit : *Envoyez-les faire un voyage en France, et s'ils sont jacobins, ils reviendront royalistes.* Mais Ferdinand était poussé par Nelson, que retenaient à Naples les séductions de lady Hamilton. Après avoir trafiqué de ses charmes en Angleterre et servi de modèle aux artistes, Emma Leona était deve-

1798. nue la femme de l'ambassadeur Hamilton, qui se déshonorait par la plus abjecte complaisance. Ferdinand pressait le Piémont et la Toscane de s'unir à lui contre la France ; le prince Belmonte Pignatelli, son général, écrivant à Priocca, ministre du roi de Sardaigne, lui demandait pourquoi son maître tardait à s'affranchir de traités que la force lui avait imposés, et il ajoutait : « Est-ce donc un assassinat que d'exterminer ses « tyrans ? Les Français s'en vont sans défiance et disséminés « dans le pays. Excitez contre eux la fureur du peuple ; que « tout Piémontais ait à cœur de frapper un ennemi de la patrie. « Ces meurtres partiels vaudront mieux que des batailles ga- « gnées ; et la postérité n'appellera pas assassinats les actes « vigoureux d'un peuple qui, pour recouvrer sa liberté, foule « aux pieds les cadavres de ses oppresseurs. »

Cette lettre (si pourtant elle ne fut pas supposée) fut interceptée par les Français et publiée ; le directoire s'en fit un prétexte pour mettre garnison dans la citadelle de Turin. De leur côté, les patriotes multipliaient leurs efforts pour soulever

Novembre. le pays. L'Autriche devait mettre en marche soixante mille hommes, que les Russes suivraient de près ; Naples en promettait quarante mille, et les Anglais se chargeaient de fournir de l'argent, des armes en même temps qu'ils infesteraient les côtes avec leur flotte. Naples leva en toute hâte huit hommes sur mille, et réunit ainsi soixante-quinze mille soldats ; mais il lui fallut en confier le commandement à un étranger, le général Mack. Il divisa ses forces en trois corps : l'un destiné à couper la retraite de l'ennemi par Ancône, vers la Cisalpine ; l'autre, à protéger la Toscane, où les flottes anglaise et portugaise devaient occuper Livourne ; le troisième, à assurer le triomphe de Ferdinand dans Rome. L'armée française de Rome avait à sa tête Championnet ; mais elle se trouvait disséminée pour assurer sa subsistance. Les Napolitains pouvaient donc la surprendre dans ses positions, et faire sortir ainsi l'Autriche de son hésitation. En effet, si Mack était venu par une marche rapide se poster entre Rome et Trani, il aurait séparé l'aile droite des Français de leur aile gauche, et, venant à bout d'eux séparément, il aurait soumis la moitié de l'Italie. Au lieu d'opérer ainsi, il divisa ses corps en colonnes d'après l'ancienne méthode, et entra dans Rome. Le roi Ferdinand, dans la joie d'un triomphe pour lequel il n'avait rien fait, se hâta de rap-

29 novembre. peler le pape ; mais les soldats et la populace commirent de

déplorables excès. La ville fut livrée au pillage ; ils jetèrent les juifs dans le Tibre, dévastèrent les chambres du Vatican, et firent main basse sur ce qui avait pu échapper de précieux à la rapacité du directoire. 1798.

Pignatelli disait dans une proclamation. « Les Napolitains « ont sonné les premiers l'heure fatale des Français, et, « du haut du Capitole, ils annoncent à l'Europe que les rois « se sont réveillés. Levez-vous, Piémontais ! brisez vos chaînes, « écrasez vos oppresseurs. » En même temps on déclarait à la garnison du château Saint-Ange que chaque coup de canon qu'elle tirerait ferait livrer à la fureur du peuple un des Français blessés.

Championnet se retira en concentrant ses forces ; mais il revint bientôt victorieux : il rentra dans Rome, d'où Ferdinand s'enfuit travesti, et songea à profiter de ses succès pour frapper le royaume de Naples. Cet État possédait une excellente frontière, qui s'appuyait à Terracine sur la Méditerranée, à deux marches de Rome. Cette frontière s'étendait au centre entre Rieti et Civita Ducale, à cinq lieues de Terni, et se prolongeait à droite vers l'Adriatique, ce qui formait une ligne de cinquante lieues, impossible à tourner, puisqu'elle aboutissait des deux côtés à la mer. Si l'ennemi se dirigeait sur Terracine et Rome, les Napolitains pouvaient le prendre à revers par Rieti et Terni, et occuper les routes qui conduisaient à Foligno. S'il forçait le centre ou la droite, il s'engageait dans des montagnes et des gorges difficiles ; s'il négligeait le Tronto et les bords de l'Adriatique, les Napolitains pouvaient être en deux jours à Ancône (1). Comment se fait-il donc que de si belles positions aient toujours été inutiles ou emportées ? Décembre.

Toujours est-il que Mack ne sut pas en profiter. Tournant honteusement le dos, il ne s'arrêta qu'à Capoue et sur la ligne du Vulturne. Le peuple de Naples, saisi de fureur, demanda des armes, qu'on lui donna, et il se rendit maître de la ville en criant qu'on le trahissait. Alors le roi, la reine, le ministre Acton s'embarquèrent sur la flotte de Nelson, et firent voile pour la Sicile, emportant vingt millions et les joyaux de la couronne (2), sans donner d'ordres, abandonnant tout à la merci

(1) *Mém. de Sainte-Hélène.*

(2) D'après la correspondance de Nelson, les seuls bijoux confiés par la reine à lady Hamilton étaient d'une valeur qui dépassait deux millions de livres sterling.

d'une populace avide et de citoyens irrités. Ils firent mettre le feu aux vaisseaux et aux brûlots restés dans le port, comme s'ils eussent craint que le peuple ne tentât une défense magnanime, dont ils se sentaient incapables!

Les paysans insurgés arrêtèrent Championnet dans sa marche; mais Mack, qui ne sut pas profiter de l'élan populaire, conclut
1799. 11 janvier. avec lui un armistice par lequel il livrait Capoue, en payant une contribution de huit millions.

Le peuple jura par saint Janvier de mourir ou de chasser les Français. Ceux que le roi venait d'abandonner dans la crainte d'en être trahi se firent ses uniques défenseurs. Le tumulte fut au comble dans Naples et dans l'armée, à tel point que Mack se réfugia dans le camp ennemi, et que Championnet fit marcher les jacobins sur la ville. L'assaut fut extrêmement meurtrier; le peuple continua de résister, alors même que le général français était déjà maître par trahison du château Saint-Elme. Mais les bons traitements dont il usa envers un des chefs prisonniers et le respect qu'il montra pour saint Janvier déterminèrent le peuple à déposer les armes.

La république parthénopéenne fut proclamée au milieu des cris de joie, sous lesquels les gémissements, les protestations, les plaintes se perdirent. Ceux qui étaient persécutés triomphèrent, et les troupes françaises se donnèrent jusqu'au nom d'armée napolitaine, « pour combattre avec les Napolitains et pour « eux, ne leur demandant d'autre prix de leur secours que leur « affection et leur confiance. » Ainsi s'exprimait Championnet, et partout ce n'étaient que fêtes, acclamations, arbres de liberté; saint Janvier lui-même, traité de citoyen, fut coiffé du bonnet rouge.

Mais la liberté était chose inaccoutumée, et l'égalité plus encore, dans ce pays de monarchie absolue, de féodalité tenace, d'ignorance fanatique, qui n'avait pas conquis laborieusement son indépendance, mais qui l'avait reçue en don. C'était faire endosser au peuple napolitain un vêtement taillé pour un autre que de lui imposer la constitution française. Les fidéicommis et les biens féodaux, source de contestations éternelles avec les communes, furent immédiatement abolis. Les juridictions baroniales avec tout leur cortége furent supprimées, ainsi que les corvées, les dîmes, les chasses réservées, les titres de noblesse. On corrigea les abus des banques, où l'on supprima une grande quantité de papier-monnaie, de même que les droits sur le

poisson, les farines et la capitation. Mais la précipitation gâtait 1799.
le bien; les finances se trouvaient bouleversées par la suppression des impôts, que rien ne venait remplacer. Les vingt-quatre membres dont se composait le gouvernement, parmi lesquels figurait le philosophe Mario Pagano, paraissaient pusillanimes, parce qu'ils ne pouvaient suivre dans ses élans un peuple en révolution.

Cependant la France imposait à la nouvelle république une contribution de dix-huit millions de ducats; il fallut les lever par force et d'une façon arbitraire; on répondait à ceux qui réclamaient : *Nous taxons l'opinion.* On fit main basse sur l'argenterie et les ornements des églises; le peuple murmura, et Championnet le fit désarmer. La disette, compagne ordinaire des désordres politiques, se faisait sentir; et les déclamations pompeuses, les allusions à Claude et à Messaline, dont on entretenait les lazzaroni, en leur parlant des droits de l'homme, des destinées de l'Italie, n'y remédiaient guère. Les *démocratisateurs,* comme on les appelait, étaient haïs dans les provinces, où ils plantaient des arbres de liberté et levaient de l'argent. Le ministre de la guerre avait déclaré que « quiconque avait « servi le tyran n'avait rien à espérer d'un gouvernement ré- « publicain. » En conséquence, toute l'ancienne armée et les hommes d'armes des barons, qui auraient procuré une milice déjà exercée, restèrent sans pain, obligés de se faire mendiants : aussi regrettaient-ils l'ancien gouvernement.

Le directoire vit de mauvais œil Championnet se donner des airs de législateur, et il envoya Faypoult pour administrer la partie économique. Mais le général, qui croyait avoir acquis le droit de tout faire dans un pays conquis par ses armes, commanda aux commissaires de se retirer. Cet acte d'autorité lui valut sa destitution. Macdonald, assisté de Faypoult, le remplaça, et déclara dévolus à la France les domaines de la couronne, les biens des ordres de chevalerie, ceux des monastères et les antiquités. Mais ces propriétés enlevées au roi et aux corporations ne devaient-elles pas revenir à la nation?

Les Français, se donnant carrière, envahissaient les États de Lucques avec Serrurier, puis avec Miollis. Les démocrates, encouragés par leur présence, demandèrent une organisation populaire, et elle leur fut donnée à la française. Pie VI paraissait trop rapproché des États qu'on lui avait enlevés. La Toscane eut donc à rendre compte de l'asile qu'elle lui avait donné ainsi

1798. que de l'entrée des forces napolitaines dans le port de Livourne : en conséquence, le pays fut occupé. Le grand-duc partit pour Vienne ; Gautier entra en Toscane, Miollis à Livourne ; les émigrés français furent chassés ; Pie VI se réfugia à Parme, et de là à Valence en Dauphiné, plus dignement escorté dans sa noble infortune par les marques de la sympathie populaire que par les démonstrations de cour dont il avait été l'objet lors de son fastueux et humiliant voyage à Vienne.

Le Piémont était tour à tour agité par les novateurs et par les fugitifs, qui ne faisaient toutefois que multiplier les victimes. Mais les rois coalisés stimulaient Charles-Emmanuel : fidèle aux traités, ce prince était résolu à rester l'allié de la France, bien qu'il fût loin de l'aimer. Près de lui résidait, comme ambassadeur, le littérateur Ginguené, chaud et sincère républicain, dissertateur élégant, à qui les belles promesses ne coûtaient rien. Il savait que le directoire voulait perdre le roi ; aussi le traitait-il avec la plus dure exigence. Une fête fut donnée à la cour, et il y envoya sa femme en simple *pet-en-l'air ;* il raffinait l'art des petites persécutions, et ralliait les novateurs. Les soulèvements ne tardèrent pas. Gênes les seconda sur le littoral, la Cisalpine sur le lac Majeur. Un combat fut livré près d'Ornavasso ; mais les troupes royales eurent le dessus, et la loi martiale frappa beaucoup de monde à Domodossola. Le ministre Priocca fit des remontrances sur ces provocations ; mais la France
Mai. prit le ton de l'offensée, parla de stylets, d'émigrés, de barbets, de conjuration pour assassiner les Français. Elle intima au roi l'ordre de cesser les exécutions contre les patriotes et les expéditions contre les insurgés de la Ligurie. Les exigences s'accroissaient chaque jour ; il fallait avilir le roi avant de l'écraser. On réclama enfin de lui qu'il laissât occuper la ci-
3 juillet. tadelle de Turin, et il fut obligé d'y consentir : il se trouva ainsi sous le canon français, et contraint de désarmer. Les patriotes reprirent de l'audace, et vinrent mettre le siége devant la ville ; mais ils furent repoussés avec perte de six cents des leurs. Leur nombre s'accrut cependant de tous côtés, et les insultes dirigées contre le roi augmentèrent en même temps.

Aussitôt que le directoire eut connaissance de la nouvelle coalition formée contre la France, il pensa que Charles-Emmanuel aurait à cœur de se venger : en conséquence, Talleyrand chargea Joubert, qui commandait dans la citadelle, de renverser ce gouvernement. Le général, ne pouvant obtenir l'abdica-

tion du roi, formula une série d'accusations contre lui; il fit venir de la république cisalpine des troupes qui passèrent le Tésin *par précaution;* et le gouvernement ayant exhorté les citoyens à demeurer tranquilles, elles occupèrent toutes les forteresses, et firent les garnisons prisonnières. 1798.

Charles-Emmanuel protesta et abdiqua. Il fut obligé de livrer aux Français son ministre Priocca, le seul capable de le conseiller utilement. Arrivé en Sardaigne, il renouvela ses protestations contre la violence exercée à son égard. Le gouvernement populaire fut institué en Piémont, ou, pour dire mieux, le gouvernement militaire. Les chefs de famille nobles furent envoyés en otage à Grenoble; les objets précieux et les joyaux de la couronne, que le roi avait laissés intacts, furent enlevés; on brûla sur la place du palais les titres de noblesse, et l'on demanda la réunion du Piémont à la France. 9 décembre.

Mais la France n'avait plus sous sa main le général en qui elle avait mis son espoir, et l'orage menaçait de tous côtés; les Russes étaient entrés en Moravie, et les principes de liberté et d'autorité allaient de nouveau entrer en lutte.

La loi de la conscription, votée sur le rapport de Jourdan, astreignait au service militaire tous les Français, de vingt à vingt-cinq ans, sans exception, au fur et à mesure des besoins, en prenant d'abord les plus jeunes, mais sans distinction d'âge en temps de guerre. Le plus difficile était de trouver de l'argent pour leur entretien : on recourut aux expédients ordinaires, qui eurent les mêmes résultats, c'est-à-dire d'enrichir les habiles et d'appauvrir le plus grand nombre.

La France se trouvait dans une position difficile : sa meilleure armée et ses meilleurs généraux étaient en Égypte, et il ne lui restait pas plus de cent cinquante mille hommes effectifs. Les finances étaient épuisées par suite de l'abolition des droits indirects; et la perception des contributions directes, confiée aux communes, avait aussi diminué notablement les revenus. Il y avait peu de subordination; la lutte continuait entre les différents partis; l'administration était livrée à des mains infidèles, et les dilapidateurs faisaient seuls leurs affaires dans les pays protégés, c'est-à-dire asservis.

Il fallait cependant opérer sur une ligne qui s'étendait du Texel au détroit de Messine; car une longue expérience n'avait pas encore appris, en démontrant la véritable nature de ces contrées, à concentrer les armées et à porter les coups décisifs

1799. sur le Danube. Les grands généraux étaient éloignés ou morts, Moreau suspect. Joubert et Bernadotte refusèrent le commandement, parce qu'on voulait mettre des bornes à l'autorité discrétionnaire des états-majors. Schérer, ministre de la guerre, qui s'était signalé en Belgique et dans les premières campagnes d'Italie, fut appelé au commandement de l'armée d'Italie ; mais il était âgé et peu aimé, parce qu'il réprimait la rapacité militaire. L'armée de Naples fut confiée à Macdonald, celle de Suisse à Masséna. Jourdan alla commander sur le Danube, Bernadotte sur le Rhin et Brune en Hollande.

28 avril. Le congrès de Rastadt, où l'on trafiquait du sort de l'Allemagne, venait alors de finir ; et les plénipotentiaires français, assaillis au moment de leur départ, avaient été massacrés. Tout ce qu'il y avait d'hommes loyaux parmi les Allemands se hâta de décliner toute complicité dans une infamie que l'on imputait à l'Autriche ; et l'archiduc Charles promit à Masséna de punir les hussards autrichiens qui avaient été les auteurs de cet assassinat.

Les Anglais décidèrent Paul Ier à déclarer à l'Espagne une guerre qui tournait entièrement à leur avantage ; car, ayant tout à gagner sans avoir rien à perdre, ils étendaient leur commerce et leurs possessions, et ils brûlaient d'y ajouter l'Égypte, la Sicile et la Hollande. La Russie songeait sincèrement à rétablir les monarques détrônés : il n'en était pas de même de l'Autriche, qui n'avait pour mobile que ses convoitises et de se procurer une meilleure ligne tant en Suisse que sur le Rhin.

Résolue à tenter un dernier effort, l'Autriche pouvait mettre en mouvement deux cent vingt-cinq mille hommes, plus les nouvelles levées. La Russie y ajoutait soixante mille hommes commandés par le fanatique Souvarov, à qui l'intrépidité tenait lieu de génie et qui suppléait à l'art par le principe d'aller toujours en avant. C'était une armée terrible que la sienne, sans instruction et sans artillerie, mais se faisant tuer plutôt que de reculer, civilisée dans les chefs, barbare dans les soldats, ayant dès lors toute la force que procure la barbarie au service de l'intelligence. Mais le plan de la guerre avait été conçu à Vienne d'après l'ancien système, et l'Italie en était le but principal. On faisait moins d'efforts sur le Danube ; mais le prince Charles y commandait. Jourdan, qu'il avait en face de lui, n'avait

1er mars. à sa disposition que des moyens extrêmement faibles : il passa néanmoins le Rhin. Masséna envahit le pays des Grisons, qui

avaient appelé les Autrichiens, et les premiers engagements tournèrent en faveur des républicains. Mais la malheureuse journée de Stockach obligea Jourdan de battre en retraite, et il ne dut son salut qu'aux fautes de l'ennemi. 1799.

Pendant ce temps le vaillant baron Kray opérait contre Schérer, dont les plans tournaient à mal et qui se faisait battre à Magnano. Les républicains étaient donc aussi en retraite de ce côté. Mars.

En France, l'opposition, enhardie par tous ces échecs, obtint que Sieyes, aussi renommé pour la politique que Bonaparte pour la guerre, fût appelé au directoire. Masséna, chargé de défendre la ligne Dusseldorf au Saint-Gothard, prit une forte position derrière la Limmat. Cependant le terrible Souvarov arrivait sur l'Italie pour remplacer les officiers autrichiens, qu'il traitait de femmelettes, de muguets, de poltrons. Le républicain Moreau, à qui Schérer céda le commandement de l'armée d'Italie, campée alors derrière l'Adda, aurait pu rétablir les choses, car les soldats avaient confiance en lui; mais il ne sut point agir à temps, et le fleuve fut franchi partout. Il ne parvint qu'avec beaucoup de peine à couvrir Milan jusqu'au moment où les patriotes l'évacuèrent, et il se dirigea sur Gênes, d'où il pouvait regagner la France et donner la main à Macdonald, qui venait de Naples. Avril.

Souvarov triomphait à Milan, au lieu de le poursuivre. Milan, 29 avril. siége de la république la mieux organisée de celles qu'on venait d'improviser, le foyer d'où la révolution s'était répandue en Italie, se trouvait livré à une armée avide de vengeance. Adieu fêtes, solennités, discours, journaux ! Des habitants, les uns s'enfuirent, d'autres se cachèrent; beaucoup se hâtèrent de mériter le pardon de leurs nouveaux maîtres. On releva les croix, les armoiries et les hôtels; les terres des jacobins furent saccagées aux cris de *Vive la religion! vive François II!* Ceux qui, grâce à la modération de leurs opinions, avaient cru pouvoir demeurer furent envoyés prisonniers à Cattaro, à Sirmich; les persécutions publiques et domestiques commencèrent, et les haines, aigries par trois années d'humiliations, profitèrent d'une heure de triomphe pour s'assouvir.

Macdonald accourait de Naples, après avoir laissé de faibles garnisons dans Capoue, dans Gaëte et dans le fort Saint-Elme; chemin faisant, il s'occupait de raviver l'esprit républicain, qui languissait en Toscane; le cri *Vive Ferdinand!* s'y était fait en-

1799. tendre avec une fureur inaccoutumée, surtout dans Arezzo et dans Cortone. Ces deux villes osèrent résister, ce qui lui coûta un temps précieux, et l'empêcha de se réunir à temps avec Moreau, qui devait déboucher de la Rocchetta. Ce retard permit à Souvarov de se poster entre eux avec des forces considérables dans la plaine de Plaisance. Une bataille acharnée, qui dura trois Juin. jours, fut livrée sur la Trébia, à la suite de laquelle Macdonald fit sa retraite sur Gênes par un autre chemin, et regagna ensuite la France

Moreau ne pouvait agir énergiquement, lié qu'il était par les ordres du Directoire et obligé d'attendre Joubert, qui commandait quarante mille hommes déterminés. Mais Alexandrie et Juillet. Mantoue se rendirent. Kray et Souvarov firent leur jonction, et Joubert songea alors à se réfugier dans l'Apennin : il fut tué à 15 août. Novi, dans la bataille la plus sanglante qui se fût encore livrée. Moreau, qui lui succéda, fut battu comme lui. Championnet était descendu avec plus de succès sur le Piémont par Cuneo; mais il essuya une défaite, et eut le sort de Joubert. Les Autrichiens s'emparèrent de Cuneo et de Tortone. Toutes les places fortes tombèrent avec une telle rapidité que leurs commandants furent accusés de pusillanimité ou de corruption.

L'administration de Turin se réfugia à Pignerol, et tout fut bouleversé. Souvarov répandit l'effroi par ses manifestes; Brandalucioni, à la tête de bandes ramassées dans le Canavais, et qu'il appelait masses chrétiennes, courut piller et égorger les jacobins et arracher les arbres de liberté, qu'il remplaça par des croix. La garnison insuffisante de Turin, attaquée par Woukassowitch, ne put tenir longtemps; et les Cosaques, les Pan-Juin. dours y commirent des atrocités. Les prisons furent remplies d'otages; le pays, que désolait la famine, fut inondé de papier-monnaie; et les alliés ne pensèrent à rien moins qu'à restituer le Piémont à Charles-Emmanuel.

Pendant la courte existence de la république parthénopéenne, Naples avait eu peu à s'en louer; car la nécessité des innovations et plus encore les exigences de l'armée d'occupation avaient pesé sur beaucoup de gens. Les Bourbons s'étaient enfuis honteusement alors que leurs forces et leurs trésors étaient encore intacts, en laissant un grand nombre de partisans fidèles au roi qui les abandonnait, et autour desquels se groupèrent peu à peu les mécontents. Les prêtres et les moines excitaient les populations contre les patriotes, et des actes atroces se commettaient

journellement. Pronio et Rodio, chefs de bandes dans les Abruzzes, ne cessaient de harceler les Français. Dans la terre de Labour Michel Pezza, célèbre sous le nom de Fra Diavolo, et d'autres encore dans les provinces, se complaisant au meurtre, allaient jusqu'à boire le sang et à manger la chair de leurs victimes; le roi appelait ces gens-là « amis et généraux. » L'insurrection était organisée dans les Calabres par le cardinal Ruffo, qui, maître de forces considérables, envahit ces contrées, et y exerça d'horribles ravages au nom de la Sainte-Foi. Pendant ce temps les bâtiments anglais et napolitains faisaient soulever le littoral; la flotte turco-russe, qui assiégeait Corfou, menaçait de se diriger sur l'Italie; Nelson inquiétait tantôt la Toscane, tantôt la Romagne; des troupes nombreuses étaient attendues de Sicile pour renforcer l'armée de la Sainte-Foi. Les communications entre l'Égypte et la France étaient interrompues; bâtiments et passagers étaient capturés par l'ennemi. 1799.

Force fut au gouvernement napolitain de sortir de l'inaction dans laquelle l'entretenaient et sa confiance dans le bien qu'il croyait avoir fait et son désir d'épargner le sang. La guerre civile éclata avec fureur sur tous les points; mais les patriotes avaient contre eux les déplorables nouvelles qui arrivaient de tous côtés. Du moment où le Directoire eut abandonné la république parthénopéenne à elle-même, les Napolitains crurent avoir acquis réellement la liberté, et ils conférent le commandement suprême à Gabriel Manthoné. Cependant les partis fermentaient à l'intérieur; les chefs de bandes poursuivaient leurs succès; ils assaillirent Naples, dégarnie de troupes. On voulut, comme toujours, défendre la capitale, tandis qu'il eût mieux valu l'abandonner, et se retirer en colonnes vers Capoue ou vers les montagnes. On aurait épargné ainsi aux royalistes d'innombrables assassinats. Le cardinal Ruffo y entra avec ses bandes, et les forts se rendirent à des conditions honorables, sous la promesse que tous ceux qui voudraient s'éloigner pourraient s'embarquer librement, et que ceux qui préféreraient rester ne seraient en rien inquiétés. Mai. 13 Juin.

Déjà les patriotes étaient à bord lorsque la reine Caroline, qui se révoltait à l'idée de traiter avec des sujets, et déclarait vouloir plutôt la mort, députa vers Nelson lady Hamilton. Séduit par ses caresses, l'amiral anglais viola honteusement la capitulation, et fit charger de chaînes quatre-vingt-quatre citoyens que lui livra Méjean, le commandant français des forts. C'était

1799. ainsi que l'Italie était traitée par les étrangers, qui l'avaient leurrée de promesses de liberté. Ce trait odieux servit d'exemple et d'encouragement pour les bandits de la Sainte-Foi, dont on craignait de réprimer la férocité; on égorgea, on pilla; le couteau des assassins rivalisa avec la hache du bourreau; le cardinal Ruffo et Nelson se plongèrent dans le carnage; l'infâme Emma Leona leur paya en voluptés le sang qu'ils avaient versé. L'amiral Caracciolo, condamné à mort par une commission militaire à la dévotion de l'Anglais, fut pendu à une vergue de son vaisseau. Le roi arriva; mais ce fut pour établir des tribunaux, abolir les priviléges de la cité, ceux du royaume, de la noblesse, comme en pays conquis; tout ce qui avait été fait depuis le moment de sa fuite fut qualifié de rébellion. Des masses entières se trouvèrent donc comprises dans la proscription. Les prisonniers s'élevèrent au nombre de trente mille dans Naples seulement, coupables d'avoir écrit, parlé ou porté les armes. Toutes les vengeances purent se satisfaire; la populace rôtissait ceux qui lui étaient désignés comme jacobins, et se repaissait de leur chair. Les tribunaux, mettant en œuvre les espions, la torture, les présomptions, condamnèrent à mort le général Massa, Éléonore Pimentel, qui s'était fait un nom comme poëte, Gabriel Manthoné, Mario Fagano, Dominique Cirillo, Vincent Russo : six noms immortalisés par le martyre avec celui de leur inquisiteur, Vincent Speciale. Lorsque plus tard la fortune releva le drapeau français, on se relâcha de ces rigueurs : Ferdinand proclama une amnistie avec un grand nombre d'exceptions. Sept mille détenus sortirent alors de prison, mille autres y restèrent. Trois mille étaient en fuite, quatre mille exilés; cent dix avaient été exécutés dans la capitale seule (1).

Le roi récompensa magnifiquement le cardinal Ruffo, l'empereur Paul le décora; des titres et des richesses furent prodigués à ceux qui l'avaient si bien secondé, fût-ce même des

(1) Parmi ceux qui se trouvaient alors incarcérés était le célèbre naturaliste Dolomieu, qui, à son retour d'Égypte, où il avait suivi l'armée française, fut poussé sur les côtes du royaume de Naples au mois de juin 1799. On lui enleva son portefeuille, et on le jeta au fond d'une tour, sans livres et sans moyens d'écrire. Il parvint cependant à se faire de l'encre avec la fumée de sa lampe, et traça, sur les marges d'un volume qui avait échappé à la vigilance de ses gardiens, sa *Philosophie minéralogique*. Il fut délivré le 15 mars 1801.

brigands, des coupe-jarrets. Des honneurs sans fin payèrent la complicité de Nelson et de sa concubine, et le titre de duc de Bronte déshonora le vainqueur d'Aboukir. L'armée se recruta d'une foule de bandits; et Ferdinand, rendant grâces à Dieu de sa victoire, remit à la voile, sans avoir pris terre un instant, pour aller triompher à Palerme. Alors les bandes de la Sainte-Foi se dirigèrent sur Rome pour y restaurer la religion sous la conduite de Rodio, de Fra Diavolo et d'autres chefs de la même espèce. Garnier, qui commandait la faible garnison de la place, les repoussa; mais les Allemands, les Russes et les Anglais resserrèrent la ville, et les Français durent en sortir après avoir garanti, par un traité et la promesse d'une amnistie, la sûreté des personnes et des propriétés. Les Napolitains entrèrent dans Rome à la suite de cette capitulation, un mois après la mort de Pie VI, qui avait terminé ses jours à Valence. Bientôt le prince d'Aragon, commandant général, reçut de Naples l'ordre d'extirper les restes de l'infâme république. Les patriotes furent chassés, bannis, incarcérés par un tribunal institué à l'imitation de la junte de Naples. Ce tribunal n'envoya personne au supplice; mais il abandonna beaucoup de victimes aux outrages des fanatiques et au fer des assassins. Le gouvernement napolitain fut organisé dans Rome; on n'épargna point les confiscations, et les biens ecclésiastiques eux-mêmes furent atteints par l'impôt.

1799. — 30 septembre. — 29 août.

En Italie, la révolution avait été faite ou acceptée du moins avec joie par les riches, les marchands, les savants et les beaux esprits. Le peuple y avait pris peu de part; et il en donna bien la preuve par les terribles réactions qui ensanglantèrent toute la Péninsule, où les tragédies royalistes succédaient aux comédies jacobines, où le pape et la sainte foi catholique étaient rétablis par les Russes, les Turcs, les Croates et les Cosaques. Les Français sortirent aussi de Florence sans pourvoir à la sûreté publique; d'où il résulta que la populace se livra aux excès ordinaires, au pillage et même au meurtre. Le poëte Alfieri se montra au milieu de cette cohue, applaudissant à ses transports, les excitant par ses discours; et toute la Toscane rentra sous l'autorité de Ferdinand.

Il ne restait aux républicains que Gênes et Ancône. La flotte turco-russe vint bientôt assiéger Ancône par mer, tandis que les Autrichiens et les Romagnols, commandés par Lahoz, l'assiégeaient par terre. Lahoz, qui avait déserté le drapeau français

pour passer aux Autrichiens, ou, comme il le disait, à l'Italie, fut tué sous les murs, que Monnier défendit avec intrépidité et qu'il ne rendit qu'après avoir obtenu des conditions honorables. Gênes, gardée avec un soin jaloux comme passage vers la France, fut occupée par le reste de ses troupes, malgré les autorités nationales, et mise en état de défense.

La France reçut les nombreux émigrés italiens, sortis avec une pauvreté honorable d'emplois où tant d'autres s'étaient enrichis. Accueillis avec bienveillance par les particuliers, ils ne trouvèrent que froideur de la part d'un gouvernement faible qui n'avait pas besoin d'eux. Ils comprirent dès lors qu'ils ne devaient attendre que d'eux-mêmes la régénération de leur patrie, et le sentiment italien se fortifia dans cette communauté de souffrances.

La fortune de la France succombait aussi dans les autres contrées. Les Anglais et les Russes fondirent sur la Hollande, et tentèrent, au Helder, un débarquement auquel s'opposèrent en vain Brune et Daendels. La flotte hollandaise déserta, avantage immense pour l'Angleterre. La France, menacée d'une invasion, accusait, selon l'usage, son gouvernement. Larevellière et Merlin, membres restants de l'ancien directoire, durent donner leur démission. On faisait et l'on défaisait; les malheurs du temps rendaient les esprits plus difficiles à contenter. On entendit redemander le régime de la terreur, comme unique moyen de salut : la chouannerie renaissait, les conscrits s'enfuyaient; on avait recours à tous les moyens pour avoir de l'argent. Les lois somptuaires réduisaient les nouveaux Athéniens à vivre en Spartiates; les emprunts forcés, répartis en proportion des fortunes, faisaient jeter les hauts cris. Le Directoire avait cru se sauver en portant la main sur la représentation nationale. Il ne resta plus après que la force militaire; des clubs de soldats, des adresses émanées des armées prétendaient donner la loi. Le gouvernement, qu'on attaquait en toute liberté et qui n'osait se défendre par la terreur, y suppléait par les intrigues et par les moyens de police. Lucien et Joseph Bonaparte, qui siégaient parmi les cinq-cents, pour faire sentir le besoin qu'on avait de leur frère entretenaient les mécontentements. Sieyes, qui avait désapprouvé la constitution et autour duquel se ralliaient les mécontents, fit fermer le club des Jacobins en disant : *Il ne s'agit plus de bavardages; c'est une tête et une épée qu'il faut.*

Tous les regards se tournaient vers Bonaparte, car les défaites que l'on essuyait coup sur coup venaient rappeler la gloire qu'il avait acquise en Italie. On imputait à la jalousie du gouvernement le parti qu'il avait pris de l'envoyer en Égypte; l'éloignement le faisait grandir encore, et l'on portait aux nues les projets qu'on lui supposait. On se le figurait vainqueur de l'Orient, et lui seul paraissait capable de repousser les hordes barbares de Souvarov.

Mais la fortune était loin de lui être aussi fidèle. Desaix poursuivait la conquête de la haute Égypte, où s'étaient réfugiés les mameluks. Les opérations du Delta et de la Syrie suivaient la marche ordinaire; mais dans la haute Égypte elles ne ressemblaient à rien de ce que l'on connaissait. Ce n'était pas une guerre, mais une chasse difficile; il fallait, avec la seule infanterie, forcer une cavalerie intrépide qui combattait à sa guise, qui pouvait être surprise, mais non contrainte à combattre, grossie à chaque instant par ses nombreux partisans et par quelque tribu arabe qu'attirait le butin et la facilité d'échapper au danger, cachée dans d'immenses déserts, où des pâturages et des sources la faisaient subsister à l'abri de l'ennemi. Les affaires décisives étaient impossibles. Ce n'était que par des marches continuelles et en créant des compagnies de dromadaires que les Français parvenaient à atteindre un ennemi d'une constance admirable. Souvent surpris, battu, repoussé du territoire égyptien, il reparaissait tout à coup à trente ou quarante lieues au-dessous du point où on l'attendait : jamais on ne put le chasser au delà de cinquante lieues. Souvent Mourad-Bey fut assailli pendant la nuit; on prit ses armes, ses chevaux, ses équipages; mais chaque fois, dans l'immensité du désert, il parvint à réorganiser sa troupe. L'histoire de cette campagne serait celle de l'excessive patience des Français, de leurs souffrances, mais non de leurs combinaisons (1). 1798. Octobre.

Bonaparte, pendant ce temps, avait à repousser en Syrie Ibrahim-Bey; la Porte, qui avait déclaré la guerre à la France, équipait une flotte à Rhodes et une autre en Syrie, qui devaient s'avancer de conserve sur l'Égypte. Bonaparte, voulant prévenir leur arrivée, franchit le désert arabique avec un corps de dromadaires; il prit Gaza et Jaffa; puis, se confiant dans

(1) Desaix, lettre à Dumas, dans le *Précis des événements militaires*, tome IV.

les Druses du Liban, il assiégea Acre, clef de la Syrie; mais il y rencontra une défense obstinée. Il défit l'armée turque au mont Thabor; mais il consuma en vain deux mois et des vies
1799. 20 mai. précieuses devant Acre, que les Anglais, commandés par Sydney-Smith, ne cessaient d'approvisionner : leur flotte, maîtresse de la mer, avait intercepté le transport de l'artillerie française. La peste se mit parmi ses troupes, et Bonaparte se vit contraint de rétrograder. A Jaffa, il voulut faire administrer de l'opium aux pestiférés : *Mon métier est de guérir,* lui répondit le médecin Desgenettes, *et non de donner la mort.*

A son retour, il trouva le Delta en insurrection; il alla au Caire célébrer ses triomphes de Syrie, puis il défit à Aboukir dix-huit mille hommes de cavalerie et de janissaires. Cependant l'armée elle-même se plaignait de tant de fatigues et de privations, et de se trouver depuis six mois sans nouvelles de la patrie; car l'ennemi sillonnait sans cesse la Méditerranée, et interceptait toutes communications.

Tous ces mécomptes avaient dégoûté Bonaparte de cette expédition, entreprise sous de meilleurs auspices, lorsque arrivèrent enfin jusqu'à lui des nouvelles de France. Il y apprit les vœux du public et les manœuvres de ses amis. Il prit alors la résolution d'y repasser à tout risque, et mit à la voile avec deux frégates, accompagné de Berthier, Lannes, Murat, Andréossi, Marmont, Berthollet, Monge, abandonnant l'armée pour courir de nouveaux hasards.

Octobre. Quand le télégraphe annonça à la France que Bonaparte venait d'aborder à Fréjus, l'espérance, l'enthousiasme, la curiosité, le miracle de ce retour inattendu exaltèrent à l'envi les esprits. Trop pressé pour faire quarantaine, il se mit aussitôt en route pour Paris, où l'attendait un conseil de guerre ou un trône. En effet, le Directoire aurait pu le perdre, soit pour avoir déserté son poste, soit pour avoir enfreint les lois sanitaires. Mais il fut salué par tout le monde comme un sauveur. Son retour fut annoncé sur les théâtres; le son des cloches, les feux de joie, le canon célébrèrent ce retour comme fête. Il mit son épée au service du Directoire, en jurant de ne la tirer jamais que pour la défense de la republique. Le besoin d'ordre, de force, d'unité, celui de s'attacher à quelque chose, de croire à quelqu'un, quand on n'avait foi en rien ni à personne, était universel en France. Tous s'empressèrent donc autour de Bonaparte : les malheureux voyaient en lui un soutien, les fonc-

tionnaires destitués un vengeur; les faibles, toujours en admiration devant les coups de la force, applaudissaient en lui un caractère résolu; et les enfants étaient bercés au récit de ses exploits, qui se mêlaient dans leur imagination aux merveilles des contes arabes. Les Brutus eux-mêmes comptaient sur lui pour reprendre la haute main, sauf à immoler ensuite le nouveau César. Les modérés désiraient une réforme accomplie par une autorité forte et capable de donner sûreté à tous; les intrigants, qui aspiraient à la fortune, se flattaient d'y parvenir dans un nouveau bouleversement; il n'était pas jusqu'aux royalistes qui ne rêvassent que le jeune général méditait une restauration. Au milieu des intérêts divers et des partis vacillants, Bonaparte, secondé par la fortune, était armé d'un coup d'œil sûr, d'un égoïsme profond et décidé. Talleyrand s'attacha à sa fortune, ainsi que Fouché; ils lui livrèrent du même coup la diplomatie et la police. A l'exception de Jourdan et de Bernadotte, ministre de la guerre démissionnaire, qui, zélé républicain, ne voyait de salut que dans le jacobinisme, tous les géneraux se donnèrent à Bonaparte, leur ancien chef ou leur camarade: c'étaient Berthier, Lefèvre, Duroc, Marmont, Lannes, Murat, maréchaux ou rois futurs; c'était Augereau lui-même, quoique républicain ardent. Masséna et Brune étaient à la tête des armées. Quant aux officiers réformés, aux anciens soldats, ils ne pouvaient manquer de seconder le triomphe de l'ordre militaire sur l'ordre civil. 1799.

L'habileté de Bonaparte en fait de gouvernement n'était pas encore connue; mais on le savait heureux, et cela suffisait. On avait besoin d'un homme qui donnât à tant de mouvements divers l'unité d'impulsion, et il semblait que personne n'en était plus capable que lui. On attendait tout de lui seul; chacun voulait avoir son avis, et lui, se sentant nécessaire, avait l'habileté d'attendre. Il méditait pendant ce temps sur le moyen de constituer assez solidement la république pour qu'elle n'eût rien à craindre des factions. Il borna ses vues d'abord à une place dans le Directoire, dont il aurait exclu Sieyes, le seul de ses membres capable d'y balancer son influence, et que par conséquent il haïssait. Mais Talleyrand sut rapprocher ces deux orgueils rivaux, le débris systématique du siècle qui finissait et l'ambitieux qui se sentait né pour dominer le siècle nouveau. Ils se mirent d'accord et feignirent une conspiration jacobine, pour avoir prétexte de transférer le corps législatif à Saint-Cloud, et nommer Bona-

1799. parte commandant de la force armée. Les choses se passèrent
18 brumaire. de la sorte : Bonaparte, appelé pour prêter serment, se présenta entouré de tout l'état-major, tandis que les troupes se tenaient au dehors. Entré dans la salle avec ce cortége, il adressa des louanges aux représentants, à qui il dit : *Nous voulons la république, nous la voulons fondée sur la vraie liberté, sur le régime représentatif, nous l'aurons : je le jure en mon nom et au nom de mes compagnons d'armes.*

Mais il évita de prêter serment à la constitution. Dès qu'il fut sorti, il harangua les soldats, fit occuper les différents postes, et la révolte commença aux cris de *vive Bonaparte!* « Qu'ont-« ils fait, disait-il, de cette France que j'ai laissée si splendide? « J'y avais laissé la paix, et j'ai retrouvé la guerre; j'avais « laissé des victoires, et j'ai retrouvé des défaites. J'y avais « laissé les millions d'Italie, j'y ai retrouvé des lois spoliatrices « et la misère. Les cent mille Français, mes compagnons de « gloire, que sont-ils devenus? Ils sont morts. »

Une partie des directeurs se retira devant ces menaces; il entraîna les autres, et resta seul à la tête de la force militaire avant que l'on s'aperçût qu'il s'était emparé de la dictature. Le lendemain cependant les conseils s'assemblèrent à Saint-Cloud; et bien qu'environnés de troupes ils jurèrent la constitution de l'an III. Bonaparte vit qu'il faudrait tirer l'épée à demi du fourreau. Entré avec l'état-major dans l'assemblée des anciens, il y protesta contre les noms de Cromwell et de César, dont il fut apostrophé : « Les dangers de la patrie, dit-il, ont seuls excité « mon zèle et le vôtre. Prévenons tant de maux, sauvons ce « qui nous a coûté tant de sacrifices, la liberté et l'égalité. La « constitution, tous les partis veulent la détruire. Pensez, vous, « au salut de la France, et moi, entouré de mes frères d'armes, « je saurai vous seconder; et si quelque orateur vendu à l'é-« tranger parlait de me mettre hors la loi, j'en appellerais à « mes compagnons d'armes. Songez que je marche accompagné « du dieu de la fortune et du dieu de la guerre. » Les anciens répondirent par des applaudissements et accordèrent au général les honneurs de la séance.

Il se présenta alors aux cinq-cents; mais il y fut accueilli par les cris : *A bas le dictateur! à bas le tyran!* Ils l'environnèrent, l'interpellèrent, lui reprochèrent sa trahison; Lucien, son frère, qui présidait, eut la plus grande peine à empêcher l'assemblée de le mettre hors la loi. Bonaparte était près de

succomber aux secousses de cette journée ; mais Lucien le soutint, tout en déclarant qu'il plongerait son épée dans le sein de son frère s'il trahissait la liberté. Les grenadiers vinrent s'emparer de leur général, et l'emportèrent hors de la salle. Un moment d'hésitation, et Bonaparte avait le sort de Robespierre. Mais il monta à cheval, disant aux troupes qu'on avait tenté de l'assassiner; il ordonna aux grenadiers de marcher sur l'assemblée, qui se dispersa devant la pointe des baïonnettes, et il resta maître du pouvoir.

Bernadotte et Moreau, pris à l'improviste et sans projets arrêtés, n'osèrent se mettre à la tête d'une réaction militaire, et ne bougèrent pas. L'anarchie prit ainsi fin en France, comme avait fini la terreur quatre ans auparavant. Il était nécessaire qu'à la faiblesse de l'une et à la violence de l'autre succédât désormais un gouvernement assez fort pour défendre la liberté et assez habile pour la propager.

CHAPITRE VIII.

LE CONSULAT. — PAIX DE LUNÉVILLE.

Le peuple français apprit par les journaux que le Directoire avait cessé d'exister; que le corps législatif s'était prorogé pour quatre mois et demi, après avoir élu trois consuls, Sieyes, Roger-Ducos et Bonaparte, revêtus d'un pouvoir dictatorial ; qu'ils avaient reçu mission de donner au pays une constitution nouvelle, de rétablir la tranquillité au dedans et d'assurer au dehors une paix honorable et solide; que deux commissions leur avaient été adjointes à l'effet de remplacer le corps législatif, et de pourvoir avec les consuls aux mesures urgentes en fait de police, de finances et de législation ; ces commissions étaient chargées en outre de préparer les réformes nécessaires et un projet de code civil. 1799. Novembre.

Une proclamation des consuls peignit la situation déplorable de la France et les malheurs auxquels elle était en proie : « Il « est temps, ajoutait-elle, de calmer de pareilles tempêtes, de « garantir la liberté des citoyens, la souveraineté du peuple, « l'indépendance des pouvoirs constitutionnels, la république, « dont le nom a servi à consacrer la violation de tous les prin-

« cipes..... La monarchie ne relèvera pas la tête ; les horribles « traces du gouvernement révolutionnaire seront effacées ; une « nouvelle ère commence, où république et liberté cesseront « d'être de vains mots. »

Ainsi s'accomplissait un changement radical, et pourtant il s'accomplissait avec calme. Mais il est facile de détruire, et on l'avait déjà fait bien des fois : il s'agissait maintenant de savoir si l'on saurait reconstruire.

Bien qu'on ne pût se faire illusion sur l'illégalité des faits, personne n'y fit opposition, parce qu'on était las ou qu'on espérait mieux ; l'irrégularité se perdit dans les applaudissements. Barras se confiait dans la reconnaissance de Bonaparte ; Sieyes s'était imaginé que ce dernier s'occuperait exclusivement de la guerre pour lui laisser le soin des affaires civiles. Mais dès leur première réunion il s'aperçut que le jeune général avait sur tout objet des connaissances et des idées, ou qu'il s'en formait facilement, et qu'il exprimait le premier son avis comme une décision ; il dit alors : *Nous avons un maître qui sait, qui peut et qui veut faire tout.*

L'incurie et les désordres de l'administration précédente éclatèrent alors au grand jour. L'armée n'avait ni solde, ni habillements, ni vivres ; le trésor était vide, les assignats sans valeur, le crédit nul, l'agiotage effronté. Le héros qui avait donné la gloire à la nation y fit renaître la confiance. Gaudin, appelé au ministère des finances, supprima les taxes arbitraires et régularisa les payements. La loi des otages, qui incarcérait les parents des Vendéens comme responsables de leur révolte, et la loi contre les prêtres furent abrogées avec les autres lois de la terreur. On rendit à beaucoup d'émigrés leur patrie et leurs biens ; La Fayette, Lally-Tolendal, Carnot, Portalis et beaucoup d'autres encore rentrèrent en France. La célébration du dimanche et des fêtes fut rétablie ; les églises furent rouvertes dans les campagnes, et le culte extérieur fut permis ; la fête du régicide et le serment de haine à la monarchie furent abolis.

Plus de jacobins, disait Bonaparte, *ni terroristes, ni modérés ; mais seulement des Français !* C'était ainsi qu'il détruisait le règne des factions. Il n'était plus besoin de la violence, parce que le gouvernement n'hésitait plus entre des volontés incertaines et qu'une main robuste le dirigeait non au hasard et avec passion, mais avec calme et par système.

Cependant, soit vengeance, soit besoin d'assurer la tranquil-

lité, Bonaparte fit déporter, sans culpabilité légalement prouvée, sans jugement, cinquante-neuf des plus ardents démocrates, coup qui atterra les anarchistes. Mais quand il vit tout plier devant sa volonté, alors, assuré de pouvoir étendre à son gré l'arbitraire, il adoucit la rigueur de ce coup d'autorité.

L'œuvre de la constitution avançait, au milieu des fatigues toujours énormes d'un gouvernement nouveau. Bonaparte assistait assidûment aux débats, et Sieyes en était considéré comme l'oracle. L'événement vint donner un démenti à la haute opinion qu'on avait de lui; car, allant toujours jusqu'aux dernières conséquences de son principe, il rendait son œuvre absurde à l'application.

Dans la question capitale du système électoral, il s'agissait d'assurer à la nation une *représentation* véritable, sans qu'elle pût abuser, comme elle l'avait fait, de sa participation aux affaires publiques. Sieyes proposa une liste de notabilités à trois degrés. Sa liste communale se composait du dixième des hommes de chaque commune, élus directement par leurs concitoyens. Ceux-ci en désignaient un autre dixième pour former la liste départementale, et les citoyens qui y figuraient en choisissaient encore un dixième pour former la liste nationale. Les fonctionnaires publics devaient être pris dans cette dernière liste, c'est-à-dire les membres du gouvernement, les ministres, la législature, le sénat, le conseil d'État, le tribunal de cassation et les ambassadeurs; de même dans la liste départementale les préfets, les juges d'appel, les administrateurs; dans la liste communale les municipalités, les juges de première instance et les juges de paix : ce qui constituait une aristocratie nouvelle d'un plus difficile accès que l'ancienne. Constitution de l'an VIII.

Le pouvoir délibérant dans la constitution de Sieyes se composait d'un corps législatif de trois cents membres, âgés de trente ans au moins, et d'un tribunat de cent membres, ayant vingt-cinq ans révolus; ces deux corps devaient se renouveler par cinquième.

Le gouvernement proposait ainsi les lois par l'intermédiaire du conseil d'État; le tribunat les discutait, comme représentant du peuple et de l'esprit nouveau, de l'esprit libéral; le corps législatif votait sans discussion, et sa décision faisait loi.

Enfin un sénat conservateur, composé de quatre-vingts membres nommés à vie, âgés de quarante ans au moins et n'exerçant aucune fonction publique, avait pour mission de veiller

1800. au maintien de la constitution, et de l'interpréter au besoin.

Quant au pouvoir exécutif, il était exercé par un grand électeur à vie, nommé par le sénat conservateur, ayant des gardes, un palais et un traitement de six millions. Il recevait les ambassadeurs et en envoyait; les lois étaient promulguées et la justice rendue en son nom; il nommait les employés sur les listes respectives, et désignait les deux consuls, un pour la paix, l'autre pour la guerre; le sénat pouvait l'appeler dans son sein, ce qui équivalait à une destitution.

Tel était le plan de constitution imaginé par Sieyes. Mais dans ce système l'élection du peuple, appelé à désigner cinq mille candidats, était illusoire. Ce sénat qui n'avait qu'un droit de *veto*, ce corps législatif muet, ce grand électeur inactif et nominal compliquaient la machine de contre-poids inutiles; et si elle eût pu se mouvoir librement, il en serait résulté une aristocratie fainéante. Soumise à une impulsion puissante, elle devait conduire au despotisme. Il n'était pas dit un mot de la liberté de la presse ni de la liberté individuelle. Cependant on approuvait généralement des dispositions qui tendaient à assurer la stabilité après un mouvement désordonné, et à rendre les délibérations paisibles après tant de bavardages bruyants. Bonaparte seul crut voir compromises cette force et cette stabilité qu'il jugeait essentielles; le grand électeur lui apparut sous l'aspect d'un des anciens rois fainéants, ou, pour employer son expression, « d'un pourceau engraissé à Versailles avec plusieurs millions. » Sieyes n'osa défendre un poste qu'il avait rêvé pour lui et qui lui eût fait à peu près la position d'un roi d'Angleterre.

Il était encore trop tôt pour songer à un chef unique. On conserva donc les trois consuls, dont un devait être le véritable chef, et les autres ses conseillers nécessaires. On ménageait ainsi la forme monarchique, que Bonaparte sentait être inévitable, et avec elle l'existence d'une aristocratie. L'aristocratie se trouvait en germe dans le sénat; la véritable démocratie ne conservait que le tribunat, dénomination tout à fait illusoire.

Sieyes s'effaça pour entrer, avec une dotation brillante, dans le sénat. C'était un esprit profond, un logicien qui allait au fond des questions politiques; mais il était chimérique et pédantesque dans la forme; après avoir donné la parole à la révolution, il avait espéré la réduire au silence par ses rêveries constitutionnelles.

1800. Février. Bonaparte, premier consul, choisit pour collègues Cambacérès

et Lebrun : l'un, jurisconsulte éminent, avait voté la mort du roi et avait toujours favorisé le pouvoir, quel qu'il fût, mettant par peur à son service tout ce que pouvait lui fournir sa profonde connaissance des lois ; l'autre, écrivain distingué, avait été un bon administrateur sous l'ancienne monarchie. 1800.

La constitution fut acceptée, et les consuls terminèrent l'adresse qui l'accompagnait en disant : *La révolution est fixée aux principes qui l'ont commencée; elle est finie.* En effet, le passé était détruit, et l'on avait établi des principes clairs et qui étaient nouveaux ; un édifice durable allait s'élever sur les bases de l'unité nationale et de l'égalité devant la loi, et la génération actuelle était engagée à le maintenir. Mais, bien loin que la révolution fût terminée, ce fut à partir de ce moment que ses fruits commencèrent à mûrir et à se propager.

Les fonctionnaires furent nommés par Bonaparte ou par son influence, et ils se trouvèrent ainsi sous sa main. Il choisit pour secrétaire d'État Maret, journaliste à la rédaction prompte, médiocrité souple, propre à seconder un homme de génie. Les nombreuses relations de son frère Lucien et son habileté administrative le déterminèrent à lui confier le ministère de l'intérieur. Talleyrand fut chargé des affaires étrangères, et Fouché de la police.

Bonaparte avait donc pour but de fondre toutes les factions : *Gouverner avec un parti*, disait-il, *c'est se mettre tôt ou tard sous sa dépendance. Ils ne m'y prendront pas. Je suis national, je me sers de quiconque a de la capacité et le désir de marcher avec moi. Le gouvernement doit se placer au centre des partis.*

De ce moment il fut vraiment dictateur, avec une autorité sans limites. Mais telle était la lassitude générale qu'on ne s'en aperçut même pas et qu'il ne rencontra aucune opposition. On voyait en lui la nation, et sa gloire paraissait celle de la France. Il semblait que la liberté fût affermie par la répression des factieux, l'égalité par les bonnes lois, l'ordre par la substitution des faits aux théories des utopistes. On se figurait qu'un état de choses qui, pour Bonaparte, n'était que transitoire devait se perpétuer : « Il accoutumait à l'unité, et c'était un premier pas. La sagesse consistait à marcher au jour le jour, sans s'écarter d'un point fixe, étoile polaire de Napoléon pour conduire la révolution au port qu'il lui avait marqué (1). »

(1) *Mém. de Sainte-Hélène.*

1800. Il n'y eut de journaux que les treize qui furent désignés par le gouvernement. L'administration municipale, morcelée entre une multitude de communes, fut organisée par districts, de manière à la concentrer aux mains des préfets, afin que l'action de tous ces magistrats, placée sous la main du premier consul, fît disparaître le désordre précédent, produit par ce manque d'unité.

On vit alors un système puissant d'administration, établi non sur des abstractions, mais sur des institutions politiques et dans lequel le télégraphe faisait tout mouvoir. C'était une réaction contre le système de 89; c'était une égalité réelle, une hiérarchie dont n'approcha jamais celle de la monarchie ancienne, et que n'entravait pas l'obstacle des priviléges; c'était un despotisme démocratique, formé des réminiscences de l'ancien régime, jointes à la puissance d'action du comité de salut public. C'est ainsi que Bonaparte préludait à son système de concentrer toutes les intelligences comme tous les faits autour de l'autorité souveraine, non pas à l'aide de petites lois dictées par la passion, mais par la force et en détruisant les idées pour se servir des hommes.

19 février. Bonaparte, après avoir fait célébrer solennellement les obsèques de Washington, qui sut fonder une république et la respecter, fit à l'âge de trente et un ans, son entrée dans le palais des rois, entouré d'une pompe royale et militaire. *Bourrienne*, dit-il à son secrétaire, *maintenant que nous sommes aux Tuileries, il faut nous y maintenir*. Il songea à se former une cour au milieu de sa propre famille, qui désormais appartient à l'histoire, puisqu'elle deviendra une pépinière de rois. Il respectait son frère Joseph comme le chef de la famille, et il le destinait à négocier la paix qu'il espérait donner à la république. Il haïssait dans Lucien l'attitude républicaine, une franchise par fois mal venue et certains droits qu'il avait à sa reconnaissance, poids insupportable pour celui qui s'est élevé. Tous deux néanmoins avaient foi dans la grandeur future de leur frère, et la préparaient en laissant entendre déjà ce que lui-même n'aurait osé révéler encore. Il se proposait de confier plus tard l'armée à Louis, et la marine à Jérôme. Sa sœur Marianne, gracieuse et amie des gens de lettres, avait épousé Pascal Bacciochi, simple officier; Bonaparte leur fit prendre les noms plus poétiques d'Élisa et de Félix. La main de la belle Pauline, dont la réputation était alors sans tache, était promise au général Le-

clerc ; Caroline, élégante et jolie autant que vive et ambitieuse, fut mariée, avec trente mille francs de dot, à Murat, soldat aventureux, tout dévoué au premier consul. 1800.

Joséphine Beauharnais, femme de Bonaparte, prodigue, frivole, généreuse, liée avec l'ancienne noblesse, ennemie des jacobins, contribua immensément à la grandeur de son mari par ses relations; mais l'éclat de la gloire ne paraît pas avoir suffi pour fixer ses affections. Des deux enfants qu'elle avait eus de son premier mari, Eugène, vaillant soldat, était cher à Bonaparte, qui l'avait emmené avec lui en Égypte; Hortense, élevée par madame Campan, la confidente de Marie-Antoinette, épousa plus tard Louis Bonaparte.

Autour de ces personnages, qui seront bientôt des princes, se déployait une cour d'aides de camp, créatures de Bonaparte et passionnés pour sa personne. Bientôt s'ouvrirent aux Tuileries des réunions de fonctionnaires, d'officiers, de savants, au milieu desquels brillait le premier consul. Ces femmes, ces courtisans nouveaux sortis de la petite bourgeoisie et du peuple, manquaient pour la plupart d'éducation ; il en résultait un mélange bizarre, des disparates singulières entre les manières, le langage et les ajustements fastueux, les riches bijoux « que leur mari ou leur amant avait enlevés aux femmes des vaincus. »

La société tout entière soupirait après le retour de l'ordre. Le temps de combattre et de mourir une fois passé, on recommença à rire et à jouir de la vie. Les hommes, génération nouvelle qui succédait à l'ancienne génération immolée, se trouvaient affranchis de l'autorité paternelle, du droit d'aînesse, des liens de famille. Les divorces étaient d'une extrême facilité, le mariage même ne consistait qu'en une simple déclaration. Le désordre des mœurs allait au rebours de l'ordre politique renaissant. Dans les danses, dans les promenades on vit des femmes à la mode se montrer dans la nudité antique. On protestait par ce voluptueux cynisme contre le cynisme puritain de la convention. Le jeu s'affichait hardiment, et des dépenses exorbitantes annonçaient des gens qui s'enrichissaient sans peine. Le théâtre reprit sa gaieté et ses allures romaines ; l'opéra comique et les chansons joyeuses attestèrent qu'on était las de souffrir, et les peintures champêtres charmèrent ce peuple qui la veille encore se délectait aux scènes sanglantes de la guillotine. En un mot, les idées et les mœurs des premiers républicains avaient péri.

1800. Les jacobins les plus résolus étaient morts; quelques-uns, parmi les survivants, rêvaient soulèvements et poignards; mais le plus grand nombre mettait son habileté au service d'un dictateur dont l'énergie était en rapport avec leurs idées.

Les royalistes voyaient la monarchie revenir, et se flattaient d'un retour des Bourbons par Bonaparte; d'autres, sentant qu'il avait frappé la révolution, espéraient qu'il tomberait comme tous ceux qui avaient voulu s'élever contre elle. Les gentilshommes des provinces se tenaient prêts. La basse Normandie, l'Anjou, la Vendée reprirent courage, et la chouannerie s'y réveilla; les royalistes y nouèrent des intelligences avec ceux du Languedoc et de la Provence, pour désorganiser le pays. Mais Fouché veillait à tout; il était informé, et laissait faire. Bonaparte exhortait tous les partis à se réunir dans un seul sentiment, l'amour de la patrie. Il voulait que les prêtres prêchassent la réconciliation et la concorde dans les temples qui se rouvraient pour eux. Il chargea le général Brune de réprimer les mouvements séditieux; mais, se fiant surtout dans la corruption et dans la clémence, il cherchait à diviser les chefs, à exciter des jalousies entre eux; il offrait des grades dans l'armée aux chefs royalistes convertis. Ces chefs, en effet, déposèrent les armes l'un après l'autre, ou se les virent arracher. George Cadoudal lui-même, le redoutable chouan, vint aux Tuileries; mais il ne se laissa pas séduire, comme tant d'autres, par le guerrier pacificateur. Il abandonna sa patrie rendue à la tranquillité, et partit pour l'Angleterre. Afin de rassurer toutefois les républicains, qui craignaient que Bonaparte ne songeât à jouer le rôle de Monk, on fusilla quelques royalistes.

Il était difficile en effet de rétablir l'ancienne monarchie. Les Bourbons auraient eu des vengeances à satisfaire; les d'Orléans pouvaient convenir à la noblesse par leur écusson et au peuple à cause de la part qu'ils avaient prise à la révolution; mais Louis-Philippe avait abandonné les républicains après avoir combattu avec eux, et, riche d'intelligence, il n'avait pas assez d'audace pour saisir la couronne, qui ne devait lui échoir qu'après un long circuit. Un prétendant doit se taire, ou monter à cheval; et il n'y avait plus de supériorité possible que la victoire; tous les partis avaient eu recours à la force ou à l'insurrection : les baïonnettes seules pouvaient refaire la royauté. Bonaparte l'avait compris, et il s'achemina au trône par de nouveaux champs de bataille.

Quoi qu'en aient dit ses flatteurs, les armes françaises n'avaient pas attendu le retour de Bonaparte pour se relever. L'Autriche, toujours jalouse des Russes, tâchait de les renvoyer de la Lombardie, qu'ils venaient de lui rendre, et perdait du temps au lieu de frapper des coups décisifs. Le conseil aulique résolut de faire passer l'archiduc Charles de la Suisse sur le Rhin, et les Russes de la Lombardie en Suisse, bien qu'ils fussent peu propres à la guerre de montagne, et qu'ils n'eussent point l'habitude du terrain. Masséna profita de ce déplacement téméraire au moment où Souvarov s'avançait avec difficulté par le Saint-Gothard vers la vallée de la Reuss, pour faire sa jonction avec la division russe de Korsakov, et par une marche savante le renferma dans Zurich. 1799. Août. 25 septembre.

Souvarov, harcelé par Lecourbe dans les gorges de la Reuss et au pont du Diable, arriva à Altorf : là, ne trouvant pas d'embarcation sur le lac, il fut obligé de défiler le long d'une vallée étroite, perdant beaucoup de monde; et à peine s'étendait-il dans les plaines de Zurich que Masséna tomba sur lui, et le refoula avec vigueur. La neutralité suisse fut ainsi violée de tous côtés, et les tranquilles vallées retentirent du bruit des armes. Plus de vingt mille Russes et cinq mille Autrichiens avaient péri dans une lutte de quinze jours. Les tristes débris de l'armée conquérante arrivèrent sur le Rhin dans un état déplorable. Souvarov, qui se prétendait sacrifié par ses alliés, refusa de combattre davantage, et s'en alla porter ses plaintes à Pétersbourg. Paul, qui à la nouvelle des victoires de Souvarov en Italie avait ordonné qu'on lui rendît les mêmes honneurs qu'à sa propre personne, le proclamant le plus grand capitaine des temps passés et modernes, le déclara alors infâme, dégrada ses officiers, et ne s'inquiéta en rien de ceux qui étaient restés prisonniers. En même temps il se brouilla avec l'Autriche, qu'il accusa de trahison, lui reprochant de n'avoir eu en vue que la conquête de l'Italie et de l'accaparer pour elle.

Masséna avait sauvé la France d'une invasion, et montré à l'Europe que les Russes pouvaient aussi être battus. Le prince Charles, entravé dans ses projets par les instructions qu'il recevait de Vienne, abandonna le commandement. En Hollande, les Anglo-Russes, resserrés par Brune, avaient été obligés de capituler; mais ils n'avaient par rendu la flotte.

La seconde coalition contre la France avait été plus étendue que la première, et en cela beaucoup plus faible. Ses triomphes

1799. ne lui valurent que de la honte et des regrets, l'Angleterre et la Russie, pour leur malheureuse expédition de Hollande; l'Autriche et la Russie, pour Ancône et le Piémont : car l'Autriche, considérant le pape et le roi de Sardaigne comme déchus, voulait s'attribuer leurs États à titre de conquête sur la république française (1).

« L'alliance entre l'Autriche et la Russie, dit le prince Charles, fut rompue, comme la plupart des coalitions basées sur les calculs de puissances dont les forces s'équilibrent. L'idée d'un avantage commun, le prestige d'une confiance fondée sur les mêmes opinions préparèrent les premiers rapprochements. Les divergences d'opinion quant aux moyens d'atteindre le but commun fit naître la mésintelligence, qui s'accrut à mesure que les événements, en changeant le point de vue, bouleversaient les objets et trompaient les espérances. Elle éclata enfin quand des armées indépendantes devaient opérer de concert. Le désir naturel de jouer le premier rôle dans les succès et dans la gloire excita les passions rivales des chefs et des nations. L'orgueil et la jalousie, la ténacité et la présomption naquirent du conflit des ambitions et des avis opposés. Les contradictions continuelles aigrirent de plus en plus les esprits; et c'est un heureux hasard quand une pareille union se dissout sans que les deux partis tournent leurs armes l'un contre l'autre (2). »

La révolution du 18 brumaire avait été vue de bon œil, comme un retour à l'ordre et à l'unité, par les puissances étrangères, qui ne voulaient plus traiter avec un gouvernement dont les chefs changeaient tous les trois mois. Déjà plusieurs avaient deviné dans Bonaparte le génie organisateur. Lorsqu'il adressa des propositions de paix à l'Angleterre, les whigs soutinrent qu'il convenait de les accepter; mais Pitt répondit, dans un admirable discours, qu'on ne pouvait pas se fier à une révolution qui en dix ans, disait-il, avait commis plus de crimes que la France n'en avait peut-être accumulé depuis qu'elle existait, pas plus

(1) Le comte de Cobentzel répondait, en novembre 1799, au comte Panin : « Comment pourrait-on exiger la cession des trois légations qui, par le traité de Tolentino, ont été annexées à la république cisalpine, que nous avons conquise? C'est une juste compensation des frais de la guerre. Je ne doute pas que ma cour ne rende le Piémont au roi de Sardaigne; mais Alexandrie et Tortone, ayant été détachées du Milanais par les armes, doivent de même revenir par les armes sous la domination autrichienne. »

(2) *Campagnes de* 1799, tome II, p. 275.

qu'à un homme qui, n'ayant jamais respecté une promesse, 1797.
avait violé les traités faits avec les rois étrangers et ses serments envers son propre gouvernement. Malgré les répliques de Sheridan et une lettre très-modérée de Bonaparte, l'opinion de Pitt triompha. Il obtint un crédit de trente-neuf millions et demi de livres sterling pour faire la guerre à ce consul, qui trouvait à peine dans les caisses publiques cent soixante mille livres d'argent comptant; et la guerre générale fut déclarée. La Russie et l'Autriche s'apprêtèrent à y prendre part, et un vaste plan de campagne se prépara.

En Italie, les Autrichiens et les Anglais devaient prendre 1800.
Gênes, marcher sur Nice, entrer de là en Provence, où ils seraient secondés par l'insurrection des royalistes. Un second corps était destiné à soulever le Piémont; Mélas, soldat de la guerre de sept ans, qui, rompu aux anciennes manœuvres, en tira bon parti tant qu'il ne fut pas déconcerté par les grands coups de la stratégie moderne, pénétrerait dans le Dauphiné; en même temps l'Angleterre se chargeait d'attiser l'incendie dans la Vendée, en Bretagne et en Normandie. Les Autrichiens avaient une armée plus forte que jamais, et l'empereur lui-même parut à sa tête avec les archiducs. Cent trente mille hommes s'avancèrent, commandés par Ferdinand; Bellegarde en avait quatre-vingt mille sous ses ordres en Italie; l'archiduc Jean, cent vingt mille; et l'Angleterre solda le corps de Condé, composé de dix mille hommes. Dumouriez pressait la Russie d'envoyer sur le Rhin un corps indépendant, qui de Mayence marcherait sur Paris.

Bonaparte affectait aux yeux de l'Europe un vif désir de la paix et le regret de ne pouvoir l'obtenir, en même temps qu'il se préparait à s'affermir au pouvoir par de nouveaux succès en Italie. Le 18 brumaire avait été un triomphe obtenu par l'armée; il fallait désormais des coups décisifs pour démontrer la solidité du nouveau gouvernement et pour attacher au dictateur les généraux qui se tenaient encore à l'écart. Bonaparte institua des récompenses, qui consistaient en armes d'honneur, pour être distribuées aux plus braves; il se plut à rapprocher dans l'armée l'ancienne aristocratie avec les fils de la révolution. Moreau, qui avait été mis à la tête de l'armée du Rhin tandis que celle d'Italie était confiée à Masséna, pouvait, avec cent trente mille hommes bien approvisionnés, contenir sur le Rhin le général Kray, successeur du prince Charles, à qui le com-

1800. mandement avait été retiré, parce qu'il conseillait une paix que la situation aurait rendue alors honorable.

La reine Caroline de Naples était allée en Russie solliciter les secours du czar. Les Autrichiens occupaient derrière l'Inn une
25 avril. position avantageuse; mais Moreau, après avoir passé hardiment le Rhin, en Alsace, sous les yeux de l'ennemi, se mit en com-
Mai. munication avec Augereau, qui opérait dans le Tyrol, et battit Kray à Engen, Mosskirch et Biberach.

En Italie cependant les Français, réduits à quarante mille hommes, mourant de misère, étaient refoulés vers les Alpes, et Masséna, sans argent, sans munitions, se repliait vers la rivière de Ponent. Après avoir accompli, sans argent ni munitions,
Février. avec un petit nombre de soldats, des exploits héroïques, il entra dans Gênes, et y réorganisa l'armée, où tout n'était que confusion depuis la mort de Championnet; mais il s'y vit bientôt assiégé par les Anglais et les Autrichiens. L'Autriche, pour qui Gênes n'était d'aucune importance, s'obstina néanmoins à une entreprise qui affaiblissait Mélas en étendant par trop son front. L'indomptable Masséna se soutint dans la place au milieu de souffrances dont son courage seul pouvait triompher, et sa résistance laissa à Bonaparte la liberté de ses opérations.

Les conjonctures lui commandaient de frapper un de ses grands coups : ayant réuni à Dijon une réserve de soixante mille hommes, tant conscrits que volontaires, entraînés par le danger de la patrie et la confiance qu'inspirait le général, il conçut le projet de descendre en Italie par les vallées du Saint-Gothard, du grand et du petit Saint-Bernard et par le mont Cenis, en coupant la ligne de l'ennemi, qui s'étendait de la Lombardie
Mai. jusqu'au Var. Moncey, détaché de l'armée du Rhin, suivit la première route, et commença les opérations; Thureau s'avança par la dernière, Chabran par le petit Saint-Bernard; les corps de troupes disséminés dans les départements eurent ordre de rejoindre de l'autre côté des Alpes.

La constitution de l'an VIII, qui avait établi la responsabilité des ministres, s'opposait à ce que le premier consul eût le commandement de l'armée; mais il n'en tint nul compte; et ayant fait nommer, pour la forme, Berthier général en chef, il dirigea trente-cinq mille hommes par le grand Saint-Bernard. Les glaciers des Alpes, non moins périlleux que les sables d'Égypte, ne pouvaient manquer d'être un stimulant pour les jeunes imaginations; et en effet ce passage, qu'une résistance héroïque

pourrait seule rendre redoutable, est resté entouré de souvenirs poétiques. L'Autriche ayant eu l'imprudence de laisser la Suisse dégarnie de troupes, l'armée française traversa la montagne sans tirer un coup de feu, et Bonaparte la franchit trois jours après. Une fois descendue dans les plaines d'Italie par Aoste et Ivrée, l'armée eut bientôt occupé, de l'autre côté des Alpes, une ligne qui s'étendait de Suse à Bellinzona. 1800.

Abusée par la publicité que Bonaparte avait donnée à son plan de campagne et par l'emphase avec laquelle il l'annonçait, l'Autriche crut que c'était de sa part un artifice ; elle n'avait donc pris aucune précaution contre une entreprise qui, dans toute autre circonstance, aurait passé pour téméraire. Bonaparte entra à Milan au moment où Mélas l'attendait à Vintimille, et se 2 juin.
hâta d'y rétablir, sans persécuter personne, le gouvernement populaire. Il rétablit l'université de Pavie, où il appela des hommes distingués. Il s'empara des magasins et de l'artillerie que les Autrichiens surpris avaient abandonnés.

De son côté, Murat s'emparait de Plaisance ; l'armée autrichienne se trouvant ainsi coupée en deux, les Français n'hésitèrent pas à laisser la Lombardie dégarnie de troupes pour aller l'attaquer dans les plaines du Piémont. A peine le corps qui, renfermé dans Gênes, devait être la victime de cette grande 11 juin.
expédition avait-il rendu la place à des conditions honorables, quand il n'y restait plus une once de pain, que Mélas accourut à la rencontre de l'ennemi dans la plaine de Marengo, entre la Scrivia et la Bormida. L'armée de Bonaparte pliait devant les 14 juin.
vétérans autrichiens, lorsque la colonne de Desaix, glorieux débris de l'Égypte, survint tout à coup ; et, se formant en carré, comme elle avait appris à le faire pour repousser les mameluks, elle décida la victoire en faveur des Français ; mais Desaix la paya de sa vie.

La bataille de Marengo était loin d'avoir anéanti les Autrichiens ; mais telle fut leur consternation qu'ils abandonnèrent tout, à la seule condition de se retirer librement sur Mantoue, ce qui excita l'indignation générale et accrut le prestige qui s'attachait à Napoléon. Cette armée, forte de cent vingt mille hommes, que l'Autriche avait réunie pour remettre l'Italie sous le joug et envahir ensuite la France méridionale, était vaincue et obligée de battre en retraite. Alexandrie capitula ; les Français rentrèrent dans Gênes, qui passa déplorablement d'un vainqueur à un autre ; et Bonaparte devint encore une

1800. fois le maître de l'Italie. Mais, sans se laisser enivrer pas un tel triomphe, il offrit la paix aux conditions du traité de Campo-Formio, c'est-à-dire en exigeant que les Autrichiens évacuassent l'Italie jusqu'au Mincio.

Moreau avait continué en Allemagne ses opérations : resserrant Kray du côté d'Ulm, il entra en Bavière, passa le Danube, fut vainqueur à Hochstædt, et exécuta des manœuvres qui excitèrent l'admiration de tous les hommes de guerre; mais dans l'attente où il était des événements d'Italie, où il avait détaché une partie de ses troupes, il n'agit pas avec assez de résolution. Informé que Bonaparte avait conclu un armistice, il en fit un aussi en Allemagne, et l'Europe tressaillit à l'espoir de la paix.

Mais, au moment même où elle se négociait, François II accepta soixante-deux millions de subsides et l'alliance de l'Angleterre, en promettant de faire traîner les conférences en longueur; puis, rejetant les préliminaires proposés, il fit arrêter l'ambassadeur français. Bonaparte, irrité de cette déloyauté,
Décembre. qu'il proclama hautement, reprit ses mouvements offensifs, et commença la *campagne d'hiver*. Augereau était sur le Mein, Moreau sur l'Inn; sur le Mincio, Brune, général médiocre, qui remplaçait Masséna, discrédité dans l'armée d'Italie malgré sa bravoure. Murat conduisit en Italie dix mille grenadiers, qu'il emmena d'Amiens; Macdonald s'achemina péniblement, avec quinze mille hommes détachés de l'armée de Moreau, à travers les gorges couvertes de neige du Splughen, pour venir former l'aile droite de l'armée d'Italie; c'était en tout trois cent
3 decembre. mille combattants bien équipés. Une grande affaire s'engagea bientôt entre l'archiduc Jean et Moreau à Hohenlinden, où l'on combattit sous la neige et sur la glace; les Autrichiens défaits y perdirent vingt mille soldats, presque toute leur artillerie et leurs bagages, et virent Moreau s'avancer jusqu'à Lintz en vue de Vienne. Les archiducs réclamèrent alors l'armistice qu'ils avaient refusé, et Moreau eut la modération d'y consentir, à la condition que l'on traiterait des conditions de la paix à Lunéville sans l'intervention de l'Angleterre.

Victorieuse de même sur tous les points, l'armée d'Italie, ne laissant à l'Autriche que Mantoue, s'apprêtait à déboucher sur Vienne par les Alpes noriques lorsque le maréchal de Bellegarde, qui commandait les Autrichiens, à la nouvelle de l'armistice conclu en Allemagne, en signa un autre avec Brune. Ainsi se termina en vingt jours la campagne d'hiver, l'une

des plus mémorables de ce temps héroïque pour les combinaisons de stratégie et les grands résultats obtenus. 1800.

Les Autrichiens et les Napolitains s'étaient installés à Rome, dont le siége était vacant, et laissaient voir ouvertement l'intention de rester maîtres des États qui en dépendaient, quand les victoires des Français vinrent modérer leur ambition. Le roi de Naples, toujours excité par l'ardente et implacable Caroline, avait d'abord formé le plan de marcher à la défense de la Romagne et de recouvrer la Toscane; mais Miollis et Pino s'avancèrent contre lui, et pénétrèrent de force dans Sienne, que les Napolitains avaient occupée; en même temps Murat se dirigeait droit sur Naples.

La politique ne souriait pas moins à Bonaparte que la chance des combats. Paul Ier s'était brouillé avec l'Autriche, parce qu'elle avait sacrifié l'armée de Souvarov à ses intérêts ambitieux, et refusé ensuite d'échanger ceux de ses soldats qui étaient restés prisonniers en France. Il était irrité contre l'Angleterre, qui, se montrant violente envers les neutres, prétendait dominer aussi sur la Baltique et exercer avec hauteur le droit de visite. Passionné dans ses résolutions comme il était, le czar se rapprocha de Bonaparte, qui avait su le caresser, lui avait rendu les prisonniers russes, et remis l'île de Malte en dépôt dans ses mains; il envoya un ambassadeur en France. Cependant l'Allemagne entière demandait la paix, et se récriait contre la politique égoïste et imprudente de l'Autriche; force fut donc à l'empereur de sacrifier son ministre Thugut, qu'il remplaça par Cobentzel. Ce fut ce dernier qui, après de longues discussions avec Joseph Bonaparte, conclut le traité de 1801.
paix de Lunéville, qui eut pour base le traité de Campo-Formio 9 février.
et les propositions faites à Rastadt. La cession de la Belgique à la France y fut ratifiée, la possession des États vénitiens assurée à l'Autriche, celle du Brisgau au duc de Modène. Bonaparte, voulant recouvrer Saint-Domingue, qui s'était révolté, s'était fait céder par l'Espagne la Louisiane, ancienne colonie de la France, moyennant la promesse d'augmenter les États de l'infant 1800.
de Parme jusqu'à concurrence d'un million ou de douze cent Octobre.
mille habitants, avec le titre de roi. La Toscane fut destinée à procurer à l'infant cet accroissement, les Autrichiens ne devant rien conserver en Italie au delà de l'Adige. Ces conventions furent ratifiées : l'empereur, sans y être autorisé par la diète, céda la rive gauche du Rhin, en promettant une compensation

[illegible] aux princes héréditaires dépossédés; il reconnut les républiques batave, helvétique, cisalpine, ligurienne, et rendit la liberté aux prisonniers d'État italiens.

L'Autriche avait disposé des pays et des souverainetés qui ne lui appartenaient pas pour accroître ses pays héréditaires; elle ne parla ni du pape, dont elle convoitait les Légations, ni du roi de Sardaigne, qu'elle n'avait pas rétabli à Turin à l'époque de son occupation (1), ni du royaume de Naples. Mais le pape pouvait espérer, à défaut de ceux qui s'étaient déclarés ses protecteurs, dans les négociations qu'il avait ouvertes avec le premier consul. Caroline de Naples, atterrée à la nouvelle de la paix de Lunéville, eut recours à l'intervention officieuse
28 mars. du czar Paul : en conséquence, Murat conclut avec Naples un armistice qui fut suivi d'un traité de paix signé à Florence. La cour de Naples s'obligea à fermer aux Anglais les ports du royaume, et abandonna à la république française tout ce qu'elle possédait dans l'île d'Elbe ainsi que dans la Toscane; elle s'engagea de plus à payer un demi-million de francs pour indemniser les citoyens français des pertes qu'ils avaient éprouvées et à amnistier tout délit politique. Il fut stipulé en outre, par un article secret, que, pendant toute la durée de la guerre avec la Turquie et la Grande-Bretagne, des garnisons françaises entretenues par le roi resteraient dans les Abruzzes et dans la Terre d'Otrante.

Les traités de paix de Campo-Formio et de Lunéville faisaient donc revivre l'ancien droit public; et la France, après tant de doctrines généreuses et de belles promesses, sacrifiait elle-même les peuples et les nationalités à la vieille idée de l'équilibre européen.

Mais elle avait châtié la seconde coalition, qui l'avait poussée à la guerre; fait la paix avec le continent; conclu plusieurs alliances contre l'Angleterre, qu'elle avait exclue des ports de Naples, d'Espagne, de Portugal, et qu'elle espérait contraindre aussi à désarmer sur la mer, comme elle avait contraint les autres puissances à désarmer sur le continent. Bonaparte était béni par l'Europe, comme le génie de l'ordre et de la paix.

(1) M. Bignon blâme ceux qui reprochent à Napoléon de n'avoir pas restitué le Piémont à la paix de Lunéville, et il allègue pour raison que « de tout temps il été reçu que le plus fort, quand sa volonté peut faire loi, ne rend à la paix que ce qu'il n'a pas un grand intérêt à garder. »

CHAPITRE IX.

MESURES RÉPARATRICES DU PREMIER CONSUL. — LE CODE. — LE CONCORDAT. — PAIX D'AMIENS.

Bonaparte avait fait un acte d'abnégation héroïque en abandonnant le poste suprême qu'il occupait à peine, pour se mettre à la tête des armées (1). Ses ennemis pouvaient mettre à profit son absence pour détruire son ouvrage. Mais sitôt qu'il eut remporté la victoire de Marengo, il regagna Paris en toute hâte, pour rassurer par sa présence l'inquiétude publique et distribuer des récompenses (2). En même temps il envoyait Lucien comme ambassadeur en Espagne et congédiait Carnot, les deux seuls hommes qui osassent encore lui parler avec franchise. Il se liait de plus en plus avec Talleyrand, excellent serviteur de tout pouvoir grandissant, et avec Fouché, qui connaissait les hommes et les méprisait autant qu'il convient à un bon chef de la police.

L'administration se consolidait de jour en jour. Un certain nombre d'anciens chouans qui avaient fui la Vendée désarmée, de conscrits réfractaires, de mauvais sujets qui, après avoir longtemps vécu une pique à la main en criant *à la guillotine!* ne pouvaient se résigner à la vie domestique, s'étaient jetés sur

(1) « Mais ce qui est surtout admirable, et, à mon gré, le plus beau trait de sa vie, c'est ce noble abandon du poste central de Paris, où à peine il s'était placé, pour aller au delà des Alpes gagner les batailles du peuple français; mouvement de l'âme dont la gloire est à lui seul et qui m'a toujours tellement ému que je m'indigne encore ici de penser que le même homme a cru s'agrandir en se plaçant sous un manteau impérial. » LA FAYETTE, *Mes rapports avec le premier consul.*

(2) Parmi les honneurs décernés par Bonaparte en 1800, nous mentionnerons celui dont La Tour-d'Auvergne fut l'objet. Descendant en ligne naturelle des ducs de Bouillon, il avait combattu vaillamment en Espagne, et, fait prisonnier par les Anglais, il refusa de déposer la cocarde tricolore. De retour en France, il vivait dans la retraite en se livrant à l'étude, lorsque le fils, d'un de ses amis ayant été atteint par la conscription, il reprit les armes et partit à sa place. Bonaparte, pour le récompenser, lui donna le titre de *premier grenadier de France.* Il fut tué à Oberhausen, et le premier consul décida que l'appel de la compagnie commencerait toujours par son nom, et que le plus ancien grenadier, portant sur sa poitrine le cœur de La Tour-d'Auvergne dans une boîte d'argent, répondrait pour lui.

les grands chemins, qu'ils infestaient; et ce fut une tâche laborieuse que de les détruire. Il fallait remettre en bon état les routes et les ponts, restés depuis longtemps à l'abandon, afin de rendre les communications plus faciles. On s'appliquait à rétablir l'ordre dans les finances, et d'équilibrer les dépenses avec les revenus. Le rétablissement de la tranquillité raviva le commerce et augmenta la consommation; les biens ruraux, affranchis des redevances et passés dans les mains de propriétaires laborieux, produisaient davantage; les forêts étaient mieux conservées. La France bénissait le retour de l'ordre; mais les factions acharnées ne se laissent pas arracher si facilement les armes de la main ni la haine du cœur.

Le sculpteur italien Ceracchi et le peintre Topino-Lebrun, animés d'une haine classique contre le nouveau César, organisèrent une conspiration que la police, non contente de surveiller, encouragea, et dont elle arrêta enfin les auteurs pour les envoyer au supplice, tandis qu'il aurait suffi de les confiner dans une maison de fous. Cette dernière parodie des souvenirs de la république romaine et l'explosion d'une machine infernale qui faillit donner la mort au premier consul ne servirent qu'à accroître l'intérêt qu'il inspirait, comme le seul homme sur qui reposaient, aux yeux de ses ennemis même, les destinées du pays. Bonaparte en accusa les jacobins, les métaphysiciens; et le ministre de la justice, 1800. 1er janvier. secondant le courroux du consul, proposa de déporter en masse cent trente républicains et terroristes qui, « sans avoir été arrêtés tous le poignard à la main, étaient tous reconnus capables de le prendre. » On soupçonnait cependant alors, et l'on en acquit ensuite la certitude, que le coup était parti non pas des républicains, mais des émissaires du Vendéen George Cadoudal. Ce fut en vain que le conseil d'État s'opposa à cette mesure illégale. Le premier acte du sénat conservateur fut d'approuver sans discussion cet acte arbitraire et d'instituer des tribunaux spéciaux pour les cas de révolte.

Ce fut à partir de ce jour que Bonaparte marcha plus hardiment à la dictature en démolissant l'une après l'autre les libertés introduites dans l'administration depuis 89; il renversa le tribunat, où s'étaient réfugiées la résistance et la discussion. C'est dans le conseil d'État, où des hommes éclairés, mais sans force pour résister, recevaient de lui leurs inspirations, exposaient et mettaient en lumière ses pensées, dont il ne transpirait rien dans le public, qu'il se plut à placer toute sa confiance.

Il rappela les émigrés, à l'exception d'un petit nombre, et leur rendit ceux de leurs biens qui n'avaient pas été vendus.

C'était une affaire capitale pour Bonaparte que d'organiser l'instruction publique, non plus dans le sens démocratique, mais de manière à donner au gouvernement la haute main sur les intelligences, et à y faire dominer l'esprit militaire. Dès les premiers mouvements révolutionnaires, elle avait été sécularisée, et constituée sur des bases civiles. Cabanis avait été chargé par Mirabeau de rédiger sur cette matière un projet qui fut publié plus tard (1). Instruction.

Talleyrand, dans un magnifique rapport à l'assemblée constituante, avait considéré l'instruction dans sa source, dans son but, dans son organisation, dans ses méthodes; il avait proposé un système d'éducation pour tous les rangs et à tous les âges, proportionnée aux conditions et capable de développer, outre l'intelligence, le physique et le moral de l'homme. Les écoles primaires devaient enseigner les principes de ce qu'il importe à tous de connaître, et les écoles secondaires préparer la jeunesse aux divers états; venaient ensuite les écoles spéciales pour les sciences, et un Institut national, comme centre de l'esprit public. 1800.

Mais la révolution s'était jetée dans d'autres voies. Lorsqu'en 93 tout se trouva nivelé au milieu d'un peuple sans frein, dont les liens sociaux étaient brisés, l'Académie française, celle des sciences et celle des lettres furent abolies sur la proposition de Grégoire; avec elles tombèrent les académies de province, les universités et les colléges. L'année suivante, on ouvrit des concours publics pour les beaux-arts, et une commission fut instituée pour les juger; on en établit une autre pour recueillir les tableaux et les archives des églises et des monastères abolis; on fonda un conservatoire des arts et métiers, des écoles primaires, des écoles de médecine, de navigation, d'artillerie maritime et

(1) Dans son plan d'instruction, Cabanis admire les Spartiates, selon la mode du temps, pour l'éducation, égale en tout, qu'ils donnaient aux enfants; mais il ne la croit pas appropriée aux temps modernes, ne méconnaissant pas non plus que les enfants des esclaves étaient à Sparte exclus des écoles. Il veut que les familles restent maîtresses du choix et de la quantité de connaissances à donner à leurs enfants, sans que l'État y intervienne. Les diverses conditions de fortune des parents rendront l'éducation très-diverse; mais cela lui paraît un bien, attendu que le droit commun ne consiste pas dans l'égalité des lumières, mais dans l'égale extension du bien-être. Or, il croit pouvoir atteindre ce but avec un corps enseignant pour la morale et avec des fêtes publiques.

1800. un lycée républicain; puis on institua en 1795 un bureau des longitudes, un conservatoire de musique et l'institut pour les aveugles. Bonaparte remania ces divers éléments, et créa un nouvel Institut national, dont il exclut les sciences morales et politiques. De ce point culminant dérivait toute l'instruction publique. Elle se composait de trente-deux lycées organisés militairement, où les langues mortes conservaient le premier rang; puis venaient les sciences mathématiques et physiques, qui recevaient les développements nécessaires dans les écoles spéciales. L'école polytechnique, ouverte à trois cents élèves de seize à vingt ans, fut destinée particulièrement à répandre l'instruction des sciences physiques et mathématiques ainsi que des arts graphiques.

Bonaparte se préparait à recueillir dans un code d'autres grands fruits de la révolution. Déjà les rois de France avaient conçu plusieurs fois l'idée de ramener à l'unité les innombrables coutumes entre lesquelles était divisée la législation de la France. Charles VII ordonna cette amélioration en 1453; le jurisconsulte Dumoulin la réclamait hautement au seizième siècle; les ordonnances de Louis XIII, de Louis XIV et de Louis XV en furent des essais partiels. Mais cette œuvre rencontrait un obstacle dans les querelles des parlements et du clergé, dans les priviléges, dans la philosophie optimiste : cependant le travail était bien avancé quand survint la révolution. Elle se servit des lois civiles pour faire triompher l'égalité, qui, entendue à sa manière, rendait tout gouvernement impossible. Alors fut abolie la puissance paternelle, et le concubinage trouva un encouragement dans la faveur accordée aux enfants adultérins, en même temps que le mariage était avili par les facilités données au divorce. La faculté de tester se trouva très-restreinte, la représentation admise et avec elle la division des patrimoines à l'infini. On supprima tout d'un coup les substitutions, sans égard pour les droits existants; les emphytéoses et les fidéicommis devinrent propriétés libres, la contrainte par corps supprimée; la mise en circulation d'un papier-monnaie illusoire équivalut à l'abolition des dettes; celles de l'État furent réduites à un tiers, les lois civiles et politiques devinrent indépendantes de toute loi religieuse, ou plutôt tout ce qui existait en fait de religion fut abattu et détruit (1).

(1) PORTALIS, *Mém. de l'Académie*, II.

Ce fut sur ces ruines qu'on tenta de bâtir un code dont Cambacérès fut chargé, mais dont le projet périt avec les passions politiques qui l'inspiraient. Quand le calme eut commencé à renaître, le premier consul sentit la nécessité de soumettre toute la France à un pouvoir central, en faisant disparaître les coutumes qui la subdivisaient; car la révolution ne devait être accomplie qu'au moment où l'esprit rétrograde et l'esprit novateur seraient contraints à respecter ses légitimes conquêtes. La difficulté c'était de faire marcher de concert la science, la justice et la société, dont le désaccord avait entraîné une révolution, laquelle, en dépassant le but, avait tout bouleversé en sens contraire et contraint ses partisans à chercher le salut dans les passions brutales et la force matérielle. La difficulté consistait, en un mot, à rétablir l'harmonie sans séparer entièrement la société de son passé. 1800.

Ce projet n'était point de façonner le peuple d'après un type nouveau, ni de l'arrêter dans sa marche, mais de prendre acte du mieux, en profitant du passé, en conservant le caractère, les traditions, les origines nationales. On voulait se rapprocher du droit romain, en le séparant de tout le fatras canonique et féodal. Portalis avoue même, dans le préambule de ce grand ouvrage, qu'il aurait été imposible de détruire des statuts envisagés comme des priviléges et comme contre-poids à l'inconstance d'un pouvoir discrétionnaire; qu'on aurait risqué, en le faisant, de trancher violemment les liens communs de l'autorité et de l'obéissance.

Il ajoutait : « Une révolution est une conquête, et dans le passage de l'ancien ordre au nouveau les lois se font par la seule force des choses; lois nécessairement hostiles, partiales, subversives, à cause du besoin qu'on a de rompre toutes les habitudes, de briser tous les liens, d'écarter tous les obstacles. Personne ne s'occupe plus des relations privées des hommes entre eux, et l'on n'a en vue que l'objet politique et général; on cherche plutôt des alliés que des concitoyens; chaque chose semble tenir au droit public... On subvertit le pouvoir des pères, pour que les fils s'éprennent plus facilement des innovations; l'autorité maritale n'est plus respectée, parce que de nouvelles formes et une nouvelle méthode s'introduisent dans le commerce de la vie. Il faut décomposer le système, parce qu'il est utile de préparer un nouvel ordre de citoyens par un nouvel ordre de propriétaires. A chaque instant les changements naissent

1800. des changements, et les événements des événements; les institutions se succèdent avec rapidité sans qu'on puisse s'arrêter à aucune; et l'esprit de révolution se mêle à toutes, c'est-à-dire le désir exalté de sacrifier violemment tous les droits à une fin politique, et de n'admettre d'autre considération que celle d'un intérêt d'État mystérieux et changeant. »

Il exposait ensuite comment s'était formée l'ancienne législation, et combien il aurait été convenable d'en changer une bonne partie : « l'innovation la plus défectueuse aurait été de ne pas innover, car tout ce qui est ancien a été nouveau; » comment, au contraire, on conserva tout ce qu'il n'était pas nécessaire de détruire, les lois devant ménager les habitudes lorsqu'elles ne constituent pas des vices. « Trop souvent on raisonne, dit-il, comme si le genre humain finissait et commençait à chaque instant, sans communication entre une génération et la suivante. Mais le législateur isolerait ses institutions s'il n'observait soigneusement les corrélations entre le présent, le passé et l'avenir; car c'est par elles qu'un peuple, s'il n'est exterminé ou ne tombe dans une dégradation pire que l'anéantissement, ne cesse pas, jusqu'à un certain point, de ressembler à lui-même. Nous avons trop aimé les changements; et si, en matière d'institutions et de lois, les siècles d'ignorance sont un théâtre d'abus, les siècles de philosophie et de lumières ne sont que trop souvent un théâtre d'excès. »

Le code nouveau devait avoir pour base les nouveaux principes de liberté, d'égalité et d'humanité proclamés, s'adapter à l'accroissement de l'industrie et du commerce; résumer avec clarté et précision les conquêtes, si chèrement achetées, de la révolution. Ceux qui y travaillaient étaient des hommes habitués aux affaires et aux discussions : cependant les discours sur ce grave sujet nous semblent souvent pompeux et vides; les lieux communs y sont appuyés de théories banales, de réminiscences, d'habitudes; la science du jurisconsulte y apparaît rarement; souvent la révolution s'y trouve reniée. Quelques-uns penchaient pour le droit romain, d'autres pour le droit coutumier; on adopta beaucoup de décisions et jusqu'à des chapitres entiers de Pothier. Bonaparte, qui voyait juste par instants, tranchait avec les lumières du bon sens des débats inextricables, tandis que les autres se laissaient fourvoyer par les préjugés de province ou d'école. Il jugeait utile à sa cause de seconder les passions démocratiques alors éveillées en leur accordant tout ce qui

ne nuisait pas immédiatement à son pouvoir. Il entendait donc que des principes populaires présidassent aux partages des biens et à la constitution de la famille, pourvu qu'on ne prétendît pas les introduire dans la direction de l'État; et que la liberté existât dans les lois civiles, pourvu qu'on le laissât inaccessible sous l'abri des lois politiques. 1800.

La différence capitale qui distingue ce code de tous les précédents, c'est qu'il soumet toutes personnes et toutes choses à des lois et à des tribunaux identiques, soit pour les contestations civiles, soit pour les affaires criminelles; tel devait être le caractère de toutes les législations nouvelles : c'était là certainement la plus grande des victoires de la révolution. Ces législateurs donnèrent trois bases à leur travail : séculariser entièrement l'ordre politique et civil; rendre les citoyens égaux devant la loi, et les enfants dans la famille; délier tout à fait la propriété, et donner le droit d'en user et d'en disposer, sauf les seules limites que la loi impose dans l'intérêt public. Comme la France ne reconnaissait pas de religion nationale, ils durent se borner à des prescriptions morales.

Dans la constitution de la famille, Napoléon se montra cruel envers la femme, et il admit contre elle le divorce (1). Il disait que le maire prononçait toujours d'une voix trop basse ces paroles de la loi : *La femme doit obéissance au mari;* et il aurait voulu les accompagner de formes plus solennelles. Son but était d'introduire dans la famille la même discipline que dans l'armée, résumant tout, là comme ailleurs, dans ce mot : *obéissez.*

Ainsi, une révolution sociale une fois accomplie par l'abolition des priviléges, lelégislateur venait appliquer l'égalité civile à tous les faits de la vie, et organiser vigoureusement l'unité nationale dans le système politique. En conséquence, tous les pays réunis à la France par des traités ou par la conquête lui furent incorporés; et la cour suprême du royaume fut placée au sommet de cet immense édifice, centralisation judiciaire plus commode pour les gouvernements que pour les populations, dont elle contrarie les habitudes et quelquefois blesse les intérêts ou les sentiments.

(1) « Les femmes ont besoin d'être assujetties, et il n'y a que le divorce qui puisse les tenir en bride. Elles vont où elles veulent, font ce qu'elles veulent; il faut que cela finisse : ce n'est pas français que d'accorder de l'autorité aux femmes. » *Discours au conseil d'État;* THIBAUDEAU, *Mémoires sur le consulat*.

1800. Mais la révolution sociale était accomplie que la révolution économique commençait à peine; et les conséquences du travail libre, de la division de la propriété n'étaient pas encore venues. La France restait toujours un pays agricole, et le législateur dirigeait principalement son attention sur la propriété territoriale : il y avait peu d'industrie, point de commerce maritime; le crédit, l'esprit d'association, les assurances, étaient presque inconnus; l'économie politique était dans l'enfance, et elle se trouva en défaut sur ces différents points au moment où le commerce se développa.

Bonaparte, ennemi des abstractions philosophiques et de la liberté exagérée, penchait tout à fait pour que l'industrie fût soumise à des règles. Il rétablit donc les corporations, mais seulement à l'égard des notaires, des avocats, des agents de change en raison de la garantie qu'ils offrent sous la responsabilité commune. Il n'osa pas appliquer le même principe aux artisans, dont une partie maintenant semble le réclamer après avoir éprouvé tous les maux de la concurrence et de l'égoïsme.

Le code fut terminé sous des inspirations différentes pendant cette marche rétrograde que ne cessa de suivre la révolution jusqu'au despotisme, ce qui y rendit impossible une uniformité systématique. Les fruits de la révolution se reconnaissent dans l'égalité domestique et civile; mais Bonaparte, devenu empereur, chercha ensuite à la détruire en créant une noblesse, des droits d'aînesse, des fiefs, des titres, des prérogatives. Il laissa à l'écart tout le droit administratif, qui devint un amas de lois, d'ordonnances, de circulaires sans principes certains et souvent en contradiction avec la loi civile. La propriété fut déclarée sacrée, et nul ne put en être dépouillé pour cause d'utilité publique qu'après jugement et indemnité préalable; mais d'autres propriétés non moins sacrées, l'industrie, le commerce, la pensée, le culte, n'obtinrent pas la même sécurité. La loi resta athée, le mariage ne fut qu'une cérémonie froide et légale, avec la perspective du divorce.

Bonaparte, qui sentait si vivement et avec tant de sagacité les inconvénients de la résistance, était trop neuf à la liberté pour en comprendre les avantages. Le progrès du despotisme se révéla davantage dans le code de procédure et dans le code criminel, qui furent promulgués plus tard. Le code de procédure est compliqué d'actes inutilement multipliés. Le code de com-

merce est fondé, comme le précédent, sur les ordonnances de Louis XIV, où l'on a changé les formules, et mis toutefois à profit les progrès dus à la révolution La révolution avait cherché tous les moyens de prévenir et de simplifier les procès; elle voulut que la loi s'exprimât si clairement que chacun pût l'entendre et l'appliquer sans connaissances préliminaires; elle supprima tout intermédiaire entre le plaideur et le juge, pour obvier aux abus du gaspillage de palais; elle plaça des juges de paix dans chaque canton pour concilier les parties à l'aide des seules lumières du bon sens; si le litige devait être porté devant les tribunaux, les plaidoiries étaient publiques, et l'on appelait de la décision d'un tribunal devant un autre. Ces institutions durèrent plus ou moins; mais il en survécut une extrêmement importante dans l'obligation imposée aux juges de motiver leur sentence, afin de convaincre les parties et d'écarter l'idée de partialité. 1800.

Ce qu'on obtenait autrefois par grâce, la révision des sentences, fut accordé de droit avec la cour de cassation, magistrature suprême faite pour donner plus ample sécurité aux plaideurs, pour éclairer le législateur en réunissant dans un même centre les applications les plus importantes de la loi, pour fournir aux juges inférieurs de nouvelles règles sur la manière d'entendre les lois, et reléguer dans l'oubli les vieilles coutumes locales. Mais afin que cette cour ne fût pas surchargée des appels de toute la France, il fut établi qu'elle veillerait au maintien de la loi et des formes, sans connaître des faits particuliers, en recevant les causes dépouillées de toute individualité. Ce tribunal n'a pas à décider entre deux parties, mais entre la législation en vigueur et l'autorité judiciaire; elle ne doit ni réformer ni confirmer les décrets et les sentences, mais en refuser ou en accorder la cassation, et dans ce dernier cas renvoyer l'examen de l'affaire à une autre cour.

Le jury avait été introduit en France, à l'imitation de l'Angleterre; mais si l'on n'osa point porter la main sur ce palladium de la liberté individuelle, on lui fit subir des modifications qui le dénaturèrent. Indépendamment d'un magistrat chargé de remplir les fonctions d'accusateur public, certains délits furent exceptés de la procédure régulière, et des cours spéciales furent saisies de la connaissance des délits qui exigeaient une prompte répression, arme terrible dans la main d'un despote.

Malgré ses défauts, le code qui reçut le nom de Napoléon fut

1800. envié par toutes les autres nations (1). Sa clarté, sa lucidité, dues à Pothier et à Domat, gagnaient encore par la suppression de toutes les entraves féodales. Les dispositions étaient bienveillantes et rationnelles, lors même qu'elles manquaient de générosité. Il ne poussait pas au progrès, n'anticipait point sur l'avenir, ne s'opposait pas au pouvoir absolu; et ce qui prouve qu'il était rédigé dans des idées bien différentes de la révolution, c'est qu'il put être adopté même par les États despotiques. Mais il était susceptible d'améliorations, il était facile à mettre en pratique, et procurait un ordre, une régularité qui étaient le vœu du temps, bien que l'humanité en progrès pût espérer davantage.

Bonaparte établit aussi des règlements sur chaque chose, sur les beaux-arts, les théâtres, les jeux, les loteries; il institua la Légion d'honneur, aristocratie personnelle qui liait ses membres à la dynastie : *Ce sont des hochets*, disait-il; *mais c'est avec des hochets qu'on mène les hommes*. Et, en effet, ces austères républicains furent charmés de se voir parés de ce grand cordon que les rois ambitionnèrent bientôt.

Mais il est des sentiments qui portent plus haut que les intérêts matériels : tel est le sentiment religieux; or, le rétablissement du culte était conforme aux idées réorganisatrices de Bonaparte. L'assemblée constituante n'avait pas détruit le catholicisme; mais elle avait obligé les prêtres à jurer la constitution. De là naquit le clergé constitutionnel, à la tête duquel était Grégoire et dont aucun membre n'obtint la confiance populaire. La plupart des anciens prêtres étaient restés fidèles à Rome, supportant la pauvreté, les persécutions, le martyre, fidèles toutefois au gouvernement sans lui être asservis et bien vus du peuple.

Mais bientôt on alla plus loin : la révolution, qui mettait logiquement l'*Encyclopédie* en pratique et s'insurgeait avec fureur contre la tyrannie, voulut déraciner les préjugés, les distinctions, le pouvoir, et avec eux ce qu'il importe le plus de croire et d'observer. Les doctrines du Christ furent considérées comme allant de pair avec les institutions d'une époque d'ignorance, comme bonnes tout au plus à l'enseignement de l'en-

(1) Les différentes parties de ce code furent promulguées séparément, puis réunies en un seul corps par la loi du 21 mars 1804, qui abrogea les lois antérieures, tant générales que locales.

fance du genre humain. Puis on en vint à supprimer Dieu lui-même, ou du moins à l'exclure du gouvernement du monde et de toute intervention dans les événements humains. La Providence, l'ordre, le bien, l'immortalité parurent des hypothèses qu'on mit à l'écart pour embrasser celles de la fatalité, du hasard, du désordre, du mal, du néant. Le gouvernement révolutionnaire s'était montré fidèle à ce vœu insensé de Diderot, « d'étrangler le dernier des rois avec les boyaux du dernier des prêtres. » Un grand nombre d'ecclésiastiques furent égorgés durant la terreur; d'autres, et même depuis, avaient été incarcérés ou déportés. Enlevez à l'homme l'idée d'une destination suprême imprimée en lui par la religion et par le culte, il ne différera de la brute que par une infortune supérieure à toute félicité terrestre; car il ne lui restera plus que l'orgueil d'un savoir illusoire, la conviction de l'incertitude en toutes choses et les désespoirs d'une ambition impuissante. 1800.

Sous le Directoire, les théophilanthropes introduisirent leur culte absurde. On vit alors ces nouveaux prêtres déposer, au retour de certaines fêtes consacrées aux vertus, des fleurs sur les autels dont on avait repoussé le rit sacré de l'expiation.

Larevellière-Lépeaux, l'auteur de cette invention, écrivait, le 21 octobre 1797, à Bonaparte, alors en Italie : « Il faut empêcher que l'on ne donne un successeur à Pie VI, et profiter de la circonstance pour établir à Rome un gouvernement représentatif, et délivrer l'Europe de la suprématie papale. » Mais Bonaparte, qui déjà osait désobéir et s'accoutumait à commander, usa d'égards envers le pape, tout en le traitant en vaincu. Devenu consul, il fit rendre les honneurs funèbres à Pie VI, qui était mort prisonnier à Valence, âgé de quatre-vingt-un ans; il assista en Italie aux *Te Deum* qui célébraient ses victoires, et s'aperçut que le peuple y était et voulait être chrétien. Mais en France l'impiété continuait d'être à la mode, chez le peuple par ignorance, chez les gens éclairés par engouement pour Voltaire et par respect humain. Cabanis, Lalande, Volney, Parny, Pigault-Lebrun affichaient l'athéisme; Sylvain Maréchal composa le *Dictionnaire des athées;* Ginguené disait dans une circulaire, comme ministre de l'instruction publique : « Toutes les religions positives, ne pouvant s'alimenter que de superstitions, sont à peu près équivalentes; et les hommes, en se détachant de l'une pour suivre l'autre, n'ont fait que changer d'esclavage. La révolution française

1801. « est la première qui, affranchie de toute influence religieuse « et sacerdotale, tend vraiment à l'émancipation de la société « humaine. Attaquer par des fictions ingénieuses ces religions « positives, contraires au bonheur de l'homme; verser à pleines « mains le ridicule sur ce qui fit répandre tant de sang, c'est « bien mériter de la patrie et de la révolution. »

A la mort de Pie VI, les philosophes se disaient : *Nous avons enterré le dernier des papes;* et les catholiques avaient craint que l'Église ne restât veuve, au moins pour longtemps. Mais le conclave s'était réuni à Venise pendant les victoires de Souvarov en Italie. L'Autriche, qui prétendait le dominer en retour de l'hospitalité qu'elle lui donnait, fit exclure le célèbre Gerdil; mais les lenteurs qu'elle mit à se prononcer sur un candidat de son choix firent proclamer Barnabé Chiaramonti. Dans une encyclique qu'il avait publiée comme évêque d'Imola, il avait déclaré que la liberté, chère à Dieu et aux hommes, était la faculté de faire et de ne pas faire, mais toujours sous la loi divine et humaine; que la forme démocratique ne répugnait pas à l'Évangile, et qu'elle exigeait même ces hautes vertus qui ne s'apprennent qu'à l'école de Jésus-Christ : « Ces vertus, disait-il, feront de bons démocrates, d'une démocratie droite, étrangère « à l'infidélité, à l'ambition et dévouée au bonheur commun. « Elles conserveront la véritable égalité, qui, en montrant que « la loi s'étend sur tous, montre en même temps dans quelle « porportion doit se tenir chaque individu par rapport à Dieu, à « lui-même et aux autres. L'Évangile, les traditions apostoliques « et les saints docteurs ont, bien plus que les philosophes, « créé la vertu républicaine en rendant les hommes des héros « d'humilité, de prudence pour gouverner, de charité pour « fraterniser entre eux et avec Dieu. Suivez l'Évangile, et vous « serez la joie de la république; soyez bons chrétiens, et vous « serez d'excellents démocrates. »

1800. 14 mars. Cet esprit de modération parut convenir au temps, et le cardinal Chiaramonti fut élu sous le nom de Pie VII. Quoique l'Autriche voulût l'obliger de rester à Venise ou à Vienne, il se rendit à Rome, où le mécontentement de la domination étrangère le faisait vivement désirer. D'un caractère très-doux lui-même, il choisit pour ministre Gonsalvi, homme aussi habile que modéré.

Le système unique et fort de l'Église catholique convenait au génie de Bonaparte. Il comprenait qu'en dominant l'Église comme

il se le promettait, il obtiendrait aussi l'empire sur les consciences, et qu'en rattachant l'ancienne France à la nouvelle il ravivrait l'un des éléments les plus puissants de l'unité nationale.

Tant de sang répandu avait dissipé les illusions et lassé les esprits un moment exaltés. Les ennemis de la religion se trouvaient ruinés par leur victoire même; sans Dieu, la nature parut hideuse, la raison ironique, la société impossible. On était ennuyé de cet état de crise, où nulle croyance stable n'amenait les hommes à un accord d'actes et d'opinions; le besoin de la foi, de consolations religieuses renaissait avec énergie. Tant d'enfants désormais orphelins, tant de femmes restées veuves sentaient le besoin de se réfugier près de Celui qui est le père et l'époux immortel; les âmes affligées invoquaient des rites où elles pussent se réconcilier avec le Dieu qui console. Les amants imploraient le Christ, pour qu'il sanctifiât leurs affections en les bénissant; ceux qui souffraient invoquaient la croix, pour qu'elle leur enseignât la patience et leur donnât l'espoir encourageant d'un jugement où seront revisées les sentences iniques des puissants. L'homme politique, désabusé lui-même, voyait qu'il fallait chercher une égalité plus vraie, une liberté plus solide et plus infaillible. Le penseur réfléchissait sur ces trois siècles de démolition, durant lesquels les sectes religieuses et philosophiques avaient sapé le christianisme sans lui substituer une loi générale de l'homme et du monde, sans trouver un être intermédiaire entre le grand tout qu'elles enlevaient à l'humanité et le néant où elles la plongeaient.

D'un autre côté, le temps des persécutions était passé : si beaucoup d'émigrés étaient rayés de la liste fatale, beaucoup de prêtres aussi étaient admis à rentrer dans leur patrie, moyennant simple promesse substituée au serment qui d'abord avait été exigé d' eux; et peu à peu il parut possible de rapprocher la république de l'Église. Trois jours après la bataille de Marengo, Bonaparte s'entretint à ce sujet avec le cardinal Martiniana; puis Gonsalvi et Joseph Bonaparte entamèrent des négociations à Paris. Toutefois le saint-siége ne pouvait espérer recouvrer sans de grands sacrifices ce royaume, le premier-né du christianisme. On voulait obtenir le mariage des prêtres; mais Pie VII, tout rempli qu'il était d'affection pour la France et d'admiration pour l'homme qui la dirigeait, répondit que, s'il était possible d'absoudre ceux qui s'étaient mariés, il ne 1801.

1801. l'était pas d'autoriser le principe comme maxime générale. Il ne se montra pas difficile sur les propriétés de mainmorte enlevées au clergé, les richesses n'étant pas nécessaires à sa mission; et l'aliénation de quatre cents millions de biens nationaux fut reconnue.

Quant à la suprématie pontificale, déjà dans le concordat de 1516 entre François Ier et Léon X, il avait été convenu que le roi nommerait les évêques, et que le pape leur donnerait l'institution, afin qu'au milieu de la corruption générale les choix ne restassent pas abandonnés aux chapitres, ni réservés à la cour de Rome. Pie VII reconnut la nouvelle circonscription des diocèses, conformément à celle des provinces en départements, ainsi que les évêques nommés aux différents siéges par le premier consul. Il sollicita lui-même, des prélats émigrés qui avaient refusé le serment, qu'ils donnassent leur démission, afin que leurs siéges ne restassent pas vacants; et tous s'empressèrent de la donner avec cette générosité dont, au début de la révolution, la noblesse avait fourni l'exemple en renonçant à ses titres. Ainsi l'Église se relevait non pas souillée de sang et avec la croix de bois, mais dans un pompeux appareil et à l'ombre d'une épée puissante.

Les esprits forts riaient de cette réapparition des prêtres et de ce consul dévot; mais le conseil d'État ne savait plus dire non (1). Bonaparte dompta la résistance intérieure, en partie à l'aide des restrictions contenues dans les articles organiques, en partie à l'aide de l'emprisonnement et de la déportation. Le conseil du clergé constitutionnel fut dissous; les révolutionnaires italiens, mais plus encore les royalistes, qui comptaient sur la rupture du pape avec le consul, dans l'espoir qu'elle serait une occasion de désordre et de réactions, voyant l'ordre s'assurer désormais, se résignèrent en silence. La France eut un ministre des cultes (Portalis) et un légat *a latere*. Le jour de Pâques 1802, une salve d'artillerie salua la première fête chrétienne célébrée depuis 89, et le peuple entendit avec enthousiasme le son des cloches, si longtemps muettes; il accourut en foule aux rites solennels, et se nourrit avec bonheur de la parole divine.

(1) « Il parla pendant une heure et demie... Comme il ne demanda pas quel était l'avis du conseil, chacun se tut. » *Lettre de M. Spada à Gonsalvi, en date du 8 août.*

La littérature s'anima de cet esprit réparateur. Le vicomte de Chateaubriand, longtemps errant sur le sol étranger, entreprit alors de réveiller ces harmonies mystérieuses que le ciel et la terre ont avec l'existence humaine, et de les substituer dans la poésie à ces réminiscences païennes qui ne produisaient plus que des images décolorées; son *Génie du Christianisme* eut un grand succès. Ce n'était pas une discussion pour les philosophes, mais une œuvre poétique pour les hommes à sentiment, pour la jeunesse et pour les femmes. L'auteur ne cherchait pas à prouver les vérités de la foi, mais à montrer quelle source de beau elles sont pour les arts et les lettres, combien la morale du christianisme est pure, combien ses dogmes et son culte sont solennels et dignes d'amour. Pour les grands et pour les riches, les maux de la révolution étaient désormais réparés; mais la classe la plus nombreuse, à laquelle ordinairement les compensations n'arrivent guère, ressentait un profond besoin de Dieu; elle avait soif d'entendre une voix qui la comprît et compâtît à son sort, qui n'eût pas seulement de l'ironie pour les misères de l'homme. Voltaire avait combattu le christianisme par le sarcasme, Diderot avec l'arme du raisonnement, Rousseau avec d'éloquents sophismes : Chateaubriand entreprenait alors de le défendre par les charmes de l'imagination et par la puissance des affections; il prenait à tâche de détruire cette sorte de honte qu'il y avait à croire, à adorer à l'exemple de tant de sages et de héros. 1801.

Quoi que l'on puisse dire de cette façon de considérer la religion d'un point de vue tout humain, l'effet de ce livre, qui substituait le Christ à Voltaire, attestait dans les esprits une direction nouvelle. Il fut combattu par les philosophes pour les idées, par les grammairiens pour la langue, aussi étrange, disait-on, que les pensées. Les esprits forts se moquèrent de ses défauts, où tant de vigueur se révélait pourtant, comme ils auraient fait de ceux d'un écolier. Mais il eut pour protecteurs Lucien Bonaparte, le Mécène de l'époque, et Fontanes, le journaliste officiel qui préparait la restauration monarchique à l'aide de la restauration littéraire.

A la même époque Delille flétrissait dans son poëme de la *Pitié* les saturnales révolutionnaires, et donnait des regrets à Louis XVI et à la reine : ce poëme fut recherché avidement, parce qu'il était défendu. Michaud écrivait le *Printemps d'un Proscrit;* Portalis publiait un livre sur l'*Usage et l'abus de l'es-*

1801. *prit philosophique;* La Harpe, philosophe converti, critique sec et sans imagination, qui travaillait à ramener le goût à l'aide de règles mathématiques, flagellait la révolution dans son *Cours de littérature,* et il fallut lui imposer silence. Le mérite de Voltaire, comme poëte, fut mis en discussion; les questions littéraires furent traitées avec un intérêt tout nouveau dans le *Mercure* par Chateaubriand, Fontanes, Bonald, madame de Genlis. Ils avaient pour adversaire le journal des *Débats*, dont les feuilletons acquirent une grande vogue. Marie-Joseph Chénier publia une satire contre les *nouveaux saints* et contre la manie de préférer le *Pange lingua* à Horace, le *Dies iræ* à Ovide. Il prononça en outre un discours rempli d'idées voltairiennes et de mépris pour les institutions anciennes; il y démontrait les services rendus par la philosophie du dix-huitième siècle : mais la cause était gagnée dès qu'elle était mise en discussion.

La guerre continuait à ensanglanter la Méditerranée, où les Anglais voulaient s'établir. Malte, qu'ils assiégèrent, fut prise le 5 septembre 1800; il en fut de même de Minorque. Plusieurs des Antilles françaises furent enlevées; les Hollandais perdirent Surinam, Curaçao, ainsi que tout ce qu'ils avaient dans l'Océanie, à l'exception de Java, et enfin le cap de Bonne-Espérance, le meilleur point de relâche dans ces parages. Les 21 mars. Turcs et les Russes se rendirent maîtres des îles Ioniennes, que ces gouvernements despotiques érigèrent en république. Cependant les alliés des Anglais avaient à souffrir eux-mêmes de leur arrogance, et l'empereur de Russie finit par en prendre ombrage. N'ayant plus rien alors à redouter de la France, il reprit les projets de Catherine, qui avait proclamé la neutralité armée, et s'unit dans ce but à la Suède, au Danemark et à la Prusse, en proclamant la neutralité maritime comme en 1780 (1) et ajoutant que tout navire convoyé serait exempt de visite. Ces principes répugnaient à l'Angleterre, qui élevait des prétentions contraires, et entendait de plus assujettir aux droits de visite tous les navires, ceux même qui était convoyés par des bâtiments de guerre. Le czar irrité fit saisir tout à coup les navires anglais dans les mers de la Russie, et détermina les Danois à occuper les rives du Weser et de l'Elbe, et les Prussiens, l'électorat de Hanovre.

L'Angleterre soutenait que ses prétentions résultaient de

(1) Voy. tome XVII, chap. 20.

« droits incontestables, dont l'exercice modéré est indispensable aux intérêts les plus chers de l'empire britannique. » Si Fox et Shéridan prouvaient au parlement ce que la libre navigation avait de légitime, Pitt répondait : *Si nous avions abandonné le droit de visite, la France aurait relevé son commerce et sa marine ;* et il déclamait contre le *principe jacobin des droits de l'homme*, principe qui forcerait de renoncer à tous avantages, en vue desquels, depuis si longtemps et avec tant de profit, l'énergie anglaise s'était déployée. 1801.

Pitt l'emporta, et l'Angleterre répondit par une déclaration de guerre à la déclaration des droits maritimes que proposaient les puissances neutres. Prompte à agir, elle attaqua l'État le plus inoffensif, mais le plus exposé : Nelson partit de Yarmouth avec cinquante-deux voiles, et arriva dans le Sund, qui n'était pas suffisamment gardé ; il bombarda Copenhague, qui, 2 avril. malgré une défense intrépide, fut contrainte de capituler, à la condition que le roi renoncerait à la neutralité ; qu'il ouvrirait ses ports aux Anglais, et qu'il leur permettrait d'approvisionner leur flotte en Danemark.

Ce résultat avait été amené par un événement d'une plus grande importance. Nous avons déjà parlé du caractère de Paul Ier, qui, chevaleresque, brutal, faible et violent, était extrême dans la haine comme dans l'amour. S'étant mis en tête d'abord de rétablir en France l'ancienne monarchie, il prit en haine les Français, et, croyant les anéantir, il envoya cent mille soldats en Italie, moins à une guerre qu'à un massacre. Puis, brouillé tout à coup avec l'Autriche, et principalement avec l'Angleterre, parce que cette dernière puissance ne voulait pas lui restituer Malte, à laquelle il prétendait comme grand maître, il se prit d'une sorte de culte pour Bonaparte, et interdit tout commerce avec les Anglais : c'était vouloir réduire à la misère son empire, qui n'a d'autres richesses que les matières premières qu'il fournit à l'Angleterre. Il avait même combiné avec Bonaparte un vaste projet, qui était de rassembler en commun une puissante armée à Asdrabad, ville de Perse, pour marcher de là sur l'Inde. En cent vingt jours, les soldats vainqueurs des Alpes seraient arrivés du Danube à l'Indus, et, se réunissant aux Russes, forçant l'empire d'Allemagne ainsi que la Turquie de les seconder, ils auraient frappé l'Angleterre au cœur.

L'interruption du commerce anglais avait mécontenté les boyards, et ils n'étaient pas moins offensés des bizarreries de

1801. Paul, qui venait alors de changer ses ministres, de maltraiter Souvarov, et qui se laissait emporter à des boutades que suivait fréquemment l'exil en Sibérie. Les grands tramèrent donc un complot pour lui substituer Alexandre, son fils. Ce prince avait été élevé par un Genevois, le général La Harpe, dans les principes en vogue alors. Paul, qui le voyait de mauvais œil, comme tout ce qui avait plu à Catherine, l'ayant un jour appelé dans son cabinet avec son frère Constantin, leur fit jurer à tous deux sur un crucifix qu'ils n'entreprendraient rien contre sa vie. Il ne fut pas difficile dès lors à Pahlen et à Benigsen, chefs de la conspiration, de persuader à Alexandre que Paul voulait le reléguer en Sibérie. Ils obtinrent en conséquence son assentiment à leur projet, sous la réserve que les jours de son père seraient respectés. Les conjurés, ayant donc assailli Paul et trouvant une résistance à laquelle ils ne s'attendaient pas, l'étranglèrent sans pitié. Les médecins firent l'autopsie de son cadavre, et déclarèrent que l'empereur était mort d'un mal subit.

Alexandre, qui avait alors vingt-quatre ans, s'évanouit lorsqu'on lui annonça que le meurtre était consommé et s'écria : *Ah! quelle page dans l'histoire!* à quoi Pahlen répondit : *Celles qui suivront feront oublier la première.* Alexandre commença par révoquer toutes les mesures bizarres de Paul ; il renvoya ses ministres, et permit l'introduction des livres et des modes étrangères. Non-seulement il comprit dans l'amnistie les assassins de son père, mais il leur donna de grandes positions. Répudiant le système suivi précédemment, il rétablit les anciennes relations, abandonna la politique française, peu populaire en Russie, leva le séquestre mis sur les bâtiments, et renonça au principe que le drapeau couvre la marchandise.

Ainsi tomba la ligue du Nord; et l'Angleterre en conçut tant de joie que la mort violente de Paul passa pour le résultat de ses machinations. Gouvernée par un grand ministre, ses dépenses annuelles s'élevaient à 1732 millions, tandis que celles de la France n'étaient que de 600 millions; et sa dette publique s'était accrue de 7 milliards 500 millions, par suite de la guerre qu'elle avait soutenue. Mais ses ressources en même temps s'étaient augmentées. La mort de Tippoo-Saïb lui avait assuré l'entière possession des Indes. Elle seule faisait le commerce du monde, ce qui avait doublé ses importations et les produits de l'impôt ; elle avait une armée florissante et huit

cent quatorze bâtiments de toute grandeur, personne ne pouvait donc lui disputer la suprématie maritime. 1801.

Cependant, malgré cette supériorité, les menaces révolutionnaires semblaient la placer sur le bord du précipice. Les proclamations françaises avaient du retentissement surtout en Irlande. Les habitants de cette île n'aspiraient d'abord qu'à la liberté dans le sens féodal; ils y prétendirent bientôt comme à un droit. La réforme irlandaise prit donc aussi le caractère philosophique, se fondant sur l'égalité des citoyens et par suite sur le suffrage universel. De là une multitude de projets. Chaque événement qui survenait en France trouvait de l'écho dans l'île; chaque institution y était imitée. Les *volontaires irlandais*, qui, libéraux, mais protestants, voulaient des droits uniquement pour eux, donnèrent alors la main aux catholiques en s'intitulant Irlandais-Unis. Ils prirent parti pour la France et surmontèrent la harpe nationale du bonnet rouge jacobin. Haïssant les whigs et la marche lente de la réforme, ils ne se contentèrent plus de concessions partielles et prétendirent à l'émancipation.

Quelques lois pénales furent encore abolies; on révoqua la défense de contracter des mariages mixtes et l'obligation de suivre le rit anglican; l'enseignement fut affranchi; la liberté des votes accordée pour l'élection des membres du parlement ainsi que la faculté d'arriver aux emplois civils et militaires et d'exercer les fonctions du barreau. Pitt voulait dès lors cette égalité de droits pour les catholiques qui ne fut obtenue qu'en 1830.

Mais lorsque la France se fut laissé entraîner à tous les excès, les protestants se détachèrent des catholiques par effroi de la république, et les beaux songes de liberté s'évanouirent. Le gouvernement saisit l'occasion pour sévir : il supprima les volontaires, désarma les citoyens, renforça les garnisons, interdit les clubs, et ne rencontra plus de résistance. Cependant les Irlandais-Unis continuèrent de subsister en secret : ils ourdirent des complots; ne pouvant plus agir directement sur le peuple, ils appelèrent l'étranger. Wolf-Tone, fondateur de l'Union irlandaise, dont les Mémoires sont de curieux documents sur cette 1798.
époque, suggéra aux Français l'idée de menacer l'Angleterre en effectuant en Irlande un débarquement combiné avec une insurrection du pays. L'expédition se trouvant retardée, le soulèvement eut lieu avec d'horribles excès des deux côtés.

Vinrent ensuite les procédures infâmes et les supplices atroces. Soixante-dix mille personnes périrent de part et d'autre, vingt-mille hommes des troupes royales et cinquante mille insurgés; les dévastations s'élevèrent à la somme de quatre-vingts millions, et il en résulta deux années d'horrible disette. Déjà l'insurrection était étouffée quand Hoche arriva avec les troupes de débarquement : il fut battu, et Wolf-Tone, fait prisonnier, fut mis à mort.

L'Angleterre se vengea sans pitié, répandit des flots de sang, proclama la loi martiale, maintenue jusqu'en 1825, et reprit tout ce qui lui avait été arraché depuis vingt ans. Mais il était difficile d'enlever à l'Irlande son parlement, le droit de faire ses propre lois; l'aristocratie, si dévouée qu'elle fût au ministère, résista du moment où il s'agit de lui enlever ses priviléges.
1800. Pitt y dépensa trente millions, et réussit enfin, après avoir tout acheté, à faire passer *l'acte d'union*. L'Irlande cessa ainsi d'avoir un parlement à elle, mais non d'avoir une représentation; ses lords allèrent siéger à la chambre haute, et les élus des comtés à la chambre des communes. Dès lors les lois de tout le *royaume uni de la Grande-Bretagne* furent faites par un parlement impérial commun, ce qui ne signifie pas l'égalité dans un pays où la plus grande partie de la législation consiste en coutumes.

Restait à Pitt la tâche d'apaiser un peuple affamé qui s'insurgeait de toutes parts, et de trouver de nouvelles ressources pour alimenter une guerre qu'il voulait éterniser. La paix de Lunéville vint déjouer ses combinaisons. En conséquence, l'opposition lui reprocha d'avoir dépensé des sommes énormes sans résultat et de ne pas avoir su prévoir la grandeur du nouveau chef de la France. Le bombardement de Copenhague, la mort de Paul de Russie et l'expédition d'Égypte vinrent à point pour rétablir le crédit du ministère.

1799. Août. Bonaparte en quittant l'Orient, où il laissait une armée dans le péril, en avait donné le commandement à Kléber. Ce général avait toujours fait de l'opposition à ses projets, murmurant contre son administration, déplorant l'état dans lequel il laissait sa conquête, dénuée d'armes, de munitions, avec sans communication la mère patrie: car les croisières anglaises infestaient la Méditerranée. Bonaparte lui avait donné de pleins pouvoirs, l'autorisant même à capituler au besoin et à rendre l'Égypte à la Porte. Bien que Kléber n'en fût pas réduit aux dernières extrémités, il était entré en négociations; les soldats aspiraient à revoir

leur patrie ; ils ne tenaient plus à tant de fatigues et de maladies. Pendant les pourparlers, que Sidney Smith traînait perfidement en longueur, un corps de Turcs et de Bédouins attaqua à l'improviste le fort d'El-Arisch, dont il égorgea la garnison : infâme violation du droit des gens, qu'il faut mettre de pair avec l'assassinat de Rastadt et quelques autres faits de cette époque. Mais les Anglais, qui avaient intercepté les lettres dans lesquelles Kléber lui-même et ses officiers peignaient, en l'exagérant, leur triste situation, les publièrent pour humilier la France ; puis, élevant le ton, ils se refusèrent à traiter, à moins que les Français ne déposassent les armes et ne se rendissent prisonniers de guerre. *A pareille insolence on ne répond que par des victoires*, dit alors Kléber, revenu à des sentiments généreux. *Soldats, préparez-vous à combattre ;* et l'armée se vit condamnée à l'héroïsme d'une résistance désespérée. Les Turcs venaient d'un côté, les Anglais de l'autre ; trente mille cipayes, restés disponibles par la mort de Tippoo-Saïb, débarquèrent dans la 1800. Mars.
mer Rouge, pour prendre les Français à revers. Kléber triompha néanmoins à Héliopolis. Il reprit le Caire, où les Français avaient été massacrés, et il les vengea dans le sang des Turcs. Avril.
Il soumit de nouveau toute l'Égypte soulevée, et prit des dispositions habiles pour la conserver. Comme la force de la France semblait se personnifier en lui, un musulman fanatique partit d'Alep pour l'assassiner, et le frappa d'un coup mortel. Le commandement passa, par droits d'ancienneté, au général Menou, 11 juin.
qui s'était fait musulman pour épouser une femme d'Alexandrie : choix déplorable, qui excita la jalousie de Reynier et des autres chefs.

La conservation de l'Égypte était d'une extrême importance aux yeux de Bonaparte, soit pour attester qu'il n'avait pas été poussé par pure témérité à y prodiguer tant de nobles vies, soit pour servir de compensation aux pertes énormes éprouvées dans les colonies. Il expédiait des ordres, des renseignements, 1801.
des munitions, des secours même en vaisseaux et en hommes. Mais la discorde perdait tout. Les Anglais envoyèrent alors une nouvelle flotte ; et les Français, pressés par la famine, furent contraints de capituler. Des bâtiments anglais les transportèrent en France, et l'Égypte fut rendue à la Porte. Septembre.

Ainsi disparaissait le grand obstacle à la paix entre la France et l'Angleterre, paix ardemment désirée dans les deux pays. Pitt, comprenant qu'il n'y a que dommage à s'obstiner dans une posi-

tion perdue, prit pour prétexte que le roi lui avait refusé l'é-
1802. mancipation des catholiques, et remit le portefeuille à Ad-
février. dington, sa créature, après être resté dix-sept ans au pouvoir. Alors Joseph Bonaparte et lord Cornwallis entamèrent des négociations à Amiens. La France s'y présentait sous un aspect imposant : si elle avait perdu l'Égypte, un grand nombre de faits glorieux sur les côtes d'Espagne attestaient l'importance de sa marine, et l'alliance espagnole lui avait permis d'imposer
27 mars. ses volontés au Portugal. La paix fut donc conclue entre l'Angleterre d'une part et la France, l'Espagne et la république batave de l'autre. L'Angleterre restitua tout ce qu'elle avait conquis sur ces États, excepté l'île de la Trinité, enlevée à l'Espagne, et celle de Ceylan, qui appartenait à la Hollande. La France reconnut la république ionienne; Malte fut rendue à l'ordre de
25 juin. ce nom, qui resta indépendant. La Porte, qui conservait l'intégrité de ses possessions, fut invitée à accéder au traité, et fit la paix avec la France. Les deux puissances se restituèrent réciproquement leurs conquêtes en renouvelant les anciens traités, aux termes desquels les Français obtinrent la faculté de naviguer librement dans la mer Noire.

Ce fut là une paix étrange. L'Angleterre avait pris les armes pour défendre la liberté européenne menacée, et il n'en fut nullement question; on ne demanda pas même l'évacuation de la Hollande. Personne n'avait donc atteint le but qu'il se proposait en faisant la guerre, et les politiques prévoyaient que les hostilités ne tarderaient pas à renaître. Ce moment de relâche n'en causa pas moins une grande joie : les Anglais accoururent en foule à Paris pour admirer un peuple transformé et les riches collections que la victoire y avait rassemblées; les spéculateurs reprirent de la hardiesse, et Bonaparte prétendit rivaliser sur l'Océan avec l'Angleterre.

Mais le sceptre des mers n'était pas réservé à la France, qui en ce moment même perdait ses colonies, entre autres Haïti ou Saint-Domingue, plus belle des Antilles, la plus fertile en sucre et en café. A la fin du siècle précédent, elle avait été agitée par deux factions de colons; l'une d'elles appela à son aide les hommes de couleur, dont la hardiesse s'accrut. Lors-
1789. Mai. que l'assemblée nationale eut proclamé l'égalité naturelle entre les hommes, les discours de la tribune se traduisirent en une insurrection sanglante. Les colons ayant envoyé des députés à l'assemblée constituante, elle décréta que « les hommes

de couleur jouiraient des mêmes droits que les blancs, ne reconnaissant que des esclaves et des hommes libres. » Il ne s'agissait donc pas des esclaves, mais des hommes déjà en possession de leur liberté. Cependant les blancs indignés exclurent les hommes de couleur des comités et des municipalités : ils emprisonnèrent ceux qui réclamaient, et menacèrent de se donner à l'Angleterre ; ce qui détermina l'assemblée à abroger son décret. Alors les hommes de couleur s'irritèrent ; on courut aux armes, et la convention envoya des commissaires pour rétablir l'ordre et l'égalité. Ces commissaires, réduits aux abois, promirent aux noirs qui se réuniraient à eux la liberté, à laquelle ils n'étaient point préparés; et trente mille blancs se trouvèrent à la merci de trois cent mille nègres, qui se mirent à dévaster les plantations, à brûler Port-au-Prince et à massacrer leurs anciens maîtres.

1790. 28 mars.

1790. Août.

La France, loin d'avouer les fautes commises, envoya deux féroces jacobins, Santhonax et Polverel, avec six mille hommes et des pouvoirs illimités, pour réprimer ces désordres. Mais les insurgés furent encouragés et aidés par les Anglais, qui tentèrent même de surprendre l'île : enfin le climat extermina l'expédition française.

1792. Septembre.

La Guadeloupe aussi s'était mutinée sous le mulâtre Pélage ; les nègres s'y livrèrent à un horrible carnage, et il fallut, pour les réprimer, déployer une rigueur terrible. En 1794, la convention déclara l'abolition de l'esclavage colonial. Deux députés mulâtres reçurent l'embrassade du président et de tous les députés, et Danton s'écria : *Nous lançons la liberté dans les colonies ; à partir d'aujourd'hui l'Anglais est mort !*

Mais les premiers dommages tombaient sur la France elle-même. Les Haïtiens avaient à leur tête Toussaint Louverture, esclave qui avait le génie du pouvoir et comprenait la force de l'ordre. Serviteur probe, ardent catholique, il s'était montré, au début de la guerre, dévoué à Laveaux, qui le nomma son lieutenant dans le gouvernement, et à Santhonax, qui le fit général en chef. Se croyant alors assez fort pour agir par lui-même, il envoya les deux Français comme députés au corps législatif, repoussa les propositions des Anglais, sauva la vie des blancs, se vit salué, non sans raison, comme le Spartacus de sa race, et fit prospérer l'île. Lorsque ensuite Napoléon se fut fait consul, Toussaint promulgua une constitution copiée sur la sienne, s'intitula président à vie de la république

d'Haïti, et dit : *Je suis le Bonaparte de Saint-Domingue* (1).

Dans l'espoir de le faire servir à ses projets, Bonarparte lui envoya une proclamation, avec le titre de lieutenant général commandant à Saint-Domingue pour la France, avec ces mots à inscrire sur son drapeau : *Braves noirs, souvenez-vous que le peuple français est le seul qui reconnaisse votre liberté et l'égalité de vos droits!*

Toussaint, se sentant alors affermi dans son pouvoir, proclama la liberté du commerce, ce qui rendit l'île extrêmem ent prospère; il exhorta au travail, maintint l'ordre et la justice, montra des égards pour les blancs au détriment même des nègres, acquit la partie espagnole de l'île cédée par la France à l'Espagne lors du traité de Bâle; et, s'étant rendu de fait indépendant de la France, il inscrivait en tête de ses dépêches : « Le premier des noirs au premier des blancs. »

Bonaparte, peu accessible aux idées philanthropiques de la constituante, croyait l'esclavage nécessaire, et, par le traité d'Amiens, il s'était engagé à le maintenir. Son désir de posséder des colonies, n'eût-ce été que pour rivaliser avec l'Angleterre, s'était manifesté par l'expédition d'Égypte. Lorsqu'il perdit l'espoir de garder cette contrée, il se fit céder la Louisiane par l'Espagne en échange du royaume d'Étrurie. En paix désormais avec l'Angleterre, et cherchant à occuper les soldats et les mécontents, il songea sérieusement à recouvrer Saint-Domingue.

Au lieu de ménager Toussaint, qui, haïssant les Anglais, voulait être libre et Français, et de réconcilier ainsi la colonie avec la métropole, il prépara une expédition qu'il confia au général Leclerc, son beau-frère, avec plus de vingt et un mille hommes de débarquement. La résistance fut terrible. Toussaint et plus encore ses lieutenants revinrent à leur férocité native; mais les
1802. Janvier. Européens rivalisèrent avec eux. Leclerc disait que les plumets n'allaient pas bien sur des têtes de singes, et il employa la force et les trahisons pour replacer sous le fouet cinq cent mille hommes qui, depuis huit ans, avaient recouvré les droits naturels : il invita Toussaint à un banquet, et, l'ayant fait enlever,

(1) Reinsford, *Account of the black empire of Haïty*; Londres, 1806.

Histoire des désastres de Saint-Domingue, écrite par un planteur fugitif; Paris, 1795.

Pamphile Lacroix, *Mémoires pour servir à l'histoire de la révolution de Saint-Domingue*; 1820.

il l'expédia en France avec sa famille, pour y mourir de froid au fond d'une tour. *En me renversant on n'a renversé que le tronc de l'arbre de la liberté des nègres,* s'écria le chef noir; *mais les racines restent, et elles repousseront.* La perfidie de Leclerc exaspéra la résistance : Dessalines déploya toute la fureur d'un esclave ulcéré, et fit massacrer des milliers d'hommes; Christophe brûla le pays pour affamer les Français; puis survint la fièvre jaune, qui moissonna quinze mille hommes en deux mois et Leclerc lui-même; les hôpitaux ne pouvaient plus y suffire. On ne se fiait plus à traiter; l'incendie était partout, et les Anglais fournissaient des armes aux noirs, dont ils excitaient la fureur. Rochambeau, appelé à remplacer Leclerc, fit jeter à la mer un grand nombre de nègres et quelques mulâtres qui s'étaient réfugiés sur les vaisseaux. Il s'attira aussi par là l'inimitié des hommes de couleur, et se trouva réduit à se livrer prisonnier aux Anglais. L'expédition fut entièrement perdue (1).

Le 29 novembre 1803, l'indépendance d'Haïti fut proclamée par les vainqueurs, qui « jurèrent à l'univers de mourir plutôt que de retomber sous la domination de la France. » Le nègre Dessalines, général de l'armée libératrice, se fit proclamer em- 1804. 8 octobre.
pereur sous le nom de Jacques Ier, et domina sur l'île entière, à l'exception d'une poignée de braves qui se soutint jusqu'en 1810. Guerrier intrépide, mais étranger à la politique, il savait vaincre, et non organiser. Péthion et Gérin l'ayant fait assassiner, Christophe fut nommé chef du gouvernement, avec une constitution; mais il la refusa, se mit en guerre civile avec Péthion, et se fit proclamer roi. Plusieurs années après il se tua. Boyer, nommé président unique, réunit sous sa domination l'île tout entière, dont l'indépendance en 1820 fut reconnue par la France, moyennant une indemnité de cent cinquante millions.

Cette colonie perdue, la Louisiane restait à la France. Bonaparte, craignant de ne pouvoir la défendre en cas d'une nouvelle guerre avec l'Angleterre, songea à la céder. Non-seulement l'équité, mais une promesse formelle aurait dû le déterminer à la rendre à l'Espagne, dont il l'avait obtenue : il préféra les États-Unis, qui furent charmés d'acquérir, pour soixante

(1) « J'ai à me reprocher l'entreprise contre cette colonie. C'était une erreur grave que de vouloir la soumettre par la force : je devais me contenter de la gouverner par le moyen de Toussaint. » *Mém. de Sainte-Hélène.*

millions (1), un pays qui doublait leur territoire et leur puissance. C'était un acte arbitraire de la part du consul, qui, au moment où il rêvait des colonies dans l'Inde, sacrifiait celles d'Amérique, et stipulait des dons pour lui et pour sa famille.

CHAPITRE X.

DE LA PAIX D'AMIENS A CELLE DE PRESBOURG.

Dans un pays fatigué de luttes et ébloui de sa gloire, il ne restait plus à Bonaparte que peu d'obstacles à écarter pour marcher droit à la dictature et pour reconstituer la monarchie. Déjà il s'était entouré d'une garde consulaire, d'officiers du palais tant civils que militaires, de dames pour le cortége de sa femme. Ses innovations n'avaient rencontré aucune opposition dans le sénat, devenu une espèce de pouvoir constituant, et dont il augmenta de plus en plus l'autorité, afin de lui réserver la faculté d'interpréter la constitution, de la compléter, d'en faciliter la marche à l'aide des sénatus-consultes. Il agissait ainsi dans la certitude où il était de pouvoir diriger à son gré ce patriciat. En même temps il restreignait les attributions du tribunat, qui, ayant pénétré ses projets, lui fit de l'opposition, surtout à propos du code. Il diminua le nombre de ses membres, et les réduisit uniquement à la faculter de critiquer les mesures qui lui était soumises, et encore à huis clos. Il institua un conseil privé, pour le consulter relativement aux traités avec les puissances, sûr de ne rencontrer là aucune opposition.

Déjà toute forme d'antagonisme et d'équilibre lui déplaisait : il n'admettait que le commandement et l'obéissance ; il multipliait les bonnes institutions, mais sans liberté ; il écartait ceux qui l'avaient aidé à s'élever. Une police sévère châtiait ceux qui ne voulaient pas se laisser gagner par les honneurs. Il disposa peu à peu les choses de manière à se faire offrir une grande récompense par les différents corps de l'État. Le sénat crut atteindre ce but en offrant de proroger de dix ans ses fonctions

(1) Bignon s'extasie sur la magnanimité, la générosité de Bonaparte dans cette circonstance.

de premier consul; mais, loin de s'en contenter, il voulut recourir à la source de tout droit, c'est-à-dire au peuple; et il fit ouvrir des listes pour que chacun s'inscrivît pour ou contre sur la question de savoir s'il convenait de lui conférer le consulat à vie. La réponse ne pouvait être que favorable à son ambition, et elle fut bientôt suivie du droit de désigner son successeur. L'épée de Bonaparte allait ainsi prenant peu à peu la forme de sceptre. 1802. 3 août.

Il avait commencé son agrandissement par l'armée; après l'avoir conduite à la victoire sans tenir compte des ordres du gouvernement, il s'en'était servi pou [illegible] le gouvernement lui-même. Les officiers parvenus do [illegible] entouré comme aides de camp étaient un noyau [illegible] le dévouement lui était acquis. Mais les sévères et [illegible] lats de l'armée du Rhin contrastaient avec les brilla [illegible] res revenus d'Italie : l'esprit républicain était alimenté par l'envie chez les généraux; et, comme la paix les empêchait de grandir, ils s'étaient mis à faire de l'opposition à un camarade qui voulait devenir leur maître. Moreau, dont la jalousie ne souffrait pas qu'on le considérât comme inférieur au premier consul, portait surtout ombrage à Bonaparte, dont il était le seul rival redoutable et considéré.

Le premier consul ne pouvait guère aimer la paix; elle n'était pas plus du goût des Anglais, chez qui l'opposition se récriait contre un traité où toute la gloire était pour la France. Leurs journaux ne cessaient de lancer des traits acérés contre Bonaparte et contre sa cour de plébéiens chamarrées. Il s'en dépitait, et demandait qu'on réprimât leurs attaques; mais on lui répondait que la constitution ne le permettait pas. En Angleterre se trouvaient aussi les exilés royalistes ou républicains occupés de comploter, en même temps que Bonaparte envoyait de l'autre côté de la Manche, et principalement en Irlande, des instigateurs de troubles. Ni lui ni les Anglais d'ailleurs n'observaient loyalement la paix; Pitt et toutes les puissances s'inquiétaient de le voir envahir en pleine paix la diplomatie des nations.

Il avait fait abolir en Hollande les états généraux, mis une garnison dans le pays, et institué un conseil d'État qui devait concentrer la dictature morale.

Nous avons vu, dès le commencement de la révolution française, les bailliages insurgés en Suisse contre les cantons domi-

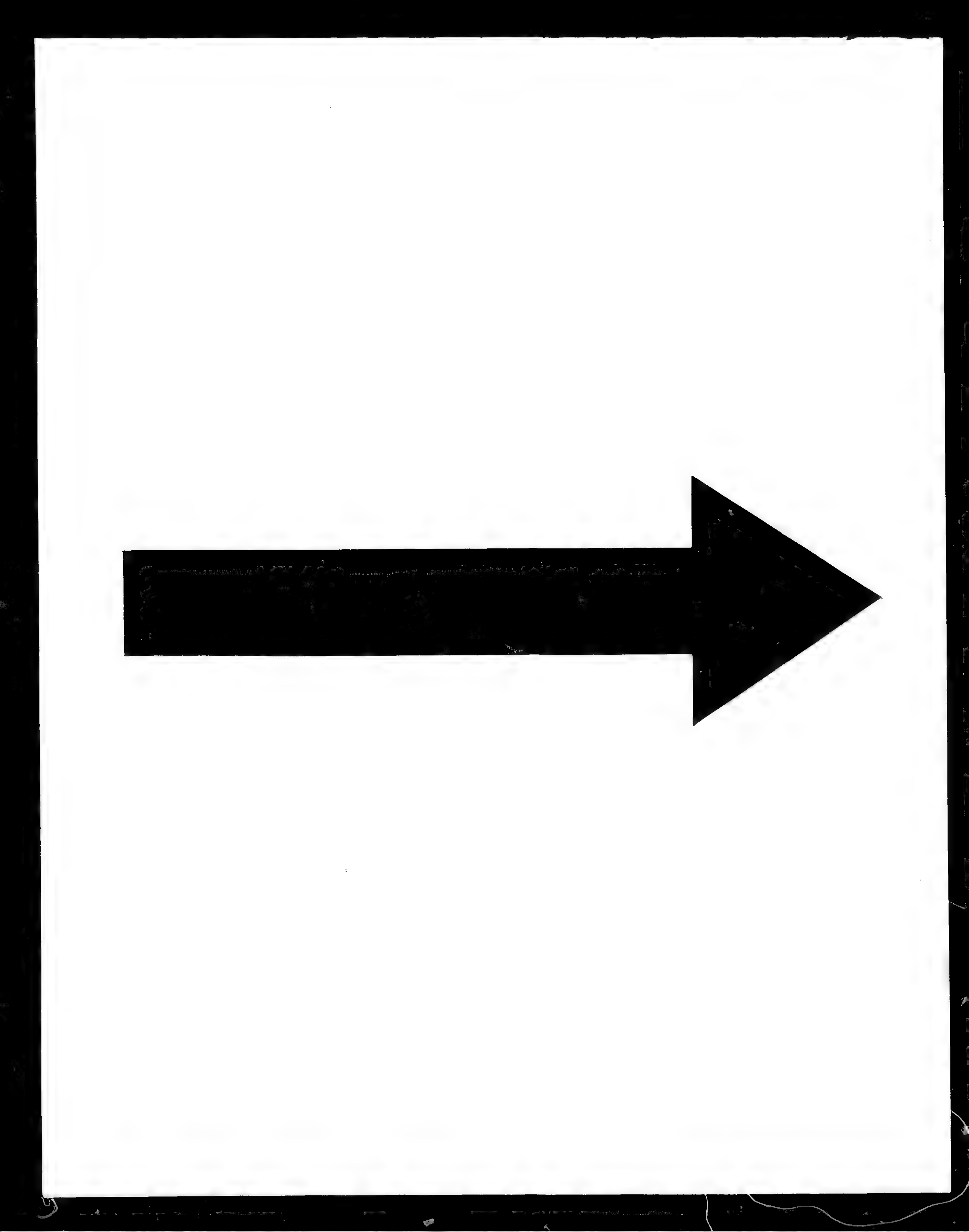
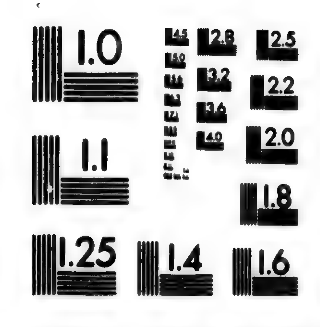
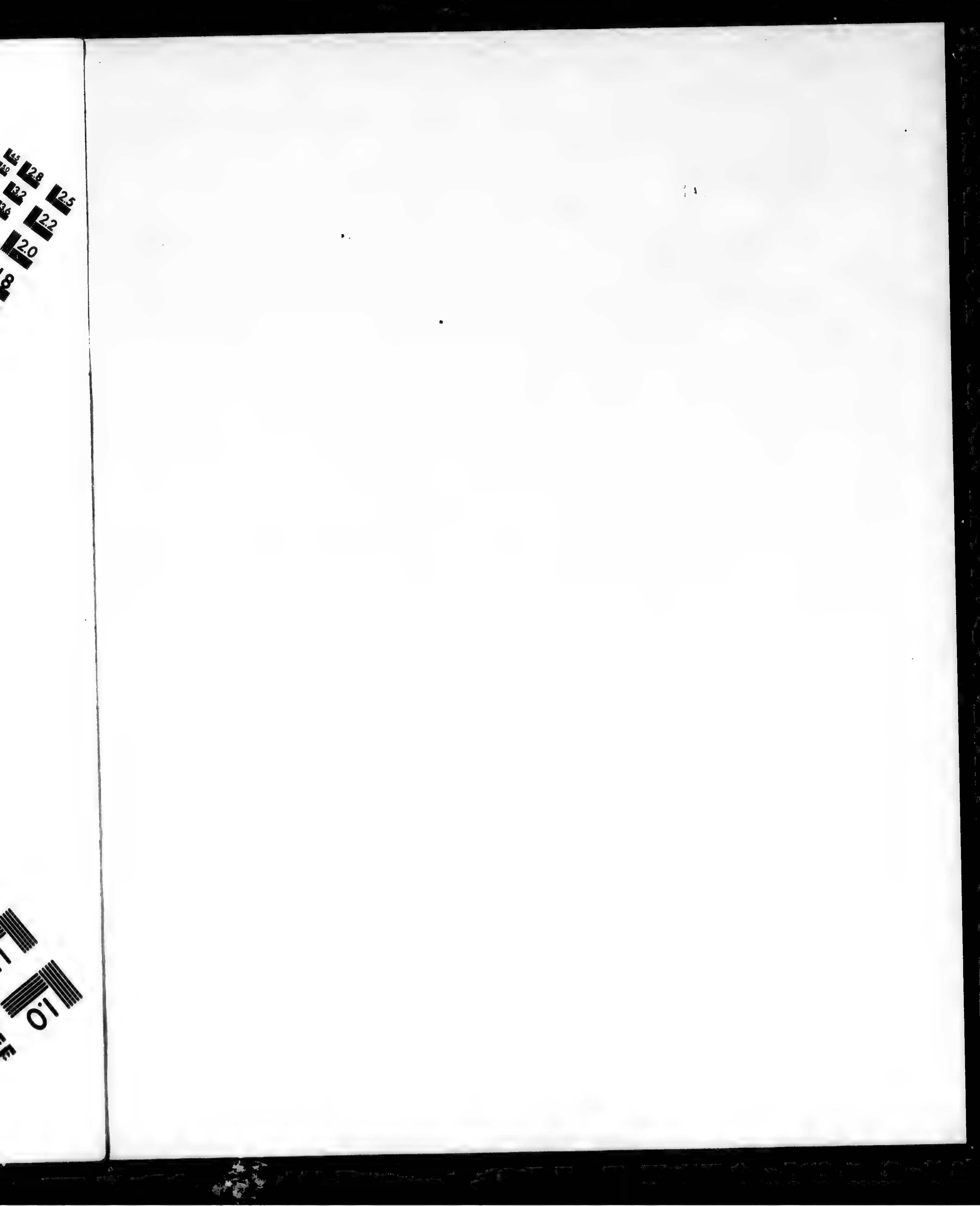


IMAGE EVALUATION
TEST TARGET (MT-3)





nants, et les bourgeois opprimés contre les oligarques. Le résultat fut l'affranchissement de tous les Suisses et cette lutte des factions qui suit toujours un changement. Quand la coalition triompha en 1799, elle amena des châtiments, des déportations; mais à peine l'oppression étrangère se fit-elle moins sentir qu'il y eut amnistie. L'Autriche, de son côté, ne s'obstina pas à rétablir les gouvernements primitifs, attendu qu'elle n'y avait point d'intérêt; et elle donna la cocarde allemande aux émigrés suisses admis dans ses troupes. L'avocat Steiger, de Berne, qui s'était flatté de recouvrer à la tête des bannis son ancienne dignité, voyant ses espérances déçues, en mourut de chagrin.

Quand l'aristocratie comprit qu'elle n'avait plus à compter sur les secours étrangers, elle se mit à intriguer au dedans, et le 18 brumaire raviva ses espérances. Le directoire, ayant été
1800. 7 janvier. dissous, fut remplacé par une commission exécutive de sept membres; mais la tranquillité ne revint pas pour cela. Lors de
1801. la paix de Lunéville, l'indépendance de la Suisse fut ratifiée, ainsi que son droit à se donner le gouvernement qu'elle voudrait. Berne avait dû émanciper l'Argovie et le pays de Vaud, qui devinrent de nouveaux cantons. Il s'en forma un autre des bailliages italiens. Saint-Gall, le Tockenbourg et le Rheinthal se réunirent à Appenzell, et les bailliages de Sargans, Werdenberg, Guster, Uznach, Rapperschwill au canton de Glaris : cet accroissement était un piége à l'aide duquel on espérait que la constitution démocratique ne pourrait se soutenir.

Bien des Suisses demandaient à sortir de la nullité ordinaire aux États confédérés et d'une neutralité qui n'aboutissait qu'à verser leur sang pour tout le monde; ils aspiraient, en conséquence, à cette centralisation qu'ils voyaient établie en France. En opposition à ces *unitaires*, d'autres voulaient la constitution fédérale, laissant chaque État dans un isolement complet. Pour arriver à ce but, une alliance se forma entre les trois cantons montagnards, Berne, Zurich et Bâle, ce que l'on appela le parti des *oligarques*. L'appui que chacun des deux partis cherchait au dehors envenimait cette question intérieure. Bien que Bonaparte n'osât pas s'y constituer législateur comme dans la Cisalpine, il prépara un projet de constitution d'après le principe unitaire, avec rachat des rétributions féodales. Une réaction armée surgit alors; Reding, homme résolu et bon soldat plutôt qu'homme d'affaires, ayant été fait landmann, chercha à ramener l'ancien ordre de choses. Bonaparte considéra le fait

comme une contre-révolution, et travailla à le renverser. Alors les constitutions se succédèrent, et à peine les troupes françaises eurent-elles quitté que la révolte éclata. Bonaparte prit le parti d'intervenir par la force : il désarma les cantons, arrêta les chefs, convoqua à Paris une réunion consultative, et proposa un acte de médiation qui avait pour bases l'égalité entre les dix neuf cantons, représentés par une diète où leurs députés auraient une ou deux voix, selon la population; une renonciation formelle de la part des familles patriciennes à leurs priviléges; une armée commune, une monnaie semblable, une douane unique, le système fédératif et l'alliance défensive avec la France, qui s'attribuait le Valais, afin de s'assurer la route du Simplon. 1802. Octobre. Acte de médiation.

Dans ce système la démocratie resta aux petits cantons et l'aristocratie aux grands; ces deux éléments se balançaient dans les nouveaux, et aucun d'eux ne fut assujetti à un autre. Ce remaniement enlevait toute influence à l'Autriche, qui chaque jour en perdait aussi en Allemagne. C'est dans cet état que la paix de Lunéville avait laissé ces questions. Une guerre suscitée par l'empereur avait réduit l'Allemagne aux plus dures extrémités, et entraîné la perte de ses possessions situées sur la rive gauche du Rhin; c'était néanmoins aux dépens de ce pays qu'il voulait indemniser (comme on le disait alors) les archiducs dépossédés en Italie et agrandir sa propre famille. Le roi de Prusse y demandait aussi une compensation pour le stathouder, chassé de la Hollande. Mais on ne pouvait se procurer des indemnités qu'aux dépens des États ecclésiastiques, qui, bien qu'entamés par la paix de Westphalie, comprenaient encore le sixième de l'Allemagne. Cette violence, combinée entièrement au bénéfice des grandes puissances, ne pouvait s'effectuer sans exciter un grave mécontentement chez les expropriés ni sans froisser des ambitions jalouses, car chacun voulait la meilleure part dans ce remaniement. Les États ecclésiastiques furent détruits; si quelques-unes des villes libres survécurent, ce fut par la volonté de la France, qui exigea qu'elles restassent neutres, et que les péages établis sur le Rhin, le Weser et l'Elbe fussent supprimés.

L'Autriche se trouvait d'autant plus mécontente du partage qu'elle avait ambitionné davantage. L'extinction des États ecclésiastiques lui enlevait des siéges princiers pour ses cadets, des votes assurés lors de l'élection et un champ à sa disposi-

1802. tion pour y lever des troupes. Elle avait en outre espéré occuper l'Inde ou au moins s'étendre jusqu'à Munich, prendre pour frontière l'Isar, enfin placer utilement ses archiducs. La Prusse, opposée à l'Autriche, travaillait à assurer la prédominance aux protestants, qui en effet se trouvèrent avoir le double de votes dans la diète. Mais comme Bonaparte s'était déclaré favorable à cette puissance, le nouvel empereur de Russie, Alexandre, avide d'intervenir dans les débats européens, chercha à lui faire contre-poids. Bonaparte sut cependant, en lui montrant des égards, l'amener au but qu'il voulait atteindre.

La *sécularisation* de l'Allemagne s'opéra selon ses vues. L'Autriche, qui, par son rôle impérial, aurait dû protéger les princes ecclésiastiques sans défense, laissa faire, s'occupant d'obtenir
26 décembre. une forte part pour elle et les siens, sans oublier non plus de s'approprier les sommes considérables déposées à la banque de Vienne par les princes ecclésiastiques.

C'était là un coup mortel porté à la constitution germanique; aussi répétait-on de toutes parts qu'une paix envahissante était pire que la guerre. En Angleterre surtout, les haines invétérées, entretenues par un voisinage jaloux et par des intérêts opposés, se ranimaient plus vives que jamais. Lord Grenville, l'un des chefs de l'opposition, dans les rangs de laquelle Pitt se tenait habilement caché, disait à la chambre : « Faites attention à la France et à l'ambition de Bonaparte! La cire sur laquelle vous avez imprimé le sceau britannique lors du traité « d'Amiens était à peine refroidie que le Piémont déjà était « envahi; Parme disparaissait du nombre des États indépendants; le prince d'Orange n'a point [illegible] une véritable indemnité pour la Hollande, passée en[illegible]ment sous la domination de Bonaparte; la Suisse n'a plus de liberté; l'Autriche est « tellement abaissée que je ne sais si elle pourra se relever. « Nos ministres ont fait avec les Français comme nos ancêtres, « qui donnaient de l'argent aux Saxons et aux Danois à la condition de s'éloigner de nos côtes, argent qui leur servait à « acheter des vaisseaux et des munitions pour subjuguer plus « facilement l'Angleterre. Les ministres ont ainsi cédé la Martinique, et ils étaient sur le point de céder Malte quand le « génie de l'Angleterre s'est réveillé.» Shéridan, plus pressant encore, s'écriait : « On disait naguère que sur la carte d'Europe « on ne voyait qu'un seul vide, là où avait été la France. Aujour-

« d'hui je regarde cette carte, et je vois la France partout, rien « que la France. L'Italie est sa vassale, la Prusse obéit à son « moindre signe de tête, et l'Espagne au mouvement de son « doigt; le Portugal est prosterné à ses pieds, la Hollande sous « sa main, la Turquie dans ses filets. » 1803.

La Grande-Bretagne demandait qu'au moins, en compensation des accroissements obtenus par les autres États, on lui accordât l'évacuation de la Hollande, et qu'on lui laissât pendant dix ans Malte et Lampéduse. Or c'était là le véritable nœud de la question. Comme l'Angleterre ne se montrait pas disposée à évacuer ces îles, aux termes des stipulations d'Amiens, les hostilités Mai. furent déclarées; et l'on gémit de voir quels misérables motifs furent donnés à une guerre de douze années, où se déploya toute la barbarie des siècles de fer.

A l'origine l'Angleterre n'avait pas de raisons politiques pour combattre la révolution, qui mettait la France à ses côtés comme pays constitutionnel, en même temps que sa position lui permettait de rester étrangère aux débats européens. Mais du moment où Pitt eut imprimé à son gouvernement le caractère antirévolutionnaire une réconciliation devint impossible. Si le soulèvement populaire ou le débarquement projeté en Angleterre eussent réussi, la Grande-Bretagne demeurait partagée en trois royaumes, c'est-à-dire faible, exclue en conséquence du continent par le voisinage de deux gouvernements ennemis et dépouillée de ses possessions dans l'Inde. C'était donc pour elle une question d'existence, et elle se trouva obligée d'attaquer pour se défendre. Cette situation forcée n'exigeait pas chez Pitt de grands talents; car les provocations de Napoléon soulevaient tant l'indignation que le peuple se soumettait volontiers à toutes les charges pour le combattre. D'autre côté dans un pays où l'on ne fait la guerre qu'avec des vaisseaux le plus souvent victorieux, où l'armée se recrute de mercenaires, où il importe peu aux marins de vivre sur des bâtiments de guerre ou sur des navires de commerce, où le pays n'est jamais ravagé, et s'enrichit au contraire par les grosses prises, la guerre n'est qu'un impôt, et elle ne trouble profondément ni les affaires ordinaires ni le commerce; elle ouvre même le champ à des spéculations hardies et souvent heureuses. Pitt d'ailleurs répétait que nulle attaque à main armée contre la France ne réussirait; et ce fut la défense qui amena les Anglais jusqu'à Paris. Ils se concilièrent dans cette longue lutte l'affection des amis de la

1803. liberté dans toute l'Europe, comme un peuple libre luttant contre le plus despotique des souverains ; mais, à y bien regarder, c'était le vieux génie du privilége qui combattait contre l'avenir.

La situation de la France était magnifique alors : ses frontières touchaient au Rhin, et la réunion de la Belgique lui permettait d'exercer, du port d'Anvers, son influence toute-puissante sur la république batave. Le Piémont était une de ses divisions militaires, le royaume d'Étrurie sa récréation, la république italienne son satellite ; le royaume de Naples n'existait que par sa permission, sous clause de repousser les Anglais de ses ports : enfin c'était par sa volonté que l'Espagne avait enlevé Olivenza au Portugal.

Le premier coup de canon devait coûter cher à la France, car un grand nombre de ses bâtiments se trouvaient en mer, tant pour l'expédition d'Haïti que pour les spéculations commerciales, qui avaient repris un grand essor. L'Angleterre fit en effet de riches captures : Bonaparte y répondit en ordonnant l'arrestation de tous les sujets britanniques sur le territoire de la république ou dans les pays alliés, violation du droit des gens qu'il fit exécuter dans toute sa rigueur, en même temps qu'il lançait des proclamations foudroyantes contre la perfide Albion. Celle-ci s'enflamma de colère, et le départ de Nelson et de Sidney Smith, qui allaient lui porter la guerre, fut célébré comme un triomphe. Bonaparte prépara des armements considérables : il fit envahir le Hanovre, occupa les ports d'Otrante, de Tarente, de Brindes, d'Ancône, de Livourne ; il épouvanta Naples et l'Espagne, dont il se défiait, et répandit le bruit d'une descente en Angleterre. Il avait reconnu en effet que l'Angleterre était invincible sur mer, comme il l'était sur la terre ferme ; il voulait donc la réduire à combattre sur son propre sol en y transportant une armée nombreuse, qui, réunie aux mécontents et aux Irlandais, pût dompter l'orgueil britannique. Cette idée devint tellement populaire en France que ce fut à qui offrirait des subsides, des vaisseaux, des frégates, des bateaux. Bientôt s'improvisa une flotte de deux mille trois cents navires ou chaloupes canonnières, capables de transporter en six heures cent cinquante mille hommes et dix ou quinze mille chevaux, avec quatre cents bouches à feu. Les caricatures anglaises représentaient cette flottille comme des coquilles de noix ; Nelson se proposait de la brûler, et de l'amener captive dans la Tamise ; mais lorsqu'il l'attaqua, il trouva une résistance

inattendue, et les Français réussirent même à prendre un des 1803.
bâtiments ennemis, ce qu'ils célébrèrent comme une grande victoire.

Les plans les mieux concertés, les exercices les plus prolongés, la volonté la plus opiniâtre, les moyens les plus efficaces concoururent à la formation de ce mémorable camp de Boulogne : longtemps tout y fut tenu prêt pour profiter du premier instant où un épais brouillard, un vent propice, l'apparition d'une escadre amie permettraient d'effectuer le débarquement malgré les croisières britanniques, qui ne cessaient d'inquiéter les travaux et les bâtiments. Bonaparte y mettait une opiniâtreté indomptable ; pourtant l'Égypte et Saint-Domingue lui avaient appris ce qu'étaient les expéditions maritimes ; il savait qu'on ne prend pas des vaisseaux de ligne avec des chaloupes ; et, quoique rien ne parût impossible après tant de miracles, il sentait qu'il aurait bientôt besoin de son armée sur le Danube et sur le Rhin.

Il s'occupait sérieusement en effet de placer des troupes dans les gorges du Valais, en Hollande, à Rome, à Naples, aux bords du Var : sans respecter ni les traités ni la neutralité, il ramassa, il exigea de l'argent partout.

Ces mouvements ravivèrent les espérances des jacobins et des royalistes, partis extrêmes qui s'étaient rapprochés, comme il arrive lorsqu'un pouvoir fort vient à s'établir entre eux.

Les Vendéens les plus déterminés s'étaient réfugiés en Angleterre, où George Cadoudal, qui avait préféré l'exil au pardon du premier consul, ne cessait de tramer contre lui avec le comte d'Artois et les autres princes. Là se trouvaient aussi Dumouriez, qui le premier avait enseigné à la république le chemin de la victoire, et Pichegru, le conquérant de la Hollande, qui s'était enfui de Cayenne sur un fragile bâtiment. Il fut arrêté dans ces réunions que plusieurs d'entre eux se rendraient à Paris pour se concerter avec les généraux mécontents, et principalement avec Moreau ; qu'on attaquerait Bonaparte et sa garde consulaire au grand jour, et qu'après s'être défait du despote on mettrait en avant un Bourbon, qui recouvrerait le trône non, comme plus tard, à l'aide des armes de l'étranger, mais avec sa propre épée. L'assassinat se déguisait ainsi sous l'apparence d'une insurrection, et l'Angleterre payait pour soulever la Vendée, de même que Bonaparte cherchait à insurger l'Irlande.

1804. Le colonel Savary, l'un de ces hommes dont la moralité consiste dans l'obéissance et qui avait dit, *Si Bonaparte m'ordonnait de tuer mon père, je le ferais*, avait alors la direction de la police, dont le ministère avait été supprimé. Le Temple, où avait expiré l'ancienne monarchie, servait de prison aux ennemis du gouvernement nouveau; on en tirait alternativement des royalistes et des républicains, pour les envoyer devant des commissions militaires et entretenir l'effroi. La conspiration, dont Savary eut connaissance, lui parut une occasion favorable pour perdre les ennemis de son maître et en particulier Moreau, républicain incorruptible, en confondant avec des chouans, des brigands et des assassins le vainqueur de Hohenlinden. En effet,
Janvier. le général fut arrêté; on arrêta aussi Pichegru et George Cadoudal, qui avaient eu le courage de venir à Paris, où ils étaient restés longtemps cachés, bien que le premier consul eût décrété la peine de mort contre quiconque leur donnerait asile. Leur conjuration fut rattachée à celle de la machine infernale qui avait menacé les jours du premier consul, et on éclata en amères récriminations contre la perfide Angleterre.

Paris accueillit mal la nouvelle de cette arrestation : on accusait assez publiquement Bonaparte d'avoir fait arrêter Moreau par jalousie; aussi s'écriait-il avec colère : *Paris a toujours fait le malheur de la France; ses habitants sont légers et ingrats. Je pourrai bien me décider à trouver une Bysance, comme fit Constantin à l'égard de Rome ingrate.* En attendant, comme il redoutait l'effet des débats, il fit suspendre le jury par le sénat pour les crimes d'État. Pichegru fut trouvé étranglé dans sa prison; les autres détenus furent frappés d'épouvante; Cadoudal refusa de se défendre : *A quoi bon tant de paroles?* dit-il. *Je suis un* BLANC; *il n'y a qu'à me fusiller;* et il exhorta les Bretons à ne pas oublier leur patrie.

Au milieu de l'éclat des triomphes, il restait encore de la pitié pour la cause qui succombait : Moreau avait en sa faveur des victoires non moins décisives que celles de Bonaparte, adoré des troupes; jamais il n'avait songé à renverser le gouvernement, à lever l'étendard de la révolte; et le héros de la révolution n'avait rien de commun avec les royalistes, en compagnie desquels on le traînait devant un tribunal. Des applaudissements fréquents interrompirent la noble exposition de sa vie; les soldats pleuraient à la vue de son jeune enfant.

Renvoyer Moreau absous, c'était condamner Bonaparte, tandis

que le premier consul avait besoin de l'écraser de son pardon. 1804.
On agit fortement sur l'esprit de ses juges ; et il fut condamné à deux ans de prison, comme un banqueroutier ; la peine de mort fut prononcée contre Gadoudal et douze autres. La cour entière demandait instamment qu'il leur fût fait grâce ; toutes les familles se jetèrent aux pieds de Bonaparte, jusqu'à Murat lui-même et jusqu'aux soldats, habitués à respecter le héros dans un ennemi. Ce fut en vain : le pardon ne s'étendit que sur deux comtes et un marquis. C'était la première fois, depuis
la terreur, que l'on voyait tomber douze têtes en dix-sept mi- 30 juin.
nutes.

Comme cette conjuration devait être appuyée par le débarquement d'un Bourbon en Normandie, Bonaparte y envoya Savary pour s'emparer du prince ; mais personne ne parut. Louis-Antoine de Bourbon, duc d'Enghien, était alors avec d'autres émigrés dans le duché de Baden, où il s'amusait à chasser : Bonaparte l'y fit surprendre en violant le territoire
étranger, et transporter à Vincennes, où il fut jugé et mis à 21 mars.
mort dans la même nuit.

Cet assassinat inspira une horreur générale. Les amis sincères de la France régénérée s'affligèrent à l'idée que les cabinets étrangers auraient à l'avenir une réponse à faire aux accusations dirigées contre leur politique. Ceux même qui se vantaient du régicide et des massacres de septembre en rejetèrent le blâme loin d'eux. La famille de Bonaparte l'avait supplié avec larmes de renoncer à ce coup d'État, dont Fouché dit avec une immoralité profonde : *Ce fut pis qu'un crime, ce fut une faute*. Comme il arrive de la plupart des crimes, Bonaparte avait commis celui-là par crainte ; il frappa, de peur de paraître faible. Au moment de l'exécution, il jouait aux échecs, et répétait les vers à la louange de la clémence, que Corneille et Voltaire mettent dans la bouche d'Auguste et d'Alzire. Plus tard il écrivait dans son testament : *J'ai fait arrêter et juger le duc d'Enghien, parce que cela était nécessaire à la sûreté, à l'intérêt, à l'honneur du peuple français, quand le comte d'Artois entretenait soixante assassins dans Paris. En pareille circonstance, je ferais encore de même.*

Il avait donc dressé l'échafaud entre lui et la république, entre lui et l'ancienne dynastie ; il ne pouvait plus être ni un Robespierre ni un Monk, il ne lui restait qu'à être un roi ; car, après avoir tant fait, c'est se perdre que de s'arrêter. Au plus

1804. fort de l'effervescence produite par ces derniers procès, les émissaires du gouvernement allaient partout représentant la nécessité de rendre le pouvoir héréditaire et le danger qu'il y avait à laisser le sort de la France dépendre de la vie d'un homme, à chaque instant menacée. François de Neufchâteau lui disait en plein sénat : « Vous fondez une ère nouvelle, vous devez la « perpétuer; l'éclat n'est rien sans la durée. Citoyen premier « consul, le sénat vous parle au nom de tous les citoyens : tous « vous admirent et vous aiment; mais chacun pense avec « anxiété à ce qui adviendrait du vaisseau de la république « s'il avait le malheur de perdre son pilote avant d'être fixé « par une ancre inébranlable. Interrogez tous les Français, et ils « vous diront tous : *Grand homme, achevez votre œuvre en la « rendant immortelle comme votre gloire. Vous nous avez tirés « du chaos du passé, vous nous faites bénir les bienfaits du « présent; garantissez-nous l'avenir.* Dans les cours étrangères, « la saine politique vous tiendrait le même langage. Le repos « de la France est le gage du repos de l'Europe. »

Le nom de roi sonnait mal aux oreilles de ceux qui avaient juré haine éternelle à la royauté; c'est ce qui fit préférer le titre d'empereur, suggéré par les réminiscences de Rome et de Charlemagne. Le tribunat, comme représentant du peuple, proposa
18 mai. de le lui décerner; le sénat rendit le décret, et le pays entier salua de ses acclamations l'empereur des Français Napoléon Ier.

La France était lasse de tant d'essais successifs, de l'oppression de 1793, de la constitution anarchique de 1795, et elle ne voyait de salut que dans le retour au passé. Désillusionnée depuis 1789, elle implorait le despotisme, et elle ne le voyait alors que sous la forme militaire. Cessant de croire aux idées, elle croyait à un homme, et les espérances comme les admirations se tournaient vers Bonaparte. Il avait ramené l'enthousiasme par le prestige de la gloire, et montré, par sa conduite en Italie, qu'il savait transiger avec le passé. Il paraissait donc seul capable de faire rentrer la France dans la grande communauté des nations sans sacrifier ni sa liberté ni son orgueil. La tyrannie de la gloire et du génie parut un mal tolérable au moment où l'on échappait à peine à une ignoble tyrannie.

Il sut ramener à l'obéissance l'époque la plus indisciplinée; il amena la raison à confesser sa propre insuffisance, et employa à l'œuvre de la reconstruction sociale les hommes qui s'étaient montrés les plus actifs à démolir l'édifice.

Ainsi à une révolution ennemie jurée de l'histoire succéda l'empire, où tout fut imitation : pour symbole, l'aigle tenant la foudre; dans le palais, les dignités militaires et civiles telles qu'on les trouve dans Hincmar; un grand aumônier comme au temps où les Capets jetaient des poignées d'or au peuple; enfin, la loi salique comme règle de la succession au trône. Si Napoléon venait à mourir sans enfants, ses successeurs désignés étaient Joseph, puis Louis, mais non Lucien ni Jérôme, parce qu'ils avaient épousé des plébéiennes. La confédération du Rhin rappela la ligue du Rhin, imaginée par Richelieu : il y eut un pacte de famille, comme sous Louis XIV; la Légion d'honneur ressuscita les ordres chevaleresques, et Napoléon l'envoya avec une prodigalité solennelle aux rois et aux princes, qui lui décernèrent en retour leurs décorations; des familles historiques sollicitèrent des pensions et des titres de l'homme du peuple. Dans ce brusque passage de la république à l'empire, les sans-culottes de la veille se trouvèrent altesses, monseigneurs, connétables, grands électeurs, archichanceliers, maréchaux; des couronnes ducales surmontèrent les noms régicides; des conventionnels portèrent la clef de chambellan; le peuple s'empara de tous les hochets arrachés à l'aristocratie. 1804.

Le nouveau pouvoir cependant ne rejeta aucune des formes propres à le faire respecter. Un registre ouvert dans toutes les communes et où l'absence devait être considérée comme une adhésion tacite donna à Napoléon la sanction du suffrage populaire. Il voulut avoir celle de la religion; et Pie VII, consentant à couronner le guerrier qui venait de s'incliner devant le Christ, se mit en route à l'âge de soixante-deux ans pour consacrer une dynastie nouvelle, heureux d'exercer ainsi une dictature morale reconnue par le génie le plus vigoureux de l'époque.

Le pontife fut traité avec une courtoisie qui n'excluait pas l'orgueil (1). Fonctionnaires, citoyens de tous les rangs vinrent s'incliner devant lui aussi facilement qu'ils avaient renié le jour d'avant Jésus-Christ et son vicaire; et Pie VII gagnait le cœur de tous par sa douceur. Comme il donnait un jour la bénédiction au peuple agenouillé, il vit un jeune homme resté debout, le chapeau sur la tête. *Mon ami*, lui dit-il, *si vous ne*

(1) On remarqua que Napoléon monta le premier dans le carrosse, y précédant, lui homme d'hier, le pontife de tous les siècles.

1804. *croyez pas à l'efficacité de la bénédiction du pontife, croyez du moins que celle d'un vieillard ne saurait porter malheur.*

Un artiste fut chargé de dessiner tous les détails relatifs à la solennité du couronnement. A cet effet, il habilla un grand nombre de poupées dans le costume où chacun des personnages devait figurer à la cérémonie. Elle fut des plus pompeuses, et aurait pu paraître étrange à tous les grands dignitaires s'ils
2 décembre. avaient voulu se rappeler leur rôle de la veille. Napoléon prit la couronne des mains du pape, et se la posa sur la tête; il couronna ensuite Joséphine, qui, le jour précédent, avait reçu la bénédiction nuptiale. Les journaux anglais causaient un dépit extrême à Napoléon, car ils tournaient en ridicule ce qu'ils appelaient des mascarades, et le comparaient lui-même à Dessalines, qui venait aussi de se faire couronner empereur. Il avait fait au pape de brillantes promesses; mais il ne songea plus ensuite à les tenir.

Le serment prêté par Napoléon consacrait les conquêtes immortelles de la révolution: l'égalité civile, le concours de la nation dans la confection des lois, la libre admission de tous les citoyens aux emplois et aux dignités.

Il fut dit dans le temps, soit que le fait fût vrai, soit que l'on voulût opposer conjuration à conjuration, qu'un émissaire de Napoléon avait tenté d'empoisonner Louis XVIII à Varsovie.

Il est certain que les Bourbons protestèrent contre le couronnement de Napoléon, et tinrent une réunion à Calmar, où furent jetées les bases d'un système représentatif qu'ils donnèrent à la France lors de la chute de l'usurpateur. Ainsi la vieille dynastie songeait à fonder les libertés publiques alors que la nouvelle les démolissait. Mais leur parti au dedans diminuait chaque jour : la Vendée et la Bretagne étaient domptées ou divisées, et il s'y faisait de grandes améliorations; la police surveillait les menées d'un petit nombre de nobles, et elle en tenait les fils, toute prête à frapper quand il serait nécessaire de donner quelque exemple.

Charlemagne avait été roi d'Italie; ce titre devait aussi tenter Napoléon, et c'était d'ailleurs dans cette contrée qu'il avait fait ses premières preuves.

Il l'avait conquise une seconde fois; il s'agissait de l'organiser de nouveau. Mais déjà le Piémont se considérait comme attaché de fait à la France. La Toscane avait été érigée en royaume d'Étrurie pour un infant d'Espagne. Il fallait concéder un domaine temporel au pape, avec qui l'on était réconcilié. La vo-

lonté de la Russie protégeait le royaume de Naples; la possession de Venise avait été confirmée à l'Autriche. Les Italiens se voyaient donc arracher encore une fois l'espoir de l'unité et de la liberté de leur patrie, qu'ils attendaient de l'épée victorieuse et de la volonté de fer d'un héros issu de leur sang. Il ne restait de disponible que Milan et la Lombardie, belle et forte contrée toutefois, qui avait cinq millions d'habitants, soixante-dix à quatre-vingts millions de revenu et quarante mille hommes capables de porter les armes. Talleyrand proposait d'en faire, au lieu d'une république, un royaume pour quelque prince autrichien, comme compensation et gage de paix; mais Bonaparte, qui conservait de l'affection pour sa première conquête et qui savait que le vœu des Italiens était de n'appartenir ni aux Français ni aux Allemands, résolut de conserver l'indépendance de cette province. De bonnes fortifications devaient la défendre contre les Autrichiens postés au delà de l'Adige, et en garder toujours l'entrée ouverte à la France, qui, en conservant le protectorat, pourrait envoyer de là ses ordres dans les contrées du midi, jusqu'à ce que le hasard des événements la mît à la tête d'une confédération italienne. 1801.

Afin de lui donner une constitution, il convoqua à Lyon, à moitié route de Paris et de Milan, une assemblée de quatre cent cinquante représentants cisalpins. Le premier consul s'y rendit en personne, avec l'intention d'y passer solennellement en revue les vingt-deux mille soldats revenus d'Égypte sur la flotte anglaise. Cette constitution créait trois colléges électoraux permanents et à vie, qui se complétaient eux-mêmes; savoir, trois cents grands propriétaires, deux cents gros négociants, autant d'hommes de lettres, de savants et d'ecclésiastiques. Ils avaient à choisir dans leur sein une commission de censure de vingt et un membres, chargés d'élire tous les corps de l'État; plus huit consulteurs pour veiller au maintien de la constitution et délibérer sur les traités; ils devaient nommer enfin le président de la république. Un conseil législatif de dix membres était appelé à préparer les lois et les règlements et à soutenir les projets devant le corps législatif, composé de soixante-quinze membres, dont quinze, désignés comme orateurs, devaient discuter les lois soumises au vote de l'assemblée. 1802. Janvier.

Telle était la constitution que les représentants cisalpins ne firent qu'accepter; puis, s'humiliant jusqu'à l'aveu de leur impuissance, ils déclarèrent ne connaître personne plus digne 26 janvier.

1802. d'être président de la république que Napoléon Bonaparte (1). Il leur adressa ces paroles : « La république cisalpine, née du « traité de Campo-Formio, a subi de nombreuses vicissitudes, « et les efforts faits pour la soutenir ont été vains. Envahie ré- « cemment, elle semblait perdue, quand, pour la seconde fois, « le peuple français est venu vous venger et vous rendre l'in- « dépendance. Depuis lors que n'a-t-on pas tenté pour vous « démembrer? Mais la France vous a protégés; vous avez été « de nouveau reconnus à Lunéville; votre territoire s'est accru « d'un cinquième; vous existez avec plus de force et d'espé- « rance. En vous donnant des magistrats, je n'ai songé ni aux « lieux ni aux factions, mais seulement à vos intérêts. Je n'ai « trouvé parmi vous, pour les fonctions éminentes de président, « personne d'assez accrédité, assez libre de préjugés, ni qui « ait assez mérité du pays par ses services. J'adhère au vœu qui « m'a été exprimé, et je conserverai, tant qu'il sera nécessaire, « la grande pensée de vos affaires. »

Cette république, qui se composait, comme le disait Bonaparte, de dix nations différentes (2), reçut le nom de république italienne. Alors commença l'une des époques les plus calmes et les plus prospères dont ait joui ce pays. Le président était éloigné; Melzi, qui en remplissait les fonctions à sa place, était bienveillant et aimé. Le talent et le mérite furent bien traités, les payements faciles, le commerce actif, l'armée dans un progrès croissant, les espérances pleines d'ardeur.

Mais dès ce moment les esprits prévoyants disaient que la république italienne était le prélude d'un royaume. En effet,
1805. quand Napoléon fut devenu empereur, le vice-président et tous les autres hommes influents lui demandèrent un roi qui ne relevât pas directement de la France, qui n'employât que des fonctionnaires italiens et sans armée française. Joseph Bonaparte fut désigné; mais comme il refusa, Napoléon crut pouvoir disposer à son gré d'un État que lui-même avait créé et mettre sur sa tête la couronne de fer. Il n'y eut pas besoin de modifier la constitution, et elle se trouva monarchique rien qu'avec un changement de nom. Quelques-unes des garanties obtenues à Lyon furent confirmées : on ajouta que les deux couronnes

(1) C'est la première fois que ces deux noms se trouvent réunis.

(2) Milanais, Mantouans, Bolonais, Novarais, Valtelinois, Romagnols, Vénitiens subdivisés en Bergamasques, Brémasques et Brescians.

resteraient séparées, Napoléon seul pouvant les réunir, jusqu'à ce que tout péril eût cessé; que le royaume serait héréditaire en ligne masculine ou dans celle d'un fils adoptif, pourvu qu'il fût citoyen français ou italien. La consulte avait demandé que la religion catholique, l'intégrité du territoire, la liberté politique et civile, l'irrévocabilité des ventes nationales fussent garanties; qu'il n'y eût d'impôts établis que par une loi, que les nationaux seuls fussent promus aux emplois : mais Napoléon ne ne s'occcupa point de satisfaire à ces vœux. 1805.

Les Italiens, avec cet enthousiasme qui souvent n'est que l'expression de l'espérance et s'évanouit avec elle, s'empressèrent de construire des arcs de triomphe avec les arbres de la liberté. Napoléon régla tout, jusqu'aux inscriptions des théâtres. Il se rendit à Milan, où se renouvelèrent les pompes du couronnement. En ceignant, dans la cathédrale de cette ville, la couronne de fer « pour la retremper et la renforcer, et afin que l'Italie n'eût plus à se briser au milieu des tempêtes menaçantes, » il dit : *Dieu me l'a donnée, malheur à qui la touchera!* mot qu'il voulut perpétuer en l'inscrivant sur la croix d'un nouvel ordre de chevalerie. Il ouvrit en personne le nouveau corps législatif, et désigna pour vice-roi Eugène Beauharnais, son fils adoptif, qu'il était assuré de trouver soumis et médiocre et qui n'eut pas l'art de se faire aimer. Il imposa au pays le code civil français, et ordonna d'en préparer un pénal et un commercial; mais ensuite il coupa court aux discussions et aux travaux d'examen en faisant traduire ceux qu'il avait donnés à la France. Les jugements furent publics; mais il n'y eut point de jury, et les commissions spéciales ne furent pas épargnées. Le mont Napoléon consolida la dette publique; les hommes les plus distingués furent appelés dans le sénat, destiné à figurer une représentation d'apparat plutôt qu'à exercer une action modératrice. Le tribunat et les censeurs de la constitution n'exerçaient aucune autorité. Le corps législatif des jeunes et des anciens dut voter en silence; et une seule fois qu'il se hasarda à faire une objection, Napoléon se mit en colère, disant que vouloir le faire céder, ce serait vouloir faire reculer la lune; et il leva la séance (1). Les Italiens comprirent par là ce 16 mai.

(1) Il écrivit de Boulogne dans le mois d'août 1805, au président du corps législatif du royaume d'Italie : « Monsieur le président Taverna, je reçois votre lettre du 1er août, au nom du corps législatif. Les assurances de son attachement me sont d'autant plus agréables que sa conduite m'a démontré

1805. qu'était la constitution. Mais quatre routes ouvertes à travers le Simplon, le mont Cénis, le mont Genèvre et le col de Tende réunissaient le pays à l'empire; une cour splendide, des ministres magnifiques, des ambassadeurs, un institut, des écoles spéciales, des cérémonies fréquentes, des constructions grandioses apportèrent à Milan un faste qui faisait oublier la liberté.

Ce qu'il y avait de plus important pour Napoléon dans le nouveau royaume, c'était la conscription. Le but du voyage qu'il y fit fut entièrement militaire, et il mit des corps de réserve sur le Pô et sur l'Adige, comme des flottilles sur la mer.

La création du royaume d'Italie faisait pressentir la ruine de ces autres républiques écloses au bruit du canon, de ces constitutions qui n'étaient basées ni sur les mœurs ni sur l'histoire, et l'on prévoyait que Napoléon, qui n'aimait pas les États faibles, arriverait à réunir l'Italie dans un grand corps. Il rassura les princes en leur déclarant qu'il s'agissait uniquement d'un changement de titre, et que du reste il ne s'étendrait pas. Néanmoins, pour empêcher les débarquements des Anglais, il trouva que Gênes, Lucques et Livourne lui étaient nécessaires. *Gênes*, dit-il, *est destinée à former des marins; elle doit avoir six mille hommes à bord des escadres, et j'ai besoin de vieux marins*. Ce prétexte lui parut suffisant, bien qu'il eût promis au sénat français qu'il n'ajouterait pas une province à l'empire. Les patri-
Juin. ciens génois, poussés par Saliceti, vinrent eux-mêmes s'offrir, et il adoucit ce que la perte de la liberté pouvait avoir de pénible pour le pays en y envoyant pour l'organiser l'architrésorier Lebrun, homme conciliant et prudent (1).

qu'il ne marchait pas dans la même direction que moi, qu'il avait d'autres projets et d'autres vues que moi. J'ai pour principe de me servir des lumières de tous les corps intermédiaires, soit législatifs, soit même collèges, toutes les fois qu'ils auront la même tendance que moi; mais toutes les fois qu'ils apporteront dans leurs délibérations un esprit de faction et de turbulence, ou des projets contraires à ceux que je puis avoir médités pour le bien ou la prospérité de mes peuples, leurs efforts seront impuissants. Il ne leur restera que la honte, attendu que, malgré eux, j'accomplirai tous les desseins, toutes les opérations que j'aurai crus nécessaires à la marche de mon gouvernement et à la grande idée de reconstituer et d'illustrer le royaume d'Italie. »

(1) Il lui écrivit de Boulogne, le 11 août 1805 : Je n'ai réuni Gênes que pour avoir des matelots. Avez-vous espéré gouverner des peuples sans les mécontenter d'abord? Vous savez bien qu'en fait de gouvernement *justice veut dire force comme vertu*. Serais-je assez décrépit pour qu'on pût me faire peur du peuple de Gênes? La seule réponse à cette dépêche, c'est : Des matelots! des matelots! »

Napoléon avait promis à Paul Ier de restituer le Piémont à ses rois ; mais ce prince une fois mort, il s'embarrassa peu de sa promesse, et il conserva ce pays comme division militaire, sous le commandement de Jourdan. Il y entretenait les intrigues et les rivalités, favorisait l'aristocratie piémontaise, et il s'y forma un parti impérial différent du parti national. Après avoir restitué au royaume d'Italie les pays qui avaient appartenu anciennement à la Lombardie, il réunit le reste à l'empire français. Il faisait ainsi dépasser à la France ses limites naturelles, et il fondait une autre domination étrangère dans cette Italie qu'il avait promis de délivrer du joug étranger. 1801. 1802. 11 septembre.

Le duc de Parme et de Plaisance, n'ayant pas voulu accepter pour dédommagement l'Étrurie, qu'il lui offrait, resta en possession du duché jusqu'à sa mort ; la France, après lui, fit administrer ce petit État sans destination précise, et le réservant comme appât, soit pour le pape, qui réclamait une indemnité pour les légations, soit pour la maison de Sardaigne, soit pour l'Étrurie, qui, en incorporant ce pays, serait devenue la seconde puissance de l'Italie. La rupture avec la Russie était venue affranchir Napoléon de tous ménagements, les deux duchés furent réunis à la vingt-huitième division militaire de la France. Déjà l'île d'Elbe était passée entièrement sous la domination française. Louis, roi d'Étrurie, étant mort en 1804, cet État devait passer à l'infant d'Espagne Charles-Louis, sous la régence de la reine douairière Marie-Louise. Cette princesse reçut en effet le serment ; mais Murat fit occuper Livourne, Piombino et le littoral toscan, en attendant le moment d'oser davantage. Octobre. 1805. 21 juillet. 1802. 11 septembre.

Napoléon promettait l'ordre et la gloire en compensation de la liberté ; il sentait la nécessité d'illustrer son nouveau titre par des victoires : d'autre part, en se donnant pour le successeur de Charlemagne, il annonçait qu'il n'y avait point place pour lui dans le système politique de l'Europe, et qu'il aspirait à y dominer. En effet, il foula aux pieds non-seulement le droit des gens en violant le territoire neutre de Baden pour y enlever un prince voué à mort, mais il fit voir qu'il ne respecterait les agents diplomatiques ni dans l'empire ni même dans les pays neutres. Il fit arrêter en Hanovre le ministre d'Angleterre ; d'autres, à Munich et à Stutigard, ne durent leur salut qu'à la fuite. Il avait cru surprendre aussi, avec le duc d'Enghien, Gustave-Adolphe de Suède, roi chevaleresque, qui protesta contre l'as-

1803. sassinat du prince : il fut imité par Alexandre de Russie, qui aspirait à se poser en protecteur du corps germanique quand l'Autriche et la Prusse laissaient faire en silence.

En réalité, l'Autriche restait indifférente à tant d'outrages, bien que son titre impérial la rendît protectrice des droits germaniques; elle ne s'occupait que de ses propres affaires. Tout en donnant à la France des assurances de paix, elle armait trois cent mille hommes, à l'exemple de Napoléon. Croyant que toute son influence était perdue en Allemagne, et qu'un empereur pourrait bien être élu en dehors de sa maison, elle mit pour condition à la reconnaissance de Napoléon la faculté de pouvoir attacher le titre impérial à ses États héréditaires. En
1804. 11 août. conséquence François II s'intitula empereur élu d'Allemagne et empereur héréditaire d'Autriche. L'effroi paralysait les autres princes allemands, qui saluaient en tremblant le nouvel empereur, tout en faisant des vœux pour l'Angleterre, qui reprenait une attitude hostile. A peine l'homme de la guerre, Pitt,
1805. 3e coalition. fut-il rappelé au ministère qu'il demanda aux communes cinq millions de livres sterling pour soutenir la politique de *sécurité*, c'est-à-dire pour faire que chacune des puissances de l'Europe fût assurée de son existence; il entraîna ceux qui hésitaient en déclarant ennemis les États neutres, ce qui s'adressait à la Hollande et à l'Espagne.

La Russie accéda à cette ligue formée pour la paix et l'indépendance de l'Europe. Le czar devait fournir cinq cent mille hommes, et l'Angleterrre un million deux cent mille livres sterling par mois pour chaque cent mille soldats que ferait marcher la Russie. Une fois d'accord, ces deux puissances demandèrent l'évacuation du Hanovre, du nord de l'Allemagne, de l'Italie et de l'île d'Elbe, le rétablissement du roi de Sardaigne avec augmentation de territoire, l'indépendance du royaume de Naples. Elles exigeaient que l'Europe fût organisée de manière à la rassurer contre de nouvelles insurrections, en garantissant la nationalité et l'indépendance de chaque puissance. Pas un mot, au reste, du rétablissement des Bourbons; elles déclaraient même qu'elles ne se mêleraient en rien du gouvernement intérieur de la France et ne feraient point de conquêtes pour elles-mêmes (1).

(1) Dans les combinaisons préparées par la Russie en cas de victoire, il devait être constitué un royaume cisalpin, formé du Piémont sans la Savoie,

L'Autriche se laissa aussi séduire par les avantages considérables qui lui furent offerts; et, sans sortir de sa dissimulation, elle mit sur pied trois cent vingt mille hommes, pour lesquels elle dut recevoir trois millions de livres sterling en 1805 et quatre l'année suivante. Les coalisés entraînèrent facilement à leur suite les puissances secondaires. Afin de déterminer l'Espagne, on fit le plus de mal possible à ses rares bâtiments et à ses nombreuses possessions, et l'on se tint pour assuré qu'au premier revers de Napoléon elle se tournerait contre lui, ce qui serait une diversion puissante. 1805.

Le Portugal marchait avec l'Angleterre; Caroline de Naples adhéra en secret à l'alliance, la Suède ouvertement, et la Turquie elle-même entra dans la coalition. Le Danemark resta neutre, ne pouvant se résoudre à s'unir avec la Grande-Bretagne après les insultes qu'il en avait reçues. Il en fut de même de la Saxe. La Bavière resta fidèle à Napoléon.

La Prusse, royaume de création récente, n'avait pas hésité, bien que frémissant encore du meurtre du duc d'Enghien, à reconnaître Napoléon; elle s'obstinait dans une neutralité désormais impossible, et que Napoléon lui-même avait violée. Il lui offrait, si elle voulait faire cause commune avec lui, le Hanovre, la Poméranie suédoise et les villes hanséatiques. Alexandre menaça pour lui faire adopter le parti contraire; elle leva des troupes, et s'obstina dans une inaction qui rendait difficile tout effort contre la France.

L'Europe s'avançait donc de nouveau contre elle, ayant pour trésoriers les Anglais, la Russie pour arrière-garde; et cette fois ce n'était plus pour étouffer la liberté chez une nation qui l'avait conquise, mais pour rendre aux populations leur indépendance, menacée par l'ambition d'un conquérant (1). C'est

mais comprenant Gênes, la Lombardie et l'État vénitien, pour être donné à la maison de Savoie, comme noyau d'une Italie indépendante dans l'avenir. En attendant, il aurait été uni par une confédération au royaume des Deux-Siciles, au pape, grand chancelier de la confédération, au royaume d'Étrurie et aux petits États de Lucques, Raguse, Malte, îles Ioniennes. Les rois des Deux-Siciles et de Piémont en auraient été alternativement les chefs. La Savoie, la Valteline et les Grisons auraient formé un canton suisse. L'indépendance de l'Italie était aussi la base des négociations entre la Russie et l'Autriche, au mois d'octobre 1804.

(1) M. Bignon s'exprime ainsi : « Ces éléments de guerre, que M. Pitt trouve disposés d'avance, ne sont-ils pas l'ouvrage des fautes de Napoléon? Je reconnais sans peine toutes ses fautes. Oui, c'est une faute dont les suites sont un crime que la violation du territoire de Bade, etc., etc. »

1805. ainsi que le triomphe de la révolution était proclamé par la bouche de l'armée qui naguère avait marché contre elle.

Les armateurs français faisaient chaque jour de riches captures sur les Anglais; et Napoléon eut un moment la pensée d'envoyer dans l'Inde trente-six mille hommes en aide aux Mahrattes mécontents, pour arracher cet empire à ses conquérants. Mais Nelson et Sidney Smith eurent ordre de couler bas tout bâtiment capturé qui jaugerait plus de cent tonneaux, d'expédier les autres à Malte, d'incendier les ports et les rades de l'Espagne. Surinam fut occupée par les Anglais, ainsi que Gorée en Afrique. On ne respecta ni pavillon ni territoire neutre, et cette violation du droit des gens parut justifiée par celle de Napoléon. De nouveaux projectiles semèrent l'incendie dans les ports. Restait cette foule de bâtiments réunis à Boulogne par Napoléon; mais, bien que les volcans sous-marins inventés pour les détruire manquassent leur effet, les tentatives de descente dans l'île furent empêchées par la supériorité de la marine britannique, et les soixante-dix vaisseaux qui devaient protéger la flottille se trouvèrent dispersés. Dès lors il fallut renoncer au coup hardi qui, dans la pensée de Napoléon, devait trancher à Londres les mailles du filet dont l'Europe entière cherchait à l'envelopper.

Napoléon s'attribuait le rôle de la modération, et prétendait avoir voulu la paix ; mais la France frémissait en se voyant entraînée dans une guerre générale par l'ambition d'un homme qu'elle avait élevé pour rendre le calme au pays. Les vains efforts tentés à Boulogne avaient épuisé le trésor; en conséquence, l'empereur obligea la banque de France à lui donner cinquante millions; de plus, il avança la conscription de 1806, raviva les haines contre l'étranger, et réveilla l'enthousiasme militaire. L'Autriche, qui avait mis en mouvement tous ses archiducs, renonça à ses habitudes de temporisation : au lieu d'attendre l'arrivée d'un demi-million de Russes, elle crut mieux faire de passer l'Inn, afin d'empêcher la Bavière de s'unir à la France. Elle résolut donc d'occuper Ulm, puis de se placer sur le Danube, en cherchant à entraîner les populations de Wurtemberg et de Baden. Alors la Prusse renoncerait probablement à sa neutralité armée, ce qui formerait un front redoutable. En même temps une seconde ligne opérait en Bohême, flanquée par un corps russe. Mack devait par le Tyrol s'appuyer sur l'armée du prince Charles en Italie, tandis qu'on appellerait le pays

à l'indépendance, ainsi que la Suisse. François II et Alexandre devaient former une arrière-garde formidable, l'Angleterre assiéger la Corogne et favoriser en Espagne une révolution de cour; on exciterait les Napolitains à seconder le prince Charles, en prenant ainsi à revers le royaume d'Italie. 1804.

Fouché avait dit à Napoléon : *Il vous faut un autre Marengo, et cela dans les premiers mois; tout retard est mortel.* En effet, l'empereur fit partir l'armée réunie à Boulogne; et, méditant un de ces coups hardis que le succès seul justifie, il se décida à se porter en arrière du corps de Mack, pour lui couper toute communication avec les Russes. Il savait qu'en violant le territoire de la Prusse il s'attirait cette puissance sur les bras; mais il n'hésita point. Bientôt Mack fut enfermé dans Ulm, et trente-trois mille Autrichiens mirent bas les armes sans qu'il Octobre. y eût une goutte de sang versé, fait si honteux qu'on a voulu l'expliquer par la corruption. Il est certain que Napoléon mettait en œuvre les promesses et la crainte, et qu'il répandait parmi les Autrichiens la haine et l'envie contre les Russes, tactique qui contribua à leur faire perdre courage.

Le prince Charles, qui manqua de son habileté ordinaire contre Masséna, eut peine à se tenir sur la défensive en Italie, et battit en retraite vers Vienne, tandis que Napoléon obtenait le plus grand résultat stratégique, des victoires sans essuyer de pertes. Quarante-quatre mille Autrichiens étaient prisonniers; il renvoya sur parole cinquante-trois officiers supérieurs, après les avoir gagnés par des louanges et des distinctions.

Mais déjà les Russes s'avançaient rapidement. Alexandre arriva à Berlin pour déterminer le roi de Prusse à se prononcer; il importait donc beaucoup à Napoléon d'atterrer sans retard les ennemis. En conséquence il marcha droit sur Vienne, où il entra en maître, et data ses décrets du palais impérial de Schönbrunn.

S'étant emparé par surprise du pont du Danube, il passa en Moravie, décidé à livrer une grande bataille. Il en avait besoin pour tranquilliser Paris, où déjà se manifestait quelque disposition à détacher la cause de Napoléon de la cause nationale. En outre, le danger était toujours imminent du côté de la mer. La flotte française et espagnole, composée de trente-trois vaisseaux, ayant rencontré à Trafalgar celle des Anglais, qui en comptait vingt-sept, avait été écrasée; mais l'Angleterre avait payé de la vie de Nelson ce succès, comparable à celui d'Aboukir.

1805. Une victoire était donc indispensable à Napoléon. Les alliés s'étaient concentrés ; ils avaient derrière eux d'autres Russes, qui s'avançaient, et la Prusse, qui hésitait encore. Ils ne pouvaient soupçonner que Napoléon voulût s'écarter de sa base d'opérations pour s'aventurer dans un pays dangereux. Il eut l'art d'accroître encore chez eux cette confiance ; puis il enga-
2 décembre. gea à Austerlitz une bataille qui démontra ce que peut l'audace du génie avec des forces inférieures. Le carnage fut horrible : les Russes et les Autrichiens y perdirent quarante mille hommes, tués ou blessés ; neuf généraux et huit cents officiers restèrent prisonniers.

« Soldats, dit Napoléon à ses troupes victorieuses, je suis « content de vous ! vous êtes les premiers guerriers du monde ; « le souvenir de cette journée et celui de nos exploits vivront « éternellement. Les malheureux restes de l'armée dans laquelle « l'esprit mercantile d'un peuple méprisable avait mis sa der- « nière espérance sont en fuite, pour annoncer aux sauvages « du Nord ce que peuvent les Français ; pour annoncer que « vous, qui disiez à Vienne : *L'armée autrichienne n'est plus,* « vous irez dire à Saint-Pétersbourg : *L'empereur Alexandre* « *n'a plus d'armée.* Soldats, vous méritez l'immortalité. Que « dira la France ? Que vous et les vôtres, soldats, vous êtes mes « enfants. Cette journée est digne de vous et de votre em- « pereur. »

Mais une bataille ne décidait pas du sort de la guerre alors que des forces innombrables restaient encore aux alliés. Cependant si les Russes brûlaient de prendre leur revanche, les Autrichiens étaient plongés dans un tel découragement que le parti de la paix l'emporta. Le prince Jean de Lichtenstein, qui avait toujours incliné dans ce sens, quoique chargé de la direction générale de la guerre, fut envoyé pour traiter d'un armistice, et Napoléon se montra content de lui. Une entrevue fut ménagée entre François II et Napoléon, qui aimait ces conférences royales, et l'empereur d'Autriche fut amené à conclure une paix séparée.

Alexandre, blessé de se voir abandonné par les Autrichiens, qu'il était venu secourir, évacua leur territoire. Napoléon put alors traiter sans façon ses ennemis déclarés ou douteux ; il obligea la Prusse à faire de nouvelles concessions de territoire et à occuper le Hanovre, en la faisant mentir à l'Angleterre, avec qui elle négociait alors.

Talleyrand traita de la paix à Presbourg avec Lichtenstein et Giulay, tous deux portés pour la France (1); Napoléon put donc disposer des différents pays comme il l'entendait « pour assurer la paix. » Talleyrand lui avait représenté qu'il fallait laisser subsister l'Autriche pour maintenir par sa masse l'équilibre de l'Europe; lui enlever le territoire vénitien, le Tyrol, la Souabe, pour l'éloigner de la Suisse et l'empêcher de fomenter éternellement des guerres en Italie, mais en lui donnant pour dédommagement la vallée du Danube, fleuve autrichien, avec la Moldavie, la Valachie, la Bessarabie et la Bulgarie septentrionale. La composition de cet empire eût été ainsi plus homogène, et aurait procuré à Napoléon le titre de civilisateur. Cette grande mesure eût réellement assuré la paix. Mais, fidèle à son système d'affaiblir les territoires, il ne voulut ni se concilier le vaincu ni le détruire : il ne fit ainsi que créer des mécontentements et se condamner lui-même à combattre sans cesse ceux qu'il ne pourrait vaincre toujours. Voilà pourquoi les différentes paix qu'il conclut ne furent que des moments de repos et comme des étapes pour son armée. 1805.

L'Autriche céda donc au royaume d'Italie Venise, avec la Dalmatie et l'Albanie; à la Bavière le Tyrol, la principauté d'Eichstadt, l'évêché de Passau et la ville d'Augsbourg; au Wurtemberg Baden à la Bavière, ses possessions héréditaires en Souabe, dans le Brisgau et dans l'Ortenau; en tout, cent trente-trois milles géographiques carrés, avec un million sept cent mille habitants et quatorze millions de revenu. Elle reconnut en outre la constitution suisse, ainsi que les électeurs de Bavière et de Wurtemberg en qualité de rois. Enfin François II fut obligé de payer cent quarante millions pour les frais de la guerre, c'est-à-dire autant qu'il avait reçu de Pitt en subsides.

Ce n'était qu'une demi-paix, puisque la Russie n'y prenait aucune part; on ne pouvait d'ailleurs espérer que l'Autriche, qui perdait ses barrières du Tyrol et de Venise, ainsi que les États méridionaux de l'Allemagne les plus voisins de la France, dût se résigner à cet abaissement. Ces changements de domination relâchaient en outre les liens réciproques entre les peu-

(1) Dans la correspondance relative à ces négociations, Talleyrand insiste toujours près de Napoléon sur la nécessité de séparer l'Italie de la France, en lui donnant même Venise.

1805. ples et les rois, et irritaient les premiers en blessant leur nationalité (1).

CHAPITRE XI.

DE LA PAIX DE PRESBOURG A CELLE DE TILSITT.

La paix de Presbourg avait affranchi la péninsule italique de la domination étrangère. Le royaume d'Italie, accru d'un territoire considérable et des côtes de l'Adriatique, avec une augmentation de vingt-cinq millions de revenu, embrassait une étendue de vingt-huit mille lieues carrées, peuplées de six millions sept cent mille habitants. On avait applaudi Ferdinand à son retour à Naples, comme symbole de la paix; mais il ne sut point pardonner. Ne cessant d'avoir peur quand les périls avaient cessé, il continua de poursuivre les opinions; et les exécutions, les bannissements ne s'arrêtèrent pas. Les soldats de la Sainte Foi n'avaient pas déposé les armes; loin de là, ils parcouraient par grosses bandes les Abruzzes, en combattant et se livrant au pillage. Les guerres précédentes avaient épuisé le trésor, et le roi avait recours à des expédients déplorables. Cependant l'implacable Caroline ne prenait point de repos; et à peine l'Angleterre eut-elle
1805. rompu avec la France que cette reine renoua ses trames avec
2 septembre. Londres, en dépit de la neutralité promise à Napoléon. Aussitôt les Russes et les Monténégrins débarquèrent, et le Russe Lacy prit le commandement de l'armée napolitaine, pour se porter dans l'Italie supérieure et donner la main aux Autrichiens, prêts à descendre des Alpes.

Mais les destinées de l'Italie se décidaient en Allemagne. La bataille d'Austerlitz terrifia la cour de Naples : elle se vit abandonnée par les Anglais et les Russes. Napoléon déclara que les

(1) « Une de mes plus grandes pensées avait été l'agglomération, la concentration des mêmes peuples géographiques, qu'ont dissous, morcelés les révolutions et la politique. Ainsi l'on compte en Europe, bien qu'épars, plus de trente millions de Français, quinzes millions d'Espagnols, quinze millions d'Italiens, trente millions d'Allemands. J'eusse voulu faire de chacun de ces peuples un seul et même corps de nation. C'est avec un tel cortége qu'il eût été beau de s'avancer dans la postérité et la bénédiction des siècles! Je me sentais digne de cette gloire. *Mém. de Sainte-Hélène.*

Bourbons de Naples avaient cessé de régner, et il exhala tout son courroux contre la reine Caroline, qu'il traita de moderne Athalie.

Cette princesse recruta des bandes de gens sans aveu, et Fra Diavolo, Nunziante, Rodio, Sciarpa reprirent leurs armes, aussi redoutables aux amis qu'aux ennemis. Mais à l'approche 1806. Janvier. de Masséna, qui venait conquérir le royaume, Ferdinand s'enfuit à Palerme en laissant l'ordre à la régence de ne rendre les forteresses à aucune condition, c'est-à-dire qu'il commandait l'héroïsme en prenant la fuite. A peine le drapeau français eut-il paru que l'on s'empressa de capituler. Mais les Anglais occupèrent Capri; Gaëte résista, et les bandes excitées par Caroline continuèrent leur guerre de montagne. Joseph Bonaparte, qui avait bien administré le royaume et maintenu la discipline, fut nommé roi de Naples. Napoléon déclara que cette couronne 31 mars. serait toujours séparée de celles de France et d'Italie; et il disait en l'instituant : *Les peuples de Naples et de Sicile sont tombés en notre pouvoir par droit de conquête et comme formant partie du grand empire*. Ainsi donc il éloignait le moment longtemps espéré de l'unité italienne, et il élevait une prétention qui n'avait de base que son assertion.

Bientôt le roi Joseph organisa le royaume à la française : il y institua des ministères et un conseil d'État. Le *tavoliere* de Pouille fut affermé; les vingt-trois taxes indirectes furent abolies et remplacées, sans exemption, mais sans cadastre, par l'impôt foncier; les juridictions féodales et les priviléges des nobles supprimés, mais non leurs titres ; les fidéicommis annulés et beaucoup de couvents fermés. On organisa l'instruction publique; les jeux et les prostituées furent soumis à des règlements dans l'intérêt du fisc; une route s'ouvrit, conduisant de la rue de Tolède à Capo di Monte, et toutes les rues de Naples furent éclairées. Le code Napoléon devint la loi du pays; et, bien qu'il y fût introduit sans le jury, avec des commissions spéciales et des tribunaux d'exception, il en résulta une amélioration notable dans la jurisprudence et dans la distribution de la justice, de même que l'administration y gagna en force et en simplicité.

Mais la couronne de Naples était une couronne d'épines : la guerre se déchaînait sur tous les points. Gaëte se rendit; mais partout où se trouvait une montagne ou un buisson surgissaient des bandits. Les prisons étaient pleines : à chaque instant on

fusillait, on pendait, et les exécutions arbitraires n'étaient pas seulement le fait des militaires. Des conjurations fréquentes se renouvelaient contre le gouvernement; et Caroline envoyait aux assassins des diplômes et des mitres, tandis que l'ancien jacobin Saliceti, ministre de la police, les réprimait avec une effrayante rigueur. Une fois le palais qu'il habitait fut miné ; mais il échappa au danger. Quoi qu'il en soit, la masse des Napolitains se façonnait aux nouvelles institutions; Joseph était aimé, ou plutôt plaint; car on savait qu'il ne pouvait qu'exécuter les irrésistibles volontés de l'empereur, substituer une féodalité à une autre, imposer des taxes, lever des conscrits et déployer
1808. 20 juin. des rigueurs au gré du maître. En cédant le trône à Murat, il donna, de Bayonne, une constitution aux Napolitains, mais seulement par ostentation, sans aucune espèce de garantie.

Le traité de Lunéville avait bouleversé dans ses racines la constitution germanique. L'Empire y avait perdu un neuvième de son territoire; l'existence politique fut enlevée à plus de la moitié de ses membres; plusieurs de ceux qui la conservaient virent leurs domaines agrandis par l'effet des indemnités, qui furent réglées à Ratisbonne entre la France et la Russie. Pour cela, les puissances séculières se partagèrent les terres des États ecclésiastiques, acte de violence par lequel furent distribués, selon le gré de la France, des possessions et des électorats au moment (chacun le comprenait) qu'ils ne devaient plus avoir bientôt aucune signification. Quatre électeurs nouveaux furent ajoutés aux électeurs séculiers, savoir : le duc désormais roi de Wurtemberg, le landgrave de Hesse-Cassel, le margrave de Baden et le grand-duc de Toscane, pour l'évêché de Salzbourg. Parmi les électeurs ecclésiastiques, celui de Mayence conserva seul son siége dans la diète; trente et un évêques et abbés furent rayés de la liste des princes, et les villes libres réduites de cinquante et une à six. Des dix votes électoraux, six appartenaient à des protestants, ce qui rompait l'équilibre entre les deux croyances; de même les protestants se trouvèrent les plus nombreux dans le collége des princes et dans celui des villes.

On avait espéré que la révolution ramènerait le renversement des petits seigneurs héréditaires et la domination de la bourgeoisie : elle aboutissait au contraire à la destruction des républiques et à l'affermissement des princes. L'unité et l'indépendance germanique furent si peu conservées que ceux qui s'en

étaient séparés les premiers y avaient le plus gagné. La suppression des évêchés fermait au peuple la voie par laquelle il montait au rang des dominateurs. La destruction des souverainetés ecclésiastiques était une iniquité, car elle n'était pas réclamée par les peuples, que personne ne songea à interroger; la justice aurait voulu que les pertes imposées par la victoire fussent réparties également sur tous, tandis que c'était un nouveau partage de la Pologne opéré par les membres d'un même corps. 1806.

Napoléon ne s'arrêta pas dans ses réformes : il supprima le nom d'Empire, qui rappelait l'ancienne hiérarchie féodale, et substitua le protectorat de la France à la suprématie de l'Autriche. A la diète de Ratisbonne, le chargé d'affaires de la France déclara que son maître ne reconnaissait plus l'Empire germanique; les princes annoncèrent qu'ils se séparaient de l'Empire, avec lequel tout lien était déjà rompu de fait. Talleyrand faisait trafic des peuples, et ce nouveau Mazarin esquissa avec Napoléon un plan de *confédération du Rhin*, sous 12 juillet. le protectorat de l'empereur des Français. Napoléon domina ainsi de l'autre côté de ce Rhin qu'il avait déclaré prendre pour limite.

Sur les trente-neuf chapitres dont se composait l'acte constitutif, les principaux stipulaient que les princes allemands se déclaraient séparés de l'Empire, unis entre eux en confédération, sous la protection de l'empereur des Français, et indépendants de toute puissance étrangère à la confédération. Ils déterminèrent un contingent pour la défense commune, et contractèrent alliance avec l'empire français; de telle sorte que toute guerre continentale, de part ou d'autre, fût commune entre eux. C'était cinquante-trois mille combattants de plus que Napoléon se ménageait ainsi. François II confessa son impuissance en ces termes : *Convaincu que nous ne pouvons plus accomplir les obligations qui nous sont imposées par les fonctions impériales, nous renonçons à une couronne à laquelle nous n'attachions de prix qu'autant que nous pouvions répondre à la confiance des électeurs et des États, et satisfaire à nos devoirs;* puis il les re- 6 août. leva tous du serment qu'ils avaient prêté.

De même qu'un grand nombre de princes et de seigneurs avaient été *sécularisés* par la paix de Lunéville, ils furent *médiatisés* par l'acte constitutif de la confédération, bien moins pour l'avantage du peuple que pour celui des souverains. Bientôt ces

1806. princes sollicitèrent Napoléon de changer les constitutions pour établir le despotisme, et cherchèrent, à force de servilité, de présents, à conserver leur existence ou à s'agrandir.

L'archichancelier prit le titre de primat et d'altesse éminentissime; l'électeur de Baden, le duc de Berg et le landgrave de Hesse furent faits grands-ducs; le chef de la maison de Nassau devint duc, et le comte de Leyen prince. Ces petits souverains s'arrangèrent entre eux au moyen d'échanges ou de nouvelles réunions de villes indépendantes, de commanderies teutoniques ou d'autres territoires d'importance secondaire. Le droit de souveraineté resta aux membres de la confédération; les pays enclavés ou contigus, et non désignés dans l'acte, perdirent leur indépendance. Napoléon contracta des alliances de famille avec les princes germaniques; une fille du roi de Bavière épousa le vice-roi d'Italie, son fils adoptif; et partout il s'attacha à mêler ses hommes nouveaux aux anciennes races.

Il traversa en triomphe cette foule de petits princes, et revint à Paris, où l'attendaient des honneurs inouïs. Alors il ne se crut plus un homme, mais le héros invincible et divin que proclamaient les poëtes. Il songea à s'entourer d'une noblesse féodale en créant des duchés et des seigneuries.

La Porte se rapprocha aussi de lui; elle lui envoya un ambassadeur, et reçut à Constantinople le général Sébastiani. Saint-Pétersbourg entama également des négociations, et un traité fut conclu, traité qui demeura secret, sauf la condition imposée à la Russie d'évacuer les bouches du Cattaro : Napoléon consentait de son côté à reconnaître l'indépendance de la république de Raguse sous la protection de la Porte, et celle de la république des Sept Iles. C'était s'acheminer adroitement à séparer la Russie de l'Angleterre. La Prusse, qui avait déclaré à la cour de Londres qu'elle ne consentait à prendre le Hanovre qu'avec l'intention de le lui restituer, l'accepta alors en le déclarant réuni, et en exclut les bâtiments et les produits anglais.

Ces agrandissements et ces manques de foi excitèrent les plaintes des whigs et des torys; on déclara l'*embargo*, et des lettres de marque furent données pour courir sus aux bâtiments prussiens, mesure que prit aussi Gustave de Suède. La mort
23 janvier. de Pitt, dont les derniers regards virent les triomphes de la France, fut un coup désastreux pour l'Angleterre. On le remplaça par un ministère de coalition, dans lequel entrèrent Grenville, l'orateur Erskine et Fox, dont l'élévation donna beau-

coup d'espoir à Napoléon, attendu qu'il s'était toujours montré opposé à la guerre. 1806.

Talleyrand penchait vers l'alliance étroite de la France et de l'Angleterre, dont la constitution avait été l'objet de ses vœux dans les temps de liberté. Fox ayant dénoncé à Napoléon l'offre qui lui avait été faite de l'assassiner, Talleyrand saisit cette oc- 13 septembre. casion pour entamer des négociations. Mais Fox mourut bientôt, et Grenville lui succéda; ce ministre étant hostile à la France, les négociations furent rompues.

Cependant Napoléon laissait apparaître de plus en plus son système de domination. La Russie ayant demandé un dédommagement pour le roi de Sicile, il offrit les îles Baléares sans même consulter l'Espagne.

Frédéric-Guillaume III, lorsqu'il monta sur le trône de Prusse (1799), avait trouvé la paix affermie; son patronage s'étendait sur plusieurs princes; le commerce de transit était florissant grâce à la liberté d'importation et d'exportation. Une habileté inconnue à Saint-Pétersbourg et à Vienne, c'est-à-dire la fidélité à remplir ses engagements, présidait à l'administration des finances; le pays comptait neuf millions d'habitants, et le revenu s'élevait de trente et un à trente-six millions de thalers. Napoléon aurait dû ménager un pareil allié, et le fortifier contre la Russie; mais il le ruinait au contraire, et ses manœuvres démontrèrent clairement à la Prusse combien était onéreux le système de la neutralité. Elle n'avait que trop de motifs de se plaindre de Napoléon, qui avait opéré de nombreux changements en Allemagne sans même la consulter, en la traitant comme une puissance du second ordre, sur des points qui la touchaient de si près. Puis arriva le moment où il invita les princes de l'Allemagne septentrionale à entrer aussi dans la confédération, et où il offrit à la Grande-Bretagne de lui rendre le Hanovre. Il faisait vivre l'armée française sur le sol prussien comme en pays conquis; et les réquisitions, les impôts n'étaient pas ce qui faisait le plus sentir au pays l'oppression qui pesait sur lui et l'atteinte portée à sa dignité.

Les peuples et les gens de lettres, occupés d'abstractions, avaient fait peu d'attention aux changements imposés par la force; ils se réveillèrent à l'outrage de l'étranger, et le vieil esprit allemand se souleva contre cet esprit français à qui tous avaient sacrifié pendant un moment. La jeunesse surtout y était remplie d'ardeur, et l'idée de la nationalité allemande se ravivait

1806. dans de nombreux écrits. Partout éclata un vif désir d'effacer la honte infligée à l'Autriche et à tout le corps germanique. La reine Louise-Auguste, qui était adorée de son mari et de toute la nation, encourageait ces dispositions. Belle et noble héroïne, dame de la chevalerie universitaire, elle communiquait le sentiment et l'enthousiasme à la politique positive de la Prusse. Les sarcasmes que Napoléon faisait insérer dans les journaux contre les princes allemands, l'Autriche, la Russie aigrissaient encore l'irritation nationale : elle ne se contint plus lorsqu'il eut fait arrêter à l'improviste dans des villes libres et condamner à la peine de mort par des commissions militaires six libraires, comme coupables d'avoir répandu des écrits contre lui (1). Un frémissement d'indignation parcourut toute l'Allemagne, et Frédéric-Guillaume ne put s'abstenir de prendre les armes. Ses soldats étaient brûlants de patriotisme et confiants dans leurs anciennes victoires; mais il ne restait que de vieux généraux de l'école classique. Le duc de Brunswick, alors âgé de soixante-dix ans et qui avait combattu dans la guerre de Silésie, conservait seul sous ses cheveux blancs une organisation vigoureuse.

La guerre éclata donc de nouveau. Le roi de Prusse ne demandait pourtant à la France que de retirer ses troupes de l'Allemagne, qu'elle avait occupée sans motif, et de prendre le Rhin pour limite, conformément aux traités. Mais Napoléon avait une armée insatiable de victoires; il avait des parents et des généraux à qui souriait l'espérance d'un trône. Ses finances étaient pauvres; mais n'importe : l'Allemagne était là, et fournirait
Octobre. à la subsistance des troupes. Il dit donc dans une proclamation : *Je n'ai pas provoqué les Prussiens ; ils m'enjoignent de repasser le Rhin ; j'ai une tête de fer, et je ne cède pas aussi facilement. Français, vous seconderez votre empereur pour briser la colonne de Rosbach !*

L'empereur de Russie, entouré de jeunes conseillers et animé de sentiments généreux, considérait alors Paul et Catherine comme des tyrans, le partage de la Pologne comme une iniquité, la guerre avec la France comme un acte impolitique ; mais il croyait qu'il était de son devoir d'empêcher la France et l'Angleterre de s'écarter de la justice et de les obliger à respecter les nationalités. C'était là le motif qui lui avait fait pren-

(1) Un seul fut exécuté ; les autres subirent des peines infamantes par commutation.

dre les armes la première fois ; et, pour ne pas avouer sa défaite, 1806.
il disait qu'il avait été abandonné par les Autrichiens. Uni maintenant à la Prusse, il préparait une nouvelle campagne, dans la confiance que l'Autriche en profiterait pour se relever de sa chute, d'autant plus que le prince de Metternich, caractère opiniâtre dans ce qu'il avait une fois entrepris, commençait à diriger les conseils de cette puissance.

Les Prussiens se mirent en campagne sans attendre les Russes ; la Hesse et la Saxe se joignirent à eux, mais en les laissant encore inférieurs à Napoléon pour le nombre comme pour l'accord des volontés. Après divers engagements partiels, la plaine d'Iéna fut choisie pour livrer une bataille décisive : 14 octobre.
quarante-quatre mille Prussiens y furent écrasés par cinquante-quatre mille Français, et la déroute de Rosbach fut vengée.

Ce ne fut point une journée décisive, et pourtant la monarchie de Frédéric, fondée sur l'armée, s'affaissa sur le coup. Une terreur panique s'empara des Prussiens, dont les principaux chefs et Brunswick lui-même avaient été blessés ou tués. Napoléon se complut, dans ses bulletins, à insulter aux vaincus, pendant que ses journaux traînaient dans la fange le nom vénéré de la reine, qui, « dans son délire, avait mis, nouvelle Armide, le feu à son palais. » Il tint aux Saxons prisonniers un langage propre à les détacher de l'alliance prussienne, et leur proposa de faire un royaume de leur électorat. Leur prince, satellite de la Prusse depuis le règne de Frédéric II, estimé pour s'être montré constamment économe de l'argent et du sang de ses sujets, dont il avait cicatrisé les plaies, se rendit aussitôt à Posen, où il signa un traité avec Napoléon.

Les conditions de ce traité étaient qu'il entrerait dans la confédération du Rhin avec le titre de roi ; qu'il fournirait un contingent de vingt mille hommes, et qu'il placerait le culte catholique sur le pied de l'égalité avec le culte luthérien dans le pays où ce dernier avait pris naissance. Les divers pays dépendants de la Saxe adhérèrent aussi à la confédération. Dix jours après la bataille d'Iéna, Napoléon entrait à Berlin, et s'installait dans le Sans-Souci de Frédéric II. Ses généraux poursuivirent les débris de l'armée prussienne, multipliant les faits d'armes les plus inattendus. A Lubeck, on combattit jusque dans les rues ; et les femmes, qui avaient excité avec tant de patriotisme le courage des habitants, furent abandonnées à la brutalité des soldats. Blücher, le capitaine Schill,

1806. le duc de Brunswick-Oels, battus dans les armées, se firent chefs de bandes, et un nouveau courage se réveilla, non plus à l'appel des rois, mais à la voix des peuples.

Napoléon agit en conquérant. Il condamna Berlin à payer cent cinquante millions; partagea la Prusse en quatre départements, proscrivit les familles qui lui étaient opposées, exigea le serment de fidélité, traita de rebelles ceux qui gardaient leur foi à un roi malheureux, et déclara, en propres termes, qu'avant dix ans il voulait que sa famille fût la plus ancienne des maisons régnantes de l'Europe. Mais il semble qu'à ce moment il commença de décliner.

La France apprit avec joie cette nouvelle moisson de lauriers; mais elle n'en désira pas moins vivement la paix. Le sénat osa se rendre l'organe de ce vœu dans ses félicitations. Napoléon s'en irrita, et déclara que cette manière de s'interposer entre la pensée du souverain et les besoins du peuple tenait de la félonie; que lui seul comprenait ce qui convenait à la France. Il invita en conséquence le senat à se souvenir que rien ne l'empêcherait de réaliser les grandes destinées qu'il réservait à la nation.

21 novembre. Ces destinées étaient de nouvelles guerres. Il repoussa tout arrangement avec la Prusse, et un décret, daté de Berlin, déclara le blocus des îles Britanniques. Il ordonna en France une levée nouvelle, et la mobilisation des gardes nationales. Les pleurs des mères et des épouses accompagnèrent désormais des triomphes qui seront les siens, et non plus ceux de la nation et de la liberté.

Restait à vaincre les Russes, dont les forces étaient intactes, et qui seuls désormais se trouvaient libres d'opérer à leur gré. Alexandre, qui, animé d'une piété vive, se servait de la religion pour exciter ses peuples à défendre leur indépendance, avait fomenté chez eux le zèle religieux. Après avoir tout fait pour se concilier Alexandre, comme le seul parmi les souverains qui fût digne de lui, Napoléon alors travailla à le perdre en lui suscitant l'inimitié de la Turquie et celle de la Pologne. La Turquie avait offensé la Russie en destituant, sans la consulter, les hospodars de Moldavie et de Valachie. Le czar, attribuant l'outrage à l'instigation française, s'en montra irrité: la satisfaction qu'il en reçut ne l'empêcha pas de faire marcher des troupes, en même temps que la flotte anglaise vint assaillir

1807. Février. Constantinople. Le général Sébastiani, ambassadeur près la Sublime Porte, organisa les moyens de défense, et sauva la

capitale; mais la flotte turque n'avait pas moins été brûlée par les Anglais, toujours prêts à l'œuvre dès qu'il s'agit de détruire des forces maritimes.

L'arrivée de Napoléon à Posen avait réveillé toutes les espérances des Polonais. « L'amour de la patrie, dit-il dans un « de ses bulletins, et le sentiment national ont été retrempés « chez ce peuple par l'infortune. Sa principale passion est de « redevenir une nation. Les riches sortent de leurs châteaux « pour venir m'en prier, et m'offrir leur influence, leurs ri- « chesses, leurs enfants. Spectacle touchant! déjà partout ils « ont repris l'ancien costume, les anciens usages. » 1806. 1er décembre.

La gloire de relever le royaume de Pologne sourit un moment à l'esprit de Napoléon; mais on n'y pouvait arriver sans blesser l'Autriche. Ressusciter la nationalité polonaise n'était pas une idée qui pût convenir longtemps à l'homme qui détruisait partout les nationalités. Il n'aimait pas d'ailleurs ces formes de résistance aux volontés royales, qui allaient jusqu'au soulèvement. Mais il savait que les Polonais étaient de vaillants soldats, et il espérait d'eux une bonne armée pour s'en servir dans l'intérêt de sa gloire, ou pour opérer une puissante diversion en Russie. Une proclamation parut; au nom de Kosciusko, l'empereur convoqua à Posen une réunion d'officiers polonais, pour l'aider à insurger le pays. Dabrowski, ancien soldat de la révolution, répandit des proclamations en l'honneur de Napoléon, qui s'avançait à la tête de trois cent mille hommes pour écraser les ennemis de la Pologne. Napoléon lui-même flatta cet espoir si cher aux Polonais en leur disant de combattre et de se montrer dignes d'être reconstitués en nation.

Au milieu de décembre, il emmena les soldats de la France et de l'Italie sous ces climats sans soleil, sans routes frayées, où, exposés à d'obscures souffrances, sans autres ennemis à combattre que la nature, ils se laissèrent gagner par le mécontentement. Pour ranimer leur enthousiasme Napoléon décréta l'érection du temple de la Madeleine (temple de la Gloire) en l'honneur de la grande armée; il accorda double solde, il prodigua les décorations; mais la maladie atteignait de tous côtés les soldats, que fatiguaient de misérables engagements avec les Cosaques. Napoléon établit son quartier d'hiver à Varsovie; mais ses troupes, se traînant dans une boue glacée, eurent à souffrir du froid et de la faim, et les Russes, habitués à la rigueur du climat, ne manquèrent pas d'en tirer avantage.

1806. Les maréchaux étaient soutenus par l'espoir de gagner un royaume, tout en voyant de mauvais œil l'empereur ne songer qu'à ses frères. Lannes, Ney, Murat réussirent mal dans les expéditions qui leur furent confiées, d'autant plus que les mouvements manquaient d'unité quand l'empereur n'était pas là.
1807. 8 février. La bataille d'Eylau contre le général Benningsen, où il périt plus de trente mille hommes, fut un véritable massacre sur la neige; puis les deux armées, lasses de carnage, se reposèrent tristement. Mais l'ennemi avait compris que Napoléon aussi pouvait être battu et qu'une seule défaite suffirait pour entraîner sa ruine. L'empereur, qui s'était enfoncé à cinq cents lieues de sa capitale, demanda de nouvelles levées. Afin d'assurer ses communications, il fit attaquer Dantzick par le maréchal Lefebvre, qu'il créa premier duc, quoiqu'il fût d'une naissance vulgaire et dépourvu de toute éducation.

La bataille d'Heilsberg resta aussi sans résultat; mais quatre
10 juin. jours après les Russes furent battus à Friedland, à grand renfort d'artillerie, avec une prodigieuse effusion de sang. Le général Victor, qui eut l'honneur de la journée, fut promu à la dignité de maréchal; mais plus de trente mille blessés gémissaient dans les hôpitaux, et Napoléon, comprenant qu'il n'avait plus affaire à des Autrichiens et à des Prussiens, se décida à entrer en arrangement. Une lutte s'engagea alors entre Talleyrand, qui voulait la paix, et les maréchaux, qui voulaient la guerre pour devenir rois ou ducs.

Napoléon et Alexandre, l'un âgé de trente-huit ans, l'autre de vingt-neuf, comblés de gloire et de puissance et faits pour s'estimer mutuellement parce que tous deux régnaient despotiquement, convinrent d'une nouvelle conférence, qui eut lieu en effet à Tilsitt. Les deux empereurs y remanièrent le monde à leur gré. Napoléon ne s'inquiéta point de la Porte, qu'il avait mise en avant, et laissa Alexandre se consolider dans la Moldavie et la Valachie. En échange, le czar sacrifia la Suède, qui lui était restée fidèle, et laissa Napoléon disposer de la Poméranie suédoise, à la condition qu'il ne s'opposerait pas à la conquête de la Finlande par la Russie. Alexandre domina ainsi sur la mer Noire, la Baltique et le Danube; acquisitions réelles, en retour desquelles il reconnut les titres de Napoléon et ceux des autres princes ses satellites; il accéda en outre au projet du conquérant sur la formation d'un grand empire d'Occident, tandis que l'Orient serait abandonné à Alexandre, et

que l'Allemagne demeurerait comme vassale entre eux deux. 1807.

Le roi de Prusse s'humilia devant son vainqueur, et son héroïque épouse aussi tenta de le fléchir. Napoléon se complut dans le triomphe de son orgueil, ce qui fit dire au prince de Hardenberg : *Il est implacable vis-à-vis de l'infortune; il ne saura pas supporter le malheur avec dignité.*

Après avoir tenu quelque temps les suppliants en suspens, Napoléon déclara qu'il rendrait au roi de Prusse la moitié de ses États, mais seulement en considération d'Alexandre; comme si la nation et le roi de Prusse avaient cessé d'exister, et que la conquête eût suffi pour donner la propriété!

La Prusse perdit donc tout ce qui se trouve entre le Rhin et l'Elbe avec toute la partie polonaise, indépendamment de lourdes contributions et de l'obligation de fermer ses ports aux Anglais. Napoléon était bien le maître d'imposer à Alexandre la réintégration de la Pologne, et de la négocier avec l'Autriche, qui aurait gagné à l'échange de la Gallicie contre la Silésie; mais il se contenta du territoire dont se composait la Pologne en 1772, et en forma le duché de Varsovie, attribué héréditairement au roi de Saxe et aux siens. Un statut, rédigé par une commission de Polonais, décida qu'il y aurait un sénat composé de six évêques, de six palatins et de six châtelains; une chambre où siégeraient soixante nonces nommés par les diétines des nobles et quarante membres élus par les villes, ce qui laissait dominer l'aristocratie. Le servage fut aboli, l'égalité des droits proclamée, et les personnes mises sous la protection des tribunaux.

Le servage et les privilèges furent également abolis dans le nouveau royaume de Westphalie, détaché de la Prusse et d'autres États germaniques en faveur de Jérôme Napoléon. Les différents degrés de noblesse y furent néanmoins conservés, mais sans attribuer aucun droit particulier aux emplois ou aux dignités. Les états furent admis au vote de l'impôt; du reste, le nouveau royaume reçut le code ainsi que le système administratif français.

Ainsi tous les États intermédiaires furent sacrifiés aux deux grandes puissances qui s'étaient attribué l'une le nord, l'autre le midi : mais Alexandre s'agrandira par l'acquisition de la Finlande; Napoléon devra sa chute à la guerre d'Espagne et à son dissentiment avec Alexandre sur le partage de l'empire ottoman, dont il fut alors question pour la première fois.

CHAPITRE XII.

EMPIRE. — GUERRE D'ESPAGNE. — BATAILLE DE WAGRAM.

1807. Arrivé à cet apogée de puissance où devraient s'arrêter ses panégyristes (1), Napoléon ne connut plus de limites à son ambition : il ne parlait plus des peuples, il n'entendait plus la voix de la raison, parce que l'obéissance avait cessé de raisonner. Il éloigna Talleyrand, qui inclinait pour la paix maritime, et qui, trop fin pour ne pas apercevoir le but où tendait Napoléon, osait dire ce que d'autres dissimulaient. Il supprima le tribunat, effaça sur les monnaies et sur les formules le titre de *république française*, et répara Saint-Denis pour y installer les sépultures impériales. Il voulut tout régler conformément à l'étiquette nouvelle; il commandait la moralité comme une cérémonie, et les cérémonies comme des devoirs. La cour se trouvait embarrassée de ces pompeux uniformes, de ces cérémonies aux règles invariables, de ces réceptions du matin à l'ancienne manière. Napoléon représentait mal en Louis XIV; il n'était bien qu'au milieu d'un état-major, où il y a moins de courbettes et plus de laisser aller. On pouvait désirer un roi, mais non ce faste par lequel il semblait renier son origine populaire, quand il aurait dû la considérer comme son plus brillant titre de gloire.

La réaction la plus marquée contre les grands bouleversements de 89 fut la création de majorats et de fiefs. Les territoires cédés à Napoléon par l'Autriche et par la Prusse en firent les frais; les douze pairs de Philippe-Auguste et les chevaliers de la Table ronde lui servirent d'exemple. Il constitua donc dans l'État vénitien douze duchés, auxquels il affecta un quinzième du revenu qu'en pouvait tirer le royaume d'Italie. Il se réserva six grands fiefs à sa nomination dans le royaume de Naples; il en créa d'autres, sous des titres de victoires, tant en Italie qu'en Allemagne; tout cela sans interroger les peuples ni demander l'assentiment des cabinets.

L'homme qui distribuait souverainement honneurs, titres, pensions, royaumes était l'objet de telles adulations qu'elles

(1) C'est là en effet que s'arrête M. Bignon.

pouvaient dépasser jusqu'aux désirs du maître (1). En détachant les esprits des illusions, il voulut aussi les détacher des réalités. Après avoir imposé le silence aux haines, il en vint à prétendre l'imposer aux opinions : il comprima la pensée et l'instruction; bientôt ce fut le tour de la foi religieuse, et il voulut qu'aucune force ne subsistât hors de son cercle. La guerre rendait l'impôt très-lourd, et il était perçu avec rigueur. La loi de la conscription ne respectait aucune affection. Les réfractaires étaient condamnés aux travaux forcés avec les voleurs, et l'on envoyait des garnisaires vivre à discrétion chez les parents pour les obliger à dénoncer les fugitifs. L'absolutisme engendre le mécontentement, et accroît le besoin de l'absolutisme. Une police très-active veillait sur les grands comme sur les petits; et indépendamment du pouvoir discrétionnaire qui lui était laissé, indépendamment de l'institution des cours spéciales, l'ordre constitutionnel pouvait être suspendu dans des départements entiers. Napoléon reproduisait les formules de Louis XIV lorsqu'il disait : « En Angleterre, le pouvoir est monarchique, « aristocratique, fractionnaire; c'est pourquoi la nation en est « séparée, et une opposition est nécessaire. Mais ici le peuple « m'a transmis ses pouvoirs; le peuple, c'est moi, et il ne « peut avoir un intérêt distinct du mien : me contredire, c'est « attaquer en moi l'intérêt public tout entier. » A ce langage, ne semblerait-il pas que rien en France ne s'était fait depuis 1789?

Napoléon lui-même sentait combien son règne était fragile depuis qu'il avait perdu l'appui de la liberté, et il songeait à se fortifier en s'entourant de rois de sa famille (2); mais il se trompa en morale comme en politique. Il avait placé Joseph à Naples, puis Jérôme en Westphalie, en lui faisant épouser une princesse westphalienne. Afin de s'assurer l'obéissance de la Hollande, point important parce qu'elle était exposée aux attaques des Anglais, il lui donna pour roi son frère Louis (juin 1806), âgé alors de vingt-huit ans; Jérôme en avait vingt-deux, et tous deux, également insouciants, ignoraient complé-

(1) « Quelle monstruosité pour eux! quel renversement de tous leurs principes! Que de choses extraordinaires j'ai fait faire! Et pourtant rien de tout cela n'était commandé, pas même aperçu! » *Mém. de Sainte-Hélène.*

(2) « Je sentais mon isolement; je jetais de tous côtés des ancres de salut au fond de la mer. Quels appuis plus naturels pour moi que mes proches? Pouvais-je mieux attendre de la part des étrangers? » *Mém. de Sainte-Hélène.*

tement le caractère de leurs peuples. Napoléon ne s'en inquiétait guère, pourvu qu'ils restassent sur le trône, assujettis à ses volontés (1). Aussi les tenait-il liés à l'empire par quelques hautes dignités; Joseph était grand électeur, Louis connétable. Mais il ne put les empêcher d'épouser les intérêts de la nation qu'il leur donnait à gouverner et qui souvent étaient en contradiction avec ceux du maître qui avait la prétention d'exploiter leurs États.

Dans le royaume d'Italie, outre les grands fiefs et le tribut de trente millions, Napoléon se réserva sur le Mont une rente de douze cent mille francs pour les généraux et les officiers qui avaient bien mérité. Il ruina ce pays par le système continental, et plus encore la Hollande, qui ne vivait que du commerce; ce fut à tel point que Louis résista, et prétendit s'opposer aux spoliations arbitraires des généraux français; mais, sentant son impuissance, il tomba dans le découragement.

L'Allemagne répugnait aussi à tant de remaniements, d'autant plus que Napoléon imposait aux princes du Rhin, ses vassaux, des conditions de nature à rendre tyranniques ces gouvernements, naguère paternels.

Après les grands coups frappés à Austerlitz et à Iéna, il n'avait plus en face de lui que l'Angleterre. Le but principal de sa politique était de l'abattre, et cependant jamais il n'étudia à fond ce pays. Il n'en connut ni l'aristocratie, ni la liberté, ni le système militaire et financier, ni les parlements. Il ne savait que lui jeter les noms de *perfide Albion*, de *nation de boutiquiers*, voulant que ses panégyristes l'imitassent; c'était une manière de lui faire la cour. Il considérait les plaintes de l'opposition dans le parlement comme des symptômes de soulèvements, lui qui n'était habitué à entendre que des louanges. Ne connaissant pas ces manéges, les pétitions pour la paix lui paraissaient sincères; et il ne méprisait pas moins que leur gouvernement ces soldats anglais avec lesquels il ne s'était mesuré qu'à Toulon.

L'Angleterre, au contraire, sûre d'elle-même, étudiait à fond son ennemi : elle n'entreprenait la guerre que lorsqu'elle se sen-

(1) « Je n'ai pas eu le bonheur de Gengiskhan avec ses quatre fils, qui ne connaissaient d'autre rivalité que celle de le bien servir. Moi, nommais-je un roi, il se croyait tout aussitôt *par la grâce de Dieu*, tant le mot est épidémique ! Ce n'était plus un lieutenant sur lequel je devais me reposer; c'était un ennemi de plus dont je devais m'occuper. » *Mém. de Sainte-Hélène.*

tait appuyée de bons alliés, sur lesquels tombaient les premiers coups; elle n'employait que des armées d'élite, parce qu'elles sont peu nombreuses, formées de volontaires et d'une admirable discipline. Les généraux, qui avaient à rendre compte à la nation, se retiraient sans écouter leur amour-propre si cela pouvait contribuer à la victoire ou épargner des désastres inutiles; s'ils réussissaient, ils savaient que les rangs de l'orgueilleuse aristocratie leur seraient ouverts; accord singulier d'héroïsme et d'esprit mercantile. Napoléon prenait ces précautions pour de la peur, ces retraites pour une fuite.

La marine de l'Angleterre était en présence de celle de France ce qu'était Napoléon en face des armées autrichiennes. Les amiraux français, fidèles à l'ancienne tactique, se disposaient en grandes lignes, et tâchaient d'en venir à l'abordage ou de tourner l'ennemi, pour le placer entre deux feux. Nelson, au contraire, concentrait le grand effort sur un seul point, coupait la ligne ennemie, et, les escadres une fois séparées, il les attaquait isolément. Cette tactique téméraire lui réussit parce qu'il avait des hommes admirablement exercés dès leur enfance à l'artillerie comme aux manœuvres, si bien que chaque vaisseau pouvait faire son devoir de lui-même. De là vient qu'autant Napoléon était heureux sur le continent, autant il avait à souffrir sur mer. Au moment où la France se donna à lui, elle possédait quatre-vingts vaisseaux, soixante-dix-huit frégates, quarante-sept corvettes; l'Espagne mettait à sa disposition soixante-quatorze vaisseaux et cinquante-six frégates, les Provinces-Unies quarante vaisseaux et trente-huit frégates; tout cela fut perdu à Trafalgar, tellement que ce furent véritablement les guerres de l'empire qui assurèrent la suprématie maritime de l'Angleterre. Chaque expédition qui sortait des ports français procurait un triomphe aux Anglais, et les débris qui avaient survécu au désastre de Trafalgar succombaient dans des attaques de détail. L'amiral Linois, qui avait mission de reprendre Pondichéry dans l'océan Indien, fut vaincu par une escadre marchande portant un million et demi de livres sterling; puis, à son retour, étant tombé au milieu de l'escadre de l'amiral Waren, il lui fallut se rendre. Une autre escadre, sortie de Brest pour approvisionner la colonie de Saint-Domingue, fut battue et capturée; d'autres furent dispersées.

1806.

Napoléon n'entendit jamais la liberté du commerce; il avait en mépris les spéculations, qui pourtant faisaient la grandeur

de l'Angleterre; et l'on eut peine à lui faire comprendre l'utilité d'une banque, qui fut fondée à Paris par des particuliers. L'Angleterre usant de rigueurs contre les neutres, il arrêta de même contre elle le plan d'un grand système prohibitif.

1807. Il donna au blocus continental, dont l'idée avait commencé à être appliquée en Amérique, une extension bien plus redoutable par les moyens qu'il employa et par l'intention évidente d'une domination universelle. Il songea donc à ceindre l'Europe entière d'un littoral tout à lui, depuis la Hollande jusqu'aux îles Ioniennes, d'où l'Angleterre devait demeurer exclue, la contraignant ainsi à mourir de faim faute de débouchés pour ses manufactures et pour les produits de ses colonies.

Un décret daté de Berlin, puis un autre de Milan, plus terrible encore, déclarèrent prisonnier de guerre tout Anglais trouvé dans les pays occupés et de bonne prise tous navires, marchandises, magasins appartenant à des sujets britanniques. Ordre fut donné de repousser tous bâtiments provenant des ports anglais : puérilité gigantesque, qui portait un coup funeste à une foule d'intérêts, et tournait la guerre contre les peuples, plus difficiles à vaincre que les rois. Il en résulta des pillages, des confiscations et un espionnage organisé dans toute l'Europe, la violation des magasins et celle des correspondances, la ruine des villes commerçantes et la nécessité d'un despotisme auquel n'avait pas été réduit le régime de la terreur. Un bâtiment neutre cessa d'être respecté lorsqu'il avait subi la visite des croiseurs anglais; ce qui porta le dernier coup au commerce, puisque les navigations neutres ne pouvaient plus subsister.

Napoléon voulut donc accabler les Anglais, mais en opprimant et en violentant le monde entier : les hommes devaient se condamner aux privations, les terres produire des fruits inaccoutumés, les rois déployer une force despotique que tous n'avaient pas ou dont tous ne voulaient pas user; les pays même qui ne produisent rien et n'ont, comme la Suède, que des côtes et des ports devaient être obligés de les fermer. La ruine du continent en était le résultat certain; et il n'était pas possible qu'une violence qui mettait l'empereur en opposition avec la civilisation entière, en voulant réduire à un trafic tout le commerce local, qui naguère embrassait l'univers, il n'était pas possible qu'une telle violence fût de longue durée.

Des bûchers s'allumèrent (nouvelle inquisition commerciale)

pour brûler les marchandises provenant de l'île ennemie; puis l'avidité en fit permettre l'introduction moyennant une prime 1810.
de cinquante pour cent, et ensuite par des licences particulières qui multipliaient la contrebande. Des plaintes, des violations, des résistances s'élevaient de toutes parts; le besoin de sucre, de café, de coton, devint une arme contre Napoléon, à qui une erreur économique nuisit bien plus que l'inimitié des rois (1). L'industrie nationale fit des progrès; mais peut-on la dire profitable si elle ne donne les objets meilleurs et à plus bas prix? Il avait pensé que les avantages dont jouissait l'Angleterre provenaient du commerce extérieur, et qu'elle succomberait lorsque le continent européen lui serait fermé. Mais il aurait fallu fermer le monde; sans quoi on montrait à l'Angleterre combien elle était puissante, puisqu'elle pouvait se passer de l'Europe. De ce moment, une formule distingua la politique de Napoléon de celle de l'Angleterre, savoir les mesures restrictives ou la liberté du commerce, et c'est au nom de ces principes que se firent les guerres et les alliances qui suivirent.

Les plans de Pitt avaient été repris par Canning et par Castelreagh, persuadés, avec toute la nation, de la nécessité d'une lutte à mort contre la prépondérance de Napoléon. L'empereur déclarait le blocus de l'Angleterre quand il ne pouvait mettre un bâtiment à la mer sans qu'il fût pris par les croisières britanniques; mais l'Angleterre, en déclarant que le pavillon neutre ne couvrait pas la marchandise et que tout bâtiment qui toucherait les côtes de France serait capturé, anéantit véritablement le commerce français.

Napoléon, qui jamais ne comprit la constitution anglaise (2) ni la théorie du crédit, croyait, quand son oreille était frappée des déclamations du parlement et des tumultes des *meetings*, que l'île allait être bouleversée d'un moment à l'autre. Mais les emprunts énormes contractés par le gouvernement se fondaient sur le crédit, les subsides qu'il fournissait aux puissances étrangères animaient les manufactures, et rentraient en échange de leurs produits, tandis que la France devait envoyer de l'argent partout, n'ayant pas d'échanges à faire.

(1) Coletta lui seul, que nous sachions, défend ou excuse le système continental (liv. VI), et réprouve la *présomptueuse* Italie (liv. VII), qui n'était pas charmée de se voir contrainte à subir toutes les mesures françaises.

(2) Il disait encore à Saint-Hélène : *La pauvre constitution anglaise est gravement compromise aujourd'hui.*

1807. L'Angleterre, informée qu'aux termes d'un article secret du traité de Tilsitt les flottes russe, portugaise et danoise devaient s'unir contre elle à celle de la France, envoya des forces redoutables devant Copenhague, (Août.) et exigea que sa flotte lui fût livrée jusqu'à la paix : il fallut en conséquence lui donner vingt vaisseaux, armés de plus de deux mille canons. L'empereur Alexandre s'indigna de cette violation du droit des gens, dont la sécurité publique fut le prétexte, (octobre.) et adhéra au système continental, bien qu'il fût déterminé en réalité par le désir de ne pas être troublé dans les conquêtes qu'il méditait; et, s'unissant à Napoléon malgré la répugnance de la nation et de sa famille pour cette alliance, il déclara la guerre à la Grande-Bretagne.

Nous avons vu quels sacrifices avait faits à la république française le roi d'Espagne Charles IV. Un sentiment de loyauté et de responsabilité royale l'avait fait protester avec force contre l'arrestation de Louis XVI et dépenser des sommes considérables pour le sauver. Après le supplice du roi, il déclara à la France la guerre la plus patriotique, car le peuple lui offrit soixante-treize millions pour la faire (1) : cependant les premières défaites le découragèrent, et Charles fit la paix avec la république. Devenu vieux et dégoûté des affaires, il mettait son plaisir à suivre l'ancien cérémonial, à vivre en famille, à chasser assis dans son fauteuil, laissant l'autorité à l'ardente Louise de Parme, femme active et spirituelle. Emmanuel Godoï, simple garde du corps, amant de la reine et son maître, saisit l'occasion de se grandir et d'établir son influence en décidant le traité avec la France, ce qui lui valut le titre de prince de la Paix. Cependant, lorsque Napoléon eut renversé les Bourbons de
1806. 8 octobre. Naples et enlevé les îles Baléares à l'Espagne en compensation de la Sicile, Charles IV, concevant des soupçons, entra dans la coalition, et le Midi répondit au cri de guerre poussé par le Nord. L'Espagne, restée à découvert par le désastre de la Prusse, se résigna à subir toutes les conditions; et Napoléon, qui ne se piquait pas de générosité, lui enleva son armée : seize mille hommes sous les ordres du marquis de la Romana furent envoyés pour combattre dans le Holstein.

1792. La couronne de Portugal reposait sur la tête de la faible

(1) De Pradt. Son livre sur les affaires d'Espagne peut être consulté utilement, mais avec précaution.

Marie Ire; Don Juan, prince du Brésil, son fils, prit le titre de régent et les rênes du gouvernement. Une éducation claustrale avait fait de lui un prince sans énergie, qui chantait au lutrin. Il se jeta dans la première coalition formée contre la France, malgré les conseils du duc de Lafoens, et y envoya des troupes; mais les corsaires français capturèrent pour deux cents millions de chargements qui venaient de l'Inde et du Brésil. Une mauvaise administration accrut les dépenses de ces armments, et en 1797 il fallut créer un papier-monnaie. Depuis lors, les finances tombèrent de plus en plus; puis l'Angleterre occupa les forteresses qui entourent Lisbonne, et mit une garnison dans la capitale sous prétexte de la garantir.

Juan avait épousé Charlotte-Joachime, fille de Charles IV d'Espagne et femme altière, fougueuse, qui gourmandait la fainéantise de son mari, et vivait en mauvaise intelligence avec lui. Pris de mélancolie, il s'enferma dans le monastère de Mafra, où il vécut presque invisible; mais ayant découvert une trame 1801.
dont le but était de le faire passer pour aliéné, il devint ombrageux : il prit sa femme en haine, et s'imagina voir un ennemi dans tout homme de talent. L'intendant général de police Ignace de Pina Manique, qui semait les soupçons dans son esprit et l'excitait à la dissimulation, obtint toute sa confiance.

Napoléon à cette époque s'unit à l'Espagne contre le Portugal, qui, abandonné par l'Angleterre, acheta la paix non-seulement par des sacrifices d'argent, mais encore avec des provinces, et fut obligé d'engager à la Hollande les mines du Brésil.

La paix d'Amiens rendit une grande prospérité à Lisbonne, qui redevint le marché du monde et où arrivèrent les galions, qui de longtemps n'avaient pu y aborder. Napoléon employait toujours dans sa diplomatie des généraux, qui, très-vaillants les armes à la main, étaient inhabiles à ses manéges compliqués. Lannes, pendant son ambassade à Lisbonne, sut maintenir la prépondérance de l'empire sans ruiner le Portugal; mais Junot fut contraint, lorsqu'il vit l'Angleterre prévaloir, de prendre un ton menaçant quand la faiblesse générale empêchait d'adopter des mesures efficaces.

Napoléon éblouit Charles IV en lui proposant un partage du Portugal, dans lequel la Lusitanie septentrionale aurait été donnée au roi d'Étrurie, les Algarves au prince de la Paix, la capitale remise aux troupes françaises, et Charles aurait pris le titre d'empereur des deux Amériques. L'ayant entraîné par

1807. ces belles promesses, il envoya en Espagne un corps de troupes françaises, commandé par Junot et par Murat, pour marcher sur le Portugal : il n'était composé que de vingt-quatre mille conscrits, n'ayant que des chevaux neufs et une artillerie novice, attendu qu'il faisait peu de cas des hommes du Midi. Il

Octobre. enjoignit alors au Portugal de déclarer la guerre aux Anglais, de remettre la flotte aux Français, de fermer les ports du Tage et de détruire les vignes de Porto, la richesse du pays. Le régent se vit forcé de signer la ruine du Portugal; mais Sidney Smith arriva avec sa flotte pour prévenir le coup, et obliger les rois d'Espagne et de Portugal à se retirer en Amérique sous la protection britannique, ce qui devait rendre les colonies indépendantes et fournir des débouchés à l'industrie anglaise.

Napoléon, habitué à tout faire à coups de décrets, déclara que « la maison de Bragance avait cessé de régner. » Il espérait qu'au moment où paraîtrait ce manifeste Junot aurait déjà mis la main sur la famille royale et sur les diamants du Brésil; mais il n'avait pas bien calculé les marches à travers les montagnes, sur lesquelles le despotisme ne peut rien. Il avait écrit : *Une armée de vingt-quatre mille hommes peut se nourrir même dans un désert*. En dépit de sa parole impériale, l'armée, dénuée de tout, eut horriblement à souffrir, et fit souffrir les autres. On fit des cartouches avec les archives; on ôta le pain de la bouche des paysans, qui conçurent une haine mortelle contre les amis de leur roi, et commencèrent la guerre à coups de couteau.

28 novembre. Le régent de Portugal, qui s'était embarqué dans un si grand dénûment qu'il eut à pâtir la faim, accepta un asile sur les bâtiments anglais; et Junot, à la tête d'un petit nombre d'hommes exténués de fatigue, entra dans Lisbonne. Il était impossible de tenir un royaume avec si peu de monde; mais Napoléon le commandait, et il n'y avait pas de raison à lui opposer. Quand une députation de Portugais se présenta devant lui à Bayonne, sans attendre qu'ils eussent pris la parole, il leur dit : *Je ne sais pas encore ce que je ferai de vous; cela dépendra des événements. Êtes-vous dans le cas de former un peuple? avez-vous le volume nécessaire? Votre prince vous a abandonnés, il s'est fait conduire au Brésil par les Anglais; il a fait une grande sottise, il s'en repentira* (1). Cent millions furent imposés au

(1) De Pradt.

pays par les conquérants, qui se comportèrent avec hauteur. 1808.
Il y eut des condamnations à mort; tout le monde fut mécontent; et il fut question, par raison de sûreté, d'envoyer en France les soldats ainsi que les gens de distinction. La crainte que ce projet inspira redoubla le désir de secouer le joug, et les soulèvements qui éclatèrent en Espagne en fournirent l'occasion. 19 mars.

Ferdinand, prince héréditaire d'Espagne, caractère ardent, souffrait de voir sa patrie réduite au rôle de satellite de la France et livrée aux intrigues du prince de la Paix : dissimulant donc à demi ses projets, il s'était concerté avec Beauharnais, ambassadeur de France, pour renverser ce parvenu insolent. Charles IV, en ayant eu soupçon, accusa publiquement son fils d'avoir voulu attenter à sa vie, et le fit arrêter. Napoléon ne fit qu'en rire. *Laissez-les*, dit-il, *s'arranger entre eux et s'affaiblir*. Il en résulta que Ferdinand demanda à genoux un pardon que son père lui accorda « par égard pour Napoléon. »

Au même moment, l'empereur, fidèle à sa politique, faisait occuper l'Espagne par Murat, à la tête de quatre-vingt-quinze mille soldats, conscrits, pour la plupart. Ces prétendus alliés devaient protéger le pays contre la perfide Albion; mais ils se livrèrent à des excès de toutes sortes : ils pillèrent, ils violèrent les églises et les couvents, et surprirent les forteresses; le peuple murmura; la cour fut inquiète, malgré les brillantes promesses dont on l'avait éblouie; et Napoléon dicta des lois sans vouloir rien écouter.

La cour songea donc à se réfugier à Séville, et se réunit à Aranjuez; mais le peuple, craignant que le roi ne s'embarquât pour l'Amérique, se souleva en tumulte aux cris de *Vive le prince des Asturies! mort à Godoï!* et le favori, qui s'était caché, fut fait prisonnier. A ce coup funeste, la reine éperdue ne garda plus aucun ménagement; elle écrivit à Murat les lettres les plus abjectes (1), pour le supplier de sauver cette tête chérie, lui disant que leur seul désir était de vivre tous trois ensemble. Ils offrirent tout pour obtenir cette grâce : Charles s'engagea à abdiquer en faveur de son fils Ferdinand. Ce prince sauva Godoï en le faisant mettre en prison, et il fut proclamé avec enthousiasme par le peuple, comme le représentant de la nationalité trahie par Charles et par Godoï.

(1) Elles ont été publiées par Torreno.

1808. 23 mars. Cependant Murat s'avançait; lorsqu'il fut entré dans Madrid, il devint le centre de toutes les intrigues et de toutes les espérances. Napoléon voyait avec déplaisir un roi faible remplacé par un prince dans la force de l'âge (1); en conséquence, il se proposa comme médiateur et arbitre entre le père et le fils. Trop peu confiant dans l'amour du peuple espagnol, Ferdinand se laissa persuader de se rendre à Bayonne pour se concilier la faveur du fort. Napoléon voulait l'amener à échanger le trône d'Espagne contre celui d'Étrurie, en épousant une de ses nièces (2). A peine fut-il arrivé que Savary, instrument de cette politique, lui enjoignit d'abdiquer. Ferdinand résista : le chanoine Escoïquiz, son confident, exposa ses motifs; de Pradt, évêque de Poitiers, qui plus tard devait juger Napoléon avec tant de passion aveugle et de sévérité, fut chargé de les réfuter : mais les infants résistèrent à cette influence. Alors Napoléon eut recours à d'autres moyens. Il se fit envoyer Godoï, qui avait été mis en liberté, appela Charles IV et la reine, puis les reconnut comme seuls souverains de l'Espagne. Le vieux roi voulut, en présence de l'empereur, forcer Ferdinand à lui rendre le sceptre, et alla même jusqu'à le menacer de sa canne. Le prince dit qu'il y consentait pourvu que ce fût devant les cortès du royaume.

De ce moment l'Espagne fut bouleversée d'un bout à l'autre. Déjà le peuple, dont le bon sens était plus clairvoyant que toute l'astuce des conseillers royaux, avait tenté d'empêcher le voyage
2 mai. de Bayonne, et le sang commença à couler dans Madrid; le couteau fit plus que la mitraille, et cinq cents soldats français manquèrent à l'appel. Murat fit en conséquence afficher cet ordre du jour : « Quiconque sera pris les armes à la main sera fusillé, « de même ceux qui recèleront chez eux des personnes armées. « Tout attroupement de plus de huit personnes sera dispersé à

(1) Charles IV disait à Napoléon en dînant avec lui à Bayonne : « Hiver comme été, j'allais tous les jours à la chasse jusqu'à midi; alors je dînais, puis je reprenais la chasse jusqu'au soir. Emmanuel (Godoï) me rendait compte des choses de gouvernement; puis je me couchais, pour recommencer la même vie, à moins que je n'en fusse empêché par quelque cérémonie importante. »

(2) Outre l'abbé de Pradt, nous avons pour témoins oculaires PEDRO CEVALLOS, *Exposition des moyens employés par Napoléon pour usurper la couronne d'Espagne*; Madrid, 1808; et JEAN ESCOÏQUIZ, *Exposition des motifs qui déterminèrent en 1808 Sa Majesté catholique à se rendre à Bayonne*; Paris, 1816.

« coups de fusil; tout lieu où il aura été tué un Français sera « brûlé. Quiconque fera ou distribuera des écrits provoquant à « la sédition sera fusillé. Les maîtres seront responsables pour « leurs domestiques, les marchands et les chefs d'ateliers pour « leurs ouvriers, les père et mère pour leurs enfants, les supé- « rieurs des couvents pour leurs religieux. » L'effet suivit les menaces; mais le peuple vénéra les victimes comme des martyrs. 1808.

Napoléon enjoignit impérieusement à Ferdinand de rendre la couronne à son père; et des menaces corporelles, des terreurs morales, ainsi que les craintes d'un procès relatif au soulèvement de Madrid, déterminèrent l'adhésion de ce jeune prince, 6 mai. placé entre un lâche favori, un père aveugle et un voisin tout-puissant. A peine Charles IV fut-il redevenu souverain qu'il céda l'Espagne et les Indes à Napoléon, à la condition d'y placer un roi indépendant de la France. Il obtint pour lui le château et les chasses giboyeuses de Compiègne, avec trente millions de réaux et quatre cent mille francs pour les infants; la restitution de tous ses biens à Godoï, qui avait ménagé le traité; à Ferdinand le titre d'altesse, avec des biens en Navarre. C'est ainsi que Napoléon détrônait la famille royale d'Espagne, et disait au peuple dans sa proclamation : « Après une longue agonie, votre « nation périssait. J'ai vu vos maux, et je viens y remédier. « Vos princes m'ont cédé la couronne des Espagnes. Je ne veux « pas régner sur vos provinces, mais acquérir des titres éternels « à l'amour et à la reconnaissance de votre postérité. Votre « monarchie est vieille; ma mission est de la rajeunir. Confiez- « vous dans le présent; car je veux que vos neveux gardent le « souvenir de moi, et disent : Il a régénéré notre patrie! »

C'était un acte non-seulement inique, mais inutile; car Napoléon pouvait déjà tout ce qu'il voulait dans ce royaume, tandis qu'il se compromit par là en face de l'Europe, non plus en l'effrayant par l'enlèvement et l'exécution d'un prince, mais en s'abaissant jusqu'à l'intrigue, lui qui avait la force à sa disposition.

Les parvenus aspiraient au trône des descendants dégénérés de Charles-Quint et de Louis XIV, et Murat se croyait certain d'y monter. Mais Napoléon jugea qu'il y fallait un homme plus habile dans le gouvernement. Comme il n'avait pu se réconcilier avec Lucien dans une conférence qui avait eu lieu à Mantoue, il y transporta Joseph, qui régnait à Naples, sans plus consulter

1808. Juin. le peuple qu'il ne l'avait fait à l'époque de l'abdication. Une constitution fut donnée à l'Espagne dans une représentation dont la mise en scène eut lieu à Bayonne; et c'est à peine si d'anciennes dénominations y servirent à déguiser les formes françaises.

Napoléon s'empara à Madrid de tout ce qui appartenait à l'inquisition, et il ne trouva dans le palais de ce redoutable tribunal que sept cent cinquante mille francs, sans un seul détenu (1). Le nouveau roi Joseph fut traité en vassal : on ordonna et disposa tout sans même l'écouter, ce qui excita ses plaintes; et ce monarque se trouva sans argent, parce que les provinces ne payaient point. Napoléon, peu habitué jusque-là à compter avec les nations, croyait que, tout étant fini avec la cour, il en était de même avec le peuple. Au contraire, après avoir enlevé un roi, il se trouva en face d'un peuple qui, débarrassé de maîtres timides, put embrasser avec ardeur la cause nationale, inaccessible aux séductions, aux intrigues, aux vaines frayeurs, et ne voyant, selon l'ordinaire du peuple, qu'un seul but, vers lequel il s'élança sans dévier.

La France ne fut informée de l'intrigue de Bayonne qu'au moment où éclata la résistance de l'Espagne. Canning et Castlereagh s'étaient réjouis de cet envahissement, persuadés que le peuple résisterait. Napoléon disait au contraire au chanoine Escoïquiz : *Les pays où il y a beaucoup de moines sont faciles à subjuguer* (2); *je le sais par expérience.* Il n'y envoya en conséquence que des conscrits; mais ce fut encore un signe de mépris et un encouragement à la résistance.

L'Espagne, bien qu'en retard sous le rapport du progrès pratique, conservait dans son énergie un sentiment national, un désir de régénération politique et de respect du droit bien plus forts que chez aucune nation protestante. Le peuple, religieux, grossier, isolé de l'Europe, sobre au milieu de l'abondance, y tire vanité de ses privations comme les autres de leurs jouis-

(1) De Pradt.

(2) Il disait aussi à l'abbé de Pradt : « Si cette entreprise devait me coûter quatre-vingt mille hommes, je ne la ferais pas; mais douze mille y suffiront, c'est un enfantillage. Ces gens-là ne savent pas ce que c'est qu'une troupe française. Les Prussiens étaient comme eux, et l'on a vu comment ils se sont trouvés. Croyez-moi, ce sera bientôt fini. Je ne voudrais faire de mal à personne; mais quand mon char politique est lancé, il faut qu'il passe. Malheur à qui se trouve sous les roues! »

sances; le clergé y est habitué à exciter à la guerre depuis le temps où l'on combattait contre les Maures, et il y est aimé parce qu'il partage les sentiments nationaux. Les provinces divisées et hostiles se réconcilièrent pour combattre l'étranger, et le pays entier se souleva contre les *maudits* Français. Aussitôt une junte révolutionnaire se constitua dans chaque province, moyen le plus efficace pour soutenir la défense, en ce qu'il multiplie l'activité, excite l'émulation, met obstacle aux desseins de l'ennemi, et empêche qu'une défaite partielle ne ruine la cause commune. Soixante mille soldats restaient encore à l'Espagne, indépendamment du peuple, qui prit pour guides des chefs de bande, dont plusieurs devinrent célèbres, tels que Mina, l'Empecinado, Mancho; les étudiants se donnaient les noms de Brutus, de Cassius, de Scévola, guerriers, généraux, héros improvisés (1). 1808.

Ailleurs c'était la guerre aux gouvernements; là c'était la guerre au peuple, véritable armée républicaine qui obéissait à ses capitaines tant qu'ils faisaient sa volonté; qui combattait pour le roi, mais en manifestant toujours l'espérance d'arriver à un régime meilleur, de convoquer les cortès, de remédier aux maux de la patrie.

Les chaînes de montagnes qui avaient mis obstacle à l'unité du pays devinrent les barrières de l'indépendance. Les grandes routes étaient bonnes, mais les chemins de traverse étaient impraticables; point de villages, point d'eau, jamais d'ombre : il était donc impossible qu'une armée nombreuse ne succombât pas.

Le dépit d'avoir affaire à un ennemi insaisissable exaspéra les soldats de Napoléon, qui devinrent aussi féroces dans leur obéissance que les Espagnols dans la défense de leur territoire. Le gouvernement se fit détester par les exécutions qu'il se vit contraint d'ordonner et par les mesures qu'exigeait une guerre à outrance. Il fit une levée de chevaux dans la Vieille-Castille,

(1) Il n'y a d'important, dans le livre du général Foy sur cette guerre (1824), que le morceau sur l'organisation militaire de la France et de l'Angleterre. Les mémoires des maréchaux Suchet et Gouvion Saint-Cyr concernent des opérations partielles. La meilleure relation est l'*History of the war in the Peninsula and in the South of France, from the year* 1807 *to the year* 1814, *by W. F. N. Napier*; 1841.

Voyez la *Storia delle campagne degl' Italiani*, du général Vaccani, ainsi que l'*Histoire de la guerre et révolution d'Espagne*, par Torreno.

1808.] et ordonna que le reste fût aveuglé d'un œil ou qu'il fût rendu impropre au service militaire. Les généraux volèrent et commirent des violations impies, parant leurs maîtresses des diamants enlevés aux madones. Il semblait que la conduite du maître autorisât les soldats à recourir à toutes sortes de ruses; mais ce qu'ils appelaient des stratagèmes blessait la loyauté espagnole, qui les accusait non-seulement d'arrogance, mais aussi de perfidie et de lâcheté.

Il ne pouvait résulter de là que des représailles terribles : le frère de l'un avait été tué après capitulation; on avait violé la femme d'un autre; on ravissait les filles d'un troisième; et ceux qui avaient été blessés ainsi dans leurs plus chères affections devenaient des brigands farouches. Les femmes se jetaient sur les blessés pour les mettre en pièces, les faire griller sur des charbons, les égorger à plaisir; on empoisonnait le vin des tonneaux et l'eau des puits. A Oporto, à Coimbre, des hôpitaux entiers furent livrés au massacre; sept cents prisonniers périrent noyés dans le Minho. Les Espagnols ne considéraient pas comme une honte de fuir; ils éprouvaient donc peu de pertes dans une bataille; puis, embusqués dans les bois, derrière de petits murs, ils tiraient à main posée, et tous les coups portaient. La victoire ne faisait gagner aux Français que l'espace du champ sur lequel ils avaient combattu; l'énorme train d'équipages et de butin dont ils étaient suivis était pour eux une cause de défaites. La licence et la barbarie marchaient front levé avec ces envahisseurs. Mais les besoins renaissants épuisaient l'armée, toujours contrainte de se retirer dans des pays incultes et dont on n'avait que des plans inexacts; pour vivre il fallait dévaster, et par là exaspérer les populations. Il est vrai que les juntes patriotiques étaient peu d'accord entre elles, et que les haines méridionales y pullulaient; mais les généraux de Napoléon eux-mêmes, loin de l'œil du souverain, opéraient aussi sans accord.

Soult, l'un des meilleurs, avait dans l'armée qu'il commandait des républicains et des ambitieux, qui s'entendaient avec les Anglais; et l'on dit qu'il fut question de le proclamer roi du Portugal. Ney, jaloux de lui, le secondait mal; et fut sur le point de périr.

Dupont se rendit par capitulation avec vingt-trois mille hommes au général Castaños, en réservant le butin qu'il avai fait et en s'obligeant à s'embarquer pour la France. Mais le

insurgés ne respectèrent pas des gens qui s'attribuaient leurs dépouilles sans garder des armes pour les défendre ; aussi, lorsqu'ils furent embarqués, les Anglais les firent-ils prisonniers. 1808.

Savary déclara qu'il ne pouvait plus se soutenir à Madrid, et il se retira derrière l'Elbe avec un petit nombre de partisans du roi Joseph.

En Portugal, Junot se ressentit de ces échecs. Il était déjà dans une position difficile lorsqu'il apprit qu'une armée anglaise était débarquée à Porto, commandee par lord Wellesley, plus connu sous le nom de Wellington. Un premier revers des Français, à Vimieiro, encouragea l'insurrection à tel point qu'il leur fallut capituler, pour être transportés en France par mer. Alors le Portugal soulevé conclut, sous l'influence des Anglais, une ligue avec l'Espagne. Masséna, revenu dans le pays, où il eut à combattre contre les Anglais et contre la faim, fut obligé de se retirer. Les Anglais connaissaient l'importance de cette possession ; et ils se montrèrent adversaires redoutables à Soult, Ney et Junot.

Wellington était un général qui n'avait rien qui tînt à l'école napoléonienne : homme de raison froide et sèche, de calculs et de mesures, n'ayant rien de l'épopée ni du roman, il se montrait extrêmement soigneux de ménager les populations au milieu desquelles il avait à combattre et très-rigide à faire observer la discipline aux siens. Dans les douze énormes volumes qui contiennent sa correspondance relative à la guerre de la Péninsule, le mot *gloire* ne se trouve pas une seule fois. Ses harangues à ses soldats se réduisaient à leur dire : *Vous êtes bien vêtus, bien nourris ; ceux qui ne feront pas leur devoir seront pendus.*

Armer les populations ; n'en venir aux mains que dans des positions sûres et bien étudiées ; couper les routes et les ponts ; détruire les moulins, les magasins, les villages ; dévaster les champs, tels furent les moyens de défense que les habitants de la Péninsule enseignèrent aux Russes. Les rois ennemis de la France avaient en vain essayé de nombreux systèmes, les peuples s'avisèrent seuls de celui-là. Napoléon, qui n'avait jamais que les rois en vue, n'y fit pas attention ; et, persistant dans son système des batailles décisives, il voulut vaincre aux deux bouts les plus extrêmes de l'Europe, en Portugal ou à Moscou.

Napoléon avait ordonné de prendre Lisbonne, où l'armée exténuée espérait trouver du repos et des jouissances ; mais

1808. Wellington déploya devant elle, à Torres-Vedras, une admirable ligne de fortifications, et la contraignit de rétrograder par un pays dévasté.

Le corps espagnol de la Romana, qui, transporté dans le Nord, avait assiégé Stralsund, se trouvait alors relégué dans la Fionie, où il combattait les Suédois avec Bernadotte. Informés des mouvements de leur patrie, tous résolurent de lui porter le secours de leurs bras; ils s'embarquèrent secrètement sur la flotte anglaise, et arrivèrent dans la Péninsule au nombre de dix mille. Quel enthousiasme pour les Espagnols! quel courroux pour Napoléon! quel exemple pour les troupes qu'il déportait! L'Angleterre semait partout l'or pour détacher de lui les corps d'armée auxiliaires, et toutes les cours prêtaient assistance ou du moins faveur à l'insurrection; de plus, elle avait la sympathie des peuples.

Napoléon faisait tout pour détruire l'impression sinistre causée par les capitulations en Espagne et en Portugal; mais il fallait en tirer vengeance. L'insurrection s'y organisait, les guérillas se multipliaient, en même temps que se signalait l'armée commandée par Castaños et par Palafox, héros comme le Cid. Ils étaient appuyés par quarante mille Anglais; mais les haines de religion contre les auxiliaires britanniques empêchaient ce concert qui était indispensable pour chasser Joseph et les Français, concentrés à Vittoria. Ceux-ci investirent Saragosse, ville entièrement ouverte; mais les femmes y déployèrent un courage héroïque, surtout l'Augustine et la comtesse de Burita. Palafox répondit aux propositions d'accommodement : *Guerre jusqu'au couteau!* et cinquante mille Espagnols s'enterrèrent sous les ruines de Saragosse, qui succomba le 20 février 1809.

Napoléon dirigea alors son armée du Niémen aux colonnes d'Hercule. « Soldats, lui dit-il, après avoir triomphé sur le « Danube et sur la Vistule, vous avez traversé à marches for- « cées l'Allemagne et ensuite la France sans prendre un instant « de repos. Soldats, j'ai besoin de vous! l'odieux léopard « souille les continents d'Espagne et de Portugal; à votre vue, « il s'enfuira épouvanté. Portons nos aigles triomphantes jus- « qu'aux colonnes d'Hercule, où nous avons des outrages à « venger. Ce que vous avez fait et ferez pour la félicité du « peuple français et pour ma gloire sera éternellement gravé « dans mon cœur. »

1808. Décembre.

La conscription, dont le nom devint à partir de ce moment un sujet d'effroi, lui fournit son contingent de 1810, adolescents destinés à périr dans les hôpitaux; il demanda de nouveaux soldats aux classes déjà épuisées; mais les meilleurs généraux formés par la révolution combattaient pour lui. Il continua de vaincre; et, arrivé près de Madrid, qui fut pris rue par rue, il abolit les moines, l'inquisition, les droits féodaux. Il marcha alors contre les Anglais, commandés par Moore, qui fut tué; et après les avoir repoussés du continent, persuadé que la guerre était finie, il se hâta de retourner en France dans la pensée que toutes les capitales ont autant d'importance que Paris.

Joseph, établi à Madrid par les victoires de son frère, chercha à se concilier les esprits en se déclarant le défenseur de la foi, de l'indépendance, de l'intégrité du territoire, de la liberté; il favorisa les arts, introduisit l'uniformité dans la justice, propagea les loges maçonniques, instrument de police alors puissant; il s'habilla à l'espagnole, et alla à la messe; mais il ne gagna pas les cœurs, et ne put voyager qu'avec des escortes qui étaient des armées. La guerre continua sous le commandement de Jourdan, général habile; mais elle était inextinguible, parce qu'elle ne se faisait pas entre de grands corps de troupes, et que chaque buisson, chaque fossé, chaque accident de terrain était une forteresse à emporter. Lannes échoua à un second siége de Saragosse; c'est en vain que l'on fusilla des moines, et que des héros furent traités en brigands.

Du 2 mai 1808 jusqu'au 10 avril 1814 il y eut six campagnes en Espagne, où l'on combattit avec tout l'acharnement de la haine privée, et dans toute la Péninsule, sans intervalle de paix, d'armistices, de quartiers d'hiver. On peut compter qu'il y périt cent mille hommes par an. Sébastiani ayant écrit à Jovellanos pour l'exhorter à contribuer à la pacification de la Péninsule, à ne pas suivre un parti, à ne point prêter l'oreille aux suggestions des Anglais, mais à consolider plutôt la constitution donnée par Napoléon, ce général lui répondit : « Je ne suis pas une « faction, mais la sainte et juste cause de la patrie, dont nous « avons tous reçu l'auguste mission de la défendre et de la « soutenir au prix de notre vie. Ce n'est pas pour l'inquisition, « ni pour des préjugés, ni pour l'intérêt des grands d'Espagne « que nous combattons, mais pour les droits du roi, pour la « religion, pour la constitution, pour l'indépendance. Le désir « et la volonté de régénérer l'Espagne et de l'élever à son an-

1809. « cienne splendeur, comme vous le dites, voilà nos principales « intentions. Peut-être avant peu la France et l'Europe entière « reconnaîtront-elles que la nation qui soutient avec valeur et « constance la cause du roi contre une invasion injuste a assez « de zèle, de fermeté et de sagesse pour corriger les abus qui « l'ont dégradée. Qui ne déplore les maux de cette invasion, « apportés à un peuple innocent, auquel on refuse, en le dési- « gnant par le nom de rebelle, l'humanité que le droit de la « guerre exige même à l'égard des ennemis les plus barbares? « Mais à qui les imputer? A l'injuste envahisseur ou à ceux « qui défendent leurs foyers? Je chercherai à faire respecter les « principes d'humanité et de philosophie que professe, dites- « vous, le roi Joseph quand je l'aurai vu reconnaître, en s'é- « loignant, qu'un pays désolé en son nom par vos soldats n'est « pas le lieu le plus propre pour les fouler aux pieds. »

Une fois le point vulnérable trouvé, Canning, qui avait dit : *Si Napoléon échoue en Espagne, sa chute est certaine,* s'obstina à continuer la guerre. Il s'écriait en 1810 : « L'armée française « pourra conquérir les provinces l'une après l'autre; mais elle « ne pourra pas se maintenir dans un pays où le conquérant ne « peut rien au delà de ses postes militaires, où son autorité est « confinée dans les forteresses tenues par ses garnisons ou « dans les cantons qu'il occupe. Or, devant lui, derrière, alen- « tour, il n'a que mécontentement opiniâtre, vengeance pré- « méditée, résistance indomptable, haine à mort. Si l'Espagne « souffre, la France continue la guerre à un prix que jamais « ne lui ont coûté ses guerres précédentes contre le reste de « l'Europe. »

L'opposition s'accorda à soutenir le gouvernement dans cet effort contre la nation rivale; et Shéridan disait : « Jusqu'à « présent Bonaparte a parcouru une route triomphale, parce « qu'il n'a eu affaire qu'à des princes sans dignité, à des mi- « nistres sans prudence, à des pays où le peuple ne mettait pas « d'intérêt à ses triomphes. Aujourd'hui il apprend ce que « c'est qu'un pays animé par l'esprit de résistance. »

Canning se hâta de reconnaître les juntes en faisant avec elles une alliance solennelle et en leur fournissant des secours en armes et en objets d'habillement. Wellesley, à qui on avait reproché d'avoir accepté la capitulation de Junot, au lieu de le détruire, fut absous de ce tort, et rétabli dans son comman-
28 juillet. dement; puis la victoire de Talavéra lui valut le titre de duc de

Wellington. Sir Robert Wilson, officier d'aventure, dirigeait 1808.
les bandes portugaises. La longue série d'erreurs et de désastres accumulés dans cette guerre d'Espagne donna le courage à l'Europe de renouveler une résistance oubliée; car elle avait enlevé à l'armée française sa réputation d'invincible, et discrédité l'empereur par l'effronterie des mensonges officiels. Les vapeurs qui s'exhalaient de tant de sang répandu dans la Péninsule obscurcirent l'étoile de Napoléon; la démocratie conçut l'espérance de rogner les serres de l'aigle impériale, et lui demanda compte de la cause qu'il avait trahie; Dumouriez écrivit un manuel des guérillas, et le cri de patrie poussé par l'Espagne retentit dans toute l'Europe.

Ce cri trouva surtout un écho en Allemagne, où Arndt proposa une insurrection générale. Les sociétés secrètes rassemblèrent les peuples divisés; exemptes alors d'ambition, elles voulaient uniquement empêcher que la patrie ne devînt esclave, sans prétendre à d'autres honneurs qu'à celui de la servir. Le *Tugendbund*, né en Prusse, se propagea dans l'armée et dans la jeunesse; et c'est dans le mystère, au milieu des ténèbres chères à ces peuples, que les armes s'aiguisèrent. Blücher, Gneisenhau, Schill, Brunswick-Oels, par leur valeur; Stadion, Stein, Körner, Gentz, Kotzebue, par leurs écrits et par des chants nationaux, réveillèrent le sentiment de fraternité; ils rapprochèrent, aux vieux noms d'Allemagne et de Teutonie, Prussiens, Autrichiens, Bavarois, Wurtembergeois, Saxons, et s'adressèrent aux peuples pendant que les gouvernements étaient aux genoux de Napoléon.

Il était donc indispensable pour Napoléon d'aller réprimer ces mouvements; mais avant d'entreprendre une guerre nouvelle, il demanda une conférence à Alexandre; et Erfurth fut 1808. Septembre.
désigné, bien que l'on cherchât à faire craindre au czar une surprise comme celle de Bayonne. Ce fut une véritable cour plénière de souverains vassaux. Quatre rois, vingt-sept princes, deux grands-ducs, sept ducs avec leurs familles et une infinité de comtes, des barons, de maréchaux formaient une brillante auréole autour du monarque français. Il y eut des fêtes spendides et des représentations théâtrales; Napoléon, qui avait amené la Comédie française, dit au grand tragique Talma : *Je vous ferai jouer devant un parterre de rois;* mot superbe et méprisant, comme lorsqu'au milieu de ces vieilles majestés il disait : *Quand j'étais lieutenant*. Il se fit présenter Wieland,

1808. à qui il donna la croix de la Légion d'honneur, comme il fit aussi pour Goëthe. Ces deux poëtes étaient restés étrangers au mouvement national.

Les deux empereurs ne firent que consolider ce dont ils étaient convenus à Tilsitt pour le partage du monde en deux grands empires d'Orient et d'Occident. Si Alexandre consentait à l'occupation de l'Espagne et du Portugal, c'est qu'il prétendait agir de même pour la Finlande, la Moldavie et la Valachie, qu'il voulait enlever à la Suède et à la Porte. Il fut aussi convenu que la Prusse, dont les forces restèrent limitées à quarante mille hommes, serait évacuée. On rappela à l'Autriche que, si elle n'avait pas été démembrée, elle en était redevable à Napoléon; c'était donc à elle de se montrer sage, de ne pas donner de motifs de défiance, d'autant que l'intention de l'empereur français était d'évacuer l'Allemagne et de se livrer exclusivement à la guerre maritime. Une lettre écrite en commun par les deux empereurs porta des propositions de paix à l'Angleterre; mais, si Napoléon par là voulait faire montre aux yeux de l'Europe de son harmonie avec Alexandre, l'autocrate faisait assurer secrètement l'Angleterre qu'elle n'avait rien à craindre des effets d'une telle union.

Le mécontentement fermentait autour de Napoléon. Murat se voyait déçu dans l'espoir de monter sur le trône d'Espagne; Joséphine et Beauharnais étaient troublés par les bruits de divorce qui se répandaient; les impôts énormes faisaient murmurer le peuple, en même temps que la conscription était devenue par l'abus un objet d'effroi. Les ministres et les journaux proclamaient que l'empereur était plein d'amour pour la paix, qu'il était sans ambition, que les levées d'hommes augmentaient la population, aussi véridiques en cela que lorsqu'ils disaient que le crédit était perdu en Angleterre, où un emprunt de dix millions de livres sterling à quatre pour cent remplissait les coffres de l'État. Si la Grande-Bretagne était prodigue d'or, Napoléon était prodigue de sang, et mettait tous ses soins à augmenter l'armée. Il élevait la jeunesse pour les armes, et demandait aux femmes combien elles avaient de garçons, comme s'il eût fouillé dans leurs entrailles pour y chercher des soldats. Il mit la garde nationale sur le pied de guerre, et donna un aspect tout militaire au pays.

Cependant son despotisme croissant s'effrayait de tout ce qui rappelait l'ombre de la liberté. Quand le corps législatif vint

offrir à Joséphine ses félicitations à l'occasion des victoires 1809.
d'Espagne, elle répondit qu'elle les agréait d'autant plus que *ce corps représentait la nation française*. Cette phrase piqua au vif Napoléon, qui envoya d'Espagne un article au *Moniteur*, où on lisait ce qui suit : « Plusieurs journaux ont publié que « l'impératrice avait dit qu'elle s'estimait heureuse de voir que « le premier sentiment de l'empereur avait été pour le corps « législatif, représentant la nation. L'impératrice ne s'est point « exprimée ainsi, car elle connaît trop nos constitutions : elle « sait que le premier représentant de la nation est l'empereur, « attendu que tout pouvoir vient de Dieu et de la nation... » Le reste continuait sur le même ton, et développait ce thème.

Était-il possible d'attendre désormais ces élans de dévouement que la liberté avait produits? Napoléon mit à la tête de la nouvelle armée qui devait opérer en Allemagne trois généraux mécontents, Bernadotte, Masséna et Macdonald, en même temps que ses deux fidèles lieutenants Davoust et Berthier.

L'Angleterre déploya des forces immenses, avec un accord rare et vraiment national; il n'y eut de discussion que sur le point de savoir s'il convenait de faire la guerre sur le continent ou de la restreindre, dans les colonies, aux proportions d'une lutte commerciale. Elle s'empara de la Martinique, dernière colonie qui restât à la France, brûla ses escadres, empêcha le commerce des neutres. Des armées se tinrent prêtes à débarquer en Sicile et en Portugal, et des subsides se préparèrent pour l'Autriche. Canning, qui avait compris la force de l'insurrection, voulut l'étendre aussi dans le Nord, en commençant par la Hollande avec le prince d'Orange, pour la propager de là dans les villes commerciales que le système continental avait rendues désertes, puis dans l'Allemagne et dans le Tyrol, où André Hoffer avait levé l'étendard; dans les Calabres, à l'aide des carbonari; enfin jusque chez les Croates et les Ragusiens.

La Prusse abaissée n'attendait que le moment de se relever. Alexandre admirait Napoléon; mais, comme ses boyards étaient hostiles à l'empereur des Français, il donnait des assurances de sympathie à Vienne et à Londres en même temps qu'il profitait de l'amitié de son puissant allié pour s'agrandir aux dépens de la Suède.

Lorsque François II eut renoncé à la couronne de Charlemagne, il songea à donner aux possessions que sa maison avait

1809. réunies successivement l'unité administrative, à défaut de l'unité nationale, et s'intitula empereur d'Autriche. Il vit dans la résurrection de l'esprit germanique un moyen de se relever en se mettant à la tête des peuples. Donnant donc à entendre que ses préparatifs étaient dirigés contre l'Orient, il mit sur pied quatre cent mille hommes, dont le prince Charles prit le commandement avec des pouvoirs moins restreints que d'habitude. Le comte de Stadion, ministre des affaires étrangères, s'entendait avec les patriotes d'Allemagne. Les journaux autrichiens, d'ordinaire si froids, étaient remplis d'enthousiasme. Poussée par eux, l'Autriche osa commencer l'attaque au nom de la liberté de l'Europe, qui, disait-elle, s'était réfugiée sous ses drapeaux. Elle appela aux armes les peuples de l'Allemagne, ceux d'Italie à la révolte; et, bien que le Tyrol fût le seul à s'émouvoir, on put connaître que l'incendie était prêt à éclater. Changement étrange! l'Autriche se trouva à la tête des peuples, sans alliance de rois et comptant sur la valeur des masses, tandis que Napoléon marchait entouré d'un cortége de rois, ses alliés, mais ayant contre lui l'esprit populaire et accusant ses ennemis de recourir à l'insurrection.

Il sentit le péril qui le menaçait, et y opposa tout son génie. Il condamna à mort tout Français au service de l'étranger, envoya ses meilleurs maréchaux sur le Rhin et en Italie, et fit une des campagnes les plus étonnantes dont l'histoire fasse mention. Son armée, qui n'était pas considérable, se composait presque entièrement d'étrangers et de troupes des confédérations; mais il s'appliquait à dérouter, à l'aide de la grande stratégie, les mouvements calculés du prince Charles, toujours admirable dans la guerre défensive. La fortune se balança dans plusieurs engagements; mais, après la bataille ou plutôt les
18-23 avril. cinq batailles successives d'Eckmühl, le prince Charles, qui venait d'approvisionner Ratisbonne, fut repoussé au delà du Danube, où il laissait à découvert l'archiduc Jean, qui s'avançait dans le Tyrol, et envoyait au delà des Alpes des proclamations remplies de brillantes promesses et dans lesquelles il engageait « la parole sacrée et immuable de l'empereur François II. »

Ces excitations produisirent peu d'effet en Italie, mais beaucoup en Allemagne. Napoléon, sentant le besoin de frapper des coups décisifs, marcha sur Vienne. On arma la landwehr pour la défendre : on chercha à exalter le courage par les

exemples de l'Espagne et par les souvenirs teutoniques ; mais ce fut en vain, et Vienne capitula peu de jours après. C'était un événement de peu d'importance, puisque l'armée restait forte derrière le Danube. Alexandre avait déclaré la guerre à l'Autriche, mais sans aucune démonstration ; l'archiduc Ferdinand était vainqueur en Pologne ; l'insurrection s'étendait en Allemagne. Le prince Jean avait battu à la Piave l'armée d'Italie, commandée par Eugène Beauharnais, et menaçait le cœur du royaume d'Italie, lorsqu'à la nouvelle des victoires de Napoléon il se décida à revenir sur ses pas. Napoléon, par un décret daté de Schönbrunn, ordonna la réunion des États pontificaux à l'empire, et médita le démembrement de la monarchie autrichienne ; il fulmina contre la landwehr, et prononça la peine de mort contre les *brigands*, désignant sous ce nom jusqu'à des généraux qui faisaient bonne et loyale guerre.

1809. 13 mai.

Il passa alors le Danube ; mais le prince Charles le surprit à Essling, où Lannes périt avec presque toute la grosse cavalerie, et où il ne resta aux Français que la gloire de s'être vaillamment défendus. Avec plus de hardiesse, l'archiduc Charles contraignait Napoléon à se rendre avec toute l'armée qui avait passé le fleuve. Pendant qu'il hésitait, Napoléon se retira dans l'île de Lobau avec trente-cinq mille hommes, où l'on comptait six mille blessés et qui n'avaient que très-peu de munitions, point de vivres ni de ponts. Cependant Masséna parvint à les soutenir, tout en disant : *Si j'avais été l'archiduc, pas un Français n'aurait échappé pour porter la nouvelle du désastre.*

21 mai.

L'Allemagne fut transportée de joie en voyant « Napoléon pris comme un rat du Danube dans la souricière de Lobau. » De tous côtés la guerre et les intrigues reprirent avec une nouvelle force ; les mécontentements éclatèrent en France (1). On opposa aux bulletins mensongers et inhumains les récits exagé-

(1) « Immédiatement après la bataille d'Essling, un émissaire arriva du champ de bataille à Fouché, pour lui faire connaître l'état désespéré des affaires, qu'on pensait pouvoir être très-favorable à certains projets. Cet émissaire était chargé de prendre ses avis, et de savoir ce qu'on pouvait attendre du dedans. A quoi Fouché répondit dans un état de véritable indignation : *Mais comment revenir nous demander quelque chose quand vous auriez déjà dû avoir tout accompli à vous seuls? Vous n'êtes là-bas que des poules mouillées qui n'y entendez rien : on vous le fourre dans un sac, on le noie dans le Danube, et puis tout s'arrange facilement et partout.* » Note du général PELET aux *Mémoires sur la guerre de 1809*.

1809 rés de blessés jetés dans le Danube, et ces paroles adressées, disait-on, par Lannes mourant à Napoléon : *Vous êtes cause de ma mort; vous nous ferez tous tuer l'un après l'autre par votre insatiable ambition.*

Cependant Napoléon avait pu repasser sur la rive droite du fleuve, rétablir ses ponts, ramener la confiance; et il voulut relever sa réputation par une grande bataille. Le prince Charles demeurait inactif faute d'avoir assez de foi dans ses soldats; l'archiduc Jean n'avait pu empêcher Beauharnais et Macdonald, à la tête de l'armée d'Italie, de se rejoindre, après la bataille de Raab, à celle de Napoléon.

L'empereur étudia attentivement le Danube; et, au moment où il était attendu sur un point par quatre cents canons autrichiens, il passa le fleuve au milieu d'une nuit orageuse, se rangea en bataille près de Wagram avec cent cinquante mille hommes, cinq cent cinquante bouches à feu, la plus grande force qu'il eût encore réunie sur un seul point; et, après un carnage horrible,
5 juillet. remporta la victoire. Il se vanta de n'avoir perdu que quinze cents hommes; mais il en eut réellement trente-trois mille hors de combat; il périt vingt mille Autrichiens et un grand nombre de généraux. Berthier fut fait prince de Wagram; Masséna, qui le méritait plus que lui, joignit à ses autres titres celui de prince d'Essling; Davoust devint prince d'Eckmühl; Macdonald, Marmont, Oudinot furent élevés à la dignité de maréchaux; Bernadotte fut laissé dans l'oubli, parce qu'il donnait de l'ombrage en cherchant à acquérir de la popularité en Allemagne.

Cette bataille de Wagram ne fut pas une grande victoire; en effet, le duc de Rovigo, grand admirateur de Napoléon, dit dans ses Mémoires : « L'archiduc se mit en retraite sur tous les points, nous abandonnant le champ de bataille, mais sans laisser de prisonniers ni de canons, et après avoir combattu de manière à rendre prudents tous les auteurs d'entreprises téméraires. On le suivit sans trop le pousser, attendu qu'il n'avait pas été mis en déroute et qu'il ne nous convenait pas de le faire se remettre en bataille. »

En effet, le prince Charles se retira vers la Bohême, dans l'espoir que la Prusse se déterminerait à faire un mouvement. Les Anglais promettaient d'opérer un débarquement à Stralsund, ce qui aurait permis de couper les communications de Napoléon sur l'Elbe et sur le Rhin. Mais Napoléon prévint l'ennemi par

sa rapidité, et mit tout en œuvre pour livrer une autre bataille. 1809.
L'archiduc Charles ne se fia pas assez en lui-même; et comme il avait dans ses conseils des personnes qui penchaient pour la France, il demanda un armistice à Znaïm quand il n'en avait nullement besoin.

Brunswick, ayant réuni un corps de hussards dont l'uniforme était entièrement noir avec une tête de mort pour symbole, fit par lui-même une guerre héroïque, qui fut célébrée dans les chants des poëtes populaires. Il continua de combattre même après l'armistice, sema l'effroi sur son passage, et parvint enfin à s'embarquer pour l'Angleterre, d'où il revint pour mourir à Waterloo. Le major Schill sortit de Berlin avec un corps de cavalerie légère, composé de jeunes gens exaltés qui s'étaient liés dans des sociétés secrètes et portaient à leur drapeau la cravate que la reine y avait attachée de ses mains. Il renversa l'écusson du royaume éphémère de Westphalie. Vivement poursuivi, il se réfugia à Stralsund; mais, n'y trouvant pas de bâtiment pour s'embarquer, il se défendit contre dix mille Danois et Hollandais, et périt en combattant. 31 mars.

Le soulèvement était prêt à éclater sur d'autres points, et des généraux, des ministres de Napoléon y donnaient la main. Une flotte anglaise, forte de trente-sept vaisseaux de ligne et de vingt-huit frégates, débarqua, à l'île de Walcheren sur l'Escaut, trente-huit mille hommes, qui prirent Flessingue; 14 octobre.
mais ces troupes restèrent ensuite dans l'inaction en attendant les soulèvements de l'Allemagne et de la Hollande, qui n'eurent pas lieu.

Hoffer, riche cabaretier tyrolien, d'une stature athlétique, chasseur intrépide, se mit à la tête de l'insurrection de son pays au nom de la Vierge et de l'empereur d'Autriche. Il se rendit si redoutable que deux régiments furent obligés de mettre bas les armes devant les carabines des brigands, qui chassèrent les Bavarois du Tyrol et poursuivirent le cours de leurs victoires jusqu'au moment où elles furent interrompues par l'armistice de Znaïm.

Lichtenstein, à qui le commandement de l'armée fut donné lorsque le prince Charles s'en fut démis, inclinait tout à fait pour la France, et il détermina François II à conclure la paix. En conséquence, l'Autriche, bien qu'elle fût encore dans une position florissante, se résigna à perdre trois millions d'hommes, les mines abondantes de Salzbourg et soixante millions de florins.

1810. Février. Hoffer, croyant à l'amnistie proclamée dans le Tyrol et ayant d'ailleurs obtenu un sauf-conduit, descendit des montagnes ; on lui fit son procès, et il fut fusillé. De nombreuses exécutions de patriotes se firent en Allemagne, et onze officiers prussiens furent mis à mort d'une seule fois; d'autres furent ensevelis dans les bagnes. L'Autriche renonça à plus de sept cents lieues carrées qui furent réunies à la confédération du Rhin, indépendamment d'autres cessions et de son adhésion au système continental. Les murs de Vienne furent démolis. Une paix accompagnée de pareilles violences pouvait-elle durer?

CHAPITRE XIII.

ÉTAT DE L'OPINION.

Napoléon disait à l'un de ses lieutenants, en traversant les Alpes: *Vous croyez donc que c'est quelque chose de bien grand d'être empereur des Français et roi d'Italie? Je ne me fais pas d'illusion ; je suis l'instrument de la Providence, qui me conservera tant qu'elle aura besoin de moi : cela passé, elle me brisera comme un verre* (1). Pourquoi le grand homme ne s'est-il pas toujours souvenu de ces paroles et n'a-t-il pas agit en conséquence ! Mais sa grandeur le fascina; et cela n'a rien d'étonnant, puisque la France elle-même en resta éblouie. Il est vrai que nul enthousiasme n'est plus excusable que celui que Napoléon excita; car, fils de ses œuvres et représentant de la nation, il conserva l'empreinte du peuple et celle de la liberté même après qu'il eut renié l'une et l'autre.

On ne peut déduire un système général de la tactique de Napoléon, attendu que son art consistait à adapter les mouvements à la situation. L'ennemi croit l'atteindre lorsqu'il assiége Mantoue, et il n'hésite pas à laisser cette place et à concentrer ses forces pour marcher contre l'ennemi à Castiglione. Il se hasarde à Arcole dans une route entourée de marécages, et il annule ainsi la supériorité numérique de l'ennemi. A Rivoli, l'infanterie allemande couvrait les hauteurs, tandis que l'artillerie et la cavalerie tenaient la plaine; il se jette entre elles, empêche leur

(1) *Mémoires du colonel de Baudus*.

jonction, et les culbute séparément. A Marengo et à Ulm, il prend ses adversaires à dos; à Austerlitz, il enfonce le centre de l'armée ennemie. Son but unique est la victoire; ses moyens varient à l'infini.

La république avait, dans ses idées d'égalité, attribué une grande autorité aux généraux de division en les rendant presque indépendants du général en chef, qui se trouvait ainsi gêné entre les ordres du comité et les prétentions des subalternes. C'est pour cela que les batailles générales furent rares, et les combats d'avant-garde fréquents. Napoléon, au contraire, concentrait tout en lui-même; c'est tout au plus s'il manifestait ses projets à Berthier au moment de les exécuter.

Il n'eut aucun changement essentiel à apporter dans la tactique établie par Frédéric II; seulement il en étendit l'application à des circonstances nouvelles; il mit en plus grand crédit l'ordre en colonne. Le carré, dont il avait appris l'importance en Égypte, devint de règle dans l'offensive aussi bien que dans la défensive; le feu successif par file fut adopté contre la cavalerie; les troupes furent exercées à aplanir, à creuser le terrain, à élever des fortifications. Le camp de Boulogne surtout offrit un grand et continuel exercice, où les généraux apprirent, sous les yeux de l'empereur, la pratique des grandes évolutions.

Quand tous les vétérans eurent péri, Napoléon, n'ayant plus que des recrues, voulut y suppléer par un matériel immense; alors ses trois cent mille hommes traînaient après eux quatorze cents canons, c'est-à-dire près de cinq par mille. Beaucoup d'officiers expérimentés désapprouvaient ce système, et disaient que les autres armes suffiraient à peine à garder l'artillerie, ce qui arriva dès le premier désastre. Quoi qu'il en soit, ces bouches à feu, auxquelles il donna une mobilité prodigieuse, dévoraient dans les batailles une masse énorme de ce qu'il appelait *chair à canon*.

Son grand mérite consistait encore dans l'attention personnelle qu'il apportait à toutes choses, courant, observant, encourageant avec une ardeur infatigable et une santé de fer. Sans regarder à la dépense, il se procurait des espions et des plans; il poussait des reconnaissances en personne, et faisait engager de petites escarmouches, tandis que, posté sur une hauteur, il observait le pays et tous les mouvements. Il ne calculait jamais ce que pourrait coûter l'acquisition d'un point

décisif, et durant toute la bataille il restait à regarder, aussi impassible que dans son cabinet, soigneux de ne jamais laisser apparaître sur son visage ni la joie ni l'inquiétude et n'écoutant aucun avis. Ses proclamations, avant et après l'affaire, étaient une partie de sa tactique. La bataille gagnée, il expédiait rapidement les corps encore frais ou ceux qui avaient le moins souffert sur les traces de l'ennemi, pour compléter sa défaite; et il distribuait les louanges et les récompenses au moment même où on l'instruisait des faits.

De même que la tactique était sortie des guerres de Frédéric, des campagnes de Napoléon naquit la grande stratégie; et c'est en méditant sur ses vastes plans que les écrivains ont posé les éléments de cette science nouvelle.

Admirable pour créer, réunir, vivifier les moyens proportionnés à l'entreprise; prompt à s'assurer toujours l'initiative, à pénétrer les projets de l'ennemi et à les déjouer sans lui laisser le temps de la réflexion; sachant employer les masses, tirer parti d'un petit avantage pour en obtenir de plus grands, inspirer aux autres sa ténacité et sa confiance; obstiné à ne pas se retirer pour ne pas perdre le sang versé au commencement de la mêlée, il semblait avoir enchaîné la victoire à son char.

Habile à la préparer par les intrigues de cabinet, il comprit que ce moyen devait en Allemagne marcher de pair avec les batailles. Il excellait surtout à exciter parmi les siens l'émulation, qui tient lieu de pratique; à inspirer au soldat la conviction de sa supériorité sur tout ennemi, de manière à regarder la victoire comme article de foi; et la foi est un admirable principe d'action.

Il fut bien servi en outre par la nature de ses ennemis. Les Autrichiens sont braves, mais sans émulation, enchaînés par une stratégie de cabinet, dont il avait fait maintes fois l'expérience; il sait donc qu'en s'y prenant de telle ou telle sorte il est assuré de les battre. Chez les Prussiens on trouve non-seulement le système de Frédéric, mais encore ses hommes; vieillards qui ne sauraient tenir contre la vivacité héroïque des soldats que la révolution a formés. Les guerres en Asie ont exercé les Russes, et l'enthousiasme de l'obéissance les rend plus redoutables; c'est pour cela que Napoléon caresse Alexandre. Les généraux ennemis étaient ou soumis à des despotes ou garrottés par les ordres de cabinets éloignés, ou entravés par la présence des princes; les plus distingués n'étaient

habiles que dans l'art de résister et de battre en retraite. Les guerres de la révolution avaient préparé à Napoléon des armées admirables, dont chaque soldat était un homme et valait, pensait, opérait comme tel; aussi en vit-on sortir des généraux du plus haut mérite, capables de commander une armée, à plus forte raison d'exécuter les grands desseins du chef, et au besoin de les modifier sur le terrain.

Que n'aurait-il pas pu faire avec de pareils instruments? En établissant l'égalité au dedans, la révolution avait senti qu'il lui fallait se faire respecter au dehors, et pour cela s'enfermer dans ses limites naturelles, et proclamer que personne n'avait le droit de s'immiscer dans l'administration intérieure des autres pays. Bientôt elle fut entraînée hors de ces limites; elle avouait toutefois la nécessité d'y rentrer, et la convention ainsi que le Directoire suivirent une politique rationnelle : ils firent la paix quand elle fut utile, répandirent les germes démocratiques où ils trouvèrent un fonds propre à les faire fructifier. Le gouvernement ne se découragea pas à la suite des désastres de 93, vainquit la Russie et l'Angleterre, et poussa les conquêtes de la France jusqu'à ses frontières naturelles. Cependant le besoin de la paix était si généralement senti que ce fut comme moyens de l'obtenir que l'on accueillit le consulat d'abord, puis l'empire.

Mais Napoléon jeta la France dans des entreprises désastreuses, dont le motif fut moins le bien de la patrie que ses passions et une soif immodérée de guerre. Si, jusqu'à Tilsitt, il n'avait fait qu'affaiblir les autres pour se consolider lui-même, il devint après ouvertement agresseur, et attaqua des puissances que leur patriotisme ou leur position rendait invincibles; il attira ainsi sur lui la guerre populaire. Il disait, selon le général Foy, que « sa mission n'était pas seulement de gouverner la France, mais de lui soumettre le monde, sans quoi le monde l'anéantirait. Partant de cette supposition gratuite, il organisa l'empire pour la guerre éternelle. Ce ne fut pas pour acquérir le droit d'être prince absolu qu'il combattit sous toutes les latitudes; qui l'empêchait de l'être à moins de frais? Au contraire, il fonda le despotisme pour créer, vivifier et renouveler sans cesse les éléments de combats. »

Alors s'établit un empire immense avec unité de gouvernement et sans unité d'intérêts; on vit alors les plus étranges mélanges de peuples; on vit les Cipayes combattre en Égypte; une flotte

anglaise partir des côtes du Malabar et de Coromandel pour débarquer des troupes à l'île de France; les Espagnols combattre à Dantzick, les Italiens à Varsovie, les Polonais à Saint-Domingue. Ce que Rome avait fait en trois siècles avec tant de persévérance, Napoléon voulut l'accomplir en un moment; mais il ne fit qu'une propagande de famille : quant aux populations, il les exaspéra par des exactions et en changeant les lois, les habitudes et jusqu'au langage; il leur imposa des rois qu'il traitait comme ses sujets.

Il arriva dans un temps où les gouvernements étaient désorganisés : il ne lui fut donc pas difficile de les renverser; mais il ne s'aperçut pas que derrière eux étaient les peuples. En conséquence il mit en pièces les nationalités; il foula aux pieds les constitutions; il fit d'une république un royaume ou une vice-royauté; il mêla, selon son caprice, les plaines et les montagnes, les peuples anciens et nouveaux, sans souci des religions, de la langue et des mœurs; il conquit sans idée de conserver, sans suivre une diplomatie habile et sans savoir fonder l'avenir sur la connaissance du passé; il détacha le Tyrol de l'Autriche, à laquelle il livra Venise; il sépara Rome et Florence de l'Italie, dont elles sont le cœur; il mit un roi dans la Hollande républicaine. Il détacha les princes allemands de leur empereur; il prétendit faire plier l'Espagne sous des rois étrangers. Il voulut enfin imposer à tous son code et son administration; puis il froissa les intérêts de tous par le système continental.

C'est ainsi que, désaffectionnant les peuples, il s'imposa la nécessité de combattre sans cesse, car il n'ignorait pas qu'il est plus facile de maîtriser un peuple dans l'agitation que dans le repos. Réduit à la nécessité de toujours vaincre, il faisait de chaque bataille un jeu où il risquait tout (1).

La fortune lui souriant toujours, il en résulta que le culte de la force se substituait à la religion sévère de la liberté. Il entretenait l'ardeur des prosélytes par des récompenses et des honneurs : créant à foison des comtes, des ducs et des chevaliers; prodiguant à ses généraux rentes, abbayes, biens con-

(1) « Si je n'eusse vaincu à Austerlitz, j'allais avoir toute la Prusse sur les bras. Si je n'eusse triomphé à Iéna, l'Autriche et l'Espagne se déclaraient sur mes derrières. Si je n'eusse battu à Wagram (qui ne fut pas une victoire aussi décisive), j'avais à craindre que la Russie ne m'abandonnât, que la Prusse ne se soulevât, et les Anglais étaient déjà devant Anvers. » *Mém. de Sainte-Hélène.*

fisqués, jusqu'à cent quarante millions de revenu annuel. Il ne fut pas moins généreux pour les savants, non par ce noble amour de la science qui veut la maintenir pure, mais pour s'en faire un instrument de gouvernement ou un moyen d'éblouir. Il méprisait du reste les théoriciens, qu'il traitait d'idéologues : il se raillait de Necker et de Say, non moins que de Benjamin Constant et de Tracy. Comme les théories de Smith et des autres économistes ne donnaient pas un résultat pratique immédiat, il les laissa de côté, et s'entêta dans le système prohibitif.

L'Angleterre grandissait par le crédit ; et Napoléon thésaurisait dans les caves des Tuileries, comme les anciens rois dans les siècles d'ignorance, ne s'embarrassant pas de comptes à rendre (1). L'Angleterre proclamait la liberté du commerce ; et lui, sentant que tout dépendait de cette rivalité, il ordonnait la prohibition ; il voulait que toutes les nations l'adoptassent, qu'elles eussent ou non besoin des marchandises anglaises, qu'elles eussent ou non la force de maintenir cette exclusion et la possibilité de suppléer à ce qui était proscrit. Les Anglais couvraient les mers de leurs croisières ; eh bien ! que l'on se passe de colonies et de navigation, que l'on s'efforce de produire dans nos climats du sucre, du café, du thé, du girofle, du poivre ! Honneur et récompenses à qui trouvera des équivalents, à qui filera le coton, à qui rivalisera avec les manufactures britanniques ! Mais, en attendant, il faut payer un prix énorme les denrées coloniales et les tissus ; le gouvernement perd les droits imposés à l'introduction des marchandises ; il perd encore à donner des primes aux manufacturiers ; la navigation périt, et la contrebande grandit par l'appât de bénéfices incalculables ; l'empire est infesté de douaniers ; négociants et particuliers sont troublés par des visites domiciliaires et des confiscations, les passe-ports sont d'une difficulté extrême à obtenir. Le blocus continental coûta à Napoléon des sommes immenses ; et, après avoir rendu ses sujets malheureux, il succomba dans ce nouvel attentat contre la liberté, comme les vieilles dynasties avaient succombé dans d'autres tentatives.

Les revenus demeuraient hors de proportion avec de si énormes dépenses. Il est vrai que les frais des guerres de Napoléon lui furent presque toujours payés par les vaincus ; mais

(1) « L'empereur disait avoir eu dans ses caves, aux Tuilleries, jusqu'à quatre cents millions en or, qui étaient tellement à lui qu'il n'en existait d'autres traces qu'un petit livret dans les mains de son trésorier particulier. » *Mém. de Sainte-Helène*.

celle d'Espagne était un gouffre ; puis tant de luxe, tant de cérémonies pompeuses, cette foule de courtisans dont plusieurs étaient des rois coûtaient immensément. L'impôt fut donc porté à un taux qu'il n'avait jamais atteint ; les contributions indirectes devinrent exorbitantes, et les douanes seules comptèrent trente-cinq mille employés. La loterie et les jeux de hasard, sagement abolis par la révolution, furent rétablis. Puis le maître apprenait-il que quelqu'un eût fait de gros bénéfices dans une affaire avec l'État, il tirait sur lui une lettre de change : une seule compagnie eut à payer, dans un semestre, trois millions sur une sommation. Nous ne dirons rien des ruses ni des supercheries exercées dans les dernières années de son règne à l'égard des monts-de-piété, conséquences inévitables d'un système aussi coûteux (1). Cependant les payements restaient souvent suspendus, et le traitement des employés se faisait attendre.

Le despotisme fait de grandes choses et accomplit en peu de temps ce que la liberté n'obtient qu'après de longs efforts ; mais le despotisme ne grandit qu'un homme, tandis que la liberté fait grandir la nation entière. Le nom de Napoléon resta associé à des entreprises immortelles et surtout à celles qui tendaient à accélérer le mouvement intérieur. Partout s'ouvrirent des routes, dont quatre magnifiques unirent l'Italie à la France. Des canaux furent creusés entre le Rhin, la Meuse, la Seine, la Loire, du lac de Côme à l'Adriatique, du Rhône à l'Océan. Nous ne dirons rien des manufactures d'armes, des arsenaux, des nitrières. Les sciences marchaient à grands pas : Chaptal publiait la *Chimie appliquée aux arts*. Il chercha le moyen de remplacer le sucre, l'indigo, la cochenille. Berthollet, Biot, Guyton-Morveau analysaient le sel marin, les sulfures, les combinaisons gazeuses, le diamant. Cuvier, Humboldt, Geoffroy Saint-Hilaire agrandissaient l'histoire naturelle. De Candolle, Jussieu, Jaume Saint-Hilaire donnaient à la botanique un nouvel essor. Visconti et Larcher continuaient les travaux d'érudition sur Hérodote, Gail sur Xénophon, Sainte-Croix sur les

(1) Les dépenses de guerre approuvées par le ministre des finances, de 1802 à 1813, montèrent à 4,733,000,000
En 1814 et 1815. 267,000,000
La France dépensa donc. 5,000,000,000
Les pays étrangers au moins pour une somme égale. 5,000,000,000
Ainsi les guerres napoléoniennes coûtèrent en tout. 10,000,000,000

historiens d'Alexandre; Quatremère de Quincy donnait la théorie des beaux-arts, Millin étudiait les médailles, Daunou les antiquités égyptiennes, Sacy les langues orientales, Walckenaer et Malte-Brun approfondissaient la géographie.

Mais l'histoire restait pauvre et sentimentale. Pour avoir une histoire de France, Napoléon fut réduit à en charger Anquetil, écrivain sexagénaire, qui fit un ouvrage décoloré, monotone, où l'on trouve la science d'emprunt, les décisions superficielles et les préjugés du temps. Les histoires de Michaud, de Lacretelle, de Sismondi sont toutes empreintes du sentiment de cette époque. Daunou et Ginguené écrivirent sous l'influence d'idées voltairiennes. La continuation des travaux des bénédictins ayant été ordonnée, Dom Brial poursuivit la *collection des historiens de la France*, Pastoret celle des ordonnances royales, l'Institut celle des chartres et diplômes, commencée par Brequigny, Daunou l'histoire littéraire. D'autres écrivains moralisaient sans religion. Madame Cottin faisait des romans à sentiment, où tout était pureté, soit dans les horreurs de la Sibérie, soit au milieu des voluptés de la Syrie, tandis que madame de Genlis reportait les esprits vers la cour de Louis XIV, vantée des aristocrates par esprit de satire et des parvenus par imitation.

Comme on dépouillait les vaincus des principaux chefs-d'œuvre de l'art, il était facile de réunir à Paris le musée le plus riche qu'on eût encore vu. On mit à contribution les écoles de l'Italie, de l'Allemagne, de la Hollande, indépendamment des nombreux tableaux qui provenaient des églises et des couvents détruits. Les observateurs s'extasiaient devant ces richesses sans égales; mais l'étincelle du génie ne s'en raviva pas, et l'époque de l'empire ne se distingua dans l'histoire des arts que par un style académique emprunté à la statuaire, correct, mais froid et sans relief. Le prince de cette école était David, qui, après avoir dirigé les fêtes républicaines, consacrait alors ses pinceaux classiques aux fastes napoléoniens. Girodet peignait le déluge, Gros la bataille d'Aboukir, Gérard celle d'Austerlitz et les trois Ages. Un grand nombre de peintres s'exerçaient à représenter des victoires, et une foule de poëtes à les célébrer.

Les théâtres, la musique, la danse furent en grande vogue sous l'empire ; mais parmi tant de productions dramatiques combien en a-t-il survécu? On pourrait citer à peine les ouvrages qui remportèrent le prix décennal.

C'est que cette protection officielle n'ennoblissait ni n'élevait l'esprit; elle l'absorbait au contraire et le faisait mouvoir à son profit. Comme elle payait les louanges, elle les commandait. Il ne se prononçait pas un discours, il ne se publiait pas un recueil où il n'y eût un grain d'encens pour l'empereur, et on accordait en récompense aux gens dociles une critique élogieuse dans les journaux du gouvernement. Les artistes représentaient Napoléon tantôt en héros, tantôt en demi-dieu; les médailles reproduisaient l'adulation dont Louis XIV avait été l'objet. M. de Fontanes avait de magnifiques paroles pour proclamer officiellement les mérites du maître. Mais les louanges ne suffisaient pas au grand homme si elles n'étaient assaisonnées de blâme contre ses ennemis. Le *Moniteur* était au service de ses passions, tantôt pour maltraiter les auteurs qui lui déplaisaient, tantôt pour injurier Rome, l'Angleterre, les rois et préluder par l'insulte à l'agression armée. Paris, ce foyer d'où étaient sorties les étincelles qui avaient embrasé le monde, Paris était muet. On supprimait des livres déjà imprimés avec autorisation; on retirait leur brevet aux imprimeurs dont on était mécontent. Le prêtre devait pousser à la guerre, chanter les hymmes pour les victoires, sous peine de se voir jeté dans une maison de fous. L'adulation se glissa jusque dans le catéchisme, qui imposait l'amour de Napoléon en même temps que l'amour de Dieu et de nos parents.

Mais, au milieu de ce concert d'applaudissements, quelques esprits d'élite savaient résister, ne fût-ce qu'en gardant le silence : Chateaubriand, nommé à l'ambassade de Naples, renvoya sa nomination lorsqu'il apprit l'assassinat du duc d'Enghien; Chénier, qui avait chanté les premiers triomphes de Bonaparte, se tut plus tard et s'attira la haine de l'empereur; Ducis, à qui il offrait un siége au sénat, lui répondit : *Je suis un canard sauvage, de ceux qui sentent l'odeur du fusil. Ne perdez pas votre temps; j'aime mieux porter des haillons que des chaînes.* Beethoven s'écria quand il le vit se faire empereur : *Celui-là aussi n'était donc qu'un homme ordinaire?* Chérubini n'eut pas sa faveur, parce qu'il ne le flattait pas. Bernardin de Saint-Pierre, admis à l'Institut par son appui, refusa d'écrire ses campagnes, quoiqu'il employât pour l'y déterminer le moyen de captation le plus séduisant, la louange : ce n'était pourtant pas un héros. Lemercier renvoya à Napoléon l'ordre de

la Légion d'honneur en lui déclarant que, si jusqu'alors une affection sincère s'était jointe à son admiration, il lui était trop pénible de le voir, quand il pouvait se placer dans l'histoire parmi les fondateurs, préférer se mettre au rang des imitateurs. Bonald, outre la *Législation primitive*, restauration d'idées alors discréditées, soutint contre le divorce l'indissolubilité du mariage. La tragédie des *Templiers* de Raynouard, qui fut très-applaudie, censurait l'oppression exercée par un roi et par un pape : en conséquence, Napoléon ordonna à sa critique de la dénigrer.

La société d'Auteuil faisait une guerre sourde à l'empereur; elle se composait de Tracy, Cabanis, Daunou, Thurot, Ginguené, Chénier, Garat, Volney et d'autres qui regrettaient d'avoir pris part à la révolution, et qui, tout en admirant le général, détestaient le despote.

Madame de Staël poursuivait celui qu'elle appelait un Robespierre à cheval d'épigrammes et de traits acérés qui, répétés dans le monde, excitaient le courroux de l'empereur. N'ayant pas trouvé un mot de louange à son adresse dans *Corinne*, il commença une persécution contre la fille de Necker, qu'il fit d'abord harceler par les journaux, et reléguer ensuite à vingt lieues de Paris. Après avoir visité l'Allemagne et l'Italie, elle s'arrêta près du lac de Genève, où elle réunissait des hommes d'un esprit distingué, qui n'étaient pas éloignés d'admettre une restauration des Bourbons. Elle vanta l'Allemagne quand Napoléon cherchait à la dénigrer; elle exaltait les Anglais, et appelait les Cosaques « les chevaliers de la race humaine. » Napoléon s'en irritait, et disait au fils de cette femme illustre : *Elle a beaucoup d'esprit; mais elle ne se plie à aucune subordination. Élevée au milieu des désordres de la révolution ou de la monarchie expirante, si elle restait un mois à Paris, je serais obligé de l'envoyer à Bicêtre. La chose ferait du bruit, et l'opinion se déchaînerait contre moi. Dites-lui donc que, tant que je vivrai, elle ne reviendra pas à Paris. Le règne des intrigants est passé; il faut de la subordination, il faut respecter l'autorité, parce que l'autorité vient de Dieu.*

Napoléon avait surtout peine à supporter les idéologues : c'est ainsi qu'il appelait ceux qui ne se contentaient pas des faits, mais qui en recherchaient les causes et en tiraient des idées générales. Il voulait une littérature qui ne s'occupât que de ce qui est purement littéraire, sans métaphysique, sans histoire, sans droit public. En même temps, il s'aliénait les femmes par

des insultes gratuites : il disait à l'une qu'elle était vieillie, à l'autre qu'elle était mal mise, ou qu'elle avait la même toilette qu'à la fête précédente; il leur demandait combien elles avaient de garçons. Il dit à madame de Staël que la femme la plus estimable était celle qui avait fait le plus d'enfants; c'était leur déclarer qu'elles n'étaient bonnes qu'à lui fournir des conscrits.

La Fayette avait été lié avec Napoléon, qui aimait en lui le compagnon d'armes de Washington. Mais quand on vota sur le consulat à vie, le général écrivit sur le registre : *Non, tant que la liberté ne sera pas garantie. Alors je donnerai mon vote à Bonaparte*. Il lui exprimait ainsi, dans une lettre, les motifs de ce vote : « Il est impossible que vous, le premier parmi ces « hommes qui obligent pour leur trouver un objet de compa« raison à embrasser tous les siècles, vous vouliez qu'une si « grande révolution, tant de victoires, de sang, de douleurs, « de prodiges n'aient, pour le monde et pour vous, d'autre « résultat qu'un gouvernement arbitraire. » Puis, le voyant persévérer dans cette voie, il se retira tout à fait.

Il n'était pas jusqu'à ses propres créatures que Napoléon n'indisposât souvent par des paroles et des actes plus que blessants. Malheur au ministre qui se présentait sans observer l'étiquette dans toute sa rigueur! Talleyrand, diplomate endurci et d'une fidélité douteuse, avait plusieurs fois réparé les coups portés à la fortune par les événements; Napoléon le congédia. Talleyrand ne manqua pas de faire entendre que le motif de sa retraite avait été son refus de se prêter à la trahison de Bayonne, et il se mit à faire une opposition taquine dans les salons, où il traduisait en épigrammes une désapprobation qui était dans tous les cœurs.

L'ancien jacobin Fouché, devenu duc d'Otrante, n'aimait pas Napoléon : il était persuadé que le colosse ne pouvait manquer de tomber; il regardait toujours qui pourrait lui être substitué, fût-ce même la liberté. Pendant la campagne d'Allemagne, un moment incertaine, il s'écria : *Cet homme a une ambition insatiable*. Il entretenait des intelligences avec les mécontents, et recevait de l'armée des émissaires, épiant l'occasion de faire dans l'empire une révolution qu'appelaient les pleurs des familles et les frémissements des nationalités foulées aux pieds. Napoléon, qui n'osa pas se défaire de Fouché et de Talleyrand, aurait dû ménager alors ces deux personnages; en exilant Fouché

il s'en fit un ennemi qui connaissait de longue main tous les mystères de sa politique.

Il avait mis dans le sénat quelques penseurs; mais ils étaient muets. Les idées républicaines ne manquaient pas de partisans dans l'armée, où plus d'un trouvait que la gloire ne valait pas la liberté. Masséna, Brune, Bernadotte et d'autres murmuraient de voir ces couronnes gagnées au prix de leur sang distribuées aux proches de Napoléon; et s'ils ne conjuraient pas, ils tournaient leurs regards vers l'avenir. Napoléon décréta l'exil de Bernadotte, qui répondit : *Il peut de Vienne commander aux rois, mais non me bannir à Paris.*

Les rois même qu'il avait créés ne voulaient pas toujours sacrifier les peuples à ses caprices. Joseph lui déclara que, s'il réunissait à l'empire des provinces espagnoles, comme il paraissait 1809. disposé, il abandonnerait le trône. Louis, qui avait montré de la générosité et du courage en Hollande lors d'une explosion arrivée à Leyde (1807) et de l'invasion des Anglais dans l'île de Walcheren (1809), se débattait contre les exigences de son frère, qui se plaignait que la contrebande pénétrât par là en Allemagne. Comment concilier ces exigences avec le bien d'un peuple qui, vivant du commerce, se trouvait tué par le blocus continental? Aussi, quand Napoléon fit occuper Amsterdam, 1810. Louis abdiqua; c'était le second de ses frères qui repoussait une 1er juillet. couronne devenue pour lui une couronne d'épines.

Napoléon connaissait par la police l'état de l'opinion en France; mais ses familiers lui faisaient entendre que cela venait de ce qu'il n'avait pas de successeur, et que s'il venait à manquer sa perte serait fatale à l'ordre de choses qu'il avait fondé. Napoléon prêta l'oreille à ces insinuations de cour plutôt que d'entendre la voix du peuple. Il se décida à répudier cette Joséphine qui avait été la première cause de sa fortune. Il ne tint compte ni de sa douleur ni de l'opposition du sénat; et il triompha de la répugnance de l'Église en faisant déclarer illégal par le clergé de Paris un mariage qui avait été béni par le pape, mais sans les publications préalables. Enfin, par un raffinement d'inconvenance, ce fut Eugène lui-même, le fils de l'impératrice, qu'il chargea d'annoncer la dissolution du mariage aux grands corps de l'État.

Napoléon, en cessant de s'appuyer sur les peuples, sentait le besoin de s'affermir par des alliances au dehors; et il chercha une épouse parmi les filles des rois. Son choix tomba sur une

nièce de Marie-Antoinette. Ce fut une chose toute nouvelle de voir Napoléon occupé de blason, de cérémonies, de cortége, de corbeille nuptiale; mais les bons Viennois se soulevèrent presque en voyant partir la jeune princesse.

Il put alors prendre rang parmi les vieilles dynasties. Lorsque Marie-Louise fut arrivée, l'ancienne noblesse, qui s'était tenue éloignée de la cour, y reparut; les grandes dignités furent rétablies, et les habits à la française remplacèrent les uniformes.
1811. La naissance d'un fils, qui reçut le titre de roi de Rome, parut à Napoléon avoir consolidé sa dynastie, et ceux de ses proches qui visaient à l'hérédité impériale en éprouvèrent un nouveau mécontentement.

Il croyait briser la résistance en fortifiant encore son pouvoir administratif. Ce fut alors qu'il fit rédiger le code pénal par Treilhard, comme instrument de police, comme un moyen de tenir en bride les nobles, les prêtres, les écrivains, les malfaiteurs. L'exposition des motifs respire, avec un mépris continuel de l'humanité, la persuasion que la société ne saurait être maîtrisée que par la force. Tout dans ce code est disposé pour assurer la sécurité du souverain, mais non pour protéger la vie du citoyen. La terreur avait familiarisé les Français avec le sang; et de là vient qu'on y voit prodiguées la peine de mort, la marque, la confiscation, cette peine qui frappe le condamné dans sa postérité. La puissance de la police y est sans limites; une foule de délits sont déclarés attentats contre la sûreté publique; la délation y est commandée; le jury n'est appelé à prononcer que sur les crimes contre les personnes. Puis viennent les cours spéciales, les arrestations arbitraires, les prisons d'État, où pouvait être détenu, sans jugement et un sur simple avis du conseil privé de l'empereur, quiconque était réputé dangereux. Il suffisait même d'un ordre du ministre pour faire bannir ou reléguer dans une province tel ou tel citoyen, les femmes elles-mêmes, pour une parole, pour l'expression d'un vœu. Le sénat cassa le verdict du jury de Bruxelles (1812), et remit en accusation le maire d'Anvers, qui avait été absous légalement.

Napoléon voulut asservir aussi les croyances et le culte à son despotisme administratif. D'abord il voulut que l'antique division des juifs cédât à sa volonté. Il convoqua en conséquence
Sanhédrin. le grand sanhédrin à Paris pour qu'il eût à mettre d'accord les pratiques israélites avec celles du pays. On y établit que la

loi hébraïque contenait des dispositions religieuses et des dispositions politiques; que les premières sont absolues; que les autres, destinées à régir Israël dans la Palestine, ne sauraient être applicables depuis la dispersion de la nation. En conséquence, la polygamie, inusitée en Occident, fut abolie; l'acte civil du mariage dut précéder la cérémonie religieuse. Quant au divorce et à la répudiation, il fut décidé que les juifs se conformeraient aux lois civiles; qu'ils pourraient se marier avec des chrétiennes; qu'ils devraient regarder comme un frère quiconque croit en un Dieu créateur; que tout Israélite reconnu citoyen par la loi se soumettraient au code civil pour les contrats et pour les prêts d'argent; qu'une fois appelé au service militaire il se trouvait dispensé des observances religieuses inconciliables avec ce service; que les Israélites exerceraient de préférence les professions mécaniques et libérales; qu'ils acquerraient des biens-fonds comme moyen de s'attacher à la patrie et d'y obtenir la considération générale.

Fils de la révolution, Bonaparte avait montré en Égypte du respect pour l'islamisme; puis il avait reconstitué non-seulement la religion par le concordat, mais encore la suprématie papale en recevant la couronne de ses mains. En cela son but avait été d'opposer une légitimation aux révoltes de la Vendée, de réunir en lui les droits de la révolution à ceux de la consécration et de se fortifier contre les rois hérétiques qu'il voulait combattre. Mais ce qu'il avait pris pour une simple formalité parut autre chose au public, qui ne se contente pas de tirer d'un principe les seules conséquences qu'il plaît au chef d'admettre. On vit donc bientôt naître des pensées qui ne s'accoutumaient plus avec celles du conquérant; et lorsqu'il entreprit de comprimer un pouvoir que lui-même avait relevé, cette tentative parut de sa part une usurpation. Peu de jours après le concordat, Napoléon promulgua plusieurs articles organiques, qu'il présenta en même temps au corps législatif. Mais le pape ne les avait pas reconnus : il se plaignit même de cette fraude en plein consistoire (24 mai 1802); puis il protesta contre la tyrannie que l'on imposait au pontife (1) de jurer, lors de sa consécration, de n'attenter en rien aux libertés de l'Église gallicane. On avait fait espérer à Pie VII que, s'il venait couronner Bona-

(1) Cette protestation, présentée le 18 août 1803 par le cardinal Caprara, se trouve dans ARTAUD, *Vie de Léon XII*, c. 39.

parte, il en obtiendrait l'abolition[1]; mais il n'en fut rien. Bientôt même l'édifice catholique fut bouleversé en Allemagne par la destruction des principautés ecclésiastiques et par la nouvelle répartition qui fut faite des peuples, sans nul souci de leur religion.

Pie VII ne pouvait endurer de si graves innovations sans se plaindre et sans protester; mais Napoléon croyait avoir acquis, en consentant à ne pas l'anéantir, le droit de s'en faire un instrument, et il pensait que les foudres de Rome se mettraient à sa disposition pour frapper ses ennemis. Il avait pu voir, lors des conférences de Tilsitt, que la religion ne gênait en rien l'empereur Alexandre : pourquoi aurait-elle été pour lui une entrave? En conséquence, sous le prétexte habituel de sécurité contre les Anglais, il occupa Ancône et la Marche; créa Talleyrand prince de Bénévent, Bernadotte prince de Ponte-Corvo; enjoignit au pape de fermer Civita-Vecchia aux marchandises britanniques, de livrer Lucien, qui s'était réfugié sur son territoire, et de prononcer le divorse de Jérôme. Les papes avaient défendu la sainteté du mariage contre les rois du passé; comment n'auraient-ils pas agi de même à l'égard de ces parvenus, qui, une fois princes, voulaient échanger leurs femmes plébéiennes contre des princesses?

Napoléon exigeait en outre qu'un tiers des cardinaux fût français, avec vote au conclave, dans la pensée peut-être de faire élever le cardinal Fesch, son oncle, au pontificat. C'eût
1809. été à peu près, de la part de Pie VII, une sorte d'abdication : il s'y refusa donc; il s'abstint aussi d'applaudir, selon le style d'alors, aux violences exercées dans ses États. Napoléon traitait cette résistance d'ingratitude, et s'irritait contre ce pouvoir moral que les baïonnettes ne pouvaient atteindre : *Quelle est l'insolence de ces prêtres!* disait-il. *Ils se réservent dans le partage de l'autorité l'action sur l'intelligence, sur la partie la plus noble de l'homme, et ils prétendent me réduire à n'agir que sur le corps : à eux l'âme, à moi le cadavre.*

Mais il ne ménageait pas non plus ce cadavre quand il voulait forcer le pape, comme prince, d'entrer dans une ligue offensive et défensive, et d'épouser ses inimitiés. Pie VII répondait qu'étant le père de tous il ne pouvait se déclarer l'ennemi d'aucun. Alors Napoléon prétexta la nécessité de n'avoir rien qui rompît la communication entre son royaume d'Italie et son royaume de Naples. Le général Miollis était descendu en Italie en au-

nonçant qu'il ne voulait que gagner Naples, occupa au contraire le château-Saint Ange, pour prévenir un prétendu soulèvement des Transtévérins, et il en pointa l'artillerie contre le palais du Quirinal. Il enjoignit alors aux cardinaux des royaumes de Naples et d'Italie de se rendre dans leur pays; il s'empara des bureaux de la poste, et viola le secret des lettres; il fit arrêter à son gré toute personne suspecte; il congédia les soldats pontificaux, et, portant le trouble jusque dans le palais du pape, il y pénétra à l'aide de la ruse et de la force. Pie VII s'en plaignit à Napoléon, qui, en réponse, déclara les provinces d'Urbin, d'Ancône, de Macerata et de Camerino réunies au royaume d'Italie, avec ordre aux natifs de ces territoires de quitter immédiatement Rome pour rentrer dans leur patrie et aux évêques de prêter serment de fidélité à leur nouveau souverain. Puis, maître de la capitale de l'Autriche à ce moment, il prononça à Schönbrunn la réunion à l'empire français des États pontificaux[1], donnés au saint-siége, dit-il, par Charlemagne, « notre auguste prédécesseur, » à titre de fief, mais sans que Rome cessât de faire partie de son empire. Ainsi il trouvait que le moment était venu de reprendre ce don, et de séparer de nouveau la croix du glaive.

1809 Occupation des États pontificaux. 2 février.

17 mai.

L'exécution de ce décret fut confiée à Murat, qui déjà aspirait à dominer sur l'Italie entière ou du moins sur la moitié de la Péninsule. Des soldats pénétrèrent, de nuit, à main armée, dans le Quirinal, sous les ordres du général Radet.

Le pape ne tomba pas en silence comme les autres princes, et en applaudissant à sa propre chute : le cardinal Pacca afficha dans Rome une proclamation contre l'usurpation; Pie VII se plaignit de la violence qui lui était faite et de ce que Napoléon avait mis en oubli les services qu'il lui avait rendus; il excommunia ses oppresseurs, et se laissa emmener prisonnier à Savone.

L'État pontifical forma deux départements français, celui de Rome et celui du Trasimène. Rome devint la seconde ville de l'empire, et le prince héréditaire prit bientôt le titre de roi de Rome. En ce qui concerne les matières ecclésiastiques, les papes, devaient jurer, à leur avénement, de ne rien entreprendre contre les libertés de l'Église gallicane, qui furent étendues à toutes les églises catholiques de l'empire; ils devaient jouir de deux millions de revenu en immeubles exempts de charges; les dépenses du sacré collége et de la Propagande devaient être à la charge

1809. de l'empire; mais l'un et l'autre, ainsi que la daterie, les archives et tout le reste, devaient être tranférés à Paris, où des millions étaient destinés à préparer un nouveau Vatican. Napoléon aurait pu créer un patriarche en France, attendu que l'empire comprenait les cinq sixièmes de l'Europe chrétienne; mais il préféra un pape placé à Paris, dans la pensée que son influence s'en accroîtrait sur l'Espagne, l'Italie, la confédération du Rhin et la Pologne. Des missions en Amérique et en Asie devaient répandre au loin la gloire et le pouvoir de la France, la religion devenir l'instrument de sa politique, les conciles de Paris représenter la chrétienté : l'intention de Napoléon était d'être, comme les souverains de la Prusse, de la Russie et de l'Angleterre, le chef de la religion autant que le catholicisme pouvait s'y plier.

Lorsque Louis XIV voulut citer devant lui deux évêques qui résistaient à ses prétentions : *Que le ciel vous en garde!* lui dit Bossuet. *Craignez qu'on ne voie la route qu'ils auront à traverser couverte d'un peuple immense agenouillé pour implorer leur bénédiction.* C'est ce qui arriva pour Pie VII, qui, forcé brutalement de partir, eut pour consolation les hommages que partout lui rendirent les populations.

Les violences ont cela de dangereux qu'il faut, une fois commencées, les pousser à l'extrême. Le pape fut traité à Savone comme un prisonnier ordinaire; on lui assigna cinq paoli (2 fr. 75 c.) par jour; il fut séparé de ses conseillers, et surveillé jusqu'à l'outrage, sous le prétexte que les Anglais cherchaient à l'enlever.

Pie VII se disposa à la résistance passive : il refusa l'institution aux évêques, ce qui laissa les églises veuves; il ne reconnut pas le mariage de l'empereur, et l'excommunia. L'archevêché de Paris étant venu à vaquer, le cardinal Fesch déclara qu'il ne le recevrait que du pape. Le cardinal Maury, dévoué à Napoléon, l'accepta sans l'institution pontificale, et le chapitre se réunit pour savoir si l'on devait lui confier l'administration du diocèse : le plus grand nombre fut pour l'affirmative; quelques-uns crurent l'autorisation du pape indispensable. Les brefs circulèrent malgré les défenses et les persécutions de la police. Afin d'y remédier et pour briser la résistance du pontife, Napoléon eut recours à divers expédients. Il fit répondre par tous les évêques de l'empire à la déclaration du chapitre de Paris; ceux d'Italie, endoctrinés par le vice-roi, se montrèrent encore plus serviles :

ils déclarèrent que le corps des évêques en activité représentait l'Église ; que l'institution humaine était tout à fait étrangère à la hiérarchie ecclésiastique dans le gouvernement de l'Église, et qu'il n'y avait anciennement ni institution canonique ni serment de fidélité. Enfin l'empereur convoqua un concile de tous les prélats de l'empire et de la confédération du Rhin à l'effet de résoudre les difficultés nées dans le sein de l'Église, parade d'un nouveau genre, nouvelle imitation de Constantin et de Charlemagne. Concile.

Dans le comité ecclésiastique qui prépara les discussions, Napoléon débattit avec les prélats l'autorité temporelle du pape ; et l'abbé Émery, vieillard octogénaire, lui démontra, par un argument *ad hominem*, que Bossuet lui-même avait déclaré la nécessité de cette domination. *Cela pouvait être vrai alors*, répondit l'empereur ; *quand l'Europe reconnaissait différents maîtres, il n'eût pas été séant que le pape fût soumis à l'un d'eux en particulier. Mais il n'en peut être ainsi aujourd'hui, que l'Europe entière ne reconnaît d'autre maître que moi.* L'assemblée fut ensuite consultée sur les points suivants : « Le pape peut-il, pour des affaires temporelles, refuser son intervention dans les matières spirituelles ? — Ne conviendrait-il pas que le consistoire du pape fût composé de prélats de toutes les nations ? — Si le gouvernement français n'a pas violé le concordat, le pape peut-il arbitrairement refuser l'institution aux évêques nommés, et ruiner la religion en France, comme il l'a ruinée en Allemagne, où depuis dix ans il n'y a point d'évêques ? — La bulle d'excommunication a été affichée et répandue clandestinement : comment empêcher les papes de se porter à des excès qui sont si contraires à la charité chrétienne et à l'indépendance des trônes ? »

Mais avant ces questions il y en avait une qui se présentait d'abord à la conscience des évêques : Avaient-ils le droit de se réunir sans la permission du pape ? Si individuellement ils se montraient soumis à Napoléon, si dans des adresses particulières ils approuvaient le chapitre de Paris, en corps ils n'osèrent se considérer comme une assemblée religieuse. Ils éludèrent les questions, entretinrent une correspondance secrète avec Savone, et envoyèrent au pape leur soumission. Ainsi le clergé se retrempa dans les tempêtes qu'il eut à traverser ; et si le concile ne laissa pas de nouveaux décrets et de savantes décisons, il donna un exemple de courage d'autant plus admirable

que tous les fronts étaient courbés devant le grand homme, et que le clergé lui-même croyait devoir son dévouement au Cyrus qui avait relevé Jérusalem.

Pie VII repoussa les propositions insidieuses de l'empereur en disant : *Laissez-moi mourir digne des maux que j'ai soufferts*. Napoléon s'irrita, le maltraita, fit tracasser aussi par la police ceux qui lui étaient fidèles : on força les uns à se démettre, on jeta les autres en prison; s'ils cherchaient leur bréviaire, on leur donnait un volume de Voltaire (1). Il fut fait défense au pape, au nom de Napoléon (14 janvier 1811), « de communiquer avec aucune église de l'empire, avec aucun « sujet de l'empereur, sous peine de désobéissance de sa part « et de la leur. « On lui signifia que » celui qui prêchait la « rébellion et dont l'âme n'était que fiel devait cesser d'être « l'organe de l'Église, et que, rien ne pouvant le rendre sage, « il verrait que l'empereur était assez puissant pour faire ce « qu'avaient fait d'autres monarques ses prédécesseurs et « pour déposer un pape. »

La force est bien peu de chose quand elle se met en lutte avec une idée morale. Napoléon disait à M. de Fontanes : *Alexandre a pu se dire fils de Jupiter sans que personne le contredît; je trouve un prêtre plus puissant que moi, parce qu'il règne sur les esprits, et moi seulement sur la matière.*

Au dedans c'était donc le despotisme, au dehors la conquête, tant on était loin des théories de l'assemblée nationale. Dans la diplomatie il n'était plus possible de compter sur la modération ni sur la parole de Napoléon. D'une ruine naissait une autre ruine, et les princes ne pouvaient plus se dire qu'il convenait d'agir de telle ou telle manière, puisque les règles de conduite les plus diverses aboutissaient à la même fin. Il avait manqué aux traités avec la famille royale d'Espagne, et, en la retenant prisonnière, il lui commandait d'applaudir à ses bienfaits. L'Autriche ne s'était sauvée qu'en lui donnant une archiduchesse; la Prusse frémissait dans un abaissement insupportable; les petits États d'Allemagne avaient compris que la neutralité n'était pas possible, et qu'elle les menait à leur perte. La Suisse, la Hollande, l'Italie avaient été remaniées selon la volonté

(1) Le manuscrit de Sainte-Hélène dit qu'il y avait cinq cents prêtres arrêtés pour les différends avec Rome. D'autres mémoires dictés par Napoléon nient l'authenticité de ce chiffre, qu'ils réduisent à cinquante-trois, en ajoutant : « Ils l'ont été légitimement. » *Notes sur le livre des quatre concordats.*

du maître, et rien ne les assurait qu'il ne leur assignerait pas le lendemain une autre destination. Le monde était semé de ruines, et le vœu commun appelait la chute de l'oppresseur commun. Dans l'abattement des princes, les peuples reprirent de l'énergie, et les sociétés secrètes s'étendirent alors avec le reveil des nationalités, qui allaient avoir aussi leur épopée. Le nom de *libéraux*, destiné à faire le tour du monde, fut inventé en Espagne; les cortès donnèrent la constitution la plus démocratique, et Mina la scella du sang de tous les Français qui tombèrent dans ses mains. En Italie, les carbonari se concertèrent pour amener la restauration des anciennes dynasties, avec des institutions tempérées. Les sociétés secrètes prirent surtout un grand développement en Allemagne, où elles cherchaient, les unes à reconstruire l'unité germanique sous la suprématie de l'Autriche, les autres à établir la division entre le nord et le sud, entre l'Autriche et la Prusse : toutes réclamaient la liberté; et les gouvernements s'en servirent pour réagir contre l'oppression française.

A l'intérieur, comme ce n'était pas assez de la conscription, des enfants de quatorze ans étaient enlevés à leur famille pour en faire des mousses. Des hôtels et des domaines étaient donnés et repris selon le caprice; d'autres étaient écrasés d'impôts assis arbitrairement. Le commerce était mort; mais Napoléon exerçait le monopole, ou bien il accordait, moyennant finance, des licences pour l'introduction des denrées coloniales. Les sucres et les cafés confisqués étaient jetés à la mer au moment où l'on en sentait si durement la privation; on brûlait les tissus devant le peuple, qui était nu, et la misère augmentait par le manque d'industrie. Il fallut y remédier artificiellement; de là de grandes constructions : les magasins de la Bastille, par exemple, pour fournir du travail à ceux que n'enlevait pas la conscription. Il en était de ce nouvel empire comme de l'ancienne Rome : il lui fallait fournir au peuple du pain et des spectacles. Mais en 1811 la famine se fit sentir, et il en résulta des émeutes. L'échafaud, le pilori, les travaux forcés y mirent bon ordre; et le *Moniteur* ne tarda pas à annoncer que la tranquillité était rétablie.

La France s'était posée comme la bienfaitrice du genre humain, les idées qu'elle avait répandues, soit par les livres, soit par la révolution, lui avaient conquis partout la sympathie. Maintenant une domination orgueilleuse changeait cette affection en

colère, et son nom ne signifiait plus désormais qu'arrogance et pillage. On avait vu naguère les rois obligés de pousser à la guerre les armées découragées; maintenant les peuples entraînaient les rois effrayés. Napoléon ne connaissait plus que la logique de la victoire, et ses ennemis attendaient le moment de lui opposer la même logique. Si, d'une part, l'invasion de l'Espagne faisait tout craindre de son ambition, elle montrait de l'autre comment on pouvait résister. Il s'était répandu dans le peuple des bruits étranges d'une folie sanguinaire; l'excommunication lui avait enlevé le caractère de restaurateur de la religion; les âmes timorées s'enquéraient avec anxiété des nouvelles du pape. La voix d'un vicomte émigré, de deux tribuns éliminés, d'un gentilhomme de Chambéry voyageant en Russie, d'une femme exilée de Paris se fit écouter dans ce silence de la peur. L'opinion publique, cette puissance qui se soustrait à tous les despotismes, même à celui de la gloire, grandit peu à peu. Une comète qui se montra alors fut interprétée par la superstition des peuples comme un indice extraordinaire de la chute de l'homme extraordinaire; mais les mots de patrie et d'indépendance, qui retentissaient partout, étaient aussi des indices qui devaient l'effrayer lui-même.

CHAPITRE XIV.

EXPÉDITION DE RUSSIE.

Après avoir réuni à ses États Rome et les pays situés sur la rive droite du Rhin, la Hollande et les villes hanséatiques (1810, 9 juillet), l'Étrurie avec Parme et Plaisance, Napoléon rêva plus que jamais l'empire d'Occident.

L'expédition manquée de Walcheren avait fait tomber en Angleterre le ministère de Castlereagh et de Canning et porté aux affaires étrangères lord Wellesley, frère de Wellington, caractère modéré; et comme le roi George était tout à fait en démence, le sceau royal avait été remis, par la loi de régence, au prince de Galles. On en conçut quelques espérances de paix. Mais tandis que Napoléon répétait que l'Angleterre était sur le bord du précipice, elle se montrait, au contraire, en pleine prospérité : elle se

préparait des armes dans toute l'Europe ; elle étendait ses colonies, qui, avec l'Amérique indépendante, offraient de nouveaux débouchés à ses manufactures. Ses marchandises se glissaient en contrebande dans les ports les mieux gardés, avec d'autant plus d'audace que les bénéfices étaient plus considérables, et il n'y avait que les acheteurs qui eussent à souffrir. Des insultes qui se multipliaient rendaient un rapprochement de plus en plus difficile, et comme la France ne pouvait se mesurer sur mer avec sa rivale, elles se rencontraient dans la péninsule ibérique, champ de carnage continuel et d'infructueuses victoires. Le roi Joseph lui-même, mécontent des ordres impérieux de son frère et de la prétention qu'il affichait de réunir plusieurs de ses provinces à la France, prêtait l'oreille aux propositions d'indépendance que lui adressait l'Angleterre.

Ruiné dans le midi, Napoléon dirigeait ses vastes projets vers le nord, et songeait à reconstruire une puissante souveraineté scandinave. Le Danemark, si outrageusement traité par l'Angleterre, lui restait fidèle ; et l'on voyait se préparer dans la Suède, qu'il avait pour ennemie, des bouleversements étranges, mais qui ne lui donnèrent qu'un instant de satisfaction.

A ce Gustave III que nous avons vu si acharné contre la révolution avait succédé Gustave-Adolphe IV, âgé de treize ans, d'une légitimité très-douteuse. Élevé dans le mysticisme, il détestait la nation française comme athée, et se défiait du duc de Sudermanie, son oncle, qui avait désapprouvé la croisade de son père contre la révolution. Mais les idées françaises avaient pénétré dans ce pays, dans l'armée surtout, où se complotait une république fédérative, ce qui empêcha le régent d'entrer dans la confédération du Nord en 1794. Catherine de Russie, qui le haïssait, répandait sur lui des soupçons, faisant montre de ses forces, et voulait que le roi épousât la grande-duchesse Alexandrine. On préparait déjà les fêtes du mariage à Saint-Pétersbourg ; déjà tout le monde était réuni pour la cérémonie, quand Gustave refusa les concessions qu'on lui demandait en faveur du rit grec ; et l'affaire fut rompue au grand déplaisir de Catherine.

1792. Bernadotte.

Gustave, parvenu à sa majorité, devint ridicule et extravagant : il voulait être roi, pontife et prophète ; il tyrannisait la princesse de Baden, sa femme ; regardait Napoléon comme la bête de l'Apocalypse, et répondait par d'autres insultes à celles

des journaux français (1). Il s'attacha avec obstination aux Anglais ; et, s'acharnant dans l'intention de rétablir les Bourbons, il ne plia pas même après la paix de Tilsitt devant le vainqueur des rois.

Alexandre, qui s'était engagé à l'amener au système continental, n'ayant pu y réussir, résolut de venger son honneur compromis en lui enlevant la Finlande, que la Russie convoitait depuis si
1808. longtemps. Il l'envahit à l'improviste, et s'en empara sans que Gustave sût soutenir le courage des habitants. Ce prince imprudent provoqua aussi le Danemark, et lui déclara la guerre; il envahit la Norwége, soutenu par l'or des Anglais, qu'il s'aliéna au moment même où les Français l'attaquaient ; Bernadotte, à la tête d'un corps de Français et d'Espagnols, put contenir les Anglais avec succès, tandis que les Russes avançaient, et qu'après avoir réuni la Finlande à leur empire ils menaçaient
1809. 29 mars. la capitale. Alors l'armée suédoise se révolta, probablement par suite d'une trame ourdie depuis longtemps, et on substitua à Gustave, qui fut déposé, non pas son fils, trop jeune encore pour des circonstances aussi graves, mais le duc de Sudermanie. Ce prince, sous le nom de Charles XIII, se laissa imposer par la diète une nouvelle constitution très-libérale alors qu'il était plus que jamais nécessaire que la force fût concentrée
17 septembre. pour repousser deux armées ennemies. Après avoir conclu la paix avec la Russie moyennant la cession de la Finlande et des îles d'Aland, c'est-à-dire un tiers du territoire et de la population, la Suède, resserrée entre la Baltique et la Norwége, adhéra au système continental.

Vieux et infirme, Charles XIII était le jouet du plus fort ou du plus intrigant. Son fils étant venu à mourir, la diète s'assembla pour lui désigner un successeur. Plusieurs membres jetaient les yeux sur le roi de Danemark, dans la pensée d'opérer la réunion scandinave tant de fois appelée ; d'autres tournèrent leurs regards vers la France, et, parmi les maréchaux qui se perdaient dans la splendeur de la gloire napoléonienne ils distinguèrent le seul qui eût encore conservé son individualité.
1810. Juillet. Leur choix tomba sur Bernadotte, prince de Ponte-Corvo, qui s'était rendu populaire en Allemagne par la modération avec laquelle il tempérait les rigueurs de la guerre.

(1) On lut dans le *Moniteur* : « Sa main est trop faible pour soulever l'épée de Charles XII, dont il n'a que la folie et les bottes. »

Ce choix fut peu agréable à Napoléon; et quand Bernadotte refusa de fermer ses ports aux Anglais, ce qui aurait achevé la ruine du pays, il se mit tout à fait en colère contre ce parvenu, coupable d'être monté au trône sans qu'il l'y eût porté, et il se promit d'en tirer vengeance. D'un autre côté, les puissance caressaient chez Bernadotte une ambition qui n'allait pas moins qu'à porter les yeux sur la couronne de France.

La Porte était devenue aussi hostile à Napoléon depuis qu'il l'avait trahie en livrant à Alexandre la Moldavie et la Valachie; il s'ensuivit que, sourde à ses propositions, elle suspendit ses hostilités contre la Russie.

On sentait approcher la tempête. Si Alexandre s'était épris de Napoléon, il n'en était point ainsi des boyards, envers qui le czar est obligé d'employer plus de ménagements que ne se le figurent les étrangers. L'empereur se vit contraint par la noblesse de promulguer un nouveau tarif des douanes, qui grevait les marchandises françaises et permettait l'entrée des denrées coloniales sous pavillon neutre. Le peuple, endoctriné par le clergé, regardait avec horreur les Français, contre lesquels les églises retentissaient d'anathèmes. L'impératrice mère était extrêmement hostile à Napoléon; on avait des affronts à effacer, et une amitié qui veut asservir ne saurait être durable.

Alexandre ne voyait pas sans ombrage l'occupation du duché d'Oldenbourg, l'agrandissement de celui de Varsovie, la prise de Dantzick et l'accroissement continuel de la France au détriment des neutres; puis cet esprit mystique et libéral s'affligeait de voir la liberté foulée aux pieds en Europe, et il regardait, dans sa conscience, comme un devoir de s'en déclarer le soutien. Un agent secret alla porter ses propositions à Moreau, 1813. Juillet.
qui, réfugié en Amérique, n'avait cessé d'observer les mouvements de son rival, persuadé que son système d'aller toujours en avant, en se fiant dans son audace et dans la stupeur des autres, finirait, une fois ou l'autre, par amener sa chute. Le général ne résista pas à la tentation, et il apporta à la Russie, pour l'aider à renverser son ancien rival, l'intelligence et le bras qui naguère avaient sauvé la France.

Le vieux Dumouriez, ennemi implacable de l'empereur, avait donné à Wellington le plan de la guerre d'Espagne; ce fut lui qui suggéra aussi à Alexandre les moyens à employer dans celle-ci. Son idée favorite était de relever le trône français à l'aide d'une constitution sur de larges bases, et d'y placer

Louis-Philippe d'Orléans. Ce prince, son élève, s'était comporté noblement dans l'adversité, s'instruisant d'abord lui-même, puis tirant parti de son savoir pour enseigner aux autres et acquérant des idées libérales. Il avait ensuite combattu en Espagne, et il lançait des proclamations contre Napoléon, non en faveur des Bourbons, mais en faveur de la république.

C'est ainsi que les rois rappelaient sur la scène les anciens républicains pour abattre le maître de la France. Les ministres anglais Castlereagh et Liverpool continuaient le système de Pitt. Un journal de Londres ayant osé conseiller assez clairement l'assassinat de Napoléon, on demanda dans la chambre des communes qu'un acte de réprobation ne laissât pas supposer que la nation fût complice d'une pareille doctrine. Le marquis de Wellesley prononça alors ces paroles : « L'écrivain « dont il s'agit dit que le dominateur de la France s'est mis « au-dessus des lois ; mais j'espère qu'il existe aussi en ce « monde un tribunal devant lequel il sera cité à bon droit. « Or, les nations de l'Europe le peuvent, non pas avec le poi« gnard, mais en réunissant leurs efforts et en le punissant « sur le champ de bataille des perfides attaques qui le rendent « éternellement odieux. »

Il y avait donc un vaste concert de l'Europe, qui, sortant de son étourdissement, comprenait que Napoléon opérait à l'aventure, et que, ce qui est violent n'étant pas durable, il suffirait de persévérer.

1812. Napoléon voyait ces symptômes ; mais il se confiait dans son épée, dans son épée seule : malheur à lui donc le jour où elle se romprait ! Il avait une armée admirable pour la tenue et pour l'ensemble, cent soixante généraux de division, trois cent quarante généraux de brigade, cent dix aides de camp. La moitié de l'Europe lui fournissait des soldats. Sa volonté ne trouvait plus de limites. Il pouvait tromper l'opinion par ses gazettes, disposer à son gré de cent cinquante millions de sujets et de soixante-douze millions d'alliés soumis, parmi lesquels il n'était pas resté l'ombre d'institutions protectrices.

Mais pour avoir des troupes exercées il lui fallut les retirer de l'Espagne, diversion des plus fatales. L'Angleterre n'épargnait pas l'argent pour entretenir la guerre dans cette contrée et ailleurs ; elle enlevait les bâtiments neutres, et en jetait les équipages sur ses vaisseaux. L'Amérique du Nord seule, poussée par Napoléon, déclara à la Grande-Bretagne une guerre qui

pouvait devenir dangereuse alors qu'elle avait l'Europe entière sur les bras. L'Angleterre stipendiait huit cent mille hommes, dont un quart sur mer, et le reste disséminé partout. Le parlement ne regardait point aux énormes dépenses dirigées contre la France (1); car l'esprit public était de moitié dans ses haines, comme en témoignaient les injures des journaux et les caricatures dont Londres fourmillait. 1812.

La Prusse languissait humiliée, surtout depuis la mort de la reine Louise. Le comte de Hardenberg, ayant pris en main les affaires extérieures, rendit quelque énergie à l'esprit public. Il chercha à se procurer de l'argent, sachant qu'avec cette ressource il ne manquerait pas de soldats. Les trente mille combattants auxquels se trouvait réduite, aux termes des traités, la monarchie de Frédéric II, ne passaient qu'un an sous les drapeaux, expédient très-habile, au moyen duquel on avait une réserve déjà exercée, susceptible d'être réunie en un moment. En outre, les sociétés secrètes pouvaient être d'un grand secours. Napoléon, se préparant à faire la guerre à la Russie, força la Prusse de se rejoindre à lui et de fournir vingt mille soldats à l'armée impériale.

L'Autriche, bien qu'abaissée, se sentait encore une puissance du premier ordre, au moins par sa masse. Un mariage politique ne l'empêchait pas de répondre au vœu des autres États, et de rechercher son propre avantage. Le comte de Metternich cherchait à lui donner le caractère de puissance médiatrice, qu'elle a toujours conservé, ne déclarant jamais la guerre, mais intervenant dans toutes avec la certitude d'en profiter. Par suite de

(1) La marine anglaise, pendant les guerres de Napoléon, coûta :

En 1803, livres sterling,	10,211,378
1804.	12,350,606
1805.	15,035,630
1806.	18,864,341
1807.	17,400,337
1808.	18,087,547
1809.	19,578,467
1810.	18,975,120
1811	19,200,000
1812.	19,395,759
1813.	20,096,709
1814.	19,312,070

Boucher a calculé qu'en tout les deux guerres de 1773-1802 et 1803-1815 coûtèrent à la Grande-Bretagne 40,500,000,000.

1812. cette politique accommodante, elle renouvela son alliance avec Napoléon, auquel elle promit trente ou quarante mille soldats, mais sous les ordres d'un général autrichien, qui fut Schwartzenberg.

Napoléon, au moment de faire marcher son armée, organisa dans l'empire une garde nationale, formée de tous ceux que n'avait pas atteints sa conscription, avec des officiers particuliers et une solde, ce qui constituait une réserve immense. La France et l'Italie se trouvaient divisées en trois bans, selon un âge déterminé. En même temps, des messages menteurs étaient adressés au sénat; et, sans même s'inquiéter de pallier par de hautes considérations les nouveaux sacrifices qu'il demandait, l'empereur n'eut que des paroles vagues et sonores pour motiver les torrents de sang qu'il s'apprêtait à répandre. Afin d'as-
21 juin. surer la sécurité intérieure, il fit transporter à Fontainebleau Pie VII mourant. Il fit donner aux princes espagnols des chevaux détestables pour leur ôter le goût de l'équitation, [illegible] craignait qu'ils ne se servissent pour s'enfuir; une de leurs sœurs qui montrait de la fermeté fut enfermée, par son ordre, dans un couvent de Rome. Il remit le soin des affaires étrangères à Maret, dont il connaissait le dévouement, pour que rien ne pût venir le traverser; et il se confia surtout à Savary, ministre de la police. *Je vais dompter Alexandre*, leur disait-il; *deux victoires, et je suis à Moscou et à Pétersbourg. Là, je dicterai la paix. Du zèle, beaucoup de zèle! et dans trois mois je vous rapporte la paix.*

Mai. Et il se dirigea vers la Russie, laissant derrière lui des populations mécontentes. Sa gauche, découverte par l'hésitation de la Suède, resta exposée aux Anglais. Les officiers prussiens les plus braves brisèrent leurs épées plutôt que d'obéir à l'étranger Macdonald. Une colonne de la grande armée envahit l'Allemagne, arrêta des employés et des militaires, mit des contributions, ce qui convertit en fureur la haine des Allemands; et le roi de Suède se réunit ouvertement à l'Angleterre.

Dresde. Napoléon avait donné rendez-vous à Dresde aux rois ses vassaux. On y vit réunis François II d'Autriche, accompagné de sa troisième femme; Frédéric-Guillaume de Prusse, les rois de Bavière et de Wurtemberg, Jérôme, roi de Westphalie, et les grands-ducs de la confédération, pléiade éclatante, gravitant autour de ce nouveau soleil. Napoléon les regardait comme ses créatures, et disait quand on lui annonçait des rois : *Qu'ils attendent.*

Il marchait à la tête de cinq cent mille soldats, dont la moitié seulement étaient Français; le reste était composé de gens qui avaient des passions et des intérêts divers. C'étaient les Polonais avec Poniatowski, espérant mériter leur nationalité; des Saxons, des Autrichiens, des Bavarois des Prussiens, des Westphaliens, des Wurtembergeois, des Badois, et des habitants des différentes principautés; des Espagnols, des Portugais, des Suisses, des Italiens, sous les ordres d'Eugène, de Lecchi et de Pino. Murat, dans son costume théâtral, commandait soixante mille chevaux; Berthier était à la tête de l'état-major (1). Cette campagne aux proportions gigantesques flattait l'amour-propre de Napoléon: on ne peut prendre que pour une plaisanterie les propositions de paix qu'il continuait d'adresser à Alexandre. Grande armée.

La grande armée traversa le Niémen, étonnée de ne pas trouver de résistance. Napoléon disait : *Châtions ce czar qui, naguère notre ami, ne veut pas être l'ennemi de l'Angleterre. La fatalité aveugle la Russie; que ses destins s'accomplissent!* Alexandre avait compris la nécessité d'opposer à une semblable invasion la guerre nationale et l'esprit religieux, et il parla aussi le langage d'un prophète : *Cet ambitieux insatiable a répondu par la perfidie à notre loyauté. Sourd aux propositions les plus modérées, il vient par surprise dans nos foyers. Mon peuple défendra ses familles, sa patrie, l'indépendance russe, et la Providence favorisera notre cause.* Marche.

(1) Effectif de l'armée que Napoléon emmena en Russie :

60,000	Polonais.
20,000	Saxons.
30,000	Autrichiens.
30,000	Bavarois.
22,000	Prussiens.
20,000	Westphaliens.
8,000	Wurtembergeois.
8,000	de Baden.
4,000	de Darmstadt.
2,000	de Gotha et Weimar.
5,000	de Wurtemberg et Franconie.
5,000	de Mecklembourg et autres.
20,000	Italiens, y compris les Napolitains.
4,000	Espagnols et Portugais.
10,000	Suisses.
250,000	Français.

En tout, 498,000 hommes, que quelques-uns portent jusqu'à 650,000.

1812. Dès lors Alexandre ne donna plus l'impulsion, il la suivit ; à une armée enivrée de gloire il opposa un peuple enivré d'obéissance. Il seconda l'enthousiasme national en mettant à la tête des troupes le Lithuanien Barclay de Tolly ; Bagration, général redouté des Français eux-mêmes ; surtout Kutusow, héros que ses victoires sur les Turcs avaient rendu extrêmement populaire : ils se proposèrent de détruire l'envahisseur, quoi qu'il dût en couter. Le cri de la croisade retentit dans les villes saintes ; les reliques furent portées en procession ; l'archimandrite Platon, âgé de cent et un ans, lança des imprécations contre le Goliath qui envahissait les tentes d'Israël. La noblesse se retrempa dans ce cataclysme, et courut aux armes de partout. Les Tartares, les Baskirs, les Cosaques se pressèrent en foule autour de l'effigie de saint Serge et au son de la cloche de Moscou. Onze cent mille combattants figuraient sur les cadres ; et bien qu'il y en eût beaucoup moins en réalité, c'étaient des hommes braves et patients. La cavalerie était nombreuse, l'artillerie formidable, et les Cosaques, troupe légère, semaient devant eux l'épouvante. On ne rencontrait sur le théâtre de cette nouvelle guerre que des villes clair-semées, entre lesquelles s'étendait le désert.

Tout le monde conseillait à Alexandre de ne pas risquer de bataille, mais de faire une guerre de positions, de harceler les Français avec des bandes de Cosaques, d'assurer toujours la retraite et de laisser avancer son ennemi. « Napoléon est fougueux, lui disait-on, et il viendra succomber ici comme en Égypte, comme en Espagne. » En même temps, Alexandre multipliait les négociations. Il s'alliait avec l'Angleterre, qui aussitôt se rendit médiatrice entre lui et la Porte : le Grand Seigneur consentit à la paix ; et quatre-vingt mille hommes de
26 mars. plus vinrent grossir l'armée russe. Alexandre reconnut les cortès d'Espagne, traita avec la Suède, à laquelle il offrit la Norwége en place de la Poméranie, envahie par Napoléon, et fit alliance avec elle.

Au moment où les rois invoquaient à leur aide la liberté, Napoléon empereur se rappela ces idées populaires qui avaient tant contribué à ses triomphes et à sa grandeur, et il songea à la Pologne. Il s'était, grâce à elle, ouvert un passage jusqu'aux frontières de la Russie, et elle lui avait fourni de vaillants auxiliaires. Comme il ne pouvait raisonnablement se flatter de refouler les Russes en Asie, la politique lui disait de refaire de la

Pologne une nation et de la placer entre eux et lui, sûr qu'il était de se faire bénir en effaçant le crime des trois puissances. Mais il était l'allié de l'Autriche, qui avait à y perdre quelques dépouilles, et il n'osa tenter cette restauration magnanime. Puis, lorsque les siens se furent fait détester dans le grand-duché de Varsovie par des pillages et des excès de tout genre, il ne sut plus que demander des soldats aux Polonais, des soldats pour le servir. Ils lui parlaient de reconstituer leur royaume, mais il les entendait à peine; ils lui demandaient un mot, un *fiat*, et il répondait par des phrases, par des promesses, et marchait en avant pour rencontrer les Russes et leur livrer bataille. 1812.

Mais, au lieu d'une bataille, il trouva un climat d'une inconstance extrême, des maladies et une grande disette de vivres. N'importe; il avança toujours. Charles XII n'avait pu vivre dans ces contrées avec vingt-quatre mille soldats; comment y subsister avec un demi-million d'hommes? Ils mouraient donc, quoique l'empereur eût dit : *Des soldats bien commandés ne meurent jamais de faim*. Il traça les marches sur la carte, d'après les principes de la grande stratégie; mais il fut arrêté par des marais et des monticules. Ces généraux rois ne voulaient pas toujours obéir; lui-même montra une lenteur qui tenait de l'épuisement et que ses panégyristes eux-mêmes ne peuvent expliquer que par une disposition maladive.

Cependant les Russes disparaissaient devant l'armée française, qui marchait toujours, n'apercevant devant elle que solitude; elle endura des fatigues inouïes avant d'atteindre Witepsk, vide elle-même.

Les maréchaux conseillaient à Napoléon d'y passer l'hiver. Mais non : il voulait atteindre à Moscou; Moscou, encore un de ces noms fabuleux qui parlaient tant à son imagination, comme celui des Pyramides et du Saint-Bernard. Mais Napoléon semblait avoir oublié la rapidité de ses premiers mouvements. C'était, il est vrai, une tout autre guerre : peu de grandes routes, les points importants à des distances infinies, un espionnage difficile et les reconnaissances poussées à travers un nuage de Cosaques. Les cartes étaient d'ailleurs très-imparfaites, les renseignements sur le théâtre de la guerre très-insuffisants (1).

(1) Le fait qui frappe le plus dans l'histoire de cette expédition écrite par Boutourlin, qui, indépendamment des documents russes, a consulté ceux qui

1812. Souvent il fallait suivre pendant cent lieues la même direction faute d'autres routes, et attaquer l'ennemi de front, au lieu de tomber sur lui de différents côtés, comme en Italie et en Allemagne. A peine un mouvement était-il projeté qu'il était deviné dès les premiers pas; les grands plans stratégiques étaient donc impossibles.

Les engagements étaient fréquents, mais n'amenaient de part et d'autre qu'une alternative de pertes et de victoires. L'armée française éprouva une résistance plus sérieuse à Smolensk; mais à peine y fut-elle entrée qu'elle trouva la place vide et livrée aux flammes. Elle avança donc encore, sous le soleil d'août, par une poussière brûlante, au milieu d'escarmouches incessantes, de pertes continuelles, qui lassaient sans jamais amener de résultat, sans que jamais le courage trouvât pour se relever la joie féroce d'une bataille. Déjà cent mille hommes avaient péri; les autres souffraient de la faim, et Moscou était encore à quatre-vingts lieues; Moscou, la ville sainte où les attendaient le repos, l'abondance et la paix.

17 août.

Cependant les Russes désiraient aussi une bataille, et Kutusow la promettait au nom de la patrie et des saints nationaux. Cent trente-deux mille Russes, pourvus de six cent quarante canons, combattirent à Borodino, sur la Moscowa, contre cent trente-trois mille Français et cinq cent quatre-vingt-sept bouches à feu. Soixante-dix mille morts ou blessés restèrent sur le champ de bataille, dont vingt-sept généraux français et beaucoup de généraux russes, entres autres Bagration. Les chants joyeux ne retentirent donc pas de tente en tente comme d'ordinaire après la victoire; il ne restait plus à Napoléon que la moitié de son armée, et Alexandre se retirait sur Moscou en disant qu'il fallait encore d'autres sacrifices pour dompter l'Antechrist. Le gouverneur de cette ville était Fédor Rostopchin, véritable caractère russe, mélange de sauvage et d'homme civilisé, d'un esprit fin et moqueur, non moins dévoué à la cause de la patrie que Kutusow, prêt à la servir avec les mêmes moyens et la même résolution. Les Russes s'étaient proposé d'incendier tout

furent enlevés aux Français, c'est la connaissance très-imparfaite des ennemis qu'on allait combattre. Lorsque Frédéric II, examinant l'expédition de Charles XII, en décrit les résultats désastreux, il prévoit les revers qui attendent Napoléon. De même les instructions de la guerre de Louis XIV, qui se trouvent aux archives de Paris, auraient pu épargner les nombreuses erreurs de l'expédition d'Espagne.

village et toute place fortifiée où les Français pourraient trouver un abri; ils n'hésitèrent pas à en faire autant de Moscou (1). Sur Moscou. trois cent mille habitants, il en resta à peine vingt mille; les autres émigrèrent à la manière des peuples nomades quand l'ennemi s'approche.

Les Français y entrèrent en grande tenue, comme s'ils eussent revu leur patrie, joyeux d'être enfin dans une ville, d'y trouver leurs aises et l'abondance au milieu d'êtres humains. 14 septembre. Mais personne ne vint à leur rencontre; ils ne virent pas une sentinelle; c'était un vide, un silence comme lorsqu'on traverse Pompéi. Le soir, les soldats affamés burent et mangèrent en toute sécurité, sans prévoir l'événement du lendemain.

En effet, la manie d'entrer dans les capitales ennemies avait poussé Napoléon à se procurer là encore un vain triomphe, qui lui coûta une armée et l'empire. Tandis qu'il siégeait avec orgueil dans le Kremlin, forteresse dont les murs sont des montagnes, et qu'il dictait des règlements pour les théâtres de Paris, les Russes disaient : *Le voilà pris.* Napoléon crut la campagne finie; Kutusow pensait, au contraire, qu'elle ne faisait que commencer, et un ministre russe disait au czar : *Sire, remerciez la Providence, la Russie est sauvée !*

Les Russes, qui avaient offert la paix à Smolensk, se gardèrent bien de l'offrir de nouveau à Moscou, résolus qu'ils étaient de couper la retraite à l'armée française pour que l'hiver achevât de la détruire. Alexandre fit répandre cette proclamation dans l'empire : « L'ennemi est entré à Moscou; mais la « gloire de l'empire n'en est pas obscurcie. Quelque regret « que l'on puisse éprouver de voir l'ancienne capitale au pou-

(1) Proclamation de Rostopchin :
« Son altesse le prince Kutusow, afin de se réunir plus promptement aux troupes qui allaient le rejoindre, a abandonné Mosaïsk pour occuper une forte position, où l'ennemi ne se présentera pas de sitôt. Quarante-huit canons et des munitions lui ont été expédiés; il dit qu'il défendra Moscou jusqu'à la dernière goutte de sang, et qu'il se battra encore dans les rues. Les tribunaux ont été fermés. N'importe, mes amis, il faut accommoder ses affaires; il n'est pas besoin de tribunaux pour faire le procès à un scélérat. S'il était nécessaire, je prendrais des jeunes gens de la ville et de la campagne. Dans deux ou trois jours, je donnerai le signal. Armez-vous de haches et de piques, ou, ce qui vaut mieux, de fourches à trois dents : le Français ne pèse pas plus qu'une botte de froment. Demain, j'irai visiter les blessés à l'hôpital de Sainte-Catherine; j'y ferai dire une messe, et bénir l'eau pour leur prompte guérison. Quant à moi, je me porte bien. J'avais mal à un œil, mais à cette heure j'y vois parfaitement de tous deux. »

1812. « voir de l'ennemi, il n'en possède que les murailles sans ha-« bitants ni provisions. Il s'était imaginé, l'orgueilleux, qu'il « allait devenir, en entrant à Moscou, l'arbitre de l'empire, et lui « dicter une paix désastreuse. Espérances déçues ! Les troupes « qui chaque jour se réunissent des provinces voisines garde-« ront tous les passages, et détruiront les détachements qui « sortiront de Moscou pour fourrager. L'ennemi, à son entrée « en Russie, comptait trois cent mille hommes ; une moitié a « été détruite ou a déserté. Il a occupé Moscou avec le reste ; « mais si son orgueil en est satisfait, le dénoûment se fera « voir bientôt. La Russie ne se courbe pas sous le joug, et elle « versera tout son sang pour défendre ses lois, sa religion, « sa liberté. Dieu tout-puissant, tourne ton regard miséricor-« dieux sur l'Église russe ! soutiens le courage et la patience de « ton peuple, qui combat pour une cause juste et puissante ! « Qu'il triomphe, par ton secours, de l'orgueilleux qui l'a atta-« quée, et qu'en triomphant il délivre les rois et les nations « opprimées ! »

A peine les Français furent-ils maîtres de Moscou que les incendies y commencèrent ; éteints dans un lieu, ils éclataient dans dix ; les hôpitaux devenaient la proie des flammes, et les blessés se traînaient avec effort pour mourir hors du brasier. Les soldats, fatigués d'éteindre le feu, retournaient à leurs quartiers, et ils n'y trouvaient que des charbons. En trois jours la ville sainte fut réduite en cendres, au milieu desquelles le Kremlin seul resta debout. L'armée victorieuse fut réduite à camper autour d'une ville embrasée. Dans la campagne détrempée par la pluie, le feu des bivouacs était alimenté avec des tableaux, des meubles précieux ; on voyait alentour des officiers, des soldats, déchirés, brûlés, s'étendre sur des châles de cachemire, sur des pelisses de Sibérie, des tapis de Perse ; la vaisselle d'argent était répandue partout ; mais toutes ces richesses ne les consolaient pas des souffrances que la faim leur faisait éprouver et de celles qu'ils entrevoyaient dans l'avenir.

Ces désastres donnèrent une nouvelle énergie aux sociétés secrètes ; en même temps les corps laissés sur la route pour protéger la retraite furent pris en flanc. C'est en vain que Napoléon proposa la paix, c'est en vain qu'il chercha à faire cesser du moins la fureur d'une guerre populaire. Kutusow répondit : *L'ardeur que met un peuple à défendre ses foyers contre l'étranger ne saurait aller trop loin.*

Napoléon, voyant l'étendue du péril, méditait une nouvelle hardiesse de sa stratégie, toujours dirigée en avant; aller attaquer Pétersbourg et y passer l'hiver, ou trouver à s'y ouvrir par eau des communications avec la France. C'est alors qu'il sentit combien il aurait eu besoin de l'amitié de Bernadotte, qui pouvait à ce moment recouvrer la Finlande et tomber sur Pétersbourg (1). Mais il était déjà avec ses ennemis. Les généraux de la grande armée, à qui les revers rendaient la hardiesse que leur avaient enlevée les victoires, décl[illegible] qu'ils étaient las; car, n'ayant plus de gloire à acquérir [illegible]t hâte de pouvoir jouir enfin de leurs richesses et [illegible]ndeur. L'armée commença donc sa retraite sur S[illegible]nant des voitures et des caissons chargés de tré[illegible]terie, de fourrures. Les soldats marchaient avec le[illegible]ourrés d'étoffes de soie, de bagatelles précieuses, heureux, à chaque pas, de se rapprocher de leur patrie. Napoléon ordonna de dévaster ce qui restait de Moscou, et de détruire les armes, les poudres, les vivres, frémissant de n'avoir à se venger que sur des objets inanimés.

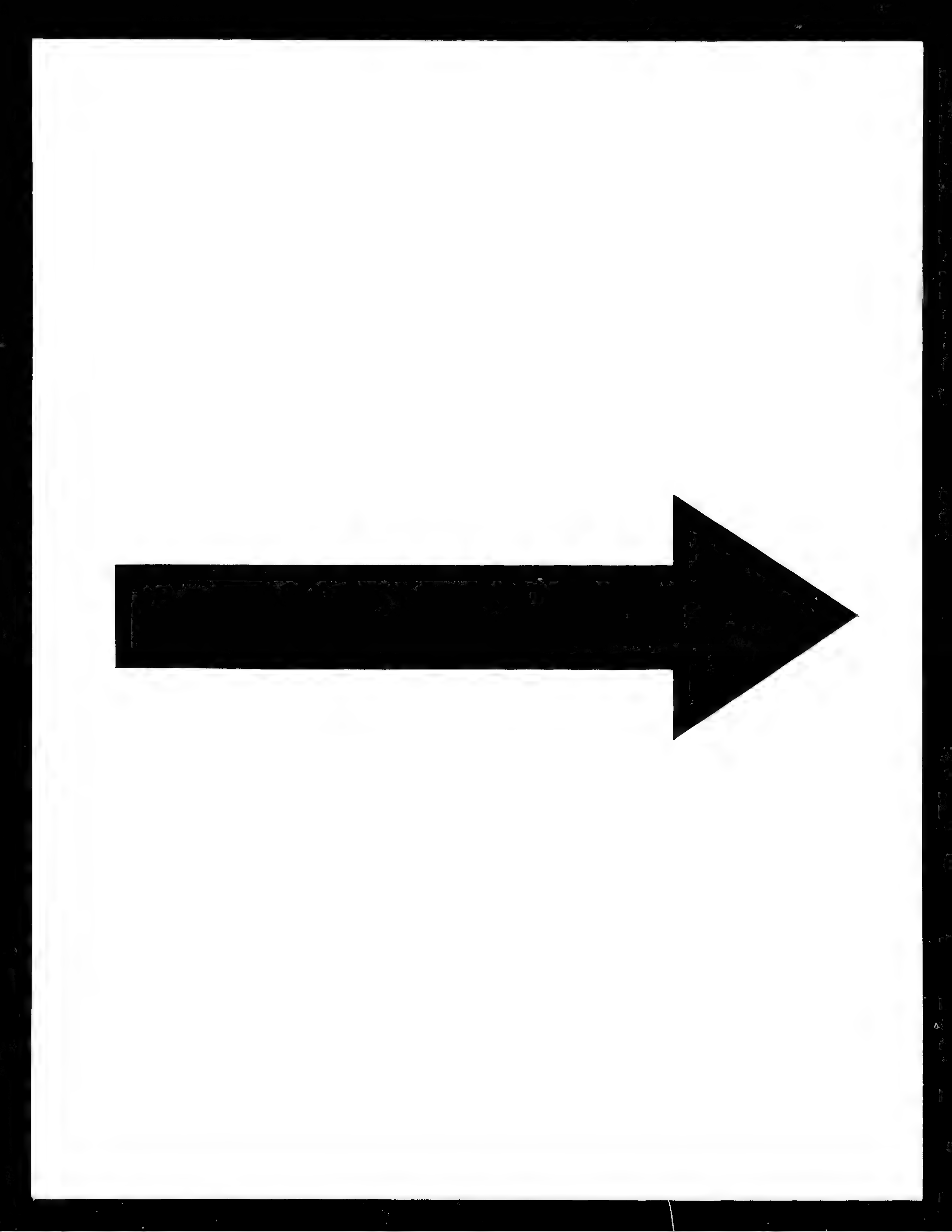
1812.

Retraite. 19 octobre.

L'armée comptait encore cent mille fantassins, cinq cent soixante-neuf canons et deux mille soixante-dix voitures et caissons; elle était riche et forte, quoiqu'elle eût peu de cavalerie. Kutusow vint barrer le passage aux Français à Malojaroslavetz; mais leur valeur, aidée de celle des Italiens, leur fit franchir l'obstacle. Ils se dirigèrent sur la Bérézina, contrée déjà dévastée lors de leur entrée en Russie; ils traversèrent le champ de bataille de la Moscowa, où quelques blessés, restés là depuis cinquante jours, implorèrent des secours ou la mort. Partout ils se trouvaient prévenus par les Russes, plus habitués au climat et aux lieux, mieux pourvus, secondés par les paysans, exaltés par Kutusow, qui leur parlait de Napoléon comme du tyran du monde, et par le czar, qui les excitait à venger l'incendie de Moscou dans le sang français.

Les Cosaques, « cavalerie misérable, » comme l'appelait Napoléon, étaient le fléau de l'armée, à qui ils ne laissaient de repos ni le jour ni la nuit. La confusion inévitable dans une armée où tant de coutumes et de langues différentes étaient

(1) « Et un Français a eu en ses mains les destinées du monde ! S'il avait eu le jugement et l'âme à la hauteur de sa situation, s'il eût été bon Suédois, ainsi qu'il l'a prétendu, il pouvait rétablir le lustre et la puissance de sa nouvelle patrie, reprendre la Finlande, être sur Pétersbourg avant que j'eusse atteint Moscou. » *Mém. de Sainte-Hélène.*



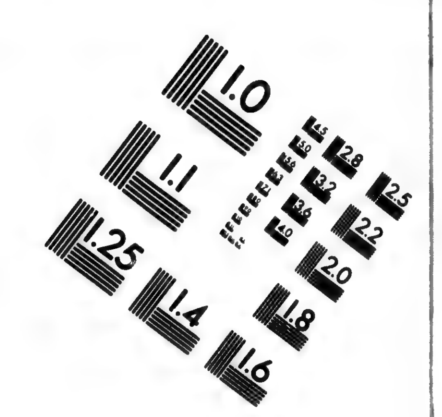
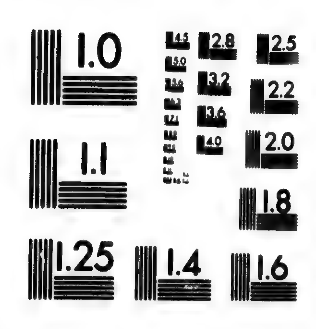
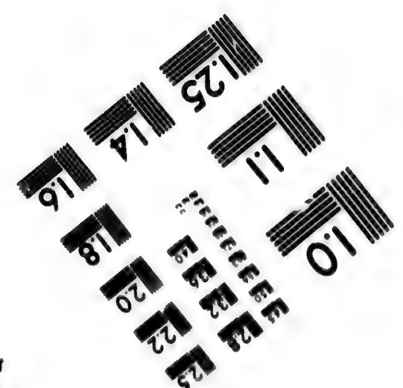


IMAGE EVALUATION TEST TARGET (MT-3)



6"



1812. réunies, éclata alors tout à fait; les soldats désertaient, jetaient leurs armes, se dispersaient, et la mort les moissonnait horriblement. Sur quatre-vingt mille chevaux, il en restait à peine douze mille au mois de novembre; des cent mille hommes d'infanterie sortis de Moscou, il en arriva à peine cinquante-huit mille à Wiasma. Alors survinrent les grands froids, qui devaient non pas produire le désastre, mais le porter à son comble. La neige commença à tomber, en effaçant toute trace de routes. Il fallait donc marcher au hasard, la bourrasque dans les yeux, exposé à chaque instant à s'enfoncer dans des marais. Les malheureux soldats, suffoqués par le vent, engourdis par le froid, venaient-ils à heurter quelque pierre, quelque tronc d'arbre, ils tombaient, hors d'état de se relever, et la neige les avait bientôt recouverts. Les fusils échappaient de leurs mains roidies, les extrémités gelaient et se gangrenaient; celui qui s'endormait ne se réveillait plus. Si quelques-uns découvraient un sentier frayé et s'y dirigeaient avec espoir, les paysans et les Cosaques en embuscade tombaient sur eux avec furie, et les laissaient expirer lentement sur la neige. Les chevaux, en petit nombre, n'étant pas ferrés à glace, glissaient sur le sol durci : il leur fallait briser la glace pour trouver quelque peu d'eau, et ronger l'écorce gelée des arbres. Lorsque enfin ils tombaient épuisés de fatigue, on se hâtait de les égorger pour se repaître de leur chair et pour se réchauffer les pieds et les mains dans leurs entrailles palpitantes.

Chaque bivouac devenait un cimetière par le manque de feu; les soldats s'y couchaient le sac sur le dos, les cavaliers la bride passée au bras; souvent il se tenaient embrassés pour se procurer un peu de chaleur l'un à l'autre; mais souvent aussi le lendemain matin ils ne trouvaient près d'eux qu'un cadavre, et le quittaient sans plaindre son sort; car il avait cessé de souffrir. Si l'on voyait quelque peu de bois, la marmite, précieusement conservée, était mise sur le feu, et la poudre remplaçait le sel pour assaisonner une poignée de farine de seigle ou un morceau de cheval. Un égoïsme farouche remplaça alors cette générosité qui est l'apanage du soldat, et chacun ne songea plus qu'à soi; on allait jusqu'à se disputer, le sabre à la main, une misérable croûte de pain, une botte de paille ou un fagot. On ne tendait pas la main au camarade qui tombait; à tel autre on arrachait de ses épaules, avant qu'il fût gelé et roidi, la pelisse qui le couvrait, pour l'endosser tiède encore.

C'était en vain que ceux qui gisaient sur le sol glacé, tombés 1812.
d'épuisement ou blessés, pressaient les genoux de leurs frères d'armes, les suppliant, au nom de leurs parents, de leur patrie, de ne pas les abandonner; puis, quand le tambour battait la marche, ils se traînaient sur la terre avec des hurlements, en leur montrant les Cosaques qui arrivaient, implorant, comme un dernier service, un coup de fusil, pour ne pas tomber au pouvoir de ces barbares. Beaucoup d'entre eux étaient atteints de folie, ou tombaient dans une gravité farouche, sous les haillons les plus ridicules.

Un hiver aussi rigoureux ne pouvait entrer dans les prévisions d'un général; mais il aurait dû aviser à des mesures d'ordre ainsi qu'aux moyens de prévenir la famine, qui sema la route de cadavres, et livra aux Russes cent trente-cinq mille prisonniers. Les fuyards mirent au pillage les magasins, qui dès lors ne purent subvenir aux besoins; seule la garde impériale conserva sa fière attitude en restant unie, et Napoléon lui dut son salut.

Les armées russes du Danube et de la Finlande se concentraient sur la Bérézina, pour attaquer de front les Français que
poursuivait Kutusow, que harcelaient sans repos Miloradowitch 26 novembre.
et Platow; mais cette bataille que l'armée napoléonienne avait tant désirée lui était présentée quand elle se trouvait hors d'état de combattre. Elle fut rejointe alors par les deux corps restés en Lithuanie, sous les ordres de Victor et d'Oudinot; ces corps purent donc protéger le passage de ces misérables débris contre les attaques de Wittgenstein et de Titchacow. Mais tandis qu'ils s'étaient flattés, sur des relations menteuses, de trouver une armée victorieuse, ils ne rencontrèrent que des fantômes inspirant le dégoût et l'effroi, des malheureux d'une gravité sombre, sans armes, sans souliers, le nez et les oreilles gangrenés, le reste livide, gonflé, les yeux immobiles ou frappés de cécité, et qui, stupides ou insensés, tombaient à leurs pieds en implorant du pain.

Le passage du fleuve s'opéra avec une extrême confusion. Ney protégea la retraite; la garde royale italienne prodigua héroïquement sa vie pour une gloire qui n'était pas la sienne. Cinq mille soldats y restèrent, huit mille huit cents seulement répondirent à l'appel. Les commissaires ordonnateurs, trompés par les bulletins, qui ne cessaient de proclamer des victoires, n'avaient rien préparé sur la route. En France même, en Italie,

1812. en Allemagne, la douleur silencieuse de tant de familles décimées était adoucie par l'annonce répétée de nouveaux triomphes, lorsque le XXIX[e] bulletin, dans lequel Napoléon avouait le désastre, vint tout démentir. Pour en ôter la gloire aux hommes, il l'attribuait aux éléments : « Ceux à qui la nature « n'avait pas donné une trempe assez vigoureuse pour sur- « monter les vicissitudes de la fortune, perdant leur gaieté et « leur bonne humeur, ne pensèrent qu'à des revers et à des ca- « tastrophes; ceux qu'elle créa supérieurs à tous les événe- « ments conservèrent leur vivacité, leurs manières ordinaires « et virent une nouvelle gloire dans les difficultés qu'ils avaient « à surmonter. » Ce fameux bulletin se terminait par ces mots : « La santé de sa majesté ne fut jamais meilleure. »

Conjuration de Malet.

Cette dernière phrase était dictée à Napoléon par le sentiment intime que sa grandeur se fondait sur lui seul, et que sa race n'était rien. Il venait d'en avoir la preuve. Huit années d'empire, avec ses pompes brillantes, n'avaient détruit complétement ni les républicains ni les partisans des Bourbons, et la persécution religieuse avait accru le nombre des mécontents. Jetés pêle-mêle dans les prisons d'État, ils pouvaient s'entendre dans un sentiment commun de haine contre leur oppresseur, et comprendre que la servilité dont Napoléon s'était entouré ne lui donnait point de force durable et qu'il tomberait au premier choc. C'est ce qui n'avait pas échappé au général Malet, qui, au milieu de Paris et du fond d'une prison, se fit le chef d'une conspiration étrange. Il appartenait à la société des *Philadelphes*, composée de gens qui depuis la fin de 1804 avaient fait le serment de tuer l'empereur. Malet et ses confidents, très-peu nombreux, résolurent de déclarer par le sénat sa déchéance et celle de sa dynastie, puis de réveiller le patriotisme au chant de la *Marseillaise*. Il mena si bien l'affaire au milieu de gens qui avaient cessé de croire à l'infaillibilité de Napoléon que, dans le cours d'une nuit, il eut tout Paris entre les mains, et que le ministre de la police, arrêté, alla le remplacer en prison. Une partie de la garnison avait ajouté foi à ses paroles, et la révolution était faite si un général, concevant des doutes, ne l'eût fait arrêter lui-même. Alors tout l'échafaudage tomba aussi vite qu'il s'était élevé ; la police fut honteuse de n'avoir rien su; les autres autorités rougirent d'avoir accepté la déchéance prononcée, et n'en montrèrent que plus de rigueur à punir. Malet, à qui l'on demanda quels

étaient ses complices, répondit : *Toute la France et vous-même, général, si j'avais réussi*. Invité à se défendre : *Un homme*, dit-il, *qui s'est levé en défenseur des droits de son pays n'a pas besoin de défense ; il triomphe, ou meurt*. Il mourut en effet avec douze de ses complices en s'écriant : *Citoyens, je ne suis pas le dernier des Romains !* Tandis qu'il était fusillé comme traître, on le représenta partout comme un fou, en traitant sa tentative d'acte de démence. 1812.

C'était une folie en effet ; mais elle révélait la faiblesse de l'empire, et elle en détruisait le prestige. Comment ! dans une seule nuit, on avait enlevé à l'empereur sa capitale ; et parmi tant de personnages qui lui étaient dévoués pas un n'avait résisté. Bien plus, ni conjurés ni sénateurs n'avaient songé à l'impératrice et à son fils ; et lorsque Cambacérès rendit compte de cette échauffourée à Marie-Louise, elle ne lui adressa que cette réflexion : *Ils m'auraient donc laissée retourner à Vienne ?* Ainsi personne ne croyait à la stabilité de la dynastie impériale ; et, dans un temps où un décret faisait tout, un autre décret pouvait tout détruire. De pareils symptômes étaient donc bien faits pour effrayer Napoléon (1) : de plus les cris nationaux de l'Allemagne et de l'Espagne retentissaient jusqu'en France ; une propagande anglaise réveillait les idées libérales et plusieurs républicains étaient fusillés dans le Midi.

Napoléon sentit en conséquence le besoin de retourner au centre d'une machine qui ne se mouvait que par lui, de comprimer les espérances que son désastre pourrait faire naître, et de préparer une nouvelle armée. Il céda le commandement à 5 décembre.
Murat, non parce qu'il était le plus habile, mais parce qu'il était roi, et arriva rapidement à Paris (2).

(1) « Je me sentis bien moins choqué de l'entreprise du coupable que de la facilité avec laquelle ceux même qui m'étaient les plus attachés se seraient rendus ses complices... Pas un seul n'avait à mentionner la moindre résistance, le plus petit effort pour défendre et perpétuer la chose établie. On ne semblait pas y avoir songé, tant on était habitué aux changements, aux révolutions, c'est-à-dire que chacun s'était montré prêt et résigné à en voir surgir une nouvelle. Aussi tous les visages changèrent, et l'embarras de plusieurs devint extrême quand, d'un accent sévère, je leur dis : Eh bien, messieurs, vous prétendez et vous dites avoir fini votre révolution ! Vous me croyiez mort... Mais le roi de Rome ? vos serments, vos principes, vos doctrines ? Vous me faites frémir pour l'avenir. » *Mém. de Sainte-Hélène*, novembre 1816

(2) Napoléon nie les grandes pertes de son armée en Russie, et dit qu'elle

Une fois rentré dans sa capitale, Napoléon adressa des éloges aux uns, des reproches aux autres, et chercha à raviver les idées monarchiques; mais le prestige était détruit : les Français avaient pris en défiance, en mépris même un empereur qui, recourant au mensonge, leur annonçait le beau temps au milieu des tempêtes. Il ne se relâcha pas néanmoins de ses habitudes despotiques; il accusa de tout le mal les idées libérales, ou, comme il disait, l'idéologie (1); il demanda de nouveaux sacrifices sans vouloir rien concéder aux peuples parmi lesquels les
1813. rois avaient réveillé le nom de la liberté. Il courut à Fontainebleau pour y conférer avec le pape; et il arracha par la séduction la signature d'un concordat à ce vieillard de soixante et onze ans, malade et entouré uniquement de cardinaux asservis au gouvernement impérial. Par cet acte, Pie VII renonçait à la souveraineté temporelle, et abandonnait l'institution des évêques au métropolitain ou au doyen lorsqu'il ne l'aurait pas donnée dans les six mois. Napoléon s'en réjouit comme d'un triomphe, et ouvrit aux cardinaux détenus les portes de leur prison. Mais Pie VII ne tarda pas à regretter ce qu'il avait fait, et publia une protestation contre cet acte de faiblesse.

Comment peindre la joie des ennemis de Napoléon et des nations opprimées à la nouvelle des désastres de Russie. L'Allemagne célébra ses nouveaux héros sous le nom des anciens, et divinisa la reine Louise ainsi que le libraire Palm, assassiné pour son dévouement à son pays. L'Italie s'agita pour se constituer en royaume indépendant sous Eugène ou sous Murat. L'héroïsme des Espagnols fut ranimé par celui des Russes. L'Angleterre se sentit encouragée, par le succès de ses efforts, à en tenter d'autres. Les mécontents anciens et nouveaux renouèrent leurs intrigues dans l'espoir d'une vengeance qu'ils préparaient. Louis XVIII écrivit à Alexandre pour lui recom-

coûta moins de cinquante mille hommes à la France *actuelle* : « L'armée russe perdit quatre fois plus que l'armée française. L'incendie de Moscou coûta la vie à cent mille Russes, morts de froid et de misère dans les bois; l'armée russe fut assaillie par les intempéries durant sa marche de Moscou à l'Oder. Tout calculé, la perte de la Russie fut six fois plus grande que celle de la France d'*aujourd'hui*. »

(1) Il disait, le 20 décembre 1812, au conseil d'État : « C'est à l'idéologie, à cette métaphysique ténébreuse qui, recherchant avec subtilité les causes premières, veut fonder sur ces bases la législation des peuples, au lieu d'approprier les lois à la connaissance du cœur humain et aux leçons de l'histoire, qu'il faut attribuer tous les maux éprouvés par notre belle France. »

mander les milliers de Français restés prisonniers en Russie, et 1813.
il répandit en France une proclamation où il promettait, avec une amnistie, d'abolir la conscription et de donner au pays un gouvernement représentatif. C'était l'amorce dont tous les rois faisaient alors usage, persuadés qu'il n'était possible d'abattre que par la liberté celui que la liberté avait rendu si grand.

Ainsi la population allait s'épuisant, et l'esprit public se prononçait contre ce régime. Mais ce fut alors que se manifesta la puissance de l'administration impériale; car elle parvint à renouveler les prodiges de la convention. Tandis que l'opinion se faisait jour partout en allusions et en plaintes qui échappaient à la police, de toutes parts arrivaient des félicitations et des offres tant des préfets que de tous les corps de l'État. Il ne restait plus ni artillerie, ni cavalerie, ni jeunesse, ni argent; mais Napoléon, avec une activité infatigable, appela au service de terre les artilleurs de la marine, anticipa d'une conscription sur l'autre, et mobilisa le premier ban de la garde nationale; il eut l'idée enfin de créer une garde d'honneur qui, composée des jeunes gens de famille, pouvait en outre lui servir de garantie pour le maintien de la tranquillité intérieure. On peut tout quand on n'est retenu par rien, même par la compassion.

Le langage de l'empereur ne différa pas de celui qu'il tenait dans ses jours de gloire (1). En parlant au corps législatif, il déroula le tableau de la prospérité de la France, dont l'armée était florissante, le commerce en progrès, les travaux publics en activité (2); mais la conclusion était un budget préventif évalué à 1,150 millions, alors que les revenus ordinaires, portés au chiffre le plus élevé, atteignaient à peine 960 millions. Il n'y avait point de crédit; les biens communaux et les fondations pieuses fournirent le surplus.

Napoléon, après avoir remis la régence à Marie-Louise, s'apprêta à ouvrir une nouvelle campagne, dont il attendait des résultats formidables; ceux qui n'avaient pas de pain au logis devaient y trouver au moins une mort glorieuse.

Murat, excellent pour frapper des coups hardis, n'avait pas

(1) Voyez le discours de Napoléon au corps législatif.

(2) Les travaux publics coûtèrent, de 1804 à 1812, y compris toute cette année, 117,328,710 fr. Il résulte des registres de la police que la population de Paris était tombée de six cent cinquante mille âmes à cinq cent trente mille; un tiers des maisons n'était pas loué; sur soixante-six mille artisans patentés, la moitié était sans ouvrage.

1813. ce qu'il faut pour une retraite. Craignant pour son royaume, il abandonna bientôt l'armée sans attendre d'ordres de Paris, et vola à Naples, comme l'avait fait l'empereur. Cette fois encore, au lieu de remettre le commandement à Ney, véritable héros de cette retraite, Napoléon le donna à Eugène, parce qu'il tenait à la famille impériale. Mais qu'était-il possible de faire? Il n'y avait plus d'armée; il n'en restait que de misérables détachements en désordre, assaillis sans cesse par l'ennemi, à qui les Polonais et les Prussiens se hâtèrent de donner du pain et un asile dans les hôpitaux. Les Russes maudissaient « ce génie infernal qui, par pure envie contre un pays florissant, était venu incendier, massacrer, fouler aux pieds la religion, entraînant à sa suite une foule de nations lui obéissant par peur ou par lâcheté, semblable à ces tempêtes d'où s'élancent la peste et la mort. » Et ils poursuivirent la lance aux reins, jusqu'aux bords de l'Oder, celui qui voulait faire trembler leur patrie jusque sur la Néva. En entrant dans Wilna, ils proclamèrent une amnistie; et Alexandre, en arrivant, visita dans les hôpitaux trente-cinq mille Français. Les Cosaques furent reçus à Varsovie sans résistance. Les Prussiens s'unirent à eux lorsqu'ils furent arrivés au Niémen, et ils inquiétèrent Eugène, qui se dirigea sur l'Elbe, menacé de tous côtés par les peuples insurgés, et appelant Napoléon au plus vite s'il ne voulait voir toute l'Allemagne lui échapper. Napoléon, qui avait admiré l'armée russe à Austerlitz, parce qu'elle était vaincue, la qualifia de barbare maintenant qu'elle était victorieuse, et traita d'imbécile son général.

Les puissances étaient convaincues qu'il n'y avait pas à espérer de paix véritable avec Napoléon. Le bruit se répandit qu'il voulait faire enlever Bernadotte et le roi de Prusse, et malheureusement ses actes antérieurs permettaient une pareille supposition. Il est certain qu'il ne diminua rien de sa hauteur et de ses prétentions; il ne voulut pas même alors relever un peu la Prusse de l'oppression avilissante où il la tenait, tandis qu'Alexandre adressait à cette puissance les plus belles propositions, et que le peuple entraînait le gouvernement avec une force irrésistible. Il se décida donc à conclure avec la Russie une alliance offensive et défensive, s'engageant à ne déposer les armes qu'autant qu'elle aurait recouvré les provinces qu'elle possédait en 1806.

Déjà le corps prussien qui marchait sous les ordres de Mac-

donald avait déserté. L'armée fut remise sur pied; mais derrière elle venait la landwehr, plus redoutable encore. La guerre sainte fut proclamée, la guerre de l'indépendance. La littérature se fit patriotique, belliqueuse, et, pour la première fois depuis des siècles, les Allemands réunis combattirent en frères pour la liberté. Le baron Stein, que le courroux de Napoléon avait frappé, était devenu, dans son exil, un instrument redoutable de réaction contre la domination française. 1813.

Le Mecklembourgeois Blücher (1742-1819), qui s'était signalé sous Frédéric II et qui depuis treize ans vivait occupé de travaux champêtres, avait déposé ses rancunes et repris les armes quoique déjà vieux; et le Tugendbund vit en lui le futur vengeur de la Prusse. Parvenu au commandement de l'armée, il n'aspira pas à la gloire du tacticien; il combattait avec les soldats, déchirait comme eux la cartouche, allumait sa pipe à la mèche des artilleurs. Il rappelait parfois l'étrangeté de Souvarow : ainsi, affligé souvent d'un mal d'yeux, il se coiffait d'un chapeau de femme avec un voile, et criait : *En avant!* son mot habituel et qui était devenu son surnom. Il fut l'instrument le plus actif de la nouvelle alliance contre la France, dont la force de cohésion était due à Schwartzenberg, l'influence politique à Alexandre. Kutusow, à son entrée en Allemagne, déclara la confédération du Rhin dissoute; l'insurrection allemande s'étendit, et un comité composé des représentants des quatre races, saxone, bavaroise, wurtembergeoise et hanovrienne, se forma près d'Alexandre pour reconstituer la nationalité germanique. La Saxe et le Danemark, qui hésitèrent à abandonner Napoléon, furent sacrifiés.

Si Napoléon n'avait eu à combattre que des armées, et non des nations, il aurait encore été vainqueur. On reste stupéfait de le voir, après un si grand échec, se relever soudain contre toute l'Europe, reparaître en Allemagne, reprendre l'offensive avec des conscrits, et déployer sa grande tactique. Il aurait encore pu, à coup sûr, conserver la barrière du Rhin, que la révolution avait conquise; mais il voulait conserver l'Oder et l'Elbe, et il y transporta son artillerie, qu'il fallait garder pour la défense de la patrie. La victoire lui sourit encore à Lutzen, à Wurtzchen, à Bautzen; mais un grand nombre d'officiers y succombèrent et avec eux d'anciens généraux, comme Bessières et Duroc. Avril.

L'Autriche cependant s'effrayait du mouvement national qui

1813. éclatait en Allemagne, reconnaissant bien qu'il tournait tout entier à l'avantage de la Prusse, et que cette paix, dont les autres ne voulaient pas, convenait à ses intérêts. Elle s'offrit donc comme médiatrice, appuyée de deux cent mille baïonnettes.
Août. Napoléon s'irrita, menaça; puis il se décida à l'accepter, et un congrès fut réuni à Prague. Mais Napoléon ne voulut pas paraître avoir eu le dessous, et y réclama l'intégrité de l'empire, depuis l'Illyrie jusqu'à Hambourg, ce qui lui fut refusé.

Les négociations ayant échoué, l'Autriche se décida à entrer dans la coalition; l'Angleterre promit de lui fournir 1,200,000 livres sterling par an, d'en donner 666,666 à la Prusse dans les derniers six mois de 1813, pour tenir sur pied quatre-vingt mille hommes, et d'augmenter son territoire au moyen des conquêtes qui seraient faites. Elle s'engagea à payer à la Russie 1,533,334 livres sterling, outre un demi-million pour sa flotte, qui se trouvait dans les ports britanniques. l'Angleterre émit alors, sous le nom de denier fédéral, cinq millions de papier-monnaie garantis par les trois puissances, dont un tiers devait être à la disposition de la Prusse et le surplus à celle de la Russie. Le remboursement devait en être fait moitié par l'Angleterre, pour deux sixièmes par la Russie, pour un sixième par la Prusse, et l'on devait convenir de nouveaux subsides au cas où la guerre se prolongerait en 1814.

Les Anglais inondèrent le continent : comme agents, ambassadeurs, généraux, ils allèrent de cour en cour pour stimuler, promettre, payer, mettre un peu d'accord parmi tant d'alliés. Lord Castlereagh mit en jeu les haines de tout le pays; il aviva l'activité hostile de l'Europe par le mot magique de délivrance, et donna à l'action une persévérante unité. Or, comme c'était le cabinet anglais qui payait, il contraignit les autres à faire ce qu'il voulait, en les menaçant de suspendre les payements et de ne plus garantir leurs emprunts.

Les alliés comptaient dans leurs rangs Bernadotte et Moreau, prêts à combattre leurs anciens camarades; les disciples de Napoléon marchaient contre leur maître, et les enfants de la révolution contre le drapeau tricolore, devenu impérial. Là se trouvaient les diplomates les plus distingués de l'Allemagne, ses poëtes. Körner et Ruckert composèrent des chants qui entraînaient les armées. Humboldt devint ambassadeur de la Prusse. C'était Pozzo di Borgo, compatriote de Bonaparte et

ayant pour lui la haine d'un Corse, qui, lié avec Stein, Stadion et les autres patriotes allemands, avait inspiré Alexandre et persuadé Bernadotte. Les manifestes de ce dernier étaient écrits par Schlegel; Gentz rédigeait ceux de l'Autriche. Le général suisse Jomini, savant stratégiste, était passé aux alliés. Les bataillons westphaliens et badois désertèrent; le général bavarois de Wrède s'allia à l'Autriche; enfin les Saxons eux-mêmes et la cavalerie wurtembergeoise abandonnèrent Napoléon. Chacun de ses généraux se croyait en droit de raisonner l'obéissance; tous ces rois qu'il avait improvisés voulaient échapper à sa sujétion. Napoléon avait attenté à la liberté de l'Europe, il fallait donc qu'il fût abattu; Napoléon avait détruit la liberté en France, il fallait donc le mettre de côté pour qu'elle renaquît; lui tombé, on constituerait en France un gouvernement comme celui de l'Espagne, de la Sicile ou de l'Angleterre; on en ferait autant dans les pays qui concourraient à la délivrance générale. C'était un langage tout nouveau, et les proclamations des rois étaient remplies des mots de patrie, de liberté, d'indépendance. 1813.

Par reconnaissance pour l'Autriche, que des liens de famille n'avaient point arrêtée, les alliés donnèrent au prince de Schwartzenberg le commandement en chef des cinq cent vingt mille hommes qu'armait l'Europe pour la liberté commune. Ils s'aperçurent alors combien l'administration napoléonienne était favorable au développement des forces nationales par la promptitude et la facilité avec lesquelles ils purent lever, dans les seuls États du second ordre, des armées telles que l'ancien empire tout entier n'en avait jamais fourni dans ses meilleurs temps.

Quatre cent mille hommes passèrent le Rhin, à la fin de 1813, pour la guerre des nations. On commença de combattre à Dresde, où un boulet donna la mort à Moreau; les alliés furent repoussés, et Körner fut tué. Une suite de batailles aussi prodigieuses, sous le rapport de l'art, que les premières livrées en Italie ajoutèrent à la gloire de Napoléon. Son intention était de marcher sur Berlin, de dégager les garnisons françaises renfermées dans les places fortes et d'en grossir son armée. Mais la persévérance manquait aux siens, qui n'avaient plus en lui l'aveugle confiance d'autrefois, et n'aspiraient qu'à regagner la France, sous prétexte de la protéger. Il se replia donc sur Leipsick, il où engagea une bataille décisive. 27 août. 18 octobre.

1813. Ceux qui attribuèrent ses premières victoires à son seul génie accusèrent de ses défaites les généraux, le hasard, la trahison. La première journée ayant été mauvaise, Napoléon se décida à opérer sa retraite par le pont unique qui traverse l'Elster; mais à peine l'eut-il passé qu'il le fit sauter, coupant ainsi son armée en deux. Vingt-cinq mille hommes furent faits prisonniers avec deux cent quatre-vingt-dix canons. Il s'en noya beaucoup en essayant de passer le fleuve à gué : ce fut là que périt Poniatowski, qui ne désespérait pas encore de l'indépendance de sa patrie. Alors se renouvela le pêle-mêle de la retraite de Russie (1). L'épidémie se déclara parmi ces hommes

(1) Carrion-Nisas dépeint en ces termes la retraite de l'armée française après la victoire de Dresde et la déroute de Leipsick (II, 495) :

« Qui pourrait se figurer, s'il ne l'eût vu, durant la nuit passée avant d'arriver à Hanau, l'aspect de cette multitude amoncelée sans traces ni apparence de rangs, sans qu'il y eût ensemble quatre hommes du même corps? Ce n'était pas une mêlée, ni le premier encombrement des premiers instants d'une fuite, mais une confusion tranquille, ce triomphe du chaos, où l'entassement bizarre des éléments suffit pour produire l'horreur; hommes, chevaux, soldats, chefs, bagages, chariots, canons s'avançaient lentement et pêle-mêle.

« Au plus épais de cette tourbe, on reconnaissait, avec un frémissement involontaire, Napoléon, qui, pressé, porté, plutôt que suivi, ne paraissait plus maître de ses propres mouvements; dont le visage pâle, éclairé de temps à autre par les torches des vivandières, s'offrait dans ce tableau sinistre comme pour laisser à l'imagination, dans un seul souvenir, tout ce que le génie peut subir d'erreurs, combien la fortune et la grandeur humaine peuvent avoir de revers et de retours douloureux... Que les temps sont changés! Ce n'est plus ce soldat volontaire que nous avons vu partir en 1792, après un si long repos de nos armes; homme de vingt à trente ans qui abandonnait avec joie la maison paternelle, impatient des loisirs et de l'innocente tranquillité des occupations domestiques, qui marchait d'un pas ferme et assuré, le jarret tendu, la tête haute, l'œil plein d'audace et d'avenir, dont le geste exprimait la vigueur et l'intelligence; toujours dispos, toujours avisé, connaissant tout, répondant à tout, capable de donner à l'occasion un conseil salutaire, un avis utile à son capitaine, à son général; affrontant les périls comme les fatigues, supportant gaiement des privations forcées et content du nécessaire au milieu de l'abondance.

« Vingt ans de guerre ont passé; le conscrit de 1813 est un être fluet, à moitié formé, moins encore au moral qu'au physique; pauvre garçon étourdi du passage subit de la paix et de l'abondance grossière du toit rustique à la vie bruyante et aventureuse, aux fatigues et aux privations des camps, acceptant la guerre et ses efforts avec une résignation sans volonté, miné par la nostalgie, découragé depuis qu'il a perdu de vue le clocher de son village; à qui on a donné un fusil, mais non la manière de s'en servir; qui a jeté au loin cette arme inutile, ou la traîne d'un pas chancelant, le visage amaigri, l'œil fixe, et qui ne sait répondre si on l'interroge... Spectacle alimenté par

exténués. Les Bavarois voulurent barrer le passage à Napoléon; 1813.
mais il les culbuta à Hanau. Rentré en France, il redemanda 30 octobre.
des hommes pour combler les vides énormes de cette seconde armée.

Lors même que Napoléon eût été vainqueur à Leipsick, il n'aurait retardé sa chute que de quelques jours. L'annonce de sa défaite suffit pour renverser tout l'édifice qu'il avait élevé : Jérôme Bonaparte s'enfuit à Cassel; Dalbert, grand-duc de Francfort, à son évêché de Ratisbonne; la Prusse, l'Angleterre, la Hesse, Oldenbourg, Brunswick reprirent tout ce qu'ils avaient perdu. Le Wurtemberg, Baden, Hesse-Darmstadt assurèrent leur existence par des traités particuliers avec l'Autriche. Pendant ce temps, Wellington battait en Espagne les Français à Vittoria. Le roi Joseph était repoussé dans la Biscaye, et il fallut penser désormais à défendre le territoire français du côté des Pyrénées.

Une fois la confédération du Rhin dissoute, les villes hanséatiques se soulevèrent. En Hollande, le prince d'Orange déclara, dans une proclamation, que « le moment était venu de recouvrer l'indépendance nationale; » que, pressé de tous côtes de reprendre la couronne, il » n'y consentirait qu'avec « une constitution sage qui protége la liberté contre tous les abus possibles. » *Mes ancêtres*, ajoutait-il, *ont fondé votre indépendance; la maintenir sera mon soin constant et celui de mes descendants*. L'Illyrie et le Tyrol s'agitèrent; Murat prêta l'oreille aux propositions que lui firent faire les alliés; las des insultes de son beau-frère, il occupa Rome, après s'être entendu avec les Autrichiens. L'Angleterre lui offrit vingt-cinq millions et vingt-cinq mille hommes pour s'assurer la possession de l'Italie, qui appelait l'indépendance de tous ses vœux. La
Bavière, de son côté, offrit à Beauharnais la couronne italienne. Décembre.
Élisa négocia avec les ennemis de son frère. Enfin la Suisse s'unit aux Autrichiens.

On n'avait songé jusqu'alors qu'à faire rentrer la France dans ses limites du Rhin, et l'Autriche ne tenait pas à détrôner Napoléon. L'empereur reçut à Francfort, comme à Prague, des propositions dans ce sens. Metternich, Aberdeen, Nesselrode

des convois toujours nouveaux de recrues de dix-huit ans; et lorsqu'on voyait ces malheureux passer la première et dernière revue de l'empereur, on croyait entendre sortir de leurs faibles poitrines ce triste cri des gladiateurs romains : *Ceux qui vont mourir te saluent !* »

1813. lui offraient encore une large part de domination, en imposant « de maintenir la puissance et la prépondérance de la France entre le Rhin, les Alpes et les Pyrénées, en même temps que l'indépendance des nations continentales et maritimes serait établie. » Mais comme il traînait en longueur, ils se lassèrent de la modération, et se proposèrent de restreindre le territoire de la France. Les Russes brûlaient du désir de venger sur Paris le désastre de Moscou; les Prussiens, de réunir à l'Allemagne l'Alsace et la Lorraine (*avulsæ Imperii*); l'Angleterre, de réduire ce royaume à ce qu'il était en 1789 et de lui enlever Anvers.

Un million d'hommes avait déjà été enlevé en France depuis 1812; Napoléon en demanda encore trois cent mille. Les paroles qu'il adressa au corps législatif furent empreintes de tristesse (1). Mais quand cette assemblée et le sénat lui proposèrent de garantir aux Français la sécurité les personnes et des propriétés, il y vit une insulte, cassa le corps législatif, et déclara la guerre nationale. Tandis que les autres rois faisaient appel à la victoire en proclamant la liberté, il voyait encore dans le despotisme l'unique moyen de salut. En face de l'Europe réunie, armée contre lui seul, il se confirma dans l'idée que le pouvoir devait être concentré en lui seul : il agit en conséquence, et se créa dictateur. Il augmenta tous les impôts, offrit lui-même trente millions sur ceux qu'il tenait enfouis aux Tuileries, et, s'isolant de la nation, il n'eut de confiance qu'en l'armée.

Napoléon avait encore en effet trois cent soixante mille combattants, mais disséminés de l'Espagne à la Dalmatie. Depuis que les forteresses n'arrêtaient plus les armées, il n'y avait plus

(1) « Des victoires éclatantes ont illustré l'armée française dans cette campagne, des défections sans exemples les ont rendues inutiles; tout s'est tourné contre nous : la France elle-même serait en péril sans l'énergie et l'union des Français... N'ayant point été séduit par la prospérité, l'adversité me trouvera supérieur. Plusieurs fois j'ai donné la paix à des nations qui avaient tout perdu; d'une portion de mes conquêtes j'ai élevé des trônes pour des rois qui m'ont abandonné. J'avais conçu et exécuté de grands desseins pour le bonheur du monde. Monarque et père, je sens combien la paix ajoute à la sûreté des trônes et des familles... Rien ne s'oppose pour ma part au rétablissement de la paix; je connais les sentiments des Français : je dis des Français, parce qu'aucun d'eux ne désire la paix au prix de l'honneur... Mes peuples ne peuvent craindre que la politique de leur empereur trahisse jamais la gloire nationale, comme j'ai la confiance que les Français seront toujours dignes d'eux-mêmes et de moi. »

de sûreté que dans les seules défenses géographiques; il fallait choisir ou les montagnes ou l'embouchure des fleuves. Napoléon aurait dû, ce semble, se déterminer pour l'un ou l'autre moyen, porter sur le Rhin une partie de ses forces et une autre partie en Suisse, où il aurait donné la main au prince Eugène, de manière à effrayer les puissances sur lesquelles il aurait pu tomber à son choix. Mais jamais il ne connut la guerre défensive. Il ordonna la levée en masse, enjoignant aux préfets et aux maires d'armer tous les hommes valides, et de traiter comme traîtres tous les récalcitrants. 1813.

Mais la nation tout entière avait un ardent désir de la paix, et à ses yeux Napoléon perdait sa légitimité en perdant sa grandeur. Le sénat noua des intelligences avec tous les partis; Talleyrand et Sieyes se concertèrent; chacun songea à soi; les rois d'antique race travaillaient à se procurer de l'argent, et les hommes d'affaires tournaient le dos au présent pour se ménager l'avenir. Les alliés firent entendre au sénat que, si un gouvernement quelconque était établi, ils le respecteraient.

Le Rhin, dont le passage avait été tant d'autres fois disputé avec acharnement, fut traversé sans qu'il y eût un coup de canon tiré. La Suisse livra le passage à Schwartzenberg; Blücher entra par Coblentz; Bernadotte marcha sur la Belgique. Les alliés violèrent les frontières de 1793 en déclarant toutefois qu'ils ne faisaient pas la guerre à la France, qu'ils voulaient au contraire forte et satisfaite, avec des limites plus étendues même que celles d'autrefois; ils protestèrent que leurs intentions étaient « justes dans leur objet, généreuses et libérales dans l'application, rassurantes pour tous, honorables pour chacun. »

Au congrès de Châtillon-sur-Seine, les puissances offrirent à la France ses limites d'autrefois; mais elles insistèrent pour que l'Italie fût indépendante. Napoléon refusa ces conditions; il prétendit non-seulement conserver tout le territoire des Alpes au Rhin, mais en outre obtenir des compensations pour ses frères dépossédés et pour d'autres intérêts de famille. En conséquence, les trois souverains du Nord conclurent une alliance pour vingt ans, s'obligeant à fournir chacun cinquante mille hommes pour continuer la guerre, et l'Angleterre un subside de cinq millions de livres sterling : chacun s'interdit tout traité particulier, et tous marchèrent sur Paris. 1814. 4 février.

L'armée de la Moscowa donna la main à celle du Tage; les

1814. Baskirs de l'Asie foulèrent les rives de la Seine, comme au temps d'Attila, et Paris entendit pour la première fois le canon étranger.

29 mars. L'impératrice abandonna la capitale, conformément aux ordres de Napoléon; mais, depuis la révolution, Paris était la France. Tous tremblaient de voir les désastres de Moscou vengés sur cette capitale, et Marmont fut poussé à signer une
31 mars. capitulation. Les alliés y firent alors leur entrée sans commettre de désordres, sans exiger de contributions.

Le sénat se rassembla; la déchéance de Napoléon et de sa
2 avril. famille y fut prononcée, et les alliés déclarèrent qu'ils ne traiteraient plus avec elle.

Napoléon aurait pu se sauver encore après l'entrée des ennemis en France, même après l'occupation de Paris, en organisant une guerre populaire; mais les sacrifices qu'elle exige ne s'obtiennent qu'au prix de concessions, et Napoléon aima mieux céder le trône à des rois que de traiter avec les peuples. Despotique comme les empereurs romains, il tomba comme eux, à la merci d'une armée. Soult, qui défendait encore la ligne des Pyrénées, livra bataille aux Anglais aux portes de Tou-
10 avril. louse; dernière protestation du drapeau tricolore. L'ennemi envahit encore le territoire de ce côté, et trouva des partisans.

Ce fut à qui jetterait la pierre à celui qui venait de tomber; à qui lui reprocherait l'oppression de la pensée, la ruine du commerce, la perte de la liberté, l'abaisement de la France, qui s'était confiée à lui au comble de la prospérité, maintenant foulée aux pieds par les chevaux des Hongrois et des Cosaques. Les alliés ayant déclaré que Napoléon était le seul obstacle à la paix, on alla lui demander son abdication dans ce même palais où naguère il retenait Pie VII prisonnier. Protestant donc *qu'il n'y avait point de sacrifice personnel, même celui de la vie, qu'il ne fût prêt à faire pour le bien de la France et pour la paix du monde*, l'empereur abdiqua les trônes de France et d'Italie, en se réservant la souveraineté de l'île d'Elbe. Il stipula en outre le duché de Parme et de Plaisance pour Marie-Louise, deux millions de rente pour lui, un pour Joséphine, un établissement hors de France pour Eugène : il ne parla pas des peuples.

Son dernier adieu ne s'adressa pas à la nation, mais à l'armée : « Soldats, dit-il, nous avons combattu vingt ans ensemble; « j'ai été content de vous, et je vous ai trouvés toujours sur le

« chemin de l'honneur. Toute l'Europe s'est armée contre moi; « j'ai été trahi par ceux dont j'aurais dû l'attendre le moins. « La France a voulu changer de gouvernement. Avec des sol- « dats tels que vous j'aurais pu triompher; mais j'abhorre la « guerre civile. Que mon intérêt cède à celui de la France. Je « pars; conservez votre foi au nouveau prince. Ne me plai- « gnez pas; je serai heureux si je sais la France heureuse; « j'écrirai les grandes choses que nous avons faites ensemble. » Puis il les embrassa tous dans la personne de leur général, et donna un baiser à l'aigle du drapeau : « Adieu, camarades, « ajouta-t-il; mes vœux vous suivront toujours; ne m'oubliez « pas! »

Les soldats pleuraient; mais les sentiments du peuple avaient tellement changé que Napoléon, en se rendant au port où il devait s'embarquer, fut contraint de se déguiser pour se soustraire à la fureur des populations.

Le gouvernement provisoire hésita entre les différents partis qui s'étaient reformés à la chute du maître. La faction républicaine vivait encore; mais Talleyrand, qui avait dit à la nouvelle de l'expédition de Russie : *C'est le commencement de la fin*, sut faire prévaloir ses vues. D'accord avec Pozzo di Borgo, il fit circuler le nom des Bourbons, à qui les rois alliés songeaient peu, et le peuple encore moins; le sénat discuta une constitution improvisée sous les baïonnettes, mais qui garantissait les libertés refusées jusque-là; et les Bourbons, à qui la France était rendue grâce au concours d'anciens jacobins, se firent précéder par des proclamations, hésitant entre la nécessité de promettre et le danger pour eux de promettre trop.

CHAPITRE XV.

ITALIE. — RETOUR DE NAPOLÉON EN FRANCE.

Ce fut une belle création de Napoléon que le royaume d'Italie, quoiqu'il manquât de cette unité et de cette grandeur que l'on espérait de son indomptable volonté, quoique le peuple n'y fût ni consulté ni compté, et que la France eût fini par l'asservir. Il disait lui-même, lors de la paix de Presbourg : « J'ai réparé 1806. 30 mars
le mal que je m'étais vu forcé de faire aux pauvres Vénitiens

à Campo-Formio et à Lunéville, en les délivrant du joug allemand, et ce bon et doux peuple se trouvera satisfait, réuni à ses compatriotes. » Les bouches du Cattaro devaient être aussi restituées à la France; mais le marquis bolonais Ghillieri, qui les gardait par suite d'un complot ourdi par les ennemis de Napoléon, les livra aux Russes (4 mars). Napoléon refusa alors de rendre Branau sur l'Inn; il fallut que Vienne priât les Russes de céder cette contrée, et elle fit emprisonner Ghillieri. La Dalmatie et l'Illyrie plus tard furent détachées du royaume pour être réunies à l'empire français.

En 1808, Napoléon réunit au royaume d'Italie les légations de la Romagne, qui formèrent les départements du Métauro, du Musone et du Tronto. Il dit à Paris à leurs députés : « J'ai vu « les vices de l'administration de vos prêtres : que les ecclé« siastiques gouvernent les âmes, qu'ils enseignent la théologie, « et rien de plus. L'Italie est déchue depuis que les prêtres ont « prétendu la gouverner. J'ai à me louer de mon clergé d'Italie « et de France; mais si dans vos contrées quelque fanatique « ou quelque ambitieux voulait employer l'influence spirituelle « pour agiter les peuples, je saurais le réprimer. »

Le Tyrol fut aussi réuni « au beau royaume d'Italie, » dont les vingt-quatre départements embrassèrent ainsi soixante-dix-neuf villes et une population de dix millions sept cent mille hommes organisés à la française, sur vingt-huit mille quatorze lieues carrées A quelle époque les Italiens avaient-ils eu plus de motifs d'espérer ? Mais tout cela était donné, et non pas acquis. Napoléon considérait leur pays comme subordonné à l'intérêt de la France; il en détachait des portions à son gré, construisait et abattait des États en même temps qu'il faisait espérer l'indépendance de l'Italie lorsqu'il lui naîtrait un second fils (1).

Lors de son couronnement, puis de nouveau en 1807, Napoléon visita le pays, et il faisait des décrets tout en voyageant, s'informant des besoins des villes en passant, mais s'occupant peu d'y satisfaire. Il avait aboli en Lombardie, comme il avait

(1) « Napoléon voulait régénérer la patrie italienne, réunir les Italiens en une seule nation indépendante... C'était le trophée immortel qu'il élevait à sa gloire... Tout était disposé pour créer la grande patrie italienne.. Napoléon attendait impatiemment un second fils pour le mener à Rome, le couronner roi d'Italie et proclamer l'indépendance de la belle péninsule, sous la régence du prince Eugène. » *Mémoires dictés à Montholon.*

fait en France du tribunat, les consulteurs d'État, auxquels il substitua un sénat consultatif, qui pouvait lui soumettre ses observations sur les besoins et les vœux de la nation.

A peine le royaume fut-il fondé, que la plupart des couvents furent supprimés, pour être abolis en totalité bientôt après; le gouvernement préleva sur leurs biens une somme destinée à terminer la façade de la cathédrale de Milan. Il diminua le nombre des paroisses dans les villes, détermina celui des séminaristes, organisa militairement les lycées et les universités. L'uniformité des poids et mesures, ainsi que celle des monnaies, fut au moins décrétée.

La puissance excessive des préfets et les exigences militaires troublèrent souvent ce bel ordre administratif; et la justice, rendue avec la publicité des débats et des décisions, fut entravée souvent par les cours spéciales et les lois militaires. En 1805, Crespino, dans le département du Bas-Pô, s'étant révolté, fut mis hors la loi et abandonné à la discrétion d'un colonel de gendarmerie; enfin l'empereur daigna pardonner aux rebelles à la condition que quatre chefs du complot seraient livrés, et il en fit exécuter deux. En 1809, l'archiduc Jean, après avoir soulevé le Tyrol, s'adressait en ces termes aux Italiens : « Vous êtes esclaves de la France, vous prodiguez pour elle « votre or et votre sang. Le royaume d'Italie est une chimère; « la conscription, les charges, les servitudes de tout genre, « voilà la réalité. Si Dieu seconde l'empereur François, l'Italie « redeviendra heureuse et respectée; une constitution fondée « sur la nature et la véritable politique servira de barrière « à l'Italie contre toute force étrangère. L'Europe sait que sa « parole est sacrée. Réveillez-vous, Italiens ! Rappelez-vous « votre antique gloire ! » Quelques habitants de la Valteline se laissèrent entraîner, et prirent les armes. Un curé de Valentelvi, entre autres, nommé Passerini, crut, lorsque Napoléon avait promis l'indépendance, puis manqué à sa parole, qu'il suffirait d'un seul mot pour soulever les populations et leur faire réclamer leurs droits. Il se mit donc, avec un petit nombre de prêtres et de paysans armés de fusils rouillés, de bâtons durcis au feu, à proclamer l'indépendance. Une poignée de soldats suffit pour réprimer ces mouvements, dont l'échafaud fit une justice rigoureuse.

La constitution de Lyon fut étendue aux provinces vénitiennes; les routes et les ponts s'y multiplièrent comme dans

le reste du royaume, et les eaux y furent réglées de la même façon. Mais si l'administration procédait régulièrement dans l'ancienne Lombardie, déjà habituée à obéir et à payer, il n'en était pas ainsi dans les pays nouveaux, accoutumés à un gouvernement faible et à des impôts très-légers.

1807. Quand Napoléon se rendit à Venise, il y trouva ce qui pouvait le mieux lui plaire, le spectacle d'une grande force maritime; il donna beaucoup d'ordres relativement à la sûreté et à la prospérité de cette ville. Il lui accorda la franchise de son port, et commanda des travaux hydrauliques pour en protéger l'entrée. Mais Venise, qui avait repris quelque activité sous l'Autriche, se voyait enlever tout commerce par le blocus continental. Le trafic des verroteries, sa principale industrie, était anéanti; les biens nationaux avaient été dévolus à l'État ou à des étrangers. Les impôts paraissaient tellement lourds qu'un grand nombre de petits propriétaires abandonnaient leurs immeubles, dont l'administration passait aux municipalités.

Les légations trouvaient aussi d'une extrême pesanteur les charges inaccoutumées qu'elles avaient à supporter, et les conscrits se dérobaient par la fuite au service militaire. Eugène y envoya une proclamation, où il disait : « Vous vous plai-« gnez que chaque décret promulgué dans vos départements « est une charge nouvelle. Quoi! ne savez-vous donc pas lire? « Vous devriez voir, au contraire, qu'il n'y a pas un de ces « décrets qui ne soit pour vous un bienfait. »

Le budget du royaume alla toujours en augmentant, tellement que, dans les dernières années, il monta à cent vingt millions. Cependant la plus grande partie était dépensée dans le pays pour l'entretien de l'armée française. Prina, ministre des finances, était très-fécond en expédients pour satisfaire les exigences croissantes de l'empereur; il excellait aussi à disposer les comptes publiés de façon à faire apparaître aux regards une incroyable prospérité (1).

Quoi qu'il en soit, le royaume et Milan surtout prenaient un aspect florissant; mais ceux qui savaient à quel prix cette prospérité était achetée reconnaissaient qu'elle ne pouvait durer.

(1) Il est difficile, au milieu des railleries de Botta, du dénigrement de Coletta, des louanges de Pecchio et des critiques de Coraccini, qu'une histoire de l'Italie à cette époque puisse être considérée comme impartiale.

La révolution, transplantée en Italie, n'y avait pas mûri au milieu de longues vicissitudes; sa marche n'y avait pas été spontanée comme en France; elle y avait répandu beaucoup d'idées vraies, justes, généreuses, conformes au temps, et elle y prit pied, quoiqu'un pouvoir sans limites et une guerre sans fin l'empêchassent de porter ses fruits. Les écoles, les arts, l'industrie furent favorisés comme ils ne l'avaient jamais été sous ses anciens maîtres. Les esprits, arrachés au sigisbéisme et aux frivolités, se portèrent vers les choses utiles; la jeunesse s'ouvrit avec ardeur la carrière des emplois et celle des armes, du génie civil ou militaire. L'éloquence politique se raviva dans les conseils de l'État, dans les harangues publiques, et Napoléon trouvait que les orateurs italiens n'étaient « ni discoureurs ni métaphysiciens, mais qu'ils traitaient de leurs intérêts, dont ils avaient la connaissance, avec une logique juste et exempte de préjugés. »

Il fit agrandir le port de Venise, qu'il voulait mettre en état de recevoir de gros bâtiments. Il projetait un arsenal à Raguse, à Pola, à Ancône, surtout à la Spezzia; il en construisit un à Gênes. Il facilita le passage des Alpes en ouvrant les routes du Simplon, du mont Cenis, du col de Tende; il en fit pratiquer d'autres à travers l'Apennin. Il avait décrété la jonction de l'Adriatique et de la Méditerranée au moyen d'un canal qui aurait été d'Alexandrie à Savone, en traversant l'Apennin. Le canal de Bologne abrégea le cours du Reno; celui de Pavie réunit le lac de Côme à l'Adriatique. A Milan, la façade de la cathédrale fut terminée, et l'on commença l'arc de triomphe du Simplon. Une école de mosaïque fut instituée pour éterniser la *Cène* de Léonard de Vinci, qui dépérissait. Amici fut chargé de confectionner, dans les fonderies de Pavie, un miroir réflecteur de cinq pieds de diamètre, et Canova de faire le *Thésée*, destiné à orner la place Royale (1). A Rome, un grand nombre d'édifices publics furent dégagés, notamment le forum de Trajan, et l'on projeta le dessèchement des marais Pontins. Alexandrie, Gênes furent fortifiées, ainsi que les lagunes de Venise, où s'élevèrent les forts Malghera et Brondolo; Ancône fut rendue inexpugnable. Tout cela se faisait dans un temps d'agitation, au milieu de guerres continuelles et d'efforts incessants.

Quant au reste de l'Italie, Parme et Plaisance furent réunies

(1) Il a été porté à Vienne, ainsi que la Cène.

à l'empire sous le nom de département du Taro. Lucques fut bouleversée en 1800, et les conquérants qui s'y succédèrent la dépouillèrent de son argent et de ses armes; enfin, elle fut organisée en république démocratique par Saliceti (1), qui publia une amnistie et décréta la formation du cadastre. Lorsque Napoléon fut empereur, on ouvrit aux citoyens de cette république, comme d'habitude, des registres dans chaque paroisse pour témoigner du vœu public et réclamer une autre constitution. Ce fut avec autant de liberté qu'ils demandèrent pour souverain Félix Baciocchi, prince de Piombino, mari d'Élisa, sœur de l'empereur, sous l'unique réserve d'être exemptés de la cons-
1805. cription. Ainsi finit une autre république qui datait de six cent trente-neuf ans.

Massa et Carrare furent réunies, pour l'administration, à cette principauté, ainsi que la Lunigiane, pour être érigée en fief ducal de l'empire. Les couvents, les établissements pieux ayant été abolis par l'ordre de Napoléon, et jusqu'aux simples bénéfices laïques, cette petite principauté se trouva riche de vingt millions. Avec ces ressources, la vive et spirituelle Élisa, qui était tout dans cette contrée, sut, en se réservant sa part, doter des hôpitaux, secourir les pauvres et les infirmes, ouvrir des routes, encourager les beaux-arts et les études. De nouveaux colléges furent fondés, ainsi qu'une académie, qui commença l'importante publication des documents de l'histoire de Lucques. Un aqueduc fournit aux besoins de la ville; les lois pénales et la procédure furent réformées. Plus tard les ministres de France et d'Espagne déclarèrent à Marie-Louise, régente de Toscane, que le royaume d'Étrurie cessait d'exister. Cet État fut organisé alors à la française par le général Menou, puis attribué, avec le titre de grande-duchesse, à Élisa, qui abandonna Lucques après y avoir résidé quatre ans.

Joseph fut remplacé à Naples par Joachim Murat, soldat de fortune, excellent dans une attaque, mais bien plus fait pour briller à la guerre ou dans une cérémonie qu'à la tête d'un gouvernement. Il jura le statut que son prédécesseur avait donné
1808. 5 septembre. de Bayonne; mais jamais il ne l'exécuta. Cependant il fut à peine installé sur le trône qu'il diminua de beaucoup les ri-

(1) Il est prouvé qu'il fut payé en plusieurs fois à Saliceti, de la main à la main, par le trésor de Lucques, la somme de 618,750 fr. C'est ainsi que *se payait* la liberté. V. MAZZAROSA.

gueurs résultant de l'état de guerre. Il fit adopter les codes français, tint la main à l'abolition des droits féodaux, et prononça la suppression des couvents propriétaires; mais il respecta ceux des ordres mendiants. Les évêques eurent ordre de ne publier leurs pastorales qu'autant qu'elles auraient reçu l'autorisation royale. Des sociétés d'agriculture furent instituées dans chaque province avec des terrains pour leurs expériences, et un jardin botanique fut créé à Naples. La culture du tabac devint le monopole du gouvernement.

Murat, désireux de satisfaire l'ambition de l'empereur, réussit à se procurer beaucoup de soldats, mais non à les avoir bons. En habituant le pays à la conscription, il put mettre sur pied soixante mille hommes de troupes régulières et vingt mille de gardes nationales; il multiplia les grades, donna de brillants uniformes à ses troupes, et passa force revues. Il fonda des écoles de génie et d'artillerie. Ne se résignant pas, comme Joseph, à souffrir un voisinage injurieux, il attaqua Capri, occupée par les Anglais sous les ordres d'Hudson Lowe, le futur geôlier de Napoléon, et les fit capituler.

Lors de la guerre de 1809, lord Stewart et la reine Caroline, réfugiés en Sicile, toujours avides de recouvrer Naples, ou au moins d'y porter le trouble, firent des préparatifs considérables, et une expédition anglo-sicilienne se dirigea sur la Calabre avec 1809. Juin. soixante bâtiments de guerre, deux cent six de transport et quatorze mille hommes de débarquement, outre un grand nombre de brigands qui furent jetés sur différents points. Naples fut témoin d'une bataille au milieu de son golfe; mais, se souve- 25 juillet. nant de Nelson, elle repoussa d'un effort énergique ses implacables maîtres. Les Anglais débarquèrent à Procida, et trouvèrent de la résistance à Ischia; à Scilla, ils furent refoulés dans la mer. Alors ils recommencèrent avec plus d'ardeur la guerre d'intrigues et de menaces, tentèrent divers débarquements dans l'Adriatique, et poussèrent des bandes de malfaiteurs jusqu'à Rome, où Miollis allait se trouver en danger si Murat ne lui eût envoyé des troupes. La victoire de Wagram enleva aux agresseurs l'espoir de réussir; mais des milliers de bandits continuèrent d'infester la Pouille, la Basilicate et la Calabre.

Caroline ne cessait de fomenter des insurrections au dedans et des inimitiés au dehors. Joachim se décida donc à tenter un débarquement en Sicile, voulant aussi imiter Napoléon à Boulogne. Les Anglais se mirent en défense, et une guerre de forbans

commença sur mer avec grande dépense de sang et d'argent, sans amener aucun résultat. Les brigands inondaient la Calabre, et on leur fit la chasse avec une férocité sans exemple : tous les liens de la nature furent foulés aux pieds. Malheur à qui leur procurait un asile ou leur prêtait secours ! Un père fut mis à mort pour avoir donné du pain à son fils, enrôlé parmi ces bandits; la femme d'un autre alla confier l'enfant dont elle venait d'accoucher à une amie; mais la charité fut dénoncée, et la malheureuse fut envoyée au supplice. Le général Manhès était le farouche exécuteur de ces ordres terribles; les insurgés, traqués sans pitié de toutes parts, furent réduits à l'inaction, et ils se résignèrent à attendre.

Napoléon, selon toute apparence, fut poussé par Murat à faire conduire Pie VII en France, dans l'espoir d'ajouter quelques provinces à ses États. Mais la tiare outragée n'en devint que plus vénérable; l'Italie se prosterna devant le pontife prisonnier; le conflit religieux fournit de nouveaux griefs au mécontentement, et raviva le désir de secouer le joug étranger. Murat éprouva lui-même quelques velléités d'indépendance italienne lorsque Napoléon voulut, au faîte de sa puissance, réduire à l'état de vassaux les rois qu'ils avaient créés. Il se mit donc à exclure les Français des emplois de l'armée, et à résister aux prétentions impériales. Il en fut gourmandé rudement par Napoléon, et de là prirent naissance les rancunes qui éclatèrent au moment des revers.

Tant d'événements avaient ranimé l'esprit militaire en Italie. Le Piémont donna d'excellentes troupes à la France, surtout lorsqu'il eut été incorporé à l'empire. Gênes, fortifiée ainsi qu'Alexandrie, dut consacrer trois millions à la marine, avoir un arsenal de construction, et entretenir au moins deux vaisseaux de soixante-quatre canons, deux frégates, quatre corvettes. La Cisalpine, créée à peine, arma des gardes nationales et des corps réguliers de jeunes gens qui portaient gravés sur le bras ces mots : *La république ou la mort!* Elle fournit dès le principe de vaillants officiers, tels que Lahoz, Fantucci, Pino, Teulié, Balabio, Fontanelli, Rossignoli, Porro, Pittoni, qui se montrèrent dignement aux batailles d'Arcole et de Bassano, à la prise de Mantoue, de Faenza, d'Ancône et plus tard. En 1801, l'armée cisalpine fut portée à vingt-deux mille hommes; la république italienne y ajouta soixante mille hommes de réserve; elle acheta de la France, au prix de quatre millions, les

canons nécessaires pour garnir ses places fortes, et prit à sa solde deux demi-brigades polonaises et un régiment de cavalerie légère de cette nation. Elle eut deux équipages de pont, des fabriques d'armes à Mantoue et à Pizzighitone; seize cents gendarmes, un régiment de grenadiers pour la garde du gouvernement, ainsi qu'une garde nationale composée de citoyens âgés de dix-huit à soixante ans. En 1803, une division, sous les ordres du général Lechi, fit avec les Français la campagne de Gênes à Naples; une autre, commandée par le général Pino, se tenait prête à Boulogne pour la descente en Angleterre. La Lombardie avait offert pour cette expédition quatre millions de livres milanaises destinées à construire deux frégates, *le Président* et *la République*, et en outre douze chaloupes canonnières portant chacune le nom d'un département.

L'Italie enfin devenue un royaume, l'armée fut passée en revue par l'empereur, dans la plaine de Montechiaro. Sur un mouvement que firent les Bourbons de Naples, Eugène réunit un camp de gardes nationales entre Modène et Bologne, accorda à chaque département l'*honneur* d'y envoyer de cinq cents à mille hommes, gens inhabiles au service, qui furent arrachés à leurs foyers. La conscription, toujours odieuse quand elle choque les habitudes d'un peuple, pesa toujours davantage. Pour atteindre les classes élevées, Napoléon institua les vélites de la garde, dont chaque soldat devait recevoir annuellement deux cents livres de sa famille; un régiment de la garde, deux compagnies d'artillerie à pied, une d'artillerie légère, une de marins, outre l'ancien régiment de grenadiers; enfin, les gardes d'honneur, à qui leur famille assurait un revenu de douze cents francs.

Les Italiens s'habituaient ainsi aux armes : ils eurent bientôt un corps du génie et une marine, des fabriques d'armes dans les Marches et les Légations, des fonderies à Brescia et à Pavie, des collèges pour les jeunes gens, des hôpitaux militaires, des hospices pour les vétérans; et leur ancienne valeur se réveilla dans les écoles sous les drapeaux à l'espoir des récompenses promises ou espérées. Les troupes se signalèrent dans les campagnes d'Allemagne et d'Italie; et quand Eugène et Macdonald réussirent, après la sanglante bataille de Raab, à joindre Napoléon avec l'armée italienne, il la salua de cette proclamation : 1803. 14 juin.
« Vous avez glorieusement atteint le but que je vous ai indiqué :
« le Semering a vu votre jonction avec la grande armée; soyez

« les bien venus. Je suis content de vous. Surpris par un en« nemi perfide avant que vos colonnes fussent réunies, vous « avez dû rétrograder jusqu'à l'Adige. Mais quand vous reçûtes « l'ordre de marcher en avant, vous étiez sur le mémorable « champ d'Arcole, et, sur les mânes de nos héros, vous fîtes « serment de triompher. Vous l'avez tenu dans les batailles de « la Piave, de Saint-Denis, de Trévise, de Goritz; vous avez « pris d'assaut les forts de Malborghetto et de Prédill, et vous « avez fait capituler la division ennemie qui s'était retirée sous « Lubeck. Vous n'aviez pas encore passé la Piave, et déjà « vingt-cinq mille prisonniers, soixante pièces de campagne, « dix drapeaux avaient signalé votre valeur. La Drave, la « Save, la Muhr n'ont pu retarder un instant votre marche. « La colonne autrichienne qui entra la première dans Munich « et donna le signal des massacres du Tyrol, entourée à Saint« Michel, est tombée sous vos baïonnettes. Vous avez fait « prompte justice des débris échappés à la colère de la grande « armée. Soldats, l'armée autrichienne qui a souillé un mo« ment mes provinces de sa présence, qui prétendait briser « ma couronne de fer, battue, dispersée, anéantie grâce à « vous, sera un exemple de la vérité de cette devise : *Dieu me « l'a donnée; malheur à qui la touche!* »

Les Italiens ne se signalèrent pas moins dans la fatale guerre d'Espagne, dont neuf mille à peine revinrent sur plus de trente mille qui y étaient entrés. Mais ils ne combattaient que sous les ordres de maréchaux étrangers. Les Napolitains, qui avaient bien servi l'Autriche, ne se montrèrent pas moins valeureux avec Murat, qui en commandait cinquante mille en 1812. A ce moment le royaume d'Italie se trouvait avoir soixante-quinze mille hommes sous les armes, deux divisions en Espagne, quatre en Dalmatie et en Italie; et beaucoup de réfractaires pourtant, échappés à la dure loi du maître, vivaient armés dans les bois et les montagnes.

Au moment où se préparait la guerre d'Espagne, tous les citoyens furent répartis en trois bans, de vingt à vingt-six ans dans le premier, de vingt-six à quarante dans le second, de quarante à soixante dans l'arrière-ban. Le 18 février 1812, quarante mille Italiens se mirent en marche sans savoir contre qui, mais gais, disciplinés, pleins d'espérance, se confiant en leur chef et en eux-mêmes. Ils formèrent le quatrième corps de la grande armée, et se trouvaient déjà à Kalwary, en Pologne,

lorsque la déclaration de guerre leur fut connue. Le gouvernement polonais les convia paru ne proclamation toute classique à délivrer un pays si semblable au leur, leur rappelant que *la belle Italie avait reçu avec effroi les Russes dans ses riantes campagnes, en invoquant vainement un nouveau Marius;* que *les hurlements du Scythe sauvage avaient retenti sur le tombeau du cygne de Mantoue.* Les Russes, de leur côté, répandaient des proclamations pour exhorter les Italiens à déserter les drapeaux de leur tyran. Leur courage et leur fidélité ne se démentirent pas, bien qu'Eugène, qui les commandait, laissât percer de la défiance et fît souvenir parfois qu'il n'était pas Italien (1), quoique Napoléon ne les encourageât pas par sa présence, et ne fît presque pas mention d'eux dans les bulletins. Ce ne fut qu'au moment des désastres qu'il redevint caressant à leur égard.

Cependant les Italiens se signalèrent à la bataille de la Moscowa, et plus encore, au retour, à Maiojaroslavetz, où ils couvrirent la retraite; aussi Rapp écrivait-il que « l'armée d'Italie pouvait inscrire cette journée dans ses fastes. » En effet, Bouturlin en rapporte tout l'honneur à la garde du vice-roi; et Robert Wilson admire l'héroïsme des Italiens, qui, au nombre de seize mille au plus, avaient tenu tête à quatre-vingt mille Russes. Après avoir passé le pont de Brison, l'armée italienne se vit réduite à deux mille cinq cents hommes; le reste avait péri; et ce n'était pas même pour le salut de leur pays, pas même pour sa gloire. Murat avait aussi montré le plus brillant courage pendant la campagne de Russie et rendu de grands services à Napoléon. Les Cosaques avaient pour lui une admiration mêlée d'épouvante; et ils l'exprimaient par leurs hurlements quand ils voyaient cet homme à la taille majestueuse, au costume éclatant, s'avancer comme un ancien chevalier pour faire des prodiges de valeur.

Au moment de ses revers, Napoléon ne cessa de demander à l'Italie de nouveaux sacrifices, sans savoir se faire des amis dévoués de ceux qu'il asservissait. A son arrivée à Dresde, lorsqu'il eut quitté le commandement de l'armée de Russie, Eugène fut envoyé à Milan par Napoléon pour y appeler tout le monde sous les armes. Il avait réuni dès le commencement d'août cin-

1813. 8 mai.

(1) Il laissa échapper dans une altercation des paroles comme celles-ci : *Je ne crains ni vos épées ni vos stylets.*

quante mille hommes tant Français qu'Italiens, qu'il dirigea sur l'Illyrie et le Frioul pour tenir en respect l'Autriche, dont les troupes, commandées par le général Hiller, étaient en force sur la Save. Les hostilités commencèrent le 21 août, et un sang précieux fut inutilement versé. Mais après l'issue des grandes batailles nationales, Eugène, voyant l'Italie menacée du côté du Tyrol, se transporta de l'Isonzo à l'Adige. Sorti de Vérone le 15 novembre, il surprit l'ennemi à Caldiero, et le repoussa sur l'Alpone; mais il ne put poursuivre sa victoire, dans la crainte que les Allemands ne descendissent par le Tyrol, et que les populations, mécontentes de la domination étrangère, ne vinssent à se soulever.

1813. Il existait alors entre Murat et Beauharnais une rivalité jalouse, rivalité entretenue par Napoléon, qui, dans ses lettres particulières comme dans ses journaux, rabaissait le premier et exaltait le second (1). Murat se plaignit de cette tyrannie dénigrante. « Mille fois, disait-il, j'ai regretté le temps où, simple « officier, j'avais des supérieurs, non un maître. Devenu roi et « tyrannisé par votre majesté, dominé en famille, j'ai senti le « besoin de l'indépendance. Je l'éprouve davantage quand vous « me sacrifiez à Beauharnais, mieux vu parce qu'il est silencieu- « sement servile et parce qu'il a gaiement annoncé au sénat fran- « çais la répudiation de sa mère. Je ne puis refuser à mon peuple « de lui laisser la faculté de se procurer par le commerce quelque « soulagement aux graves dommages que lui a causés la guerre « maritime. »

C'est ainsi que les liens de la servitude se relâchaient. Les charges pesantes qu'elle traînait à sa suite avaient fortifié chez les Italiens l'indestructible désir de l'unité et de l'indépen-

(1) Napoléon disait : « Il faut à un général du génie, des connaissances, du courage. Murat a plus de courage que de génie. Il n'a réussi ni en Espagne, ni en Russie, ni à Naples; il ne manquait pas de connaissances acquises sur les champs de bataille; il avait un grand courage, tellement que personne ne pouvait résister à ses charges de cavalerie. Masséna, grand courage et peu de génie; mais, sur le champ de bataille, il lui venait, comme par miracle, d'heureuses inspirations. Chez Eugène ces qualités s'équilibraient : il n'avait pas un grand génie; mais il était proportionné à son courage, et il possédait plus de connaissances que les deux autres. Formé par Napoléon en Italie et en Égypte, il deviendra l'un des meilleurs généraux, s'il en a l'occasion. » On sent ici la passion comme toujours. Il disait une autre fois : « Murat n'a ni caractère ni tête; excellent cœur, mais vain et léger : ses dernières années sont celles d'un fou qui court de faute en faute. »

dance (1). Séduits d'abord en entendant ce nom de royaume d'Italie, ils virent bientôt Napoléon incorporer à l'empire une partie notable de la Péninsule, et faire de Naples un royaume à part. Alors ils désespèrent d'obtenir l'unité de l'Italie; mais le sentiment s'en était encore accru sur les champs de bataille dans la communauté des fatigues et des dangers; ils la préparèrent par de sourdes intelligences, par des sociétés secrètes, comme celles des Raggi à Bologne, des carbonari dans les Calabres. Ces derniers dérivaient des francs-maçons, que Napoléon protégea, tout en les faisant surveiller par la police. Mais s'ils adoptèrent leur hiérarchie et quelques-uns de leurs rites, ils ne se contentèrent pas de s'occuper de bienfaisance et de plaisirs; ils prirent pour but l'indépendance nationale et le gouvernement des majorités; ils avaient même constitué en Calabre, leur point central, une véritable république. La police abusée favorisa cette secte, bien que le comte Dandolo l'eût, du royaume d'Italie, dénoncée à Murat comme hostile aux trônes; elle se répandit donc de plus en plus, attendu que son organisation la rendait admirablement propre à se répandre et grâce surtout à l'adroite dissimulation des Napolitains; elle couvrit même le reste de la Péninsule, et devint un élément actif des révolutions qui se préparaient.

Les patriotes italiens s'efforcèrent à tirer parti de l'ambition mal dissimulée de Murat, qui prêta l'oreille à leurs propositions, mais en garda le secret tant que Napoléon fut puissant. Lorsque ensuite cette gloire qui s'était épanouie au soleil du Midi se fut flétrie sous les frimas du Nord, ils l'entourèrent d'instances plus pressantes, lui représentant que l'instant était favorable; que l'Italie était dégarnie de troupes indécises sur son sort; que ses peuples étaient dégoûtés également de leurs anciens et de leurs

(1) Fouché écrivait à Napoléon, en novembre 1813 : « Je suis arrivé à Rome. Ici, comme dans toute l'Italie, le mot d'indépendance a acquis une vertu magique. Sous cette bannière se rangent sans doute des intérêts divers; mais tous les pays veulent un gouvernement local; chacun se plaint d'être obligé d'aller à Paris pour des réclamations de la moindre importance. Le gouvernement de la France, à une distance aussi considérable de la capitale, ne leur présente que des charges pesantes sans aucune compensation. Conscription, impôts, vexations, privations, sacrifices, voilà, se disent les Romains, ce que nous connaissons du gouvernement de la France. Ajoutons que nous n'avons aucune espèce de commerce, ni intérieur ni extérieur; que nos produits sont sans débouchés, et que le peu qui nous vient du dehors, nous le payons un prix excessif. »

nouveaux maîtres; enfin, que les alliés eux-mêmes donneraient la main à celui qui se déclarerait contre Napoléon, comme ils l'avaient fait avec le roi de Suède.

Murat s'aboucha avec lord Bentinck, qui se trouvait en Sicile; mais les prétentions exorbitantes du gouvernement anglais le déterminèrent à accéder aux nouvelles propositions de Napoléon: il alla donc combattre pour lui en Allemagne, laissant le sceptre aux mains de sa femme.

L'Angleterre envoyait en Sicile de l'argent et des troupes, et payait à la cour un subside annuel de quatre cent mille livres. Mais l'impérieuse Caroline ne savait pas se plier aux exigences de ses amis, et elle mécontentait cette nation. Déjà le gouvernement britannique avait répudié le brigandage qui continuait en Calabre au nom de Caroline et de l'Angleterre, refusant toute protection à quiconque s'était rendu coupable de crimes; puis un impôt d'un pour cent, dont Caroline avait grevé toutes les transactions, entravait les opérations des négociants anglais. Des plaintes s'élevèrent dans le parlement contre un gouvernement qui était, disait-on, le plus despotique et le plus détestable qu'il y eût. Lord Bentinck, nommé généralissime de l'armée anglaise dans ces parages, acquit la certitude des mauvaises dispositions de Caroline. Informé d'un plan concerté entre elle et Napoléon contre les Anglais, il l'obligea à quitter l'île, où
1812. il introduisit une constitution sur le modèle de celle d'Angleterre, avec un système d'élections mieux conçu, le jury et la liberté de la presse. Cette constitution maintenait toutefois la propriété féodale et les biens de mainmorte; mais les barons proposèrent eux-mêmes l'abolition des priviléges d'origine féodale. La Sicile put donc jouir d'un gouvernement libre; mais elle eut à regretter de le devoir à l'influence étrangère.

Les carbonari napolitains, qui aspiraient à une constitution semblable, nouèrent des intelligences avec les Siciliens et avec lord Bentinck, qui leur en promettait une si les Bourbons étaient rétablis.

Murat en eut connaissance, et non moins ennemi que Napoléon de tout statut, même de celui de Bayonne, il proscrivit les carbonari, et redoubla de vigilance. Ayant envoyé en Calabre, où était le noyau de leur association, le redoutable Manhès,
1814. Capobianco, qui en était le chef à Cosenza, fut pris par trahison, et mis à mort; puis on eut recours aux mesures les plus violentes, comme s'il se fût encore agi de brigands. Les haines

contre le nouveau gouvernement ne firent par là que s'envenimer, et beaucoup d'entre eux s'enfuirent en Sicile.

Cependant de brillantes propositions de la part de l'Autriche vinrent tenter Murat : il conclut donc un traité avec cette puissance et un autre avec l'Angleterre, s'engageant à faire la guerre à la France avec une armée de trente mille hommes, et à ne traiter que d'accord avec ses alliés. Ces deux États lui promirent de leur côté de lui conserver le trône de Naples, en ajoutant à ses possessions des pays dépendant du territoire romain. Aussitôt le commerce reprit, et la richesse afflua dans le royaume. Mais les Anglais exigèrent en garantie la remise d'Ischia, de Procida et de Capri, avec toute la flotte napolitaine. Cette exigence aurait dû ouvrir les yeux de Murat, et le faire souvenir qu'il avait derrière lui la famille de Sicile, dont les prétentions ne pouvaient être réprimées que par Napoléon. S'il se fût préoccupé non de sa propre ambition, mais du salut de son bienfaiteur, il aurait pu, en se réunissant à Eugène sur l'Adige, refouler les Autrichiens dans l'Illyrie, et marcher sur le Rhin, en prenant à dos les alliés. Eugène n'attendait que lui pour s'avancer peut-être jusqu'à Vienne, quand il apprit que la France comptait en lui un ennemi de plus. Il dut alors non-seulement rétrograder de l'Adige sur le Mincio, mais encore envoyer des troupes sur la rive droite du Pô, pour garder Parme et le passage du fleuve à Plaisance. Murat occupa Rome et Ancône; il lança de Bologne une proclamation, dans laquelle il disait que, tant qu'il avait cru que Napoléon combattait pour la paix et pour le bonheur de la France, il lui était resté fidèle; mais que, l'ayant vu perpétuer la guerre, il s'en séparait par amour pour ses sujets. « Deux drapeaux flottent en Europe, « ajoutait-il; sur l'un est inscrit : *Religion, morale, justice,* « *modération, loi, paix, bonheur;* sur l'autre : *Persécution, arti-* « *fices, violences, tyrannie, larmes, consternation dans toutes* « *les familles.* Choisissez ! »

Janvier.

10 février.

Des garnisons napolitaines restèrent dans Civita-Vecchia et dans le château Saint-Ange, de même qu'à Florence, à Livourne et à Ferrare. La colère de l'empereur, à cette nouvelle, fut extrême; mais il ne pouvait punir. Il se décida alors à rendre la liberté au pape. Pie VII revint en triomphe; mais il trouva ses États occupés par Murat. S'étant arrêté à Césène, il convint avec les puissances que ce dernier garderait les Marches, qui probablement lui avaient été promises par les alliés; mais qu'il lui

1814. remettrait Rome, l'Ombrie, la Campagne, Pesaro, Fano, Urbin.

A ce moment tout va changer en Italie. Verdier et Palombini se trouvaient à Peschiera et au pont de Monzambano; Grenier et Zuchi dans Mantoue, avec Eugène, la garde royale et la division Rougier; Quesnel gardait le pont de Goïto; Freyssinet, Borghetto et la Volta. La cavalerie de Mermet se tenait entre Cereto et Guidizzolo. L'ennemi s'avançait; Mayer bloqua Mantoue; Sommariva, Peschiera. Bellegarde, qui était entré à Vérone avec soixante-dix mille Autrichiens et qui, ayant établi son avant-garde à Pozzolo, n'envahit pas la Lombardie uniquement par suite de ménagements politiques, courut s'entendre à Bologne avec Murat. Eugène désirait reconquérir par des exploits militaires l'affection des soldats, qui lui échappait : il livra en conséquence plusieurs combats; mais, bien que le résultat en fût heureux, il se sentait si faible qu'il se retira derrière le Mincio.

1er février.

Les alliés, voyant que le succès leur serait difficile par les armes, eurent recours aux intrigues. Le général Pino se laissa entraîner. Le comte Nugent, qui intriguait dans les Légations, allait répétant aux populations : *Vous avez enduré assez longtemps un joug insupportable; rétablissez votre patrie les armes à la main, et devenez indépendants.* Bentinck, à la tête de quinze mille hommes qu'il avait débarqués à Livourne, marcha sur Gênes en arborant un drapeau où se lisaient ces mots : *Liberté, indépendance italienne!* Les promesses les plus opposées et les plus illusoires étaient faites à la fois par les Allemands, les Anglais, les Napolitains et par Eugène, aussi les Italiens étaient-ils fort indécis.

16 mars.

Ce moment unique et précieux fut donc perdu. Napoléon, informé de ce qui se passait, ordonna à Eugène de rejeter des troupes dans Mantoue, dans Alexandrie, dans Gênes et de rejoindre Augereau en Savoie par le mont Cenis; de prendre à Lyon le commandement d'un autre corps, d'attaquer Bubna, et de sauver la France. Eugène eût mieux fait d'obéir; mais il regrettait d'abandonner la Lombardie, et quelques chances heureuses lui firent croire les choses moins désespérées.

Tandis que Murat compromettait tout par ses hésitations et ses détours continuels, les carbonari proclamaient les Bourbons avec la constitution, et déjà étaient maîtres de la Calabre et de l'Abruzze. Ils furent néanmoins écrasés; et Murat, séduit

par quelques victoires des Français, adressa à Eugène de nouvelles propositions. Mais le vice-roi révéla ses menées, ce qui le décida à agir avec plus de résolution, afin d'effacer les soupçons que sa conduite avait fait naître. Les alliés étaient entrés dans Paris que Napoléon ne se considérait pas encore comme vaincu tant que le drapeau tricolore flottait à Venise, à Gênes, à Mantoue, à Alexandrie. Un de ses projets était de descendre des Alpes avec cent cinquante mille hommes, et de renouveler la guerre dans cette Italie où il avait acquis sa première gloire, ce qui lui aurait assuré d'honorables conditions. Il est certain qu'à ce moment il aurait pu encore conserver l'Italie; mais les événements et son hésitation le réduisirent bientôt à abdiquer. 1814. 1er avril.

Eugène, dans ces extrémités, traita avec Bellegarde : il fut convenu que les troupes françaises, sous les ordres du général Grenier (vingt mille hommes et quarante pièces d'artillerie), rentreraient en France; que les troupes italiennes conserveraient la ligne du Mincio et du Pô jusqu'à ce que le sort de leur patrie fût décidé; que Venise, Palma-Nova, Osopo, Legnago seraient remis aux Autrichiens (*convention de Schiarino Rizzino*). Eugène, appuyé par le roi de Bavière, et par Joséphine, avait intrigué pour être reconnu roi indépendant sur la demande du sénat italien. Cette idée souriait à beaucoup de gens, attendu qu'en constituant l'indépendance, qui était le rêve de tous, on s'exposait le moins possible à ces changements qui sont toujours à regretter. Mais Eugène s'était fait trop d'ennemis, et dernièrement encore il s'était aliéné l'armée en retardant le payement de la solde. 16 avril.

D'autres tournaient leurs regards vers Murat, qui, meilleur soldat et déjà roi, était l'allié des vainqueurs; d'autres encore, se souvenant de l'ancienne domination de l'Autriche, qu'ils se figuraient comme la plus douce, penchaient pour elle. La pire position est de ne pas avoir de parti arrêté. Au milieu des divergences d'opinion, les intrigants prirent le dessus. Un soulèvement éclata à Milan contre la demande du sénat; une populace soudoyée par ceux dont le tumulte servait les vues massacra le ministre Prina. On forma une régence provisoire, qui apaisa les esprits en promettant de demander ce qui « est le premier bien et la principale source de la félicité d'un État (1). » Mais les alliés, sous prétexte de calmer le tumulte, 20 avril.

(1) Proclamation du 4 mai 1814.

1814. passèrent le Mincio, qui était la limite convenue, et occupèrent
26 avril. Milan. Eugène, voyant sa cause perdue parmi le peuple et espérant encore du côté des rois, céda par dépit Mantoue à Bellegarde avec l'armée qui n'était pas à lui, mais bien aux Italiens, et partit pour Paris avec ses richesses. Il y reçut un accueil bienveillant d'Alexandre, qu'il trouva disposé à parler
5 juillet. en sa faveur pour lui faire obtenir un État indépendant. L'impératrice Joséphine, sa mère, expira dans ses bras ; et comme il fut atteint le même jour d'un mal subit, on sema le bruit qu'il avait été empoisonné par l'Autriche, dans la crainte qu'il ne devînt roi d'un pays sur lequel elle avait jeté déjà son dévolu.

Les désirs de liberté étaient alors entretenus chez les populations par les ambassadeurs étrangers; et celui d'Angleterre disait aux députés milanais : *Il faut avoir des idées et des sentiments libres ; manifestez-les, et ma grande nation vous protégera.* Mais la réponse de François II montra qu'il n'y avait plus rien à espérer que de la clémence d'un vainqueur.

Lorsque Bentinck eut occupé Gênes par capitulation, il publia cette déclaration : « Le vœu général de la nation génoise étant « pour l'ancienne forme de gouvernement, sous lequel elle a joui « de la liberté, de la prospérité et de l'indépendance, et ce « désir paraissant conforme aux principes professés par les « hautes puissances alliées, de rendre à chacun ses anciens droits « et privilèges, l'État génois est rétabli tel qu'il était en 1797, « avec les modifications que la volonté générale, le bien public « et l'esprit de l'ancienne constitution pourront exiger. » En conséquence le gouvernement fut rétabli sous son ancienne forme, et Jérôme Serra en devint le chef.

Mais, en répétant des promesses qui retentissaient dans toute l'Italie, le général anglais ignorait les intentions de son gouvernement; car, dès 1805, Pitt s'était proposé de réunir Gênes au Piémont, pour en faire une forte barrière contre la France. Dès que cette intention fut connue, le gouvernement provisoire protesta, en réclamant l'indépendance garantie, en 1747, à Aix-la-
1815. Chapelle. Sir James Mackintosh représenta au parlement que
27 février. l'Angleterre ne pouvait disposer de l'État de Gênes, attendu que c'était un territoire ami, qui, momentanément occupé par l'ennemi, devait, après l'occupation, rentrer en possession de lui-même. Mais la politique européenne se dirigea par d'autres motifs, et Gênes fut donnée au roi de Sardaigne. On voulait attribuer aussi à ce prince le pays jusqu'au Mincio; mais d'autres

prétentions s'y opposèrent, et le Tésin resta sa limite avec la 1814.
Lombardie, ce qui laissa sa frontière sans défense.

Victor-Emmanuel fut alors rétabli sur le trône de ses ancêtres, avec un accroissement de territoire considérable, acquis sans effusion de sang. Les emplois, les titres, les fonctions redevinrent ce qu'ils étaient avant la révolution, dont le roi ne voulut pas se souvenir, et l'*Almanach royal* de 1793 servit de règle à cette restauration.

Quelques-uns avaient proposé de donner à François d'Este, cousin et beau-frère de l'empereur d'Autriche, la couronne d'Italie, ou tout au moins le Piémont; il avait même, dans cette intention, épousé la fille de Victor-Emmanuel; mais il n'eut pour sa part que le duché de Modène.

Ferdinand III revint en Toscane après quinze ans d'exil, et y remit toutes choses comme au temps de Pierre-Léopold. Pie VII rendit aussi vigueur aux lois, aux institutions abrogées, et rétablit, à l'instigation des puissances, l'ordre des jésuites. En un 7 août.
mot, tous les princes restaurés crurent devoir, en prétextant le bien de leurs sujets, ressusciter l'ancien ordre de choses; mais ils inspirèrent par là plus de haine contre le passé que d'amour pour le présent, et ils trouvèrent bon de profiter des facilités que la révolution avait apportées dans l'exercice du pouvoir, en supprimant les entraves que les corps administratifs et les franchises traditionnelles opposaient au despotisme.

Les rois réunis en congrès pour reconstituer l'Europe pensèrent, comme de raison, à rendre le trône de Naples aux Bourbons de Sicile. Cependant Alexandre, alors rempli de générosité, montrait de la répugnance au souvenir des réactions sanglantes qu'ils avaient provoquées. Talleyrand se chargea de renverser Murat; Castlereagh, qui n'avait plus besoin de cet allié, passa du côté de ses ennemis, tandis que Bentinck, resté près de lui, corrompait ses conseillers, et lui donnait à croire que la Russie, la Prusse, l'Angleterre voulaient l'indépendance de l'Italie. Mais les yeux de Murat se dessillèrent quand il lui fut enjoint d'avoir à céder les Marches; il se prépara alors à combattre, et noua des intelligences avec Napoléon.

En effet, Napoléon pouvait déjà considérer sa chute comme un simple temps d'arrêt. Il était arrivé à l'île d'Elbe avec ma- 5 mai.
dame Létitia, sa mère, et Pauline Borghèse, accompagné de cinq cents soldats de sa garde et de quelques généraux. Les rois, qui en avaient eu tant de frayeur à Prague et sur le Rhin, sem-

1814. blaient l'avoir oublié, et l'avaient laissé se poster en vue de ses bataillons, et comme en vedette en face des Tuileries. Témoin de la violation des traités, il ne tarda pas à concevoir l'espérance que les fautes des Bourbons et celles des alliés le relèverait de son abdication; aussi sa petite île devint-elle le foyer des intrigues les plus actives.

Personne en France, après vingt ans de vicissitudes si multipliées, ne se souvenait plus de la famille royale. Elle rentrait dans le pays sans que sa restauration lui fût un titre de gloire, puisqu'elle ne lui avait coûté aucun danger. Les Bourbons étaient rétablis par les alliés, mais non pas en vertu du droit divin; car ils avaient déclaré que leur adoption dépendait du
31 mars. vœu national. En conséquence, le gouvernement provisoire improvisa une charte, qui devait être un pacte d'union entre l'ancienne dynastie et le pays renouvelé. Le sénat s'empressa de l'accepter; mais Louis XVIII ne voulut pas l'admettre comme
8 avril. émanant du sénat; il prétendit l'octroyer lui-même comme roi et sans consulter les corps de l'État. Cette charte contenait certainement de bonnes dispositions; mais la forme de concession déplut à la France; et dire qu'elle était inspirée par Louis XVI, c'était déclarer que tant d'années écoulées, tant d'événements, tant d'expériences n'avaient pas fait faire un pas en avant.

La France était épuisée, mais comme un athlète qui a lutté tout le jour et qui, demandant un moment de trêve, conserve le sentiment de ses forces. Il fallait donc user de ménagements avec elle, et respecter un passé glorieux, ainsi que les alliés l'avaient conseillé. Mais, avant l'entrée de Louis XVIII, Talleyrand et le comte d'Artois s'étaient hâtés de céder cinquante-deux places fortes, douze cents bouches à feu, avec les magasins militaires et les vaisseaux de guerre. La France perdait en outre sa marine, qui se trouvait dans les ports d'Anvers, de Venise, de Gênes, ainsi qu'une foule de matelots. Elle se trouvait par là réduite à des forces inférieures à celles que Naples ou la Sardaigne se croient en état d'entretenir.

Depuis Henri IV, elle n'avait pas cédé de territoire, et le vieux et pacifique cardinal de Fleury lui-même l'avait agrandie de la Lorraine; Louis XV lui avait acquis la Corse : mais en ce moment elle se trouvait resserrée, après tant de conquêtes, dans ses limites de 1792, avec la seule adjonction d'Avignon et du comtat Venaissin, détachés des États du pape, qui encore protestait contre cet acte de violence. Bien plus

elle perdait son influence; aussi le patriotisme, sentiment si vif chez les Français, en fut-il blessé au cœur, et la Restauration fut considérée comme un affront pour le pays. 1814.

Comme s'il n'eût pas suffi de la présence des étrangers, qui se pavanaient en vainqueurs au milieu des villes, on voyait des insensés abattre les monuments qu'on ne saurait effacer de l'histoire. On ressuscitait les anciens titres de noblesse, on parlait de remanier le concordat, de détruire le sénat, dont la chute de Napoléon avait été l'ouvrage, et de restituer les biens des émigrés. Louis XVIII se faisait voter trente-deux millions de liste civile, et la liberté de la presse se trouva bientôt menacée.

Napoléon, dont la liberté avait fait la grandeur, s'était rendu impopulaire en reconstruisant le despotisme et l'aristocratie. Rien ne venait plus à propos pour lui rendre la faveur publique qu'un gouvernement qui blessait le peuple dans ces mille choses auxquelles il tient le plus. Les trois couleurs, sous lesquelles il avait été victorieux, furent remplacées par le drapeau blanc, qu'il avait répudié. Les vieux émigrés purent prétendre à tout; les soldats couverts de cicatrices se virent remplacés par des gardes du corps; des allures nobiliaires, aristocratiques parurent avec l'espérance de recouvrer les priviléges, la dîme et les biens nationaux. Enfin les deuils publics, les services funèbres, les expiations dont Louis XVI et Marie-Antoinette étaient l'objet rappelaient d'une manière pénible et insultante une révolution que les Bourbons auraient dû, dans leur intérêt, s'efforcer de faire oublier.

Ils affectaient de tout devoir aux étrangers, et rien à la nation. C'étaient eux qu'ils remerçiaient, tandis qu'à chaque instant le sentiment national éclatait par de fréquents conflits avec les soldats alliés. Ainsi tous les instincts patriotiques se montraient hostiles aux Bourbons. La dévotion, devenue à la mode, ravivaient les inimitiés religieuses; et Napoléon, que l'on détestait naguère, reprenait, avec sa glorieuse auréole, la mission de libérateur.

Cependant le congrès s'était réuni à Vienne. Les empereurs de Russie et d'Autriche, les rois de Prusse, de Bavière et de Wurtemberg y figuraient en personne; lord Castlereagh y représentait l'Angleterre, et Talleyrand la France, qui n'y avait été admise qu'avec difficulté et seulement pour prendre part aux discussions relatives à ses frontières. 3 novembre.

Des fêtes, des carrousels, le jeu, les intrigues galantes pro-

curèrent d'agréables passe-temps à une réunion de qui dépen-
1815. daient les destinées de l'Europe. La Russie, qui alors était toute-puissante sur l'opinion, et la Prusse, qui avait pris le rôle de libératrice des peuples, voulaient s'agrandir. La première obtint la Pologne, et la seconde la Saxe, concessions qui en entraînèrent beaucoup d'autres : elles tendaient toutes à rabaisser la France comme dangereuse, et à l'entourer de voisins puissants. Gênes fut attribuée au Piémont, et la Belgique à la Hollande. Trois nouveaux cantons, le Valais, le territoire de Genève et Neufchâtel, procurèrent à la Suisse une ligne militaire. Il fut décidé que les petites puissances n'auraient pas vote au congrès, ce qui était un acheminement à disposer aussi des grands États. Mais Talleyrand, qui s'était habitué à considérer les gouvernements comme des formes transitoires, et à les accepter en tant seulement qu'ils savent se conserver, voyant les souverains disposés à faire tout par eux et pour eux, réussit à les rendre jaloux les uns des autres. Les petits princes d'Allemagne se plaignaient hautement de leur exclusion; Murat, s'apercevant qu'on songeait à le détrôner, prit les armes, et demanda à l'Autriche de lui donner le passage avec quatre-vingt mille hommes, pour aller combattre les Bourbons en France. Louis XVIII réunit en conséquence une armée nombreuse dans le Dauphiné.

Il résultait de tout cela un mécontentement universel. Les souverains alliés, tout en affectant une confiance mutuelle, intriguaient en secret les uns contre les autres. L'Autriche, la France et l'Angleterre notamment s'entendirent pour diminuer la prépondérance que les qualités personnelles d'Alexandre et les événements avaient attribuée à ce prince. Metternich et Talleyrand convinrent que l'on resterait sur le pied de guerre dans la prévision de nouvelles hostilités. L'Angleterre encouragea l'ambition théâtrale de Murat, afin de se faire beau jeu au milieu de discordes nouvelles.

Bonaparte observait tout avec une secrète satisfaction : il espéra dès lors, et multiplia ses intelligences avec le continent. Les Italiens, qui se trouvaient encore morcelés et réduits à la nullité, formèrent des conjurations, surtout dans l'armée, excités d'un côté par l'Autriche et par les Bourbons de Naples; qui cherchaient un prétexte pour renverser Murat; de l'autre, par la France, la Russie et la Prusse pour troubler l'Autriche dans la possession de l'Italie. Déjà cette puissance la regardait

comme sa conquête. Murat, au contraire, se flattait de conquérir cette couronne de fer; et Milan, Bologne, Alexandrie, où les carbonari avaient beaucoup d'affiliés, préparaient en secret son avénement comme roi indépendant. 1815.

Mais comment chasser les Autrichiens? L'armée italienne était dissoute ou transférée en Hongrie; celle de Murat ne suffisait pas. Les officiers des Légations, de Modène et du Piémont étaient disséminés et surveillés par l'Autriche; les forteresses étaient occupées par ses troupes. Ils fallait donc étendre la conspiration. Il fut convenu que l'on s'assurerait à Turin des royalistes et du général Bubna; à Milan, de Bellegarde et de Sommariva; que, de son côté, Murat occuperait Rome et les Légations. Talleyrand espérait, dans sa duplicité, ressusciter en Italie le parti français, et éloigner l'Autriche des frontières de France, tandis que le duc de Berry, envoyé à Lyon audevant de la division Grenier, qui revenait de l'Italie, faisait entendre aux principaux officiers que le sang répandu de l'autre côté des Alpes n'aurait pas coulé en vain. En même temps un de ses émissaires s'introduisait parmi les conjurés; mais dès qu'il fut informé de tout par cet agent, voyant qu'il s'agissait non de la France, mais de la seule Italie, il dénonça le complot à Bellegarde, qui fit arrêter les chefs le jour même où il devait éclater.

A ce moment Napoléon quitte l'île d'Elbe, et débarque en Provence. Les régiments envoyés contre lui passent de son côté, ainsi que l'armée réunie dans le Dauphiné. Le drapeau tricolore réveille l'enthousiasme de ses premières années; « l'aigle vole de clocher en clocher » jusqu'à Paris. Benjamin Constant s'écriait alors dans le *Journal des Débats :* « Je n'irai pas, misérable déserteur, me traîner d'un pouvoir à l'autre, couvrir l'infamie par le sophisme, et bégayer des paroles profanées, pour racheter une existence honteuse (1). » Et bientôt il était conseiller d'État de Napoléon. Ney dit à Louis XVIII en lui baisant la main : *Sire, je ramenerai Bonaparte dans une cage.* Il part pour le combattre, et le lendemain il passe sous ses drapeaux. Le 8 mars, Soult adressait à l'armée un ordre du jour où il traitait Napoléon d'insensé et d'usurpateur; le 26, il allait lui faire sa cour, et bientôt il devenait son major général. 1er mars.

Il ne resta plus à Louis XVIII qu'à se résigner à un nouvel

(1) *Journal des Débats.*

1815. exil. A peine débarqué, Bonaparte avait dit à Cambrone : *Voici ma plus belle campagne. Je vous confie le commandement de mon avant-garde. Défense à vous de tirer un coup de fusil. Vous ne rencontrerez partout que des amis : songez que ma couronne doit m'être rendue sans une goutte de sang français.* En effet, il se présentait désarmé aux soldats. Un seul garde national avait accompagné le comte d'Artois à son départ de Lyon, Napoléon lui donna la croix d'honneur, et recommanda d'épargner la famille royale. Ce sera une belle page dans son
20 mars. histoire. Il entra dans Paris, où il s'annonça comme le représentant de l'indépendance et du bonheur de la France ; il cassa les chambres, abolit la noblesse, et convoqua une assemblée nationale pour déterminer les limites du pouvoir.

Murat lui écrivit que, *repentant de ses torts, il voulait les réparer ;* et Napoléon lui répondit de se tenir prêt, mais de ne rien entreprendre contre l'Autriche, avec laquelle il était en négociations, et d'attendre ses ordres. Si, en effet, il se fût retranché menaçant dans les Abruzzes, il aurait suffi pour tenir en respect les Autrichiens; mais, écoutant des conseils imprudents ou peut-être perfides, il mit en marche deux colonnes : l'une, commandée par le général Lecchi, se dirigea sur Rome, d'où le pape s'enfuit; il envahit les Marches avec l'autre; et, tout en continuant ses protestations aux alliés, il attaqua les Autrichiens à Pesaro, et, de Rimini, annonça aux Italiens qu'il venait pour leur donner l'indépendance.

On se trompait des deux côtés, Murat en se vantant d'avoir soixante mille soldats, les libéraux en lui promettant des secours considérables. Bologne et quelques autres villes se déclarèrent, mais le reste du pays demeura spectateur. Les Autrichiens se retirèrent derrière le Pô et le Panaro. Bien que Murat eût peu de troupes et manquât d'artillerie, s'il eût passé le pont à Occhiobello, il eût peut-être trouvé des dispositions favorables chez les Lombards et les Vénitiens, qui déjà étaient préparés; mais des lettres de sa femme le rappelèrent dans son royaume, que les Anglais menaçaient. Il vit alors qu'il était trahi, et, perdant le courage, il le fit perdre aux siens.

Vivement poursuivi, il aurait été fait prisonnier près de Mantoue avec son état-major si un bataillon de recrues des Légations, commandé par de vieux sous-officiers, ne lui eût
2 mai. ouvert un passage. Il fut défait par Bianchi à Tolentino ; Nugent marcha sur le royaume par la Toscane et par Terracine.

Murat combattit encore à Ceprano pour protéger la retraite, 1815.
mais sans plus de succès, et il arriva à Naples sans équipages
ni parc d'artillerie. Il y donna une constitution; mais il était 29 mars.
désormais trop tard. Le commodore anglais Campbell menaça
de bombarder la capitale. Murat se décida à faire abandon de
tout; mais au moins il stipula des garanties pour assurer la
dette publique, les revenus des domaines de l'État, la nouvelle
noblesse, les grades, les honneurs, les pensions aux militaires
qui passeraient au service du nouveau roi, comme aussi une
amnistie générale. Les troubles qui éclatèrent dans Naples firent 23 mai.
appeler en hâte les Autrichiens; et ce n'est qu'après beaucoup
de sang répandu qu'ils parvinrent à les apaiser.

Ramené par l'armée sicilienne dans le royaume qu'il n'avait pas conquis, Ferdinand, prenant alors le titre de roi des Deux-Siciles, promit un gouvernement doux, des lois fondamentales, le maintien des codes et des emplois. Mais ce malheureux pays, qui depuis vingt ans avait vu tant de révolutions, où les vainqueurs et les vaincus se succédaient tour à tour, avait amassé un horrible trésor de haines et de vengeances. Il conserva du moins une grande partie des biens que lui avaient procurés ces dix années d'administration française.

Après avoir erré longtemps, réduit à se cacher, Murat
aborda en Corse, où il réunit une poignée de gens dévoués, dans
le but de raviver en Calabre, contre les Bourbons, la petite
guerre qu'ils y avaient fomentée contre lui. La tempête les dis-
persa, et il débarqua à Pizzo avec vingt-huit compagnons seu- 8 octobre.
lement. Il arbora son drapeau; mais il ne tarda pas à être fait
prisonnier, et l'ordre de le fusiller arriva de Naples, où l'on
apprit en même temps le péril et la délivrance. Murat avait alors
quarante-huit ans (1). Ferdinand triompha de ce dénoûment,
qui consolida son trône, et s'acquitta du vœu qu'il avait fait
en élevant l'église de Saint-François de Paule.

Napoléon ne pouvait donc plus compter sur une diversion

(1) Caroline Murat se rendit à Trieste avec ses enfants; Lucien, prince de Canino, quitta Rome au retour de Napoléon, pour aller lui offrir ses services, Louis resta à Rome, madame Létitia à Naples. Après le désastre de Waterloo; Joseph s'enfuit à New-York; il vint ensuite chercher un asile à Florence, où il est mort en 1844. Ces augustes infortunés furent l'objet de nombreuses persécutions de la part de la France pendant la restauration. Mais Rome, fidèle à sa résolution hospitalière, résista toujours aux demandes d'expulsion. Plusieurs membres de cette famille s'honorent encore aujourd'hui par leur mérite personnel.

1815. du côté de l'Italie : réduit à ses propres forces, il fit ressource de tout. Huit armées furent improvisées. Deux millions de gardes nationales auraient pu renouveler les prodiges de la révolution; mais il craignait que l'élan national n'ébranlât son pouvoir, et il le réprima. Lui qui s'était écrié à Fontainebleau : *Ce n'est pas la coalition des souverains qui m'abat, ce sont les idées libérales*, il aurait dû se rattacher à ces idées si puissantes. En effet, il adressa au peuple ces paroles : « J'ai voulu « l'empire du monde, et pour l'assurer il me fallait de toute « nécessité un pouvoir sans limites. Pour gouverner la France « seule, peut-être une constitution vaudra-t-elle mieux. Vous « voulez des élections libres, des discussions publiques, des « ministres responsables; vous voulez, en un mot, la liberté : « moi aussi je la veux... Il serait surtout absurde de défendre « ou d'étouffer la presse. » Tels étaient ses discours; malheureusement les faits continuaient à suivre la tendance des idées impériales.

Au moment où il venait de débarquer à Cannes, il s'était servi du mot de *citoyens*; à moitié route ; il disait *Français* à Paris, *sujets*. Ses revers ne lui avaient donc rien appris. Il donnera une charte, mais sans en faire discuter les articles et comme une addition aux anciennes lois de l'empire. C'est un mélange incompatible d'esprit despotique et d'esprit populaire; quelques-unes des concessions qu'elle renferme furent obtenues par le conseil d'État, qui lui fit abolir la censure, et proclama la souveraineté du peuple (1). Mais le champ de mai, où il convoqua les corps de l'État, l'armée et les députations des départements, fut un expédient maladroit, qui permit de compter ses amis et ses ennemis. Il n'avait point d'ailleurs de signification, puisque l'acte additionnel était déjà soumis à l'acceptation individuelle des citoyens, épreuve dont Napoléon était certain par l'expérience qu'il en avait faite.

Carnot donna en vain à l'empereur des conseils auxquels son orgueil n'était pas accoutumé; il l'exhorta à régner pour ses sujets, à respecter le vœu public, comme si c'était celui d'une armée. Les deux chambres avaient appris à parler; aussi Napoléon maudit-il les avocats, et reconnut-il la nécessité pour lui de confier de nouveau sa fortune aux champs de bataille, pour y acquérir le droit de tout pouvoir à son gré.

(1) *Moniteur*, 26 mars 1815.

Napoléon était souverain indépendant de l'île d'Elbe ; il avait donc autant que tout autre prince le droit de déclarer la guerre, surtout lorsqu'il avait pour la justifier la violation des traités faits avec lui. Cependant les alliés réunis à Vienne, et toujours sous les armes par suite de leurs jalousies mutuelles, qu'ils mirent en oubli pour se réunir contre l'ennemi commun, déclarèrent qu'il « s'était mis hors les relations sociales et civiles, et qu'il restait exposé, comme perturbateur du monde, à la vindicte publique. » Après l'avoir exclu d'une manière aussi étrange des lois de l'humanité, ils mirent sa tête à prix, comme aux temps barbares, en la taxant à deux millions. Ils déclarèrent qu'ils ne traiteraient plus avec lui, attendu qu'on ne pouvait se fier à sa parole, et ils se préparèrent de concert à le renverser et l'empêcher d'établir encore en France un foyer de troubles et de ruine pour l'Europe. 1815.

Ce fut en vain que l'opposition représenta dans le parlement d'Angleterre que l'on devait respecter le vœu des Français, et ne pas intervenir quand il ne s'agissait plus de se défendre. Trois armées s'avancèrent bientôt contre Napoléon : les Autrichiens, sous les ordres de Schwartzenberg; les Anglais, commandés par Wellington; les Prussiens, par Blücher; et pour ne pas grever les peuples quand on affichait tant de zèle pour leur cause, il fut arrêté que l'on ferait une estimation des frais de la campagne pour en faire solder le total à la France.

Napoléon aurait dû oublier qu'il avait été empereur, et se mettre à la tête d'une guerre nationale, réveiller l'enthousiasme et en tirer parti; se montrer à peine dans Paris, puis se hâter aussitôt de parcourir la France entière; y faire sortir du sol des légions irrégulières, mais pleines d'ardeur; entraîner ainsi dans le tourbillon les indifférents, les récalcitrants même, et déjouer par là tous les caculs de ses ennemis. Telle ne fut pas sa conduite; et en portant la guerre au dehors il se sépara encore de la nation.

A la tête de cent cinquante mille hommes, il s'élança vers la Belgique, et se jeta entre les Anglais et les Prussiens; il les battit séparément, et il entra à Bruxelles. La Belgique se souleva en sa faveur; la Saxe, la Bavière, le Wurtemberg répondirent à son appel : il était encore le génie des batailles, et il remporta à Ligny, sur les Prussiens, un succès qui rappelait ses anciennes victoires. Mais ses soldats ne brûlaient plus du même feu; ses lieutenants n'étaient plus les hommes d'autrefois; ils discu-

1815. taient ses ordres, et laissèrent échapper l'occasion. Quelques instants de repos que le soldat demandait et qu'il eût refusés dans d'autres temps permirent aux Prussiens d'opérer leur jonction avec les Anglais à Waterloo. Napoléon y déploya les manœuvres hardies d'Austerlitz et de Wagram; mais Wellington lui opposa l'ancien système de résistance dans des positions avantageuses, système à l'aide duquel il avait vaincu à Torres-Vedras; il put tenir ferme ainsi jusqu'à l'arrivée de Blücher, qui lui amena un puissant renfort. La victoire resta aux alliés; l'armée française fut écrasée. Napoléon, réduit à fuir à travers les morts et les mourants, apporta lui-même à Paris la nouvelle de sa défaite (1). Cependant Lamarque était victorieux en Vendée, et Suchet dans les Alpes; mais Napoléon s'écria : « Je ne puis rétablir mes affaires; j'ai mécontenté les peuples. »

Aveu remarquable; et pourtant il ne voyait encore d'autre expédient, pour organiser la résistance nationale, que de demander la dictature. Mais les représentants s'y refusèrent : ***Nous avons assez fait pour Napoléon***, dit La Fayette : ***notre devoir est de sauver la patrie***. Il lui fut enjoint d'abdiquer et de partir. Alors on capitula avec les alliés, qui occupèrent Paris. On parla d'obtenir un gouvernement plus libre : les uns voulaient Napoléon II; les autres proposaient de substituer la famille d'Orléans à celle dont l'essai avait été si malheureux; mais Fouché intrigua si bien que le retour de l'ancienne branche des Bourbons
8 juillet. parut inévitable, et Louis XVIII remonta sur le trône.

Napoléon s'achemina vers Rochefort avec l'intention de passer aux États-Unis; n'y trouvant pas de bâtiments, il se rendit à bord d'un vaisseau anglais, d'où il écrivit au prince régent qu'*il venait, comme Thémistocle, s'asseoir au foyer du peuple britannique*. Les alliés, le considérant comme prisonnier de guerre, décidèrent qu'il serait transporté à Sainte-Hélène, où il vécut six ans captif jusqu'au 5 mai 1821. Il dit en mourant aux compagnons de son exil : « Proclamez que « mes intentions étaient pures. Je voulais le bien, l'ordre et la « justice. Je voulais rajeunir la société en refrénant l'arro-

(1) Certaines anecdotes, bien qu'apocryphes, ont le caractère du moment, si la vérité leur manque, et sont connues de tout le monde. *La vieille garde meurt, et ne se rend pas!* répond Cambrone quand il est sommé de se rendre. Wellington dit aux soldats qui réclament un moment de repos : *Impossible moi, vous, tous tant que nous sommes, il nous faut vaincre ici, ou mourir à notre poste.*

« gance, en démasquant l'imposture, en frappant l'iniquité. Les 1814.
« temps étaient difficiles ; j'avais de puissants ennemis ; j'ai été
« contraint d'être sévère malgré moi : jamais cependant je ne
« fus injuste ni cruel. Je n'ai jamais pu détendre l'arc ; ce qui
« fait que les peuples ont été privés des institutions libérales
« que je leur destinais, parce que mes ennemis en auraient tiré
« parti. »

Le jugement des peuples s'est appesanti sur lui avec sévérité. Celui de la France s'est ressenti de la gloire dont il l'avait comblée ; mais elle pouvait lui demander ce qu'il avait fait des forces qu'elle lui avait confiées comme consul. Les armées républicaines, victorieuses de l'Europe, avaient été prodiguées dans des guerres aventureuses ; cent mille jeunes gens avaient été sacrifiés chaque année, mais non pour consolider les droits de la patrie. Il avait perdu en quinze ans la plus belle marine, quarante-trois vaisseaux de ligne, quatre-vingt-deux frégates, vingt-six corvettes, cinquante bricks. La France envoyait alors ses armées parcourir l'Europe en portant la liberté ; et maintenant elle se trouvait envahie elle-même à deux reprises par les étrangers.

Les cent jours valurent à la France des pertes nouvelles, une longue occupation et servirent de prétexte pour entamer ses libertés. Les vainqueurs inexorables voulaient la réduire à ce qu'elle était sous Henri IV. Le patriotisme allemand redemandait l'Alsace et la Lorraine ; l'Autriche, la Prusse et l'Angleterre voulaient qu'elle cédât le territoire des anciennes places fortes du côté des Pays-Bas, et que les fortifications d'Huningue fussent démolis. Alexandre, plus désintéressé, obtint pour elle des conditions moins dures. Elle fut frappée d'une contribution de guerre de sept cents millions, payables aux alliés en cinq années. Cent cinquante mille soldats étrangers occupèrent les places et les frontières, pour lui faire subir une espèce de quarantaine ; et, au cas où elle ferait quelque mouvement, les alliés s'engagèrent à fournir chacun soixante mille hommes pour le réprimer.

La restitution des chefs-d'œuvre de l'art que la victoire avait réunis dans le musée Napoléon fut un hommage rendu aux idées libérales ; car ils ne furent pas restitués aux souverains, mais aux pays eux-mêmes. Les tableaux d'Anvers furent rendus à la Belgique, et non à l'Autriche, son ancienne souveraine ; ce qui avait été enlevé à Venise libre fut rapporté à Venise asservie.

1815. Denon avait dit à Pie VII, en lui montrant le musée du Louvre, qu'il verrait avec un vif regret tous ces chefs-d'œuvre enlevés à son pays : *La victoire*, lui répondit le pontife, *les avait portés en Italie; la victoire les a déposés ici : qui sait où elle les reportera un jour?* La prophétie se trouvait accomplie. Mais le mécontentement des Français était grand de se voir ainsi dépouillés; et Canova, qui était venu présider à l'expédition des tableaux et des statues appartenant à l'Italie, se vit en butte à toutes les railleries (1).

Louis XVIII lea un e contribution extraordinaire au mépris de la charte; il exclut vingt-neuf membres de la chambre des pairs, fit citer devant la justice militaire dix-neuf généraux, parmi lesquels figuraient Ney et Labédoyère. Ney fut condamné à mort par la chambre des pairs, en violation de la capitulation de Paris; l'autre fut aussi fusillé. Le général Lavalette dut son salut au dévouement de sa femme, qui le fit évader de la prison. Les Bourbons commençaient leur règne, comme Napoléon, par des procès. Le Midi s'insurgea contre les bonapartistes : le maréchal Brune fut assassiné à Avignon, le général Ramel à Toulouse; beaucoup d'autres furent égorgés çà et là; l'armée fut licenciée; les journaux subirent le bâillon de la censure. Les Anglais eurent leurs quartiers dans Paris, dont un général prussien devint gouverneur; les autres armées alliées campèrent aux alentours. On fit des lois de circonstance contre les rebelles et les suspects, et l'on créa des tribunaux d'exception (2). La chambre des députés, élue sous l'empire de ces passions, poussa le gouvernement à la rigueur, et Louis XVIII eut le mérite de se montrer plus clément que cette assemblée; des lois prononcèrent l'exil perpétuel des membres de la famille de Napoléon et celui des régicides.

Talleyrand fut remplacé au ministère des affaires étrangères par le duc de Richelieu, qui avait servi sous Alexandre et qui était pour l'alliance russe de préférence à l'alliance anglaise. Ce ministre et Louis XVIII accordèrent tout aux alliés pour délivrer le pays de l'occupation étrangère, sans apercevoir que les puissances elles-mêmes avaient hâte de se retirer. Il y avait

(1) On disait de lui que ce n'était pas un *ambassadeur*, mais un *emballeur*.

(2) On lit dans un codicille de Napoléon : « Dix mille francs au sous-officier Cantillon, qui a essuyé un procès comme prévenu d'avoir voulu assassiner lord Wellington, ce dont il a été déclaré innocent. »

là des exemples de révolution et de liberté dangereux pour leurs soldats, dans un temps surtout où les rois eux-mêmes avaient favorisé l'élan des peuples et où les Anglais répandaient partout les idées constitutionnelles.

Le discours prononcé par le duc de Richelieu en présentant aux chambres le traité du 15 novembre, qu'il appelait *fatal*, est digne et triste. C'était, il lui semblait, une tache indélébile qu'il attachait à son nom, se consolant toutefois par la pensée que la France opprimée réclamait à grands cris d'être affranchie de l'occupation étrangère (1).

C'est ainsi que la France sortit des mains de Napoléon, humiliée, ayant perdu au dehors la grandeur, au dedans la sécurité, fatale après tout aux nations de l'Europe; car, sous prétexte de la punir, les rois finirent par opprimer les autres peuples que son exemple avait entraînés.

CHAPITRE XVI.

TRAITÉ DE VIENNE (2).

Le retour de Napoléon avait interrompu les fêtes et les travaux des rois assemblés à Vienne pour asseoir le droit public sur de nouvelles bases. La révolution avait remis en question tout le système international. Les puissances avaient proclamé le droit d'intervenir dans la politique intérieure des autres États, et

(1) Voyez sa lettre du 19 novembre 1815.

(2) Tout le XI volume de l'*Histoire des traités*, de Schoell, est consacré au traité de Vienne, et contient tout ce qu'il y a de mieux dans les importants travaux de G. L. Kluber, *Acten der Wiener Congresses* 1815, 7 vol., et *Uebersicht der diplomatischen Verhandlungen des Weiner Congresses überhaupt, und insonderheit uber wichtige Angelegenheiten des Deutschen Bundes;* 1816.

M. de Pradt juge avec sévérité les actes de cette assemblée dans son ouvrage intitulé *le Congrès de Vienne* (Paris, 1815, 2 vol.) à une époque où les passions étaient encore vives et l'avenir intact. Il en montra les erreurs, et en devina toutes les conséquences. Doit-on dire pour cela que son intelligence privée l'emportât sur celle de ces archimandrites ? Non; mais il écrivait dans son cabinet, et organisait l'Europe selon ce qui lui paraissait plus juste et plus conforme à l'intérêt général, sans avoir à lutter contre des intérêts particuliers. Voyez la note additionnelle.

1815. elles avaient provoqué la guerre civile en France par les coalitions de Mantoue et de Pilnitz. En 1797, la France usurpait le pouvoir constituant à Venise et à Gênes. A Ratisbonne, la constitution germanique était abolie. On assassinait à Rast. It les ambassadeurs. Dans les transactions successives il semble que les États prissent à tâche de compromettre leur propre existance en effaçant la Pologne, les républiques italiennes, les souverainetés ecclésiastiques de l'Empire, les villes libres d'Allemagne, les principautés, les ordres chevaleresques, les dynasties régnantes. Les rois coalisés, en un mot, comme les révolutionnaires, avaient substitué partout la force des armes au droit intérieur des nations et à la puissance populaire. Dans les dernières années on avait senti ce que le peuple avait d'énergie; et ceux qui le détestaient le plus l'avaient excité à l'insurrection et lui avaient prodigué les promesses, qu'ils s'inquiétaient peu de tenir. Des condescendances trompeuses, des traités contradictoires, des ambiguïtés calculées avaient déshonoré la politique et la diplomatie dans le cours de ces vingt années.

C'était avec de si tristes exemples, avec de si déplorables antécédents que le congrès de Vienne se disposait à restaurer l'ancien édifice politique et à mettre en équilibre, comme à l'époque de la paix de Westphalie, les intérêts de toute l'Europe, depuis les contrées du pôle jusqu'à la Grèce. Si tous les traités, sous le règne de Napoléon, avaient été plutôt des haltes et des préparations à des hostilités nouvelles, le champ se trouvait après lui libre : point d'ennemi, point d'autres nécessités que celles de la justice; des rois qui, après avoir perdu leur couronne, la recouvraient tout à coup et sans peine n'en devaient être que plus disposés à des concessions envers les peuples, dont les idées avaient marché bien plus que la politique et qui étaient désabusés par des expériences nombreuses. Napoléon n'avait voulu tenir compte que de ses idées et de ses plans, plus chimériques parfois que ceux des idéologues, dont il se moquait. Mais les rois professaient alors l'intention de tenir compte des peuples qui s'étaient soulevés pour eux, et semblaient garder au fond du cœur le souvenir de promesses sacrées. On avait eu peur de l'épée, et l'on avait voulu la briser; mais personne n'avait peur des idées et de la liberté. N'avait-on pas recouru aux armes pour faire cesser le règne de la force ? Une restauration était invoquée; mais on ne pourrait jamais ho-

norer d'un tel nom une paix qui ne ferait que fixer matériellement les limites des États et le rétablissement des dynasties : il fallait qu'elle assurât l'avenir sur des bases qui, n'ayant rien d'arbitraire, fussent appropriées à la nature de la société, unique moyen de prévenir les mécontentements, dont de nouvelles révolutions, de nouvelles guerres pourraient être la suite.

Les souverains, par la précaution qu'ils prirent de traiter en personne, mêlés à leurs propres sujets, à l'entour d'une table ronde les souverains évitèrent les questions de prééminence, qui avaient fait perdre à Utrecht un temps infini.

Leurs maximes et celles de leurs ministres étaient extrêmement libérales. Les princes et les peuples, disaient-ils, ne doivent faire la guerre que par une nécessité inévitable; l'esclavage et le servage doivent être abolis, sous quelque forme que ce soit; il faut que la religion, la politique et la morale marchent unies; l'épée ne saurait attribuer de droits, et l'indépendance de chacun doit être l'objet du respect de tous; il est nécessaire que les gouvernements aient des règles précises et expresses; les peuples ont le droit de participer à la législation et de déterminer les impôts; ils ont celui de manifester librement leur pensée par la parole et par la presse.

Malheureusement personne n'était préparé à l'œuvre; la rapidité des événements et les circonstances ne permirent pas de réaliser ces intentions généreuses, pas même de se décider franchement entre les deux écoles, l'école historique et l'école rationaliste, entre l'esprit teutonique et l'esprit libéral.

Nous avons indiqué les causes de désunion qui existaient à Vienne entre les monarques. Mais lorsque Napoléon eut quitté l'île d'Elbe, ils se rapprochèrent, et voulurent montrer leur force par la promptitude et la résolution avec laquelle ils écrasèrent ce nouveau mouvement. Lorsqu'ils en furent sortis triomphants, ils opérèrent avec plus de célébrité et moins de ménagements.

Alexandre était le héros de ce temps : jeune, aimable, il avait à gouverner un peuple tellement habitué à l'obéissance qu'il ne devait pas craindre de parler de liberté. Il semblait que la puissance napoléonienne se fût brisée contre lui seul et que de lui dépendissent les destinées du monde. Son penchant pour le mysticisme, qui fut attribué à l'obsession d'un souvenir funeste, se fortifia par la connaissance qu'il fit de la baronne de Krudner. Elle avait renoncé aux douceurs de l'opulence pour Madame de Krudner.

1815. proclamer la parole de Dieu et pour christianiser le monde selon les principes de l'Église primitive. Elle avait pris, dans les diverses communions, choix de vérités à son usage; elle était belle, éloquente, entraînante. Elle parcourut donc l'Allemagne et la Suisse avec une quarantaine de personnes, qui disaient : *Nous n'appelons personne*, *mais les élus de Dieu nous suivent.* Ainsi qu'il arrive d'ordinaire, elle trouva parmi le bas peuple la plupart de ses ouailles, jusqu'au moment où le congrès des rois de Vienne vint lui offrir l'occasion d'exercer en grand son apostolat. Elle tint dans ce but des conférences mystiques, où les princes assistaient; mais la femme inspirée s'adressa particulièrement à Alexandre, le bras de Dieu; elle l'avait surnommé *l'ange blanc de Dieu, de même que Napoléon en était l'ange noir.*

Elle parvint ainsi à s'insinuer dans l'imagination vive et par cela même mobile du czar, qui conçut le projet d'établir un

Sainte-Alliance. nouveau droit public européen sur la réconciliation des Églises dissidentes, rapprochement d'où daterait le règne de la paix et de la félicité universelle. Il rédigea en conséquence, dans un style quasi-inspiré, comme celui de toutes ses proclamations, l'acte de la Sainte-Alliance, par lequel les quatre principaux souverains s'obligeaient diplomatiquement aux vertus évangéliques, expression singulière de la politique sous forme biblique et qui révèle combien le besoin d'unité était généralement senti. Les quatre monarques s'engagèrent donc, « conformément au précepte évangélique qui nous commande de nous aimer comme des frères, à rester liés par le nœud indissoluble d'une amitié fraternelle; à se prêter une assistance mutuelle, à gouverner leurs sujets en pères; à maintenir sincèrement la religion, la paix et la justice. Les rois soussignés se considèrent comme membres d'une même nation chrétienne, ayant pour unique souverain Jésus-Christ, Verbe très-haut, et chargés chacun par la Providence de diriger une branche de la même famille; ils

26 septembre. invitent toutes les puissances à reconnaître ces principes et à entrer dans la Sainte-Alliance (1). »

Que signifiait ce langage? Que les princes contractants étaient des pères qui s'unissaient pour décider seuls de ce qu'ils croyaient le plus avantageux à leurs enfants sans les consulter sur ce point. L'Angleterre refusa en conséquence de prendre

(1) *Moniteur*, 5 février 1816.

part à ce pacte, le trouvant incompatible avec la liberté des peuples. Il y avait de quoi faire illusion avec ce traité, conclu au nom de Dieu et pour le plus grand bonheur de l'humanité. 1815.

Déjà les grandes puissances s'étaient fait par les armes une large part en prenant, les Prussiens la Saxe, les Russes la Pologne, les Autrichiens la haute Italie, et les Anglais Malte, Helgoland et le Cap; personne ne paraissait vouloir céder en rien. Il avait été fait en 1814 des traités particuliers avec Murat, avec le Danemark, avec Eugène, avec les princes médiatisés. Ainsi les nombreuses questions qui se présentaient et qui devaient trouver leur solution dans les principes du droit international furent résolues par des considérations personnelles. On voulut satisfaire les hautes puissances en consolidant leurs acquisitions, et humilier la France en la resserrant entre l'Autriche et la Prusse, et en augmentant les forces et ses voisins. Quant aux peuples, il n'en fut pas question.

Louis XVIII, sans s'arrêter devant la crainte de passer pour ingrat envers ceux qui l'avaient rétabli sur le trône, avait écrit de sa main à Talleyrand, qui le représentait au congrès, que *ni la conquête ni la possession violente ne donne aucun droit si elles ne sont sanctionnées volontairement par une renonciation ou par un traité*. Quand même on aurait rendu à la France ses anciennes limites, il n'aurait point existé d'équilibre, puisque les autres puissances s'étaient agrandies. Elle fut cependant diminuée d'un million et demi de sujets dans les colonies et de dix-sept lieues carrées en Europe sur ce qu'elle possédait en 1789. Elle ne conserva plus rien en Italie, rien en Allemagne; elle se trouva repoussée du Rhin et de la Savoie; elle se vit entourée partout de puissances d'attaque et de défense; désarmée, tandis que les autres conservaient leurs troupes sur pied; isolée, tandis que les autres s'étaient liés entre eux; sans garantie à l'intérieur, après un si grand bouleversement; ayant à sa tête un nouveau gouvernement jaloux de celui qui venait de tomber, et novice aux nouvelles formes constitutionnelles. Peu s'en fallut même qu'elle ne fût plus maltraitée; car les Anglais et les Allemands insistaient pour qu'on lui reprît l'Alsace et la Lorraine: heureusement pour elle, l'orgueil de deux puissances, qu'un triomphe inattendu avait enivrées au moment où elles croyaient succomber, eut pour contre-poids la modération ou la prévoyance jalouse France.

d'Alexandre. Sagement dirigé par les conseils de Capo d'Istria,
1815. le czar ne cessa de s'opposer à ces humiliations imprudentes qui devaient avoir pour résultat de pousser la France aux réactions et de lui faire chercher un appui dans les sympathies populaires. Talleyrand, le grand instrument de la chute de Napoléon et de la restauration des Bourbons, inventa alors le mot nouveau de *légitimité*, mais en l'appliquant seulement aux rois : c'est ainsi que l'ancien jacobin, homme positif et partisan de la force, fit échec aux principes de sainteté et de fraternité évangéliques qu'on venait de proclamer.

La Norwége avait été promise au roi de Suède par les hautes
Autres puissances. puissances : l'Angleterre entreprit de la réduire par la force et par la famine; mais elle se défendit avec l'énergie du désespoir, et se donna une constitution; puis, lorsqu'elle fut réduite à cé-
1814. 14 mai. der, elle en stipula formellement le maintien. Cette acquisition fit une très-belle position à la Suède. En effet l'abandon de la Finlande la délivrait du voisinage menaçant de la Russie, et en même temps la Norwége l'éloignait d'autant du Danemark; elle eut donc moins de motifs de crainte et moins de dépenses à l'intérieur, et resta assez forte entre la Russie et l'Angleterre pour protéger la Baltique.

Le Danemark obtint en échange la Porémanie suédoise et l'île de Rugen qu'il céda à la Prusse en échange du Lauenbourg jusqu'à l'Elbe, faible compensation en superficie, mais importante pour sa situation.

La Suisse fut déclarée neutre, et protégea ainsi le côté faible de la France; on lui ébaucha, en outre, une constitution fédérale avec cette précipitation dont furent empreints les actes de ce temps.

Il n'y avait point à s'occuper de l'Espagne, puisqu'elle avait déjà recouvré son roi. Le souverain du Portugal s'étant transporté au Brésil, c'était la métropole qui était devenue une colonie, et il aurait été convenable de lui donner une organisation; mais l'on attendit les événements, qui arrivèrent à l'improviste et auxquels il fut trop tard pour remédier.

La Russie avait ajouté à son territoire la Finlande au nord,
Russie. la Bessarabie et une portion de la Moldavie au sud, plusieurs provinces à l'est, par un traité avec la Perse. Quant à la Pologne, Alexandre voulait la reconstituer en royaume pour son frère Constantin ou pour le duc d'Oldenbourg; mais la Prusse n'y était disposée qu'autant qu'on lui donnerait la Saxe. Or

Talleyrand soutenait que l'on ne pouvait ainsi déposséder une dynastie, et que la conquête ne détruisait pas les droits existants (1). Les choses allèrent si loin qu'on fut sur le point de recourir aux armes. Une alliance se forma alors entre la France, l'Angleterre et l'Autriche, tandis que Constantin invitait les Polonais à se lever pour protéger leur propre cause, et que le comte de Nesselrode déclarait que huit millions d'hommes allaient s'armer pour leur indépendance. Mais si Castlereagh excitait ces mouvements, dans la peur qu'Alexandre n'acquît la prépondérance, une autre peur plus grande et commune rétablit l'accord entre eux tous. Le retour de Napoléon écarta pour un moment toutes les jalousies. La Pologne forma un royaume distinct, réuni à l'empire russe; Cracovie fut érigée en ville libre *et indépendante à perpétuité*. 1815.

La Pologne se trouva donc encore morcelée; la Saxe fut châtiée de sa condescendance pour Napoléon; on la laissa vivre, mais réduite à la moitié de son territoire : le reste en fut attribué à la Prusse, qui, en y joignant les acquisitions du traité de Lunéville, se trouva double de ce qu'elle était sous Frédéric II. Elle en fut redevable en partie au comte de Hardenberg, son habile représentant, qui, sous des idées générales, cachait l'intention constante et bien arrêtée d'agrandir le royaume.

Quant au reste de l'Allemagne, il y avait à répartir des territoires *vacants* : on appelait ainsi les domaines séculiers et médiatisés, qui n'appartenaient pas à des princes reconnus et qu'on ne songeait pas à restituer aux possesseurs déchus; puis Allemagne.

(1) On ne peut que s'étonner de voir dans la note du 19 décembre 1814, remise par Talleyrand à Metternich, la chaleur avec laquelle il s'exprime, en s'appuyant sur des motifs extrêmement étranges, professés par un tel homme et dans un tel lieu : « La question de la Saxe, disait-il, est devenue la question capitale; car dans aucune autre les deux principes de la légitimité et de l'équilibre ne sont compromis à la fois et à un si haut degré. Pour trouver légitime la disposition que l'on prétend faire de ce royaume il faudrait tenir pour vrai que les rois peuvent être jugés; qu'ils peuvent l'être par quiconque veut et peut occuper leurs possessions; qu'ils peuvent être condamnés sans être écoutés ni défendus; que leurs familles et leurs peuples sont enveloppés dans leur condamnation; que la confiscation, bannie du code des nations civilisées, doit, au dix-neuvième siècle, être consacrée par le droit général de l'Europe, comme si la confiscation d'un royaume était moins odieuse que celle d'une chaumière; que les peuples n'ont aucun droit distinct de ceux de leurs souverains, et peuvent être assimilés aux troupeaux d'un domaine; que la souveraineté s'acquiert et se perd par le seul fait de la conquête; en un mot, que tout est légitime pour celui qui est le plus fort... »

1815. il y avait à constituer le pays conformément aux larges promesses qui avaient été faites, alors que les espérances allaient plus loin encore.

Le traité de Paris portait que « les États d'Allemagne seraient indépendants et réunis par un lien fédéral. » Mais que voulait-il exprimer? De quelle nature devait être ce lien. Cette question fut discutée par l'Autriche et la Prusse, ainsi que par la Bavière, le Wurtemberg et le Hanovre, convertis en royaume, mais à l'exclusion de la Saxe, dont le sort n'était pas encore fixé. Les autres États et les villes, mécontents de se voir exclus, formèrent un conseil à part, dont on ne s'occupa nullement, de même qu'on ne s'inquiéta ni des traditions de l'histoire ni des peuples. On admettait bien la nécessité de relier les États entre eux, mais l'on n'en voulait pas admettre les moyens. La dignité impériale, qui ne répugnait pas moins à l'Autriche qu'aux nouveaux rois, ne fut point rétablie; et il parut que c'était faire assez que d'accorder à l'Autriche et à la Prusse un poids égal dans la confédération.

Quant aux libertés promises aux peuples, le moment des besoins est bien différent de celui où l'on examine froidement les institutions. Néanmoins on était généralement d'accord pour introduire ou rétablir les états provinciaux; l'Autriche elle-même était de cet avis. Les institutions données par Stein et par Hardenberg avaient fait de la Prusse la nation la plus avancée parmi les Allemands; elle était mûre pour recevoir une représentation nationale, et le rôle qu'elle avait joué en 1813 l'avait grandie et la rendait chère aux cœurs allemands. Le Hanovre, qui vivait d'idées anglaises (1), faisait observer que les changements apportés par la conquête ne devaient pas engendrer le despotisme ni l'abolition des constitutions particulières et de ces gouvernements représentatifs qui, depuis les temps les plus anciens, étaient le droit commun en Allemagne. En effet, l'exemple de l'Angleterre séduisait alors tous les hommes d'État; et l'on parlait sans cesse de constitutions destinées à assurer aussi la paix intérieure, en empêchant la lutte des factions d'arriver jusqu'au roi, et en n'y opposant que des ministres responsables. Mais la Bavière et le Wurtemberg s'opposèrent à l'idée d'un conseil fédéral, blessante, disaient-ils, pour la sou-

(1) La note du plénipotentiaire hanovrien, en date du 21 octobre, est importante à consulter.

veraineté qu'ils avaient acquise; ils soutinrent que les droits 1815.
des peuples à l'égard des souverains étaient une question domestique, dont le congrès n'avait pas à s'occuper.

Le débarquement de Bonaparte en France assoupit encore sur ce point les dissentiments particuliers; on finit par reconnaître que l'organisation intérieure était une propriété sacrée, et on laissa chacun y pourvoir séparément. Ceux qui pensaient autrement se résignèrent, trouvant que mieux valait une constitution imparfaite que l'absence d'une constitution.

L'Autriche recouvra le Tyrol et le territoire de Saltzbourg, en indemnisant la Bavière au moyen des territoires vacants. La Toscane fut rendue au grand-duc de Würtzbourg; le primat renonça au duché de Francfort; les autres membres de la confédération du Rhin restèrent ce que Napoléon les avait faits. Le royaume de Westphalie fut démembré entre ses possesseurs primitifs. Oldenbourg, Mecklembourg, Saxe-Weimar eurent le titre de grands-duchés, comme aussi le Luxembourg, annexé au royaume des Pays-Bas. Francfort, Brême, Lubeck, Hambourg furent déclarées villes libres.

Voici les bases de l'acte fédéral : « Les cités, avec les princes souverains d'Allemagne, y compris l'empereur d'Autriche, les rois de Prusse, de Danemark et des Pays-Bas, forment une confédération perpétuelle (1) pour leur sûreté intérieure et extérieure, leur indépendance et leur inviolabilité réciproques. Tous sont égaux en droits; la présidence honorifique de la diète, dont le siége est à Francfort-sur-le-Mein, appartient à l'Autriche; les dix-sept votes y sont répartis entre les trente-huit membres. Lorsqu'il y est question de lois fondamentales, chaque État vote en assemblée générale, en raison de son étendue,

(1) Voici les États dont elle se compose : 1° L'Autriche et 2° la Prusse, pour les pays appartenant à l'empire germanique, y compris la Silésie; 3° la Bavière; 4° la Saxe; 5° le Hanovre; 6° le Wurtemberg; 7° Bade; 8° Hesse électorale; 9° grand-duché de Hesse; 10° le Danemark pour le Holstein; 11° les Pays-Bas pour le Luxembourg; 12° Brunswick; 13° Mecklembourg-Schwerin; 14° Nassau; 15° Saxe-Weimar; 16° Saxe-Gotha; 17° Saxe-Cobourg; 18° Saxe-Meiningen; 19° Saxe-Hildburghausen; 20° Mecklembourg-Strélitz; 21° Holstein-Oldenbourg; 22° Anhalt-Dessau; 23° Anhalt-Bernbourg; 24° Anhalt-Kothen; 25° Schwartzbourg-Sonderhausen; 26° Schwartzbourg-Rudolstadt; 27° Hohenzollern-Hechingen; 28° Lichtenstein; 29° Hohenzollern-Sigmaringen; 30° Waldeck; 31° et 32° Reuss, lignée ancienne et lignée cadette; 33° Schaumbourg-Lippe; 34° Lippe-Detmold; 35° Lubeck; 36° Francfort; 37° Berne; 38° Hambourg.

1815. ce qui donne alors le nombre de soixante-dix-neuf suffrages. Les différends qui s'élèvent entre eux ne doivent pas être vidés par les armes; ils sont libres dans leurs alliances, mais en agissant toujours avec réserve à l'égard de la confédération ou des États qui la composent. » On devait établir dans chacun d'eux des États territoriaux, mais on ne définissait ni comment ni quand ils devraient être constitués, ce qui laissait les princes assez libres de n'en rien faire.

Les États médiatisés, qui réclamaient leurs possessions perdues, furent renvoyés à la diète, où ils n'obtinrent pas le droit de voter, mais seulement quelques priviléges et quelques distinctions dans les États auxquels ils avaient été annexés. On ne fit rien pour les princes ecclésiastiques, car leurs dépouilles avaient profité à tous les rois, et l'on ne songea pas même à assurer leur existence; mille autres choses, jusqu'à la liberté de la presse, furent laissées à la décision de la diète.

L'ancien ordre était donc entièrement changé en Allemagne. Il n'y restait plus rien de l'ancienne idée de l'Empire romain : plus d'empereur, plus d'électeurs, plus de hiérarchie entre princes, plus de tribunal commun. La diète a changé de nature, l'Église, la noblesse, les villes n'y étant plus représentées, et l'assentiment de l'empereur ne lui étant plus nécessaire. La bulle d'or et les capitulations électorales sont mises à l'écart, et l'on accepte les titres et le pouvoir absolu tels que les a donnés la main d'un conquérant étranger. La suprématie de fait reste à la Prusse, tandis que l'Autriche se tourne de préférence vers l'Italie et vers les Slaves. Le catholicisme, réduit aux deux seuls votes de l'Autriche et de la Bavière, n'a plus qu'un rang subalterne dans cet empire, qui, au moyen âge, était à la tête de la chrétienté (1). En conservant l'unité de la race germanique, on ne s'inquiéta pas de l'unité qui résulte des lois, des institutions et des garanties communes. Il n'y eut point de concentration; tous les défauts de l'ancien empire subsistèrent, moins le prestige dont le temps l'avait entouré; et l'Allemagne se trouva dépouillée de ses antiques libertés sans obtenir celles au nom desquelles elle avait couru aux armes.

(1) Le roi de Saxe est catholique; mais la prédominance des protestants dans son pays l'oblige à agir dans leur sens. Hohenzollern-Sigmaringen, Hechingen et Lichtenstein, qui sont catholiques, ont un vote partagé avec cinq États protestants. Il y a cependant quinze millions de catholiques et treize millions de protestants.

Tant d'espérances trompées ou différées firent silence cependant; on prit patience, car le vœu général d'unité était satisfait. 1815. L'affranchissement du joug étranger faisait fermer les yeux sur tout le reste, et quoique cet accroissement de petits trônes augmentât la dépense, les armées, les cours, et que tous fussent trop faibles pour agir isolément, l'Allemagne recouvrait néanmoins son indépendance et ses anciennes frontières. Elle n'avait pas à craindre l'ambition autrichienne ou prussienne; car la France et la Russie étaient là pour l'enrayer. On voyait avec plaisir tous les États obligés de se lever comme un seul devant l'ennemi du dehors et de n'avoir pour maîtres que des princes allemands.

Les Pays-Bas furent annexés à la Hollande, « à titre d'accroissement de territoire; » on pensa que celle-ci avec ses flottes, ceux-là avec leur armée se trouveraient assez forts et en bonne posture entre la France et le Nord, d'autant mieux que ce royaume pourrait facilement donner la main à la Prusse. La maison d'Orange prit la couronne en octroyant une constitution, par laquelle elle chercha à réunir des peuples différents d'origine, de culte et de langage. Les colonies de Surinam, de Curaçao, de Saint-Eustache, de Saint-Martin, Batavia, Banca et les Moluques, qui furent restituées à la Hollande, restèrent sujettes du roi seul.

L'Autriche s'était montrée la plus opiniâtre dans une lutte presque sans relâche de vingt-deux ans, où elle n'avait tenu compte ni des sacrifices, ni des dépenses, ni des affections : toujours la dernière à se retirer du champ de bataille, il parut donc juste qu'elle en sortît agrandie. La Prusse était jadis sa rivale, elle venait de s'en faire une alliée; l'Empire était devenu pour elle un fardeau, elle l'avait rejeté. Ses provinces formaient un amalgame de hasard, elle les réunit sous un titre pompeux. La Belgique, possession éloignée, lui rapportait peu; elle était difficile à défendre, et lui coûtait plus en une année de guerre qu'elle ne pouvait en tirer en dix ans de paix : déjà elle avait tenté de l'échanger avec la Bavière en 1778; sa perte ne lui était donc pas dommageable. Mais voyant qu'elle trouverait des obstacles à s'agrandir en Allemagne et se souciant peu de s'étendre vers le Levant, où son système patriarcal aurait pourtant servi à arracher les peuples à la barbarie, elle tourna ses vues vers l'Italie, où elle obtint un royaume étendu et florissant.

1815. Italie.

Pendant la révolution l'Italie avait été refondue, de gré ou de force, tant pour la politique que pour les idées. Napoléon avait fractionné des peuples dont la patrie et le langage étaient les mêmes, pour constituer un royaume qui ne pouvait marcher que par des moyens artificiels et n'avait en lui-même aucune chance de durée; car s'il restait faible, il devait être absorbé par la France; s'il devenait fort, il absorberait les pays qui en avaient été détachés. Napoléon aurait pu, sans les violences qu'il exerça envers le pape, constituer dans la péninsule trois États confédérés entre eux, sans intérêt à offenser les autres puissances, en même temps que la jalousie de l'Autriche et de la France aurait suffi pour garantir leur indépendance.

Le courage lui manqua pour faire ce grand pas vers l'unité. Les rois coalisés avaient aussi caressé chez les Italiens l'immortel désir de l'indépendance; leur union ainsi que l'accroissement de leur force et de leur industrie en démontraient assez la possibilité; mais quand vint le moment d'agir, ils s'en reposèrent sur ces promesses, et ce qu'ils avaient rêvé leur échappa encore une fois.

Quelques États disparurent dans ce remaniement, d'autres s'arrondirent. L'Autriche, qui, dans le siècle précédent, ne possédait que le Milanais, se trouva y gagner un royaume de cinq millions d'habitants et de quatre-vingt-quatre millions de revenu, comprenant la Lombardie et les États vénitiens, avec trois cents milles de côtes, des forêts et des hommes propres à lui constituer une force maritime. Elle se ménageait, d'un côté, l'accès ouvert en Suisse ainsi qu'en Piémont, que le Tessin ne défend que faiblement; de l'autre, ses garnisons de Ferrare, de Plaisance et de Comacchio lui assuraient le passage du Pô; ses provinces de chaque côté des Alpes se trouvaient unies par le Frioul et la Valteline. Les trônes de Toscane, de Modène et de Parme étaient occupés par des princes autrichiens, ce qui assurait son influence sur l'Italie centrale. La seule difficulté qu'elle rencontrât était dans les idées peu concordantes à son système qui s'étaient propagées durant la domination française dans les pays où elle devenait maîtresse; et de là résultait pour elle la nécessité de les satisfaire ou de les réprimer.

La Toscane eut en partage les Présides et cette portion de l'île d'Elbe qui avaient tant coûté à Naples, puis la principauté de Piombino et les fiefs impériaux. Parme, Plaisance et Guastalla furent données en souveraineté viagère à Marie-Louise, veuve d'un

empereur vivant. Lucques, qui réclamait en vain son ancienne liberté, fut occupée quelque temps par les Allemands; puis elle fut attribuée, comme possession temporaire, à l'ancien roi d'Étrurie, qui, à la mort de Marie-Louise, devait laisser cette principauté à la Toscane, pour occuper Parme et Plaisance. 1815.

Le roi de Sardaigne conserva non-seulement tous ses États au delà et en deçà des Alpes, mais il obtint de plus l'État de Gênes, sous l'obligation d'y conserver un port franc et quelques autres droits. Il céda une frontière à la Suisse, pour recouvrer la partie de la Savoie qui avait été donnée à la France. On voulut ainsi le fortifier contre ses deux puissants voisins; mais ce ne fut pas encore assez pour la sécurité de cette seule dynastie italienne. Modène fut rendue à l'unique descendante de la maison d'Este, qui la transmit à un prince autrichien.

Il y eut de longs débats à l'égard des États pontificaux; enfin les puissances convinrent de considérer le pape comme n'ayant point pris part à la guerre, et le traité de Tolentino fut regardé comme non avenu. Leur intégrité fut en conséquence résolue, sans excepter même les deux possessions enclavées de Bénévent et de Ponte-Corvo. Seulement la France conserva Avignon, et l'Autriche le droit de tenir une garnison à Ferrare et à Comacchio, c'est-à-dire d'avoir un pied de l'autre côté du Pô. Le pontife protesta et refusa pour ce motif de reconnaître les traités de Vienne. On n'aperçoit dans tous ses arrangements ombre de légalité ni de légitimité, rien que de pures convenances politiques.

La réapparition de Napoléon et la tentative de Murat firent recouvrer aux Bourbons les Deux-Siciles, grand corps qui (lorsque les rivalités de pays seront éteintes) pourra peser dans la balance non-seulement de l'Italie, mais de l'Europe.

La Russie pouvait élever quelques prétentions sur les Îles Ioniennes; mais le désintéressement d'Alexandre ou la jalousie de ses alliés les firent ériger en république, sous le protectorat de l'Angleterre. Cette puissance, qui y tient une garnison avec un lord-commissaire, nomme le président du sénat. Les Îles Ioniennes, dont la population ne vit que de commerce, furent ainsi données à la plus commercante des nations.

Ainsi, à partir de cette époque, le droit féodal cessa d'exister comme droit public européen : les princes d'Allemagne et les cantons suisses devinrent égaux; les républiques du moyen âge disparurent, sauf quelques-unes, qui furent modifiées; on re-

1815. connut les faits accomplis, en garantissant les droits acquis durant la révolution. Le principe de la légitimité avait été proclamé à l'égard des dynasties, mais non à l'égard des peuples, qui furent répartis à titre de satisfaction et d'indemnité. Les républiques d'Italie et d'Allemagne furent effacées, même lorsque le prétexte de l'occupation eut cessé; l'ordre de Malte périt aussi. On soumit des nations à des étrangers, des républiques à des royaumes; il ne fut rien statué ni sur le clergé ni sur l'exercice de l'autorité papale; la Belgique catholique fut assujettie à la Hollande calviniste, les anciens électorats ecclésiastiques à la Prusse réformée, la Pologne catholique à la Russie grecque; autant de germes de dissensions.

On ne décida rien sur le sort de la Turquie, cette proie prédestinée, à qui on laissait, en attendant, torturer la Grèce, mûre désormais pour de nouvelles destinées. On ne prit aucune résolution concernant les colonies de l'Amérique méridionale, qui pourtant étaient toutes alors en état d'insurrection; on aurait pu néanmoins faire avec elles des conventions commerciales avantageuses, prévenir de nombreux massacres, ouvrir un asile à une foule de gens que la paix laissait inoccupés, en substituant à l'esprit militaire les habitudes du négoce, et enrichir l'Espagne par ce qui devait achever de la ruiner.

Une révolution qui avait commencé par la démocratie aboutissait à la destruction des gouvernements populaires ainsi que des États électifs, et elle avait pour but de consolider les monarchies. Un empire qui avait tout renversé aboutissait à un immense agrandissement de ses ennemis. Par lui l'Autriche se trouvait maîtresse de l'Adriatique, le Piémont de la mer de Ligurie; la Prusse, à qui Napoléon avait offert les villes hanséatiques, comme il lui donna le Hanovre en haine de l'Angleterre, la Prusse domina sur le Rhin; la Russie lui fut redevable de la Finlande, c'est-à-dire de la mer Baltique; et il fournit à l'Angleterre une occasion ou un prétexte pour abattre toute puissance rivale.

Avant la révolution, les États européens se faisaient réellement équilibre entre eux; la France rivalisait avec l'Angleterre, et leurs succès se balançaient en Europe comme dans les colonies. L'Autriche restait, par la possession de la Belgique, sous la menace de la France, et sous celle de la Prusse, comme elle était sous le coup de la Turquie et de la Russie du côté du Levant. Ces deux dernières puissances se tenaient réciproque-

met en respect. Il en était de même de la Suède et du Danemark; la Finlande donnait une telle prise sur la Russie que l'altière Catherine trembla un moment devant Gustave III. 1815.

Les faibles une fois dépouillés, il ne resta plus que les colosses. La puissance qui avait le plus acquis fut réduite à rien, et ceux qui avaient le plus perdu furent les plus agrandis. Mais si l'on ne pouvait plus avoir peur de la France restreinte abaissée, désarmée, envahie, d'autres étaient là pour menacer l'Europe à sa place; l'Autriche et la Prusse furent occupées à se défendre elles-mêmes contre leur position géographique et contre les dispositions des peuples; mais la Russie et l'Angleterre devinrent formidables. La première, une fois la Vistule franchie, toucha à l'Allemagne, mal garantie par la Saxe démembrée; elle ne fut qu'à quelques journées de Dresde, de Berlin, de Vienne, et elle put choisir ses ennemis en Asie ou en Europe. L'Angleterre, à qui sa situation interdit d'étendre son territoire, se trouvait maîtresse de positions qui lui assuraient le sceptre des mers.

Deux puissances invulnérables s'étaient donc substituées à la puissance éphémère de Napoléon, l'une qui prétend à la suprématie maritime sur toute l'étendue du globe, l'autre qui veut soumettre l'Europe à la loi du glaive. Tantôt unies, tantôt en rivalité pour d'autres motifs que pour des idées de justice, elles menacent le monde de deux servitudes différentes.

Et pourtant, par l'œuvre de Vienne, on prétendait faire revivre le passé et reconstituer l'équilibre : à ce but on sacrifia des droits anciens, des souverainetés historiques, des convenances morales, des intérêts religieux. Mais les souverains ou leurs ministres s'inquiétèrent bien moins de discuter des principes que de tenir compte d'événements accomplis, placés comme ils étaient entre l'obligation de remplir leurs promesses et la nécessité d'établir un ordre quelconque. Des résolutions déjà concertées avant le conflit; l'oscillation entre la peur passée et l'ambition présente; la nécessité d'assurer immédiatement la paix, ce premier vœu de tous; la crainte que la France inspirait encore; ajoutons-y l'orgueil d'une victoire qui avait tellement surpassé toutes les espérances conçues, tout cela fit qu'avec des intentions excellentes on n'arriva qu'à un replâtrage dont le résultat n'était rien moins qu'assuré.

CHAPITRE XVII.

LES NÈGRES. — LES BARBARESQUES.

La Sainte-Alliance pouvait mériter ce titre en abolissant l'esclavage des noirs dans les colonies et celui des blancs sur les côtes de Barbarie. Dans quel plus noble but l'Europe pouvait-elle se réunir que pour venger l'humanité outragée?

Les quakers avaient les premiers demandé en Angleterre la liberté des nègres au nom de la religion, et ils avaient agi en conséquence dans leurs colonies. Il fut établit, en 1788, qu'il y avait quatre cent dix mille nègres dans les possessions britanniques des Indes occidentales; que les Anglais en achetaient chaque année trente mille sur les côtes d'Afrique, dont dix mille étaient destinés à remplir les vides parmi leurs esclaves et les autres à être revendus; ce qui donnait lieu une exportation de huit cent mille livres sterling en objets manufacturés par l'industrie nationale contre une importation d'un million quatre cent mille livres.

Liverpool, qui était le centre de ce trafic, expédia, de 1730 à 1770, deux mille bâtiments négriers, qui transportèrent, des côtes d'Afrique aux Antilles, trois cent quatre mille esclaves. L'historien Roscoë, qui était de cette ville, éleva la voix contre ce marché de sang en 1781. Wilberforce, méthodiste ardent, autour de qui se rallièrent les âmes tendres et les esprits méditatifs, se proposa pour but, toute sa vie, d'abolir la traite par l'influence des idées religieuses, sans s'inquiéter des considérations politiques; il se mit en relation avec des hommes illustres de tous les pays pour convertir Saint-Domingue et l'Australie. Une société d'*Amis des Nègres* se forma à Paris, et compta dans son sein Mirabeau, La Fayette, Condorcet, Brissot et Grégoire.

Mais il ne suffit pas d'émouvoir, il faut décider. Fox vint en aide à ces apôtres avec des idées plus terrestres et susceptibles de réalisation, en démontrant qu'il y avait là un intérêt de justice et de dignité humaine. Pitt, alors ministre, hésita, et fit ajourner la proposition d'année en année; car il s'agissait d'un commerce très-avantageux, devenu désormais le privi-

lége de l'Angleterre grâce à sa prépondérance sur les mers. Mais lorsque le soulèvement des nègres de Saint-Domingue répondit à l'appel de la Révolution française, Pitt se déclara le champion de la philanthropie. On l'accuse d'avoir agi dans des vues politiques et d'intérêt propre; d'avoir proclamé l'égalité des races pour rendre plus absolue et plus terrible la séparation de cette colonie. Aujourd'hui encore on impute à des motifs particuliers les efforts que fit l'Angleterre pour détruire la traite. Heureuse en tous cas la nation dont les intérêts s'identifient avec ceux de l'humanité!

Pitt prononça au parlement un admirable discours, où non- 1793.
seulement il dépeignit pathétiquement les horreurs de la traite, mais exposa l'organisation coloniale, l'état de la population, le travail des ouvriers libres comparé à celui des esclaves, les moyens de suppléer à ce dernier, de multiplier les habitants et les produits de la culture libre. « Pourquoi abolir, disait-il, la « traite des nègres? Parce que c'est une injustice irremédiable. « L'argument n'a-t-il pas cent fois plus de valeur pour une abo- « lition immédiate que pour une abolition graduelle? En lais- « sant cet horrible trafic se prolonger un seul jour de plus, « mes honorables amis n'affaiblissent-ils pas leur propre raison- « nement? Si l'iniquité de ce commerce doit le faire abolir « une fois, pourquoi pas tout de suite? Pourquoi laisser « une injustice durer une heure de plus? D'après ce que « j'entends, tous sont convaincus de l'iniquité de ce trafic; « mais quelques-uns, qui en sont convaincus, ont supposé par « cela même qu'il n'aurait jamais commencé sans une nécessité « irrésistible. On veut ainsi tranquilliser sa conscience en met- « tant ce mal à la charge de la Providence. Non, il n'y a de « mal nécessaire que celui qu'on ne pourrait écarter sans un mal « plus grand. Or, je n'en saurais imaginer un plus grand que « d'arracher, chaque année, soixante, quatre-vingt mille hu- « mains de leur terre natale, par les efforts combinés des na- « tions les plus civilisées, des pays les plus éclairés, sous la « sanction des lois du royaume qui s'intitule le plus libre et le « plus heureux de tous. Ces malheureux fussent-ils convain- « cus de quelque grand crime, nous appartiendrait-il d'être « leurs bourreaux?... Mais si nous faisions pis, si nous les « amenions à vendre leurs frères, n'est-il pas clair que par des « incursions, par des guerres injustes, par des condamnations « iniques ils se procureraient un nombre de victimes tou-

« jours croissant à proportion de nos demandes? Les guerres « d'Afrique sont-elles pour eux ou pour nous? Les armes « anglaises, mises aux mains des Africains, propagent sur cette « terre la désolation. »

Après avoir réfuté tous les sophimes biens connus, il ajoutait : « Il fut un temps où des sacrifices humains étaient offerts « dans cette île que nous habitons, et l'on y faisait le trafic « des esclaves à peu près comme aujourd'hui se fait celui des « Africains. L'adultère, la sorcellerie, les dettes fournissaient « d'esclaves le marché de Rome; on y ajoutait les prisonniers « de guerre; et quelques misérables, après avoir tout perdu « au jeu, y aventuraient leur propre personne, celle de leur « femme, celle de leurs enfants. Chacune de ces causes est in- « diquée dans les mêmes termes comme la source de l'escla- « vage en Afrique. Or, ces faits et quelques sacrifices humains « sont la preuve prétendue que l'Afrique est naturellement in- « capable de civilisation, et que la Providence l'a irrévoca- « blement condamnée à être une pépinière d'esclaves pour les « Européens libres et civilisés.

« Pourquoi n'aurait-on pu en dire autant des anciens Bre- « tons? Pourquoi quelque sénateur romain, raisonnant comme « quelques membres de cette assemblée, n'aurait-il pu dire : « *C'est un peuple qui n'arrivera jamais à la civilisation; qui* « *n'est pas destiné à être libre; qui n'a pas d'intelligence pour* « *les arts utiles; qui, abaissé par la main de la Providence au-* « *dessous du niveau de la race humaine, est créé pour fournir* « *des esclaves au reste du monde*. Et pourtant nous sommes sortis « de la barbarie depuis si longtemps que nous oublions que « nous avons été jadis des barbares; nous sommes arrivés à « l'état le plus éloigné de celui qu'un Romain aurait pu nous « assigner et que nous assignons aujourd'hui à l'Afrique. Une « seule chose manque pour compléter ce contraste, et nous « disculper d'agir encore comme des barbares. Nous continuons « toujours le trafic des esclaves au mépris de nos droits in- « contestables à la civilisation. Nous avons été jadis obscurs « parmi les nations, sauvages dans nos habitudes, corrompus « dans nos mœurs, dégradés dans notre intelligence autant « que les misérables Africains le sont aujourd'hui. Mais dans « une longue série d'années, par une lente progression, nous « sommes devenus riches d'une grande variété de biens; fa- « vorisés sans mesure des dons de la Providence, sans rivaux

« dans le commerce, éminents dans les arts, plus avancés « qu'aucun autre peuple dans les recherches de la philosophie « et de la science, comblés de toutes les bénédictions de la « société civile. Nous possédons la paix, la prospérité, la li- « berté; nous sommes protégés par des lois impartiales et « par une excellente justice; nous avons un système de gou- « vernement que l'expérience nous autorise à déclarer le meil- « leur et le plus sage qui jamais ait existé. Nous aurions pu « rester pour toujours exclus de ces biens s'il se trouvait quel- « que vérité dans les principes établis par plusieurs membres « de cette chambre en ce qui concerne l'Afrique. Nous aurions « dû languir jusqu'à ce jour dans la brutalité et la dégradation « où l'histoire atteste que furent réduits nos aïeux, et nous se- « rions peu supérieurs pour la morale et pour les connaissances « aux grossiers habitants des côtes de la Guinée.

« Si nous écoutons la raison et le devoir, quelques-uns d'en- « tre nous pourront vivre assez pour voir les naturels de l'A- « frique occupés à des industries pacifiques et à un commerce « légitime, pour voir les rayons de la science et de la philoso- « phie poindre sur cette terre, qui plus tard peut-être brillera « d'une lumière plus complète. Alors nous pourrons espérer « que l'Afrique recevra vers le soir cette félicité qui descendit « si abondamment sur nous à une heure matinale. Alors l'Eu- « rope, profitant de cette amélioration, recueillera la juste ré- « compense de sa générosité, si l'on peut appeler générosité « l'acte de ne pas tenir davantage ce continent sous des ténè- « bres qui ont disparu des régions plus favorisées. »

L'abolition ne fut admise alors que graduellement; mais c'était beaucoup déjà que de faire pénétrer ce principe dans une législation si attachée aux errements du passé. Nous avons vu, à propos de Saint-Domingue, comment Napoléon décréta et réglementa l'esclavage. La tranquillité nécessaire manqua ensuite à son règne orageux pour remédier à un si grand mal. Mais le Danemark avait aboli, dès le 16 mai 1792, tout trafic de nègres dans ses colonies.

La traite fut prohibée dans le congrès européen, conformément aux idées évangéliques qui le dirigeaient; mais la réalisation du principe devait être lente. C'est à l'Angleterre et à quelques provinces des États-Unis que revient le mérite des plus grands efforts faits pour y parvenir. Déjà le congrès tenu à Philadelphie en 1774 avait condamné la traite des esclaves en

décidant qu'il n'en serait plus importé aucun (1). Au mois d'août précédent les délégués de la Virginie et le congrès provincial de l'Amérique septentrionale avaient pris la même résolution (2). En 1780, la Pensylvanie avait prononcé la liberté des nègres nés postérieurement à la déclaration de l'indépendance; peu après, les États du nord et du centre défendirent d'en introduire de nouveaux. Mais que faire de ceux qui arrivaient en contrebande? Le parti le plus juste parut de les rendre à l'Afrique. En conséquence, les Américains, après plusieurs tentatives, fondèrent en 1816, sur les côtes d'Afrique, la colonie de Libéria, pour y placer les affranchis des États-Unis.

Néanmoins le commerce des esclaves s'accrut démesurément après la prohibition; et l'on évalue aujourd'hui encore à cent cinquante mille au moins le nombre des Africains enlevés chaque année à leur pays. Les deux tiers périssent avant d'être utilisés dans les colonies, où ils multiplient beaucoup; mais la mortalité est toujours très-grande parmi eux. Des faits épouvantables ont été révélés dans maintes protestations dont, la tribune anglaise a retenti par philanthropie ou par raison d'État. Plusieurs nations ont assimilé la traite à la piraterie; et la Grande-Bretagne, l'Autriche, la France et la Russie, mettant tardivement à exécution ce qui avait déjà été proposé au congrès de Vienne, conclurent, le 20 septembre 1841, un traité pour empêcher la traite. L'Angleterre, qui en avait fait un crime capital en 1817, établit une croisière sur les côtes d'Afrique pour capturer les bâtiments négriers, sous quelque pavillon que ce fût, et mettre les équipages en jugement. La conséquence nécessaire en fut le droit de visite; mais les autres nations, voyant une suprématie usurpée sur elles par cette puissance, s'y opposèrent de toutes leurs forces. Les États-Unis, jaloux de leur indépendance, se sont toujours soustraits aux mesures préventives ainsi qu'à la visite; et les difficultés de répression ont laissé depuis subsister ce trafic bien qu'il soit déclaré piraterie. L'Espagne tolère aussi la traite, autant que le lui permettent les principales puissances maritimes; mais elles ont contraint le Portugal à l'abolir et à anéantir par là ses factoreries du Congo, qui en vivaient.

Le remède radical contre la traite sera l'abolition de l'escla-

(1) *Journal of congress*, t. I, p. 32.
(2) PITKIN'S, *History*, t. I, ap. nº 16. JONE'S, *Defens. of rivol.*, p. 145.

vage, et l'humanité devra encore ce bienfait à la politique de l'Angleterre. Un ami de Wilberforce, Fowel Buxton, soumit cette question au parlement en 1823; il y expliqua de quelle manière l'affranchissement graduel avait été fait dans quelques parties des États-Unis. Mais il n'obtint qu'un certain nombre d'améliorations, telles que l'enseignement des esclaves et leur instruction religieuse, leur admission à tester dans les affaires civiles ou criminelles, la faculté pour eux de se racheter à un prix raisonnable, de posséder et de transmettre leurs propriétés, la légitimation de leurs mariages, l'obligation de ne pas séparer les familles lors des ventes, un adoucissement à l'autorité des maîtres et plus de régularité dans la justice.

Ce pas fait ne contenta personne. Mais, en 1831, le gouvernement prononça la libération immédiate de tous les esclaves de la couronne et créa des magistrats protecteurs. Les colons poussèrent les hauts cris; mais la seule réponse qu'ils obtinrent fut l'abolition de l'esclavage pour le 1er août 1834, sous la condition d'un noviciat de quatre ans pour les esclaves domestiques, de six ans pour les cultivateurs, en les obligeant de continuer en attendant à travailler pour leurs maîtres, sans que l'on pût exiger d'eux plus de quarante-cinq heures de travail par semaine. Vingt millions de livres sterling furent affectés à indemniser les colons, à raison de trente-cinq livres par tête; et le nombre des esclaves s'élevait à sept cent mille.

Les injustices invétérées ne s'extirpent pas sans qu'il en coûte et sans qu'il faille se résigner aux maux qui succèdent toujours à la cessation du mal. En effet, outre les énormes dépenses du trésor, les terres du domaine public restèrent sans produit, et beaucoup de propriétaires furent ruinés. Le nègres ne tinrent pas compte du bienfait, ou ils en abusèrent; et ils considérèrent comme un privilége de la liberté de se livrer à la fainéantise, comme les maîtres. Le commerce déclina à tel point que le gouvernement britannique fut réduit à payer six millions de francs par an à ses bateaux à vapeur qui faisaient le trajet des Antilles (1), et à protéger, à l'aide de troupes nombreuses, les colons européens contre les nègres affranchis.

On songea à suppléer au besoin urgent de bras, jusqu'à la

(1) Les Antilles anglaises sont au nombre de treize îles principales, et contiennent neuf cent mille habitants. La plus importante est la Jamaïque, qui, avant l'émancipation des noirs, a produit jusqu'à 125 millions annuellement en différentes denrées.

transformation complète de la méthode de culture, en transportant d'Afrique des travailleurs volontaires et en favorisant les émigrations d'Irlandais et d'Écossais. Il surgit une foule d'abus dans la pratique lorsqu'il fut question d'exécuter l'acte du parlement, ce qui détermina les législatures locales à préférer l'émancipation immédiate et générale aux mesures partielles et préparatoires. L'émancipation fut ensuite prononcée le 1er août 1837, au milieu de fêtes religieuses; et sept cent mille êtres privés de leur liberté redevinrent hommes sans que les colonies fussent bouleversées. Depuis lors les mariages remplacent la promiscuité; les bons sentiments reprennent leur empire, et les noirs affranchis, qui se livrent à la culture et au commerce de détail, recherchent les petites aisances de la vie, le luxe même. Il importe à l'histoire de suivre les phases de ce grand acte et les objections qu'il a soulevées, pour connaître comment aura pu s'opérer, après le treizième siècle, cette révolution qui changea les serfs du moyen âge en citoyens libres.

Robert Peel, qui n'était pas favorable à l'abolition de l'esclavage, l'appelait pourtant, depuis, « la réforme la plus heureuse dont le monde civilisé puisse offrir l'exemple; » et lord Stanley disait au parlement (22 mars 1842) : « L'effet de cette grande « expérience a dépassé les plus vives espérances des partisans « zélés de la prospérité coloniale : non-seulement le bien-être « matériel de chaque île s'est grandement accru, mais il y a « eu progrès dans les habitudes industrielles, perfectionnement « dans le système social et religieux; les qualités du cœur et « de l'esprit, bien plus nécessaires au bonheur que les objets « matériels de l'existence, se sont développées chez les indi- « vidus. »

D'autre part, il est prouvé que le sucre, dont la culture est la principale corvée des nègres des Antilles, s'obtient à meilleur marché de l'Inde orientale, tellement que les Anglais ont dû le grever d'un droit pour en équilibrer la concurrence avec celui des Antilles.

Les constitutions de l'Amérique du nord ne font aucune mention de droits politiques en ce qui concerne les esclaves. Les droits civils leur sont refusés, car ils ne peuvent faire aucun contrat valable; cette prétention entraîne même parfois un châtiment. Quant aux droits naturels, ils varient. Les noirs sont considérés comme choses et comme propriété mobilière à la Caroline, immobilière à la Louisiane; il est en conséquence

défendu de les instruire. Dans de certains États, le maître qui leur donne les connaissances les plus élémentaires est passible d'une peine. Ils ne peuvent fuir, attendu que, dans les États même où l'esclavage est aboli, les fugitifs sont repoussés et livrés. Dans la Caroline, il est permis de les prendre et de les fustiger, dans la Louisiane de tirer sur eux. La pénalité diffère du maître à l'esclave. Le blanc qui blesse un nègre est passible d'une amende de quarante schellings; l'esclave qui blesse un homme libre est puni de mort. Le nègre, n'ayant pas de propriété, ne peut être puni d'une amende : le retenir prisonnier, ce serait faire tomber le châtiment sur le maître seul; il ne reste donc que la mort, en payant au maître la valeur du condamné. Or, le maître préfère le châtier lui-même brutalement et sur-le-champ, sans frais et sans perte de temps. Ainsi, contrairement à toute bonne législation, ils ne sont pas jugés par leurs pairs, d'après des lois positives, portant des peines déterminées; ils restent à la discrétion de l'offensé!

Cependant l'esclavage tend à diminuer dans la plupart des États de l'Union, par l'influence des idées religieuses; par l'œuvre de quelques sectes qui s'y consacrent entièrement; par les progrès de la civilisation, qui font rougir un peuple libre de tolérer ce régime barbare, et par la conviction que les États où l'esclavage a été aboli ont accru leur prospérité en arrachant à l'oisiveté la portion la plus intelligente des habitants, c'est-à-dire les blancs. Mais on discute encore sur les moyens d'en sortir. On a proposé de racheter les nègres aux frais du trésor; mais le recensement de 1830 en portait le nombre, dans toute l'Union, à deux millions neuf mille : ce serait donc une dépense de cent millions de francs, en ne les évaluant qu'à cent dollars par tête. Combien ne serait-il pas dangereux en outre de placer tout à coup cette population, aigrie par de longues souffrances, à côté des anciens oppresseurs! Le conseil de Jefferson, qui proposait de les installer sur une portion de territoire distincte, aurait créé deux sociétés hostiles et apporté aux États-Unis un mal dont la nature les a exemptés, le voisinage d'ennemis dangereux. Les transporter de nouveau en Afrique coûterait immensément. D'ailleurs, dans les États du Sud toutes les fortunes reposent sur le travail des esclaves, et nulle indemnité ne saurait en compenser la perte.

Reste à déclarer libres ceux qui naissent : mais si cette mesure diminue les inconvénients, elle ne les détruit pas; car les

pères sentiraient plus vivement le poids de leurs chaînes, et l'énormité de l'esclavage en ressortirait davantage quand il pèserait sur les pères en épargnant les enfants.

Au surplus, quelque éloge que fassent d'eux les philanthropes et les missionnaires, les nègres sont méchants, paresseux, adonnés au vol ; les objets de consommation ont doublé de valeur dans les pays où ils ont été affranchis ; les crimes et les désordres se sont accrus : c'est pourquoi beaucoup de personnes se sont opposées de très-bonne foi et sans idée d'intérêt à la cessation de l'esclavage, le considérant comme « un moyen d'amélioration sociale et comme une initiation aux bienfaits de la civilisation (1). »

Nous faisons mention de cette opinion non pour arrêter des tentatives généreuses, mais pour appuyer de plus en plus sur la nécessité d'avoir égard au temps si l'on veut introduire des améliorations durables.

A Saint-Domingue, cette île si florissante sous les Français, les deux races, depuis le moment de l'affranchissement, sont restées en présence, déplorablement armées l'une contre l'autre. L'habileté qu'y déploient les nègres proteste toutefois contre l'accusation d'incapacité dont ils sont l'objet. Le président de la république est même encore un nègre (2).

L'esclavage a toujours été moins pesant dans les colonies espagnoles, où l'influence du clergé a grandement adouci la sévérité des maîtres et contribué à rendre les esclaves meilleurs. Lorsque les Américains du sud eurent recouvré leur indépendance, ils eurent recours à mille moyens pour arriver à détruire ce fléau et pour le rendre, en attendant, le moins dommageable possible. Il fut décrété, dans la Colombie, que les enfants à naître des femmes esclaves seraient libres, et que les maîtres nourriraient et vêtiraient ces enfants, qui, en retour, les serviraient jusqu'à l'âge de dix-huit ans. La traite fut défendue, ainsi que l'importation de nouveaux nègres dans le pays. Il fut établi un fonds pour acheter les anciens, et une commission prise dans chaque district fut chargée d'en délivrer un certain nombre aux anniversaires de la liberté nationale.

Au Mexique, tout bâtiment portant des esclaves est confis-

(1) De La Charrière, *De l'affranchissement des colonies* ; 1836. De Cools, *De l'émancipation des esclaves*.

(2) Boyer a eu pour successeur Herrard, puis Guerrier, remplacé aujourd'hui par Perrot, qui est aussi un nègre.

qué, et les capitaines punis de dix ans d'emprisonnement. Dans le Guatémala, on a prononcé l'abolition de l'esclavage, et les maîtres ont refusé l'indemnité qui leur était allouée.

L'esclavage subsiste encore dans les colonies espagnoles et portugaises quoique mitigé par le catholicisme et par le zèle qu'apportent les curés à donner l'enseignement aux nègres et à favoriser les mariages (1). A la Havane, la traite a été défendue sous peine de dix ans de galère, et l'on décréta que l'habitation sur laquelle il serait trouvé de nouveaux nègres serait confisquée; que les esclaves recouvreraient leur liberté après un apprentissage de quatre années. Le terme de l'esclavage avait été fixé par une loi, dans les colonies françaises, à 1853. On s'occupe, en attendant, de l'éducation des nègres, qui jouissent dès à présent du droit de posséder et peuvent se racheter. Le rapport fait sur cette proposition en 1840, par une commission de la chambre, se terminait ainsi : « La reconstitution du clergé « colonial est le point capital, le vrai moyen d'action sur la race « noire. Par là le culte catholique manifestera combien il y a « de puissance dans son unité, dans la subordination, dans la « règle; combien il y a de force dans le principe de l'autorité. « Celui-là est pour tous le grand instrument de civilisation, de « pacification, de rapprochement, le salut de nos colonies. »

Mais la révolution de 1848 est venue brusquer les choses, et

(1) Un fragment de sermon prononcé par le curé de Fort-Royal à la Guadeloupe a été cité à la chambre des députés dans une discussion au sujet de l'affranchissement des esclaves (6 mars 1841); il reproduit, selon nous, la teneur des protestations que les prêtres auront sans doute fait entendre dans tous les temps, au nom de la religion, contre la légalité : « Si les lois civiles, que je ne prétends pas qualifier, refusent des droits à l'esclave, Dieu lui en donne, la religion lui en suppose, le sentiment naturel les proclame. Mes frères, écoutez la religion, et ayez pour tous, et principalement pour le faible, une charité illimitée. — Ne les battez pas : l'homme n'est pas sorti du sein d'Ève pour être fustigé; le moindre de vos coups ferait souffrir une âme immortelle, et, je vous le déclare, Dieu vous le rendrait. — Ne le laissez pas nu : n'a-t-il jamais gagné un vêtement par son travail, pour que son aspect n'offense pas la pudeur? — Ne le chargez pas de fers et d'entraves : là où l'on porte des chaînes, le riche se fait esclave à l'égal du pauvre; car, si l'inférieur porte sa chaîne au pied, le supérieur est contraint de la porter au poing; de là un lien commun, de la violence, et par conséquent malheur général. Instruisez l'esclave, laissez-le venir facilement à l'église pour apprendre à vous aimer, à vous aider, à vous soutenir. De quel droit lui refuser l'instruction religieuse? Est-ce donc Dieu qui l'a vendu? — Ne le méprisez pas : de quoi a-t-il dépendu que vous soyez nés à sa place, et lui à la vôtre? »

un décret du gouvernement provisoire y a aboli l'esclavage sans transition.

Dans ces pays même où l'affranchissement existe ou se prépare le préjugé de couleur subsiste, et le blanc ne supporterait pas l'égalité avec l'ancien Africain. Les deux races vivent distinctes non-seulement au tribunal, mais au théâtre, dans le temple, dans les prisons; elles sont séparées même dans les cimetières. Le temps seul pourra effacer non pas cette aristocratie empreinte sur la peau, mais faire disparaître la race étrangère par le mélange du sang (1). Il appartiendra aussi au temps de vaincre l'orgueil des blancs et leur obstination à suivre les vieilles méthodes, qui exigent plus de force que d'intelligence. Le respect pour la nature humaine leur persuadera que la Providence n'a pas donné à une terre le privilége de certains produits pour les payer avec le sang humain; qu'elle n'a pas fait l'homme pour les seules jouissances matérielles; que l'homme est un être intelligent, dont le bien suprême est la dignité.

L'introduction de la civilisation en Afrique sera une barrière puissante contre la traite. La colonie de Libéria y prospère, et un nègre de cet établissement dirige en ce moment une habitation modèle au confluent du Niger avec la Ciadda. Les noirs affranchis de l'Amérique envoient des fonds pour soutenir les missions dans l'intérieur de l'Afrique; les princes de cette contrée commencent eux-mêmes à comprendre qu'ils auront plus de profit à faire travailler les vaincus qu'à les vendre. Il résultera de là une espèce de servitude de la glèbe, qui sera un acheminement au travail libre. On calcule même que la seule huile de palmier produira à l'Afrique plus que la traite. Aux missionnaires chrétiens il s'en joint maitenant de musulmans, qui, partant de la capitale de l'Égypte, traversent l'Afrique jusqu'à Tombouctou, et qui, descendant le Niger, établissent des mosquées à côté des églises.

La Perse, la Turquie, l'Égypte, les autres pays mahométans conservent des marchés humains; les Arabes de cette lisière du Sahara qui s'étend de Tripoli à Ceuta continuent à tirer, comme le faisait Carthage, des esclaves noirs du pays des Garamantes. Les caravanes égyptiennes qui fréquentent le Darfour

(1) Macaulay disait cependant à la chambre des communes, en mars 1844, qu'au Brésil la religion surmonte ce préjugé; car on y voit souvent un blanc agenouillé devant un confesseur nègre, et les blancs et les noirs communier ensemble.

en achètent, les échangeant contre du sel, du tabac, des figues, des étoffes, des cornalines. La ruine imminente de l'empire ottoman favorisera aussi de ce côté l'émancipation ; et déjà la Grèce, rendue à la liberté, a prononcé des peines très-sévères contre la traite : il est vrai qu'elle se fait encore sous pavillon turc.

L'Angleterre conserve, dans ses colonies d'Orient, non-seulement l'esclavage, mais même la traite : aussi ses rivaux le lui reprochent-ils comme une preuve qu'elle n'a proclamé l'émancipation en Amérique que parce qu'elle peut produire, à l'aide des machines, ce que les autres n'obtiennent qu'à force de bras, et parce qu'elle a besoin de trouver dans les colonies un débouché à l'excédant de sa population, bien certaine que la ruine des colonies rivales n'en fera que prospérer davantage celles qu'elle possède en Asie. Mais si l'esclavage dans les Antilles est une institution civile, il est dans l'Orient une institution religieuse inhérente à la société; et son abolition n'atteindrait pas là seulement un petit nombre de colons, mais cent cinquante millions de naturels. La résolution prise par le bey de Tunis d'abolir le marché aux esclaves et d'affranchir ceux qu'il possédait est un fait très-important. Quand l'iman de Mascate réclama l'assistance des Anglais pendant la guerre avec les Égyptiens, il fut obligé d'abolir la traite; mais elle continue avec activité à Madagascar et dans la Malaisie.

On songea aussi, dans le congrès de Vienne, à délivrer la Méditerranée des pirateries des croiseurs barbaresques.

L'Afrique septentrionale tend de plus en plus à devenir un appendice de l'Europe. Placée entre la Méditerranée, l'Atlantique et le désert, elle touche presque à l'Espagne; à l'est du cap Bon, elle a la Sicile en vue; le cap Rouge s'avance vers la Sardaigne. Les Maures qui l'habitent n'ayant jamais cessé de courir sur les bâtiments européens et d'infester les côtes de la Méditerranée, les Espagnols dirigèrent souvent contre eux des expéditions, et les chevaliers de Malte, ceux de Saint-Étienne et d'autres encore se proposèrent pour but de les réprimer. Barbarie.

L'Afrique reçut sans cesse des migrations de l'Italie de l'Espagne, des Baléares, migrations déterminées par un climat favorable et par la facilité de s'y procurer des terres à cultiver. A en croire l'*Afrique illustrée* de Cramage, on comptait à Alger, en 1622, trente-cinq mille chrétiens, et en outre deux mille familles de Maures chassés d'Espagne et six mille rénégats,

c'est-à-dire qu'ils formaient les trois quarts de la population de cette ville. Sa marine se composait, en 1588, de trente-cinq galères, dont quatorze seulement appartenaient à Alger, vingt à des renégats européens, une à un juif (1).

La pêche du corail à Bone et à la Calle a toujours été faite par des Siciliens et des Napolitains; dans ces derniers temps encore cent cinquante-trois bateaux italiens et vingt et un français y étaient occupés.

Les indigènes de l'Algérie, indifférents aux richesses naturelles du pays, ne songent à se procurer le nécessaire que par le vol; quelques-uns font le commerce et échangent du corail, des plumes d'autruche, de la cire, du cuir, de la laine, des dattes, de la poudre d'or contre des étoffes d'Europe, des cordes, des voiles, du fer, du cuivre, du plomb, du riz, du sucre, de l'opium, des fruits secs. Les marabouts ou santons, très-vénérés parmi eux, expliquent le Koran de diverses manières; mais le peuple l'interprète à sa guise, et en viole tous les préceptes qui le gênent. La population des villes était un mélange bizarre de Turcs et de Maures, qui vivaient dans l'oisiveté, de renégats chrétiens et d'une soldatesque dont les soulèvements faisaient l'effroi de ses chefs en même temps que ses incursions et ses pirateries épouvantaient l'Europe. Le dey était proclamé par les soldats, qui le déposaient dès qu'un autre plus habile parvenait à gagner la confiance. La Porte envoyait quelques officiers dans le pays; mais ils n'y acquéraient d'autorité qu'en se procurant des adhérents. Le dey faisait rendre la justice en sa présence par le cadi. Les lois étaient expéditives et rigoureuses, les supplices barbares, et ils atteignaient le magistrat suprême comme le dernier des esclaves.

A Tunis, le vice-roi était choisi par la Porte; il le fut ensuite par les habitants. Le blé est abondant dans le pays, et on l'y conserve dans de grands trous appelés *mattamores*.

La Porte est plus respectée à Tripoli, empire indépendant et plus fort, ce qui lui permit longtemps de tenir tête aux puissance d'Europe.

Ces États, connus sous le nom de Barbaresques, violaient toutes les lois des nations : ils ne respectaient le pavillon d'aucune puissance, et donnaient la chasse aux bâtiments qui parcouraient la Méditerranée pour enlever les hommes et les

(1) BAUDE, *l'Algérie en 1841*.

femmes; ils n'étaient rendus que moyennant une grosse rançon, faute de quoi on les réduisait en esclavage. L'Europe se résigna longtemps à payer un tribut à ces barbares pour leur faire respecter tel ou tel pavillon; mais la paix étant venue, l'Angleterre résolut de s'affranchir de ce honteux tribut. Lord Exmouth fut envoyé dans ces parages. A son apparition, Tunis et Tripoli effrayées s'engagèrent à respecter le pavillon chrétien. Alger temporisa, sous prétexte de soumettre le cas à la décision du Grand Seigneur; mais à peine l'amiral anglais eut-il repris la mer que les prisonniers furent en butte à de nouvelles cruautés. Lord Exmouth revint alors, et bombarda Alger, qui, après avoir vu incendier sa flotte, se résigna à traiter, abolit 1816. Septembre. l'esclavage des chrétiens, et restitua les Européens capturés par ses corsaires. Il s'y trouva mille esclaves chrétiens et quarante-neuf mille dans tous les États barbaresques.

L'Europe inscrivit ce triomphe dans les fastes de la Sainte-Alliance; mais ce ne fut qu'un succès éphémère, car ses décrets n'empêchèrent pas la piraterie de continuer jusqu'au moment où l'injure, portée à l'excès, amena la prise d'Alger par les Français.

Une caravane ayant enlevé près de Médine Ali Schérig, descendant de Mahomet, ce personnage fut porté sur le trône de Maroc en 1664. Cette dynastie amena avec elle une recrudescence de l'islamisme, qui anima le pays contre l'Espagne et le Portugal. Cette religion est aujourd'hui encore plus zélée parmi les malekites, secte rigoureuse qui y domine et dont les pèlerins se dirigent à travers le désert pour éviter l'Algérie. Les Arabes-Bédouins et les Berbers forment deux populations armées, parmi lesquelles l'empereur a peu d'autorité; tellement que plusieurs contrées peuvent être considérées comme indépendantes, sans compter les villes où les marabouts dominent par l'influence religieuse. L'empereur se considère néanmoins comme le sultan de tout l'Occident, et son autorité nominale s'étend partout où on professe la foi orthodoxe, c'est-à-dire sur la Barbarie occidentale, sur le sud-ouest de l'Afrique et jusque sur la lisière du désert; il prétend même dominer au delà, et jusque sur Tombouctou; il indique en conséquence comme limites officielles de son empire, au nord-ouest, la mer, du golfe Mélissa au cap Horn, en embrassant tous les pays au delà de l'Atlas; à l'est, Topilac; au sud, les déserts de Vaderoun.

Le Maroc, qui a des côtes très-étendues et des relations faciles

avec l'intérieur, redoutait peu les menaces des puissances; aussi les insultait-il audacieusement, et les traités de l'Europe avec cet empire étaient autant d'humiliations. Venise lui payait cent mille livres par an. L'Autriche n'ayant pas voulu continuer à subir ce tribut, les Marocains prirent un de ses bâtiments. L'escadre qu'elle envoya alors sur ses côtes y croisa quelque temps sans résultat : ayant enfin perdu beaucoup d'hommes sans recueillir autre chose que des insultes, le gouvernement autrichien se décida à transiger, et obtint, moyennant un présent, la restitution du bâtiment capturé.

Cependant la question d'Alger entraîne à sa suite celle du Maroc, et l'Europe porte maintenant son attention sur la solution d'un litige qui n'importe pas tant à la politique qu'à l'humanité.

CHAPITRE XVIII.

QUESTIONS RELIGIEUSES. LES PAPES. — LES CONCORDATS.

C'est le propre de toutes les réactions de pousser les espérances bien plus loin que les faits ne peuvent aller. Après avoir subi l'influence de la révolution jusqu'à se servir de ses principes et de ses instruments pour abattre celui qui l'avait terrassée, on se flatta de remettre le monde dans l'état où il était avant. Mais il y a des ruines que le temps fait et que nul ne peut relever; malheur à qui s'obstine à recrépir le vieil édifice, au lieu de profiter des débris pour en construire un nouveau!

Le pape fut remis en possession de ses États, moins Avignon. Mais la religion avait souffert de telles secousses, soit au fond, soit dans ses formes extérieures, qu'il fallait du temps, de la longanimité et de la prudence pour la ramener dans les cœurs non moins que dans l'ordre social. Cependant le pape, comme pour protester contre le passé, rétablit, par un de ses premiers actes, la compagnie de Jésus : il secondait en cela le vœu des princes, comme l'avait fait un de ses prédécesseurs lorsqu'il l'avait abolie. Il rétablit dans Rome les académies de la religion catholique, de Saint-Luc, d'archéologie et nomma de nouveaux cardinaux. Il diminua l'impôt fonci[illegible] quatre cent

mille écus, abolit les servitudes et les réserves, et en dépit des frayeurs des rois il accorda l'hospitalité à la famille Bonaparte.

Bien qu'il eût été déclaré, en 1814, que « le pouvoir spirituel recouvrerait tous ses droits et la position qu'avait brisée la conquête française, » il n'en fut rien. Cependant les persécutions endurées par le pontife lui avaient concilié certains adversaires, notamment les Anglais, qui s'étaient trouvés un moment faire cause commune avec lui. Ce furent eux qui l'appuyèrent lorsqu'il revendiqua les chefs-d'œuvre d'art enlevés à Paris et qui dépensèrent deux cent mille francs pour les faire transporter et replacer à Rome; ils lui rendirent aussi (don encore plus précieux) grand nombre de ses sujets qui gémissaient dans les bagnes d'Alger. Enfin, ils consentirent à accréditer un ministre 1818.
près la cour de Rome. Plus tard, le roi George écrivit une lettre Mars.
pleine de déférence au cardinal Gonsalvi, ministre d'État. Quand elle arriva, ce prélat venait de mourir; mais Léon XII en prit occasion pour exposer aux regards de l'Angleterre les sentiments de la cour et de l'Église romaine. Bientôt après parut une déclaration des évêques catholiques, des vicaires apostoliques et de leurs coadjuteurs en Angleterre sur les bases de la véritable foi et les limites de l'obéissance due au pontife, dans laquelle ils repoussaient les calomnies répandues contre le saint- 1826.
siége. Elle était accompagnée d'une *Adresse des catholiques anglais à leurs compatriotes*, où ils se plaignaient que, dans un pays de si grande liberté, des exceptions rigoureuses atteignissent les catholiques; qu'ils fussent passibles de peines très-graves pour professer leur foi, et exclus, comme pairs ou comme citoyens, de la chambre, du conseil privé, du ministère, des emplois, des chaires universitaires et des bénéfices, qui pourtant avaient été institués par les catholiques; qu'ils ne pussent assigner aucun fonds ou aucune rente au service de leur propre Église ou d'écoles catholiques; enfin qu'on les condamnait, du berceau à la tombe, à la calomnie, à l'insulte, au douloureux sentiment de leur infériorité.

Rome s'entendit avec la Russie pour qu'il y eût en Pologne huit évêques et un archevêque siégeant à Varsovie. Les débats furent longs quant aux Pays-Bas; et l'on finit par conclure un 1827.
concordat; mais le roi, calviniste fervent, n'en continuait pas moins de tracasser les catholiques. Jamais il ne nomma, quoiqu'il s'y fût engagé, les deux évêques d'Amsterdam et de Bois-le-Duc, et il contraignait la jeunesse catholique à étudier dans

le lycée philosophique protestant. Nous en verrons plus tard les conséquences.

L'Église avait perdu ses possessions en Allemagne; mais son royaume n'est pas de ce monde, et elle se serait consolée facilement si l'esprit n'eût été aussi aveuglé. Il y avait, sous la domination de ces princes protestants, un million et demi de catholiques, 1819. pour lesquels ils proposèrent un concordat. Ils étaient disposés à s'en passer en cas de refus; aussi leurs propositions furent telles que Rome n'y put accéder; mais on en vint plus tard à des conventions particulières. La bulle *Provida solersque* (1817) posa les bases du traité du 9 février 1822 pour le Wurtemberg, le grand-duché de Bade, la Hesse-Électorale, le grand-duché de Hesse-Darmstadt, le duché de Nassau, la ville libre de Francfort; puis une autre bulle (*Ad dominici gregis custodiam,* 15 avril 1827) réunit ces six pays en une seule province ecclésiastique, dite du Haut-Rhin, avec un archevêque et quatre évêques. Le ministre de Prusse Hardenberg s'entendit 1821. en personne avec le cardinal Gonsalvi pour supprimer les évêchés d'Aix-la-Chapelle et de Corbie, ainsi que les abbayes de Neuenzell et Oliva; pour que la dignité métropolitaine fût rendue à Cologne, et accordée à Posen; enfin, pour que le droit d'élire les évêques fût maintenu aux chapitres, sauf confirmation de Rome. En conséquence, il dut y avoir, dans ce royaume, deux métropolitains, deux chapitres, six évêques suffragants avec deux cent mille thalers. Cette dotation devait être affectée sur les biens de l'État; mais jamais elle n'a été garantie par ce gouvernement (1).

Les difficultés ne furent pas moindres du côté des puissances catholiques; et pour les surmonter il fallut toute la prudence, toute l'adresse de Gonsalvi, qui se plia même à des condescendances que les catholiques zélés ne purent lui pardonner. On accorda au Piémont un nonce de première classe, qui ne quitterait cette cour que pour être décoré de la pourpre. Depuis lors les jésuites furent chargés de l'éducation de la jeunesse; le diocèse de Savoie fut rétabli; on institua à Pignerol les oblats de la Vierge, prêtres séculiers qui faisaient vœu spécial d'obéissance au pontife. Ailleurs, ce furent les frères de la Charité de Rosmini, sans parler des anciens ordres religieux.

(1) MUNCK, *Sammlung aller altern und neuern Concordante;* Leipsick, 1831.

Quand Ferdinand prit le titre de *roi des Deux-Siciles*, le pape protesta, au nom de ces anciens droits sur ce royaume; le roi en retour ne lui reconnut d'autre suprématie que celle de chef de l'Église. La vieille querelle de la haquenée se trouva remise plusieurs fois sur le tapis, et donna lieu à une violente polémique, qui devint plus acerbe encore quand Rome se refusa à céder à prix d'argent les principautés de Bénévent et de Ponte-Corvo, source d'embarras des deux côtés. Enfin, le cardinal Gonsalvi et le ministre de Naples Médici convinrent que le roi nommerait aux siéges de son royaume, qui furent réduits de cent quarante-sept à quatre-vingt-douze; que les possesseurs de biens ecclésiastiques ne seraient point inquiétés; que les biens non vendus seraient répartis entre les couvents rétablis sans considérer à qui ils appartenaient auparavant; que les corps religieux dépendraient de leurs généraux; que les évêques seraient libres pour l'exercice du ministère pastoral dans les limites des canons; qu'ils pourraient convoquer des synodes, visiter le seuil des apôtres, publier des instructions sur les matières ecclésiastiques, ordonner des prières publiques ou autres pratiques pieuses; qu'ils auraient la juridiction ecclésiastique et la censure doctrinale sur les livres publiés. Enfin, l'appel au saint-siége, qui se réserva douze mille ducats par an sur les revenus des évêchés, fut accordé à tous les fidèles.

Le concordat avec la Bavière, conclu en 1818 et publié comme loi de l'État en 1821, est celui qui se rapproche le plus des maximes purement catholiques et qui favorise davantage les corporations religieuses.

Les négociations avec la Suisse amenèrent la suppression de l'évêché de Constance; l'Église de Saint-Gall fut réunie à celle 1821.
de Coire (1), avec les trois cantons montagnards. Les catholiques de Zurich, de Zug, d'Appenzell, de Thurgovie, d'Argovie furent soumis en 1830 à l'ordinaire de Bâle. Il y eut ainsi cinq évêchés, Bâle, Coire et Saint-Gall, Lausanne et Sion, dix-sept collégiales et cent vingt monastères. Fribourg, siége de l'évêque de Lausanne, reçut les jésuites dans ses murs, et, aux termes du pacte constitutionnel, les ordres religieux existants durent être conservés.

D'autres conventions à part furent faites avec l'Église hon-

(1) L'évêché de Saint-Gall a été rétabli le 15 novembre 1845, avec juridiction circonscrite dans les limites du canton.

groise, avec l'Amérique septentrionale et divers États catholiques ou non catholiques. Qu'en résulte-il? C'est que l'unité disciplinaire manque et que le nombre des fêtes, les règles établies pour la nomination ou la représentation des dignitaires, pour la perception des dîmes, pour les questions matrimoniales varient dans les différents pays. Dans quelques États, même catholiques, c'est un délit de la part des dignitaires ecclésiastiques de communiquer directement avec Rome. Les immunités personnelles et locales ne subsistent nulle part dans leur intégrité; partout le droit d'acquérir les biens de mainmorte est limité. La plupart des prélatures sont à la nomination du gouvernement, ou du moins faites sur sa présentation; les propriétés ecclésiastiques sont surveillées et les décrets de Rome soumis à l'*exequatur*, bien que les rois usent de ce droit avec modération, comme Rome le fait des interdits et des monitoires. L'Église perdit en outre les ordres militaires, ainsi que ses fiefs, qui étaient une force pour le pouvoir ecclésiastique, tandis que les fiefs laïques sont une cause de faiblesse pour le pouvoir civil.

Le concordat conclu entre Rome et la France, en 1817, annula celui de 1801, et rétablit celui de Léon X : il réorganisa les diocèses avec leur dotation, et raya le divorce du Code civil; mais la liberté nouvelle et les priviléges anciens, les jansénistes et les gallicans se liguèrent contre ce concordat. L'abbé de Pradt tourna en ridicule les trois concordats, soutenant que le meilleur parti à prendre était d'isoler la religion de l'ordre civil; si bien que le ministère retira l'assentiment qu'il avait donné.

L'ancien concordat se trouvant ainsi aboli sans que le nouveau fût accepté, on intrigua pour déterminer les évêques à reconnaître comme décisions de foi les quatre propositions de 1682; mais ils s'y refusèrent.

On voit combien les pontifes eurent de peine auprès des princes catholiques pour concilier les nouvelles prétentions de la souveraineté avec la vieille discipline de l'Église. Le cardinal Gonsalvi, qui avait l'expérience des cours et celle du malheur, inclinait pour faire toutes les concessions compatibles avec la dignité du saint-siége; il était mal vu des catholiques zélés. A la mort de Pie VII, ils appelaient de tous leurs vœux un pape plus rigide en fait de discipline et moins malléable aux exigences des cours; mais la *faction des couronnes*, pleine de ménagements pour les princes, déploya une grande activité durant le

conclave et pendant le règne du nouveau pontife, qui prit le nom de Léon XII. Gonsalvi, éloigné des affaires, ne tarda pas à mourir; tous les présents qu'il avait reçus en don des différents souverains à l'occasion de tant de négociations diplomatiques furent consacrés, selon ses volontés dernières à ériger dans le Vatican un monument en l'honneur du pontife dont il avait été l'appui.

Léon XII (Annibal della Genga), amis des jésuites, dirigea sa sollicitude pastorale contre les progrès de l'impiété et contre une *politique méticuleuse*, timide envers les forts, mais hautaine à l'égard des faibles. Lorsqu'il publia le jubilé, qui n'avait pu être célébré depuis longtemps, la bulle fut mal accueillie par les divers souverains. Elle ne put être publiée en France, et l'Autriche n'en accepta les dispositions qu'en ce qu'elles auraient de compatible avec les lois et avec les intérêts de l'État (1).

Pie VIII (Xavier Castiglioni), son successeur, attaqua dans 1829. 31 mai.
une encyclique les sociétés bibliques, la philosophie irréligieuse, les sociétés secrètes, les mauvais livres, le peu de respect pour le mariage. Mais il ne tarda pas à mourir, et il eut pour suc- 1831. 2 février
cesseur Grégoire XVI (Maur Cappellari), qui était réservé à traverser des circonstances extrêmement difficiles.

En effet, si l'on parut pendant quelque temps considérer la religion sous son aspect purement bienfaisant et vouloir s'abstenir de la troubler par respect pour le ministère sacré des consolations célestes, on s'aperçut bientôt que son souffle se répand dans toutes les questions, et les passions tant politiques que philosophiques la firent intervenir dans tous les débats.

Les libertés gallicanes trouvèrent en France d'éloquents adversaires. Le comte Joseph de Maistre, ambassadeur de De Maistre. 1753-1821.
Sardaigne à Saint-Pétersbourg, puis ministre d'État, doué d'une grande hardiesse d'esprit, d'une conviction ardente, d'une vigueur de style enflammée par la colère, exposa et appliqua son système de philosophie théologique dans trois ouvrages publiés successivement : *les Soirées de Saint-Pétersbourg*, *le Pape*, *l'Église gallicane*. La révolution avait été sanguinaire, tout en flattant l'humanité. De Maistre se fit implacable dans l'intérêt du salut. En voyant ces événements merveilleux où la part de l'homme restait si petite, il reconnut le gouvernement

(1) Artaud, *Vie de Léon XII*. — *Contra hæc propugnabant acerrime recens impietas et ipsa meticulosa sæculi decimi noni politica*. Nodari, *Vita Pii VII*, etc.

temporel de la Providence, qui, même dans cette vie, produit pleinement son effet. Il bat en brèche avec acharnement la société actuelle, et voit le signe d'une vengeance éternelle dans ces maux qui accablent l'humanité. Le mal est nécessaire, par suite du premier péché; il a pour remède la prière et l'expiation, qui fait retomber sur les enfants le châtiment des fautes commises par les pères. De là les sacrifices anciens, les supplices, la rédemption. De ce point de vue élevé, il nous fait voir l'abrutissement chez les sauvages, chez les peuples civilisés des luttes et des guerres presque sans fin. Dans les sociétés, dont le châtiment est l'unique frein, le bourreau est le grand prêtre qui administre l'expiation, comme les pestes, comme la guerre, comme les animaux qui vivent de destruction. Le juste en est aussi victime, attendu que, pour qu'il en fût autrement, il faudrait qu'un miracle fît exception en sa faveur et qu'il eût sa récompense ici-bas, attendu aussi que, dans la réversibilité établie, le juste paye pour les coupables. Si donc la race humaine est perverse, il faut en avoir raison par la force. De Maistre développe en conséquence la justification théorique du pouvoir absolu avec une véhémence toute démocratique; et sa logique implacable le conduit jusqu'à faire l'apologie de l'inquisition, jusqu'à la cruauté systématique.

Il sillonne de mille coups de foudre les nuages amoncelés par les philosophes du siècle précédent; d'une érudition très-vaste, mais partiale, il réfute en exagérant, riposte à l'affirmation par une affirmation plus intrépide. Il signale dans la révolution française la nullité de ces hommes qui, dans leur présomption, s'imaginaient la conduire, tandis que Dieu seul la dirigeait pour expier les fautes de la France, des rois et de la révolution elle-même. Avec la prévoyance de la haine, de Maistre nie la possibilité d'une grande république, surtout en France, parce qu'elle n'y était pas née spontanément de la nation, des idées, des mœurs.

Comme les rois eux-mêmes peuvent faillir, qui les châtiera et les corrigera? A défaut des baïonnettes, des tribunes, des parodies de souveraineté populaire, qui ne réussissent à rien, il demande un contre-poids au pouvoir, non en bas, mais en haut. Le pape, qui dans le moyen âge était le tuteur des peuples, l'effroi des rois, est encore le protecteur de la justice et de la liberté. Que l'intelligence et le glaive, la liberté et le despotisme s'inclinent devant lui.

Quelles déplorables conséquences n'a pas eues le schisme d'Orient et à quelle misère ne se trouve pas réduite aujourd'hui la Russie ! Quelles chétives combinaisons que celles des libertés gallicanes, véritable esclavage de l'homme en ce qu'il a de plus libre ! car elles soumettent la conscience à la décision des rois, l'intérêt de l'Église aux caprices d'un homme couronné.

Des doctrines semblables furent soutenues par M. de Bonald avec moins de poésie et plus d'étalage scientifique (1). L'abbé de Lamennais, apôtre de cette école qui défend l'absolutisme papal avec une chaleur démocratique, répéta tout ce qu'on a jamais accumulé d'arguments contre la certitude. Il en conclut que, dans l'ordre des principes, elle est impossible sans l'existence d'une autorité infaillible, et que, dans l'ordre des faits, une autorité semblable a toujours existé : c'est l'Église catholique, dans la triple manifestation de la parole divine, par la tradition patriarcale, par Moïse, par Jesus-Christ. Dans l'*Essai sur l'indifférence en matière de religion,* où un raisonnement serré se fortifie d'une éloquence vigoureuse, il concède aux philosophes que l'adhésion de l'intelligence est le caractère distinctif de la vérité à condition toutefois que l'adhésion ait le double caractère de l'universalité et de la perpétuité. Or cela ne se trouve que dans l'Église catholique, dont le symbole est conforme au sens universel, puisqu'elle est un écho traditionnel de la parole divine en tout lieu et en tout temps. Descendant ensuite aux applications (*De la religion considérée dans ses rapports avec l'ordre politique et civil*), il combat l'esprit irréligieux de la politique. Au moyen âge le catholicisme promulgua le dogme des croyances et des devoirs, et sur la société écroulée en constitua une divine, indestructible, tendant à ramener tout à l'unité, à coordonner les nations comme les membres d'une même famille. Les croyances une fois ébranlées, « la politique ne reste plus que la force dirigée par l'intérêt ; il n'existe plus entre les peuples d'autre loi que la force brutale et aveugle, entre le pouvoir et les sujets que la force brutale et aveugle. » Trois systèmes dominent en Europe : le système catholique, qui interpose entre les sujets et le souverain le pouvoir spirituel de l'Église ; le système gallican, qui, faisant les rois inamovibles, les affranchit de toute loi réellement obliga-

Lamennais.

(1) Voyez chapitre XXXVII.

toire, et ne laisse contre la tyrannie d'autre remède que la tyrannie; enfin, le système philosophique, qui rend le peuple juge de toutes les questions de souveraineté.

Comme conséquence de ces principes, Lamennais réclamait la liberté de la presse, de l'enseignement, le droit d'association; et dès lors il plaçait la souveraineté dans le peuple, avec le droit de destituer le monarque quand il viole la loi. Les libéraux, atteints de myopie, n'aperçurent pas la portée de ces idées-là, et ils sifflèrent ce prêtre, qui remorquait le monde jusqu'aux pieds de Grégoire VII. Mais les rois s'en aperçurent, et ils le citèrent devant les juges correctionnels. Plusieurs prélats, atterrés de cette hardiesse, firent à Paris une exposition de leurs *Sentiments sur l'indépendance des rois dans l'ordre temporel, à l'appui de la déclaration de* 1682. Dans une réplique mordante, Lamennais malmena rudement les libéraux et les gallicans, qui, en affranchissant le pouvoir de toute dépendance religieuse, s'exposaient aux dangers d'une autorité arbitraire. Il plaignit le sacerdoce de se faire le courtisan et le dominateur des gouvernements qui le protégent pour avoir son appui, tandis que les rois persécuteurs, qui lui arrachent les diamants et la pourpre, lui apportent la gloire du martyre qui sanctifie la terre.

Il est étrange de voir dans la patrie de Voltaire, dans le pays où la Divinité avait été abolie et rétablie par décret, cet écrivain et d'autres encore, *prophètes du passé*, relever avec tant de force et d'éloquence le trône de Grégoire VII, comme sauvegarde de toutes les libertés acquises par le monde. Dans un pays qui mêle la politique à toute vérité, ils révélaient certainement une ère nouvelle de penseurs, une association future du catholicisme avec la liberté.

A cette époque la chrétienté entière, mais plus encore la France, institua des associations de charité nouvelles ou qui se rattachaient aux anciennes. Les unes prirent soin des petits Savoyards, d'autres des filles repenties ou des femmes en danger de s'égarer, des pauvres honteux, des nouveaux convertis, des libérés. Les frères des écoles chrétiennes s'adonnèrent à l'instruction des enfants pauvres; les sœurs de charité se livrèrent de nouveau à l'héroïsme de la miséricorde. On vit renaître la Trappe et la Chartreuse pour ceux qui voulurent chercher la solitude au milieu du monde. Les prédicateurs, s'adressant à des esprits plus ou moins sceptiques, le prirent sur

un ton nouveau; et l'abbé Frayssinous renoua, dans ses *Conférences philosophiques*, l'alliance de la philosophie avec la foi. La congrégation de Saint-Sulpice redevint florissante. Une société de prêtres des Missions de France vint en aide au clergé peu nombreux, tandis que les lazaristes portaient au loin la parole sainte. Dans l'œuvre de la Propagation de la foi, instituée, en mai 1822, dans la ville catholique de Lyon, chaque souscripteur donne, outre des prières, un sou par semaine, contribution qui suffit, vu le nombres des associés, à fournir des sommes considérables pour la conversion des infidèles.

Ailleurs encore surgissaient des défenseurs des pratiques du catholicisme et de la suprématie papale. Léopold de Stolberg, 1750-1819. traducteur d'auteurs grecs et poëte, charmé de la lecture des Pères, se fit catholique, et commença une histoire du Christianisme remplie d'un enthousiasme mystique. Alexandre-Léopold, dix-huitième fils du prince de Hohenlohe, élève des jésuites, s'étant rencontré avec Martin Michel, paysan badois, 1821. qui opérait des guérisons prodigieuses au nom de Jésus, commença aussi une série de prodiges qui devinrent l'édification des uns et le scandale des autres.

Louis de Haller, membre du conseil de Berne et auteur de la *Restauration de la science politique*, sentait dans cette science comme dans la religion le besoin d'une autorité visible et d'une société gardienne de la vérité; en conséquence il se fit catholique. Berne l'exclut des emplois publics, et décréta que quiconque changerait de foi perdrait le droit de citoyen dans sa commune, intolérance contre laquelle beaucoup se récrièrent.

A côté de ces victoires de la foi catholique les pontifes trouvè- Oppositions. rent plus d'une occasion de gémir. Dès les premiers instants de son retour, le pape fulmina contre les sociétés bibliques, instituées pour répandre gratuitement ou à très-bas prix l'Ancien Testament, traduit dans un esprit protestant. Mais le débit n'en diminua pas; et l'on compte que de 1803 à 1844 il en a été distribué douze millions d'exemplaires en quatorze idiomes. Aussi Grégoire XVI renouvelait-il (1844) ses plaintes à ce sujet.

La religion se révèle aux sens comme puissance, à l'intelligence comme nécessité, au cœur comme amour. Le protestantisme voulut l'abattre comme puissance; mais, après avoir rompu l'équilibre, que le catholicisme pouvait seul maintenir, entre l'activité indépendante et déréglée de l'esprit et

sa docilité routinière, il en résulta que la raison s'agrandit d'un côté, et de l'autre l'amour : la raison et l'amour se trouvèrent séparés ; n'étant plus conciliés par la charité, comme lorsqu'ils étaient réchauffés tous deux dans le sein maternel de l'Église, l'intelligence se jeta dans les formules abstraites, le sentiment blessé se réfugia dans le piétisme. L'une mine tout sentiment (1), et s'abandonne aux violences; l'autre, devenu caustique et pesant, s'engourdit; l'enthousiasme religieux envahit les Églises catholiques et plus encore les églises protestantes. Le méthodistes en Angleterre (2), les her-

(1) La condamnation du rationalisme dans la bouche de Benjamin Constant est une chose remarquable : « Quelques-uns, frappés des dangers d'un sentiment qui s'exalte et s'égare et au nom duquel furent commis des crimes innombrables, s'effrayent des émotions religieuses, et voudraient y substituer les calculs exacts, impassibles, invariables de l'intérêt bien entendu, qu'ils croient suffisants pour rétablir l'ordre et pour représenter les lois de la morale... Mais... nous serons contraints de demander si, en repoussant *le sentiment religieux* (bien différent des *formes religieuses*) et en visant au seul intérêt bien entendu, le genre humain ne se dépouille pas de tout ce qui constitue sa suprématie, en abdiquant ainsi ses titres les plus beaux, en s'éloignant de sa véritable destination, en se resserrant dans une sphère qui n'est pas la sienne et en se condamnant à un abaissement contraire à sa nature... Si vous ne voulez pas détruire l'œuvre de la nature, respectez ce sentiment dans chacune de ses émotions. Vous ne pouvez couper une branche de l'arbre sans que le tronc soit frappé à mort. Si vous traitez de chimère l'émotion indéfinissable qui semble nous révéler un être infini, âme, créateur, essence du monde (peu importent les dénominations imparfaites dont nous nous servons), votre dialectique ira plus loin malgré vous... Si le sentiment religieux est une folie parce qu'il n'est pas appuyé de preuves, l'amour est une folie, l'enthousiasme un délire, la sympathie une faiblesse, le sacrifice une absurdité. »

(2) On ne trouve l'organisation entière des méthodistes qu'aux États-Unis, où la révolution éteignit le privilége de l'Église dominante. Les laïques sont divisés en bandes qui, une fois par semaine au moins, se réunissent sous un chef, qui les exhorte et reçoit leurs confidences. Les ministres tiennent des synodes annuels; et tous les quatre ans six évêques, choisis dans une conférence, vont à la ronde conférant les ordres et assignant à chaque prédicateur la circonscription dans laquelle il doit exercer pendant trois ans son ministère, à moins qu'ils n'en décident autrement; ils dispensent les dons, les pensions aux veuves et aux enfants; ils jugent en dernier appel les questions ecclésiastiques et financières entre les membres de la société. On compte environ trois millions de méthodistes dans les États-Unis; ils sont aussi très-nombreux en Angleterre. Ils continuent de bâtir des églises et d'acquérir des bénéfices; car les trente-neuf articles de foi dont la profession est obligatoire pour les bénéficiers sont interprétés par eux d'une manière qui leur est propre; et ils savent s'accommoder à l'esprit conservateur de l'aristocratie, aussi bien qu'à l'ardeur impatiente du peuple. Le fond de leur doctrine est une extrême

nuttes (1) et les piétistes en Suisse et en Allemagne en reviennent à un rigorisme que la civilisation ne peut plus tolérer, à de nouvelles révélations, à de nouvelles effusions de lumière. Ailleurs, au contraire, on incline au déisme, ou la tolérance dégénère en indifférence.

Depuis la paix de Westphalie, l'Allemagne est restée divisée en deux partis religieux qui vivent en paix sans fraterniser et dont la jalousie mutuelle empêche l'un et l'autre de prédominer. Le parti protestant eut d'abord à sa tête la maison de Saxe, à l'ombre de laquelle il était né, jusqu'au moment où, celle-ci s'étant faite catholique en vue du trône de Pologne, la suprématie passa à la Suède, à qui elle fut enlevée ensuite par la Prusse. L'Autriche avait longtemps dirigé le parti catholique; elle paraît désormais avoir laissé cette prétention à la Bavière, trop faible pour porter ombrage. Les protestants se trouvèrent, après 1805, politiquement les plus forts; et les rois assemblés à Vienne crurent le siècle assez avancé, c'est-à-dire assez indifférent, pour que la réunion de religions diverses sous un même gouvernement ne devînt point une cause de troubles : ce fut une erreur funeste. L'article 16 du pacte fédéral allemand portait : « Les confessions chrétiennes doivent être maintenues dans l'égalité des droits civils et politiques. » Les concordats stipulés avec Rome furent établis dans ce sens; mais l'esprit protestant prévalut. Les gouvernements exercèrent sur les concordats l'exégèse dont les docteurs avaient fait usage sur les livres sacrés : ils réussirent à les détruire, et enlevèrent

rigueur, qui condamne tout luxe, tout travail de l'intelligence, tout plaisir de l'imagination, un prosélytisme ardent et intellectuel, un orgueil spirituel étrange. Ils professent que, comme la Providence intervient encore dans les moindres choses, les œuvres sont sans aucune valeur; que la foi se révèle par des illuminations supérieures et des extases; que ni la piété ni les bonnes œuvres ne peuvent rassurer la conscience si l'on ne sait l'instant précis où, à force de larmes et de contrition, on a acquis la conviction d'être élu. Il en résulte que le plus grand pécheur s'abandonne parfois, par suite d'une semblable certitude, aux ravissements d'un paradis anticipé, tandis que le bon chrétien tremble sur sa couche, bien qu'il n'ait point de fautes graves à se reprocher.

Les méthodistes ont néanmoins été très-utiles à l'Église protestante en donnant plus de largeur à ses vues, en s'occupant de l'éducation du peuple, en répandant les bonnes maximes dans les basses classes, en protégeant les esclaves et en convertissant les sauvages.

(1) La colonie de Sarepta, sur le Volga, fondée par les frères Moraves pour la conversion des Cosaques, est particulièrement remarquable.

aux Églises, à l'aide des pragmatiques, ce qui leur avait été accordé. Ils y furent poussés par un motif bien plus politique que religieux ou par le désir d'arriver à cette unité, à cette force d'administration dont Napoléon leur avait laissé exemple. Détachés de l'Empire, au point que le systeme territorial avait prévalu, ils voulurent aussi détacher leurs Églises de Rome : mais Pierre n'abdiquait pas comme César. Les catholiques ne voulant pas renier leur foi, on s'arrangea du moins pour soustraire à Rome toute la partie qui se trouvait sous le patronage du gouvernement; schisme administratif ou de chancellerie, que l'on pare du nom d'indépendance.

La religion était en même temps combattue dans ses dogmes, dans ses pratiques, dans ses ministres surtout par l'organe des journaux. Les livres symboliques furent supprimés. On s'inquiéta peu de résoudre les difficultés controversées, on se contenta de les déclarer vaines; on disait que les confessions étaient un lien capricieux. Les ministres ne jurèrent plus d'en enseigner le contenu. Seulement, comme cette liberté absolue annihilait le ministère sacerdotal, on établit la distinction entre la liberté de croire et l'obligation d'enseigner selon certains dogmes. Mais un ministre en vint à dire que l'on pouvait écrire sur l'ongle du pouce toutes les doctrines sur lesquelles les protestants sont d'accord, et un autre qu'à force de réformer et de protester le protestantisme se réduirait à une suite de zéros.

Les choses en étant là, pourquoi ne parviendrait-on pas à réunir dans une croyance rationnelle tous les non catholiques?

1817. 9 août. Ce fut dans ce but qu'une réunion de ministres se tint dans le duché de Nassau, et l'on y décida que les deux communions prendraient le titre d'Église évangélique chrétienne en réunissant leurs biens en un fonds commun; qu'il serait libre à chacun d'interpréter l'Évangile; que les pasteurs des différents cultes donneraient la communion au même autel, à moins que les vieillards ne voulussent la recevoir séparément; et la cène fut célébrée d'accord.

Le roi de Prusse s'y employa avec ardeur : quant aux catholiques, ils formaient les cinq douzièmes de la population qui lui avait été attribuée, et Frédéric-Guillaume s'engagea à leur conserver des droits civils et politiques égaux; mais il était difficile qu'il tînt sa parole, zélé protestant qu'il était, désireux d'introduire dans ses États l'unité de croyance, comme celle d'administration. Le premier pas avait donc été de réconcilier

les luthériens et les calvinistes dans ce qu'on appela l'Église évangélique. En 1817, à l'occasion de la troisième fête séculaire de la réforme, on adressa aux consistoires et aux synodes une lettre explicative « de cette union salutaire, désirée depuis si longtemps et tant de fois essayée en vain. Ce rapprochement, disait-on, formera, sans que l'Église luthérienne se perde dans l'Église calviniste, une Église nouvelle, qui, selon l'esprit de leur saint fondateur, ne trouvera pas d'obstacle dans la nature des choses, attendu que les deux partis la veulent sincèrement et sérieusement dans une intention vraiment chrétienne. En conséquence, ajoutait le roi, je célébrerai moi-même la fête séculaire, en réunissant les deux communions, réformée et luthérienne, de la cour et de la garnison de Postdam en une seule Église évangélique chrétienne, avec laquelle je participerai à la sainte cène. » Ce que demandait Fréderic-Guillaume, c'est que cette union ne fût pas le fruit de l'indifférence religieuse, mais d'une conviction libre; qu'elle ne fût pas seulement extérieure, mais qu'elle vînt du cœur.

La garnison se présenta à la cène par discipline, aux heures indiquées et dans l'ordre prescrit. On consacra à Berlin un temple au nouveau culte, qui fut fréquenté par des membres de toutes les confessions. Un ministre luthérien donna le pain de la communion, un réformé le vin du calice. Le roi lui-même, pape laïque, publia une liturgie qui différait des précédentes, et se flatta de constituer l'unité protestante en face de l'unité catholique; mais Gans dit à ce propos : *Ils se sont unis dans le néant*.

Cette unité importait peu au peuple, qui désormais n'attachait plus de valeur à toutes les différences de doctrines. Elle souriait à ceux qui considéraient le calvinisme et le luthéranisme comme deux expressions partielles du principe protestant, pouvant se perfectionner dans son union dogmatique et ecclésiastique. D'autres y virent néanmoins une espèce de violence, qui avait pour but de les faire entrer dans une Église nouvelle; et les *vieux luthériens*, réunis à Breslau sous la présidence du professeur Kuschke, tentèrent de se constituer en Église luthérienne. Mais qu'arriva-t-il? Les décisions de ce synode furent déclarées antiluthériennes par les deux autres sectes nées de celle-là. Ainsi il ne suffisait pas, pour écarter les obstacles, d'avoir réduit la foi à un petit nombre de règles le moins susceptibles de contestation. Il se fit, sous le manteau de la religion,

une foule de persécutions, et un grand nombre de luthériens émigrèrent tant en Amérique qu'en Angleterre.

Combien ne devait-il pas en coûter davantage pour soumettre les catholiques? Frédéric-Guillaume y travaillait sous main, soit pour imprimer de l'unité à l'administration, soit parce qu'il voyait dans le protestantisme une nouvelle barrière contre la France. Les catholiques étaient écartés des fonctions les plus importantes, soit dans l'armée, soit dans la maison du roi. L'instruction inférieure dépendait entièrement du ministère; pour l'enseignement supérieur, les universités de Berlin, de Kœnigsberg, de Halle, de Griswald furent exclusivement protestantes; il n'y eut de mixtes que celles de Bonn et de Breslau.

Tout cela provoquait des plaintes, comme on peut en faire dans un pays sans représentation; il y avait une question, celle des mariages mixtes, qui devenait un sujet de trouble non-seulement pour les consciences, mais encore pour le culte. L'Église catholique ne bénit les mariages avec les protestants qu'avec les plus difficiles restrictions. Or les employés, presque tous protestants, que la Prusse envoyait dans les provinces catholiques y épousaient de jeunes filles catholiques; et un décret avait prescrit que les enfants devaient être élevés dans la foi du père. En 1828, le roi obligea les prêtres à bénir les mariages
1830. mixtes, et Pie VIII poussa la condescendance jusqu'à ses dernières limites « en permettant au prêtre d'assister à la célébration, mais sans prononcer les prières ni accomplir les autres cérémonies, si l'on ne promettait pas d'élever les enfants dans le catholicisme.

Cette manière d'agir déplaisait au gouvernement; et, en 1835, il étendit sa décision aux provinces rhénanes. M. de Spiegel, évêque de Cologne, consentit en secret à ce que les mariages mixtes fussent bénits; mais son successeur, M. Drots, le défendit. Le gouvernement insista; et, ne pouvant rien obtenir, il enferma l'évêque à Minden dans la forteresse, en mettant en avant une de ces imputations générales qui peuvent, au besoin, suppléer aux accusations positives.

Une affaire particulière bouleversait alors l'Église de Cologne. Un chanoine de Bonn, nommé Hermès (1831), en cherchant « s'il est possible de démontrer sûrement la vérité du christianisme, comme révélation divine, au moyen de la raison et de l'analyse, » forma un système de croyance qui prit beaucoup d'extension. Condamné en 1835, il fut soutenu par le gouver-

nement; mais Drost destitua les professeurs de théologie de Bonn qui y adhéraient; ceux-ci persistèrent, s'appuyant sur l'autorité, et il en résulta un violent conflit. Le gouvernement se 1837.
trouvait enhardi par là à persécuter l'évêque; mais si les hermésiens approuvèrent son enlèvement en gardant le silence, le reste du clergé protesta, et adressa ses réclamations à Rome, qui, se mettant au-dessus des ménagements politiques, vint en aide aux catholiques. Cet acte de fermeté produisit un grand effet : le clergé, que l'on croyait asservi au gouvernement, se leva avec énergie à la voix de son chef; et, bien que l'évêque de Posen eût été jeté en prison, tous les évêques s'associèrent à cette résistance.

Frédéric-Guillaume, entraîné dans une persécution inattendue qui répugnait aux idées du siècle et à son propre caractère, se trouva obligé de se justifier par la voie de la presse. Le pape fit ressortir la mauvaise foi des allégations. Toute l'Allemagne, catholiques et protestants, s'occupa de cette querelle au point de vue théologique comme au point de vue du droit. Elle agita surtout Munich, où le roi se montra ferme dans sa résistance, tandis que les autres princes d'Allemagne courbaient la tête. Gorres publia l'*Athanase*, comme pour offrir un rapprochement entre les persécutions des premiers siècles et celles du temps présent. Il y révéla avec une éloquence puissante et une vérité chaleureuse les résultats funestes de la politique ministérielle, qui voulait asservir ce qu'il y a de plus libre au monde soit à une administration compassée, soit à un libéralisme désordonné.

A la mort du roi, Frédéric-Guillaume IV, son successeur, fut amené, par les vœux très-prononcés des populations rhénanes, à faire cesser les poursuites contre les prélats arrêtés et à rendre à l'autorité épiscopale les pouvoirs qui lui appartiennent dans l'administration des sacrements.

Mais dans l'Église protestante le désordre allait toujours crois- Rationalisme.
sant. Les *séparatistes*, qui se détachèrent de l'Église évangélique chrétienne, devinrent sans cesse plus nombreux, surtout depuis que la mort du roi de Prusse avait fait cesser les persécutions contre les dissidents et contre ceux qui niaient absolument ce qui ne se trouve pas dans l'Écriture. Les anabaptistes, dont les progrès avaient tant effrayé Luther, se multiplient en Europe, et davantage encore dans les États-Unis, où déjà cinq millions d'individus rejettent le baptême des enfants, parce qu'il n'est prescrit [illegible]ar l'Évangile ni par la primitive Église.

C'est contre l'Église catholique qu'étaient dirigés les seuls efforts efficaces du protestantisme, qui n'a pour unique sentiment général que sa haine contre elle. C'est dans ce but que s'est établie en Allemagne la société de Gustave-Adolphe, ainsi qu'une autre à Philadelphie (1844), sociétés dans lesquelles les différentes sectes se donnent la main pour une propagande protestante. De là des déclamations violentes et des insultes contre le papisme qui sont aliées jusqu'à la violence.

Ce n'est pas à telle Église plus qu'à telle autre que les écoles rationalistes font la guerre ; mais elles attaquent les fondements de toutes. Les doctrines de Kant furent dirigées contre la religion positive ; car il n'admet de croyance véritable que celle qui naît et se développe dans la raison de chacun, et la religion révélée ne fait, selon lui, que venir en aide au sentiment philosophique. Jacobi alla plus loin encore en faisant reposer la croyance sur une perception immédiate de la vérité et du supra-sensible, sans qu'il soit besoin de démonstration. La doctrine de l'identité, en conduisant à l'anéantissement de la personnalité, battit aussi en brèche le christianisme ; et les hégéliens, qui divinisaient l'État, arrivèrent à un panthéisme dont la dernière conséquence était la négation de la morale. L'*anthropolâtrie* d'Hégel fut convertie par ses partisans en *autolâtrie* ; et ils purent, sans sortir du protestantisme, nier les miracles, l'existence même du Christ et jusqu'à l'immortalité de l'âme, parce que le protestantisme n'est qu'une négation.

Plusieurs écrivains, dans les universités, combattirent ouvertement l'inspiration supérieure des Écritures comme inutile et impossible, soutenant qu'on ne saurait admettre que Dieu manifeste sa puissance par des prodiges, sa prescience par des prophéties, sa sainteté par ses commandements. Il n'est point nécessaire à l'homme, disent-ils, d'avoir foi à une révélation immédiate, et les vérités religieuses naissent de la pure raison. Le fondateur du christianisme, personnage insigne, voulant établir une religion universelle, et partant non positive, n'institua point de pratiques extérieures ni de sacrements. Comme homme toutefois, il n'était pas exempt d'illusions personnelles ; et les apôtres, ne pouvant se dépouiller des préjugés judaïques, le firent parler à leur manière, et souvent même ils l'entendirent mal.

On se mit ainsi à analyser *le Fils* (*den Sohn analysiren*, comme disait Hégel) avec une tranquillité bien étonnante pour ceux qui considèrent quel vide immense laisserait, dans les

consciences comme dans l'histoire, la disparition du Christ, qu'ils réduisent à un caractère idéal.

Exégèse.

L'exégèse et l'histoire ecclésiastique fournirent aussi des armes à des attaques ou générales ou partielles contre les livres saints. Les travaux du siècle précédent avaient préparé des matériaux à la critique. Michaëlis avait donné à l'Allemagne, après trente ans de travaux, une édition de la Bible; et Benjamin Kennicott en avait donné une autre à l'Angleterre sur les manuscrits hébraïques des bibliothèques les plus célèbres (1780). De Rossi avait réuni à Parme la plupart des manuscrits du texte hébraïque, et donné le catalogue des variantes de six cent quatre-vingts d'entre eux. L'édition de Westein (1752) résuma la plupart des manuscrits de l'Évangile qui existaient en Europe. On se préoccupa aussi des versions étrangères, et Jean-Jacques Griesbach entreprit d'en faire la comparaison à l'appui de sa Bible romaine, distinguant tous les textes en trois classes, selon qu'ils proviennent d'une édition corrigée en Égypte, à Constantinople ou en Occident. Scholz publia en outre une édition critique du Nouveau Testament, fruit de longues recherches en Europe et en Orient.

Une fois le texte perfectionné et la grammaire simplifiée grâce aux travaux de Gesenius (1817), d'Ewald (1827), de Glaire, l'herméneutique s'étendit. On peut en voir les progrès antérieurs à notre siècle dans l'*Histoire de l'interprétation des livres saints dans l'Église chrétienne*, de Rosenmüller; elle a été depuis poussée plus avant encore par Jahn, Ackermann, Évalde Umbreit, Hengstenberg et autres.

Bientôt les rationalistes se firent une arme de ses travaux, non plus, comme Voltaire, en renouvelant les plaisanteries et les arguties employées quinze siècles auparavant par Celse, par Porphyre, par Julien, qui voyaient partout la tromperie et la fraude, mais par l'interprétation allégorique, qui sied si bien au génie penseur de l'Allemagne. Cette étude commença par les livres anciens, et, dès 1790, Eichhorn considéra le premier chapitre de la Genèse comme emblématique et comme formé de fragments, les uns relatifs à Jéhovah, les autres à Eloïm.

Quelques-uns admettent les livres saints, mais en faisant plier les textes aux sens qu'ils veulent y trouver, au moyen surtout de la doctrine des *accommodements*, doctrine où ils supposent que le Christ et les apôtres n'ont parlé dans les termes que l'Évangile rapporte que pour se mettre à la portée de leurs au-

diteurs. Dans l'histoire des dogmes, enseignée dans des chaires spéciales, on s'appliqua à scruter l'œuvre de l'imposture ou de l'ignorance (1).

La Trinité surtout fut prise pour point de mire, et considérée comme un symbole tantôt des trois rapports entre Dieu et le monde, tantôt des trois modes différents de représenter la Divinité : Fils de Dieu signifie son favori, et la mort de Jésus-Christ ne fut plus rien qu'une parabole de la miséricorde divine.

Dès 1803, Bruno Bauer avait fait paraître la mythologie de la Bible; et, dans la *Critique des Évangiles des synoptiques,* il déclarait la guerre aux écrits apologétiques du christianisme. Fewerbach traita avec le cynisme des premiers réformateurs de l'*Essence du christianisme,* de la *Philosophie du christianisme,* de *la Mort* et de *l'Immortalité,* en proclamant l'anéantissement panthéistique (2).

Schleiermacher (1834), philosophe distingué, supprima de de l'Ancien Testament les prophéties, du Nouveau les miracles, et s'appliqua à concilier ce qui restait avec la philosophie et ses théories personnelles sur l'humanité. S'apercevant à quoi il arrivait, il pensa qu'un temps viendrait peut-être où serait, d'un côté, le christianisme avec la barbarie, de l'autre la science avec l'impiété. Penché ensuite sur le bord de l'abîme du néant qu'il avait creusé, il s'écria : « Heureux nos « pères, qui, inhabiles encore dans l'art des exégèses, croyaient, « simples et loyaux, tout ce qui leur était enseigné! L'histoire « y perdait, la religion y gagnait. Ce n'est pas moi qui ai in« venté la critique; mais dès qu'elle a commencé son œuvre « force est de l'accomplir. » C'est la conclusion de Kant qui se traduit ici avec une effrayante ironie.

Ce que Wolf avait fait avec Homère et Niebuhr avec l'histoire romaine, le docteur Strauss prétendit le faire avec le récit évangélique, en le représentant comme un ramas d'idées, d'in-

(1) Lorsque les dogmes protestants étaient publiés en Allemagne du haut des chaires, Mohler voulut en faire autant pour les dogmes catholiques, et il exposa, dans la *Symbolique,* les divergences dogmatiques entre les dissidents et nous; ce qu'il fit en distribuant dans un ordre scientifique les innovations du seizième siècle et en amenant, par leur contradiction, à ce doute qui stimule à la recherche de la vérité.

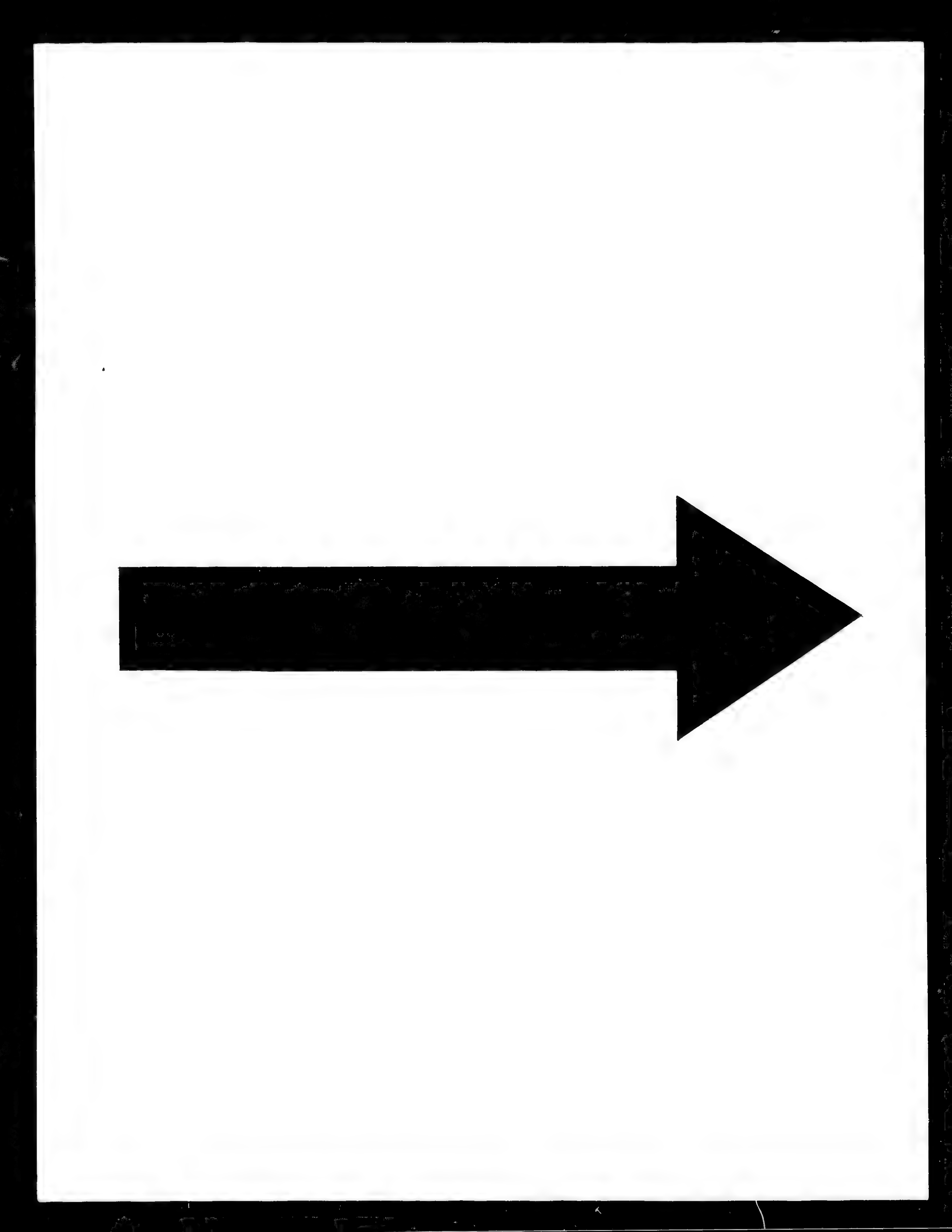
(2) Rosenmüller, Eichhorn, Ewald, Sack, etc., défendent maintenant le Pentateuque contre Wette, Gramberg, Sthæiin, Hartmann, etc.

ventions, de préceptes, différents de temps et d'intention; de sorte que le Christ n'aurait jamais existé ni même les évangélistes, et que tout se réduirait à un mythe métaphysique (1).

Les *Annales de Germanie* propagèrent cette polémique, et combattirent l'idée d'un Dieu se connaissant lui-même et distinct de l'univers, de même que celle d'un Christ historique, le réduisant jusqu'à n'être rien qu'un produit des pensées humaines en un temps où elles étaient dans l'enfance; combattant aussi la durée de l'existence individuelle [illegible] la mort, pour en conclure que la théologie doit se perd[illegible]thropologie, la foi dans la spéculation, et que to[illegible] doit cesser entre la croyance et la science. Ainsi p[illegible] parti religieux combattait le catholicisme en ne c[illegible]omme bon que ce qui avait été dans le principe, d'autres soutenaient que la conception et la forme du christianisme primitif avaient été telles que le voulait le temps où il naquit, mais non la vérité absolue, qui existe dans l'esprit de sainteté et d'amour dirigeant éternellement l'humanité, et qui, de même qu'elle se manifesta au monde par les auteurs des saintes Écritures, s'en fait aujourd'hui, en nous, le juge et l'interprète immédiat. Les premiers parlaient donc au passé; la religion nouvelle doit parler au présent et à l'avenir, en s'appuyant sur la vie sociale et sur la civilisation actuelle. Les formes et l'esprit du christianisme ne sont pas identiques, et les vases dans lesquels la vérité est contenue peuvent se briser sans qu'elle en demeure altérée.

La réaction contre les idées nouvelles partit de l'université de Munich, où professait Baader, propagateur des idées mystiques et de la démocratie chrétienne, qui naguère avait conseillé à la sainte-alliance de sanctifier ses actes en restaurant la nationalité polonaise. Il apercevait dans la révolution française un besoin de réaliser socialement les principes évangéliques; et depuis 1830 il s'est occupé ardemment des classes pauvres.

(1) *Vie de Jésus-Christ;* Tubingue, 1835. Les protestants en ont fait de belles et vigoureuses réfutations. Salvador a employé les mêmes arguments, mais avec moins de force, attendu qu'il voudrait, comme juif, sauver les livres anciens. Cet écrivain avait déjà publié un ouvrage sur Moïse, en le considérant rationnellement, et sur le procès de Jésus, en démontrant qu'il avait été régulier selon les lois nationales. Cette entreprise risible fut combattue sérieusement par M. Dupin.



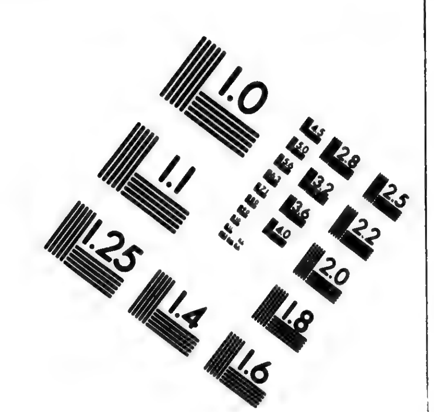
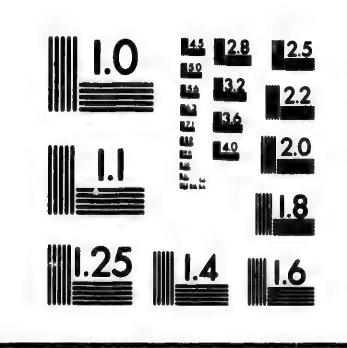
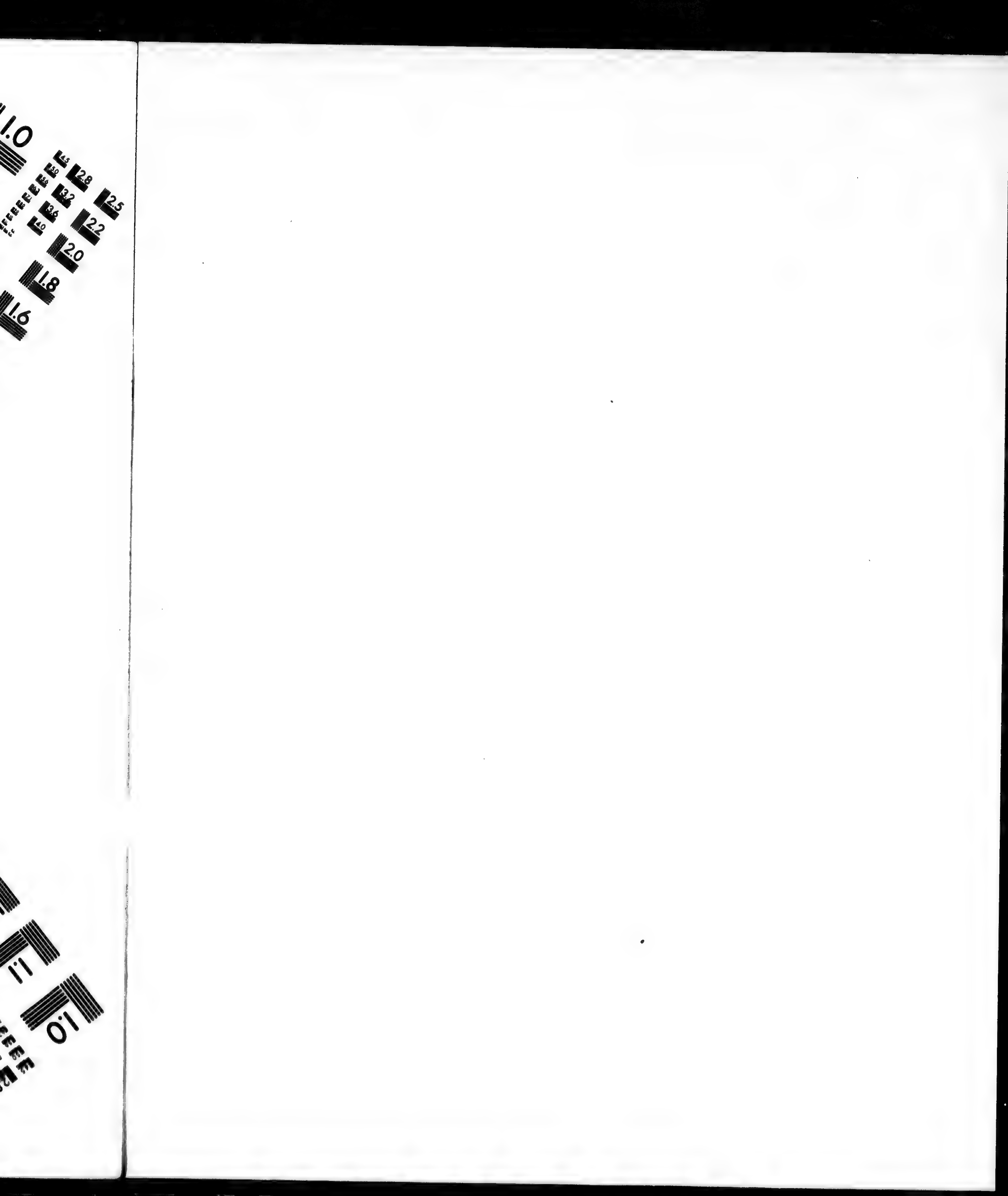


IMAGE EVALUATION
TEST TARGET (MT-3)



6"



Ce tableau sommaire des dissensions religieuses était nécessaire pour comprendre ce qui en sera dit par la suite avec plus de détail.

Ainsi l'Allemagne, cet ancien champ de la division, agite de nouveau les problèmes fondamentaux; des sectes y pullulent sans cesse, qui ne permettent pas d'espérer un rapprochement. Naguère encore, lorsque plus d'un million de croyants étaient accourus pour vénérer la sainte tunique exposée dans la ville de Trèves, un homme obscur éleva la voix pour les en blâmer.
1844. Bientôt il en sortit la secte des catholiques allemands, promptement divisée sous les noms de Ronge et de Czerski et déjà souillée de sang. Les vieux luthériens viennent d'être reconnus; mais ils sont répudiés, d'un côté par les piétistes, et de l'autre par les amis des lumières.

Mais en qui doivent croire ceux qui n'ont pas le loisir d'examiner, c'est-à-dire le plus grand nombre, le peuple?

Le roi de Prusse, ayant échoué dans sa tentative, qui avait pour but de réduire à l'unité les deux sectes légales, essaya de réunir les deux Églises prussienne et anglicane, voulant apparemment introduire dans le protestantisme quelque élément positif, tandis que les anglicans espéraient par là détourner leurs amis du protestantisme. Cette tentative resta encore sans résultat. En Angleterre aussi un grand mouvement entraîne les esprits vers l'autorité. Quel sera l'avenir? Dieu seul le sait. Mais, pour préparer de vaillants champions à ce combat de croyance, il faut une instruction ecclésiastique élevée. Outre la connaissance des sources théologiques et de l'histoire intérieure de l'Église, il faut qu'elle montre dans le passé combien le christianisme a influé sur l'état moral et social du monde; qu'elle repousse les traits empruntés à la mythologie contre l'herméneutique sacrée; qu'elle indique, à l'aide d'une exégèse éclairée, le véritable sens du texte biblique, les points sur lesquels il s'accorde avec les historiens profanes et ceux où il en diffère; qu'elle cherche la véritable utilité à tirer des classiques; qu'elle indique des remèdes à opposer aux maux si graves qui depuis trois siècles affligent l'Église; que les progrès des sciences lui fournissent des démonstrations à l'appui de la vérité révélée, et surtout qu'elle associe la doctrine à la vertu. C'est ainsi que « l'on reconnaîtra la vérité, et la vérité nous sauvera. »

C'est un fait bien digne de remarque que, dans le siècle qui suit celui de Voltaire, les plus grandes questions, celles

qui émeuvent la société jusque dans ses entrailles, soient des questions religieuses. Les peuples, qui s'étaient crus indifférents, reconnaissent que leur cause et celle de la liberté se débattent dans celle de la religion. On répétait que le pape n'était plus rien, et cependant, lorsque sa parole, étrangère aux intérêts mondains et aux petitesses de la peur, vient à retentir, le roi de Prusse s'effraye; le czar se courrouce plus qu'il ne le ferait de mille diatribes libérales, il met tout en œuvre pour aveugler ou pour séduire les peuples, dans la crainte qu'ils ne se laissent gagner à l'attrait d'une grande et suprême unité.

CHAPITRE XIX.

LE LIBÉRALISME. — CARBONARI. — CONSTITUTIONS.

La phase épique du règne de Napoléon une fois terminée, commence la phase dramatique, où les discussions remplacent les batailles, où les peuples se substituent aux rois et les nobles espérances aux ambitions conquérantes.

La constitution de la propriété, c'est là ce qui détermine surtout le caractère politique d'une nation. Du moment où les hommes se furent attachés à la terre, ils cherchèrent à lui donner le pas sur le travail et sur les capitaux. La race dominatrice s'en empara, et contraignit les travailleurs à subir le servage dans son intérêt exclusif. Les législateurs entourèrent de priviléges et de réserves les propriétaires, qui seuls étaient libres, quoique soumis à des règles immuables pour la transmission de la propriété. Telle était la base des législations de Sparte et d'Athènes : à Rome, les prolétaires réclamaient le droit de posséder des terres. C'est en vain que Carthage, avec sa richesse industrielle et commerciale, vint se ruer contre cette aristocratie territoriale. Les esclaves, sous la conduite de Spartacus, demandent à prendre part aux fruits que leurs sueurs ont produits; Sylla se consolide en distribuant les terres des proscrits; Auguste établit des colonies militaires dans les campagnes qu'il leur livre; enfin l'Italie est ruinée par l'étendue démesurée des propriétés.

Les barbares qui envahissent l'empire romain édifient leur domination sur la suprématie du sol; ils oppriment le travail et le capital mobilier, le vilain et le juif. Mais avec les croisades

le feudataire voit diminuer la toute-puissance attribuée au sol : pour aller en terre sainte il a besoin d'argent et de commerce; alors il entre lui-même dans la cité. En même temps le travail recherche l'association, appui des faibles; et les maîtrises, les corporations se forment. Dans quelques pays, les négociants s'assurent la prépondérance; ils s'élèvent au pouvoir, dans les républiques italiennes, avec les Médicis. Ailleurs la révolution procède moins ostensiblement; le capitaliste se soustrait à la dépendance au moyen des lettres de change. Le prêt hypothécaire lui fait mettre une main sur la terre; il s'insinue dans le gouvernement à l'aide des impôts qu'il prend à ferme, et plus encore quand la découverte de l'Amérique donne une plus grande impulsion au système colonial, à la suite duquel viennent les banques, les emprunts publics, le crédit, les commandites, enfin tout l'ensemble du système commercial.

Il faut le reconnaître, la question de la propriété se débat dans toutes les révolutions. La réforme religieuse dépossède le clergé pour enrichir des princes laïques. En Angleterre, la conquête des Normands avait été une expropriation violente en faveur des nouveaux venus; puis le schisme fit passer en d'autres personnes les dépouilles des monastères, d'où il advint que les nouveaux possesseurs devinrent les défenseurs intéressés de l'Église nationale; ils sont encore aujourd'hui les boulevards de l'aristocratie et du système d'exclusion contre les efforts des novateurs et contre les progrès de la tolérance. La révolution proclama en France l'égale répartition des produits entre le propriétaire, le capitaliste et le travailleur; les privilèges et les corvées inhérentes au sol furent abolis; la propriété fut morcelée. Les maîtrises, qui étaient devenues des chaînes après que la nécessité de la défense eut cessé, furent supprimées. Le gouvernement fut désarmé du droit d'attirer à lui arbitrairement cette portion du revenu qu'on appelle l'impôt, et qui fut fixée avec le concours des producteurs. Lorsqu'on fit observer à Napoléon, dans le conseil d'État, qu'il laissait beaucoup d'influence aux colléges électoraux, qui seraient composés des gros propriétaires, royalistes pour la plupart : *Ils sont attachés au sol*, répondit-il, *et dès lors intéressés à empêcher qu'il ne s'ébranle; or c'est aussi mon intérêt.*

Il sentait, en effet, combien la révolution avait enlevé de stabilité aux gouvernements en attaquant l'élément principal de leur stabilité, en faisant disparaître ces traditions de dépendance

d'une part, de patronage de l'autre, qui garantissaient la conservation, et en y substituant un va et vient continuel d'hommes et de choses, qui, n'ayant point de passé, ne sauraient donner de garantie pour l'avenir.

Mais, bien que Napoléon représentât le triomphe de la bourgeoisie sur l'aristocratie propriétaire, et qu'il continuât dans ses lois l'œuvre de l'Assemblée constituante, il avait peur d'être considéré comme plébéien. Tout resplendissant de son propre éclat et héritier d'une révolution toute démocratique, il abdiqua sa mission pour rechercher l'alliance des vieilles dynasties; il entoura son trône de grandeurs historiques, et constitua au *fils du peuple* une maison, comme l'avaient les fils des rois. Alors il perdit l'intelligence du vœu public; il renia la paix et la liberté, qui sont nécessaires à la bourgeoisie. Qu'en arriva-t-il? Les industriels et les banquiers, qui souffraient de son duel avec la Grande-Bretagne, lui devinrent hostiles; et les armées soudoyées par les négociants anglais ne trouvèrent pas parmi les négociants français un bras pour défendre Paris ni une volonté parmi toutes celles qui avaient pris l'habitude de l'obéissance pour repousser les envahisseurs.

La victoire une fois obtenue là où l'autorité pouvait tout, resta le despotisme. Ailleurs, où dominait la puissance territoriale, les aristocraties se formèrent; les démocraties prévalurent dans les pays où l'emportaient les deux autres éléments. Les fondre ou les équilibrer, telle est l'étude des constitutionnels modernes.

Ainsi la Russie, qui en est encore à la souveraineté agraire, convertit peu à peu les serfs en travailleurs, c'est-à-dire se fait manufacturière. La Prusse cherche dans les associations douanières les avantages de l'industrie; et ce ne sont pas tant les déclamations et les doctrines qui font peur aux gouvernements despotiques que les besoins et les idées répandues par les machines à vapeur, attendu que les garanties dont peut se passer la richesse territoriale sont indispensables aux richesses mobilières et commerciales. En France, la restauration chercha à rétablir l'influence territoriale; mais le progrès général, arrêté par la terreur, puis par l'empire, reprit bientôt sa marche. La France se consola d'abord de sa dignité perdue, parce qu'elle recouvrait l'industrie et le commerce. Or c'est au règne des intérêts matériels et de la concurrence qu'appartient le libéralisme, qui ne veut pas détruire la monarchie, mais la soumettre

pour l'exploiter. Les banquiers, personnification de la richesse mobilière, ayant grandi d'importance, réussirent à faire une nouvelle révolution, qui ne fut pas la dernière. On vit bientôt renaître les sectes des socialistes et des communistes, qui aspirent à donner la suprématie au travail matériel et à dépasser de beaucoup le vieux libéralisme.

L'économie politique dut prendre une importance capitale, car elle prépare l'avenir; elle chercha la répartition la plus équitable des produits entre ceux qui concourent à les créer; celle des charges publiques entre les individus qui retirent un avantage de l'État; celle de l'influence politique au moyen d'élections bien entendues : de là la juste répartition de l'impôt, la libre concurrence, l'abolition de tout monopole (1).

Ces idées, comme il arrive toujours, n'apparaissaient pas avec évidence à ceux-là même qui travaillaient à les réaliser; mais nous les verrons se manifester plus ou moins dans tous les actes et plus encore dans les erreurs de ceux qui croient que toute bonne idée doit trouver immédiatement son application.

La révolution française avait pu se faire maudire par ses actes; mais elle avait proclamé de ces vérités qui ne s'oublient plus lorsqu'une fois elles ont été entendues, parce qu'elles sont fondées sur la nature et sur la dignité de l'homme. Dans ce grand épanchement de lumière bienfaisante ou funeste, selon qu'on voudra l'envisager, mais universelle et soudaine, les hommes changèrent et portèrent plus haut leurs espérances. C'était donc une folie, c'était renier la Providence que de vouloir replacer le monde dans la condition où il était avant tant de livres, tant de discussions, tant de sang répandu. Napoléon, qui jamais ne s'occupa des nations, mais des soldats; qui n'écouta pas les Grecs prêts à se relever et ne s'aperçut pas même que les Serbes se constituaient, étouffa la révolution entre ses bras robustes. Mais chaque opposition qui lui était faite tournait à l'avantage de la liberté. Les rois, qui d'abord s'étaient armés contre la souveraineté du peuple, la reconnurent bientôt lorsque, dans le style des révolutionnaires de quinze ans auparavant, ils excitèrent les masses contre le tyran au nom des droits, de la nationalité, de l'indépendance. Eux-mêmes favorisèrent les sociétés secrètes; ils vainquirent au nom des idées qui avaient

(1) Une dissertation lue à l'Académie de Marseille en 1842, par Alexandre Clapier, est digne d'attention.

fait vaincre la convention ; et la sainte-alliance fut conclue dans le langage fraternel de la révolution.

A chacune des phases de la révolution, ceux qui en prenaient les rênes se hâtaient de déclarer qu'elle était finie, que tous ses effets étaient obtenus, toutes ses espérances accomplies ; puis ils se trouvaient tout à coup entraînés dans le gouffre qu'ils avaient cru fermé. Lors de la paix de Paris, on proclama aussi que la révolution était terminée, tandis qu'on n'avait fait que trancher la main sous laquelle elle avait été quelque temps comprimée : aussi reprit-elle son cours triomphant. Si, sous Napoléon, on avait agi plus que pensé, lorsque l'action fut interrompue, on pensa ; lorsqu'on eut cessé de demander de l'héroïsme, on demanda des droits. Les rois, avertis par tant d'événements, avaient renoncé, en vue d'intérêts supérieurs, aux idées vulgaires de conquêtes et de représailles ; mais, enivrés d'une victoire plus prompte qu'ils ne l'attendaient, ils étaient peu préparés à donner à l'Europe une assiette nouvelle ; la minorité fit la loi au plus grand nombre, la force dicta ses ordres à l'esprit ; on mélangea nations, usages, civilisations, et l'on disposa arbitrairement de ces peuples dont on avait réclamé le concours.

Il y a des besoins qui ne se sentent que lorsqu'ont cessé les besoins vrais et naturels. Quand l'esprit, qui restait absorbé ou épuisé par les besoins, ne se trouva plus contraint de songer à pourvoir à l'existence des enfants, lorsqu'il n'eut plus à trembler pour leur vie, il réfléchit sur sa propre situation ; et comme elle était déjà supportable, il sentit la possibilité de l'améliorer et de surmonter les obstacles qui s'opposaient à ses désirs. Des personnes qui se seraient tuées dans la disette du pain ou sous la terreur du sabre se prenaient, au sein d'un bien-être toujours croissant, à désirer un mieux qui n'était pas encore bien déterminé, mais dont l'éclat assombrissait la situation présente.

Au moment de la restauration, la constitution anglaise était la seule que l'on connût, et on l'admirait en raison des efforts dont elle avait rendu la nation capable. On avait eu recours à l'assassinat contre un czar atteint d'aliénation mentale, tandis que la folie du roi George n'avait altéré en rien les relations entre le peuple anglais et la couronne. La tribune anglaise avait fait entendre les seuls accents qui eussent retenti depuis l'Assemblée nationale, en défendant les droits des peuples et la cause de l'humanité et en protestant contre celui qui disposait arbitrairement du sort des peuples. Les Anglais victorieux tendaient à propager

leur constitution, et les alliés n'y répugnaient pas alors. On l'imitait en Allemagne, en Espagne, en France. Puis les Anglais eux-mêmes désiraient élargir la forme tout aristocratique du système qui les régissait. Déjà, en 1817, on comptait par centaines de mille les affiliés des sociétés radicales, qui se reconnaissaient à une carte portant ces mots, *Sois prêt, sois ferme!* et qui juraient de faire tous leurs efforts pour obtenir le vote universel, avec une représentation libre et égale et des parlements communs. Il fallut, pour réprimer ce mouvement, suspendre l'*habeas corpus*. Mais la constitution de ce pays porte en elle-même les remèdes nécessaires : elle se prête aux réformes; et les pétitions, la liberté de la presse permettent aux opinions et aux ressentiments de se faire jour, tandis qu'ailleurs, réduits au silence, ils se traduisent en sociétés secrètes et en complots.

En Allemagne, dès que l'ardeur patriotique fut calmée, on vit apparaître les inconvénients et les fautes énormes des derniers traités. Point de garanties pour la liberté individuelle et pour la manifestation de la pensée; point de diminution des armées; point de relations commerciales établies; aucun égard aux religions; rien qui garantît la dotation des cultes pas plus que la justice; le despotisme bureaucratique, légué par l'occupation étrangère, n'y avait pas été restreint. Les princes avaient promis des constitutions; mais, au milieu des tergiversations de la diète, les uns alléguèrent qu'ils n'avaient fixé aucune époque, les autres donnèrent des chartes; mais ce fut une pure émanation du trône, et non un pacte entre le souverain et les sujets. Dans les pays qui avaient été réunis vingt ans à la France s'étaient enracinées des idées bien différentes des anciennes : le code Napoléon y avait été introduit et divers progrès réalisés. Ils s'arrangèrent donc peu de cette monarchie pure, d'autant plus absolue que le despotisme administratif réduisait au silence les anciennes représentations.

Cependant les pays méridionaux, à l'exception de l'Autriche, eurent des constitutions; et les princes qui, dans le congrès de Vienne, avaient le plus répugné aux innovations, de peur qu'elles ne les asservissent à l'influence de l'Autriche et de la Prusse, se décidèrent ensuite, pour y échapper, à de plus larges concessions.

Le grand-duc de Saxe-Weimar n'accorda que des états provinciaux en 1816; ils furent aussi rétablis dans le royaume

de Saxe, dans le Mecklembourg et ailleurs. Dans la constitution 1818. 26 mai.
de Maximilien-Joseph, roi de Bavière, qui ne fut pas débattue, mais octroyée, la propriété, les personnes, la pensée, la presse obtinrent des garanties. Elle établit deux chambres : une chambre de sénateurs, où entrèrent les grands officiers de la couronne, seize chefs de l'ancienne noblesse de l'empire, deux archevêques et un évêque nommé par le roi, le président du consistoire protestant, quinze sénateurs héréditaires et douze à vie, tous à la nomination du roi ; et une chambre de districts, composée de députés élus pour six ans, dont un huitième se compose de nobles, un huitième d'ecclésiastiques et dont le reste est pris dans les villes et les bourgs, avec deux propriétaires ruraux sans juridiction. Les élections ont pour base le statut municipal, qui est très-compliqué ; et pour être éligible il faut avoir huit mille florins de revenu, ce qui fait que des districts entiers restent sans représentation.

Bade obtint une constitution plus large ; il eut des ministres 22 août.
responsables, la liberté de la presse et deux chambres. Frédéric de Wurtemberg en donna une à ses sujets, qu'ils refusèrent, en réclamant les droits primitifs qu'il avait abolis dictatorialement. Lorsqu'il fut mort sans avoir rien terminé
(1816), son successeur, Guillaume, en accorda une plus libérale, 1819. 26 septembre.
sous forme de contrat, en conservant quelques restes précieux des franchises germaniques et en reconnaissant à tous les citoyens des droits égaux et indépendants. Les opinions et le culte y sont libres ; les juges inamovibles. La chambre des seigneurs est composée d'un tiers à la nomination du roi, de treize députés de la noblesse, de neuf du clergé ou des universités, et, en outre, des représentants des communes. Les communes sont moralement associées entre elles ; elles s'indemnisent, à l'aide de leurs contributions, des dommages causés par la grêle ou par d'autres accidents semblables, et les indigents ont droit à des secours.

Dans la Hesse électorale la noblesse refusa la constitution parce qu'elle établissait, pour elle et pour le peuple, une représentation commune. Darmstadt-Hesse (1820), le grand-duché de Nassau (1818), le duché de Saxe-Cobourg-Hildburghausen, les principautés de Schwartzbourg-Rudolstadt, de Lippe-Detmold, de Lichtenstein et de Waldeck obtinrent aussi des constitutions ; mais elles furent toujours combattues par l'aristocratie. L'Autriche, qui avait pris les armes non pas au nom de la liberté et

de la philosophie, mais au nom de la maison régnante, n'eut donc pas de peine à rétablir entièrement son système patriarcal en donnant satisfaction à ses sujets par du bien-être matériel.

La Prusse, bien plus avancée sous le rapport des idées, tenant à la fois du nord et du midi, dénuée d'anciennes traditions, avait été la première à proclamer des maximes libérales pendant la guerre des nations. Le roi s'était engagé à donner (1815) un système représentatif fondé sur l'égalité. Mais comment le concilier avec les prérogatives de la noblesse? Les sociétés secrètes et les écrivains populaires, qui avaient pour chef Blücher et les autres champions du mouvement national, combattaient l'idée d'une chambre haute.

Le comte de Hardenberg, son ministre, qui, dans la première moitié de sa carrière politique, avait été l'ardent promoteur du parti national, s'en détacha du moment où il lui parut porter au désordre; et il soutint que la législation appartient au roi seul, et l'administration aux États provinciaux, qui doivent aussi concourir par leur vote à l'établissement de l'impôt. En conséquence, les sociétés secrètes furent prohibées, les universités restreintes au seul enseignement, avec une extrême liberté touchant la manifestation des opinions religieuses et philosophiques, mais à condition de ne pas aborder les questions politiques. L'administration, complétement séparée de la politique, fut admirablement réglée sous un système d'intendances appuyées d'états qui faisaient intervenir les contribuables dans l'application de la loi; puis, pour dominer sur le tout, une force militaire puissante, prête à étouffer tout mouvement.

Le mécontentement des peuples, dont les vœux n'étaient pas exaucés, devenait de la haine. Dans les pays constitutionnels la parole était libre, ou tendait à le devenir; la publicité réprimée dans un endroit éclatait dans un autre. On croyait l'opposition nécessaire, parce qu'elle existait en Angleterre.

La France, au sortir d'une période extrêmement critique, recueillait les fruits de sa révolution et les propageait. Les abus de l'ancien régime étaient détruits : plus de charges vénales, de lettres de cachet, de cours souveraines, plus de procédures secrètes. Le ministère public est indépendant du pouvoir; les juges consuls sont transformés en tribunaux de commerce, toutes les parties de la législation et de la procédure sont uniformes dans toute l'étendue du royaume, et relèvent d'une seule autorité, qui nomme tous les magistrats, fait exécuter les

lois et pourvoit à l'administration de la justice, qui n'est plus subdivisée.

Mais cette autorité partage la puissance législative avec une représentation nationale qui ne se borne plus à entraver l'exécution par des remontrances postérieures; car elle a le droit de peser les dispositions de la loi dans une discussion préalable qui éclaire le public en même temps qu'elle décharge le roi de toute responsabilité morale. Il en résulte que les lois, une fois qu'elles sont promulguées, ne rencontrent plus d'obstacles dans les coutumes, dans les préjugés.

Cette publicité rendit à la France, sur le reste de l'Europe, l'influence qu'elle avait perdue par ses revers. L'Angleterre publiait aussi les débats de ses chambres; mais, outre que cette langue est moins répandue, il s'agissait là d'intérêts particuliers, d'usages sur des précédents trop différents de ceux auxquels l'Europe est habituée. La France, au contraire, parlait pour tous : l'abolition de la censure, la nature des élections, les limites à apporter au bon plaisir royal intéressaient tous les peuples, l'humanité entière; et il n'y avait pas de pays qui n'y trouvât des applications, qui n'y sentît l'expression de ses propres doléances. La France elle-même, comprimée par les souverains, s'agitait en se tournant vers les peuples, et transmettait au dehors le ferment dont elle était intérieurement agitée.

Ces dispositions des peuples effrayaient les gouvernements, qui d'autre part souffraient et faisaient souffrir pour les conséquences de la révolution.

Le premier dommage c'était le maintien du pied de guerre, qui forçait d'entretenir en temps de paix, plus de troupes que pendant des luttes acharnées du siècle précédent. L'Autriche en conservait trois cent mille, la Prusse deux cent mille; l'Angleterre seule réduisit son armée de trois cent vingt-cinq mille hommes à quatre-vingt-dix mille, parce qu'elle était contrainte de transiger avec les chambres pour son budget militaire, tandis que les autres puissances cherchaient dans de grands armements leur sécurité et leur liberté d'action.

Ce système militaire résultait aussi de la mauvaise répartition de territoires fixées par les traités de paix, lesquels avaient introduit plus ou moins d'ennemis au centre de leurs provinces et placé au-dessus d'eux un rival puissant, menaçant pour tous. L'Europe entière se trouva donc régie militairement. Ce fut dans les baïonnettes que reposa cette force que les constitutions vou-

draient voir attribuée à l'opinion, et pour satisfaire les soldats force fut de maintenir un état de guerre, même pendant la paix. De là des entraves à tous les avantages espérés : les sujets furent pressurés pour l'entretien de l'armée; il fallut venir en aide aux finances obérées par des expédients temporaires, et contracter de nouvelles dettes, au lieu d'éteindre les anciennes.

Ainsi les gouvernements se trouvèrent à la merci des banquiers, ce qui favorisa toutes les chances de l'agiotage, diminua l'indépendance et la moralité des peuples et bouleversa les idées de crédit en obligeant de] recevoir pour argent un papier qui inspirait d'autant moins de confiance qu'il n'y avait pas d'État, sauf l'Angleterre, qui n'eût fait banqueroute.

Napoléon avait habitué aux grandes dépenses; mais si quelques-unes furent d'une utilité immortelle, d'autres, de pure vanité, n'étaient destinées qu'à éblouir. En traversant les pays conquis, il décrétait des ponts, des canaux, des arcs de triomphe, des colonnes, des palais. En 1813, il ordonnait l'érection, sur le mont Cénis, d'un monument en l'honneur de ceux qui avaient pris part à la bataille de Merschen et qui devait coûter vingt-cinq millions. Il est vrai que la plupart de ces projets restèrent inexécutés; mais les peuples se les rappelaient, et en cela encore les gouvernements durent ou voulurent l'imiter. Des royaumes entiers se trouvèrent chargés d'impôts pour embellir les résidences princières. Les routes restèrent dégradées, les fleuves à l'abandon pour qu'on pût dorer des palais; et des princes qui naguère se contentaient d'habitations commodes déchaînèrent sur leurs peuples le fléau d'une vanité ruineuse.

La révolution avait donné aux gouvernements une force immense en concentrant dans leurs mains les pouvoirs qui auparavant se trouvaient répartis entre divers corps. Ils avaient pris, pendant la guerre une attitude énergique que les circonstances commandaient; et les peuples s'étaient résignés à d'énormes impôts, au papier-monnaie, aux réquisitions, aux autres charges de ces temps d'exception où l'État est tout et où l'individu n'est rien. Le danger passé, les gouvernements trouvèrent tous leurs moyens d'action fortifiés, police, administration, crainte du pouvoir. Partout des passe-ports, des permis de port d'armes, une surveillance active, l'obéissance militaire par imitation, et cela au détriment de cette liberté individuelle dont on jouissait sans l'apprécier avant la révolution. La société fut considérée

comme une force gouvernementale, où tous les pouvoirs en sous-ordre dérivent du pouvoir central. C'en fut fait de l'esprit de famille, de corps, de cité, de patrie, de religion; de cet esprit public, en un mot, qui, comme le dit de Bonald, est l'âme de la société, le principe de sa vie, de sa force et de ses progrès.

Cette irruption de l'administration dans la sphère de la vie civile et privée exigea un nombre infini d'employés pour remplir toutes les charges auxquelles vaquaient gratuitement, en d'autres temps, soit les seigneurs, soit les corps municipaux et d'état, soit des ordres religieux. Cette classe nouvelle, tout occupée de l'application des ordonnances, prit partout une importance inaccoutumée, et il en résulta ce qu'on appela la bureaucratie. Ces employés, ou destitués par les nouveaux gouvernements, ou rejetés aux derniers rangs, voulaient, les uns se venger, les autres s'élever : habitués aux chiffres, aux tableaux, aux ordonnances, ils s'imaginaient qu'il n'en fallait pas plus pour régler le monde, et que, pour donner une constitution à un pays, il suffisait de la mettre sur le papier.

A l'intérieur éclataient les vengeances des gouvernements et les haines entre particuliers : ceux qui avaient souffert voulaient faire souffrir; ceux qui avaient dominé s'arrangeaient mal de l'obéissance. Les États faibles supportaient impatiemment de se trouver à la merci des forts; ceux dont la nationalité avait été foulée aux pieds frémissaient; il en était de même de ceux qui avaient tant souffert et tant agi dans un temps où les rois avaient trop promis et les peuples trop tenu.

Napoléon, se retournant vers le passé, au lieu de suivre sa voie vers l'avenir, n'avait donné rien moins que des exemples libéraux. En effet, nous voyons tous les jours les idées de son temps se mettre en opposition avec les idées plus généreuses et plus tolérantes de la génération nouvelle (1); et lorsqu'on voulut forcer un peuple plein de vivacité à courber la tête, on excita sa ferveur pour le culte de la force, qui se déifiait par des funérailles, par des statues, des histoires, des chants.

(1) M. Glais-Bizoin disait, dans la séance de la chambre des députés du 26 mai 1840, qu'il regardait « les idées bonapartistes comme une des plaies les plus vives de notre ordre social, comme ce qu'il y a encore de plus funeste pour l'émancipation des peuples, et comme ce qu'il y a encore aujourd'hui de plus contraire à l'indépendance de l'esprit humain. »

Mais Napoléon avait été l'ennemi de ceux qui régnaient après lui et qui faisaient ressortir sa gloire par la peur qu'ils avaient de lui et en lui refusant la justice qu'il méritait alors que la majesté du malheur l'entourait d'une auréole. Son gouvernement, fruit de la révolution, avait eu des parties excellentes, que l'on ne manquait pas de surfaire encore, comme il arrive de tout gouvernement déchu. Les ambitions trompées, les vanités éconduites, les imaginations en travail faisaient regretter, lorsqu'on l'avait perdu, ce que l'on avait peut-être détesté quand on le possédait. Les militaires avaient en horreur cette paix qui ne leur offrait plus un avancement rapide et leur enlevait les occasions de gloire. Les administrateurs, habitués aux ordres despotiques, qui tranchaient soudain les difficultés, s'accommodaient avec peine aux lenteurs qui deviennent nécessaires lorsqu'il faut que tous les droits soient protégés et que la justice, ou tout du moins la légalité, soit observée.

On avait fait, pendant la guerre, un grand usage de la presse périodique. Celle de Paris dénigrait les princes avant que la force les renversât; celle de Londres se moquait de ces rois de parade, vassaux de l'empereur, de cette cour de souverains sans naissance et de princes sans éducation. En Allemagne, la presse attisait l'ardeur nationale contre l'étranger. Cette arme si bien trempée ne s'émoussa point lorsque la paix fut venue. Aussi vit-on paraître des libelles contre des nations entières, où les Anglais, les Français, les Allemands étaient chargés de malédictions. Comme on avait maudit par peur celui qui était tombé, on le divinisa par représailles; il semblait que ce fût un moyen de guérir les maux dont on souffrait que de les dévoiler. La déclamation régna dans les pays où elle était possible; ailleurs on écoutait en silence : les esprits fermentaient, et l'on épiait les événements.

L'instruction s'était répandue dans toutes les classes, mais sans les moyens d'en tirer un parti immédiat; et chez beaucoup d'individus le désir était hors de proportion avec les facultés. Et ces derniers, afin de rétablir l'équilibre entre la fortune et les talents qu'ils croyaient posséder, ne cessaient de crier contre le gouvernement, qui ne profitait pas de leur capacité, qui ne savait pas profiter des secours de leurs lumières.

Comme la classe qui lit, écrit, pense et raisonne sur les intérêts généraux et qui passe pour représenter la vie nationale s'était extrêmement étendue, les mouvements ne pouvaient

plus se concentrer en un seul peuple, ainsi qu'en 1789. Dans cette vaste ébullition de l'Europe entière, chacun avait été appelé à peser les droits respectifs du prince déchu et du nouveau, entre ceux-là qui triomphaient et se proclamaient des héros et ceux qui, ayant succombé, étaient traités d'usurpateurs. Les plus chauds partisans du droit divin avaient excité les peuples à la révolte, c'est-à-dire à s'arroger le droit de juger de la légitimité du souverain. L'attention se porta donc sur une foule d'objets qu'on n'avait pas d'abord observés : les choses grandissent, les hommes se rapetissent; la discussion du droit succède à celle du fait : on veut savoir à quelles lois il faut obéir, mais pourquoi on doit y obéir et dans quel but; on veut non-seulement trouver de la justice et de la dignité, mais encore de la sécurité et de la durée. Les rois, prétendant régler seuls le bonheur du genre humain, mesuraient naguère la liberté à leurs sujets, mais à titre de concession et d'usufruit, non comme propriété et comme droit; et les peuples bénissaient un bon prince comme on bénit une bonne moisson, quoiqu'ils ne fussent pas certains de sa durée. Mais une longue série de procédés astucieux, d'abus de la force, de lâches prétextes employés à voiler des perfidies, avaient subverti les idées morales et porté les sujets à la défiance.

On avait vu Napoléon détruire les vieilles royautés pour en créer de nouvelles; et cette grande ironie ne semblait-elle pas dire que les couronnes étaient un jeu de la fortune ou de la force tout aussi bien qu'un don de Dieu? une foule de princes ne restaient-ils pas dépouillés au profit des puissants après les bouleversements de la guerre, dans le calme des négociations. C'était ruiner l'antique foi aux dynasties. Ceux-là même qui remontèrent sur le trône s'étaient prévalus des effets de la révolution et de la conquête. Lors donc que les rois se mettaient à jouer le rôle de révolutionnaires en détruisant ces priviléges, qui ne manquaient à aucun peuple avant la révolution, et en édifiant un absolutisme administratif, les peuples en vinrent à croire que l'histoire n'était rien, que les constitutions pouvaient se faire et se défaire non-seulement par le progrès naturel des temps et par les moyens légaux, mais à volonté et à force ouverte. La plupart des souverains s'irritaient de ne plus trouver ces dociles sujets à conduire de la fin du dix-huitième siècle; les sujets, de leur côté, se plaignaient que les promesses faites pendant la lutte restaient inexécutées : ils prétendaient obtenir

des institutions, des garanties réglant à l'avance et d'une manière invariable les droits et la part de chacun dans l'État; exclus du réel et du positif, ils se jetaient dans l'imaginaire.

Ainsi s'augmentait le parti, non pas le plus nombreux, mais le plus actif et le plus redoutable, de ceux qui se passionnent pour le changement et pour l'innovation. Tous les esprits étaient agités par ces théories qui surgissent comme un tourbillon chaque fois que l'on passe du despotisme à la liberté, fièvre qui ne peut être calmée que par l'expérience et les déceptions. Des esprits sérieux descendirent dans l'arène, mais en même temps une tourbe d'écrivains inhabiles aux affaires, enorgueillis de quelques travaux de détail, mais impuissants à toute synthèse et qui avaient pris à la lettre un mot de Brougham : *Désormais l'arbitre du monde n'est plus le canon, mais le maître d'école.*

En résumé, on peut considérer ce besoin général de liberté comme un mal; mais on ne peut pas le nier, car ce n'est pas la vertu d'un principe, mais la force de la nécessité, ce n'est pas une puissance d'idée, mais de fait. Le parti du mouvement, à tous ses degrés, reconnaît toujours l'indépendance de la pensée et de la volonté comme règle unique et prépondérante. Or cette liberté des esprits plus ou moins tend directement à l'égalité absolue, et par voie de conséquence au dogme politique de la souveraineté du peuple, dogme qui se traduit ensuite dans le vote de la majorité, d'où résulte la mobilité continuelle de formes, d'institutions et de lois. La foi et la subordination étant ainsi perdues et remplacées par l'opinion et l'individualité, l'anarchie doit nécessairement s'ensuivre, et pour la réprimer il n'y a d'autre remède que la force. La monarchie pure n'est donc plus possible. Il ne reste plus que l'absolutisme, la dictature de l'épée, jusqu'à ce que l'épée se brise. C'est donc à l'épée que recourront les uns pour se maintenir, et les autres pour changer les affaires.

Les sociétés secrètes, sous l'empire, avaient réveillé le sentiment national et encouragé la résistance contre l'oppression étrangère. Lorsque la paix fut rétablie, les gouvernements, sans les poursuivre à outrance, leur suscitèrent bientôt des tracasseries; de telle sorte que, changeant de but, et non d'objet, elles se tournèrent contre ce nouveau despotisme, et finirent
Carbonari. par attirer à elles les mécontents de chaque pays. Celle des carbonari, née dans les Calabres sous le gouvernement fran-

çai[illegible] (1), était dirigée à la fois et contre la domination de l'étranger et contre l'invasion de ses idées. Elle tenait en grande partie des rites maçonniques ; mais tandis que les francs-maçons, tout en se proposant de venger Hiram, se livraient aux plaisirs et professaient un déisme conforme la philosophie du dix-huitième siècle, les premiers carbonari, animés d'une énergie mélancolique, voulaient venger la mort du Christ et rétablir son royaume.

La police napolitaine, n'ayant pu arrêter leur progrès, songea à corrompre leur association, comme on l'avait fait de la franc-maçonnerie, en y introduisant des espions, des fonctionnaires et jusqu'au roi lui-même lorsqu'il conçut des idées d'indépendance. L'armée de Murat, qui y était affiliée tout entière, laissa, lors de sa dernière invasion, un grand nombre de *ventes* dans les légations, d'où elles se répandirent dans la Lombardie, surtout à Bologne, à Milan et à Alexandrie. Quelques exilés italiens firent pénétrer le carbonarisme en France, où les francs-maçons étaient toujours nombreux ; ils y étaient divisés en loges du rit moderne, en loges du rit ancien ou écossais et en loges du rit de Misraïm ou templiers. La charbonnerie fut greffée sur ce tronc, principalement par Armand Bazard (1761-1832), qui devint ensuite un des premiers saint-simoniens ; par le Florentin Bonarotti, ancien partisan de Babeuf ; par Flotard et par Buchez.

Voici, en peu de mots, l'organisation de ces sociétés. Une *vente* particulière ne comprend pas plus de vingt *bons cousins* en relation entre eux, mais isolés des autres ventes ; les députés de vingt ventes partielles forment une vente centrale, qui, au moyen d'un député, communique avec la haute vente ; puis celle-ci reçoit, par un délégué, l'ordre de la vente suprême et d'un comité d'action, ce qui assure le secret, la facilité de se réunir et de s'étendre sans nuire à l'unité.

Les carbonari n'écrivaient rien, et communiquaient toujours entre eux de vive voix. Ils se reconnaissaient au moyen de cartes découpées et de mots d'ordre, qui étaient *Espérance* et *Foi*. Ils alternaient les syllabes de *cha-ri-té ;* en se serrant la main, ils formaient avec le pouce les lettres *C* et *N*. Comme ils s'engageaient par serment à garder, à l'égard des païens, le secret des signes, du règlement et du but de l'association, le parjure était puni de mort. Tout membre devait se procurer un fusil,

(1) Voy. pages 304 et suiv.

une baïonnette et vingt-cinq cartouches; la cotisation à la caisse commune était d'un franc par mois, et l'on devait en verser cinq à l'époque de l'admission.

Les carbonari devinrent très-nombreux en France; ils y remplirent les écoles, le commerce et l'armée (1); ils songèrent même à réunir tous les étudiants à l'École polytechnique, dans laquelle ils comptaient beaucoup d'adeptes, de même que parmi les clercs de notaire et les avocats. Ils eurent ainsi une grande influence sur les élections.

Ils manquaient toutefois d'un principe commun : d'accord sur l'idée de détruire ce qui était debout, ils n'avaient rien d'arrêté sur ce qu'ils devaient y substituer. Dans l'origine, ils étaient radicaux et républicains; mais lorsqu'ils se furent adjoint des hommes distingués par leur fortune et par leurs emplois, ils se divisèrent quant au but. Les uns songeaient à Napoléon II, dans l'espoir d'être secondés par l'Autriche, soit pour élever au trône le fils d'une archiduchesse, soit pour porter le trouble chez des voisins toujours redoutés. D'autres jetaient les yeux sur Louis-Philippe d'Orléans, homme nouveau, qui, nourri dans les idées libérales, devrait tout à la révolution. Divers soulèvements, et surtout l'insurrection de la Rochelle, étincelle que devait suivre un vaste incendie, appelèrent sur eux l'attention du gouvernement, les accusations dont ils furent l'objet démontrèrent combien ils s'étaient propagés (2).

(1) Leurs actes ont été révélés après la révolution de 1830, et surtout dans *Paris révolutionnaire*, par TRÉLAT; 1834.

(2) L'avocat général de Marchangy, dans son réquisitoire contre les conspirateurs de la Rochelle, où il confond dans la même réprobation tous les mouvements insurrectionnels d'alors, jusqu'à ceux des Grecs, qui, disait-il, *avaient usé leurs chaînes dans* une longue servitude et qui, en voulant les secouer, avaient *provoqué* les vengeances de leur maître, Marchangy s'exprimait ainsi : « Les sociétés sont des ateliers de conspiration. Leur origine est ancienne; mais elles furent pour ainsi dire en permanence depuis 1815. A cette époque, l'usurpation, et ce fut là son plus odieux forfait, appela à son secours la démagogie, qui vint assister à ses derniers moments pour hériter de ses dépouilles. Furieuse de ne pouvoir s'en emparer, elle jeta des brandons de discorde, et fit un appel aux générations présentes et futures. Dès lors elle eut un parti au milieu de nous. La police du temps découvrit successivement, sans en compter beaucoup d'autres dont elle n'eut pas connaissance, la société de l'Épingle noire, celle des Patriotes de 1816, celle des Vautours de Bonaparte, celle des chevaliers du Soleil, celle des Patriotes européens réformés, celle de la Régénération universelle. Toutes ces sectes s'accordèrent sur le but de leur institution : c'était de former une ligue de peuples contre l'autorité légitime et légale; c'était de conquérir la licence à main armée,

Mais ils n'avaient pas confiance dans le peuple, et de son côté le peuple ne les favorisait pas, attendu qu'il constitue un tout et qu'il ne peut appartenir à un parti; que, de plus, il est égoïste, c'est-à-dire aimant son intérêt propre, celui qu'il comprend. Puis les dissensions ne tardèrent pas à éclater parmi eux : tantôt c'était répugnance à obéir à certains chefs, des soupçons sur l'emploi des fonds ou bien des dissentiments qui s'élevaient sur les moyens propres à atteindre le but. Ils fraternisaient toutefois avec les carbonari de Naples, du Piémont, de la Lombardie et de l'Espagne, qui, secondés par d'autres encore, devaient ouvrir un abîme sous les pas des gouvernements mal établis.

La France crut parer à ce danger en limitant la liberté de la presse et en « mettant l'intelligence humaine sous la juridiction de la police. » Les alliés renouvelèrent leur union à Aix-la-Chapelle (1) en termes moins vagues, mais en donnant toujours la

pour la faire asseoir sur les débris du trône et des autels. Brochures, discours, pétitions, adresses, lithographies, souscriptions, réimpressions de mauvais livres distribués à vil prix ou gratuitement jusque dans les hameaux, tout, depuis certaines éditions compactes jusqu'à certaines complètes, depuis les cris séditieux jusqu'aux toasts, pouvait en effet concourir plus ou moins à ce but. Cependant les perturbateurs n'avaient pas encore imaginé de faciles moyens de correspondre; ils n'avaient pas encore discipliné l'esprit d'insurrection et organisé le désordre; en un mot, ils ignoraient comment on peut administrer la sédition et en faire en quelque sorte un département à portefeuille. Voilà ce qu'ils apprirent en 1820 par leur affiliation à la secte des *carbonari*. »

(1) « Le but de cette union, dirent-ils, est aussi simple que saint et salutaire. Il n'est point question de nouvelles combinaisons politiques, de changer les rapports établis par les traités précédents; mais notre alliance calme et constante maintiendra la paix et les transactions qui la fondèrent et la consolidèrent. Les souverains, en formant cette auguste union, ont adopté l'invariable résolution de ne jamais s'écarter entre eux ni envers les autres États de la plus stricte observation des principes du droit des gens, qui, appliqués à un état de paix permanent, peuvent seuls garantir efficacement l'indépendance de chaque gouvernement et la stabilité de l'association générale.

« Fidèles à ces maximes, les souverains les maintiendront dans les réunions où ils assisteront en personne ou dans celle de leurs ministres, soit qu'il s'agisse d'y discuter en commun leurs propres intérêts, ou des questions sur lesquelles d'autres gouvernements auraient formellement réclamé leur intervention. L'esprit qui dirigera leurs conseils et leurs communications diplomatiques présidera aussi à ces réunions, tendant à conserver le repos du monde.

« C'est dans ces sentiments que les souverains mèneront à fin l'œuvre à laquelle ils ont été appelés; ils ne cesseront pas de travailler à la consolider

fraternité chrétienne pour base aux principes conservateurs; puis ils établirent des conférences pour régler les affaires du monde. Le ministre russe de Stourdza appela l'attention du congrès sur le réveil de l'esprit libéral et le danger des sociétés secrètes. Alors ce fut contre la Russie que se tourna la haine de la jeunesse, qui regarda depuis cette puissance comme l'obstacle aux concessions que les princes semblaient disposés à faire. L'auteur comique Kotzebue, ancien champion des idées patriotiques, qui tournait alors les libéraux en ridicule dans la *Gazette de Manheim*,
1 19. 29 mars. fut poignardé par l'étudiant Sand. Ce jeune homme marcha au supplice avec la même intrépidité qu'il avait mise à avouer son crime, et il fut exalté comme un martyr par les sociétés secrètes, surtout par la *Burchenschaft*, qui ne réclamait plus seulement l'indépendance, mais bien les libertés qu'on avait promises et qui maintenant leur étaient refusées. Les rois s'effrayèrent de cet événement; et l'Autriche et la Prusse, réunies à Carlsbad, firent décider par les princes que la diète était le seul interprète officiel de l'article qui promettait des assemblées à chaque État; qu'elle pourrait, en attendant, diriger des troupes partout où le désordre éclaterait, exiler les professeurs et les étudiants libéraux; que chacun des gouvernements allemands établirait une censure pour les livres, et qu'il en serait responsable; qu'une commission extraordinaire siégerait à Mayence pour réprimer les menées libérales, citer devant elle et faire arrêter ceux qui en seraient prévenus.

C'est ainsi que les organisations secrètes fournissaient en France et en Allemagne des prétextes pour fouler aux pieds les libertés légales. On eut recours en même temps à la répression morale; et comme les vociférations de tous ses journaux ne suffisaient pas à l'Autriche, elle détermina Pie VII à condamner les associations qu'elle redoutait. Le pontife leur reprocha (*Ecclesiam a J.-C.*) le secret dont elles s'enveloppaient, et les accusa de porter à l'indifférence religieuse en laissant chacun libre de se faire une religion à sa guise, tandis qu'elles mon-

et à la perfectionner. Ils reconnaissent formellement que leurs devoirs envers Dieu et envers les peuples qu'ils gouvernent les obligent à donner au monde, autant qu'il leur est possible, l'exemple de la justice, de la concorde, de la modération : heureux de pouvoir diriger tous leurs efforts à protéger les arts de la paix, à accroître la prospérité intérieure de leurs États, à y réveiller les sentiments de religion et de morale, trop affaiblis par les malheurs du temps. »

traient au contraire un respect particulier et une préférence marquée pour la foi catholique, pour la personne et la doctrine de Jésus-Christ, qu'elles appelaient « le recteur et le grand maître de leur société. »

Lorsque les princes de la maison d'Autriche eurent détruit en Espagne les anciens priviléges des corporations, le pays resta sans aucune représentation intermédiaire entre le roi et le peuple. Un tel absolutisme n'empêcha pas le peuple de conserver les sentiments pour lesquels il avait longtemps combattu, son amour pour la religion, pour l'indépendance, pour le roi, qui en était à ses yeux le représentant. Cet esprit ne fut guère modifié par les écrits des philosophes français, il ne le fut pas davantage par la révolution; et le pays développait à l'écart ses germes particuliers lorsque Napoléon vint le bouleverser violemment. Les Espagnols s'insurgèrent contre le conquérant au nom de ces trois sentiments; mais dans un pays où il ne subsistait plus qu'un roi et un peuple, lorsque le premier eut disparu, le second demeura seul. Une nation éminemment monarchique se trouva donc soudainement démocratique, mais dans un sens différent de celui que l'on attribue d'ordinaire à cette expression : ce fut une confédération de républiques qui combattaient pour le roi. **Espagne.**

Tout en se soulevant au nom de Ferdinand, il était évident que les autorités ne tenaient pas leurs pouvoirs du prince; et bientôt la discussion, la publicité et l'esprit philosophique se développèrent dans la résistance. Aussi, à côté des *patriotes*, qui étaient le peuple et les paysans, soulevés par la foi politique et religieuse, surgirent les *libéraux*, disciples des idées révolutionnaires, moins dirigés par la vertu ou par les préjugés, et plus spéculatifs, décidés à séparer les nouvelles constitutions des anciennes, que le peuple aimait parce qu'il avait grandi avec elles. Les libéraux comprirent que ce mouvement serait favorable à leurs idées de réforme, et demandèrent une centralisation pour faire converger les opérations des juntes isolées et des guérillas indépendantes. En conséquence, trente-cinq députés des classes supérieures s'érigèrent en junte centrale à Aranjuez, où figurèrent en première ligne Florida-Bianca, ancien ministre de la marine, et Melchior Jovellanos, tous deux hommes mûrs et éclairés. Mais l'un voulait, comme pendant son ministère, fortifier l'autorité royale; l'autre, grand ennemi de Godoï et de la dépravation de la cour, demandait

deux chambres : ce dissentiment entraîna des lenteurs et des divisions. Lorsque l'Andalousie eut été envahie, les membres de la junte furent forcés de se réfugier à l'île de Léon, dans la baie de Cadix : c'est ainsi que l'indépendance, qui jadis avait trouvé un asile sur les sommets des Asturies, fut obligée alors d'en chercher un à l'extrémité opposée.

Cette dernière attaque donna la prépondérance aux libéraux, qui, depuis quelque temps, réclamaient la convocation des cortès comme moyen d'arriver au gouvernement constitutionnel; la régence s'y était toujours opposée, non dans la prévision de ses résultats, mais parce qu'elle sentait que son pouvoir en serait diminué. Les cortès s'assemblèrent donc au nom du *peuple souverain*. Les nobles et le clergé y siégèrent sans distinction, et l'égalité à laquelle la conquête avait réduit les Espagnols s'y déploya en même temps que la liberté. En effet, le peuple qui paraissait le plus arriéré se trouva le plus libre de tous; car il mit dans la nation la base de toute autorité, et se constitua pouvoir souverain jusqu'au rétablissement de Ferdinand VII. Puis les cortès publièrent en 1812 une constitution fondée sur l'ancien système de la nation et sur la necessité de défendre l'indépendance nationale si le roi venait à manquer, constitution en conséquence très-libérale. En voici les bases : La souveraineté réside dans le peuple; la religion catholique apostolique est « la seule vraie, à l'exclusion de toute autre; » le gouvernement est monarchique; les trois pouvoirs sont séparés; le roi est inviolable, mais sans la sanction absolue; elle n'institue qu'une seule chambre. Les cortès sont la réunion de tous les députés élus par les assemblées de province, composées d'électeurs nommés par des assemblées de district, et ces dernières d'électeurs nommés par des assemblées de paroisse. Dans celles-ci, tous les citoyens ont droit de suffrage. Les électeurs de paroisse doivent être âgés de vingt-cinq ans, de même que les électeurs de district; un revenu suffisant est en outre exigé des députés aux cortès. Les députés sont nommés pour deux ans, à raison d'un député par soixante-dix mille âmes. La session des cortès est au moins de trois mois chaque année : elles votent les impôts, proposent les lois, que le roi sanctionne et fait exécuter; mais, en cas de refus de sa part pendant deux ans, il y est obligé à la troisième. Le roi fait la guerre et la paix; il nomme aux magistratures, aux évêchés, aux bénéfices, aux commandements de terre et de

Constitution espagnole.

mer; mais il ne peut empêcher, suspendre ou dissoudre les cortès, ni sortir du royanme, ni abdiquer, ni faire des alliances ou des traités avec les puissances étrangères, ni asseoir des impôts sans le consentement des cortès, à qui appartient la nomination aux fonctions publiques. Les soldats ont le droit d'examen et de discussion en tout ce qui touche à leur organisation. La constitution ne peut être révisée qu'avec le concours de trois législatures successives et par un décret qui n'est point soumis à la sanction royale.

Il est facile de distinguer la partie de cette œuvre qui, imitée de l'étranger, fut greffée par les libéraux sur les coutumes nationales. Mais la nation s'en tint à ces dernières, sans comprendre le surplus; elle ne considéra pas la constitution comme un acte politique, mais comme un fait social. La trahison de Bayonne avait disposé d'un peuple comme d'une propriété, et ce peuple protestait, opposant au despotisme du conquérant la volonté de tous, et se soulevant pour la religion et pour l'indépendance et le roi. Les masses ne comprenaient que cela, et c'est pourquoi elles défendirent cette constitution. Quoiqu'elle parût trop libérale aux puissances étrangères, elle fut reconnue par l'Angleterre et par la Russie, qui s'en servirent contre la France.

Quand Napoléon, réduit à l'extrémité, mit Ferdinand VII en liberté, pour faire revenir ses troupes occupées dans la Péninsule, ce prince rencontra à l'entrée de ses États les cortès, qui lui rendirent la couronne «conquise pour lui et sans lui.» «N'oubliez pas, lui dit-on, que vous la devez à la générosité de vos « peuples. La nation ne met d'autres limites à votre autorité « que cette constitution adoptée par ses représentants. Le « jour où vous la violerez, le pacte solennel qui vous a fait roi « sera rompu. » 1814. Mars.

L'enthousiasme général au milieu duquel Ferdinand VII fut accueilli comme le représentant de la nationalité ne l'empêcha pas de repousser cette constitution; et, par l'édit de Valence, il la déclara « un attentat contre les prérogatives du trône, commis par un abus coupable du nom de la nation.» Il ajoutait toutefois : Je vous jure que vous ne serez pas déçus « dans votre attente, vrais et loyaux Espagnols, dont les « souffrances excitent ma tendresse. C'est pour vous que votre « souverain veut l'être; il met sa gloire à être le souverain « d'une nation héroïque qui, par ses exploits immortels, a con- « quis l'admiration de toutes les autres et conservé sa liberté 1814. 4 mai.

« en même temps que son honneur. Je déteste le despotisme,
« qui est inconciliable avec les lumières et avec la civilisation
« européenne. Les rois ne furent jamais despotes en Espagne;
« ni les lois ni la constitution ne les y autorisèrent jamais à
« l'être. Cependant, afin de prévenir les abus, je réglerai so-
« lidement et légitimement ce qui convient au bien de mes
« royaumes dans les cortès d'Espagne et des Indes légitimement
« réunies... La liberté et la sûreté individuelles seront garan-
« ties par des lois qui, en assurant l'ordre et la tranquillité publi-
« que, laisseront à mes sujets une sage liberté; tous pourront
« facilement publier, par la voie de la presse, leurs idées et
« leurs conceptions dans les limites de la saine raison. »

Le peuple avait combattu pour la religion, pour l'indépendance, pour le roi : cela obtenu, il n'avait plus rien à demander à la constitution. Il suffit donc de ce décret pour l'abolir; et Ferdinand aurait pu gouverner en roi absolu et se faire bénir si son retour n'eût été suivi d'une réaction odieuse autant qu'ingrate. Loin de réaliser les améliorations promises, il condamna à mort ceux qui, dans leurs écrits ou dans leurs discours, avaient prêché l'obéissance à la constitution. Appuyé par les despotes étrangers, il emprisonna, il exila, il déporta; et sa volonté devint la loi suprême. Tout ce que l'administration française avait laissé de bien fut détruit par ce prince; il persécuta pour des faits passés, refusa la liquidation des créances à ceux qui avaient réclamé auprès du gouvernement intrus; il réduisit les biens de l'inquisition à un tiers de leur valeur nominale, et suspendit la nomination des prélats, afin d'employer à l'extinction de la dette les revenus des siéges vacants.

Les colonies d'Amérique, qui avaient prospéré sous le gouvernement constitutionnel, par l'abolition des entraves commerciales, s'indignèrent, comme on le verra ailleurs, du rétablissement du despotisme; et, conservant le maniement de leurs propres affaires, elles s'acheminèrent à l'indépendance. Ferdinand VII expédia des troupes contre elles, mais sans beaucoup d'effet. Résolu à faire un effort décisif, il rassembla une armée à Cadix; mais pour la transporter, la patrie de Cortès et de Pizarre fut réduite à acheter des bâtiments à la Russie.

Cependant le mécontentement s'était accru parmi ceux qui, après avoir combattu pour le roi, en avaient été récompensés par les cachots et les supplices. Les anciens libéraux renouèrent leurs trames, mais cette fois séparés du peuple; ce n'était plus

qu'une faction de citoyens, de militaires et d'employés. Un complot éclata à Valence; mais le général Élio, qui y commandait, le réprima avec férocité. Cependant un certain nombre 1819. Janvier. de soldats de l'armée réunie à Cadix désertèrent faute de paye, et se formèrent en guérillas, tandis qu'une épidémie ravageait l'Andalousie. Toute armée est dangereuse dans un pays qui n'a à lui donner ni or ni occasions de victoires. Celle qu'on avait réunie à Cadix conspira bientôt; Quiroga et Riego se concertèrent sur la direction à donner au mouvement; mais O'Donnell, comte de l'Abisbal, commandant de l'expédition, qui avait été mis dans le secret, les trahit, et arrêta Quiroga; celui-ci parvint à Juillet. fuir, et Riego continua à travailler l'armée. La révolte éclata le 1er juillet 1820, et la constitution de 1812 fut proclamée. Quiroga et Riego se fortifièrent dans l'île de Léon, jusqu'à ce que leur voix se fût fait entendre au loin; et l'*armée nationale* proclama que « *les rois appartenaient aux nations.* »

Les royalistes marchèrent contre les rebelles; mais Quiroga les prévint en assiégeant Cadix. Riego s'avança à leur rencontre, et, tout en exécutant des marches prodigieuses, il répandit partout des proclamations; mais la nation n'y répondait guère, et il fut obligé de disperser ses troupes. Ce fut alors que le général Mina (1778-1836), qui avait combattu contre Napoléon, ac- 1820. courut de France, où il était exilé, réunit une *armée nationale du Nord* pour soutenir la cause libérale, et mit la Galice en feu. Ferdinand promit des institutions libérales, symptôme de la gravité du péril; mais il hésita à faire des concessions, jusqu'au jour où la révolte arriva aux portes de Madrid : alors le général Ballesteros l'amena à déclarer que, « la volonté du peuple s'é- 7 mars. « tant manifestée, il s'était décidé à jurer la constitution de « 1812. »

Bientôt se réunit à Madrid l'assemblée qui devait « ranimer « une nation à l'agonie, remplir un trésor épuisé, recréer la « marine anéantie, s'occuper de l'artisan réduit à l'oisiveté, du « guerrier qui, tendant la main, à la honte de ses concitoyens, « montrait les blessures qu'il avait reçues pour eux; de l'agri- « culteur qui, faute de communications, mourait de faim au « milieu de récoltes abondantes (1). » La plupart des députés élus furent pris dans le clergé, dans la noblesse et dans l'ordre des avocats. Aux premiers rangs se distinguaient le poëte Mar-

(1) *Manifeste de la junte suprême.*

tinez de la Rosa et Toreno, homme instruit, politique habile, tandis qu'Alpuento et Moreno, représentants des idées révolutionnaires, figuraient parmi les plus exaltés. L'assemblée abolit successivement tous les ordres religieux, l'inquisition, que Ferdinand avait rétablie, de même que le gibet, la censure, les majorats, les substitutions et une foule d'abus. On rétablit plusieurs impôts introduits par le roi Joseph, et l'on transforma la dîme ecclésiastique en taxe civile. Mais si le principe de la constitution était national et original, l'imitation perpétuelle de la France se glissait dans les applications, et, chose plus regrettable, tout se faisait par l'armée ou sous son influence.

L'hostilité de l'Église et de tous les ennemis de la constitutions ne tarda guère à se déclarer. Riego, qui se donnait des airs de maître à la tête de l'armée et des exaltés, fut destitué; Quiroga se rangea du côté du roi. Les clubs furent fermés, l'armée de Léon fut licenciée; mais des terres, des pensions furent assignées aux militaires pour les attacher au nouvel ordre de choses. Après avoir ainsi calmé les démagogues, on sévit contre les absolutistes, contre le clergé et la noblesse, que l'abolition des priviléges et la vente des biens ecclésiastiques avaient irrités. Ce fut au milieu de ces circonstances que la fièvre jaune se déclara à Barcelone, où les moines mendiants firent preuve d'un dévouement héroïque.

Ferdinand n'était porté ni par caractère ni par habitude à gouverner constitutionnellement : aussi se livra-t-il bientôt à des actes illégaux. La confiance en lui diminuant de jour en jour, il fallut rappeler Riego, qui reprit le commandement au chant grossier de la *Tragala;* l'association des *comuneros* s'engagea à punir quiconque abuserait de l'autorité, fût-ce le roi lui-même : pouvoir de fait qui resta le plus fort, parce qu'il avait pris naissance dans l'armée.

L'exemple de l'Espagne devint contagieux; et de même que naguère il y avait partout des Napoléon, partout on vit surgir des Quiroga et des Riego.

En Portugal il n'existait point de vieille haine contre les nobles, parce que la noblesse n'y est pas née de la conquête, mais de la délivrance du pays, et que la mémoire de ses premiers rois y est restée chère aux populations. Mais les soldats avaient péri lors de la conquête du royaume par Philippe II, et depuis l'avénement de la maison de Bragance la noblesse, transformée en hiérarchie de cour, s'obtint par la brigue plus que par les services.

La classe moyenne ne grandit pas à côté d'elle ; car l'industrie ne se développa point chez un peuple peu désireux de travail et tout entier au souvenir de ses exploits aventureux.

Pombal, dans sa manie de réformes, ne créa rien de solide, et la dévote Marie défit l'œuvre du ministre philosophe. Tandis qu'ailleurs le peuple s'élevait, le gouvernement nobiliaire et l'oisiveté sociale s'immobilisèrent dans cette contrée ; les rois y pouvaient tout, attendu que les Portugais s'étaient habitués dès l'origine à voir en eux la personnification de leur nationalité. Si le chef y était nul, il n'y avait aucune espérance à concevoir, et c'est ce qui arriva. En 1807, don Juan s'enfuit au Brésil ; et tandis que la nation se soulevait avec toute son antique énergie, il la livra aux Anglais. A la chute de Napoléon, don Juan refusa de revenir, et il érigea le Brésil en royaume ; puis 1815.
à la mort de sa mère Marie il s'intitula roi du royaume uni du 10 septembre.
Portugal, du Brésil et des Algarves, sous le nom de Jean VI. Il 1816
maria une de ses filles à Ferdinand VII, une autre à l'infant 16 mars.
d'Espagne don Carlos, et donna pour femme à don Pedro, son fils, Marie-Léopoldine d'Autriche ; mais don Miguel, son autre fils, avait toute l'affection de la cour.

Le congrès de Vienne, qui négligea tant de choses importantes, ne s'occupa point de cette extravagante union d'un petit royaume avec un immense et riche pays séparé de lui par une distance énorme. Ce dernier ne pouvait manquer d'acquérir de la consistance comme siége du gouvernement, tandis qu'en Portugal se propageaient les idées libérales tant par le mécontentement intérieur que par le contact l'Espagne et la présence des Anglais. L'armée se formait à la discipline sous l'inflexible Beresford ; mais sa sévérité hautaine aigrissait les Portugais, déjà irrités de se voir dépendants du Brésil et de prodiguer leur argent au luxe effréné d'une cour insoucieuse et éloignée ; de voir leurs ports rester déserts, et les Français profiter seuls de ceux du Brésil.

Une conspiration se forma dans l'armée, selon l'habitude du 1820.
moment ; et le colonel Sepulveda invita les soldats à se soulever 24 août.
« du droit qu'ont les hommes de lutter contre la misère. » En un jour la révolution fut faite, et aussitôt les constitutionnels entrèrent à Lisbonne en triomphe. Ce fut un mouvement populaire 1er octobre.
et unanime, exempt dès lors de réactions. La régence, qui gouvernait en l'absence du roi, consentit à la convocation des cortès, qui n'avaient rien de contraire à la monarchie.

Mais bientôt le suffrage universel, qui fut établi, amena à l'assemblée des exaltés, des agitateurs, par qui la constitution se changea en une révolution plus que populaire, et les cortès se trouvèrent ainsi séparées du peuple.

1821. 10 février. A l'annonce de ces événements, le Brésil s'ébranla à son tour, et la constitution fut proclamée à Bahia. Don Pedro persuada à son père de l'accepter ; et le roi, avec sa bonhomie, s'écria : « Pourquoi ne m'en a-t-on pas prévenu plus tôt? » Il se rendit donc à ces avis, et les nègres le portèrent en triomphe. Mais bientôt on lui inspira des doutes, des soupçons, et il prit le parti de fuir en Europe, laissant une régence difficile à don Pedro, qui bientôt se trouva amené à déclarer le Brésil empire indépendant.

4 juillet. Jean VI, étant débarqué en Europe, jura la constitution, qui différait de celle d'Espagne en ce qu'elle établissait deux degrés d'élection, limitait à quarante jours la durée du vote suspensif du roi, et ne soumettait pas à sa sanction les résolutions émanées de la première assemblée constituante des cortès.

Italie. L'insurrection de l'esprit libéral dans la péninsule ibérique produisit ses effets par toute l'Europe. En Italie, la Lombardie et la Vénétie étaient soumises à l'Autriche ; elle en forma un royaume divisé en deux gouvernements, qu'elle administrait comme les provinces héréditaires et traitait en pays de conquête, sans constitution, sans même rétablir les anciens priviléges que la révolution et l'empire français avaient abolis. Le reste de la Péninsule avait ses princes particuliers, les uns anciens, les autres nouveaux, quelques-uns même temporaires ; tous gouvernaient *patriarcalement*. Les gouvernements révolutionnaires ayant supprimé les anciennes représentations, il ne restait que l'absolutisme, qui était chose nouvelle. Tant de lignes de douane sur un territoire morcelé empêchaient le commerce et ces échanges qui procurent la richesse ; les avantages accordés à la concurrence étrangère étaient pour les manufactures nationales une cause de langueur. Des lois discutées, des jugements publics et à plusieurs degrés, la sûreté de la dette publique, la modération des impôts, la liberté de la pensée étaient des besoins vivement sentis.

A Naples, Ferdinand IV s'intitulait *Ferdinand Ier* comme premier roi du royaume des Deux-Siciles, et le duc de Calabre, son héritier, avait été envoyé en Sicile comme son lieutenant. Le roi,

remis sur le trône par la sainte alliance, dans laquelle il était entré, ne venait pas, comme l'implacable Caroline, altéré de la soif du sang : il aurait plutôt désiré faire oublier le passé, détestant tout ce qui se rattachait aux dix années précédentes, jusqu'à éviter de passer dans les rues ouvertes par les Français. Les nouveaux codes avaient apporté peu de changements au commerce et à la procédure; le divorce fut aboli et la puissance paternelle fortifiée. On introduisit dans le code pénal les crimes de lèse-majesté divine et quatre degrés dans la peine de mort, selon que le condamné était envoyé au supplice vêtu de jaune ou de noir, chaussé ou pieds nus; les confiscations furent abolies, mais on abolit aussi le jury, et les juges de l'accusation devinrent en même temps les juges du procès.

La noblesse y conservait tout le luxe de ses nombreux titres, mais qui n'entraînent point de priviléges; et il n'existait plus que le souvenir des anciens *bras* : le roi agit donc avec ses ministres dans une complète indépendance. Lorsqu'en 1810 le roi, réfugié en Sicile, demanda au parlement, très-ancien dans cette île, de gros subsides pour recouvrer ses États de terre ferme, il le trouva récalcitrant, ce qui l'obligea à vendre les biens communaux et à mettre des droits très-lourds sur les contrats. Le parlement protesta, et les chefs de l'opposition furent arrêtés; mais la chance ayant été contraire à la famille royale, elle dut, lorsqu'elle revint dans l'île à la suite de sa malencontreuse expédition, subir les conditions qui lui furent imposées, et accepta sous la pression de l'Angleterre la constitution de 1812.

Constitution de 1812.

Aux termes de cette constitution, la représention nationale se divisait en deux chambres, qui pouvaient prier le roi de présenter une loi qu'elles n'avaient mission que de discuter. Le roi était inviolable et les ministres responsables; du reste, liberté entière pour les personnes, pour la presse, pour les opinions, et inamovibilité pour les juges. La loi électorale favorisait les petits propriétaires; mais les barons, propriétaires de la plus grande partie du territoire, se rendirent presque les arbitres du pouvoir judiciaire grâce à leur influence sur les magistrats, et, pour alléger leurs charges, ils refusèrent au roi des subsides dans les circonstances les plus urgentes. Devenu plus fort en 1815, le roi voulut recouvrer l'autorité illimitée. La Sicile n'était plus protégée par les Anglais, qui n'avaient plus d'intérêt à favoriser ses libertés; en conséquence Ferdinand, appuyé

par l'Autriche et l'Angleterre, abrogea la constitution et abolit tous les priviléges anciens et nouveaux.

Le peuple perdit alors toute confiance dans le gouvernement, et le gouvernement se défia du peuple. Les jalousies s'introduisirent dans l'armée entre les Siciliens et les muratistes; la conscription renouvelée accrut le nombre des brigands, qui n'avaient pas cessé d'inquiéter le royaume, surtout vers les frontières de l'État pontifical, bien qu'on eût employé contre eux la force et l'artifice. La charbonnerie, devenue suspecte, proscrite et obligée de se cacher, se recruta de gens sans aveu, et servit d'armes pour assouvir des passions privées. On crut faire merveille en lui opposant les chaudronniers (*calderari*), qui, ligués pour soutenir le pouvoir absolu, eurent pour chef le prince de Canosa, ministre de la police; mais ses affiliés allèrent jusqu'aux assassinats, ce qui entraîna sa destitution. Et, comme il arrive dans des temps de partis, le bruit se répandit qu'il s'était formé, sous les auspices du célèbre comte de Maistre, une société de sanfédistes, où étaient entrés des princes et des prélats dans l'intention de réunir toute l'Italie sous l'autorité du pape avec une constitution.

1820. 2 juillet. Quoi qu'il en soit, la persécution continua contre les carbonari; mais les prisons se transformèrent en ventes. Les mouvements de l'Espagne firent battre les cœurs italiens: les gouvernements s'en aperçurent; mais ils n'osèrent ni seconder les désirs contraires aux conventions arrêtées à Vienne ni les étouffer en appelant les Autrichiens.

Bientôt à Nola et à Avellino quelques soldats et des carbonari se mirent à crier: *Vivent le roi et la constitution!* Le gouvernement s'était défié des anciens militaires, et il reconnut alors l'incapacité de ceux en qui il avait mis sa confiance. Au milieu des hésitations, l'insurrection s'étendit, mais sans violence ni atteinte aux propriétés. L'armée tout entière passa sous le drapeau de l'insurrection, et demanda une constitution. Le roi promit d'en donner une sous huit jours; mais le temps manquant pour la discuter, on adopta celle d'Espagne. Alors ce furent des applaudissements et des fêtes comme pour une victoire: le général Guillaume Pepe entra en triomphe dans la capitale, à la tête de l'armée constitutionnelle; les habitants se parèrent des couleurs de la charbonnerie (rouge, noir et blanc), et Ferdinand jura solennellement la constitution.

Mais il est aussi facile de faire une révolution en Italie qu'il

est malaisé de l'organiser. Les dissentiments éclatèrent dès le premier jour ; les uns n'entendaient la liberté qu'à la manière des jacobins; les autres voulaient fractionner le pays en autant de gouvernements que de provinces, pour en former une confédération; ceux-ci voulaient la loi agraire, comme ils l'avaient étudiée sur les bancs de l'école; dans l'armée, les vieilles jalousies étaient ranimées par des prétentions nouvelles, chacun voulant y obtenir le même grade qu'il avait dans les ventes; ainsi tous voulaient commander, personne n'entendait obéir (1). La Sicile se souleva aussi, mais non pas pour donner la main à sa sœur; l'indépendance fut proclamée au contraire à Palerme, où le peuple en fureur se livra à des excès, et fit même couler le sang. Le gouverneur quitta la ville; plusieurs personnes furent tuées, entre autres les princes Catolica et Iaci. Ailleurs on voulait la constitution napolitaine, et il en résulta que les deux vallées de Palerme et de Girgenti se levèrent en armes contre les autres.

1820. 14 juillet.

Ce fut alors qu'on apprit que la cour de Vienne avait refusé de recevoir l'ambassadeur constitutionnel de Naples. Elle fit plus, car elle déclara à la diète germanique et aux princes d'Italie l'intention d'intervenir à main armée, et d'assurer à ces derniers l'intégrité et l'indépendance de leurs États.

Ferdinand adressa aux cours alliées une note dans laquelle il dit, en défendant ce qu'il avait fait : « Le roi, libre dans son « palais, au milieu du conseil de ses anciens ministres, a ré« solu de satisfaire au vœu général de ses peuples. Il ne con« vient pas aux cabinets de mettre en problème si les trônes « seraient mieux garantis ou par l'arbitraire ou par le système « constitutionnel. Conformément à l'article secret de la convention « faite avec l'Autriche au moment de la restauration, les obli« gations prises ont été remplies. Désormais le roi et la nation « sont résolus à défendre jusqu'à la fin l'indépendance du « royaume et la constitution (2). »

On ne croyait pas que l'Autriche osât jamais mettre à exécution des menaces qui pouvaient retomber sur sa tête. Mais le grand mal venait de l'intérieur, où le parti dominant entravait

(1) L'auteur transforme ici en faits véritables les calomnies qui furent répandues alors et enregistrées ensuite par l'historien Colletta contre la plus unanime, la plus juste, la plus pure, mais en même temps la plus malheureuse des révolutions. P. S. Léopardi.

(2) Note envoyée par le ministre des affaires étrangères, au nom du roi des Deux-Siciles, à toutes les cours de l'Europe.

1820 tout; elle distribuait l'éloge ou l'infamie, et voulut que sa volonté devînt l'unique loi. Les élections de Sicile donnèrent un tiers de nobles, un quart de prêtres; à Naples, au contraire, le parlement se trouva composé de six nobles, dix-neuf prêtres, treize propriétaires, douze magistrats, autant d'hommes de loi, huit militaires, six médecins, quatre employés en activité et deux en retraite, deux négociants et un cardinal. Dans son discours d'ouverture, le roi déclara qu'il « considérait la nation comme une famille, dont il connaissait les besoins et désirait satisfaire les vœux. » Mais le parlement se mit à élaborer des innovations mal conçues, et trouva en face de lui l'assemblée générale de la charbonnerie, plus forte que le gouvernement lui-même. Une armée fut envoyée en Sicile, sous les ordres de Florestan Pepe, pour apaiser les deux vallées qui, par suite

Octobre. de jalousies invétérées, voulaient la séparation. Les Palermitains, qu'il bloqua dans la ville, se décidèrent à traiter; mais le gouvernement napolitain rejeta les conventions, et envoya le général Colletta, historien de cette révolution, pour en finir par la rigueur, ce qui ne fit qu'irriter les esprits.

Tous les libéraux étrangers avaient les yeux fixés sur l'Italie, toute frémissante alors d'espérances. Les uns offraient de l'argent, d'autres leur personne et leur épée. On applaudissait, soit par la tribune, soit par la presse, à une révolution accomplie sans troubles et sans effusion de sang, où le roi et le peuple agissaient d'accord et dans laquelle le monarque n'avait fait qu'étendre sa propre famille. Les gouvernements absolutistes n'en redoutaient que plus la contagion, et le prince de Metternich déclara à l'ambassadeur napolitain que l'unique moyen de salut pour le royaume était de rétablir les choses sur l'ancien pied; que les hommes bien pensants devaient aller trouver le roi pour le supplier d'annuler tout ce qui avait été fait; que, s'il en était besoin, cent mille Autrichiens iraient les aider à étouffer la révolte. Mais l'Angleterre voyait d'un œil jaloux l'intervention autrichienne; la France sentait bien que c'était lui enlever l'influence que lui assuraient des liens de parenté : cette puissance s'interposa donc, en promettant que les alliés ne s'opposeraient point à la révolution si la constitution française était acceptée au lieu de celle d'Espagne (1).

(1) La médiation de la France, telle que l'auteur la rapporte, est un rêve de l'historien Colletta. P. S. Léopardi.

Mais on persista à vouloir une chambre unique, une députation permanente et la sanction forcée du roi. 1820.

L'alliance perpétuelle des quatre puissances constituait une espèce de direction suprême pour les affaires internationales de l'Europe ; son but, bien qu'il n'ait jamais été déterminé avec précision, paraît avoir été de prévenir tout changement, même intérieur, dans les différents États, qui pût menacer les institutions monarchiques. Les souverains, assurés contre les dangers extérieurs, croyaient que c'eût été de leur part une folie de renoncer à la moindre portion d'une autorité qu'ils se sentaient disposés à employer pour le bien de tous. Mais à ce moment, effrayés par tant d'indices de mécontentements et par tant d'incendies constitutionnels, les cabinets se persuadèrent que la tranquillité européenne était compromise. Le roi de France crut de son côté l'occasion bonne pour reprendre quelque influence ; et il proposa un congrès, qui se réunit en effet à Troppau. Congrès de Troppau. 13 octobre. Le roi de Naples entra en correspondance avec les alliés, réunis dans cette ville ; et, sur leur invitation, il demanda au parlement l'autorisation de s'y rendre, comme médiateur de la paix entre l'Europe et son nouveau gouvernement. Le peuple s'opposait à ce voyage ; mais le prince renouvela ses serments à la constitution, avec tout l'épanchement de la sincérité, Décembre. et on le laissa partir au milieu des bénédictions.

L'empereur Alexandre, qui s'était montré l'ami de la liberté, au nom de laquelle il avait combattu en 1814, non moins qu'opposé aux froids calculs de l'égoïsme qui devaient prévaloir plus tard ; ce prince, qui avait fait donner la charte à la France, trouvait alors, sous l'inspiration de Capo d'Istria, que les Napolitains étaient dans leur droit, et répugnait à leur faire violence. Mais lorsqu'il se fut assis parmi ses alliés la politique de sentiment eut affaire aux subtilités de la politique positive. Metternich, l'âme de tous ces congrès, prit bientôt sur l'esprit d'Alexandre une grande influence, et sut lui persuader que la paix de l'Europe était en péril. Alexandre devint de ce moment hostile aux constitutions, et se crut appelé par la Providence à défendre la civilisation contre l'anarchie, comme il l'avait défendue contre le despotisme (1).

(1) On trouve un beau portrait de ce prince, traité par M. de Chateaubriand, dans le *Congrès de Vienne*, livre capital pour les matières dont nous traitons ici. Voyez aussi M. G. Binder, *Furst Cl. von Metternich, und sein Zeitalter;* Ludwigsbourg, 1836.

1820. Dans ce congrès on s'arrogea le droit d'intervenir à main armée dans les affaires intérieures de tout pays ; toutes les révolutions possibles furent considérées comme des attentats contre les gouvernements légitimes. Les peuples durent se tenir pour bien avertis de ces dispositions. Il est vrai que les États-Unis protestèrent contre toute intervention dans les différends entre l'Espagne et ses colonies; il est vrai aussi que l'Angleterre était opposée à ce que l'on se mêlât des affaires de Naples et d'Espagne, attendu que les hautes puissances lui paraissaient s'attribuer une suprématie nouvelle, incompatible avec les droits des autres États, et former par là une confédération répressive. Mais tandis qu'elle se faisait un mérite envers les peuples de cette générosité apparente, lord Castlereagh, alors ministre, encourageait l'Autriche à étouffer le mouvement de Naples, à la condition qu'elle agirait en son propre nom et avec un désintéressement absolu.

C'était là l'objet essentiel du congrès : l'Autriche chanta donc victoire; et, dans une circulaire qu'elle rédigea d'accord avec la Prusse et la Russie, elle annonça que son armée allait se mettre en marche pour appuyer les vœux des bons Napolitains, et rétablir l'ancien ordre de choses ; et que, si elle épouvait des obstacles, la Russie ne tarderait pas à se joindre à elle.

Tandis que l'on convenait à Troppau de mettre le pied sur toutes les révolutions qui pourraient éclater, les constitutionnels professaient un système opposé, ne voulant pas s'immiscer dans les affaires des autres États et désireux de se justifier en face de l'Europe par le calme et la modération ; à ce point qu'ils refusèrent de donner la main à d'autres pays de l'Italie, d'accepter même Bénévent et Ponte-Corvo, disposés à se soulever contre la domination papale.

Cependant arrivent de Laybach, où s'était transféré le congrès, des lettres menaçantes des trois princes alliés et du roi Ferdinand. Celui-ci annonçait la volonté de détruire un gouvernement imposé par des moyens criminels, de donner au royaume des institutions stables, mais selon son bon plaisir, et, une fois rétabli dans la plénitude de ses droits, de fonder, pour l'avenir, un gouvernement fort et durable, conforme aux intérêts des deux peuples réunis sous son sceptre.

Le parlement repoussa ces prétentions dictées à un roi qui ne jouissait pas de sa liberté, et accepta la déclaration de guerre. Chacun s'arma avec ardeur, jusqu'aux parents et aux

amis du roi, jusqu'au prince de Salerne, son fils; les vétérans revinrent volontairement sous leurs drapeaux, qui leur rappelaient de récents triomphes; les jeunes gens y furent poussés par leurs mères, leurs femmes, par l'exemple, et cinquante-deux mille hommes furent bientôt réunis. On répara les places fortes, des guérillas s'apprêtèrent, les côtes furent mises en état de défense; on défendit toutefois d'armer en course et de franchir les frontières, pour ne pas encourir le reproche d'agression. Une armée florissante et en bon ordre prit donc, sous le commandement de Carascosa, la route de Rome, entre Gaëte et les Apennins, par où il était plus probable que les Autrichiens arriveraient; Pepe fut chargé de défendre les Abruzzes à la tête de recrues en désordre et mal équipées. Par malheur, ce fut précisément de ce côté que s'avancèrent les ennemis, et Ferdinand à leur suite. L'armée constitutionnelle était de formation nouvelle; la discipline y était faible, comme il arrive d'ordinaire dans les temps de révolution; elle manquait d'approvisionnements, tant en vivres qu'en munitions; ses opérations d'ailleurs furent entravées par la nécessité de respecter les frontières de l'État romain. Cependant Pepe, dans l'espoir d'un succès, marcha contre l'ennemi près de Rieti. Après quelques heures de combat, forcé à la retraite, son corps d'armée, composé presque entièrement de gardes nationaux, se débanda, et les Autrichiens occupèrent les Abruzzes.

1820.

1821. 7 mars.

Dans cette extrémité, le parlement s'adressa au vieux roi, en le suppliant « de paraître au milieu de son peuple et de manifester ses intentions paternelles sans l'intervention de l'étranger, afin que les lois nationales ne fussent pas souillées du sang des ennemis ou de celui de leurs frères. » Mais les envahisseurs ne s'arrêtèrent pas, et ils firent leur entrée à Naples. 24 février.

Comment ce peuple vif, bruyant, exempt de besoins, qui se plaît au spectacle de la mer, dont le flot se balance sous un si beau ciel et qui fait consister la liberté dans un doux loisir, aurait-il compris cette métaphysique libérale qui commençait par un mensonge et dont les conséquences s'arrêtaient à moitié chemin? D'un autre côté, les révolutions poussent inévitablement à la surface d'un pays une portion fangeuse, et c'est toujours la plus active; il y a de plus ceux qui se font du mot de liberté un talisman pour arriver à dominer. Pendant la courte durée du parlement, il s'était produit un certain nombre d'orateurs et quelques penseurs sérieux; les propositions sages n'a-

1821. vaient pas manqué; les deniers publics ne furent pas dilapidés, on vit même plusieurs membres du gouvernement réduits à s'en aller à pied et à recevoir les rations des Autrichiens pour gagner les pays où on les reléguait.

C'est une insulte gratuite que d'accuser de lâcheté les troupes napolitaines : elles avaient combattu courageusement à Toulon et en Lombardie dans les commencements de la révolution : si elles furent battues en 1798, ce fut par la faute du général Mack, général incapable et qui se confiait trop dans des recrues, malgré les avertissements de Colli et de Parisi. Lorsque l'armée se fut enfuie et que les forteresses eurent cédé, le peuple et les lazzaroni eussent tenu tête au général Championnet sans la défection de leurs chefs. Le siége de Gaëte et de Civitella du Tronto en 1806, les brigands de la Calabre et les tentatives royalistes de la Sicile firent payer cher aux Français la conquête du royaume. Plus tard, lorsque les Napolitains, réunis à ces derniers, se battirent vaillamment en Espagne et en Russie, pourquoi donc se seraient-ils montrés lâches à Antrodoco seulement? Il ne faut pas oublier que la jalousie des royalistes avait fait écarter du service un grand nombre d'anciens officiers, et que les gouvernements successifs avaient introduit sans cesse des changements dans la discipline et dans la tactique. Ainsi l'armée napolitaine avait été organisée à l'espagnole jusqu'en 1780 : on voulut alors la reconstituer en empruntant à la fois quelque chose aux deux tactiques prussienne et française; on en revint au système français sous Murat; enfin, lorsqu'elle fut réunie à l'armée de Sicile, elle adopta quelques parties de la tactique anglaise, et l'on conçoit que cet apprentissage incessant devait nuire beaucoup à sa force.

On avait cru d'ailleurs qu'une révolution tout intérieure et unanime n'aurait pas besoin de recourir aux armes; le peuple répétait dans ses chants que sa plus grande gloire était de n'avoir pas coûté une goutte de sang. On voulait, en restant désarmé, montrer toute sa confiance dans une cause sainte et éviter tout prétexte d'intervention, en ne donnant pas lieu de craindre une invasion au dehors. De là cette précipitation à s'armer quand le péril se fut manifesté; puis l'insuffisance des approvisionnements, les jalousies, l'inexpérience d'un gouvernement nouveau en face d'un ennemi déterminé et bien appuyé sur ses derrières suffisent certes pour expliquer les dé-

faites qu'on éprouva sans les imputer à des trahisons et encore moins à de la lâcheté. 1821.

La Sicile subit le même sort que Naples; Messine succomba la dernière, et l'occupation autrichienne y continua longtemps. Alors vinrent les persécutions, les juntes d'enquête; Canosa, redevenu ministre de la police, exerça une inquisition implacable : la bastonnade fut appliquée publiquement; il remplit les prisons et accrut le nombre des espions; des bandes se formèrent dans les provinces, et cette restauration absolutiste fut aussi prodigue de sang que la révolution en avait été avare. Parmi les militaires, beaucoup perdirent leurs grades, d'autres furent renfermés dans des forteresses autrichiennes, et le roi prit à sa solde dix mille Suisses, auxquels il fit des conditions avantageuses, en leur accordant le droit de juridiction entre eux. On crut mettre la pensée en quarantaine en frappant de droits énormes les productions de la presse étrangère, ce qui ruina le commerce de librairie, jusque-là très-florissant. Le roi actuel a commencé récemment de remédier à ces maux.

Ferdinand, redevenu absolu, décréta que Naples et la Sicile, obéissant à un seul roi, seraient administrées séparément, chacune avec ses impôts, sa justice, ses finances et ses employés particuliers; et que les lois et les décrets seraient examinés par des consultes séparées à Naples et Palerme. Il mourut au commencement de 1825, après soixante-cinq ans de règne.

La révolution de Naples ne serait pas tombée si vite si elle eût éclaté simultanément avec celle du Piémont. Les idées du Piémont. temps s'étaient aussi répandues dans ce pays, irrité de l'entêtement du roi à faire revivre le passé sans vouloir consentir même au rétablissement des hypothèques, aux réformes nécessaires dans l'administration, ni à aucune des améliorations que l'époque réclamait.

Cependant le roi Victor-Emmanuel, tout entêté qu'il fût, montrait pourtant des intentions si bienfaisantes qu'il était respecté de tous ses sujets. On savait que ses ministres avaient déjà élaboré un statut inspiré par de nobles et larges pensées, et que, s'il n'était pas mis à exécution, la faute en était à d'autres qu'à lui. L'indépendance du royaume paraissait blessée par le voisinage de l'Autriche; aussi beaucoup d'esprits nourrissaient-ils le désir de s'affranchir de cette puissance et de mettre le Piémont à la tête de l'Italie régénérée. Ces idées étaient entretenues par le bruit, généralement répandu, que l'Autriche vou-

1821. lait obliger le roi à recevoir garnison allemande et à prendre part à la guerre contre Naples; on lui prêtait même de mettre la main sur le royaume par un mariage, au détriment de l'héritier présomptif, le prince de Carignan.

L'exemple fit que là aussi on en vint à parler plus haut d'indépendance menacée, de constitution, d'unité italienne, et que les sociétés secrètes nouèrent des intelligences avec celles du Milanais. L'occasion parut belle à saisir quand les Autrichiens, qui se tenaient sur la frontière prêts à étouffer la première étincelle, se mirent en marche sur Naples. A coup sûr, disait-on, les héros populaires tiendront longtemps tête à l'ennemi; les monts sont les barrières de la liberté, et les brigands même qui s'y retranchent n'ont jamais pu être domptés. L'insurrection pourra donc s'accomplir sans obstacles dans le Piémont; Milan la secondera; la Romagne et les petits États ne tarderont pas à suivre, et toute l'Italie supérieure se trouvera constituée avant que les Impériaux puissent revenir pour l'attaquer. La France elle-même favorisera, au moins sous main, le mouvement des Italiens, car il est extrêmement important pour elle que l'Autriche n'entre point à main armée dans un pays aussi rapproché de sa frontière.

Les indices de la conspiration arrivèrent (comme toujours) de Paris, où venaient aboutir les fils qui rattachaient les libéraux d'Espagne, les radicaux d'Angleterre et les carbonari de Naples. Le prince de Cesterna fut arrêté au moment où il revenait d'Italie, ce qui enleva un chef aux conspirateurs et livra toute la trame au gouvernement; mais il n'eut pas assez de résolution pour la rompre, et elle fut renouée par d'autres.

Tandis qu'à Turin les hésitations du prince de Carignan arrêtaient tout, la révolte éclatait parmi les militaires à Fossano, et à Alexandrie. Bientôt le nom de l'Italie est dans la bouche de tous les soldats; ils répètent qu'il est temps d'affranchir le roi de la domination de l'Autriche; et l'armée entra dans Turin au cri de *Vive la constitution! mort aux Allemands!* La proclamation du général Santarosa fut respectueuse pour le roi. Elle exprimait le désir de le mettre en état de suivre les mouvements de son cœur vraiment italien et de donner à son peuple les moyens de faire connaître avec une honnête liberté ses vœux au chef de l'État, comme des enfants à un père. Le roi, qui savait la déclaration de Troppau, persuadé que les souverains alliés étaient fermement opposés à toute innovation, déclara

qu'il n'autoriserait rien qui pût fournir aux étrangers un prétexte pour envahir un pays qui lui était cher; et, fidèle à sa résolution, il descendit loyalement d'un trône qu'il ne voulait pas souiller par le parjure.

Le duc de Gênes, héritier de la couronne, se trouvait alors à Modène; il désapprouva aussitôt la constitution, et qualifia de rébellion toute atteinte portée à la plénitude de l'autorité royale. A cette déclaration, Charles-Albert, prince de Carignan, que Victor-Emmanuel avait créé régent du royaume, ne crut pas pouvoir demeurer parmi ses anciens compagnons et continuer à favoriser la révolution; il se retira donc à l'armée royaliste, que le comte Sallier de La Tour avait concentrée à Novare. La Lombardie, soit hésitation des chefs, soit défaut de concert, ne répondit pas au mouvement de ses voisins; la Savoie se déclara aussi pour le roi. La discorde se mit parmi les libéraux eux-mêmes, les uns voulant la constitution française, les autres celle d'Espagne; ceux-ci se déclarant unitaires, ceux-là fédéralistes. Bien qu'ils eussent proclamé l'indépendance nationale comme étant leur premier but, ils adoptèrent une constitution étrangère, afin de pouvoir tout au moins offrir un symbole au pays. Une *junte de la fédération italienne*, qui s'était constituée à Alexandrie, décréta que le souverain du Piémont régnerait sur toute l'Italie; et, pour faire la guerre à l'Autriche, elle inscrivit sur ses drapeaux : *Royaume d'Italie, indépendance italienne*. Santarosa, ministre de la guerre, chercha à réveiller le courage des citoyens par l'espérance d'un succès assuré; mais le bruit de la défaite des Abruzzes et la nouvelle que cent mille Russes s'avançaient des frontières de la Volhynie pour rétablir les rois de Naples et de Sardaigne détruisirent toute illusion.

Déjà les royalistes et les Autrichiens s'étaient mis en marche; un engagement eut lieu près de Novare, et la révolution y trouva son dénoûment.

Une association dite de la *Fédération italienne* s'était organisée en Lombardie; elle devait servir de centre aux populations italiennes insurgées. Déjà elle avait préparé une garde nationale et une junte de gouvernement, « afin que l'impulsion pût partir plus immédiatement et avec plus de vigueur de Milan, centre de l'autorité, pour révolutionner les autres provinces. » Dès que l'armée piémontaise aurait passé le Tésin, Milan, Brescia, les vallées et les campagnes devaient se lever à ce signe, s'em-

1821. parer des caisses et des places fortes, entre autres Peschiera et la citadelle d'Anfo (1). Tout échoua.

Les États pontificaux étaient aussi travaillés par les sociétés secrètes. Quand le gouvernement eut repris de la force, il fit beaucoup d'arrestations. On mit en prévention quatre cents personnes (2), dont beaucoup furent condamnées à la peine capitale ; mais cette peine fut commuée en celle de la réclusion. De nombreux procès à Milan et à Venise (3) remplirent les prisons du Spielberg et de Laybach ; il y en eut aussi à Modène, et plusieurs condamnés y subirent le supplice. A Florence le grand-duc ne crut pas nécessaire d'y avoir recours, parce qu'il n'avait pas eu peur. L'Autriche vit ainsi son vœu s'accomplir ; car elle put étendre sa haute surveillance et presque sa domination sur toute l'Italie, où elle mit obstacle à tous nouveaux mouvements au moyen d'une armée d'occupation.

A la nouvelle de ce prompt succès, les souverains alliés déclarèrent « qu'ils devaient l'attribuer non pas tant à des hommes qui avaient fait mauvaise contenance au jour du combat qu'à la terreur dont la Providence avait frappé les consciences criminelles ; » et, protestant de leur justice, de leur désintéressement, ils annoncèrent à l'Europe qu'ils avaient occupé Naples et le Piémont, ce qu'ils présentaient « comme une garantie assurée contre les tentatives des perturbateurs. » Ils donnèrent en même temps avis à leurs ambassadeurs près toutes les cours que « le principe et l'objet de leur politique était de conserver ce qui avait été légalement établi, tandis que le but d'une secte qui prétendait tout réduire à une égalité chimérique était de le renverser. » Ils déclarèrent bien haut que « les changements utiles ou nécessaires dans la législation ou l'administration des États ne devaient émaner que de la libre volonté de ceux que Dieu avait faits dépositaires de la puissance (4). »

(1) Ce sont les expressions de l'écrit intitulé *la simple Vérité opposée aux mensonges de E. Misley dans son libelle* : L'Italie sous la domination autrichienne, p. 130.

(2) Artaud.

(3) Le livre précédemment cité affirme qu'au lieu de huit mille personnes arrêtées il n'y en eut que soixante-quatorze.

(4) *Déclaration au nom des cours d'Autriche, de Prusse et de Russie*, à la clôture du congrès de Laybach. — *Circulaire aux ministres des trois cours*. Pour les actes officiels, voyez Lesur, *Annuaire*.

Voyez aussi Capefigue, *Diplomates européens*, p. 41 et 42.

Chateaubriand, *Congrès de Vérone*. Il fait l'éloge du cardinal Spina,

Les souverains se posaient ainsi en gardiens et en dispensateurs uniques de la vérité, de la justice et de la liberté. La France n'avait pas eu voix au congrès, parce qu'elle avait hésité, ce qui lui avait fait perdre la confiance de la Russie; l'Angleterre s'était volontairement tenue à l'écart. Les libéraux, vaincus sur tous les points, se réfugièrent en Espagne. Des Allemands, des Polonais, des Napolitains, des Piémontais, des Lombards firent retentir les rives de l'Elbe et de la Bidassoa de chants patriotiques dans des langues bien différentes, et versèrent, sous un même drapeau, leur sang pour la défense d'une constitution qu'ils auraient désiré donner à leur patrie. 1821.

Tous les regards en Europe s'étaient reportés sur ce pays, qui promettait de renouveler ces prodiges de valeur et de fermeté qui sont comme le tempérament de ce peuple; mais les passions s'y réveillaient aussi, et la discorde était à leur suite. La cause de la liberté y était moins compromise par les *descamisados* que par les *serviles*, et il s'y commettait plus d'attentats le crucifix au poing, les chants d'église à la bouche qu'au chant de la *Tragala*. A l'ouverture des cortès, le roi prononça un discours tout différent de celui qui avait été concerté avec ses ministres : il y énumérait les outrages qu'il avait reçus; puis, sortant brusquement sans attendre de réponse, il congédia ses ministres et forma un autre conseil (1). Une pareille rupture ranima les ennemis de la constitution comme ceux du roi, car elle encourageait les uns à l'absolutisme, les autres à la licence. Les premiers dominaient dans l'Andalousie et dans l'Estramadure. Le curé Mérino, dans la Castille, et la société des Martelli, à Madrid, exerçaient une justice arbitraire; d'autres sociétés secrètes bravèrent l'autorité publique, notamment celle des *communeros*, qui avaient dans chaque village leur *tour*, dans Espagne.

qui, en qualité de chef de la légation pontificale, s'opposait à l'invasion autrichienne.

(1) Romagnosi avait écrit dès 1815, dans son livre *Della costituzione d'una monarchia nazionale rappresentativa*, t. I, p. 199 : « Du moment que vous apportez la plus petite limitation au pouvoir arbitraire malgré le prince régnant, vous devez vous proposer un éternel divorce d'avec ce pouvoir; autrement, tout est perdu. Il est impossible, dans le cours ordinaire des choses, qu'un prince habitué au pouvoir absolu s'adapte à une autorité restreinte; il est impossible qu'il supporte de bon gré une sujétion dont il se croit lésé et humilié... La force des choses impose l'obligation d'expulser et de tenir éloigné un ennemi qui ne transige jamais, et de placer sur le trône une dynastie nouvelle, appropriée à la réforme introduite. »

chaque province la *merindad ;* et l'exercice immédiat de la souveraineté populaire remplaça le pouvoir représentatif.

Morillo, de retour d'Amérique, défendit avec effort l'autorité ; la fièvre jaune dévasta la Catalogne, l'Andalousie, l'Aragon. On avait enlevé le commandement de cette dernière province à Riego, sans rendre publiques les preuves d'une conjuration dont on le disait le chef. Il en résulta que Cadix et Séville refusèrent toute obéissance au roi, qui fut alors obligé de rappeler les cortès. Celles-ci s'occupèrent de réglementer le droit de réunion, de la presse, et de refréner la démagogie.
1822. Février. Le roi donna le portefeuille des affaires étrangères à Martinez de la Rosa (1), ministre modéré, qui retarda la chute du pouvoir constitutionnel sans y remédier, et le tint suspendu sur l'abîme qu'il ne pouvait fermer. L'énergie des *exaltados* s'accrut de la faiblesse de leurs adversaires : Riego en devint le chef, et Mina le héros. Cette révolution offrit un mélange tout particulier d'anciennes idées nationales et d'imitations de la convention française. On eût pu se croire au temps de Torquemada quand les attentats contre la religion furent assimilés à ceux contre la constitution; on eût pu se croire aux jours de la terreur lorsqu'il fut décrété que les accusés seraient traduits devant un conseil de guerre, jugés dans les six jours et exécutés, sans appel ni grâce, dans les quarante-huit heures; quand Mina détruisait tout un village, et qu'il y inscrivait : « Peuples, apprenez à ne pas donner asile aux ennemis de la patrie. » C'est ainsi qu'on se précipitait du despotisme dans l'anarchie, sans que le peuple prît parti pour les démagogues, sans que le roi se résignât à leurs outrages.

Enfin la guerre civile éclata, et le gouvernement donna la main aux royalistes, dont une bande avait pour chef Quesada. Une autre, commandée par le Trappiste, qui marcha à sa tête
1822. 22 juin. le crucifix à la main, s'en alla prendre la Seu-d'Urgel, et les cris de *Vive le roi absolu!* rendirent la joie à Ferdinand; mais il n'eut ni le courage de vaincre ni la fermeté qui se résigne à
7 juillet. la défaite. Dans Madrid même, les deux partis en vinrent aux mains : Morillo défendait l'ordre, Riego la révolution, et Ferdinand n'avait plus que le titre de roi. Pendant ce temps, le

(1) Le ministère se trouva ainsi, à la même époque, confié dans trois grands États à trois littérateurs, Martinez de la Rosa, Chateaubriand et Canning.

gouvernement royaliste, qui siégeait à la Seu-d'Urgel, accomplissait une contre-révolution, que le peuple vit de bon œil, et entreprenait de gouverner « pendant la captivité de Ferdinand VII. » Mais les membres de cette junte, bientôt expulsés par le général Mina, se réfugièrent en France. Septembre.

Au milieu de tant de révolutions, les souverains alliés se décidèrent à tenir un nouveau congrès à Vérone, où se réunirent tous les rois de l'Europe et les diplomates les plus renommés. Cinq affaires principales étaient sur le tapis : la traite des nègres, la piraterie dans les mers d'Amérique, la question entre la Russie et la Porte, l'organisation de l'Italie, la révolution d'Espagne. Congrès de Vérone.

D'autres questions particulières s'y rattachaient : la navigation du Rhin, l'insurrection de la Grèce, les prétentions de la régence d'Urgel, qui se présentait au congrès comme pétitionnaire.

L'abolition de la traite intéressait vivement l'Angleterre; mais comme son but semblait être de substituer à tous les autres produits ceux des Indes et de la Grande-Bretagne, elle était traversée par les puissances. Nous avons vu quelle avait été l'issue des mouvements de l'Italie; il fut seulement enjoint à l'Autriche d'évacuer le Piémont et d'abréger l'occupation du royaume de Naples. Les députés de la Grèce ne furent pas même entendus; et quant à la Turquie, comme sa chute eût accru démesurément la puissance russe, sa conservation importait à tous.

Les souverains assemblés établirent tous les cas pour lesquels ils se devraient réciproquement assistance. Alexandre, qui avait pourtant reconnu les cortès en 1812, fut amené par ses alliés à les renier. Le gouvernement français, qui craignait de voir l'incendie espagnol gagner ses populations, dont les dispositions le tenaient en inquiétude, demanda à y intervenir pour y mettre un terme; l'Autriche s'y opposa, dans la crainte que la France ne recouvrât par là l'influence qu'elle avait perdue; l'Angleterre seule, représentée par Wellington, fut d'avis de garder les frontières, mais de ne pas les franchir, et de faire quelques concessions aux peuples en révolution.

Le congrès enjoignit alors à l'Espagne, si elle voulait conserver de bonnes relations avec les puissances, de rendre la liberté au roi, et « de changer un gouvernement contraire à ses mœurs, à la loyauté connue de ses habitants, à ses traditions tout

1822. à fait monarchiques. » Cette sommation resta sans effet, et les hautes puissances rappelèrent les ambassadeurs.

1823. 28 janvier. Le cabinet espagnol demanda à son tour que la France levât le cordon sanitaire que, sous prétexte de la fièvre jaune, elle tenait sur la frontière et qui entretenait les espérances des *serviles*, et qu'elle éloignât des confins espagnols les factieux et les brandons de discorde. Les libéraux français eurent beau se récrier contre des ministres qui se faisaient les exécuteurs de décrets liberticides; Châteaubriand voyait là une trop belle occasion de donner au drapeau blanc ce lustre militaire qui lui manquait (1). En conséquence, Louis XVIII fit entendre ces paroles à l'ouverture des chambres : « Cent mille Français, com-« mandés par un prince que mon cœur se complaît à appeler « mon fils, sont prêts à marcher, en invoquant le nom de saint « Louis, pour conserver le trône d'Espagne à un petit-fils de « Henri IV, pour préserver ce beau royaume de sa ruine et le « réconcilier avec l'Europe; ..... et pour laisser Ferdinand « libre de donner à ses peuples les institutions qu'ils ne peuvent « tenir que de lui seul. »

Ce principe de l'intervention ne pouvait être admis par le cabinet anglais, et les deux chambres du parlement protestèrent énergiquement. Canning, alors ministre, menaça, du haut de la tribune, de reconnaître l'indépendance des colonies espagnoles; mais on ne crut pas devoir s'opposer à main armée à l'expédition projetée, quoique l'opposition insistât pour une manière d'agir plus conforme à la dignité de la nation.

Le duc d'Angoulême entra en Espagne en proclamant la dé-

23 avril. livrance du pays, et se vit forcé de combattre contre d'autres Français qui avaient pris parti pour la constitution. Il se vit bientôt entouré de tous les mécontents, de prêtres, de moines, de gens du peuple. Ceux qui avaient chassé intrépidement les Français du sol sacré de l'Espagne les y ramenaient alors, tant l'ordre nouveau avait peu pénétré dans ce pays de traditions, tant étaient peu populaires ces doctrines métaphysiques d'hommes qui ne savent point compter avec le passé ! En effet les libéraux jouaient, aux yeux de la multitude, le même rôle que les Français en 1810; ils menaçaient la religion et le roi.

(1) Il soutient que la guerre d'Espagne ne fut pas imposée à la France; qu'elle était nécessaire à son honneur et pour son indépendance après les honteux traités de Vienne; que l'Autriche et la Prusse ne voulaient pas la voir victorieuse.

Aussi le duc d'Angoulême entra-t-il sans résistance à Madrid, et le gouvernement se transporta à Cadix avec le roi. Les réactions ne tardèrent pas à commencer. Mais la régence royaliste déclara ce gouvernement coupable de félonie; elle remplit les prisons, rétablit les abus et encouragea les vengeances, que le duc d'Angoulême s'efforça toutefois d'adoucir. 1823.

Lorsque les chefs eurent abandonné le champ de bataille sans résistance, faute de se voir secondés par le peuple, et que Ballesteros et Morillo eurent déposé les armes, Riego alla prendre le commandement de l'armée de Catalogne, la seule qui eût fait tête à l'ennemi. Il leva des contributions de guerre, mit en réquisition les vases sacrés, et combattit en désespéré; mais, ses forces s'étant épuisées, il se vit contraint de fuir, et fut arrêté. Cadix, défendu par quinze mille hommes et deux mille canons, Octobre. fut pris par l'armée française; et le roi, délivré de l'obligation de maintenir les lois qu'il avait jurées, déclara nul tout ce qui avait été fait.

Un grand nombre d'Espagnols compromis dans ces événements avaient pu s'enfuir; mais Riego, arrêté, fut conduit au gibet d'une manière ignominieuse. Ferdinand n'écouta ni les Français, qui voulaient une amnistie, ni les puissances, qui lui conseillaient de donner de bonnes institutions : des commissions militaires fonctionnèrent partout, et ne pardonnèrent ni au sexe ni à l'âge. Cinquante-deux compagnons de Torijos, arrêtés par trahison, furent massacrés dans un seul endroit.

Les libéraux européens, qui avaient considéré la France comme favorable aux idées de progrès, la virent avec stupeur se faire l'exécutrice des décrets du nord, et assister, l'arme au bras, au supplice des patriotes. Les royalistes, de leur côté, firent grand bruit de ces cent mille hommes qui venaient de traverser impunément l'Espagne, inaccessible à Napoléon, pour aller à son extrémité arracher le roi d'une presqu'île inexpugnable, et qui s'en retournaient au bout d'un mois sans rien emporter que leurs armes. Cette victoire sans gloire, qui trouva ingrats ceux-là même qui en eurent le profit, valut au duc d'Angoulême le même honneur qu'avaient obtenu des victoires de don Juan d'Autriche, de Sobieski et d'Eugène de Savoie sur les Turcs; le pape lui envoya les mêmes présents qui jadis avaient été la récompense de ces héros.

Le Portugal subit le même sort que l'Espagne; le peuple n'y était pas façonné aux idées constitutionnelles, et tous les ci-

1823. toyens âgés de plus de vingt-cinq ans y étaient appelés aux élections. Au milieu des élans de la liberté, on prétendit replacer le Brésil sous le système colonial; et don Pedro, cité devant les cortès, fut proclamé empereur de l'autre côté des mers. Il en résulta une guerre entre le Portugal et le Brésil, qui réjouit fort la sainte-alliance.

La reine était à Lisbonne à la tête des absolutistes; le comte d'Amarante, qui se déclara pour ce parti, s'unit aux Français d'Espagne et à don Miguel, second fils du roi; et le gouvernement absolu fut proclamé.

C'est ainsi que partout succombait le parti libéral, mais non pas la liberté, ce juif errant qui chemine toujours sans arriver jamais, mais qui jamais non plus ne désespère.

CHAPITRE XX.

LA TURQUIE ET LA GRÈCE.

On voulut confondre avec ces révolutions celle de la Grèce, bien qu'excitée par des besoins et des sentiments tout différents. Nous avons plusieurs fois répété que nous considérions l'empire turc comme en dehors du droit commun de l'Europe : ce n'est rien de plus qu'une horde armée qui, ayant dressé ses tentes dans les plus belles contrées de l'Europe et de l'Asie, fait peser l'ignorance et la servitude sur de véritables nations. Tout ce que nous regardons comme barbarie et que nous nous glorifions d'avoir répudié subsiste en Turquie. La propriété y est mal assise, puisque le maître unique du sol est le sultan, à qui les biens reviennent en entier à défaut d'héritiers, et partiellement s'il en existe. Les magistratures sont données à qui les paye; on achète les témoins; on enlève les femmes pour en peupler le harem, les jeunes garçons pour en faire des eunuques ou des icoglans. Les Turcs, qui n'ont point pris racine sur le sol et qui ne sont jamais élevés à la dignité de nation, exigent une taxe du pays, où l'organisation municipale qui a survécu n'a cessé d'entretenir le besoin de l'indépendance. Ce qui les maintient, c'est que leur pouvoir central est supérieur aux lois anarchiques des opprimés, qui, lors même qu'ils s'insurgent, restent isolés et affaiblis par leurs passions. Quelles

réformes opérer là où la religion est la loi, là où il aurait fallu lutter contre le pouvoir militaire des janissaires associé à la puissance religieuse des ulémas?

Nous avons déjà parlé de l'origine des janissaires; ils ne se recrutaient plus au moyen de jeunes garçons chrétiens enlevés à la guerre, mais uniquement parmi les enfants ou les parents des janissaires, ce qui les fit plus unis et plus forts. En campagne, ils vivaient, comme toute l'armée, aux dépens du pays; en temps de paix, douze mille d'entre eux recevaient une faible solde; les autres s'équipaient et s'entretenaient à leurs frais. Ils étaient en conséquence obligés de travailler comme boulangers, comme savetiers, comme bateliers. Ils avaient par là des rapports fréquents avec le peuple, ce qui les rendit très-redoutables dans les soulèvements, qui coûtèrent la vie à cinq sultans et le trône à plusieurs autres. Cependant ils n'en pesaient pas moins sur la population, et on les vit parfois mettre en réquisition tous les charpentiers et tous les maçons de Constantinople pour se faire bâtir une caserne, ou pour construire et orner quelque riche magasin; parmi les privilèges qu'ils s'étaient arrogés, il y avait celui de brûler et de broyer le café, que toute la ville devait acheter dans le même lieu.

Après que la bataille de Lépante eut abattu les forces de l'empire, les sultans, cessant d'être guerriers, se firent dévots; alors les ulémas prévalurent : se concertant avec les janissaires, ils encouragèrent leur licence, leur rapacité, et préparèrent avec une longue habileté les coups que cette troupe devait frapper. Au commencement du siècle, il y avait, dans Constantinople seulement, quatre cent quatre-vingt-cinq mosquées pour la prière du vendredi et cinq mille mosquées ordinaires; de là une foule de ministres du culte opiniâtrément attachés aux anciens usages. La force matérielle et le fanatisme, qui donnèrent dans l'origine tant d'énergie à l'empire, seraient actuellement les seuls éléments de régénération; mais comme ces moyens répugnent à toute civilisation, la décadence devient de jour en jour plus évidente.

Le sultan Abdoul-Hamid laissa en mourant à Sélim III, fils de Moustapha III, un empire dont la faiblesse se manifestait par de fréquentes révoltes. Parmi les plus dangereuses il faut compter celle de Passwan-Oglou, qui ne put être domptée qu'à l'aide de toutes les forces de la Turquie; encore le rebelle obtint-il le pachalik de Widdin. Sous ce règne, les Français, les 1789 17 avril.

Anglais et les Russes firent ensemble ou tour à tour la guerre à cet empire affaibli. Toujours flottant dans ses amitiés, Napoléon chercha à le tirer de la torpeur et à réveiller ses souvenirs belliqueux (1), sans s'inquiéter de mettre l'Europe en feu et la civilisation en péril, pourvu qu'il fît trembler ses ennemis. Mais il y employa des moyens inopportuns, tels que la presse et le récit de ses batailles. Il ne fit qu'effrayer ceux qu'il voulait encourager sans empêcher les Russes d'attaquer la Porte comme alliée de la France et de pousser leurs conquêtes jusqu'à Ismaïl, ce qui leur valut la paix avantageuse de Jassy.

Sélim, devant cette décadence, sentit la nécessité d'une réforme. Voyant que le despotisme, les muets, les poignards n'avaient pas garanti ses prédécesseurs, il songea à se procurer une armée et des finances. Il mit en conséquence un impôt sur le vin, et organisa à côté des janissaires une nouvelle milice, qui fit dignement ses preuves au siége d'Acre. Mais les ulémas
1807. jetèrent les hauts cris; leurs amis les janissaires s'en mêlèrent bientôt, irrités de ce que Sélim voulait les tenir en bride et pousser les Turcs dans les voies de la civilisation. Renversant leurs terribles marmites, ils portèrent la flamme et le massacre dans Constantinople (2). Le sultan les excommunia, et fit marcher contre eux les troupes de quarante pachas; mais les janissaires l'emportèrent, et, après avoir déposé le sultan phi-

(1) Napoléon disait à Sainte-Hélène avoir écrit à Sélim : « Sultan, sors de ton sérail, mets-toi à la tête de tes troupes, et recommence *les beaux jours* de ta monarchie. »

(2) Comme on murmurait contre l'institution de la nouvelle milice (*Nizam y dgédid*), il fut publié un écrit que l'on croit l'ouvrage de Sélim. Il commençait ainsi : « Le Très-Haut ayant voulu que la race des hommes, depuis Adam jusqu'au jour du jugement, fût condamnée à souffrir, la Providence a créé un empereur du monde pour administrer les affaires de toute la compagnie de ses serviteurs. » Il se plaignait ensuite de ceux qui se montraient trop attachés aux anciens usages : « Voulez-vous que je vous repète les troubles arrivés sur la terre avant que le Nizam y dgédid existât? Observez les désordres de l'Arménie causés par les Kurdes Gellali, l'insolence de Sary-bey-Oglou, les dévastations des Wahabites, etc. Est-ce le Nizam y dgédid qui a fait cela? Cependant une canaille, lie du peuple, se réunissant dans les boutiques de barbiers et dans les cafés, oublie ce qu'elle est, et se permet d'injurier la Sublime Porte. N'ayant pas été visitée par le châtiment, elle s'enhardit à dire tout ce qu'il lui plaît. Qu'il vous souvienne toutefois du temps de Soliman le Canonique. Alors, comme aujourd'hui, le peuple raisonnait, et l'empereur fit couper la langue aux médisants et les oreilles à ceux qui les écoutaient, en les faisant clouer, pour l'exemple, sur une porte, dans un lieu très-fréquenté. »

losophe, ils abattirent ses institutions et firent tomber les têtes de ses favoris. Mustapha-Baïrakdar (porte-étendard), pacha de Routchouk, accourut à Constantinople suivi de ses soldats, et, ayant frappé les chefs de la révolte, il allait rétablir Sélim sur le trône quand il le trouva assassiné. Alors il fit ceindre le cimeterre à Mahmoud, et commença à gouverner avec autant de force que de sévérité. Bientôt le parti janissaire se releva en fureur, et proclama Moustapha IV; mais Baïrakdar fit étrangler ce prince; puis, mettant le feu à un magasin à poudre, il s'ensevelit sous les débris avec les chefs de la révolte.

Mahmoud était resté jusqu'à vingt-deux ans livré aux femmes 28 juillet. et aux ulémas, éducation habituelle des futurs Grands Seigneurs; mais la captivité de Sélim, devançant pour lui les leçons de l'expérience, lui inspira la haine des janissaires et le goût décidé des innovations, quoiqu'il fût Turc. Doué d'autant de qualités que son prédécesseur, et d'une plus grande fermeté, il choisit de bons ministres, multiplia les vengeances et les châtiments, et se promit d'abattre toute résistance.

Les difficultés étaient grandes au début. La Perse hostile avait déterminé le pacha de Bagdad à se révolter; les Wahabites lui avaient arraché la Syrie et l'Arabie; les armées russes couvraient les rives du Danube et du Kouban; la Bosnie et la Servie étaient en armes; Ali, pacha de Janina, favorisé par l'Angleterre, tentait de lui enlever l'Albanie et les îles Ioniennes. A l'intérieur, il n'y avait ni trésor, ni soldats, ni confiance; les janissaires étaient courroucés, les ulémas hostiles. La fortune le seconda d'abord; il *recouvra les clefs* des villes saintes de l'Arabie; comprima les pachas turbulents de Widdin et de Bagdad; réduisit au silence les afghans, soumit les mamelouks à la discipline et répandit dans l'armée une nouvelle vie; termina la longue guerre de Moldavie par la paix de Bucharest; conclut un traité avec la Russie, que menaçait un ennemi plus fort, en renonçant aux villes et aux districts situés sur la rive gauche du Pruth; enfin il s'appliqua à des améliorations intérieures pendant qu'il n'avait point d'empêchement à redouter de la part de la Russie ni des autres puissances, occupées à se défendre contre Napoléon.

Le zèle religieux se refroidissait par les idées de la révolution et par les victoires des Anglais dans l'Inde autant que par celles des Wahabites. Puis c'était déjà un profit pour les sujets de n'avoir à obéir qu'à un seul tyran. Le peuple prit donc Mahmoud en affection, et sa popularité lui donna la hardiesse

d'oser davantage. Comme il était le dernier de sa race, et qu'en l'assassinant on eût fait périr le califat, il demeura inviolable au milieu des haines des janissaires et des ulémas.

Il s'inspira des conseils de Hali-Effendi, qui, ancien ambassadeur à la cour de Napoléon, avait pu voir les réformes praticables, et les indiquait à son maître. Mahmoud, ayant en lui une confiance entière, remplit, d'après ses avis, les alentours de la capitale d'instruments de supplice, sur lesquels expiraient, dans d'horribles souffrances, les nombreux bandits qui les infestaient. La fureur des janissaires se tourna contre le ministre, et le sultan, cédant à leurs désirs, l'envoya en exil : il accorda cependant à ses larmes un firman qui lui assurait la vie; mais à peine était-il parti qu'il envoya l'ordre de l'égorger, et ses dépouilles firent entrer dans le trésor dix millions de piastres.

Quand les Anglais sortirent de l'Égypte après la courte occupation française, cette province aurait dû être restituée à la Porte; mais les mamelouks, qui y avaient toujours dominé, y reprirent leur autorité désordonnée; tyrannie féodale, qui les laissait libres d'obéir, autant que cela leur plaisait, au pacha envoyé de Constantinople. La Porte, résolue de détruire cette milice rebelle, non-seulement interdit de leur porter des enfants de la Circassie et de la Géorgie, avec lesquels ils se recrutaient, mais encore elle eut recours à l'astuce et aux trahisons, ses moyens ordinaires. L'amiral turc, les ayant invités à un banquet, les fit assaillir à coups de fusil; mais le vieux Ibrahim et le jeune Bardissi, leurs principaux chefs, échappèrent pourtant à ce guet-apens. Le nouveau pacha envoyé au Caire, Kosrew, avec des soldats recrutés dans tout l'empire, fit une guerre d'extermination aux mamelouks; mais les beys, excités par

Méhémet-Ali.

Méhémet-Ali, reprirent le dessus. Cet homme obscur, marchand de tabac dans la Macédoine, étant allé dans ce pays comme chef des Arnautes (1), y employa tous les moyens qu'il crut propres à son agrandissement, se déclarant tantôt pour une faction, tantôt pour une autre; lion qui ne dédaignait pas de s'affubler de la peau du renard. Après avoir battu Kosrew (2), il fut fait gouverneur de l'Égypte aux acclamations

(1) Les Arnautes sont des milices de Skipetars et de Gras, de la Romélie.

(2) De là l'inimitié que ce vizir manifesta contre le vice-roi jusqu'à ces derniers temps.

du peuple, c'est-à-dire des soldats et des ulémas; il endossa la pelisse d'honneur, et parcourut le pays au milieu des cris de joie. La Porte fut obligée de s'accommoder de cette domination nouvelle, et de remettre les choses sur le pied où elles étaient avant l'invasion française; Méhémet-Ali, aussi rusé qu'ambitieux, put dire : *L'Égypte est à l'encan ; elle demeurera à celui qui donnera le plus d'argent ou le dernier coup de sabre* (1).

La Porte en était ainsi réduite à se confesser inférieure en forces en même temps qu'elle était menacée par le fanatisme, cette autre base de son existence.

Les Wahabites, dont nous avons dit l'origine, se proposaient Wahabites.
pour but de rappeler l'islamisme à la rigoureuse observation
des temps primitifs, d'en écarter les abus pour s'en tenir à
adorer Dieu, de supprimer l'usage de la pipe et des habits de
soie. Aussi forts de leur fanatisme que de leurs armes, ils
commençaient, en entrant dans une ville, par renverser les
tombeaux des scheiks tutélaires et les bazars; mais, au lieu
d'établir un pouvoir unique, ils conservaient l'indépendance
de chaque tribu, comprimant toutefois les guerres civiles; et
ils faisaient rendre la justice par des tribunaux réguliers.

La Porte, se repentant, mais trop tard, de les avoir laissés
tant grandir, donna ordre à Suleiman, pacha de Bagdad, de 1801.
les exterminer. Ali-Kiaga, général de ce pacha, pénétra avec
beaucoup de difficulté dans le district de Lahsa; mais, peut-être
d'intelligence avec l'ennemi, il battit en retraite. Enhardis par
ce succès, les Wahabites s'avancèrent jusqu'à la Mecque, dont
ils se rendirent maîtres, et y ayant amoncelé une énorme quantité de pipes, dont quelques-unes étaient très-riches, ils y
mirent le feu. Lorsqu'Abdel-Aziz, leur chef, eut été assassiné
par la vengeance d'un Persan, Ibn-Saod, qui lui succéda, 1803.
raviva chez les siens l'ardeur des conquêtes. Ils dévalisaient les
caravanes sacrées et détruisaient les mosquées. Ils n'en purent
faire autant de la Kaabah, à cause de sa solidité: mais ils éloignèrent les pèlerins en comblant les puits. Ibn-Saod n'emmenait 1804.
cependant pas à sa suite plus de six mille hommes lors de
l'expédition qui remplit de terreur l'Yémen, la Syrie et les
plaines situées de l'autre côté de l'Euphrate.

(1) Voyez Félix Mengin, *Lutte de l'Egypte sous le gouvernement de Mohammed-Ali*; Paris, 1823, 2 vol.

Une fois Méhémet-Ali affermi dans la vice-royauté de l'Égypte, il se proposa de les dompter; mais il lui fallait auparavant assurer ses derrières en détruisant d'un coup toute la milice des mamelouks. La cérémonie dans laquelle le vice-roi devait donner solennellement la pelisse d'honneur à Touzon, son second fils, qui devait commander cette croisade, lui en fournit l'occasion. Tous les mamelouks furent massacrés par des troupes apostées, et le féroce Ali ne s'arrêta que lorsqu'il eut vu les quatre cent soixante-dix têtes sanglantes de ses victimes. Mais il faut se figurer, lorsqu'il s'agit des Turcs, qu'on entend raconter des événements arrivés il y a cinq cents ans.

Il hâta alors l'expédition contre les Wahabites; mais les trois mille hommes commandés par Touzon, qui semblaient devoir facilement détruire ces bandes errantes, furent mis en dé-
1812. route. Touzon ensuite, réparant ses pertes, reprit Médine et la Mecque, et parvint, après une longue campagne, après une
1813. série de négociations et de trahisons, à dompter ces fanatiques; mais ils ne tardèrent pas à se relever. Ibrahim, le fils aîné de Méhémet, qui devait être son orgueil et l'objet de ses plus chères affections, dirigea contre eux une nouvelle expédition. Abdallah, leur chef, moins habile que brave, tomba entre ses mains; et
1816. l'extermination fut le procédé que le vainqueur employa pour rétablir la tranquillité.

1819. Méhémet détruisit de même les États de Dongola, de Barbar, Chendi, Halfay, Kordofan et le royaume de Sennaar, où la dynastie des Toungis avait subsisté depuis l'an 890 de l'hégire et donné vingt-neuf rois au pays.

Alexandrie et Constantinople fêtèrent le jeune « pacha des villes saintes. » Ce n'était pas cependant le triomphe de la Porte, mais bien celui de Méhémet-Ali. Son avidité compromit toutefois ces acquisitions; il tyrannisa l'Arabie, de sorte que cette conquête tourna à son détriment. Touzon, qu'il avait expédié dans la Nubie pour réunir ce pays à l'Égypte, fut tué par l'ennemi, et sa mort fut vengée par celle de plus de trente mille Africains.

Cependant Méhémet, despote astucieux, novateur égoïste, mais doué d'une intelligence supérieure, apprit à lire, se fit initier aux arts des chrétiens; et, habile à relâcher les liens qui l'attachaient à la Porte, il s'appliqua à organiser le pays en le gouvernant comme s'il en eût été le chef suzerain. Aussi croyait-on généralement qu'il n'attendait qu'une occasion pour

proclamer cette indépendance dont il faisait usage prématurément.

Les soulèvements se succédaient aussi dans d'autres parties de la Turquie; car on ne réclame pas sous les tyrans, on conspire. Des incendies fréquents annonçaient le mécontentement, et la Porte était contrainte d'accorder à la rébellion triomphante ce qu'elle avait refusé aux réclamations de la fidélité.

La décadence évidente de la Turquie devait paraître favorable à la régénération de la race hellénique, *peuple deux fois vaincu*, qui n'avait point pactisé avec la tyrannie, ni même perdu l'espérance dans les temps les plus désastreux. Les Grecs occupent la péninsule située au sud des Alpes orientales, sur laquelle la Porte avait institué quatre pachaliks : celui de Salonique, comprenant l'ancienne Macédoine; celui de Janina, qui est l'Albanie arnaute; celui de Livadie, l'ancienne Hellade, et celui de Tripoli, embrassant la Morée; sans compter les îles de Candie et de Négrepont, les Cyclades et les Sporades, placées sous le commandement direct du capitan pacha. Grèce.

Tout les séparait de la horde conquérante, le langage, la religion, les habitudes, les souvenirs, les espérances. Les Turcs, ignorants, avaient dû, dès les premiers instants de la conquête, se servir des Grecs pour l'administration de l'empire; et quelques familles privilégiées du quartier de Constantinople appelé le Phanar dirigeaient la diplomatie et les finances. Les *fanariotes* étaient des gens que l'intérêt attachait, il est vrai, aux dominateurs; mais encore pouvaient-ils, dans l'intérêt de leurs frères, trahir les secrets de l'État, et le mettre en péril. Quand la plaine thessalienne eut été soumise, le gros de la nation et ce qu'elle comptait de mieux se réfugia dans les montagnes, s'y réglant non par des statuts, mais par des coutumes; et des hauteurs de l'Olympe, du Pélion, des rochers du Pinde et des Agrapha s'élancèrent ces hommes déterminés, pour ravager le territoire occupé par les Turcs et les Grecs soumis à leur joug, ce qui leur valut le nom de Clephtes.

Les Turcs, fatigués de combattre des peuplades pauvres et indomptables, se décidèrent à les laisser vivre sous leurs propres lois et à leur laisser les armes, sous la condition d'un léger tribut; mais ceux qui habitaient les points les plus élevés dans la montagne se refusèrent à toute transaction.

Dès son plus jeune âge, le Clephte était habitué aux privations, à la souffrance, à ne redouter rien, toujours prêt à af- Clephtes.

fronter la mort pour piller comme pour défendre son territoire ou sa religion, et bravant à sa dernière heure la cruauté raffinée des musulmans. Contents de peu, ces hommes rudes gardaient leurs troupeaux, et ne considéraient pas le brigandage comme un opprobre; ils vidaient par les armes les différends qu'ils ne pouvaient terminer à l'amiable, et respectaient les femmes prisonnières. Ils ne combattaient pas selon les règles européennes, mais disséminés çà et là, tirant à main posée, prenant la fuite, tombant sur l'ennemi par surprise. Comme ils ne voyaient point de mérite à se comporter vaillamment, ils ne gardaient point souvenir de ceux qui mouraient en braves, mais seulement de ceux qui cédaient lâchement. Les femmes excitaient leur valeur, et les assistaient dans leurs fatigues; parfois les popes marchaient à leur tête, ou combattaient dans leurs rangs. Parfois deux Clephtes ou un plus grand nombre se juraient sur les autels fraternité d'armes (ἀδελφοπλῖται) à la manière antique, pour n'être pas séparés, même par la mort (1). Les alliances chez eux étaient héréditaires, de même que les inimitiés et les vengeances. Après la mort du père, la mère le remplaçait dans le commandement domestique. L'épouse adultère était mise à mort par le mari ou par les parents. Cette existence aventureuse avait pour eux autant de charmes que le bien-être de nos villes peut en avoir pour nous. Les troupeaux leur fournissaient une nourriture simple; leurs guerriers faisaient rôtir les viandes destinées à leur repas, comme les héros d'Homère, et les arrosaient de copieuses libations de vin, au milieu des saillies et de chants joyeux. A côté de leurs frères de la plaine pillés et outragés à chaque instant, ils puisaient des forces et d'austères consolations dans les sacrifices même qu'ils s'imposaient.

Ceux qui, habitaient moins haut dans la montagne, plus exposés au danger, créèrent pour leur défense une milice entièrement composée de Grecs dits Armatoles, qui s'étendait de l'Axius à l'isthme de Corinthe; elle fut divisée en autant de bataillons indépendants que l'on comptait de districts, et commandée par un capitaine héréditaire, qui résidait au chef-lieu. Les Turcs consentirent à accorder certaines franchises à ces *Pallikars*, qui dépendaient ainsi du pacha; mais comme celui-ci cherchait toujours à empiéter sur leurs priviléges, c'était

(1) Avant le soulèvement de 1815, Milosch emmena sain et sauf un Turc auquel il était lié par une fraternité de ce genre.

une guerre continuelle entre eux. Les Pallikars, lorsqu'ils avaient le dessous, se réfugiaient dans les cantons plus montagneux et redevenaient Clephtes.

La poésie, qui est immortelle au sein de ces montagnes que les anciens avaient données pour habitation aux Muses, se raviva pour maintenir l'esprit d'indépendance et pour célébrer ses martyrs. Aussi les chants clephtes redisent-ils les exploits des braves, terreur des Turcs et des troupeaux; leur courage à endurer la faim, la soif, les tortures; leur dévotion envers les popes et les reliques (1) : œuvres de poëtes inconnus, poussés non par le désir de se faire un nom, mais par le besoin d'épancher leur cœur. Les aveugles les apprennent, et, rapsodes nouveaux, y adaptent des airs pour les répéter en mendiant; c'est ainsi qu'on les entendait chanter. « Un fusil, « un sabre, ou, faute de mieux, une fronde, voilà nos armes. « Avec le fusil, le sabre, la fronde, j'aurai des champs, des « blés, du vin. J'ai vu les agas prosternés à mes pieds; ils m'ap- « pelaient leur seigneur et maître. Je leur ai enlevé leur fusil, « leur sabre et leurs pistolets. O Grecs, relevez vos fronts hu- « miliés! Prenez le fusil, le sabre, la fronde, et nos oppres- « seurs vous nommeront bientôt leurs seigneurs et maîtres. »

Tandis que les Turcs restaient attachés au fatalisme, les Grecs slaves se confiaient dans la Providence : tout en obéissant, ils se rappelaient les anciens jours de la Grèce, et se nourrissaient d'espérances.

Le système communal avait survécu parmi eux avec ses formes représentatives; ils élisaient leurs juges, les percepteurs des impôts et répartissaient entre eux les tributs et le recrutement. Ils respectaient les vieillards, tellement que des villages entiers n'étaient administrés que par l'ancien du pays. Le culte du foyer y était très-vif; et, devenus étrangers aux idées de nation et d'État, ils conservaient profondément celles de famille, de tribu, de patrie et de religion. Mais ce que la constitution ne donnait pas, la constitution religieuse le produisait. A peine s'ils avaient sur leurs rochers inaccessibles des prêtres et des églises : c'était donc pour eux une fête lorsque arrivait un pope pour célébrer la messe dans quelque pauvre oratoire ou

(1) Voy FAURIEL, *Chansons populaires de la Grèce*; 1824. On a publié en 1837 une collection des *Piesma*, traditions des Monténégrins, concernant Ivon le Noir et les combats contre les Turcs.

dans une caverne où étaient déposées des reliques miraculeuses. Ainsi l'Église avait conservé beaucoup de pouvoir sur les masses. Le patriarche, assisté de son synode, correspondait avec six exarques, ceux-ci avec les évêques et avec les curés, qui dirigeaient les anciens, préposés à l'administration publique. C'était un gouvernement patriarcal indépendant de celui des conquérants, et qui se séparait d'eux de plus en plus. L'espérance patriotique se traduisait jusque dans les hymnes sacrés, qui chantaient le royaume du Christ, la restauration de la sainte Jérusalem et le triomphe de l'Église militante.

Une nation qui vit de pareils sentiments peut se laisser opprimer, mais non anéantir, et le jour du Seigneur arrive pour ceux qui ne sont pas corrompus.

Une seule cause de trouble subsistait dans le pays, la mésintelligence entre les Grecs schismatiques et les catholiques; car le patriarche tendait toujours à favoriser les siens en discréditant ceux qui étaient pour le pape. En 1817 notamment, le métropolitain Gérasime obtint un hatti-schérif du Grand Seigneur qui enjoignait aux catholiques de se rendre à l'église des schismatiques dans Alep. Il en résulta des troubles où il y eut des gens tués, beaucoup d'autres incarcérés.

Les empereurs de Russie avaient fomenté, comme nous l'avons vu, les idées d'insurrection parmi les Grecs toutes les fois qu'une diversion leur était nécessaire, sauf à les abandonner quand ils n'en avaient plus besoin. La reine Anne d'Angleterre avait aussi envoyé parler aux Grecs de religion, de patrie, d'affranchissement, pour tirer parti d'eux contre les Turcs dans la guerre qu'elle projetait de concert avec Charles VI et qui n'eut aucun résultat.

Les Grecs auraient dû, après tant d'épreuves, ne plus croire aux étrangers, si ce n'était pas la dernière illusion que déposent les nations souffrantes. Mais la première étincelle jaillit d'un point d'où on ne l'attendait pas.

Les Albanais, peuplade guerrière d'un million et demi d'individus, fournissaient à l'empire turc ses meilleurs soldats; mais leur vie toute d'aventure les a empêchés de se civiliser, quoiqu'ils soient si rapprochés de l'Italie. La race noble parmi eux s'appelle *Mirditi*, c'est-à-dire les braves. Chacun de ses membres peut se faire *boulouk-bachi* ou capitaine; il engage une bande, et va se mettre au service d'un pacha ou se livre au brigandage. Ce sont de bons soldats et des voleurs très-

habiles. Les gens de la classe inférieure sont appelés *Skipetars* ou montagnards. Ils conservèrent, avec toute l'énergie des anciens Grecs, la croyance chrétienne jusqu'après la mort de Scanderbeg, quand Bajazet les obligea de se faire musulmans. Le plus grand nombre toutefois s'enfuit dans les îles ou dans des montagnes inaccessibles, d'où beaucoup sortent pour faire le métier de bûcherons, de moissonneurs, de maçons, de tailleurs; d'autres restent dans des maisons isolées, qu'ils fortifient et où ils vivent pauvrement. Ce sont des hommes robustes, catholiques superstitieux ou grecs schismatiques, ou bien encore musulmans, divisés là aussi en schyytes et en sunnites. Roger de Sicile et les croisés avaient introduit dans le pays des beys et des agas héréditaires, sorte de féodalité modifiée. Aujourd'hui on y trouve le moyen âge, l'anarchie féodale, les excursions, le droit de guerre et de justice, les vengeances, la piraterie, la division en *fares* ou clans. La Porte a cherché à substituer à cet état de choses quelques formes de gouvernement régulier, en exterminant les chefs; mais les beys, expulsés des châteaux, se sont retirés dans les montagnes, où ils se rendent indépendants, et donnent asile à ceux qui viennent les y joindre. S'ils ne peuvent résister davantage, ils se réfugient dans le Monténégro.

Depuis un siècle, le Monténégro, qui, situé en face de l'Italie, domine la Dalmatie, l'Herzégovine et le nord de l'Albanie, est le repaire assuré des rebelles gréco-slaves. On en comptait, dans le dix-septième siècle, de vingt à trente mille; on en compte aujourd'hui cent vingt mille. Ils ne forment point un peuple constitué : c'est un asile d'insurgés, quels qu'ils soient, ou tout au plus une réunion de familles sous un chef. Tous y combattent, jusqu'aux femmes; et c'est une insulte que de dire à quelqu'un : « Les tiens sont morts dans leur lit. » Ils n'ont ni villes, ni forteresses, ni chemins. La Russie est maintenant révérée de Monténégrins, comme jadis l'était Venise. Déjà le czar Pierre les avait excités contre la Porte; et, vers la fin du siècle passé, ils se rendirent célèbres en combattant contre elle avec une énergie farouche. Lorsque Napoléon eut fait la paix avec la Porte, ils ne cessèrent pas de harceler les garnisons françaises postées sur leurs frontières; et, toujours en défiance contre la civilisation, ils refusèrent les routes qu'il offrait d'ouvrir sur leur territoire.

La partie de l'Albanie soumise à la Porte était partagée en

trois gouvernements : les pachaliks de Delvino, de Paramatia et de Janina : ce dernier comprenait le plus grand nombre de Grecs et de Schipetars. Le pays n'était pas soumis cependant à un vizir absolu; mais chaque ville ou canton formait une espèce de république subdivisée en fares, avec de gros feudataires vassaux de la Porte, en lutte avec les autorités ottomanes, dont ils combattaient les abus.

Ali-Tébélen. Au milieu de cette étrange contrée avait grandi Ali-Tébélen, qui commença, comme les anciens héros, par voler des troupeaux et des champs; puis, son ambition grandissant avec sa bande, il marcha entre le gibet et l'empire. Dans un État où la valeur conduit à tout, il mit la sienne au service de quiconque en eut besoin. Après avoir obtenu la main d'Emina, fille du pacha de Delvino, rebelle à la Porte, il dénonça son beau-père, et vit tomber sa tête. N'ayant pu lui succéder, comme il l'espérait, il songea à se fortifier dans le pays où il était né en se débarrassant de ses rivaux. Il tua son beau-frère, pacha d'Argirocastro, et, sur son cadavre, il devint l'époux de sa propre sœur. Il ne réussit pas davantage à succéder à celui-là, mais son forfait le rendit fameux et redouté. Bientôt, voyant la faiblesse de l'empire, la vénalité du divan, l'impatience des Grecs, et se sentant fort d'une résolution indomptable, il conçut le projet de se rendre maître de l'Albanie, peut-être même de toute la Grèce.

Sélim, pacha d'Épire, avait apporté quelque adoucissement aux mesures de rigueur ordonnées contre les chrétiens rebelles : la Porte, le soupçonnant d'intelligence avec les Russes et les Vénitiens, envoya ordre à Ali-Tébélen de le tuer, ce qu'il exécuta sous le couvert de l'hospitalité. Il obtint en retour de la tête du pacha, qu'il envoya à Constantinople, le sandjiakat de Thessalie, avec quatre mille hommes pour écraser les bandes chrétiennes des vallées du Pénée. C'était le moment où les émissaires d'Orlof poussaient les Grecs à l'insurrection en promettant l'assistance de Catherine et de Joseph II. Mais le peu de forces expédiées par les Russes, avec des bâtiments mal équipés, ne firent qu'empirer la condition des opprimés, qui, bientôt abandonnés, furent massacrés par milliers. Une partie des vaincus s'enfuit dans les îles Ioniennes, les autres frémirent sous leurs chaînes appesanties; ceux qui ne purent les supporter se réunirent en bandes armées dans la Morée et aux lieux où fut Sparte.

Ali-Pacha, expédié contre eux, réussit, en employant tour à tour la force et l'artifice, à rétablir le calme, des Thermopyles à la vallée de Tempé. Ayant ainsi acquis de la renommée et des trésors, il acheta le sandjiakat de Janina, ce qui lui donnait l'Épire et la faculté de se venger de ses ennemis. Ses moyens étaient l'argent, les intrigues, la violence; tous lui étaient indifférents; la peste accumula sur lui les héritages; les voluptés ne lui faisaient oublier ni l'ambition ni les forfaits; il caressa tous les partis, s'enivra à la santé de la Vierge Marie, acheta les membres influents du divan, parla aux Grecs de liberté tout en exécutant les sentences sanguinaires de la Turquie contre tout ce qu'il y avait d'élevé parmi les Grecs, et commença par le pillage les vengeances dont il avait hérité ainsi que les siennes propres.

1780.

1783.

Confirmé dans son poste par Sélim, il organisa, administra, mettant à profit l'habileté des Grecs, et se réjouit des fréquents triomphes qui, obtenus par la trahison, étendaient les limites de ses domaines.

Mais il trouva pourtant de rudes adversaires dans les habitants de la commune indépendante de Souli, située à douze lieues de Janina, sur le bord de l'Achéron. A l'approche du péril, les Souliotes portaient des vivres sur la montagne de Cassiopée, où ils réunissaient leurs troupeaux, et malheur à qui venait les y attaquer ! Irrités des massacres d'Ali dans la plaine, 1791.
ils l'attaquèrent, le repoussèrent, et parcourant la Thesprotie et le Pinde, ils ravagèrent le pays et y détruisirent les communications; mais ils ne surent pas profiter de la victoire pour se rendre indépendants. Ali puisa une nouvelle vigueur dans sa défaite, et, tout en s'occupant d'autres entreprises, il surveilla ses ennemis, qu'il voyait s'endormir.

Lorsqu'après la chute de la république de Venise le drapeau 1797.
tricolore flotta à Corfou, en déployant les paroles magiques de liberté, Ali accepta la cocarde française, pour qu'elle le fît reconnaître de l'Europe. Il se donna à Bonaparte comme « un fidèle disciple de la religion des jacobins, et déclara l'intention de se faire initier au culte de la *Carmagnole*, » qu'il prenait pour un symbole nouveau; mais en même temps il surprenait les Acrocérauniens au milieu des cérémonies de Pâques, et en égorgeait six mille.

La guerre ayant bientôt éclaté entre la Porte et la France, il vint en aide à la première par des trahisons; il attaqua Prévesa,

qu'il brûla après l'avoir saccagée ; il y massacra les Français ou les emmena comme esclaves, et en fit décapiter un grand nombre, un à un, sous ses yeux, ce qui lui valut de la part du divan la troisième queue et les félicitations de Nelson.

1800. Paul I[er] avait stipulé avec la Porte que les Épirotes resteraient sujets des Turcs, mais que la croix seule serait arborée dans leurs villes. C'en fut assez pour que les habitants rentrassent dans leurs foyers. Un vaivode turc, révocable sur la demande du sénat ionien, devait avoir l'administration civile, la police, le droit de faire donner la bastonnade ; et la milice ne devait être composée que d'armatoles chrétiens. Ali, enorgueilli de ses victoires, espérait abolir ce traité, et se soumettre les pays autrefois vénitiens ; mais tous les Albanais s'insurgèrent contre ses tentatives. Le courroux d'Ali se tourrna alors contre les Souliotes, qui avaient résisté héroïquement à ses nouvelles attaques. Samuel, *juge final* (ἡ τελευταία κρίσις), se mit à leur tête en leur criant d'un ton d'inspiré que l'heure de la délivrance était arrivée, les guida au combat ; les Tzavella se montrèrent en héros, mais ils furent réduits à l'extrémité. Émina, la femme d'Ali, qui osa implorer son mari en leur faveur, périt soit d'un coup de poignard, soit de terreur.

1803. Les habitants de Souli se dispersèrent : Samuel, resté le dernier dans la place, mit le feu aux poudres, et se fit sauter avec six cents musulmans. Ceux qui avaient survécu s'étaient réfugiés dans Parga, ville voisine, où ils ne tardèrent pas à être rejoints par les Turcs. Sur tous les points, les femmes elles-mêmes combattirent en héroïnes ; et quand tout espoir fut perdu elles se précipitèrent par centaines dans les flammes, avec leurs enfants à la mamelle.

Les supplices achevèrent l'extermination des malheureux Grecs, empalés, écorchés, écartelés de tous côtés.

Porté aux nues par la Porte, le féroce Ali reçut la périlleuse commission de purger la Macédoine et la Thrace des bandes dont elles étaient infestées. Il en prit occasion pour lever des contributions, pour rançonner et réduire en servitude les beys de l'Épire, inventant des artifices que Machiavel lui-même eût admirés. En 1806, il se trouva maître de toute l'Hellade, moins la Béotie et l'Attique, qu'il finit par soumettre en domptant les bandes d'Agraphiotes. Il intriguait avec tous les partis dans le seul but de s'élever (1). Il volait des deux mains, détournait

(1) Il disait à Pouqueville : « Vois-tu ces pages qui m'entourent ? Il n'en est

la solde, récompensait les services au moyen de billets tirés sur qui bon lui semblait; il se constituait l'héritier général, comme il était le financier universel; il commandait et exigeait des services de tout genre; étalait un luxe sans goût comme sans honte, des calices chrétiens et des rosaires indiens ornaient ses appartements, où la dévotion s'alliait à la débauche. Il remplit Janina de viols et de crimes impurs; puis, tout à coup, il se mit à proclamer les bonnes mœurs, et fit noyer par douzaines les ministres de ses voluptés ainsi que les victimes souillées par lui et par ses fils.

Dans les îles Ioniennes, l'aristocratie voyait Napoléon de très-mauvais œil; puis, lorsqu'il en eut été expulsé par la Turquie et la Russie, elle voulut revenir aux anciennes formes; et bien que la Russie, pour fomenter le mécontentement, favorisât les démocrates, il s'y établit une constitution aristocratique sur le modèle de celle de Raguse. Cette indépendance, sous la souveraineté de la Porte, fut le premier exemple de Grecs constitués. Cependant les Russes prirent le prétexte de la guerre pour occuper les îles, et leur donnèrent un statut nouveau, dans lequel les démocrates eurent aussi leur part. Ces insulaires, cédés de nouveau à la France en 1810, offraient à Napoléon de faire une diversion en sa faveur sur les côtes de Sicile; mais les Anglais prévinrent le coup, et en firent la conquête avec l'aide d'Ali. A la chute de Napoléon, le drapeau anglais continua à flotter dans les îles Ioniennes, qui formèrent une république sous le protectorat de l'Angleterre, avec un lord commissaire plus absolu qu'aucun gouverneur de colonies. Des Anglais dépend la nomination à tous les hauts emplois; la garnison anglaise est entretenue aux frais des habitants; les troupes du pays sont sous le commandement d'officiers anglais; le gouvernement protecteur a le *veto* sur les lois proposées par le sénat; il s'arroge le droit de lever des marins pour ses équipages; les emplois qui ont été laissés aux indigènes ne sont le partage que de la noblesse.

Iles Ioniennes

1800.

pas un dont je n'aie fait tuer le père, le frère, l'oncle ou quelque parent. — Ils vous servent pourtant et passent les nuits près de votre lit sans qu'un seul ait jamais songé à venger ses parents. — Venger ses parents? Ils n'ont que moi au monde. Exécuteurs aveugles de mes volontés, je les ai tous compromis; et plus les hommes sont avilis, plus ils me restent attachés. Ils me regardent comme un être extraordinaire, et mes prestiges sont l'or, le fer, le bâton. Ainsi je dors tranquille.

Parga. L'Angleterre avait promis aussi à Parga le sort des îles Ioniennes; mais Ali en convoitait ardemment la possession, et à toutes les tentatives faites près de lui il répondait : *Je veux Parga*. Les Anglais finirent par la céder à la Porte, c'est-à-dire 1817. Mars. qu'ils ratifièrent l'apostasie et l'esclavage, se bornant à stipuler une indemnité pour les biens laissés par ceux qui voudraient s'expatrier. Lord Maitland, commissaire dans les îles Ioniennes, présida à ce honteux marché; les Parganiotes sortirent de leur patrie, emportant les os de leurs pères; et Ali vit ses longs désirs satisfaits. Il avait reçu des Anglais, en récompense de ses services, de l'argent et un parc d'artillerie. Il avait coutume de répéter que « un vizir est un homme revêtu d'une pelisse, assis sur un baril de poudre qu'une étincelle peut faire sauter, » 1820. et il ne dissimula pas le projet de se rendre indépendant. En conséquence, au milieu des irrésolutions du divan, qui aurait voulu le perdre, il satisfit son ambition et ses vengeances en massacrant ses ennemis avec des circonstances dignes du palais d'Atrée. Il devint pire encore en vieillissant, ne crut ni au Christ ni à Mahomet, se chargea d'amulettes, écoutant avec humilité les reproches des derviches, tout en se plongeant dans des voluptés que l'impuissance rendait plus ignominieuses. La cour dont il était environné, les flatteries, les hommages fomentaient son insatiable ambition.

Un incendie consuma son palais à Tébélen, où il avait amoncelé ses trésors, véritables magasins de montres, de cachemires, d'étoffes, de bijoux, d'orfévrerie; on portait en outre son revenu annuel à douze millions, et à dix celui de ses fils. Le sultan Mahmoud brûlait du désir de lui enlever ses richesses et Mai de l'arrêter dans ses projets d'indépendance. Il le somma donc de se rendre à Constantinople, et le fit excommunier par le muphti, qui lui appliqua ce passage du Koran : « Nos cœurs sont « fermés à ta voix : un pois a bouché nos oreilles; une voix « s'élève entre toi et nous; temps terrible pour le méchant! « Nous ferons souffler contre lui un vent impétueux dans le « jour fatal; nous ferons tomber les hommes comme les pal- « miers déracinés; maudits sur la terre, ils seront, au jour de « la résurrection, abominables au monde. »

Ali supplia et menaca, il trembla et blasphéma. Mais la Porte, n'ayant point d'argent, lui laissa le temps d'armer. Fort de ses richesses, il acheta des secours des Anglais et des délais au divan. Le sultan excita les Épirotes à l'assassinat, et poussa les

rajas à s'armer : il en résulta que l'Épire fut bientôt soulevée, du Pinde aux Thermopyles. 1820.

Ali, assailli par toutes les forces grecques, fut trahi par ses propres fils, Méhémet-Veli et Moktar, qui cédèrent les trois forteresses de Parga, de Prévesa et de Bérat. L'armée s'avança sur Janina, et l'attaqua avec vigueur. Le pacha l'incendia lui-même du haut de sa citadelle; et l'on prit pour de l'héroïsme sa fermeté farouche, dont tout le secret était dans les mines qu'il avait préparées sous son dernier asile. Ali traita avec les Souliotes, qui se dégradèrent, ainsi que lui, par ces négociations, et il gagna un de leurs corps, commandé par Marc Botzaris. Il corrompit à prix d'or l'armée turque, et, se tournant du côté des chrétiens, il exhorta les Grecs à recouvrer leur indépendance dans l'espoir de se sauver ainsi ou d'ensevelir avec lui l'empire sous ses ruines.

Durant les guerres de l'empire, les Hellènes avaient grand i par le commerce; Hydra, Spezzia, Ipsara entreprirent des spéculations heureuses, qui ranimèrent l'Argolide et l'Arcadie, et firent pénétrer l'industrie dans les villes. Six cents navires marchands au moins sillonnaient la mer Ionienne, et trente mille Grecs étaient occupés à transporter les produits de la Turquie à travers la Méditerranée. Un grand nombre de jeunes gens étaient envoyés dans les villes de l'Europe pour y faire leur éducation, et il se formait ainsi une classe moyenne entre les oppresseurs et les opprimés. Les idées de liberté reprirent leur essor, et l'espérance fut fomentée par des sociétés secrètes. Le poëte Righas fonda la première *hétérie*, et, zélé partisan des idées françaises, il s'apprêtait à soulever sa patrie quand l'Autriche mit la main sur ce vaillant homme, et le livra à la Porte, qui le fit empaler. Hétéries.

Si la première hétérie ne parlait que d'émancipation, il n'en fut pas de même d'une autre qui se forma dans l'Italie supérieure : son projet était de reconstruire l'empire grec et de l'allier à l'empire français. Napoléon lui donnait des encouragements, et déjà vingt-cinq mille fusils étaient en dépôt à Corfou pour armer une population dont les corps français devaient seconder l'ardeur; mais la catastrophe de 1814 entraîna la chute de cette seconde hétérie, qui, moins en vue que l'autre, influa peut-être davantage sur l'avenir. 1806.

Mahmoud avait accepté, en 1812, la déplorable paix de Bucharest, au moment où la triste situation de la Russie aurait pu

lui procurer de meilleures conditions s'il n'eût pas été, comme le sont toujours les Turcs, dans une ignorance complète au sujet de la politique extérieure.

Il n'avait été rien stipulé au congrès de Vienne relativement à la Turquie, et il en résulta que les périls commencèrent pour cette puissance lorsqu'ils finissaient pour les autres. Quant à la Grèce, l'esprit mercantile retenait tout élan généreux en sa faveur; les Francs, dont ils étaient les compétiteurs, ne les aimaient pas; les Anglais redoutaient leur concurrence, en sorte que la Grèce demeurait esclave. Cependant l'empereur Alexandre, en même temps qu'il voyait la nécessité de la paix en Europe, reconnut aussi celle d'y donner un débouché à l'activité des esprits, et il songea à le lui ouvrir en Orient. Une alliance qui se qualifiait de sainte ne pouvait être que menaçante pour l'islamisme. Dans un temps donc où l'Europe entière parlait d'indépendance, Alexandre montra aux Grecs le labarum déchiré par les guerriers de Mahomet, le cimeterre musulman suspendu sur leurs têtes, la fraternité des Slaves avec les Grecs. Il déplora avec eux l'abomination à laquelle était livrée la maison de Dieu,
1815. et ils se sentirent animés d'une nouvelle espérance. Il se forma en conséquence une troisième hétérie à Vienne et à Saint-Pétersbourg. La première avait applaudi aux démocrates, la seconde à Napoléon, la troisième s'attacha à Alexandre, mettant dès lors en première ligne la religion, et se proposant de répandre parmi les Grecs les arts et les sciences. Les membres de l'association, avec ce secret qui est l'apanage des peuples opprimés, adoptèrent plusieurs formules des anciennes fraternités grecques, (ἀδελφοποίησις), les échanges d'armes et les serments sur les autels; et comme les princes alliés s'étaient inscrits dans une société de *philomuses* pour propager l'instruction parmi les Grecs, les chefs répandirent le bruit que ces princes étaient d'accord avec l'hétérie; ils envoyèrent des émissaires dans toute l'Europe, tandis que d'autres agitaient la Grèce en se disant envoyés par la Russie.

Le mépris pour les Turcs s'était joint à la haine qu'on leur portait depuis qu'ils avaient fui, au nombre de trente mille, devant huit mille Russes. Beaucoup de Grecs employés en Russie n'en sentaient que mieux, par comparaison, combien était dure la condition de leur patrie; d'autres, qui avaient combattu pour la France, pour la Russie, pour l'Angleterre, licenciés par la paix, désiraient l'occasion de reprendre leurs

armes. Quelques-uns pensaient qu'il fallait vaincre les Turcs en les surpassant en culture; et, sentant d'instinct quels sont les deux ennemis nés du despotisme, ils fondaient des instituts scientifiques et commerciaux. Il y avait des écoles publiques de commerce à Scio, à Athènes et ailleurs. Le basilien Jean Économos ouvrit dans l'Asie Mineure un collége à Cidonia, qui, de simple village, devint une ville. Le gymnase de Janina eut des professeurs et des élèves; une académie fut fondée à Scio pour l'enseignement de l'histoire, afin que les fautes des pères servissent de leçons à leurs descendants; des ouvriers de Firmin Didot répandirent des livres de religion; d'autres s'adonnaient à la médecine, et puisaient dans les universités de l'Europe la connaissance et le désir d'une condition meilleure. 1820.

Alexandre favorisait les hétéristes, ne fût-ce qu'en reconnaissance des secours qu'ils lui avaient fournis contre Napoléon; il lui aurait suffi, pour assurer leur triomphe, de laisser entrer dans leur patrie tous ceux qui servaient sous ses drapeaux. Ce prince s'écriait : « Pauvres gens ! ils désirent toujours une pa-« trie, et ils l'auront certainement... Je ne mourrai pas con-« tent si je n'ai fait quelque chose pour mes pauvres Grecs. Je « n'attends qu'un signal du Ciel. » Le signal ne vint pas, et sa politique se borna à régénérer ce pays par les arts et la civilisation, à faire prospérer les familles grecques établies à Constantinople, à s'attacher, en un mot, les esclaves sans offenser le maître, et à tenir les premiers dans la dépendance par l'espoir, et le second par l'incertitude.

Tandis que les Turcs goûtaient la sécurité de gens qui ne comptent les insurrections que par les massacres dans lesquels ils les ont étouffées, la Grèce sentait ses espérances se raviver plus que jamais et voyait sa rédemption prochaine. Une image de la Vierge avait pleuré; les caloyers d'un couvent avaient entendu une voix qui disait d'espérer; des îles qui avaient apparu d'autres qui s'étaient abîmées; des tremblements de terre, des éruptions de volcans, des jets d'eau bouillante semblèrent aux imaginations exaltées des indices d'un changement prêt à s'opérer.

Les révolutions d'Espagne et d'Italie encouragèrent les hétéristes, qui avaient des éphories dans les villes principales de la Turquie et de la Grèce; ils crurent donc qu'il convenait de se hâter. Déjà l'extermination des beys et des agas de l'Épire, faite par Ali, aplanissait la voie, lorsque la Porte, inca-

1820. pable d'exécuter par elle-même la sentence rendue contre Ali, excita les Grecs à s'armer contre le pacha proscrit. De son côté, Ali montrait aux populations soulevées, du Pinde aux Thermopyles, que seul il pouvait les aider à chasser les barbares au delà du Bosphore. Les Grecs ne se décidaient qu'avec regret à associer leur sainte cause à celle d'un monstre couvert de crimes; mais les ravages de l'armée turque, qui, précédée par l'excommunication, s'avançait contre lui, triomphèrent de leurs incertitudes.

Insurrection. Parmi les philhellènes se distinguait Jean Capo d'Istria, médecin de Corfou. Alexandre, au ton mystique duquel il savait s'adapter, l'avait employé dans des missions d'une haute importance, et notamment au congrès de Vienne, dont il entrevit toutes les erreurs : diplomate consommé, c'était un homme d'État médiocre. Les Grecs cherchèrent à l'avoir pour chef de l'insurrection; mais lui, qui, tout en servant les rois, n'avait pas oublié l'hétérie, s'y refusa, croyant que le moment était prématuré. On résolut néanmoins de la tenter en Moldavie et en Valachie. Ces deux contrées obéissaient à des princes nationaux (hospodars), élus par le clergé et par la noblesse. Ils avaient pour gardes des Arnautes; mais en se reconnaissant vassaux de la Porte il avait été stipulé qu'elle ne s'ingérerait pas dans l'administration intérieure, et qu'elle ne tiendrait pas de troupes dans le pays. Les révoltes qui éclatèrent lui fournirent un prétexte pour supprimer ces priviléges, et la Porte choisit les hospodars parmi les Fanariotes, ses créatures. Durant les guerres avec la Russie, dont ces contrées étaient le champ de bataille habituel, la Porte, tout en se réservant la nomination de l'hospodar, s'obligea à ne pas entraver le culte chrétien, à recevoir le tribut, tous les deux ans, par l'entremise de députés envoyés à Constantinople, et à ne pas l'augmenter; enfin, à laisser à la Russie, dans toute circonstance, le droit de parler en leur faveur.

Le prince Alexandre Ypsilanti, fils d'un hospodar réfugié à la cour de Saint-Pétersbourg, où il avait été élevé lui-même, s'était refusé longtemps aux sollicitations de l'hétérie, connaissant trop bien la faiblesse de ses ressources et sa confiance excessive dans l'assistance des étrangers; pressé de nouveau de se mettre à la tête du mouvement, il consulta l'empereur Alexandre, dont il était officier général. Sur les encouragements qu'il en reçut, il envoya des proclamations secrètes à

toutes les éphories, et parcourut la Russie en recueillant des subsides, auxquels il joignit généreusement, ainsi que sa sœur, de fortes sommes d'argent. C'était un homme médiocre, instruit dans les lettres comme on peut l'être dans les écoles et nourri dans l'intrigue comme tous les Fanariotes. Les Grecs avaient foi dans ses paroles, persuadés qu'il ne faisait que leur transmettre les oracles d'Alexandre.

Les événements marchèrent rapidement : un Grec du nom 1821. 7 mars.
de Germanos, fils d'un berger du Ménale et retrempé dans la pieuse solitude du mont Athos, avait été placé près du patriarche de Constantinople, qui le chargea des plus importantes missions : il venait d'être promu, en dernier lieu, à l'archevêché de Patras. Lorsque la révolte éclata dans cette ville et se répandit dans toute l'Achaïe, il porta la croix comme signe de rédemption. Partout on cria : *Paix aux chrétiens, guerre aux Turcs!* Mais les vengeances, les pillages, les réactions s'en mêlèrent; et les vieillards s'effrayèrent, croyant voir se renouveler les horreurs de 1770, lorsque les Grecs payèrent de tant de sang leur confiance aux promesses de l'étranger.

Les Maïnotes, ennemis implacables des Ottomans, débouchèrent des cavernes du Taygète, conduits par Mauromicali et Colocotroni, qui, après s'être enivrés du sang turc, donnèrent la main aux Achéens. Un sénat présidé par le premier de ces chefs annonça à l'Europe l'insurrection hellénique, et réclama de l'or, des armes, des conseils de la part de ceux dont les ancêtres avaient dû leur civilisation à la Grèce. Aussitôt la jeunesse grecque, allemande, polonaise, russe, italienne accourut sous le drapeau où brillait la croix rouge avec une ardeur plus enthousiaste que réfléchie.

Les Skipétars, réfugiés dans les îles d'Hydra, de Spezzia, d'Ipsara, de Mycone, s'étaient adonnés à la pêche, puis à la piraterie, enfin au commerce, qui leur avait réussi grâce à de nombreuses franchises; et, toujours en lutte avec les barbares, ils conservaient leur intrépidité native. Sur vingt-deux mille habitants, dix mille étaient marins, et la pratique les avait instruits, sans le secours des théories, à construire des bâtiments plus lestes, des voiles mieux entendues. Une de leurs chansons disait : « Hydra n'a pas de champs, mais elle « a des vaisseaux; son domaine est Neptune, ses agriculteurs « sont ses matelots; avec ses bâtiments elle moissonne en

1821. « Égypte ; elle s'approvisionne en Provence, et vendange sur « les côtes de la Grèce. »

Après avoir attendu le retour des bâtiments qu'ils avaient à la mer, les Hydriotes levèrent leur bannière, et choisirent pour archinavarque Jacques Tombusis, qui fut aussitôt proclamé par toute l'union. On décréta que les blessés, les veuves, les orphelins, les pères et les mères de ceux qui périraient dans la lutte seraient secourus par le gouvernement ; qu'il serait fait commémoration dans l'église tous les troisièmes dimanches de carême ; que les traîtres et les perfides seraient excommuniés ; que ceux qui accompliraient des actes héroïques recevraient un certificat à présenter au patriarche. Conduriotis et Orlandos s'engagèrent à entretenir une escadrille de vingt vaisseaux, qui devait coûter cinquante-six mille francs par mois : efforts vraiment héroïques. La petite île arma trente-six bricks de douze à vingt canons. La croix brilla sur la tête des chefs, avec cettte légende : *Mort ou Liberté!* et sur le pavillon, qui portait le Christ, étaient inscrits ces mots : *Avec lui ou au fond de la mer!* Ces bâtiments parcoururent les côtes en proclamant la liberté. Marc Botzaris, voulant venger Souli, menaça l'Acarnanie ; Ulysse, ancien lieutenant d'Ali-Tébélen, souleva la Thessalie, à la tête des Clephtes.

A la mort de Soutzo, les boyards, seigneurs indigènes de la Valachie, réclamèrent de la Porte le droit d'élire leur hospodar ; mais elle le leur contesta. Alors Théodore Wladimiresk, aventurier obscur, souleva le pays, non pour lui donner la liberté, mais pour obliger le gouvernement à lui rembourser une somme d'argent ; et, à la tête des Bulgares et des Pandours, il offrit à Ypsilanti de faire cause commune avec lui ; mais comme on découvrit qu'il négociait en même temps avec la Porte, il fut fusillé, et ses troupes se joignirent à celles d'Ypsilanti. Ce prince, entouré d'intrigants dont il ne connaissait pas les artifices, distribua les emplois sans réflexion ; il vit bientôt s'évanouir les promesses, toujours très-larges, des exilés, et abuser de la liberté avant de l'avoir obtenue. Ceux qui cherchaient sa perte se montrèrent serviles envers lui comme envers un roi. Attaqué par les armes et par la trahison, il vit les siens s'enfuir, à l'exception du bataillon sacré, qui mourut les armes à la main ; et lui-même fut contraint de se réfugier sur le territoire de l'Autriche. Cette puissance le fit arrêter, et, s'abstenant de le livrer aux Turcs, elle se contenta de le jeter dans une prison, où il expira de chagrin.

Il fut remplacé par son jeune frère Démétrius, de chétive apparence, d'une âme héroïque, sans jactance, loyal jusqu'au scrupule et aussi indifférent aux plaisirs qu'à l'ambition. A la tête des escadres réunies des Hydriotes et des Ipsariotes, il lança contre la flotte turque les terribles brûlots, dont les Grecs se firent une arme retoutable contre leurs ennemis. 1821. Mai.

Selon l'usage des gouvernements absolus, la Porte, qui ignore d'abord et exagère ensuite, jura d'exterminer les Grecs, comme si elle pouvait subsister sans eux. Mahmoud, sentant que c'en était fait de la conquête tout entière s'il laissait le prestige de sa force s'évanouir sur ce point, voulut faire un dernier effort. Il expédia jusqu'aux extrémités de l'empire les Tatars, ses courriers, pour proclamer la guerre sainte et demander au fanatisme ses derniers secours. Les imans enflammèrent dans les mosquées la multitude contre les infidèles; les étudiants sortirent des *médressés* pour prêcher la mort des chrétiens. La guerre commença cruelle sur tous les points. Les janissaires restés à Constantinople voulurent aussi leur part de sang et de butin; et le sultan, dans l'impuissance de réfréner leur rébellion, les laissa se venger par des assassinats. Croyant frapper la religion dans son chef, il fit pendre, le jour de Pâques, le patriarche de l'Église d'Orient, en habits pontificaux, au milieu des applaudissements d'une tourbe sauvage et de juifs, qui traînèrent le pontife dans la fange; le synode entier fut livré à des tourments raffinés, et la mer rejeta en foule les cadavres des chrétiens, qui servirent de pâture aux chiens de Constantinople.

Qu'y avait-il là de commun avec les soulèvements de l'Italie? Comment était-il possible de confondre la cause de Naples et de Turin avec celle de chrétiens insurgés contre des barbares?

La Turquie était plus forte encore que l'on ne l'aurait supposé : elle possédait quinze vaisseaux de ligne, dix-sept frégates, vingt-quatre corvettes et beaucoup d'autres bâtiments plus petits; cent soixante régiments de janissaires, un grand nombre de troupes légères, une riche artillerie, vingt forteresses défendues par quatre-vingt mille soldats. L'Égypte et les États barbaresques devaient combattre pour elle, l'Albanie et la Bosnie lui fournir des soldats intrépides. Sept cent mille Grecs, soulevés contre un si vaste empire, avaient pour eux l'horreur d'une longue servitude et le désespoir. Leurs bricks combattaient sur mer comme leurs bandes sur terre. Aussi les victoires furent-elles féroces comme des vengeances; les

1821. combats et les attentats différèrent peu de ceux qui ont été racontés par Homère ; car il n'y manqua ni les moutons rôtis servis entiers au milieu des héros ni les poëtes aveugles qui les animaient de leurs chants.

Les actes de valeur, de générosité, de cupidité, de terreur offraient réellement matière à d'autres inspirations que celles de ces rapsodes et attendent un autre Homère. Le Crétois Antoine Mélidonius, libérateur de l'île de Jupiter, trouva dans une vallée une foule d'enfants, de jeunes filles, de vieillards turcs qui s'y étaient réfugiés ; il les sauva, et écrivit au pacha de Mégalocastron : « J'ai agi en fils envers vos pères, en père à « l'égard de vos enfants, en frère envers vos femmes : faites- « en de même avec les Grecs prisonniers. » Nicétas, après de riches victoires, envoya à sa femme une tabatière de bois, avec ce billet : « Mes soldats m'ont offert cette boîte et une épée d'un « grand prix ; j'ai donné celle-ci aux primats d'Hydra pour « les besoins de la flotte ; je te fais passer l'autre, à toi qui, après « la patrie, es ce que j'ai de plus cher. » A la bataille de Calatz, Kotiros, cerné de toutes parts par les Turcs, s'écria : « J'avais « soif du sang musulman ; voilà l'occasion d'en faire une or- « gie : que ceux-là me suivent qui pensent comme moi ! Au- « jourd'hui nous ne verrons pas le coucher du soleil ! » Accompagné seulement de vingt-cinq des siens, il tomba sur les Turcs, en renversant tout ce qui s'offrait à lui. Entré dans une maison où il en trouva un certain nombre occupés à s'enivrer, il les tua, et s'y fortifia ; mais, entouré par les flammes, il périt avec ses compagnons.

A l'affaire de Skoullen (1819), l'Étolien Athanase, nouveau Léonidas, fit, avec quatre cent quatre-vingt-quinze hétéristes, le serment de mourir plutôt que de se rendre. Le vizir Ibrahiloff les envoya sommer de déposer les armes : *Qu'il vienne les prendre*, répondit-il. On vit Spiros Alostros panser avec sa chemise une blessure qu'il avait reçue dans la poitrine, et continuer à combattre jusqu'au moment où, épuisé de forces, il écrivit avec son sang un billet à sa mère, dans lequel il la félicitait de perdre un fils pour la patrie. Non loin de lui Sebastopoulo, de Scio, s'élançant des tranchées pour combattre de près, se retranchait derrière un monceau de cadavres, d'où il continua à tirer sur l'ennemi jusqu'à ce qu'il tombât mort à son tour.

En Épire, les prêtres, les moines, les religieuses gardaient les munitions ; les retraites monastiques se peuplaient de pa-

triotes, et des chants de liberté se mêlaient aux hymnes sacrés. On vit reparaître alors chez les femmes les anciens exemples d'énergie, et plus d'une arracha les armes d'un soldat timide pour combattre à sa place. Lorsque Ali-Pacha dirigeait sa fureur contre Souli, Mosco, femme du capitaine Tzavellas, et Caïdo, sa sœur, roulaient des rochers sur les Turcs en chantant les prouesses des leurs et en les excitant à de nouveaux exploits. Au commencement de l'insurrection, Constance Zacharias déploya sur sa maison le drapeau national en signe d'enrôlement; et aussitôt les femmes courageuses du Pentadactylion accoururent pour substituer partout la croix à l'étendard du croissant. Bobolina arma trois vaisseaux, et envoya à l'avant-garde des Hellènes ses deux fils, qu'elle avait élevés en leur rappelant sans cesse qu'ils avaient à venger leur père, tué à Constantinople. Lorsqu'elle apprit leur mort : *Gloire à Dieu*, s'écria-t-elle, *nous vaincrons ou nous mourrons avec la joie de ne pas laisser après nous d'esclaves grecs dans le monde*. Modène Maurogénia, ayant armé un vaisseau pour venger son père, égorgé par ordre de la Porte, souleva l'Eubée, et promit sa main au vainqueur des Turcs. Les Arcadiennes suspendirent à l'autel de la Vierge leurs couronnes nuptiales en se déclarant veuves si la lâcheté de leurs maris laissait la victoire aux infidèles. Les jeunes filles déposèrent leurs toilettes, leurs broderies, leurs fuseaux, dont elles firent hommage aux saints. Bien d'autres n'eurent à montrer leur courage qu'au milieu d'affreux tourments, enfermées dans des sacs avec des chats et des vipères, ou plongées dans des souterrains pour y mourir de faim ou s'y repaître de terre et de charbon. Un Européen qui rendait visite à la femme de Canaris la trouva faisant des cartouches. Comme il lui disait : *Vous avez pour mari un brave. — S'il ne l'avait pas été*, lui répondit-elle, *est-ce que je l'aurais épousé?*

Mais si la valeur commence les révolutions, elle ne suffit pas pour les soutenir et les organiser. Or ce n'était pas tout pour les Grecs que de vaincre les Turcs, contre lesquels la Perse avait pris aussi les armes; il leur restait d'autres ennemis : la diplomatie et eux-mêmes. La Porte s'était obligée envers la Russie, par les traités de 1774, de 1792 et de 1812, à protéger la religion chrétienne ainsi que ses églises, et à faire droit aux réclamations du cabinet russe à ce sujet. La Russie demanda donc alors que les églises détruites fussent relevées, qu'il fût donné satisfaction pour l'assassinat du patriarche et qu'on

l'aidât à rétablir l'ordre dans les principautés de Moldavie et de Valachie, où depuis l'insurrection la Porte n'avait plus d'hospodars, tandis qu'elle y tenait des troupes contrairement aux traités; déclarant, en cas de refus, qu'elle se verrait obligée de prendre parti pour les Grecs insurgés.

La Porte répondit avec hauteur qu'elle était en droit de punir des rebelles; que tels étaient ceux qu'elle avait mis à mort, tels aussi les insurgés. Elle demanda en conséquence qu'on lui livrât ceux qui s'étaient réfugiés sur les territoires autrichien et russe, se réservant alors d'exécuter les traités. En attendant, elle fit visiter tous les bâtiments qui traversaient le Bosphore et les Dardanelles.

C'était un motif suffisant pour recourir aux armes; mais la barbarie semble destinée à servir d'excuse à la Turquie, comme l'ivresse aux violences d'un furieux. Il entrait bien dans les idées religieuses d'Alexandre de prendre les armes et de tomber sur l'empire ottoman, si longtemps convoité par ses prédécesseurs; mais les puissances européennes conçurent des craintes quand elles virent si prochaine la chute de ce colosse aux pieds d'argile. Sans s'arrêter aux promesses de partage, elles s'engagèrent à le conserver, et cherchèrent, en éloignant une rupture avec la Russie, à le réconcilier avec les Grecs.

Les Grecs firent parvenir leurs griefs au congrès de Vérone : « Nous avons, disaient-ils, secoué un joug d'infamie. Que de-« mandons-nous? Que la religion soit libre, que nos femmes « soient en sûreté, que la chasteté de nos enfants soit respectée. « Nous avons versé pour cela des torrents de sang; il n'est plus « possible que nous subissions de nouveau le joug des ennemis « du Christ et de la civilisation. Voudriez-vous arracher la croix « du front de ceux qui se sont rachetés? nous contraindre à li-« vrer de nouveau nos femmes pour les harems, nos fils pour « les bagnes? Non, aucune convention ne sera acceptée par « nous si nos députés ne sont admis à la discuter. Quand bien « même leurs plaintes ne seraient pas écoutées, cet acte vaudra « du moins une protestation; et, ne nous confiant plus qu'en « Dieu, nous recommencerons à combattre, pour mourir chré-« tiens ou pour vivre avec le Christ. »

Ils rappelèrent à Alexandre ses anciens encouragements; ils adjurèrent le pape, comme défenseur des chrétiens, d'intercéder pour eux près des rois de la terre, et de couronner leur martyre de quatre siècles. Mais des rois ligués pour dompter

les révolutions pouvaient-ils appuyer celle de la Grèce? Ils allèrent jusqu'à défendre à Métaxas, porteur des vœux helléniques, de se présenter au congrès, ce qui était plus facile que de lui répondre. Les souverains alliés, montrant au Grand Seigneur les dispositions les plus amiables, l'invitèrent à envoyer un représentant; mais il déclina la proposition. Alexandre hésita entre les anciennes idées de Catherine et la crainte des révolutions; Capo d'Istria le poussait contre les Turcs, Nesselrode le retenait par amour de la paix; Metternich surtout, qui avait pris de l'influence sur son esprit, mit tout en œuvre pour qu'il ne vît dans ce soulèvement des Grecs qu'une « des têtes de l'hydre révolutionnaire (1). » Les Français et les carbonari essayèrent, de leur côté, de rompre la sainte alliance des rois. Il en résulta qu'Alexandre, renonçant à ses propres idées, se concerta avec l'Autriche, désavoua les insurgés, et raffermit le Grand Seigneur. « Il ne peut plus y avoir, disait-il à Chateaubriand, de politique « anglaise, française, prussienne; il faut adopter une politique « générale pour le salut de tous; il faut qu'elle soit acceptée par « les peuples et les rois. C'est sur ces principes que j'ai fondé « la sainte alliance. Le soulèvement de la Grèce est une belle « occasion; et la guerre religieuse contre les Turcs paraîtrait « conforme à mes intérêts et à l'opinion de mon pays. Mais « j'ai cru apercevoir dans les troubles du Péloponèse l'empreinte révolutionnaire, et je me suis abstenu aussitôt. Qu'ai-« je besoin d'accroître mon empire? La Providence a mis sous « mes ordres huit cent mille soldats, non pour satisfaire mon « ambition, mais pour protéger la religion, la morale, la jus-« tice, et pour faire régner les principes d'ordre sur lesquels « repose la société humaine. »

Ces hésitations mêmes, ces déceptions amères contribuaient à exaspérer les esprits et à envenimer les rivalités entre les Grecs. Des jalousies de pays et de personnes empêchèrent Démétrius Ypsilanti de maintenir l'unité de gouvernement et de commandement, comme aussi de mettre obstacle aux excès commis dans les villes dont on s'emparait. Lorsque Alexandre Maurocordato, que les hétéristes avaient proposé comme chef de la conjuration, s'était vu préférer Alexandre Ypsilanti, il en avait conçu un dépit qui le rendait hostile à Démétrius lui-même. Habile dans les intrigues et sachant se plier aux temps,

(1) Voy. l'*Univers pittoresque*, *Russie*, édition de Venise.

il n'épargnait ni ses biens ni ceux de la nation pour acquérir du pouvoir, changeant selon les circonstances ou l'intérêt de son ambition. Ce fut lui qui organisa la Grèce, en lui donnant une administration et un sénat, dont il se fit le président.

1821. 15 octobre. Soixante-dix-sept membres réunis à Épidaure en congrès général sous sa présidence, après avoir assisté à la messe célébrée sur un ancien autel d'Esculape, discutèrent les lois à adopter, et promulguèrent une constitution qui établit un sénat législatif composé de députés élus par les provinces, et un conseil exécutif de cinq membres, annuels tous les deux. Les anciennes lois byzantines furent remises en vigueur; et quant au commerce, le code français devait régir les transactions. La liberté religieuse et l'égalité entre tous les Grecs furent proclamées; le seul mérite devait élever aux emplois; la propriété, l'honneur, la sûreté des citoyens devaient être protégés. Corinthe devint le siége du gouvernement, l'indépendance fut déclarée, 1822. 20 janvier. et il fut dit que « cette guerre n'était inspirée ni par la déma« gogie ni par la rébellion, mais qu'elle était nationale et sainte; « qu'elle avait pour but de réintégrer la Grèce dans tous ses « droits touchant la propriété, l'honneur et la vie. »

Jusqu'alors quiconque déployait un drapeau et entraînait à sa suite une poignée d'hommes résolus avait le titre de capitaine, et faisait le plus de mal qu'il pouvait aux Turcs. On forma désormais des corps nombreux et organisés, soumis à une hiérarchie militaire. Le bataillon des philhellènes se composa d'étrangers. Des fonds de terre furent assignés au lieu de solde, et l'on recouvra ainsi la propriété territoriale.

Scio chercha à demeurer neutre dans le soulèvement, afin de conserver son riche commerce et par crainte du voisinage des Turcs. Ceux-ci lui demandèrent quatre-vingts otages, pour être renfermés, quarante à la fois, dans la citadelle, où ils mirent en outre un corps de troupes qui s'y comporta comme en pays ennemi. Cependant deux mille Samiotes mal armés se jetèrent 1822. 23 mars. sur l'île, plutôt pour la saccager que pour la délivrer. Ils furent commandés par un logothète qui s'intitulait prince de Samos et qui, après avoir mis les Turcs en fuite, institua un gouvernement provisoire. La flotte turque survint, et extermina les habitants, sauf quarante mille, qui furent vendus. Scio ne fut plus qu'un monceau de ruines, où la luxure se donna hardiment carrière. Les derviches ivres exécutèrent leurs danses parmi des milliers de têtes fichées sur des pieux, et les agas se montrèrent

parés de colliers d'oreilles. Mais, au milieu des fêtes, Canaris vint attacher un brûlot au vaisseau du capitan-pacha, qui sauta avec trois mille Turcs gorgés de vin. Au même instant l'étendard de la croix flotta sur la citadelle d'Athènes.

Le sort de Scio prouvait aux Grecs qu'ils avaient tout à redouter des Turcs, et rien à espérer que de leur courage. Les efforts décisifs devaient se faire dans la Morée, qui embrassait vingt-quatre cantons avec neuf cent soixante-cinq villages et un demi-million d'habitants. C'était là que Démétrius Ypsilanti avait dirigé l'effort de la guerre. Il s'y empara de Tripoli et de Corinthe, où éclatèrent d'horribles réactions, qui donnèrent la mesure de l'oppression soufferte. Dix-huit mille Grecs tenaient bloqués dans Nauplie, point extrême de Péloponèse, cinquante-cinq mille Turcs.

Sur ces entrefaites, le château d'Ali-Tébélen fut emporté par les Turcs; mais Ali se retira dans un souterrain rempli de poudre, avec ses trésors et ses femmes, prêt à s'ensevelir sous les ruines avec ses vainqueurs. Ceux-ci, saisis d'effroi, se retirèrent, et lui promirent sa grâce dès que la mèche incendiaire serait éteinte; mais, trahi lui-même après tant de trahisons, il fut assassiné. 1822. 5 février.

La Turquie, enorgueillie de son triomphe sur Ali-Tébélen et de la faveur des puissances, releva la tête contre la Russie, et leurs différends se compliquèrent. Alexandre exigea de ses alliés qu'ils rappelassent leur ambassadeur de Constantinople; mais l'Autriche, par haine des révolutions, et l'Angleterre, dans l'intérêt de son commerce, ne secondèrent pas ses intentions, et persuadèrent à la Porte de nommer des hospodars dans les principautés, en les choisissant parmi les nationaux.

Tout cela n'avait pas ralenti les hostilités, même dans ces deux provinces, et Jassy fut réduite en cendres. Maurocordato se proposait d'étendre l'insurrection en franchissant les Thermopyles pour soulever l'Épire; et, à la tête de deux mille hommes seulement, il alla soutenir les Souliotes. Marc Botzaris le seconda avec sa troupe héroïque; mais, cerné par des milliers de musulmans et redoutant à chaque pas des trahisons, il fut contraint de se retirer vers Missolonghi. Le Grand Seigneur distribua ces contrées à divers officiers, à la condition de les conquérir; et, en attendant, il mit sur pied plus de forces que la Porte en eût jamais réunies. Cent trente voiles partirent de Ténédos, Méhémet-Ali s'apprêta à attaquer Candie; les Barbaresques parcou-

rurent l'Archipel, tandis que les Grecs se disputaient entre eux et se livraient à de déplorables excès. Dram-Ali franchit, à la
1823. Juillet. tête de trente mille hommes, les Thermopyles abandonnées; il prit l'Acrocorinthe, mit les biens au pillage, incendia les maisons et passa tout ce qu'il trouva au fil de l'épée. Les Péloponésiens rassemblèrent leurs troupes sur les hauteurs, et cachèrent leurs récoltes dans les cavernes, en laissant à l'abandon leurs campagnes dévastées; et le gouvernement se réfugia sur un vaisseau. On ne tient un pays qu'autant qu'on tient les hommes. Démétrius Ypsilanti, renfermé dans Argos, arrêta cette avalanche jusqu'à ce que la Grèce eût préparé sa résistance. En effet, Colocotrini coupa la retraite aux Turcs, et, à la tête de huit mille montagnards, il exerça l'autorité suprême. Les Maïnotes et les Arcadiens, qui se levèrent en masse, se joignirent à lui pour harceler les ennemis, qui n'aspiraient plus qu'à sor-
22 août. tir du pays; mais, assaillis aux Thermopyles par Nicétas, surnommé le *mangeur de Turcs*, ils furent taillés en pièces, et Dram-Ali en mourut de chagrin. Les brûlots de Canaris portèrent à Ténédos l'extermination dans la flotte turque, secourue en vain par les Anglais et les Autrichiens, armés contre la croix.

Alors les affaires des Grecs s'améliorèrent : ils dégagèrent Missolonghi, défendue par Botzaris et Maurocordato; ils se rendirent maîtres de Napoli de Romanie, la plus forte place de la Méditerranée, qui leur procura un arsenal et un port, où leur marine devait trouver un abri et le gouvernement un lieu de sûreté.

L'Europe applaudissait à ces héroïques efforts; les rois s'effrayaient. De l'argent, des munitions, des hommes étaient envoyés aux Grecs par les philhellènes; secours souvent interceptés par les croisières anglaises et autres. Les ennemis les plus dangereux ne venaient pas de Stamboul, mais bien de Corfou. Quand les Turcs se trouvaient réduits à l'extrémité et refoulés vers la mer, les bâtiments autrichiens et anglais arrivaient à leur aide, leur fournissaient des munitions, ou les transportaient sur des points plus favorables. En conséquence, les Grecs proclamèrent que tout bâtiment portant des troupes ou des munitions serait passé par les armes. En vain les journaux mercenaires poussèrent des cris d'indignation contre la piraterie des Grecs; une pareille résolution leur valut ce respect que n'avaient pas obtenu leur gloire et leurs infortunes.

Mais déjà les Grecs s'étaient divisés et tournés les uns 1823.
contre les autres. Leurs députés tinrent leur seconde session au milieu des cèdres d'Astros. Ypsilanti y représentait les premiers efforts des hétéristes; Ulysse, la valeur farouche; Colocotroni, les exploits des capitaines; Maurocordato, l'habileté politique; et autour d'eux se pressèrent les héros et les martyrs. Ils décidèrent que le pouvoir exécutif ne pourrait faire de lois, et que la constitution serait modifiée : mesures incertaines, dictées par des jalousies mutuelles et par la manie de dénigrer tour à tour les hommes politiques et les soldats. La victoire avait donné à Colocotroni l'espoir de la présidence; Maurocordato l'ayant obtenue, ils en vinrent aux mains, et firent couler le sang; enfin, le dernier abdiqua. Ypsilanti se condamna à une inaction déplorable; Colocotroni, pour demeurer maître, alla jusqu'à tenter de dissoudre le sénat par la force. De nouveaux dangers ramenèrent la concorde, et Maurocordato fortifia Missolonghi menacée.

Le sultan, s'obstinant à recouvrer cette place et tout le Péloponèse, mit en campagne cent mille hommes et quatre-vingt-dix-huit voiles en mer. Mais Colocotroni battit les Turcs dans la Phocide; l'infatigable Miaulis tint en respect avec sa flotte celle des Ottomans, et Marc Botzaris se montra un nouveau Léonidas. Un de ceux qui accouraient de toutes parts au secours de la Grèce lui disant : *Votre vaillance est admirée dans ma patrie, et nos journaux enregistrent vos faits magnanimes. — Dans mon pays*, répondit-il, *on écrit aussi les faits extraordinaires; et ce sont les noms des lâches seulement qui sont gravés sur le marbre*. L'assemblée nationale lui envoya le brevet de gouverneur général de la Grèce occidentale; informé que ce titre lui était envié par d'autres, il baisa la dépêche et la déchira en morceaux : *Dorénavant*, dit-il, *nous écrirons nos brevets avec notre sang. Que ceux qui veulent mériter celui-là viennent le prendre avec moi dans les tentes de Mustapha.* Il se dirigea alors vers le camp du pacha, dans l'intention de le surprendre, avec deux cent quarante Souliotes, à qui il donna cet ordre : *Si vous me perdez de vue, marchez droit à la tente de Mustapha, vous m'y retrouverez! Dieu nous voit et nous guide.* Et tous répétaient : *Dieu nous voit et nous guide; que Dieu nous soit en aide!*

Ils pénétrèrent, en effet, au milieu des ennemis; et Botzaris devança les plus intrépides, jusqu'au moment où, frappé à

1823. mort, il tomba sur un monceau de cadavres en s'écriant : *Amis, vengez-moi !*

Le célèbre poëte anglais Byron, imbu des préjugés de son pays et de sa caste, blasé par les jouissances et mécontent de tout, proposa enfin à son activité un noble but, et alla combattre pour la Grèce. Bien qu'il arrivât avec une faible suite et peu d'argent, il fut reçu avec enthousiasme, comme La Fayette l'avait été en Amérique. Il dit à Maurocordato : *Si la Grèce veut être comme la Valachie et la Moldavie, elle le peut demain ; si comme l'Italie, après-demain ; si elle veut devenir libre, il faut qu'elle se décide aujourd'hui.*

En effet, il s'en fallut de peu que l'Hellade ne redevînt turque ou ne se changeât en province européenne. Alexandre, chez qui la froide politique avait amorti, sans les éteindre, les élans généreux, proposa aux cours un traité de pacification, qui consistait à diviser la Grèce en trois principautés soumises à la Porte, comme les deux hospodarats : la première comprenant la Grèce orientale ; la seconde, la Grèce occidentale ; la troisième, la Grèce méridionale : on aurait laissé les îles de l'Archipel se gouverner municipalement. Mais, d'un côté, les cabinets européens voulaient que rien ne fût obtenu par l'insurrection ; de l'autre la Porte s'irritait qu'un prince proposât un traité qui lésait les droits d'un autre prince. Les Grecs s'aperçurent qu'ils auraient ainsi prodigué vainement une foule de vies ; et, n'étant pas encore tombés entre les mains des diplomates, ils aspirèrent à l'indépendance. Ils persistèrent donc, et combattirent la quatrième armée dirigée contre eux après en avoir détruit trois. Byron, avec une ardeur qui trouva enfin

1824. 19 avril. à se déployer noblement, leur offrit sa fortune et négocia un emprunt ; mais il mourut presque aussitôt, pleuré de toute l'Europe.

Le sang des braves coulait ; mais il assurait le salut de leur patrie et humiliait l'orgueil de Mahmoud. Les pachas cherchaient à éluder ses ordres ; les janissaires refusaient de s'aventurer sur une terre qui engloutissait ses ennemis. Il ne lui resta plus qu'à s'adresser aux rois de l'Europe, leur demandant d'arracher la croix du front de ceux qui avaient osé secouer son joug de fer.

Méhémet-Ali, pacha d'Égypte, prospérait dans ce pays, où il cherchait à y amener la civilisation européenne en y introduisant les sciences et y faisant lever des cartes. Il avait trans-

planté sur les rives du Nil le coton du Brésil et l'indigo; il établissait des colléges, des télégraphes, des bibliothèques, une imprimerie; il disciplinait les Nègres de la Nubie. Après avoir exterminé les mamelouks, il songea à réorganiser son armée à l'européenne. Comme les Turcs y éprouvaient de la répugnance, et que les nègres périssaient par centaines, il osa armer les *fellahs*, c'est-à-dire les Égyptiens indigènes, qu'il tirait ainsi de la condition d'esclaves. Il alla jusqu'à choisir parmi eux ses officiers, bien que les Turcs en frémissent d'indignation; et son fils Ibrahim, instrument docile, mais intelligent, de son père, aurait fait davantage si Méhémet ne lui eût rappelé qu'ils n'étaient que quinze mille Turcs au milieu d'un peuple entier courbé sous leur joug.

Lorsque éclata le soulèvement de la Grèce, il se tint sur ses gardes, se procurant, à l'aide des télégraphes, de promptes nouvelles, et laissant les chrétiens vivre tranquilles en Égypte, sans avoir recours aux massacres que les Turcs en faisaient partout ailleurs, sans se borner à ne frapper que les Grecs. Il s'occupait toutefois de se préparer à la guerre, et toute l'Europe était persuadée qu'il profiterait de cette occasion pour se rendre indépendant. C'eût été une diversion extrêmement favorable, quand bien même il n'aurait pas fait cause commune avec les chrétiens. Mais la politique des cabinets suggéra au sultan l'idée de mettre aux prises ses deux ennemis, les Égyptiens et les Grecs, de sorte qu'il pût profiter également de la victoire et de la défaite. Le sultan investit donc Méhémet-Ali du pachalik de Morée, et celui-ci chargea Ibrahim de l'expédition qui devait en opérer la conquête. Trente-cinq bâtiments autrichiens et vingt-six vaisseaux anglais transportèrent l'armée qui devait renverser la croix sous l'effort du croissant; en même temps le rusé vice-roi ramassait l'or qu'il destinait à soudoyer des traîtres, misérables dont le nombre ne fut que trop grand durant les guerres de la Grèce.

La Porte, sachant que la principale force des Hellènes était sur mer, dirigea alors ses coups sur les îles grecques. Lors donc que les flottes de Constantinople et d'Alexandrie se trouvèrent réunies, au nombre de trois cents voiles, Mahmoud envoya le 1824.
capitan-pacha contre le petit écueil d'Ipsara, frontière maritime de la Grece, en lui disant : *Attache-le à ton vaisseau, et remorque-le à Constantinople*. L'amiral turc, sachant qu'il y allait de sa tête, mit en œuvre l'audace et la ruse, et, grâce à l'assis-

tance d'un traître, il s'en empara. Mais la citadelle sauta avec ses derniers défenseurs, mêlés aux assaillants; les femmes et les enfants, qui s'étaient réfugiés sur un rocher, se précipitèrent dans la mer en voyant s'avancer les Turcs, enflammés de luxure et de cupidité. La Grèce entière prit les armes : heureux qui pouvait se jeter le premier dans les bricks vengeurs! La flotte turque n'osa les attendre, et Miaulis reprit Ipsara. Ses brûlots et ceux de Canaris ne laissèrent de trêve ni jour ni nuit aux vaisseaux ottomans, si bien que le capitan-pacha, loin de traîner Ipsara à Constantinople, n'y ramena que sa honte. L'Europe applaudit, mais comme à un théâtre : les poëtes chantèrent; les comités philhelléniques recueillirent des souscriptions, et les rois lancèrent des menaces.

Septembre.

Conduriotis, chef actif, prudent et investi du pouvoir exécutif, chercha à maintenir l'ordre, le respect des lois, régla les finances et l'instruction. Colocotroni, au contraire, poussait à la guerre à la tête d'un parti de mécontents, qui en vinrent jusqu'à la révolte; mais il eut le dessous, et fut jeté en prison. Maurocordato crut alors pouvoir dominer, et prit les armes à son tour. Pendant ce temps, la Morée restait sans défense; et Ibrahim, qui y était débarqué, s'emparait de l'île de Sphacteria et de Navarin. On rendit alors à Colocotroni sa liberté et son épée, et il accourut pour défendre Tripolitza, mais en vain. Démétrius Ypsilanti, inactif depuis deux ans, défendait Nauplie, où il fut secondé par le colonel français Fabvier. Le danger suggéra l'idée de se mettre sous la protection de l'Angleterre; et Maurocordato, chef du parti anglais, publia une proclamation dans laquelle il réclamait l'appui de ce gouvernement, qui n'avait jamais soutenu, disait-il, le Koran contre la croix. Ce fut le signal de la désorganisation et de nouvelles dissensions parmi les Grecs.

1825. Mai.

Karaïskakis, voyant la faction anglaise disposée à sacrifier l'indépendance du pays, se fit l'âme d'un parti patriotique qui ne demanda plus qu'au peuple le salut commun, et, prenant le commandement en chef de la Roumélie, il remporta des victoires.

C'est à ce moment que survint la fin mystérieuse de l'empereur Alexandre; et Nicolas, son successeur, moins mystique et moins facile que lui, avait besoin d'occuper au dehors ses armées inquiètes. Les rois d'Europe redoutèrent donc une guerre de ce côté, et eurent recours aux manéges diploma-

tiques. Le duc de Wellington fut envoyé près du czar, et convint avec lui qu'il s'interposerait pour réconcilier les insurgés avec la Porte, en maintenant la Grèce sous la dépendance turque. La Porte et la Russie se réunirent donc en congrès à Akkerman, et la première de ces puissances s'obligea à observer le traité de Bucharest, à respecter les priviléges de la Moldavie et de la Valachie, ainsi que les frontières des deux empires en Asie, et à maintenir aux Serviens les avantages stipulés.

La Porte retira ses troupes des principautés, pour redoubler d'efforts contre les Grecs; et tandis que les Égyptiens soumettaient le Péloponèse, le Grand Seigneur adressait à Reschid, pacha de Roumélie, un ordre ainsi conçu : *Ou Missolonghi, ou ta tête!* Voilà donc encore cette capitale de l'Étolie, sanctifiée par les tombeaux de Botzaris, de Byron, de Kiriacoulis, et dont les tours portaient les noms de Guillaume Tell, de Franklin, de Rigas, redevenue le théâtre de la guerre. — 1826. Mai.

L'armée ottomane, dirigée par des officiers européens, repoussa les forces grecques. Les citoyens étaient pleins de courage, mais ils manquaient de pain; et, réduits à l'extrémité, ils exécutèrent une sortie dans laquelle se mêlèrent les femmes, habillées en guerriers. Un grand nombre périt, parce qu'ils furent trahis; ceux qui étaient restés firent sauter la moitié de la ville avec les barbares qui l'avaient envahie. — Avril.

Les réformes en Turquie ne peuvent être qu'administratives et militaires; elles ne sauraient être morales. Mahmoud avait été élevé dans les idées mahométanes; or, lorsqu'il vit son empire prêt à succomber, il en conclut que la civilisation européenne était meilleure, puisqu'elle était la plus forte : il l'adopta donc sans trop la connaître. Il fit porter ses premières réformes sur l'armée; et, se souvenant de Sélim, son maître, il songea à tirer cent cinquante hommes de chacune des cinquante et une compagnies de janissaires, pour en former des régiments à l'européenne. Les officiers, après avoir entendu la déclaration du muphti, jurèrent de se soumettre, et reçurent des fusils à baïonnette, ainsi que les uniformes; mais bientôt les marmites furent renversées, et les janissaires mirent Constantinople à feu et à sang. Mahmoud, dans sa colère, appela de tous côtés des troupes et de l'artillerie; il déploya la robe du prophète, et, bénissant la foule accourue autour de cette relique, il l'envoya assaillir les janissaires rassemblés dans l'hippodrome. Le fer, le feu, la mitraille furent mis en œuvre — Destruction des janissaires. — 15 juin.

pour exterminer ceux qui avaient été si longtemps les défenseurs et l'effroi de l'empire. Quatre mille d'entre eux furent tués dans une seule nuit et jetés dans le Bosphore; vingt-cinq mille eurent le même sort dans les jours suivants. On égorgea, on noya leurs femmes, leurs enfants, et tout fut anéanti, jusqu'à leur nom.

C'est ainsi que l'Ottoman croyait se faire Européen quand il ne faisait que se couper les nerfs; car il enlevait au peuple sa confiance fataliste, à l'armée cette énergie farouche qui seule pouvait encore lui donner de la force : après cela il ne resta plus que le sentiment de la décadence. Dans un État vermoulu, c'est détruire que de réformer.

L'Europe entière exhalait sa sympathie pour les Grecs, jusqu'à obliger au silence les gouvernements qui s'étaient faits ses adversaires. Mais tandis que les rois discutent, les Turcs égorgent. Les victoires de l'Égyptien en Grèce avaient été chèrement achetées; ne pouvant anéantir les Hellènes par les armes, Ibrahim parcourt le Péloponèse en le ravageant, arrache les oliviers, incendie les récoltes, massacre les habitants désarmés. Tout l'effort des Grecs et des Turcs se concentre bientôt sur Athènes; mais la cause des premiers est compromise par leurs dissensions : ainsi Colocotroni oppose à l'assemblée d'Égine l'assemblée nationale d'Hermione. Les deux Anglais Church et Cochrane, qui avaient combattu pour la liberté dans les diverses contrées où elle avait tenté de paraître, arrivent en Grèce, et, calmant les inimitiés, réunissent les divers partis à Trézène.
1827. 27 mars. On y reconnaît enfin la nécessité de la concorde à l'intérieur et d'un appui au dehors. En conséquence, les commandements et les magistratures sont confiés à des étrangers d'élite, et la présidence est déférée à Capo d'Istria, qui atteint ainsi le but de ses longues et inexplicables menées. On rédige un nouveau
17 mai. *Statut politique*, et Napoli de Romanie est déclaré le siége du gouvernement.

Présidence de Capo d'Istria.

Capo d'Istria, « cédant au besoin d'être utile, sans avoir autre chose en vue, disait-il, que les intérêts de Dieu, des Grecs et de l'humanité, s'était fait violence à lui-même, et avait consenti à être élu président; » mais il mettait à son acceptation quelques conditions que l'on n'osait lui refuser, parce qu'on était persuadé qu'il parlait au nom de la Russie. En même temps il s'adressait à tous les peuples, demandant dans toute l'Europe de l'argent, des amis, la faveur des cours;

prodigue de promesses vis-à-vis des Grecs, tandis qu'il les dépeignait comme des pirates et des barbares auxquels il pouvait seul imposer un frein. Arrivé à Égine, il se trouva entouré de ces chefs énergiques qui n'étaient redevables de leur puissance qu'à leurs exploits et à leur mérite personnel, plus faits pour commander que disposés à obéir. Capo d'Istria, au contraire, voulait dominer, et attendre toutefois les ordres du dehors. Il savait comment se mène un peuple constitué, mais non comment on le crée. Il ne concevait pas que l'on jurât fidélité à une indépendance qui n'existait pas. Il persuada donc aux Grecs, s'ils voulaient obtenir l'ordre et de l'argent par son concours, de suspendre l'acte constitutionnel. Il obtint cette concession, et lorsqu'il se fut fait décréter une autorité entière il s'occupa de donner à la Grèce des routes, des écoles, d'activer la culture; mais il ignorait les lois et les coutumes du pays. Il retint en prison Maurocordato et d'autres hommes qui faisaient obstacle à sa toute-puissance; il s'entoura de ses créatures, refusa les propositions que lui adressait la Porte, par l'intermédiaire de l'Autriche, de pardonner aux rebelles s'ils rentraient dans l'obéissance; et il obtint des subsides de l'Angleterre et de la France. Quant aux Grecs, il ne leur demandait que le silence. 1827.

La Grèce étant donc désormais dans les mains d'un homme, ses destinées se débattirent dans les cabinets des princes, et elle eut autant à espérer de leurs jalousies secrètes que de l'effort de ses armes. Laisser les Grecs recouvrer le sol enlevé à leurs ancêtres était une idée aussi simple que juste, comme celle de substituer à une nation qui se refusait aux intentions pacifiques et civilisatrices de l'Europe une nation qui s'y serait prêtée. Mais les rois craignaient l'exemple d'une révolution heureusement accomplie; en outre ils nourrissaient des projets ambitieux, pour la réussite desquels ils préféraient un empire faible qui leur réservât une proie facile dans l'avenir. Il fut proposé une réunion des cinq puissances, à l'effet de concilier les différends qui existaient entre elles : fort de l'appui de l'Autriche, qui avait déclaré qu'elle ne consentirait jamais à faire descendre le sultan au simple titre de seigneur suzerain des Grecs, le divan répondit que le droit des gens n'admettait pas de négociations de souverain à sujets.

Cependant la France et l'Angleterre conçurent des craintes à l'endroit de la Russie, qu'elles soupçonnaient de vouloir faire tourner les événements de la Grèce à son avantage. Elles signè-

1827. Traité de Londres, 6 juillet. rent donc conjointement avec le czar un traité, dans le but de terminer une lutte, qui entravait le commerce de l'Europe, arrêtant que, si dans un délai d'un mois la Porte n'acceptait pas la médiation proposée, elles se rapprocheraient de la Grèce, et emploieraient tout pour amener une paix nécessaire désormais entre deux peuples fanatiques et acharnés. Ce traité, d'un genre tout nouveau en diplomatie, créait un état de guerre en pleine paix. Les Grecs acceptèrent volontiers cette espèce de reconnaissance de leur indépendance; mais le divan se considéra comme offensé, et s'irrita contre l'Autriche, comme si elle eût manqué à ses promesses.

22 septembre. Les puissances obtinrent un armistice d'Ibrahim-Pacha, à qui son père avait envoyé quatre-vingt-douze voiles sous Navarin. Mais une occasion favorable se présentant, il viola la trêve, et parcourut le pays en dévastant tout. Les amiraux des trois puissances le rappelèrent à l'exécution de sa promesse; Bataille de Navarin. 20 octobre. mais il leur renvoya leur lettre sans l'ouvrir. Alors l'attaque fut décidée : l'amiral anglais Codrington prit le commandement en chef, et la flotte ottomane, foudroyée, fut entièrement détruite.

L'Europe apprit avec étonnement ce coup inattendu; le roi George d'Angleterre le qualifia, dans le discours du trône d'événement malheureux, car l'affaiblissement de la Turquie était tout à l'avantage de la Russie. Cependant la Porte ne s'en montra pas effrayée; elle demanda que la question grecque fût mise à l'écart dans les traités, et qu'on l'indemnisât pour la perte de sa flotte. Les ambassadeurs quittèrent Constantinople, et le Grand Seigneur proclama la guerre sainte. La Turquie ne respectait pas le pavillon russe; elle lui fermait le Bosphore et troublait son commerce avec la Perse. Nicolas lui déclara la guerre en protestant. Ce n'était pas par ambition et pour étendre son territoire, mais pour rendre l'activité au commerce de ses sujets, pour ramener à l'exécution des traités, et assurer la navigation européenne dans le Bosphore. Le czar cependant négociait près du cabinet français pour obtenir sa neutralité, lui promettant non-seulement la Morée s'il obtenait des résultats positifs, mais encore le remaniement des frontières de la France en les portant jusqu'au Rhin, et destinant à la Hollande et à la Prusse des compensations d'un autre côté.

Le divan s'opiniâtra : il énuméra ses griefs contre la Russie,

la dénonçant comme l'instigatrice secrète de la révolte. De quel droit, dit-il, une puissance vient-elle s'immiscer dans le gouvernement intérieur d'une autre et dans ses débats avec ses sujets ? La Russie n'a-t-elle pas déclaré, dans le traité d'Akkerman, que le conflit avec la Grèce était une question intérieure, dont elle ne se mêlerait pas ? Et maintenant elle viole des promesses sacrées. On en vint donc aux armes ; Wittgenstein passa 1828. Mai.
le Pruth avec cent mille Russes. La tactique des Turcs consistait à se retirer devant l'ennemi, pour se concentrer dans les grandes places, où ils combattaient avec beaucoup de résolution. La Russie savait cela par expérience : elle commença par s'assurer des places de Jassy et de Bucharest ; puis elle poussa en avant. Les sympathies des libéraux se portèrent donc, pour la seconde fois, sur l'armée russe. Le Grand Seigneur, redoublant de zèle, multipliait, pour défendre sa cause, les récompenses et les manifestes. La France et l'Angleterre redoutaient de voir tout le mérite et le profit de la délivrance de la Grèce et de la bataille de Navarin demeurer à la Russie ; elles s'arrangèrent donc pour constituer la Grèce sans entrer dans le différend de la Russie avec la Porte. Le hésitations de l'Autriche lui firent perdre toute influence en cette occasion ; Metternich chercha en vain à entraîner la France dans une alliance contre l'ambition menaçante de la Russie. Paskéwitch laissa ses triomphes en Perse, pour tomber sur l'Arménie turque ; mais l'action divisée sur quatre points n'eut de vigueur sur aucun, et les Turcs donnèrent à leurs amis le spectacle d'une énergie dont on ne les aurait plus jugés capables. Enfin, les trois puissances se décidèrent à envoyer une armée ; la France se chargea de chasser Ibrahim de la Morée ; Codrington convint avec Méhémet-Ali que les Grecs emmenés en esclavage sur les bords du Nil seraient restitués ; de plus, qu'il ne tiendrait de garnison en Morée que dans cinq places fortes ; et la péninsule devint libre.

L'Angleterre ne voulait rien faire perdre de plus à la Turquie ; la France, libérale à demi, voulait davantage pour la Grèce ; mais le Grand Seigneur persista obstinément dans ses refus, et les puissances se virent dans l'impossibilité d'empêcher l'expédition russe. Le général Diébitch prit le commandement de vingt-quatre mille hommes, qui, protégés par deux flottes postées inopinément aux flancs de Constantinople, s'avancèrent par le Balkan. La Porte leur opposait cent quatre- 1829. Février.

1829. vingt mille hommes, recrues novices en face de vétérans, et à qui la discipline européenne, récemment introduite dans leurs rangs, montrait le péril sans leur enseigner à l'éviter : en même temps les ulémas répandaient parmi le peuple le bruit que Mahmoud, ayant violé le Koran par ses réformes, ne pouvait espérer la victoire. Reschid-Pacha, le vainqueur d'Ali-Tébélen, défendit le Balkan avec acharnement ; mais l'aigle russe n'arrêta son vol que sur Andrinople, la seconde capitale
20 août. de l'empire. De son côté, Paskéwitch avait traversé le Caucase
9 juillet. et attaqué Erzeroum, qui tombait en son pouvoir.

C'en était fait de Constantinople si la diplomatie de la France et de l'Angleterre n'avait arrêté Nicolas. Le divan, perdant tout espoir, se résigna à concéder l'affranchissement de la Grèce, à renouveler les anciens traités avec la Russie, à lui accorder la liberté de la navigation dans la mer Noire et à indemniser son commerce des pertes qu'il avait éprouvées, sous la condition que l'intégrité de son territoire en Europe et en Asie serait conservée. Cependant, au moment de conclure, il hésita encore ; toutefois, les Russes continuant à menacer de l'épée tout en offrant la paix, et Constantinople faisant redouter un
14 septembre. soulèvement, le Grand Seigneur se décida à signer le traité d'Andrinople.

Aux termes de ce traité, les principautés de Moldavie et de Valachie étaient rendues à la Porte, sauf aux hospodars à régler librement les affaires intérieures. Elle recouvrait aussi les places de la Roumélie et de la Turquie d'Asie, à l'exception de quelques-unes que la Russie se réservait comme sûreté. Le passage des Dardanelles dut rester libre pour les bâtiments de toutes les puissances en paix avec la Porte ; elle s'engagea à payer cent trente-cinq millions pour indemnités et dépenses de guerre, et souscrivit d'avance à ce qui serait décidé par une conférence qui devait siéger à Londres pour la pacification de la Grèce.

La Russie s'assurait ainsi le commerce de la mer Noire et de bonnes frontières du côté de la Perse et de la Turquie, avantage d'autant plus important pour elle qu'elles la séparent de la première, et lui laissent le passage ouvert sur le territoire de l'autre.

La France et l'Angleterre, qui enviaient à la Russie la gloire de décider du sort de la Grèce, cherchèrent à y participer en émancipant tout à fait ce pays, qui, si on le rattachait à la

Turquie, ne saurait plus avoir ni paix ni prospérité, sauf à ménager la Porte en resserrant les limites de ce nouveau royaume. Il fut donc décidé que la Grèce formerait un État libre, ayant pour frontière une ligne tirée de l'Aspropotamos au Sperchius, en laissant ainsi à la Porte l'Acarnanie et une partie de l'Étolie; que son gouvernement serait monarchique; qu'il serait accordé une amnistie entière, et que ceux qui voudraient quitter le pays auraient une année pour vendre leurs biens.

La Grèce, se croyant en droit de faire entendre sa voix dans une assemblée où son sort se décidait, représenta que les frontières qu'on lui assignait n'étaient pas susceptibles d'une défense suffisante; que c'était une dérision d'appeler Grèce la Morée et la Livadie (le Péloponèse et l'Hellade) quand on en détachait les provinces les plus populeuses, l'Épire, la Thessalie, la Macédoine. La Crète, Samos, Ipsara, Scio, théâtres d'exploits glorieux, se plaignirent d'avoir à retomber sous le joug des Turcs; enfin la Grèce voulait un roi qui professât la même religion qu'elle. 1830.

Capo d'Istria, qui conservait, sans le laisser voir, sa prédilection pour la Russie, protectrice naturelle, selon lui, de la liberté grecque, vit de mauvais œil le choix s'arrêter sur le prince Léopold de Cobourg, candidat de l'Angleterre. Il représenta à ce prince qu'il n'avait pas été dit un mot de constitution; que dès lors les alliés voulaient ou soumettre le pays au gouvernement despotique, ou laisser au nouveau prince, qui certainement n'avait pas l'intention de régner sans formes légales, le fardeau dangereux de lui donner des institutions sages et libérales (1). Il lui dépeignait en même temps la condition misérable du pays et la nécessité d'y apporter des sommes immenses; de sorte que Léopold refusa le sceptre qui lui était offert, ne voulant pas commencer par la servilité envers les cours et la tyrannie envers les peuples. Des événements, que l'avenir recélait encore, devaient aider à résoudre la question.

(1) Parmi tant d'ouvrages, voyez les *Lettres* du C. CAPO D'ISTRIA; *De l'état actuel de la Grèce*, par FRÉDÉRIC THIERSCH; et l'*Histoire pragmatique de la régénération nationale et politique de la Grèce jusqu'à l'avènement du roi Othon*, par G. LUDOVIC KLUBER (allemand).

CHAPITRE XXI.

AMÉRIQUE. — LES COLONIES.

Le contre-coup des événements européens se faisait sentir dans les colonies, où se reproduisait la fureur de nos guerres et où grandissaient les idées agitées parmi nous. Elles s'y enracinèrent même plus solidement, et s'y trouvèrent en pleine vigueur alors qu'elles succombaient en Europe.

États-Unis. Dans le siècle précédent, l'Amérique septentrionale avait accompli sa révolution, dont elle recueillait maintenant les fruits. La population, qu'un accroissement extraordinaire eut bientôt quadruplé, s'adonna avec succès à l'agriculture ; les forêts plus profondes traversées de longues routes lui fournirent des matériaux et des navires à l'aide desquels elle tirait parti de la position si favorable du pays pour le commerce maritime. Aucune douane n'y entravait l'exportation des denrées, et le droit établi sur les marchandises importées était restitué lorsqu'elles sortaient de nouveau. Le commerce put donc y lutter avec celui des nations les plus florissantes, qui bientôt accordèrent aux États-Unis les traités les plus favorables. La France d'abord (1778), et après la France les Pays-Bas (1782), la Suède (1783), la Prusse (1785), l'Espagne (1795) stipulèrent avec eux des conventions très-libérales ; l'Angleterre elle-même, alors en guerre avec la France (1794-95), fit un traité avec eux pour régler les limites de leurs possessions respectives, et leur accorda la faculté de commercer librement dans ses colonies occidentales avec des bâtiments de soixante-dix tonneaux et de naviguer dans ses possessions d'Orient. Quant aux droits des pavillons neutres, à la contrebande et au blocus, les principes anglais furent réciproquement adoptés.

Les bâtiments des États-Unis parcoururent donc toutes les mers durant les guerres de la révolution ; mais comme il leur manquait une marine militaire, ils ne pouvaient se soustraire aux avanies, devenues alors une nouvelle espèce de droit. L'Angleterre prétendant visiter les navires couverts de leurs pavillon, ils s'y soumirent ; mais la France déclara qu'elle ces-

serait de respecter ceux qui auraient souffert une semblable humiliation.

L'Angleterre elle-même prit ensuite ombrage de ses anciens sujets, devenus ses rivaux, et défendit aux marins anglais de servir sur les bâtiments américains, ce qui fut pour ceux-ci une grande diminution de forces.

Elle voyait aussi de mauvais œil les Américains commercer avec les colonies des États européens. En effet, la prohibition du commerce direct des colonies avec l'Europe s'étant relâchée en 1794, les Américains pouvaient y transporter les denrées des tropiques, introduites dans leurs ports depuis que la guerre était recommencée (1803), et elle se demandait ce qu'il fallait entendre par des importations de bonne foi.

En 1805, les Anglais, prétendant exercer le droit de visite sur les neutres, commencèrent à capturer les bâtiments des Etats-Unis; mais ceux-ci, pour éviter la guerre, prirent la résolution inouïe de suspendre volontairement leur navigation. Enfin, il fut convenu que le commerce avec les colonies ennemies ne pourrait se faire que par l'entremise des ports francs appartenant aux Anglais dans les Indes occidentales. On renouvela les traités de 1778, en se restituant mutuellement les prises, et l'on admit le principe de la neutralité, proclamé par la France.

Cependant les Américains s'efforçaient de devenir puissance maritime, et l'occasion s'en offrit bientôt. Quand l'Espagne céda la Louisiane à la France, le sénateur Ross, de la province de Pensylvanie, s'exprima en ces termes : « Puisqu'un traité so- 1800. 1er octobre.
« lennel est violé, n'hésitons pas à occuper un pays sans lequel « la moitié des États ne saurait subsister. Les populations oc- « cidentales sont impatientes de se faire justice; et si l'on don- « nait aux Français le temps d'arriver, les Américains de cette « contrée refuseraient les taxes à un gouvernement trop faible « pour pouvoir les protéger. Il est temps désormais de montrer « que la balance de l'Amérique est en nos mains; que nous « sommes, dans cette partie du globe, la puissance domi- « nante; que notre adolescence est finie, et que nous entrons « dans l'âge de la force. »

C'était un défi jeté au vieux monde. Pour le moment toutefois les États-Unis restèrent en repos; mais bientôt Napoléon, ne pouvant protéger la Louisiane contre l'Angleterre, la leur céda moyennant quatre-vingts millions, avec ses dépendances, 1803.
telles qu'elles étaient sous la domination de l'Espagne. Ce

beau pays, encore sauvage, situé au centre du Nouveau Monde et traversé par le plus grand fleuve de la terre, navigable dans une longueur de douze cents lieues, ne comptait que soixante-cinq mille habitants; mais les Américains y appliquèrent aussitôt leur travail et leur intelligence; et ils y introduisirent par
1764-1836. degrés leur constitution, en conservant les lois anciennes. Édouard Livington, qui avait vu la révolution américaine, y fut envoyé pour organiser un gouvernement provisoire. Après avoir défendu la Louisiane, de concert avec Jackson, contre une tentative des Anglais, il lui donna un code où il introduisit des améliorations précieuses, abolit la peine de mort, sauf dans les cas de meurtre, et fonda le système pénitentiaire, adopté depuis par plusieurs États. Le territoire de la république se trouva doublé par cette adjonction, qui lui donna, avec le Mississipi et le Missouri, la domination dans le golfe du Mexique. Son commerce s'en accrut prodigieusement, surtout avec l'Espagne, par la frontière de la Louisiane et de la Floride occidentale, de même qu'avec celle du Nouveau-Mexique.

Le territoire s'étendit donc jusqu'à l'embouchure de la Colombia, dans le Grand Océan; et l'on pouvait prévoir déjà que les deux Florides, n'étant plus resserrées par les colonies espagnoles, y seraient bientôt réunies. En effet, les États-Unis, ayant plus tard beaucoup à réclamer de l'Espagne pour dommages causés par ses corsaires, conclurent avec cette puis-
1819. 22 février. sance un traité par lequel ils se chargèrent de sa dette, moyennant la cession des Florides, ces provinces, longtemps ambitionnées par les Nord-Américains, parce qu'elles facilitaient leur commerce avec Cuba et avec le Mexique, en même temps qu'elles protégeaient leur frontière méridionale, et leur fournissaient des bois de construction.

Le nombre des États s'accrut ainsi de dix-sept à vingt-deux, la population de six à onze millions et le revenu de douze à quatorze millions de dollars. Ils ne changèrent point leur constitution; mais ils continuèrent à effacer les traces du système colonial, et à améliorer les statuts particuliers, en sentant toutefois le défaut de centralisation. Aussi les factions y étaient-elles nombreuses : les démocrates l'emportaient au midi et au centre, dans les contrées favorables au système agricole; les fédéralistes, plus portés au système commercial, étaient en force dans le nord; ce qui fit que, dans les luttes entre l'An-

gleterre et la France, les premiers penchaient pour celle-ci et les seconds pour la Grande-Bretagne.

La guerre européenne étant devenue une guerre de commerce, il était impossible qu'elle n'enveloppât point un pays dont le commerce est la vie. Les entraves qu'y apportaient les Anglais 1808. 23 avril. le déterminèrent à prohiber certaines marchandises britanniques. Napoléon crut devoir déroger, en faveur de l'Amérique, à plusieurs des rigueurs de son système continental; cette 1812. puissance tendit donc à se rapprocher de lui, et finit par se brouiller avec l'Angleterre.

Le fédéralistes et les démocrates, la guerre une fois déclarée, se réunirent contre l'ennemi commun, et combattirent avec des troupes peu considérables sur leurs frontières, principalement sur celles du Canada, et avec un petit nombre de vaisseaux. Les Américains acquirent de la gloire dans cette guerre, qui continua même dans ces contrées quand elle finissait en Europe. Mais si la Nouvelle-Orléans fut courageusement défendue, 1814. 24 août. la capitale même de l'Union vit les Anglais expédier contre elle Cochrane et Ross, qui l'incendièrent. Cependant l'Angleterre, craignant qu'une des puissances ne vînt à prendre parti pour les Américains, se décida à conclure la paix à Gand. Les frontières 24 décembre. du côté du Canada furent déterminées dans le traité; chacune des parties restitua ses conquêtes et s'obligea à abolir le commerce d'esclaves, mais en laissant indécise la question principale, c'est-à-dire celle du droit de visite.

La droit maritime des États-Unis consiste dans une stricte 1817. 1er mars. réciprocité. L'acte de commerce défend l'introduction de marchandises étrangères autrement que sur bâtiments nationaux, ou provenant de pays dont le sol ou les manufactures les aient produits, pourvu toutefois que ces pays acceptent le même principe. Ils ont stipulé avec l'Angleterre la franchise ré- 1815. 3 juillet. ciproque du commerce et des droits, le libre trafic dans les ports anglais des Indes orientales, à l'exception du cabotage, pourvu que le transport ait lieu directement dans un port américain.

Les Nord-Américains ont augmenté par la guerre leur dette publique; mais ils ont affermi l'Union en éteignant les partis au moment du danger commun. Quand le commerce extérieur fut interrompu, ils établirent des manufactures et des fabriques; la marine devint bientôt le soin principal du gouvernement, et à peine la paix eut-elle rouvert les mers que leur pavillon se montra partout.

Les habitudes que l'esclavage engendre dans les pays du sud y altèrent les sentiments, les mœurs et les relations sociales : elles favorisent les penchants aristocratiques inconnus au nord. Il n'y a point d'esclaves dans les États septentrionaux; aussi l'émigration y afflue; le commerce, la navigation, l'industrie y prospérèrent-ils à ce point que le gouvernement eut l'idée un moment de restreindre le nombre des manufactures. L'Angleterre ayant frappé de taxes très-lourdes l'importation des grains du centre et de l'occident, des bois du nord et du riz du sud, les États-Unis lui rendirent la pareille en imposant ses produits. Mais les pays agricoles du sud, beaucoup moins avancés, se récrièrent sur le renchérissement des objets manufacturés, dont profitaient seuls les pays industrieux, tandis que les cotons, leur unique richesse, étaient frappés d'exclusion. Ils refusèrent donc, en vertu de leur droit particulier de souveraineté, de se soumettre à la décision du congrès, qu'ils déclarèrent inconstitutionnelle. La constitution n'avait pas prévu le cas d'une résistance pareille : on pouvait donc redouter un bouleversement; mais, sur ces entrefaites, les pouvoirs du président Adams venant à expirer, il fut remplacé par le général Jakson, représentant de l'opinion populaire, qui proposa d'alléger le tarif, onéreux pour les agriculteurs.

Quoique soldat et héros de la révolution, Washington détestait l'esprit soldatesque et démagogique : bien éloigné de songer à une aristocratie foncière, trop opposée aux idées de ses compatriotes, il voulait presque le suffrage universel, mais avec la pensée d'éclairer assez le peuple pour que les élections pussent se faire conformément à l'intérêt public. Cette modération ne fut pas le partage de Jakson, homme audacieux, infatigable, au coup d'œil prompt, à la volonté et au corps de fer, caractère loyal et patriote aussi ardent qu'actif. Il avait combattu les Anglais en 1812 et 1813, toujours avec intrépidité, mais non pas toujours avec habileté; et, comme il arrive dans les démocraties, le succès militaire lui donna une grande popularité. Jusqu'alors les présidents avaient été fédéralistes, les démocrates arrivèrent avec Jackson au pouvoir. Répudiant les vertus paisibles des héros de l'indépendance, il visa à l'agrandissement, à la conquête, qui peut sans doute faire prévaloir, dans ce vaste continent, la race britannique; mais qui peut aussi mettre en danger cette liberté que la modération de Washington avait fait respecter et honorer. Incapable de to-

Jakson. 1767-1845

lérer les lenteurs du suffrage universel, il agit dictatorialement, mit à l'écart les ménagements dont on avait usé jusque-là, employa le despotisme, envahit la Floride en pleine paix, proclama des théories démocratiques à l'excès, et faussa la constitution fédérale, qui avait besoin d'être remaniée avec délicatesse pour résister à la démagogie.

La Caroline du Sud (1832) ayant aboli le tarif de douanes établi par le congrès, Jackson se prépara à l'attaquer; mais on parvint à le calmer. Alors il fit la guerre à la banque, encore par réaction contre la centralisation.

Les billets de banque payables au porteur facilitent la circulation sans avilir le numéraire, pourvu qu'ils représentent des valeurs réelles; mais s'ils sont multipliés et fractionnés sans mesure, ils deviennent une espèce de droit de fausse monnaie. Il importe donc que ce privilége soit maintenu sous la juridiction publique. Banque.

Dès l'origine, on songea en Amérique à gouverner le crédit général au moyen d'une banque centrale, soutenue et modérée par l'État. Celle de Philadelphie, dite banque des États-Unis, fondée en 1760, au capital de dix millions de dollars et pour vingt et un ans, eut en dépôt les revenus du gouvernement fédéral. Elle acquit, en faisant valoir ses fonds, la supériorité sur celles que l'exemple avait fait instituer partout, jusqu'au nombre de quatre-vingt-huit, au capital total de quarante-deux millions de dollars. Mais comme la banque de Philadelphie seule pouvait faire le change dans toute l'Union, elle fit la loi aux opérations des autres en leur ouvrant un crédit ou en le leur retirant. Elle fut d'un grand secours, surtout lorsqu'au temps de la guerre continentale les Américains se trouvèrent avoir en main le commerce du monde entier; mais quand la banque de Philadelphie fut supprimée à l'expiration de son terme, l'accroissement exagéré des banques particulières et la paix qui survint produisirent en 1814 une première crise qui fut telle que les banques du sud et de l'ouest suspendirent leurs payements. On songea à remédier au mal en rétablissant la banque centrale au capital de trente-cinq millions. Cette institution reprit les payements en espèces, moyennant un traité avec les différentes banques, auxquelles elle accorda des facilités de crédit, à condition qu'elles s'obligeassent à restreindre l'émission de leurs billets. Mais la précaution ne dura pas, et le désordre s'accrut au point qu'une crise générale eut lieu en 1837. Neuf 1816.

cents banques, qui avaient acquis une espèce de puissance politique, étaient alors en activité; on avait entrepris des spéculations insensées et exagéré les travaux publics en détournant les capitaux de leurs applications véritables, c'est-à-dire du commerce et de l'agriculture.

Jackson craignait, avec ses idées démocratiques, qu'il ne se formât une aristocratie de grands capitalistes, destinée à devenir l'arbitre du commerce et de l'industrie. En conséquence, il fit retirer les fonds publics de la banque centrale, et ensuite abolir son privilége, en l'obligeant à payer en numéraire les droits de douane et les taxes pour concessions de terre, ce qui détruisit la confiance. Les fonds passèrent alors dans les caisses des États particuliers, qui n'en payent point l'intérêt; et l'on vit éclater les conséquences d'une concurrence sans limites, sans règles et d'un crédit sans fondement. Il s'ensuivit une banqueroute générale, et une secousse fatale à la fortune publique, mal irréparable si le sol et le génie spéculatif des habitants n'eussent offert des dédommagements à ceux que cette catastrophe avait frappés.

Sous le rapport politique, l'abolition de la banque fortifia les gouvernements particuliers, représentants de la démocratie, qui étouffa l'aristocratie dans son berceau. La crise une fois passée, l'expérience ramena à des modes plus réguliers et plus sages : aujourd'hui la banque de Pensylvanie, qui a obtenu le renouvellement de son privilége, conserve la prépondérance de ses immenses capitaux.

Le fait est que, même au milieu de ce désordre, le crédit avait produit dans le pays une immense propriété matérielle. Les villes des États-Unis n'ont plus à craindre d'être bombardées par l'ennemi; car vingt-deux mille bouches à feu protégent le littoral, et les chemins de fer, plus nombreux que partout ailleurs dans ces pays vierges, où l'on trouve du bois et du fer en abondance, facilitent le transport des troupes. Il a été établi que l'armée pourrait être portée de douze à cinquante mille hommes; elle a derrière elle une milice nationale de dix-huit cent mille citoyens et les redoutables chasseurs des forêts de l'ouest. Les douanes rapportent au gouvernement fédéral cent quarante millions de francs au moins.

La race blanche, et principalement la race saxonne, joue le premier rôle dans le prodigieux accroissement de la population américaine. Le mode de gouvernement permet à l'individu le

développement le plus complet de son activité; il encourage les entreprises les plus hardies, ce qui produit ce progrès merveilleux.

L'instruction n'est nulle part aussi répandue. On comptait dans le pays, en 1842, quarante-sept mille deux cent neuf écoles primaires, cinq mille deux cent quarante-deux académies, cent soixante-treize colléges et universités, dont quelques-unes n'ont toutefois que des écoles de médecine, de droit ou de théologie; on y compte au moins seize cents journaux affranchis de droits et de cautionnement. Les expéditions scientifiques des États-Unis rivalisent avec celles des puissances de l'Europe. Ils ont renoncé aux colo[illegible]utre-mer depuis les deux tentatives malheureuses fait[illegible]iannes et à Noukahiva; et, en punissant inexorablem[illegible]tats des pirates, ils s'épargnent la nécessité de [illegible]r commerce à l'aide d'une flotte. Leurs expéditions [illegible]avec celles de l'Angleterre, et leurs baleiniers l'emportent sur les baleiniers anglais. La navigation à vapeur, qui a commencé dans ces contrées, y a pris un immense développement.

On y comptait à peine, en 1803, quatre filatures de coton; il y en avait, en 1841, douze cent quarante; elles produisaient, en 1814, vingt mille kilogrammes; le résultat, en 1841, s'élevait à quarante millions. Aussi la valeur de cette exportation, qui, en 1826, ne dépassait pas cinq millions et demi, s'élevait, en 1841, à dix-huit millions.

La dette fédérale, qui, en 1790, était de soixante-dix-neuf millions de dollars, et qui en 1816, par suite de la guerre avec les Anglais, s'était accrue jusqu'à cent vingt-sept, était tout à fait éteinte en 1834, bien qu'on n'employât à l'amortissement que le produit des droits d'entrée, des biens domaniaux et de la vente des territoires de l'ouest non encore colonisés : tant les gouvernements à bon marché ont de ressources (1). Les États particuliers ont aussi leurs dettes, dont le total monte à deux cents millions de dollars; mais ils sont représentés par des ouvrages d'une grande utilité, tels que les chemins de fer, sur une étendue de trois mille cent lieues, évalués à cent quatre-vingt-six millions de dollars et treize cents lieues de canaux navi-

(1) Le traitement du président est de vingt-cinq mille dollars; celui du vice-président, de cinq mille. Les Américains ont contracté depuis une dette de dix millions, au moyen d'un emprunt remboursable.

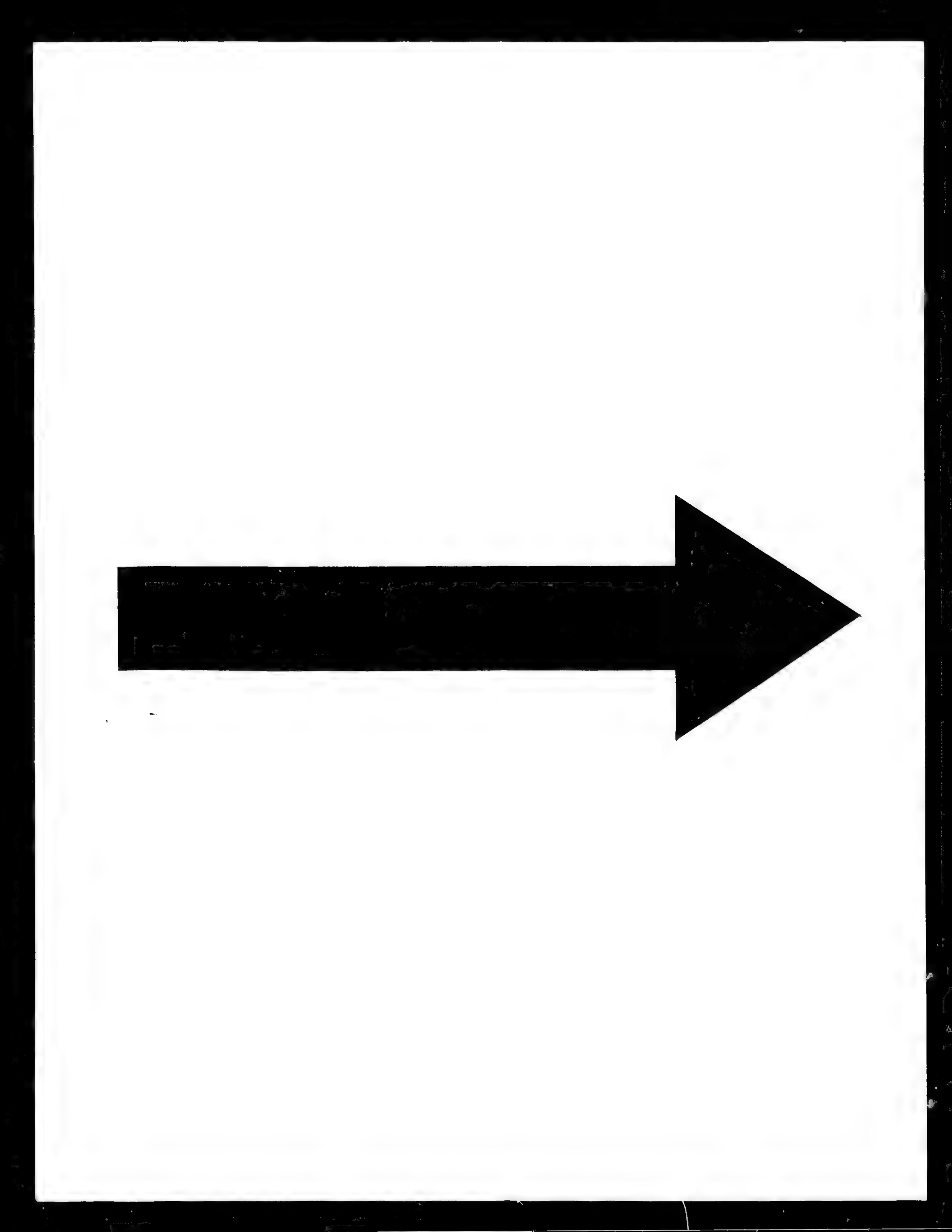
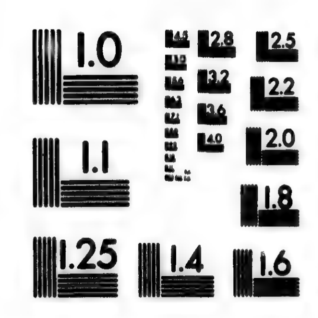


**IMAGE EVALUATION
TEST TARGET (MT-3)**



6"



gables, dont un seul, celui d'Érié, a coûté vingt millions de dollars. En même temps des villes nouvelles s'élèvent de toutes parts, et huit cents banques entretiennent l'activité du commerce et de l'agriculture.

Comme dans toutes les confédérations, les intérêts des uns sont en opposition avec ceux des autres, et le pouvoir central n'a pas assez de force pour changer l'antagonisme en une active émulation. Les États manufacturiers et commerciaux du nord-est ont aboli l'esclavage; ceux du sud le regardent comme nécessaire. Ceux de l'ouest déploient une activité hardie et infatigable; aussi voit-on chaque année un village pousser en avant, en gagnant sur les Indiens et sur les forêts. Le nord-est possède les meilleurs ports, avec de vastes cités d'une population pressée, des canaux, des routes, des écoles, des banques. Dans le sud, il y a peu de villes; les campagnes y sont mal cultivées, et l'on n'y rencontre que l'habitation du maître, entourée des huttes des esclaves. Dans l'ouest on y voit moins de villes encore, mais des villages en plus grand nombre; et la population y est doublée en vingt ans.

Comment éviter la collision au milieu d'un tel manque d'équilibre? Aussi ceux qui sont contraires à cette liberté nous montrent-ils la faiblesse du pouvoir fédéral en présence des États, leur peu de dépendance à son égard, le désordre des finances et la fluctuation de la politique, qui ne peut entrer dans la voie de la modération.

Les démocrates se sont soutenus jusqu'à ce jour; mais de leurs rangs sont sortis les *wgihs*, parti conservateur, qui croit nécessaire de maintenir au moins les faibles liens qui rattachent les divers États. Bien que la liberté religieuse existât dans ce pays dès l'origine, les semences de fanatisme qu'y avaient portées les premiers colons se sont développées en exagérations mystiques, ce qui donne souvent à ces associations un air de contrainte et de bigoterie, que l'on peut excuser tant qu'il ne conduit pas à l'intolérance. Mais à côté de ces abus de la croyance grandit l'incrédulité. En même temps que la nouvelle secte des *mormons* produisait une Bible qu'ils prétendaient plus ancienne que celle des chrétiens et fondait des villes sous la direction de Joseph Smith, il se constituait à New-York une congrégation d'*athées*, qui se réunit tous les dimanches pour nier l'existence de Dieu. En outre, la philosophie d'Émerson est là pour montrer que les Nord-Américains ne sont pas

moins hardis pour explorer les déserts de la pensée que ceux de la nature.

Quand la révolution française menaçait de bouleverser l'Europe, Pitt crut utile de fortifier la domination anglaise dans le Canada. Instruit par l'exemple des États-Unis, il le partagea en deux provinces, avec un sénat et une assemblée populaire, dont les bills eurent force de loi si le roi laissait passer deux ans sans les approuver. Il accorda au pays l'*habeas corpus*, le jury, et le vote de l'impôt. Canada. 1791.

En conséquence, le Canada et la Nouvelle-Écosse restèrent fidèles à l'Angleterre durant la guerre continentale; plus tard ils réclamèrent de nouveaux droits et la liberté des cultes contre l'intolérance anglicane. Les châtiments que l'Angleterre est contrainte d'infliger aux artisans de révolte font incliner les esprits vers la confédération anglo-américaine. La perte de cette contrée serait très-dédommageable pour la Grande-Bretagne, qui en tire d'immenses approvisionnements en bois de construction, en viandes salées et en farines, ainsi que des matelots aguerris.

Nous avons déjà dit combien la révolte d'Haïti avait coûté de sang (1). Le roi Christophe répandit la civilisation dans la partie méridionale de cette île, où il établit des écoles, des fabriques, des fonderies. Péthion, son rival, qui dominait dans le sud, craignant que les nègres n'allassent se joindre à son ennemi, les entretenait dans la paresse, opposait la licence au despotisme, et se montrait indulgent, même à l'égard des crimes; puis, ayant remanié la constitution, il institua en sa faveur la présidence à vie. Saint-Domingue. 1816.

A sa mort en 1818, Boyer, sa créature et son successeur, suivit ses traces. Il conclut avec la France un traité par lequel il achetait à prix d'argent la reconnaissance de la république. Puis, Christophe s'étant tué (1820), l'île entière forma la république une et indivisible d'Haïti, qui fut reconnue par la France moyennant l'indemnité stipulée (2) sous la présidence de Boyer. Il continua à gouverner l'île despotiquement, jusqu'au moment où, les élections s'étant faites dans le sens radical, il en sortit une nouvelle révolution. L'armée populaire étant restée victorieuse, Boyer fut réduit à fuir, après vingt ans de pré- 1822. 28 janvier. 1843. Janvier.

(1) Voy. page 179.

(2) Fixée d'abord à 150 millions de francs en 1825, elle a été réduite à 60 en 1838.

sidence, considéré par les uns comme un Washington, dénigré par les autres pour avoir maintenu le peuple dans l'ignorance, affaibli le pays, désolé les villes et laissé les champs sans culture. D'après la nouvelle constitution, aucun blanc ne put obtenir les droits de citoyen, réservés seulement aux Africains, aux Indiens et à leur descendance; elle accordait du reste la liberté de la presse et les autres droits habituels, avec des écoles gratuites. Le pouvoir passa successivement dans les mains de plusieurs chefs, jusqu'au jour où Faustin Soulouque, le dernier, se déclara empereur (1849). Mais la paix est loin de régner dans le pays; et cette colonie, autrefois si florissante, aujourd'hui pauvre, inculte, déserte, produit à peine de quoi nourrir ses habitants, toujours ivres de vin et de tabac. La liberté ne s'improvise pas.

Durant la guerre contre Napoléon, où l'Angleterre déploya cette puissance qui devait mettre au-dessous d'elle tous les États possesseurs de colonies, l'autre hémisphère se trouva aussi ébranlé; et la secousse produisit l'un des événements les plus remarquables de notre siècle, à savoir l'émancipation de l'Amérique méridionale.

Colonies méridionales.

Les colonies y avaient été en déclinant par suite de l'avidité qui portait les souverains à les sacrifier aux intérêts de la métropole et à en tirer le plus possible. Les métropoles elles-mêmes, à l'exception de l'Angleterre, n'eurent pas soin de proportionner la marine à l'accroissement de leurs possessions. Le Portugal et l'Espagne surtout diminuèrent le nombre de leurs vaisseaux, quand leurs établissements d'outre-mer eurent pris le plus d'extension. Puis, tout en demandant à ces pays d'immenses avantages, on les g[illegible] avec une négligence étrange : on songeait à les agrandir p[illegible] qu'à les faire prospérer; on les donnait en fief, on les vendait. On ne s'inquiétait pas, pour les gouverner de la nature des peuples qui les composaient. Personne ne s'occupait de former des médecins, des administrateurs, des instituteurs, des ouvriers pour les colonies; on y envoyait l'écume de la nation; on y déportait les malfaiteurs, on y laissait le champ libre au fanatisme. Le Brésil doit sa population aux juifs, persécutés dans le Portugal; les seuls Castillans, c'est-à-dire du pays le moins peuplé et le moins industrieux de la péninsule hispanique, pouvaient passer de l'Espagne en Amérique. Ce serait nous répéter que de rappeler ici les lois absurdes de pro-

tection, les priviléges, les exclusions qui retenaient un géant dans les langes.

De plus, on prétendit reproduire dans les colonies l'administration de la métropole, bien qu'elles différassent essentiellement de civilisation, d'origine, de position et de produits. Le Canada, cinq fois plus étendu que la France, n'avait qu'un gouverneur, le Mexique qu'un vice-roi, et la seule audience de Guatimala étendait sa juridiction sur trois cents lieues. Ces vice-rois ou ces gouverneurs arrivaient dans le pays dépourvus de connaissances locales et comme dans un lieu d'exil, premier échelon pour s'élever à des postes plus avantageux. Tous pensaient ce que disait l'un d'eux : *Dieu est très-haut, le roi très-loin; et le maître ici, c'est moi.*

Comme les administrateurs changeaient souvent, ils ne pouvaient acquérir d'expérience ni suivre des projets de longue haleine, et se trouvaient constamment à de premiers essais. Ceux qui avaient à se plaindre d'eux devaient recourir à un monarque dont les séparait la moitié d'un monde, à travers les intrigues qui empêchent partout la vérité d'approcher du trône.

Le créole était considéré comme de condition inférieure, voué aux travaux manuels; la jalousie le faisait souvent écarter de l'administration, pour laquelle ses connaissances locales l'auraient rendu plus utile que des étrangers.

De là des haines et des troubles. Puis, au moment où la guerre éclatait en Europe, avant que les colons eussent eu le temps de se mettre en défense et d'être informés même des hostilités, ils se voyaient attaqués; et, privés de leur seul moyen de subsistance par l'interruption des communications avec la métropole, ils étaient forcés alors de recourir à la contrebande et à des subterfuges immoraux.

Une semblable condition pouvait subsister tant que les colonies étaient dépeuplées, ignorantes et qu'elles n'avaient point sous les yeux des exemples de soulèvement. Les métropoles elles-mêmes leur fournirent des moyens de résister, bien qu'avec de tout autres intentions. En 1804, le Mexique avait trente-deux mille hommes de troupes nationales, qui coûtaient vingt-deux millions de francs; et le vice-roi Galvez établit dans le pays des arsenaux, des chantiers, des fonderies. La France fortifia le môle Saint-Nicolas comme elle l'aurait fait pour ses propres côtes, et transporta cinquante mille nègres à Saint-Domingue.

Les exclusions ne purent être maintenues en face des progrès du commerce et des leçons de l'économie politique; en même temps la prospérité des colonies du nord, récemment affranchies, excitait à les imiter. Le cri des nègres de Saint-Domingue retentissait dans le cœur de tous les esclaves, et la liberté est contagieuse.

Le reste de l'Amérique méridionale, continent qui s'étend sur douze cents lieues de longueur et quatre cents de largeur, était sous la dépendance de l'Espagne, à l'exception des deux Guyanes, la hollandaise et la française. Le Mexique, où prospèrent tous les genres de culture, où le blé donne trente pour un, le maïs cent cinquante, le bananier trois ou quatre cents, embrassait cent quarante-quatre mille quatre cent soixante lieues carrées, et comptait six millions d'habitants. Sur cent vingt millions de revenu, quatre-vingt-quatre étaient employés en dépenses; les mines d'argent en donnaient cent vingt autres. Il existait des esclaves dans toutes les colonies espagnoles, mais inférieurs en nombre. Les Indiens languissaient sous une odieuse capitation et dans un état de minorité perpétuelle; les nègres étaient dans les fers. La couleur, en établissant une aristocratie ineffaçable, faisait dominer les blancs sans laisser aux classes mixtes aucun moyen de s'élever. Les créoles occupaient le premier rang parmi les indigènes; mais l'Espagne, qui les écartait systématiquement des emplois, en admettait peu dans les universités espagnoles; les quatre cinquièmes d'entre eux ne savaient pas lire, et un archevêque déclara que, pour rester soumis, les créoles n'avaient pas besoin de savoir autre chose que le catéchisme.

La domination espagnole était surtout favorisée par le clergé. Il ne dépendait pas de Rome, mais du roi, qui, en vertu d'une concession ancienne perpétuée depuis lors, nommait les évêques sous l'approbation du pape; le vice-roi ou les gouverneurs choisissaient les curés et les desservants ou les aumôniers sur la présentation des évêques. L'Église était ainsi une partie de l'administration et par suite entièrement dépendante du pouvoir. La sainte inquisition siégeait à Carthagène, et avait partout des officiers chargés de surveiller la pensée. Il était défendu d'imprimer quelque livre que ce fût. A Lima, en 1706, il fut interdit aux nègres et aux gens de couleur de trafiquer et de vendre par les rues, « afin qu'ils ne pussent s'égaler à ceux qui avaient fait choix de ces professions, et parce qu'il fallait les res-

treindre aux occupations purement mécaniques, les seules auxquelles ils soient propres (1).»

L'importation et l'exportation étaient réservées à l'Espagne; aussi tout se vendait-il excessivement cher, tandis que les produits du sol n'avaient aucune valeur. A quoi bon dès lors améliorer l'agriculture? Les manufactures étaient interdites; le fer même devait être tiré d'Espagne, et échangé contre l'or; les routes ne servaient que pour les mulets chargés de l'impôt destiné à la métropole.

Pour nous servir de la phrase de Joseph II, Charles III oublia son métier de roi lorsque, pour se conformer au pacte de famille, il favorisa l'indépendance des États-Unis. Le défaut de toute forme représentative empêcha qu'il ne se formât ni magistrats ni capitaines; et tout centre d'action, tout centre de sentiment faisait défaut en Espagne.

Les llaneros, maîtres d'innombrables troupeaux qui paissaient dans des plaines sans bornes, accoutumés dès l'enfance à vivre à cheval, à combattre le taureau et le jaguar, à faire de longs voyages, à passer des fleuves à la nage, à dormir en plein air, étaient demeurés, par suite de leurs habitudes d'indépendance nomade, indociles à la servitude. Montant des chevaux à demi sauvages et toujours la lance à la main, ils étaient prêts au moindre signal de guerre. Les habitants des villes, créoles pour la plupart, acquéraient quelques idées par leur contact avec les Européens et par la lecture; et leur haine envers les fonctionnaires européens nourrissait chez eux l'espoir de l'indépendance. La révolution française vint l'accroître; et les livres, les journaux qui pénétraient dans le pays y firent briller une lumière nouvelle. Durant les guerres de Napoléon, tout fut bouleversé dans les colonies; les attaques qui se succédèrent leur causèrent de grands maux: tout gouvernement y fut détruit, et les nègres refusèrent de travailler. Au milieu de ces changements subits, les colonies finirent par comprendre qu'elles pouvaient opter entre l'ancien maître et le nouveau, parfois même les repousser tous deux. Le blocus des métropoles déshabitua les colons des anciennes relations qu'ils avaient avec elles, et en fit contracter de nouvelles. Les Anglais, n'espérant pas les conserver pour eux, préféraient les voir libres que rendues à leurs

(1) J. V. Lasteria, *Investigaciones sobra la influencia social de la conquista y del systema colonial de los Espanoles en Chile*; 1842.

anciens possesseurs. Les États-Unis, qui, n'avaient rien à démêler dans les questions européennes, ayant ouvert tous les ports, souhaitaient que cette franchise qu'ils s'étaient assurée s'étendît aux autres pays : déjà fermentait partout l'indépendance.

Colombie. Le pays appelé maintenant Colombie et dont l'étendue est de quatre-vingt-douze mille lieues carrées se divisait en deux provinces : la vice-royauté de Santa-Fé, nommée depuis Nouvelle-Grenade, dans le bassin du fleuve de la Madeleine ; la capitainerie de Vénézuéla dans le bassin de l'Orénoque et la présidence de Quito, qui formait presque une province distincte, sur le cours supérieur de la rivière des Amazones. Ainsi Caracas, Santa-Fé de Bogota et Quito étaient presque trois capitales, auxquelles se rattachaient de nombreuses subdivisions. On y comptait au commencement du siècle 720,000 Indiens, 642,000 créoles et Européens, 1,256,000 métis et 210,000 sauvages (1).

A l'époque de la révolution il se forma à Bogota une association libérale, qui fit circuler la déclaration des droits de l'homme ; mais ses membres, ayant été découverts furent incarcérés, et quelques-uns furent envoyés en Espagne.

On déportait en retour, dans les colonies, ceux que l'Espagne
1797. proscrivait pour opinions révolutionnaires. Or, trois de ceux-ci, renfermés dans une citadelle près de Caracas, purent nouer quelques intelligences avec les naturels, qui, s'intéressant vivement à leur sort et au triomphe de leurs idées, ourdirent un complot pour la délivrance du pays et y établir une république qui pût servir d'exemple et d'encouragement à d'autres. Ayant été trahis, les uns furent punis de mort, les autres envoyés aux galères ou déportés. D'un autre côté, les cruautés exercées contre les créoles par les Indiens soulevés détournèrent les esprits de la pensée d'un mouvement.

Le général Miranda, de Caracas, ancien compagnon d'armes de Washington, qui avait ensuite servi en France sous Dumouriez, plein de haine pour l'Espagne et du désir de délivrer sa patrie, pressa l'Angleterre de soulever l'Amérique méridionale. Il fut écouté d'abord, puis repoussé en 1804, lorsque changèrent les rapports de l'Angleterre avec l'Espagne. Cet échec ne le découragea pas. Se confiant à quelques négociants de New-

(1) HUMBOLDT.

York et à lord Cochrane, qui commandait la flotte anglaise dans ces parages, il forma des intelligences à l'intérieur, et s'aventura, avec cinq cents volontaires, sur les côtes de Vénézuéla; mais, n'étant pas soutenu, il fut obligé de se retirer. 1806.

Quand les Bourbons d'Espagne eurent abdiqué et que l'armée française eut envahi la Péninsule, le désir de l'indépendance s'allia au sentiment de fidélité envers les rois détrônés : ce sentiment fut même plus fort qu'il ne l'avait jamais été dans leur prospérité; car il fut question de faire comme au Brésil, et d'offrir un asile aux monarques déchus en Europe. N'écoutant ni Joseph Bonaparte ni les juntes révolutionnaires, les colons formèrent de leur côté des juntes, comme c'était leur droit dans un pareil bouleversement, et attendirent ainsi que l'ordre fût rétabli. Le nom de Ferdinand VII fut donc là aussi le mot d'ordre des libéraux. Des adhésions et des dons furent envoyés en Europe, en opposition soit au frère de Napoléon, soit à la junte de Séville, qui usurpait une suprématie sur l'Amérique, soit aux anciens employés européens.

Ce fut dans cet esprit que Quito s'insurgea, et une nouvelle junte, présidée par le marquis de Selvallegra, fut installée sans violence, et prêta serment à Ferdinand VII. Le bruit se répandit alors parmi le peuple que les fonctionnaires européens complotaient pour livrer l'Amérique à Bonaparte. La junte centrale d'Espagne de 1809, prenant en considération que « les provinces américaines ne sont pas des colonies, mais une partie intégrante de la monarchie espagnole, » déclara, au nom du roi, qu'elles devaient avoir une représentation nationale et immédiate dans les cortès espagnoles. Elle leur dit : « Vous voilà libres ! Qu'un joug insupportable par suite de l'éloignement du pouvoir, et qui vous rendait victimes de l'arbitraire, de l'avarice, de l'ignorance, ait à cesser désormais ! » Les représentants d'outre-mer se rendirent à leurs postes, mais on ne pourvut en rien aux intérêts de compatriotes éloignés, et rien ne vint faire sentir en réalité l'égalité complète des deux peuples. L'idée de cette égalité se propageait toutefois par des écrits qu'on répandait et qui y disposaient les masses. Les partisans de Napoléon, qui cherchaient à causer des embarras à un gouvernement qu'ils traitaient de rebelle, et les émissaires du Brésil, affranchis désormais du joug de la métropole, travaillaient les esprits dans le même sens. La junte d'Espagne, qui se soutenait à peine au milieu de tant de difficultés présentes,

1809 10 août.

n'était pas en mesure de prévenir ces embarras lointains. En effet, le 20 juillet 1810, l'imprudente insulte d'un commissaire espagnol excite un soulèvement dans Bogota : on demande à grands cris la convocation extraordinaire de tous les citoyens, et le vice-roi Cisnéros n'ose pas s'y refuser. Bientôt il n'est plus maître de la junte, réunie sous sa présidence et qui se sent soutenue par l'ardeur du *peuple souverain*. Le vice-roi est congédié, et la Nouvelle-Grenade se déclare indépendante de la régence d'Espagne, ne se reconnaissant sujette que de Ferdinand VII; puis les provinces sont convoquées pour empêcher le démembrement, dont les symptômes se manifestèrent dès le début, comme il arrive partout où manque le sentiment national.

Carthagène, qui s'était élevée contre Bogota, s'attache à la régence espagnole. Elle convoque, dans un autre endroit, les représentants des provinces, pour former une confédération dans laquelle entrerait chaque État, seule forme compatible, était-il dit, avec l'intérêt et la liberté du pays. Ainsi éclate la division; le congrès n'a pas lieu, et l'anarchie règne même
1811. avant la liberté. Cependant Quito relève le drapeau de l'indépendance, qui est enfin décrétée.

La révolution s'était faite dans la province de Vénézuéla le 19 avril 1810, et le capitaine général de Caracas dut abdiquer entre les mains d'une junte qu'il avait constituée lui-même. Les autres villes imitèrent cet exemple; l'arrivée de Miranda détermina la réunion d'un congrès général, qui proclama l'indépendance des *provinces unies* de Caracas, Cumana, Varina, Marguerite, Barcelone, Mérida et Truxillo, formant la *confédération de Vénézuéla*; mais aussitôt les idées fédéralistes gagnèrent du terrain, grâce à la constitution qui venait d'être votée.

Les Espagnols, sous le commandement de Monteverde, ne tardèrent pas à attaquer les nouvelles républiques; mais, au mi-
1812. 26 mars. lieu de la guerre civile, un tremblement de terre engloutit Caracas avec douze mille habitants; d'autres villes eurent aussi à souffrir horriblement. La superstition y vit aussitôt le doigt de Dieu, d'autant plus que le désastre arriva le jour anniversaire de la révolution, et que les Espagnols n'eurent point à en souffrir; ils purent même en profiter pour commencer les hostilités. Beaucoup de colons abandonnèrent la cause de la révolution.
26 juillet. Miranda, nommé dictateur, fut contraint de capituler, à la condition toutefois que la constitution qui serait donnée à l'Es-

pagne régirait aussi Vénézuéla. Une amnistie fut proclamée, avec liberté de s'éloigner pour ceux qui le voudraient. Beaucoup partirent en effet, et ils furent bien inspirés, car Monteverde sévit avec la dernière vigueur. Miranda lui-même fut jeté en prison et envoyé avec d'autres à Cadix, où il mourut quel- 1816.
ques années après. Ceux qui se réfugièrent à Carthagène apportèrent des forces à la révolution de la Nouvelle-Grenade.

Simon Bolivar, issu d'une riche et noble famille de Cara- Bolivar. 1783.
cas, avait étudié en Espagne. Il avait trouvé à Paris, en 1804, les souvenirs encore frais de la grande révolution et assisté au couronnement de Bonaparte, le représentant de l'unité de la France. Son âme, jeune encore, s'était aussi inspirée à Rome d'idées magnanimes, et il avait juré sur le mont Sacré de travailler à l'affranchissement de sa patrie. Lorsqu'il y fut de retour, il ne prit point part aux soulèvements de 1810, peut-être parce qu'il les juge it intempestifs et qu'il n'aimait pas le libéralisme. Une fois décidé à prendre les armes, ses premières tentatives tournèrent assez mal, ce qui n'arrêta pas ses projets. L'Amérique entière, selon lui, devait être solidaire de la révolution de chaque province; il fallait éviter d'éparpiller les forces dans les districts et les réunir toutes pour frapper un grand coup sur l'ennemi, et ne pas laisser un coin de terre qui ne fût libre.

S'étant mis au service de Carthagène, il attaqua les Espagnols qui entravaient la navigation intérieure sur la Madeleine. Sans s'inquiéter des limites qui lui avaient été assignées, il entra dans Ocana, et rétablit la communication entre Carthagène et Pamplona; puis, assurant la liberté en la propageant, il pénétra dans le Vénézuéla pour l'affranchir au nom de la Nouvelle-Grenade. Le mécontentement excité par Monteverde le favorisa beaucoup; il se convertit bientôt en fureur, et le drapeau de l'indépendance parcourut les fertiles vallées de Cucuta.

Bolivar, qui entreprenait de détruire Monteverde, réunit avec peine une *armée libératrice* de cinq cents hommes, avec laquelle il attaqua six mille vétérans espagnols, commandés par ce chef redouté. C'est avec cette poignée d'hommes qu'il propagea la révolution au moment où Bonaparte la laissait périr 1813
en Europe avec cinq cent mille soldats.

Il guida, grâce à une stratégie particulière, sa petite troupe à travers des déserts ou des savanes sans bornes et sans chemins frayés, descendant parfois dans les marais de l'Orénoque et de

l'Apuro, d'autres fois gravissant les glaciers des Andes, et renouvelant les prodiges de la première conquête. Lorsqu'il eut joint l'ennemi, ce fut des deux côtés une égale fureur, un même sentiment de vengeance, sans pitié ni merci.

En effet, la régence de Cadix avait refusé de reconnaître les États nouveaux et défendu par suite d'appliquer le droit international à des sujets passibles du châtiment des traîtres. Les officiers espagnols exécutaient donc à l'envi cette sentence farouche, et n'accordaient point de quartier. Tout vaincu était un traître; mort à quiconque était pris les armes à la main, à ceux qui les avaient portées ou qui avaient favorisé la révolte; femmes, vieillards, enfants, tous étaient frappés sans distinction. Bover et Moralès, capitaines royalistes, commandaient une *légion infernale* de nègres et de mulâtres altérés de sang. Le général Moxo, capitaine général de Caracas, écrivait, le 18 novembre 1815, à Ureztieta, gouverneur de l'île Marguerite : « Point de considérations d'humanité ! Tous les insurgés, leurs fauteurs ou partisans, trouvés avec ou sans armes; tous ceux qui ont pris une part quelconque à la présente crise de l'île doivent être fusillés sur-le-champ, sans autre forme de procès (1). » Ce gouverneur donnait au capitaine Gonigo les ordres suivants : « Point de quartier ! laissez les troupes saccager dès leur arrivée. Si l'ennemi se retire, poursuivez-le jusqu'à Saint-Jean, et mettez-y le feu. »

Quand les insurgés virent ce décret mis à exécution, ils tuèrent huit cents royalistes réfugiés à Sampator, et Bolivar déclara aussi qu'il ferait une guerre à mort (2). Indépendamment

(1) *Moniteur* du 16 août 1816.

(2) « Touchés de vos infortunes (disait-il dans sa proclamation du 15 juillet 1813 aux habitants de Vénézuéla), nous ne pouvions rester indifférents aux maux que vous font souffrir les barbares Espagnols, qui vous ont opprimés par la rapine, détruits par le meurtre ; qui ont attenté envers vous aux droits sacrés des nations, violé les traités et les capitulations les plus solennelles et réduit par les plus grands forfaits la république de Vénézuéla à une effrayante désolation. La justice réclame vengeance, la nécessité l'impose. Que les monstres qui infestaient le sol colombien et l'ont inondé de sang en disparaissent pour toujours ; que leur châtiment égale leur perfidie, afin que nous puissions ainsi laver notre ignominie, et montrer aux nations que l'on n'offense pas impunément les fils de l'Amérique !... Tout Espagnol qui ne conspirera pas contre la tyrannie pour la bonne cause, par les moyens les plus actifs et les plus efficaces, sera tenu pour ennemi, puni comme traître à la patrie, et passé sans rémission par les armes. Pardon général, complet à quiconque se rendra à notre armée avec ou sans armes, et qui nous prêtera

des représailles atroces qu'il annonçait ainsi, il espérait probablement déterminer les propriétaires espagnols à s'enfuir et à cesser leur opposition, ou à prendre parti pour l'indépendance; peut-être aussi voulait-il y mettre le sceau en rendant la réconciliation impossible. Les horreurs de la guerre civile devinrent donc tellement habituelles que c'était à qui en commettrait davantage. Mais la postérité, qui ne jugera pas de la moralité des actes par leur résultat, demandera compte de tant d'atrocités et à Bolivar et à ceux qui le réduisirent à les commettre.

L'armée des insurgés ne pouvait manquer de se grossir quand la neutralité entraînait la peine de mort. Après cinq mois de campagne, Bolivar entra à Caracas par capitulation, et ouvrit les prisons aux victimes du despotisme. 1813. 4 novembre.

Le congrès de la Nouvelle-Grenade lui avait enjoint de rétablir le gouvernement fédéral; mais outre qu'il se sentait maître parce qu'il était victorieux, il connaissait mieux les nécessités du pays. Établissant donc un gouvernement militaire, il se fit dictateur; et tout en encourageant les Vénézuéliens à pousser vigoureusement la guerre, il invitait les étrangers à le seconder et à acquérir des terres dans un pays qui en possède tant (1). Le jeune étudiant Santiago Marinho, son compagnon d'armes dans ses expéditions, fut proclamé dictateur des provinces orientales.

Monteverde s'était retiré à Porto-Cabello, d'où il pouvait tenir le pays toujours ouvert à une nouvelle invasion espagnole. Castillo, Cabal et Urdaneto, commandants des troupes de la Nouvelle-Grenade, s'étaient réunis sur un autre point; les llaneros et les esclaves, soulevés par la promesse de la liberté et du pillage, remplissaient de guérillas les immenses *pampas*, et la soif du sang, la hardiesse vindicative des nègres s'associaient à l'astuce, aux raffinements européens. Bolivar se trouva donc resserré dans les villes. Alors, l'enthousiasme échauffé par le succès venant à s'y attiédir, on se récria contre son absolutisme, et l'on réclama avec une impatience impolitique le gou-

secours, ainsi que pour tous les bons citoyens qui se seront efforcés de secouer le joug de la tyrannie... Que les Espagnols et les Canariotes s'attendent à la mort, quand ils n'auraient fait que refuser leur coopération active à la liberté de l'Amérique; les Américains obtiendront la vie sauve quand bien même ils auraient été coupables. »

(1) RESTREPO, *Hist. de la révolution*.

vernement républicain. Pressé de toutes parts et battu à son tour, il quitta Vénézuéla, et revint à Carthagène.

Il y trouva la liberté, mais aussi la discorde entre les provinces. Chargé par le congrès de contraindre celles qui résistaient à reconnaître l'autorité fédérale, il fallut assiéger Carthagène elle-même.

Quand Ferdinand VII eut été rétabli sur le trône, les Espagnols purent tourner leurs efforts contre les colonies révoltées; et dix mille hommes aguerris dans les luttes nationales, sous les ordres de Morillo, y furent dirigés. L'Espagne, qui se figurait avoir encore affaire aux Américains de Cortès et de Pizarre, croyait qu'il suffirait de quelques bataillons pour les dompter. N'était-il pas absurde de faire combattre contre l'indépendance des hommes qui jusqu'alors avaient généreusement lutté pour défendre la leur. La traversée en faisait périr beaucoup, le climat en moissonnait un grand nombre, et le reste succombait dans la guerre de détail. Si l'Angleterre ne put, avec seize millions d'habitants, des ressources maritimes énormes et l'Allemagne à sa solde, venir à bout de deux millions et demi de Nord-Américains, comment l'Espagne épuisée pouvait-elle prétendre comprimer tout un continent?

1816. Cependant Morillo, profitant des dissensions, battit les insurgés, et Vénézuéla se trouva ramenée à l'obéissance. Cette expédition terminée, il se proposa de faire de cette province la base de ses opérations contre la Nouvelle-Grenade. Après sa réunion avec Montès, qui dirigeait la guerre dans le Quito, il comptait gagner Lima, le haut Pérou, et soumettre en dernier Buenos-Ayres. Le plan de Morillo embrassait ainsi tout le continent américain. Ce général, d'une grande habileté, y joignit une férocité sans exemple dans les temps modernes. Il écrivait à Ferdinand VII : « Il faut, pour subjuguer ces provinces, employer les mêmes moyens que pour la première conquête. » Il disait, dans une dépêche du mois du juin 1816, datée de Bogota, qu'il avait déclaré rebelle quiconque savait lire et écrire : en conséquence de quoi six cents notables de cette ville furent condamnés à expirer sur le gibet dans un état complet de nudité.

Les chefs des insurgés s'enfuirent devant tant de fureur, après avoir éprouvé plusieurs défaites. Bolivar se réfugia à Haïti, où Péthion lui fournit des armes et des vivres. Il revint avec ces secours, et, réunissant ses partisans, il triompha de nouveau, et promit le pardon. Vaincu encore une fois, il retrouva un

asile près de Péthion, en épiant toujours l'occasion de reprendre l'offensive. En effet, quand les insurgés du Vénézuéla eurent réduit Morillo à l'extrémité et qu'il ne leur manqua plus qu'un chef, Bolivar parut tout à coup; et si autrefois il avait recouvré Vénézuéla en commençant ses opérations par la Nouvelle-Grenade, maintenant il poursuivait sa conquête en sens inverse. Après avoir établi le siége de son gouvernement à Angostura, sur l'Orénoque, il traversa les Andes avec une hardiesse inouïe, marchant quarante-trois jours au milieu de froids horribles, à des hauteurs où la respiration manquait, exposé à des maladies nouvelles, à la contagion produite par les pluies périodiques, aux épines vénéneuses et aux inondations subites. La stupeur qu'excita tant d'intrépidité jeta la confusion 1819.
parmi les ennemis, et Bolivar remporta une victoire décisive dans la délicieuse vallée de Samagoso. Il occupa Bogota, et 10 août.
là, dans l'enthousiasme du triomphe, il fut proclamé capitaine général des deux républiques. Laissant Santander comme son lieutenant dans la Nouvelle-Grenade, il traversa de nouveau le continent, rétablit l'ordre dans Angostura; et, déchirant la constitution de 1811, il fit décréter l'union de toutes les pro- 1819. 17 décembre.
vinces de la Nouvelle-Grenade et du Vénézuéla, sous le nom de Colombie. Le gouvernement y devait être populaire et représentatif, sans pouvoir jamais être la propriété d'une famille ni d'un individu; la presse y dut être libre, et on décida qu'une ville qui porterait le nom du libérateur y serait construite lorsque les circonstances le permettraient.

Bolivar seconda les insurgés du reste de l'Amérique, où la conflagration devint générale. La vice-royauté de Buenos-Ayres, Buenos-Ayres.
établie en 1778, embrassait environ deux cent soixante-sept mille lieues carrées. Située entre le Pérou, le Brésil, la Patagonie, l'Atlantique et les Andes, elle conservait l'empreinte de sa fondation. En effet, chaque bande d'Espagnols en quête de trésors s'y arrêtait dans quelque endroit; une ville s'y éleva, ville unique dans des provinces aussi vastes qu'un royaume d'Europe. Santa-Fé était l'unique ville de Buenos-Ayres, Bajada la seule de l'Entre-Rios; il en était de même de Cordoue, de Corrientes, de Mendoza et aussi de Montevideo, dans l'Uruguay, avant que les dernières émigrations eussent peuplé les déserts de la Banda orientale. Chaque province était donc indépendante et jalouse des provinces voisines, et la domination espagnole maintenait seule quelque ordre dans le pays. Buenos-Ayres avait été ex-

posée, au commencement du siècle, à de fréquentes attaques de la part des Anglais; elle s'était vue prise et reprise, ce qui avait appris aux habitants à connaître leurs forces. Mais comme elle était particulièrement favorisée par les Espagnols, qu'elle avait une université, un journal, une correspondance régulière de paquebots, les gens du pays, n'ayant point à redouter la misère, s'occupaient tranquillement de leurs champs et de leurs troupeaux.

Mais lorsqu'en 1810 la régence de Madrid proclama la liberté, les natifs voulurent l'avoir de fait, et ils adressèrent aux
811. cortès des demandes qui entraînaient l'émancipation complète. Le général Saint-Martin, qui avait fait ses preuves dans la guerre d'Espagne, étant passé à Buenos-Ayres, y organisa le premier régiment de cavalerie, et peu de temps après il délivra le Chili. Le 16 juillet 1816, les députés des *provinces unies du Rio de la Plata* énumérèrent leurs griefs contre l'Espagne. Sur cent soixante-dix vice-rois, quatre seulement avaient été Américains; sur six capitaines généraux et gouverneurs, quatorze seulement n'étaient pas Espagnols, et ainsi des autres charges. Ils n'avaient point eu d'école, point d'encouragements pour les travaux de l'agriculture et des mines : en conséquence, ils se déclarèrent indépendants. A peine l'oppression commune eut-elle cessé que l'inimitié originaire éclata entre les provinces : il y en avait treize, et chacune d'elles voulait former une individualité distincte; mais Buenos-Ayres, qui seule avait l'avantage d'être située sur la mer, d'avoir de riches propriétaires et des habitudes européennes, chercha à les grouper autour d'elle.

Une fois les provinces de Buenos-Ayres, Cujo, Cordoue, Santa-Fé, Paraguay, Tucuman, Rioja, déclarées indépendantes, il ne restait plus aux Espagnols que le Mexique et le haut Pérou; elles comprirent alors la nécessité d'affranchir aussi le Chili, que les royalistes avaient fait rentrer sous la domination
1818. espagnole. Elles y dirigèrent donc, sous les ordres de Joseph Saint-Martin, une armée de quatre mille hommes. Tous avaient prêté le serment d'être « unis de cœur et de bras pour ne souffrir aucun tyran dans la Colombie, et, nouveaux héros spartiates, de ne jamais porter les chaînes de l'esclavage, tant que les étoiles brilleraient au ciel et que le sang coulerait dans leurs veines. » En huit jours, ils franchirent, avec une constance admirable, un espace de cent lieues à travers des montagnes

énormément élevées, et la victoire couronna leurs efforts. Après une longue résistance, le Chili fut déclaré libre le 1er janvier 1818, en face de la grande confédération du genre humain. Bernard O'Higgins, qui en fut élu directeur suprême, exposa, dans un beau manifeste, les motifs du soulèvement. Lord Cochrane contribua aux victoires qui suivirent, en qualité de commandant de l'escadre du Chili. Enfin, le gouvernement espagnol ayant abandonné le pays, l'union et la confédération du Chili avec la Colombie fut prononcée. Les troubles ordinaires ne manquèrent pas dans cette contrée; mais elle paya moins tribut que les autres à la guerre civile, et s'achemina avant elles dans les voies de la modération, en profitant de ses belles positions et de ses richesses naturelles. La constitution du Chili, qui date de 1843, est l'une des plus sages de tout ce pays.

Plus tard, un congrès général de députés de ces treize ou quatorze populations décréta l'union de toutes les provinces de la Plata; chacune d'elles conservait son indépendance particulière, avec un congrès législatif et constituant; quant au pouvoir exécutif, il fut déféré au gouvernement de Buenos-Ayres. La constitution, qui fut sanctionnée le 24 décembre 1826, ne reconnut que la seule religion catholique. Elle institua le système représentatif républicain et central, en confiant le pouvoir législatif à deux chambres et le pouvoir exécutif à un président quinquennal. Cependant plusieurs provinces préférèrent le fédéralisme, et ne reconnurent pas le président Rivadivia. 1825. 23 janvier.

La Banda orientale, située à l'embouchure de la Plata, était une dépendance du Brésil, sous le nom de *province transplatine*, ce qui donna lieu à une longue guerre entre ce royaume et la république argentine. Mais enfin le Brésil reconnut l'indépendance de la Banda orientale sous le nom de *république cisplatine*. 1828.

La révolution eut pour chef au Paraguay Puyrredon. Le docteur Francia, d'abord secrétaire de junte, se mit bientôt à la tête des affaires; et, s'opposant à la réunion avec Buenos-Ayres, il se constitua dictateur perpétuel, et chef du clergé. Après avoir aboli les couvents et les municipalités (*cobildos*), il persécuta les Espagnols, étendit autour du pays un voile mystérieux, et s'entoura lui-même de précautions dignes des anciens Denys de Sicile. Libéral de son bien, économe des deniers publics, simple, probe, enthousiaste de Napoléon, il considérait l'indépendance comme le bien suprême et la liberté comme Le docteur Francia.

le partage des gens sages. Il mettait autant de soin à exclure les étrangers du pays qu'en avaient apporté les jésuites dans un autre but. Si quelques-uns y pénétrèrent, ils y furent tenus si étroitement qu'ils ne purent même faire passer de leurs nouvelles à leur famille. C'est ainsi qu'il garda pendant de longues années le naturaliste Bonpland, ainsi que Longchamp et Rogier, qui, sortis du pays à sa mort, nous ont donné les meilleures descriptions de ce pays.

Les habitants, obligés de se suffire à eux-mêmes, donnèrent de l'extension à leurs produits, et développèrent l'industrie locale. Le docteur Francia, qui avait souvent recours au gibet comme moyen d'encouragement, ouvrit des routes, et les rendit sûres.

Cuba demeura fidèle aux Espagnols, parce qu'elle était mieux traitée et que la perte des autres colonies vint encore les avertir d'user de ménagements. L'Espagne, à qui il ne restait plus que le Mexique, le Pérou et Cuba, s'apprêtait à faire un dernier effort pour relever son drapeau, quand les troupes réunies à Cadix proclamèrent la constitution. Le nouveau gouvernement constitutionnel invita les Américains à partager les mêmes droits; mais ils comprirent que des peuples aussi éloignés les uns des autres ne peuvent être régis par les mêmes institutions. Morillo, las d'une guerre aussi infructueuse qu'atroce, proposa un armistice; il but dans le même verre que Bolivar, et vint en Europe pour y combattre d'autres libertés.

1821. Juin. La Torre, qui lui succéda dans le commandement, fut vaincu dans la plaine de Tanaquillo par Bolivar, qui refusa le triomphe en disant : *Un homme comme moi est dangereux dans un gouvernement populaire ; je désire rester citoyen, afin d'être libre, moi et tout le monde*. Mais il fut élevé à la présidence.

La constitution proclamée alors établit un président pour quatre années, un sénat, une chambre de représentants, et déclara libre tout enfant à naître.

Le Pérou s'était déjà soulevé en 1780, à l'exemple des États-Unis; et Joseph-Gabriel Condorcanqui, descendant des Incas, qui fut le chef du mouvement, reprit son nom de Toupac-Amrou. Animé de sentiments tout nationaux et haïssant les Espagnols, il ne voulut pas faire cause commune avec eux, ce qui lui enleva ses seuls moyens de succès. Il fut donc vaincu, pris et mis à mort de la manière la plus atroce. Les Indiens, s'élançant des montagnes pour le venger, massacrèrent près de vingt mille

citoyens de Sorata; mais ils furent punis par une boucherie pareille. D'autres tentatives échouèrent de même, jusqu'au moment où le Pérou associa ses griefs à ceux des autres colonies méridionales contre l'oppression espagnole. Le général Saint-Martin et l'amiral Cochrane vinrent aider à sa délivrance avec la flotte chilienne : Calao, ainsi que Lima, tomba en leur 1819.
pouvoir. Mais aussitôt la discorde se mit entre les deux chefs. Saint-Martin, resté seul protecteur de l'État indépendant, dé- 1821. octobre.
fendit d'appeler Indiens les naturels ; il voulut qu'on les nommât Péruviens ; il abolit la servitude de corps, et voulut que les enfants à naître de parents esclaves fussent libres. Néanmoins il prétendit empêcher que les familles espagnoles ne s'embarquassent pour l'Europe ; il persécuta le clergé, et le tumulte des fêtes et des banquets lui servit à étouffer les cris des mécontents.

Bolivar dans la Colombie, Saint-Martin dans le Pérou s'en allaient ainsi étendant au loin la république ; ils finirent par se rencontrer à Guayaquil, portant tous deux l'indépendance à la 1822. 23 juillet.
pointe de leur épée : chacun de ces libérateurs y trouva pour limites une autre liberté. Saint-Martin se retira depuis à la campagne, après avoir refusé le titre de généralissime, satisfait de celui de premier soldat de la liberté. « La présence d'un guer« rier heureux, dit-il, quel que soit son désintéressement, est « toujours un danger pour un État nouveau. J'ai contribué à « la déclaration d'indépendance du Chili et du Pérou, j'ai sou« tenu de mes mains l'étendard avec lequel Pizarre soumit l'em« pire des Incas, et j'ai cessé d'être homme public. Je me con« sidérai alors comme plus que récompensé de dix années « passées dans les révolutions et dans les camps, et j'accom« plis la promesse que j'avais faite alors dans les différents pays « où j'eus à combattre de les rendre indépendants et de les « laisser se choisir un gouvernement. » Lord Cochrane se retira aussi après avoir servi chaudement la liberté, et détruit les forces navales de l'Espagne dans l'océan Pacifique. Il fut ensuite appelé par l'empereur du Brésil, qui le mit à la tête de sa marine (1823). Ce dernier fait laisse supposer que ce paladin de la liberté était moins poussé par son amour pour elle que par un besoin inquiet de gloire et d'aventures.

Bolivar acheva de balayer le pays de royalistes. Invité par le 1823.
Pérou à repousser les Espagnols, il prit Calao près de Lima, qui avait relevé le drapeau de l'Espagne ; et le gain de la bataille

1824. 9 décembre. d'Ayacucho, la plus mémorable de l'Amérique méridionale, porta le dernier coup à la domination européenne. Bolivar, investi du pouvoir dictatorial, calma les dissensions intestines, et 1825. 11 avril. obtint une telle obéissance qu'on put craindre qu'il n'en abusât. Son nom fut donné à la république du haut Pérou, qui ne voulut pas s'unir à celles du bas Pérou et de la Plata. Il fut aussi confirmé dans la dictature par la Bolivie, qui demanda une constitution au fondateur de trois républiques. Bien qu'il s'efforcât de se soustraire à cette tâche, « lui soldat, né parmi des es« claves, lui dont l'enfance n'avait connu que des chaînes, et « l'âge mûr que des compagnons occupés à les briser, » il se décida à accepter. Il institua donc deux chambres, plus une troisième de censeurs, avec un président inamovible et responsable, commandant l'armée et la flotte, ayant le contrôle du trésor, la nomination aux emplois et aux grades. Bolivar lui-même fut élevé à ce poste.

1826. Avril. Il n'avait pas oublié la Colombie. De retour dans ce pays après cinq ans employés à l'entourer de nations libres, il y trouva des dissensions intestines et les fédéralistes prédominants. La jalousie que sa gloire inspirait fit appeler despotisme l'unité à laquelle il tendait. Il se fit en conséquence attribuer le pouvoir dictatorial, et suspendit la constitution; mais les mesures énergiques auxquelles il eut recours firent redouter de plus en plus qu'il ne se fît empereur : pour les fédéralistes, chacune de ses dispositions portait atteinte à la liberté ou à la gloire du pays, et constituait une usurpation ou une tendance à la tyrannie. Bolivar écrivit alors au congrès en ces termes : « Je ne suis pas « dénué de toute ambition; or, pour l'amour de ma renommée, « je désire ôter toute crainte à mes concitoyens, et m'assurer, « après la mort, une mémoire digne de la liberté. » Et il donna 1827. sa démission; mais le congrès ne l'accepta point, quoique plusieurs membres du sénat exhortassent à le faire.

Mexique. Au Mexique, les affaires d'Espagne, en 1808, avaient excité des troubles et fait naître des conjurations contre les Européens; beaucoup de sang avait coulé, et les bandes d'insurgés n'avaient jamais pu être domptées. Les cortès d'Espagne avaient déclaré le Mexique partie du territoire espagnol; mais le colonel Augustin Iturbide, à la tête d'une bande qui inquiétait le gouvernement, se rendit maître d'une grande partie du pays. Le vice-roi O'Donoju se vit contraint de négocier; il lui fallut souffrir que le pays fût souverain et indépendant, et gouverné cons-

titutionnellement, sous le titre d'*empire mexicain*, par le roi d'Espagne ou par un prince du sang qui devait y faire sa résidence. Iturbide, président de la junte révolutionnaire, tarda peu à se proclamer lui-même empereur du Mexique, où il prodigua les récompenses et répandit la terreur. Mais cela réussit mal : on demanda le congrès, la liberté de la presse, les droits stipulés; et le général Santa-Anna proclama la république. Iturbide appela à son aide les sauvages; mais, prévenu dans ses projets, il abdiqua; et quelque temps après, ayant tenté un débarquement, il fut pris et fusillé. 1824. Juillet.

Plusieurs provinces qui avaient fait partie de la vice-royauté de Guatimala se rendirent indépendantes sous le nom de *provinces-unies de l'Amérique centrale;* les autres stipulèrent leur union fédérale avec la Colombie,

La constitution du Mexique fut modelée sur celle des États-Unis; mais la religion catholique y est seule reconnue; chaque État se gouverne à l'intérieur comme il l'entend, à la condition que les trois pouvoirs y restent divisés, que les constitutions particulières ne répugnent pas à la constitution générale et que leurs revenus et leurs dépenses soient soumis chaque année au congrès général. 31 janvier.

L'Europe se ressentit vivement du soulèvement des colonies : le Mexique cessa d'y envoyer ses trésors; les bras naguère employés aux mines en furent détournés pour le métier des armes; et tandis qu'il sortait chaque année du port de la Vera-Cruz cent millions en valeurs métalliques, c'est au plus si l'Espagne en reçut, en 1806, pour soixante mille francs (1).

L'Angleterre, fidèle à sa politique de non-intervention, reconnut les nouveaux États, de fait au moins, à mesure que la

(1) Au commencement du siècle l'Amérique méridionale était encore la contrée la plus féconde en or : un tiers venait de la Colombie, un tiers du Brésil, le reste du Mexique et du Pérou. Aujourd'hui l'ancien continent en produit beaucoup plus qu'elle. Si nous en croyons Crawford, les Africains recueillent en poudre d'or le double de ce que l'on tire de ce métal en Russie, en Transylvanie et en Hongrie. L'archipel indien en donne environ un tiers de ce que produit l'Afrique. On en extrait beaucoup depuis quelques années dans l'Amérique septentrionale, surtout dans la Caroline du Nord. De 1824 à 1828, cette province n'en avait envoyé à la monnaie que pour 108,000 dollars (572,500 fr.); mais de 1828 1833, il en est venu, tant de cette province que de la Caroline du Sud et de la Géorgie, pour 2,772,000 dollars (14 millions et demi), ce qui est à peine la moitié de ce qui a été extrait. Depuis lors l'accroissement a été énorme.

chance tournait en leur faveur, ne fût-ce que pour empêcher que l'Espagne, asservie à la France, ne pût en tirer avantage. La sainte alliance aurait bien voulu éteindre aussi la révolution dans ces contrées; et, faute de pouvoir mieux faire, elle dénigra les actes et leurs auteurs.

En attendant, la confédération américaine se consolidait. La grande idée de Bolivar était de former une seule famille des nations créées par son épée, et d'en faire une sainte alliance de républiques en face de la sainte alliance des rois. Dès 1824, il avait invité les députés des États-Unis, du Mexique, de Guatimala, de la Colombie, du Pérou, du Chili, de Buénos-Ayres à se réunir sur l'isthme de Panama, « centre du globe, regar« dant l'Asie d'un côté, l'Afrique et l'Europe de l'autre. » Ce congrès devait affermir la confédération, fixer les principes du droit des gens entre les États confédérés, et leurs rapports avec les autres puissances, et s'occuper aussi d'ouvrir un passage à travers l'isthme.

Ce ne fut que le 22 juin 1826 qu'il fut possible à ces représentants de quinze millions d'hommes parvenus à s'affranchir de la domination espagnole, de s'y assembler pour ratifier la résolution où ils étaient de rester libres et indépendants. Mais n'ayant pas l'expérience des affaires, jaloux de leur liberté sans la connaître bien encore et sans savoir quelle sobriété elle réclame, indociles à un état social capable de maîtriser les passions déchaînées, ils n'arrivèrent à rien de bon. Les Nord-Americains assistèrent à ce congrès; mais ils n'y prirent aucune part. Le Chili était livré à des troubles intérieurs, Buénos-Ayres refusa; l'indépendance du haut Pérou ou de la Bolivie n'était pas encore reconnue; le Paraguay vivait isolé; le Brésil, s'étant affranchi à sa manière, ne fut pas convoqué. Le congrès se réduisit donc aux députés du Mexique, de Guatimala, de la Colombie et du Pérou. Ils jurèrent une confédération perpétuelle, la république populaire, représentative et fédérale, avec une constitution dans le genre de celle des États-Unis, moins la tolérance religieuse.

Sur ces entrefaites, les Péruviens renversèrent la constitution de Bolivar comme ayant été imposée par la violence, et demandèrent un congrès national. Ils congédièrent l'armée colombienne qui les avait délivrés, et nommèrent président le général Joseph Lamar.

Bolivar, s'il avait le génie de la guerre, ne possédait pas celui

de la législation. Le malheur des républiques méridionales fut d'avoir des guerriers, et non des organisateurs, des Napoléon, et pas un Washington. Lorsque Bolivar n'eut plus à déployer son activité dans la guerre, il céda à des pensées ambitieuses, soumit les lois à sa volonté, affecta les honneurs et le pouvoir, et s'obstina à implanter partout sa constitution. Témoin des malheurs de son pays, il s'écria : « Nous avons acquis l'indé-« pendance, mais au prix de tous les autres biens politiques et sociaux; » et il crut que la dictature était l'unique remède contre l'anarchie. En effet, il abolit la constitution de la Colombie, prit l'autorité absolue, tout en proclamant l'égalité devant la loi et la liberté de la presse; il forma un ministère responsable et un conseil d'État. Une conjuration venant à éclater, il fit emprisonner Santander, qui s'élevait par son opposition, et se crut plus fort en s'appuyant sur les baïonnettes et sur l'échafaud.

Déjà l'on ne doutait plus qu'il irait jusqu'à se déclarer roi. L'Europe l'affirmait, et les journaux monarchiques insultaient au Cromwell, au Napoléon américain; et ils parodiaient dans leurs colonnes vénales ses abdications répétées. Cependant il refusait un million de dollars que lui offrit le congrès péruvien, voulant qu'il fût employé à racheter mille nègres de l'esclavage. Satisfait du titre de père et de libérateur, il déclara qu'il mourrait plutôt que de s'en rendre indigne. Puis, au commencement de 1830, il renonça à la présidence, et prit la résolution de s'expatrier. « J'ai payé, dit-il aux Colombiens, ma dette à la patrie et à « l'humanité ; j'ai donné mon sang, mes biens, ma santé à la « cause de la liberté tant qu'elle a été en péril. Aujourd'hui « que l'Amérique n'est plus déchirée par la guerre ni souillée « par les armées étrangères, je me retire, afin que ma présence « ne soit pas un obstacle à la félicité de mes concitoyens. Le « bien de mon pays peut seul m'imposer la dure nécessité d'un « exil éternel loin de ma patrie. »

Ses ennemis prétendirent que c'était encore une feinte de sa part pour se faire rendre le pouvoir; mais heureux l'homme dont on ne peut calomnier que les intentions ! Les préjugés de l'histoire ne font consister l'ambition qu'à chercher l'occasion de monter sur un trône, mais les grandes âmes peuvent s'en proposer une plus noble. Un sceptre n'aurait jamais autant illustré Bolivar que l'épée qui lui servit à donner la liberté à tout un continent. « Me croirait-on donc assez insensé, di-

« sait-il, pour aspirer à me déshonorer? Le titre de libéra-
1830 17 décembre. « teur n'est-il pas plus glorieux que celui de souverain? » Bolivar mourut avant d'avoir quitté l'Amérique.

République centrale. La république centrale de l'Amérique, l'ancienne vice-royauté de Guatimala, est située entre le 85° et le 97° de longitude occidentale, le 8° et le 17° de latitude septentrionale; elle a cent soixante lieues de longueur sur cent trente de largeur, avec cinq cents lieues de côtes, treize ports sur l'océan Paci-
1821. 5 septembre. fique et sur l'Atlantique, et un grand nombre d'îles. Après avoir secoué le joug espagnol, elle subit de nombreuses révolutions. Agrégée d'abord à la confédération mexicaine, elle s'en détacha à la suite de l'usurpation d'Iturbide, en prenant le titre d'*États-Unis de l'Amérique centrale*. En 1824, le fédéralisme ayant prévalu, le pays se divisa en cinq États, savoir : Antigoa, San-Salvador, Comayagna, Grenade, Saint-Joseph; plus, un district franc, pour y réunir le congrès, qui est la Nouvelle-Guatimala (1). Le travail y est libre, les esclaves y ayant été affranchis moyennant le remboursement de leur valeur aux maîtres, qui toutefois refusèrent de le recevoir. La guerre civile y éclata en 1826. Les anciennes familles, enrichies par le monopole et comblées de faveurs par la cour espagnole, se trouvant déchues après la révolution, voulaient la centralisation, dans l'espoir qu'elle leur rendrait un peu d'influence; elles trouvèrent de l'appui dans les moines et dans les prêtres, et se concentrèrent à Guatimala. Ceux, au contraire, à qui la révolution avait apporté l'égalité soutinrent la confédération, et prirent pour centre San-Salvador.

La guerre se poursuivit avec acharnement jusqu'en 1829. Les fédéralistes s'emparèrent de Guatimala, et se mirent à tuer, à saccager, à chasser les moines. Morazan, proclamé président, maintint la tranquillité pendant huit années; mais lorsque sa magistrature parvint à son terme, les griefs éclatèrent; on l'accusa d'avoir dilapidé les deniers publics, aspiré à la prési-
1837. dence à vie, abusé du pouvoir; et les centralistes prirent le dessus.

A ce moment éclata le choléra; les remèdes conseillés par le gouvernement furent traités de poisons, et l'on prit les armes.

(1) Guatimala tout entière fut engloutie en 1773, avec huit mille familles. La nouvelle ville, qui est très-bien construite, a été transférée dans une plaine dominée par deux volcans, l'un qui lance de l'eau et l'autre des flammes.

Raphaël Carrera, mulâtre qui n'avait que vingt ans, se mit à la tête des insurgés; il excita la cupidité et la superstition en parlant de la foi menacée. Des hommes demi-nus le suivirent en foule avec les images des saints, armés de lances, de haches et de bâtons, en criant : *Vive la religion! Mort aux étrangers!* et suivis de femmes et d'enfants, avec des sacs pour emporter le butin.

Ils marchèrent ainsi sur Guatimala, tandis que les fédéralistes s'avançaient aussi contre cette ville pour rétablir Morazan. Alors les centralistes se trouvèrent serrés entre des ennemis farouches et des alliés peu sûrs. Ils s'entendirent cependant avec ces derniers. Mais à peine furent-ils entrés que Carrera ne put refréner cette tourbe de pillards. Ce fut à grand'peine que les prêtres et les moines parvinrent à l'arrêter, et la firent se contenter de soixante mille francs, à la condition que tous se retireraient.

Morazan, ayant alors réuni les troupes, prit Guatimala et changea les autorités. Mais Carrera survint tout à coup, et, bien que battu, il ne céda pas. Au commencement de 1839, Honduras et Costa-Ricca se déclarèrent indépendants de la confédération; alors les centralistes relevèrent la tête. Carrera, qui fut rappelé, se vit appuyé par l'aristocratie; il abattit les fédéralistes, trancha du dictateur; et il aurait pu, s'il avait eu le talent nécessaire, réorganiser le pays, adoré comme il l'était des nègres, des Indiens et des mulâtres, du clergé même et des aristocrates, qui avaient fait rétablir les lois intolérantes et les priviléges. Mais Morazan se maintint faiblement à San-Salvador; Honduras obéit au mulâtre Ferrera; les autres États eurent de même des chefs différents et ennemis entre eux. Carthagène fut engloutie en 1841.

Honduras est fréquenté par les bâtiments qui viennent s'y approvisionner de bois d'acajou, dont la découverte date du commencement du siècle passé. En 1808, l'Angleterre obtint de l'Espagne de s'établir sur le fleuve Balise, dans la province de Yucatan, pour vingt années, et d'y abattre de ce bois. Mais en 1828 elle refusa de se retirer, et se fit faire par un des rois de ce pays un testament qui l'en rendait souveraine. La république centrale a réclamé dernièrement la restitution de cette contrée, qui deviendra très-importante si le projet de couper l'isthme doit jamais s'exécuter.

Le Brésil s'était affranchi d'une autre manière. Il comptait Brésil.

avant la révolution trois millions huit cent mille âmes, tant la population avait peu augmenté; il avait vingt-deux couvents d'hommes sans aucune communauté de femmes, et ses produits s'élevaient à cent millions, les mines de diamants y étant plutôt un luxe qu'une utilité. Les tribunaux portugais y envoyaient les criminels, et l'inquisition les juifs. Les naturels y jouissaient de la liberté depuis l'acte de 1787. Déjà le ministre Pombal avait conçu le projet de transférer le siége du gouvernement portugais dans cette contrée, qui pouvait devenir le royaume le plus riche du monde, puisqu'elle fournit l'or, les diamants, la cochenille, l'indigo, le coton, le tabac et tout
1807. ce que l'on peut demander au sol. Ce projet fut mis à exécution quand le roi don Juan, forcé d'abandonner l'Europe, se réfugia à Rio-Janeiro, qui de ce moment acquit une grande prospérité.

Dans le commencement, il était très-difficile d'y introduire les marchandises de fabrique étrangère. On ne pouvait souvent, dans des banquets où la vaisselle d'argent était en profusion, donner un couteau à chacun des convives, et un seul verre faisait le tour de la table. Le fer abonde dans le pays, et pourtant il fallait l'acheter des Portugais; il en était de même du sel. Les Brésiliens dépendaient de la métropole pour l'éducation, pour les jugements, et la politique semait les divisions entre les capitaineries. Ils ne pouvaient tisser avec leur coton, si estimé, qu'une toile grossière, bonne tout au plus pour les esclaves. Il leur fallut même faire venir des pierres d'Europe pour construire l'admirable aqueduc de Carioca. Don Juan se décida à abolir le système colonial, en permettant aux vaisseaux des puissances alliées d'entrer librement; et cet acte de justice prépara l'émancipation. Alors l'industrie s'affranchit : il s'établit une imprimerie, une gazette, un laboratoire chimique et anatomique; on institua une banque d'escompte et un tribunal suprême. Des terrains furent donnés aux étrangers; on voulut même avoir une académie, où l'on appela des membres de Paris. Mais ces innovations n'annonçaient que de la bonne volonté sans aucun dicernement; car on n'enseignait même pas à lire aux habitants.

Cependant le mouvement matériel entraîna bientôt celui des esprits, qui se détachèrent du régent. Il vivait simplement, isolé, avec un petit nombre de personnes, dépensant des trésors pour soutenir les nobles qui l'avaient suivi et qui regrettaient

le sol natal, pleins de mépris pour cette terre nouvelle, qu'ils considéraient comme un exil. A la chute de Napoléon, don Juan ne songea pas à retourner en Europe; et, croyant qu'il y aurait profit à ce que le Portugal, les Algarves et le Brésil fussent réunis sur le pied de l'égalité, il éleva le dernier au rang de royaume : cet événement fut célébré par des fêtes magnifiques le 16 décembre 1815. Quand la révolution constitutionnelle éclata en Portugal, le roi manifesta l'intention d'y envoyer son fils don Pedro; mais les agitations commencèrent aussi au Brésil, les rigueurs les augmentèrent, et les troubles aboutirent à la révolte. On demanda un gouvernement juste, libéral, décidé à briser le joug tyrannique sous lequel le pays languissait, et l'on jura fidélité à la constitution portugaise, modelée sur celle de l'Espagne. Le roi, à qui le serment avait aussi été prêté, fit environner la Bourse, où l'assemblée s'était réunie; ses membres furent dispersés et même tués; puis il s'embarqua pour Lisbonne avec les seigneurs portugais et ses richesses, en laissant son fils don Pedro investi du titre de régent.

1815. 16 décembre.

Les cortès de Portugal partagèrent arbitrairement le Brésil, et refusèrent de l'admettre au partage de leurs franchises. Déjà mécontent de se voir exposé de nouveau aux lenteurs des tribunaux de l'Europe, le pays s'agita. La province de Saint-Paul s'insurgea la première; elle entraîna bientôt celle de Minas-Geraës, qui, dans le cours d'un siècle, avait donné à la couronne cinq cent cinquante-trois millions d'or, sans compter les pierreries et les diamants; et elles demandèrent que don Pedro ne partît point pour l'Europe, où il était appelé par les cortès. Ce prince resta donc, et congédia les troupes portugaises. Il écrivit à son père « qu'une constitution faisait le bonheur d'un peuple, mais plus encore celui d'un roi. » Il prit et fit prendre pour insigne un triangle porté au bras, avec cette devise: *Indépendance ou mort!* Il convoqua une assemblée constituante et législative, où l'indépendance fut proclamée. Couronné empereur du Brésil, il laissa le Portugal libre de choisir entre une amitié utile et une guerre à mort.

12 octobre.

L'importance acquise par le Brésil lui donnait le droit de se soustraire à la dépendance d'un petit royaume éloigné, surtout depuis qu'il avait pris l'hatitude d'un gouvernement local, et qu'il s'était imposé, dans ce but, des sacrifices onéreux. Mais il y avait peu à espérer d'une constitution au milieu d'une population si mélangée, tenue dans une ignorance systématique,

familiarisée par l'esclavage avec les vices et la violence, dans un pays où il n'y avait pas de société, mais plutôt une réunion de chefs de familles patriarcales. Comment se promettre la paix entre les nègres, les blancs, les métis, les esclaves, les individus libres? entre des provinces d'intérêts différents, animées d'une haine si forte contre tout ce qui n'était pas Brésilien? Il se forma donc aussitôt trois partis, l'un qui voulait la réunion avec le Portugal, l'autre la république, le troisième don Pedro. Ce prince, qui connaissait à peine sa capitale, était un pauvre législateur : adroit, religieux, il voulait que le peuple fût libre sans en connaître les moyens. En conséquence, son règne, qui fut très-agité, se passa en essais et en violences. Il cassa le congrès; mais il donna le statut promis, aux termes duquel le Brésil fut déclaré libre et indépendant sous le sceptre de don Pedro et de ses descendants; la religion catholique y était proclamée dominante, en permettant individuellement l'exercice des autres cultes. De plus, on institua deux chambres, l'une
1823. 11 décembre. temporaire, l'autre à vie, mais élective. L'empereur eut le pouvoir exécutif et le pouvoir modérateur. La liberté individuelle, celle de la presse et de la propriété furent assurées.

Don Pedro fonda des écoles, restreignit les dépenses, augmenta les forces nationales, s'appliqua à satisfaire tous les besoins d'un pays nouveau et à étouffer les révoltes renaissantes. Après divers efforts tentés pour tenir le Brésil dans la sujétion,
1825. 13 mai. Portugal reconnut son indépendance, encouragé même par l'Autriche, qui ne voyait pas là une révolution, mais l'établissement d'un empereur au pouvoir illimité; et un traité d'amitié fut conclu entre l'ancienne métropole et le Brésil.

Mais la sagesse diplomatique, trop habituée à se laisser surprendre à l'improviste, n'avait pas prévu la réunion éventuelle
1826. 10 mars. des deux couronnes. Quand donc mourut Jean VI à Lisbonne, don Pedro prit le titre de roi de Portugal; mais comme il ne pouvait conserver sans danger ce royaume conjointement avec le Brésil, il renonça au premier en faveur de sa fille dona Maria da Gloria. Don Miguel, son frère, prétendit alors que, devenu étranger à ce royaume, il était déchu de ses droits à y succéder au trône. Don Pedro se voyait à la veille de perdre cette couronne quand il sentait celle du Brésil vaciller aussi sur sa tête. En effet, les indigènes, toujours pleins de haine pour les Portugais devenus Brésiliens, formèrent contre eux un parti hostile, qui bientôt se livra à des émeutes redoutables. Don

Pedro, répugnant à employer la force pour rétablir l'ordre, abdiqua en faveur de son fils don Pedro II, et passa en Europe. La régence, sous la direction de laquelle il laissait l'empire, remédia aux maux les plus pressants, et la constitution fut revisée avec une meilleure définition des pouvoirs. Mais les guerres extérieures et les dissensions intestines entre les impérialistes et les républicains continuèrent d'agiter un État à qui tout semble promettre un heureux avenir (1).

Le Mexique, lorsqu'il se fut constitué en État fédéral, ordonna l'expulsion de tous les Espagnols; ils étaient au nombre de quarante mille, et ils emportèrent plus de cent millions de piastres; cette mesure fut le pendant de l'expulsion des Maures. L'Espagne espéra quelque temps recouvrer ce pays, où elle envoya cinq mille hommes sous les ordres de Barradas, en les faisant précéder par de larges promesses. Mais les dissensions se calmèrent à l'approche de l'ennemi. Santa-Anna, qui commandait à la Vera-Cruz, homme de courage et d'une activité infatigable, appela les citoyens aux armes, attaqua les troupes débarquées, et les força de se retirer.

Mexique. 1820, 20 mars.

29 juillet.

Mais aussitôt la discorde se ralluma : Guerreiro, élevé par une révolution militaire, fut renversé par une autre. Les républiques de Buénos-Ayres, du Chili, de Guatima'a se déchirèrent entre elles : les unitaires et les fédéralistes se déshonorèrent tour à tour par de sanglantes victoires. Les fédéralistes s'affilièrent aux loges maçonniques fondées dans le pays par le ministre des États-Unis, et les unitaires, par opposition, allèrent aux loges écossaises : de là les deux dénominations de Yorkins et d'Écossais. D'autres, soutenant que la monarchie était le seul gouvernement possible au Mexique, avaient offert à Ferdinand VII d'y envoyer un de ses frères pour régner constitutionnellement; il refusa. A l'intérieur, les débats, au lieu de rouler sur de grands principes, ne consistaient qu'en petites querelles entre ceux qui avaient des emplois et ceux qui voulaient en avoir. L'agriculture étant négligée, toute ambition se tourne vers le gouvernement, en prenant pour parvenir le masque de la liberté ou celui de la religion. Les révolutions, toutes mi-

Décembre.

(1) On a découvert, en 1844, une mine de diamants à Sincourou, à quatre-vingt-dix lieues de Bahia. Elle avait déjà donné, à la fin de 1845, quatre cent mille carats de diamants, dépassant la valeur de dix-huit millions

litaires, y sont aussi faciles que subites. Une poignée de soldats s'insurgent, lancent une proclamation pompeuse, où résonnent les mots de *civilisation*, de *genre humain*, de *Montézuma*; le caporal devient général, le scribe conseiller; on change les magistrats, et tout est fini : puis on déclare que l'empire des lois est rétabli.

Les habitants du Yucatan, plus civilisés que leurs voisins et visités par les bâtiments étrangers, eurent toujours de la répugnance pour l'unité, et s'étaient proclamés indépendants; il finirent cependant par se rallier aussi à l'Union. En 1836, le parti unitaire l'emporta grâce à Santa-Anna, et les États libres et souverains devinrent des provinces. Santa-Anna, ayant succombé, s'insurgea de nouveau contre le président Bustamente, bombarda Mexico, chassa son rival, et domina en maître absolu jusqu'au commencement de 1845. Il fut alors chassé à son tour, fait prisonnier, et remplacé par Herrera.

La constitution publiée au Mexique le 13 juin 1843 proclame la souveraineté nationale et le gouvernement représentatif. La religion catholique est la seule dont le culte soit public; l'esclavage est aboli; il y a une chambre de députés et un sénat, plus une députation permanente, choisie parmi les membres des deux chambres. Un président quinquennal, Mexicain, âgé de plus de quarante ans, et résidant sur le territoire de la république au moment de l'élection, exerce le pouvoir exécutif; il est élu à la majorité des voix par les assemblées départementales.

Le Mexique, dont la surface est de quatre cent quatorze mille lieues, et dont un tiers se trouve sous les tropiques et le reste dans la zone tempérée, compte à peine sept millions d'habitants, c'est-à-dire quatre d'indigènes, un de blancs, deux de sang mêlé; plus, six mille nègres. Les revenus, qui, sous la domination espagnole, étaient de vingt millions de piastres fortes, ont été, en 1843, de quatorze millions et demi, avec un *déficit* annuel de deux millions neuf cent mille piastres, et une dette nationale de quatre-vingt-quatre millions de dollars.

Texas. La révolution du Texas est un des faits les plus singuliers de ces contrées et l'un de ceux qui ont le plus influé sur l'Amérique méridionale : ce pays confine à l'est et au nord avec les États-Unis, à l'ouest avec le Mexique; il est sillonné par de grands fleuves, et possède un littoral de trois cent soixante milles.

Legouvernement des États-Unis avait renoncé, en 1819, à

ses prétentions sur ce territoire, alors presque dépeuplé. Il était en conséquence demeuré au Mexique. Moïse Austin, mineur du Missouri, ayant résolu d'y établir une colonie de ses compatriotes, en obtint l'autorisation du cabinet de Madrid. Il eût été de l'intérêt du Mexique de conserver un désert entre lui et les États-Unis; cette population inobservée s'accrut avec rapidité, en déployant une activité prodigieuse. Il en résulta que les États-Unis demandèrent de l'agréger à leur confédération, sachant combien elle leur serait utile pour les 1829.
rapprocher des pays métallifères, ainsi que de la mer de Californie et de l'océan Pacifique.

Lorsque la république mexicaine abolit l'esclavage, elle porta atteinte à la propriété des colons du Texas, qui s'y étaient établis sous la condition expresse de conserver leurs nègres. Cette mesure fut donc révoquée; mais le Mexique dut faire 1830.
des préparatifs militaires pour mettre obstacle à l'influence des États-Unis dans ce pays.

Lorsque Santa-Anna, soulevé contre Bustamente pour établir 1832.
le gouvernement central, fut vaincu par Samuel Houston dans la plaine de San-Jacinto, cet événement consolida la républi- 1837.
que du Texas. La nouvelle ville de Houston devint le siége du congrès et du gouvernement; le vainqueur fut proclamé président et regardé comme un sauveur, puis bientôt calomnié et dénigré. Il succomba en effet, et eut pour successeur Mirabeau 1838.
Lamar, qui voulait l'indépendance absolue. Après avoir longtemps hésité, le pays se décida enfin à entrer dans la confé- 1844. 12 avril.
dération des États-Unis.

Le Texas a fait des progrès immenses : il ne possédait au commencement du siècle que neuf mille habitants; il en avait soixante-dix mille en 1836, et trois cent cinquante mille en 1844. Il exportait quarante mille balles de coton en 1833, cent mille en 1838, sans parler des produits en tous genres, tels que troupeaux, chevaux, fer et charbon. Les habitants de ce territoire, défiant les sauvages, ont placé leur capitale à la limite des terres cultivées; et leur pays est comme le point d'appui qui doit servir aux Anglo-Saxons de l'Amérique septentrionale pour assaillir la race espagnole de l'Amérique du Sud, ces nouveaux maîtres ayant déclaré ne reconnaître d'autre limite que l'océan Pacifique. L''Angleterre s'y oppose de toutes ses forces, prévoyant bien qu'il en résultera pour elle la perte du haut et du bas Canada. Le Mexique a déclaré, par réaction,

1845. Juillet. la guerre au Texas ; mais, agité entre l'anarchie et le despotisme, il ne peut que fournir de nouveaux prétextes aux progrès envahissants de la race nord-américaine, qui peut-être finira par attirer aussi à elle le territoire mexicain.

Le nord-ouest de l'Amérique, qui embrasse quatre millions de mètres carrés, c'est-à-dire un tiers de plus que l'Europe, est habité par cinquante mille Indiens à peine et par dix mille blancs, répartis dans les établissements de diverses nations. C'est là qu'est le territoire de l'Orégon, dont la longueur est de six cent cinquante milles sur cinq cents de largeur, c'est-à dire trois fois la surface des îles Britanniques. Fertile en tout ce que l'Amérique demande à l'Europe ; arrosé sur une longueur de deux cents milles, par un fleuve que les grands vaisseaux remontent jusqu'à quinze milles de l'embouchure ; ayant cent cinquante milles de côtes bien pourvues d'îles, de baies et de ports ; en contact avec la mer Pacifique ; situé vis-à-vis du Japon et de la Chine, avec les îles Sandwich pour point de relâche, l'Orégon donnerait aux États-Unis la clef du riche commerce de l'Asie occidentale, et ferait en outre prévaloir, dans l'intérieur de l'Union, le parti démocratique, qui pourrait y répandre la population industrieuse et marchande des provinces de l'ouest, et rétablir ainsi l'équilibre avec les planteurs aristocratiques du sud, renforcés par l'annexion du Texas. Par l'acquisition du seul grand fleuve du versant occidental, les États-Unis embrasseraient l'Amérique septentrionale tout entière, et domineraient les deux mers et l'isthme qui les sépare. Telle fut évidemment la pensée du président M. Polk, zélé démocrate, qui brave aujourd'hui les monarchies de l'Europe, comme jadis les monarchies bravaient les républiques. L'Angleterre s'y oppose avec opiniâtreté. Si jamais la guerre venait à éclater, l'Union serait forcée d'émanciper les esclaves pour s'assurer la tranquillité intérieure. Ainsi la civilisation y trouverait toujours son compte (1).

(1) La compagnie de la baie d'Hudson peut aujourd'hui naviguer librement jusqu'au 49° de latitude nord.

L'Amérique septentrionale, en 1836, embrassait 4,880,640,000 acres, et l'Amérique méridionale, 7,625,000, dont

les Russes possédaient.	480,000,000
le Guatimala.	119,000,000
les États-Unis.	1,408,000,000
les Anglais.	1,792,000,000
le Mexique.	1,081,600,000

Cet envahissement des républiques est à coup sûr d'une importance incalculable non-seulement pour cette moitié du monde, mais pour l'humanité tout entière. La différence entre les Américains du nord et ceux du midi naît de leur origine. Les premiers fondèrent des colonies, dont le chef était un roi. A côté d'elles s'en établissaient d'autres d'après le même principe, et la Bible était à peu près tout ce qu'elles avaient de commun; encore chacune d'elles l'interprétait-elle à sa manière. Les chefs des colonies du nord étaient donc souverains et pontifes, ce qui amena la liberté et la confédération. Et tandis qu'elles puisaient leur force dans la cohésion du même principe, il n'eût pas été possible de fondre en un seul corps tant de variétés. De vastes solitudes et une nature puissante invitent les Américains du sud à accomplir de grandes pensées, et tout y prend des proportions gigantesques; mais le principe de l'autorité s'y étant naturalisé, toutes les républiques aboutissent à la dictature.

La Colombie forme, avec le Pérou et la Bolivie, un territoire plus grand que l'Europe; la population y est clair-semée, et séparée par d'énormes distances, par des fleuves et des montagnes gigantesques. Comment y établir jamais cette centralisation administrative dont l'Europe est éprise? Tout plan général est extrêmement difficile sur un territoire aussi vaste : les habitudes serviles invétérées et les différences radicales de pays à pays s'y opposent; chaque province prétend non pas seulement à l'égalité, mais à la souveraineté sur les autres; la diversité de couleur forme des castes distinctes (1), qui deviennent un obstacle pour le gouvernement républicain. Ajoutez à cela que les habitants sont affranchis d'hier d'une domination qui ne les avait habitués à aucune espèce de représentation, qui les avait tenus dans cette servitude patriarcale la plus propre à énerver les esprits; que la faiblesse de l'administration et la nécessité de la contrebande les avaient accoutumés à violer les lois et à se confier dans la force de leurs bras.

Les tempêtes qui agitent ce pays ne sont donc que trop na-

Après les remaniements qui ont eu lieu pour le Texas. l'Orégon, la Californie et le Nouveau-Mexique, en 1846, les États-Unis ont gagné 408,236,000
les Anglais ont aussi gagné. 32,000,000
le Mexique a perdu 402,236,160

(1) On appelle infâmes de race (*infames de derecho*) ceux qui sont nés de blancs et de nègres, de blancs et d'Indiens, d'Indiens et de nègres.

turelles. Les centralistes en général, soit qu'on les appelle aristocrates ou serviles, veulent conserver ce qu'il y avait de bon dans le système colonial et particulièrement les priviléges de l'Église. Les libéraux, soit fédéralistes, soit démocrates, précipitent toute innovation, veulent extirper la superstition, c'est-à-dire l'ancienne croyance, et changer tout à coup les idées et les habitudes. Tel est le fond de toutes les dissensions, soit intérieures, soit d'État à État. C'est là ce qui rend la condition de l'Amérique méridionale extrêmement malheureuse et ce qui convertit en brigands les héros de l'indépendance (1). Il faut ajouter que les puissances européennes ne cessent de les inquiéter, tantôt en faisant revivre d'anciennes prétentions, tantôt en invoquant des griefs nouveaux. La France, qui avait reconnu ces républiques après 1830, se mit ensuite en hostilité avec Buenos-Ayres, et y fomenta la guerre civile entre Rosas et le président Rivadivia. Le premier chercha sa force dans la population des campagnes, en s'attachant les tribus sauvages pour les opposer aux unitaires; et, parvenu à se mettre à la tête du gouvernement, il poussa ses excursions contre les sauvages de la Patagonie. Le suffrage populaire lui valut la dictature (1835); puis lorsque ses fonctions expirèrent, en 1840, il fut réélu malgré l'inimitié des Français, qui bloquaient alors Buenos-Ayres. Le vice-amiral de Mackau qui conclut un traité avec Rosas dut se convaincre que les imputations dirigées contre lui par les exilés étaient exagérées.

Les républiques du sud eurent aussi de longs démêlés avec la cour de Rome, et les siéges épiscopaux y restèrent longtemps vacants.

Lorsqu'une fois les États du sud seront parvenus à s'organiser, les mines seront exploitées, le sol cultivé, et l'on y introduira de nouveaux produits, comme on l'a déjà fait au Brésil. Des bateaux à vapeur parcourront des lignes de mille lieues; on créera une force navale, si importante dans des contrées où

(1) Plusieurs Italiens prirent part aux mouvements de l'Amérique méridionale. Manuel Belgrano, homme de lettres, qui prêcha l'indépendance dans les journaux, puis combattit pour elle, était d'origine italienne; il acquit une grande popularité en cherchant à répandre l'instruction dans les classes inférieures (1820). Dans le Vénézuéla, le colonel Augustin Codazzi, de Lugo, exécuta plusieurs travaux géographiques, et il s'occupe encore aujourd'hui de coloniser la haute région de la Cordillière maritime, qui appartient à cette république.

des fleuves immenses et des forêts sans bornes mettent obstacle aux communications, et les missionnaires reprendront leur œuvre civilisatrice.

Les Américains du Nord étendent chaque jour leur domination sur quelque nouveau territoire. Les peuplades même qui demeurent indomptées ne croupissent plus dans une barbarie absolue; elles acquièrent des habitudes sociales, et commencent à se livrer à des métiers et à l'agriculture. L'ouverture de l'isthme de Panama sera aussi d'une extrême importance. Depuis que Humboldt l'a jugée possible, elle est étudiée de tous côtés, et l'exécution n'en paraît pas fort éloignée désormais. Quand le trajet se trouvera ainsi énormément abrégé pour six cent mille tonneaux de marchandises qui aujourd'hui doivent doubler le cap Horn, l'Europe entière devra s'en ressentir, mais plus encore les innombrables îles de la Polynésie, de la Malaisie et les opulentes contrées situées sur le versant oriental et méridional du grand continent de l'Asie.

CHAPITRE XXII.

LA FRANCE. — LA RESTAURATION.

La charte de Louis XVIII déclarait tous les Français égaux devant la loi et admissibles à tous les emplois; elle accordait la liberté individuelle, la liberté de la presse et celle des cultes, tout en proclamant la religion catholique religion de l'État; elle promettait l'inviolabilité des propriétés, l'oubli des opinions et des votes émis jusqu'à la restauration, l'abolition de la conscription militaire. La charte.

Le roi, d'après la charte de 1814, est inviolable; il a le pouvoir exécutif : chef de l'État et des armées, il déclare la guerre, fait les traités, nomme aux emplois d'administration publique. Il propose les lois; puis, lorsqu'elles ont été discutées et votées dans la chambre des pairs et dans celle des députés, il les sanctionne et les promulgue. Il fait les règlements et les ordonnances nécessaires à leur exécution ainsi qu'à la sûreté de l'État.

Le sénat, cet unique débris des institutions républicaines, est converti en chambre des pairs, mélange d'anglais et de

français sous un nom historique, « pour renouer la chaîne des temps. » Les pairs sont nommés par le roi, leur nombre n'est point limité, ils sont héréditaires. Les membres de la famille royale siégent de droit dans la chambre des pairs. Les séances sont secrètes, et les crimes de haute trahison lui sont déférés.

Les députés, dont les séances sont publiques, sont nommés pour cinq années, et renouvelés chaque année par cinquième. Ils doivent être âgés de quarante ans au moins et payer mille francs de contributions directes. Il faut, pour être électeur, avoir trente ans révolus et payer trois cents francs de contributions directes.

Aucun impôt ne peut être perçu s'il n'a été consenti par les deux chambres et sanctionné par le roi. Les deux chambres sont convoquées chaque année et en même temps par le roi. Il peut dissoudre la chambre des députés, c'est-à-dire les renvoyer devant leurs juges naturels; mais il doit en convoquer une nouvelle dans les trois mois.

L'autorité royale se trouve tempérée, mais en conservant la plénitude du pouvoir exécutif, exercé par des ministres responsables. L'une des deux chambres est héréditaire, l'autre élective. A la différence de la constitution anglaise, l'iniative appartient au roi seul. Les ministres siégent et opinent dans les chambres. Ils peuvent être mis en accusation par les députés, et traduits devant la chambre des pairs pour trahison ou pour concussion. Le système judiciaire et le code civil de l'empire sont maintenus, ainsi que les lois qui ne sont pas contraires à la charte. La confiscation est abolie; le droit de grâce appartient à la couronne.

La charte était un don octroyé par Louis XVIII au royaume que lui restituaient les étrangers; mais ce qui était un présent à ses yeux, la nation le considérait comme un droit. La mise en pratique de cette charte devait rencontrer de grandes difficultés dans un pays qui n'était habitué ni aux formes constitutionnelles ni à la publicité et au milieu surtout des factions, dont les unes avaient lutté pour une liberté précoce, les autres pour une tyrannie surannée. Ceux qui croyaient encore aux bienfaits de l'absolutisme se félicitaient de la restauration comme d'un retour à l'ordre; mais, s'apercevant qu'aucun des débris du passé ne pouvait revivre, ils entravèrent le pouvoir, et se mirent, eux aussi, à invoquer la liberté. Les disciples de l'Encyclopédie voyaient

partout un retour vers le moyen âge ; les jacobins et les bonapartistes, qui s'étaient alliés pendant les Cent Jours, regardaient de mauvais œil un trône qui, quoique dépourvu de cet absolutisme qui brise ce qui lui fait obstacle, était toujours hostile aux idées républicaines. Le vulgaire le trouvait sans éclat parce qu'il ne se montrait pas entouré de drapeaux enlevés aux vaincus. La restauration faisait enfin perdre aux banquiers les bénéfices énormes dont ils avaient été redevables aux restrictions et aux monopoles.

Les royalistes, d'un autre côté, revenus avec des idées de vengeance et de réaction, réclamaient, en récompense de leur fidélité oisive ou de leur émigration, des emplois pour eux, des châtiments et des rigueurs contre les auteurs « des premiers forfaits et des derniers désastres. » Comme ils dominaient dans la chambre de 1815, ils exigèrent la mise en jugement du maréchal Ney, dont la condamnation à mort « ne fut pas juste, comme le dit son avocat, M. Dupin, parce que la défense ne fut pas libre. » Les cours prévôtales rétablirent, par des exécutions sanglantes, la tranquillité partout où elle fut compromise, notamment dans le Dauphiné, où Napoléon II avait été proclamé et où cette justice expéditive se montra sans pitié. L'amnistie, cette première mesure de tout gouvernement qui n'a pas le vertige, éprouva de l'opposition, et fut limitée par des exceptions. L'Institut, soumis à une réorganisation, vit exclure plusieurs de ses membres : on traita la science comme une faction ennemie. La tribune retentit de déclamations incessantes contre la révolution, bien que ceux qui n'avaient pas eu à souffrir de ses violences fussent alors appelés à profiter de ses avantages ; et comme le gouvernement se montrait plus modéré que la faction qui le soutenait, les exagérés, devenant opposition, cherchèrent à ressusciter la prépondérance ecclésiastique et le vieil esprit provincial. Il se forma donc hors des chambres une *congrégation* de royalistes forcenés qui chercha à recruter tous ceux qui pouvaient agir sur les masses par la science, par les richesses, par la parole ou par les prières. Ils avaient des assemblées, des conférences sous le patronage du comte d'Artois, depuis Charles X, et d'autres princes, qui voyaient avec répugnance les limites apportées au pouvoir royal. Louis XVIII lui-même cherchait volontiers à faire montre de son autorité, en laissant de côté ces formes constitutionnelles qui voilent le roi pour ne laisser paraître que le ministre. Mais

les vrais amis du trône s'attachaient à la charte; Chateaubriand voyait en elle la seule ancre de salut; le général Foy disait : « Quiconque veut plus que la charte, moins que la charte, autrement que la charte manque à ses serments. »

Il y avait toutefois de larges plaies à cicatriser. Les alliés avaient voulu se faire payer par la France et leurs dépenses et la frayeur qu'elle leur avait causée. La déplorable invasion de 1815 coûta cinq cents millions. Il fallut en payer sept cent cinquante en trois ans pour l'occupation étrangère, puis deux cent quatre-vingts plus tard. Les créances sur le gouvernement, réclamées surtout par les pays abandonnés sur le Rhin, s'élevaient à un milliard six cents millions; la médiation de Wellington les fit réduire à deux cent quarante. La dette publique monta ainsi d'un milliard deux cent soixante millions à trois milliards sept cent soixante millions.

C'était une rude punition infligée à la gloire, mais qui manquait de prudence de la part de ceux qui professaient l'amour de la paix; car ils obligeaient par là le gouvernement à des mesures oppressives et irritantes. Ce qui indignait surtout la nation, c'était la joie insultante des étrangers; c'était de voir flotter sur les villes les drapeaux qui portaient encore la trace du pied de la France victorieuse. L'armée d'occupation fut réduite, en 1817, de trente mille hommes; puis les souverains alliés décidèrent,
1817. Septembre. à Aix-la-Chapelle, l'évacuation complète. Alors le gouvernement parut libre de ses actions, et, comme tel, il entra aussi dans la sainte alliance; mais cela déplut encore, comme une menace qui indiquait l'intention de transplanter en France les idées absolutistes.

Ces idées avaient soulevé contre elles l'opposition parlementaire; mais il en existait une aussi hors des chambres. Vingt mille officiers, rejetés du bivouac dans l'oisiveté, tournaient leurs regards vers Sainte-Hélène ou vers l'enfant qui grandissait sous l'aile de l'Autriche; ils espéraient que cette puissance leur viendrait en aide, soit pour élever au trône le fils d'une archiduchesse, soit pour satisfaire à d'anciennes jalousies dynastiques. D'autres rêvaient la république : ceux-ci, avec La Fayette, la voulaient paisible et casanière, à l'américaine; ceux-là, se reportant vers 93, la demandaient vigoureuse, conférant les droits les plus larges, se faisant la terreur des rois et l'espoir des peuples. Un troisième parti se rappelait la révolution d'Angleterre et la nécessité où le pays avait été, pour la compléter,

de renverser la dynastie restaurée pour lui en substituer une autre n'ayant ni regrets du passé ni vengeance à exercer, devant tout à la révolution. Tous ces partis s'appelaient *libéraux* et cherchaient à gagner la classe moyenne en excitant ses craintes ou ses espérances, en accueillant tous ceux que les Bourbons mécontentaient, en se servant des journaux et des caricatures, en battant en brèche les missionnaires et les jésuites, qui paraissaient vouloir se relever.

L'opposition légale se faisait dans les chambres, à qui les droits constitutionnels attribuaient un rôle important. Depuis deux siècles, la politique se fait au grand jour en Angleterre, d'où il résulte que l'opinion la surveille et l'oblige à se régler d'après l'intérêt du pays. En France, c'était un système tout nouveau : la politique était dès lors mobile comme les ministres, pilotes novices qui prenaient le moindre vent pour une tempête et qui dès lors croyaient tout perdu. Le peuple était aussi trop neuf pour des discussions de ce genre, et son imagination facile s'enflammait à des accents généreux.

L'opposition surtout s'attachait à deux points : la loi électorale et la censure. Il ne saurait y avoir de gouvernement représentatif sans la liberté de la presse; aussi était-elle défendue même par plusieurs royalistes, entre autres par Chateaubriand, qui semblait dire aux Bourbons : Je soutiendrai votre sceptre, pourvu que vous respectiez le mien. « Je ne veux pas, s'écriait-« il, que, s'il naissait des Copernics et des Galilées, un censeur « pût, d'un trait de plume, replonger dans l'oubli un secret « que le génie de l'homme aurait surpris à l'omniscience de « Dieu. »

« La censure, ajoutait Daunou, est essentiellement partiale, « et le fut toujours.... » Royer-Collard, qui avait aussi demandé des restrictions à la liberté de la presse, disait avec une amère ironie : « Selon la pensée intime de la loi, ce fut une grande « imprévoyance, au grand jour de la création, de laisser l'homme « s'échapper libre et intelligent au milieu de l'univers. De là le « mal et l'erreur. Une sagesse plus haute vient réparer la faute « de la Providence, restreindre son imprudente libéralité, et « rendre à l'humanité, sagement mutilée, le service de l'élever « à la bienheureuse innocence des brutes. »

Quant aux élections, base du gouvernement représentatif, le gouvernement, qui les redoutait, cherchait à les dominer. Dès 1815 il repoussa l'élection directe, prévoyant qu'elle serait la

ruine de la monarchie. La lutte s'établit d'abord entre les ultra-royalistes et les modérés; puis entre les modéres, les ministériels et les doctrinaires; enfin entre les doctrinaires et les indépendants, qui s'appelèrent l'*extrême gauche*.

Doctrinaires. Les doctrinaires étaient une réunion assez nouvelle de littérateurs et de publicistes qui s'étaient fait certaines maximes abstraites, à l'aide desquelles ils prétendaient régler la politique. Royer-Collard avait combattu le sensualisme de Condillac comme cause de l'avilissement des esprits sous Napoléon et du despotisme brutal de la terreur ou des baïonnettes. Il puisait son éloquence dans la contradiction et dans sa haine contre un système bien plus que dans l'amour du peuple, qu'il tenait, au contraire, éloigné de la constitution; car il avait été désabusé de la souveraineté populaire par le terrorisme, et il considérait la chambre comme élective plutôt que comme représentative. Pour lui, les députés étaient ceux de la chambre, et non du peuple, et les conseillers du roi; Royer-Collard acquit une grande importance en parlant très-peu et en écrivant moins encore. Comme il résumait ses discussions sous une forme dogmatique, en répétant souvent le mot *doctrine*, son parti reçut le nom de *doctrinaire*, mot vague, du reste, comme toutes les désignations de parti, et que chacun interprétait à son gré.

Opposés aux esprits absolus, qui n'envisagent qu'un seul côté des choses, les doctrinaires tendaient à consolider l'empire de toutes ces puissances de fait qui résultent de la propriété, de la richesse et autres avantages de position, en accordant ces puissances entre elles à l'aide de transactions, au contraire des libéraux, qui auraient voulu limiter la sphère de leur autorité en isolant presque de la vie sociale l'existence des citoyens, soustraite le plus possible à l'action du pouvoir (1), et qui soutenaient que la véritable politique consistait dans les intérêts de la classe moyenne.

1767-1830. Benjamin Constant peut être considéré comme le publiciste du libéralisme d'alors. Asservir aux idées protestantes en religion comme en politique, intelligence vigoureuse, tempéra-

(1) « J'aspirais avec enthousiasme vers un avenir, je ne savais trop lequel; vers une liberté dont la formule, si je lui en donnais une, était celle-ci : *Gouvernement quelconque avec la plus grande somme possible de garanties individuelles et le moins possible d'action administrative.* » THIERRY, *Préface aux* Dix ans d'études historiques.

ment faible, cœur froid, il introduisit en France la littérature allemande, et dans la philosophie la morale du sentiment soumise aux oscillations de la conscience individuelle. Par les idées, par les sentiments, par le tour de son esprit, par la légèreté de ses mœurs, son culte de Voltaire, ses habitudes satiriques, il appartenait à cette école anglaise, dont Mounier fut l'orateur, Necker le financier, madame de Staël l'héroïne et dont l'empereur Alexandre devint l'adepte. Il fit de l'opposition à Napoléon sans voir en lui le représentant de la nation française. Il s'approcha de lui en 1815, mais en lui conseillant de faire les pairs héréditaires, comme en Angleterre. Sous la restauration, il fut le chef de ce libéralisme bourgeois en lutte avec la souveraineté nationale, appliqué seulement à garantir l'indépendance individuelle contre l'action du pouvoir. Sa mobilité sceptique se trahit souvent par des contradictions manifestes; et il était naturellement appelé, dans le système représentatif, à jouer sans cesse le rôle d'opposant par suite de son goût pour la popularité et de ses sympathies pour la jeunesse.

Le système constitutionnel ne vit que de fictions et de contrepoids, et, par les complications qu'il produit, il donne l'avantage aux natures délicates sur les âmes simples et énergiques. C'est pour cela que Benjamin Constant prit l'apparence d'un chef, quoiqu'il n'ait jamais déployé de vigueur. Comme protestant, il était l'ennemi du clergé; écrivain facile et ingénieux dans les journaux et à la tribune, il réunit ses articles sous le titre de *Cours de politique constitutionnelle*. Selon ce roman, la liberté individuelle est le but de toute association humaine; elle est la liberté véritable, garantie par la liberté politique. Les anciens tendaient à faire participer tous les citoyens au pouvoir social; les modernes veulent avant tout sécurité pour leurs jouissances privées. Les institutions politiques sont des contrats par lesquels les hommes renoncent à la moindre part possible de leur indépendance primitive; en conséquence la société n'a de juridiction sur les individus que pour les empêcher de se nuire réciproquement.

Notre ouvrage tout entier est la réfutation de ce principe. Nous croyons en effet que l'individu et la société existent pour le genre humain, pour son perfectionnement, que les nations acquièrent le plus grand développement possible et que les individus doivent tous y apporter le tribut de leurs facultés et de leur amour.

Selon les doctrines stériles de Benjamin Constant, la concurrence industrielle est de droit absolu, et toute intervention de la puissance sociale est une usurpation de même que tout impôt qui n'est pas commandé par une nécessité impérieuse. Il exclut toute direction sociale dans l'ordre matériel et plus encore dans l'ordre moral. La religion doit être conforme au sentiment de chacun et l'éducation des enfants être abandonnée aux pères de famille.

L'indépendance de l'individu une fois prise pour but de l'association, ceux-là seuls en seront membres qui y apportent cette indépendance, c'est-à-dire les propriétaires. C'est ainsi qu'en combattant les priviléges de l'aristocratie il affermissait ceux de la bourgeoisie, et réprouvait en conséquence l'élection à deux degrés, adoptée par l'assemblée constituante. Si l'unique intérêt réel est celui des individus et si l'intérêt général consiste dans une transaction entre eux, la nationalité s'efface, et tout se réduit au municipe; le seul gouvernement véritable est l'administration communale, et l'autorité centrale se borne à décider les différends qui viennent à naître par suite des prétentions respectives des localités.

Benjamin Constant déduisait de là sa théorie de la monarchie constitutionnelle, réduite à un rôle neutre et purement modérateur au milieu des principes actifs. Le ministre doit avoir le pouvoir exécutif, indépendamment du roi, dont la prérogative se borne à maintenir les autorités dans leur sphère, soit en changeant le ministère, soit en dissolvant les chambres; ce qui a été traduit depuis par cette formule : « Le roi règne, et ne gouverne pas. »

Dans la *Religion considérée dans ses formes et dans ses développements*, ainsi que dans le *Polythéisme romain*, Benjamin Constant soutient que la religion est progressive, de même que la civilisation entière. Elle ne se fonde donc pas sur une conception nécessaire de Dieu et de l'enchaînement des choses; mais c'est une disposition instinctive de notre esprit, un sentiment revêtu de dogmes arbitraires, pour satisfaire au besoin de la logique. C'est un vague théisme avec une révélation supérieure une fois faite et sans autre autorité que la conscience individuelle. Les colléges sacerdotaux et les mystères anciens ne renfermaient point de traditions plus pures, dont le culte vulgaire ne fut qu'un reflet. Les théogonies, la mythologie sont des absurdités, des aberrations ou des artifices de prêtres; dans

les pays où ils ne sont pas constitués et où, comme en Grèce, le culte naît spontanément de l'opinion, le sacerdoce se perfectionne en se mettant en harmonie avec la civilisation.

Nous avons voulu exposer tout au long ce mélange de l'Encyclopédie avec le kantisme comme l'expression du système qui s'appelait alors libéral et qui, s'il faisait peur aux rois, ne pouvait néanmoins inspirer aux peuples une grande confiance.

Les libéraux commencèrent à obtenir de l'influence dans les chambres en 1818, lorsqu'y furent appelés La Fayette, Manuel et autres notabilités de leur parti. Le ministère Richelieu étant tombé, il fallut que le nouveau cabinet, dont M. Decazes était non le chef, mais l'âme, se prêtât à quelques concessions, toutefois en tâtonnant et sans savoir déclarer un système arrêté. Ainsi se préparait la guerre entre le privilége et l'élection, entre la liberté et l'oligarchie. La censure fut abolie, les délits de la presse soumis au jury; les éditeurs des journaux, obligés à un cautionnement, devinrent responsables de leurs publications, et ils ne furent plus considérés comme complices des crimes auxquels ils pourraient provoquer.

Mais déjà les libéraux modérés étaient dépassés, et la nomination à la chambre de l'ex-évêque Grégoire fut presque une insulte à la dynastie restaurée.

Aussi, à l'ouverture des chambres, en 1819, le roi s'exprima en ces termes : « Une inquiétude vague, mais réelle, préoccupe « les esprits; chacun demande au présent quelques gages de « durée; la nation ne goûte qu'imparfaitement les avantages « de l'ordre légal et de la paix; elle craint de se les voir arra- « chés par la violence des factions, et s'effrayer de l'expression « trop claire de leurs desseins. »

C'était avouer, chose nouvelle, la distinction entre la nation et son gouvernement : l'un opérant à la surface, l'autre s'agitant au fond, où continuait à vivre la révolution. Mais au lieu de se mettre à la tête du mouvement social, dont il sentait les frémissements, ce gouvernement s'obstina à le faire rétrograder devant la volonté d'un petit nombre. C'était en vain qu'il était averti par ses amis et par ceux qui voulaient le détourner de mesures illégales. Talleyrand s'écriait : « Ce qui est voulu, « proclamé utile et bon par tous les hommes éclairés d'un pays, « sans variations pendant plusieurs années, doit être considéré « comme une nécessité du temps. Il n'est pas facile, de nos « jours, de tromper longtemps. C'est une faute que d'entre-

« prendre une lutte à laquelle un peuple entier prend part, et « toute faute politique entraîne des périls. » Et Manuel disait : « Où tendent ces répressions intempestives? à éteindre le volcan? « Mais ne savez-vous pas que la flamme rugit sous vos pieds, et « que, si vous ne lui donnez une large issue, elle éclatera pour « votre ruine? »

Ce fut dans cette discussion qu'il laissa échapper de sa bouche ces expressions : « La France n'a vu le retour des Bourbons « qu'avec répugnance. » La question prenait ainsi de la largeur, et Benjamin Constant disait : « La nation est demeurée léga- « taire des nobles principes de 89, et cent fois elle est sortie « victorieuse de ses luttes avec l'aristocratie. La guerre n'est « pas venue de notre côté; elle a été déclarée par ceux qui veu- « lent la dictature. »

Ces questions traitées dans la chambre acquéraient au dehors cette exagération qu'y donnent la parole des journaux et la peur du vulgaire, ce qui faisait que les esprits étaient extrêmement agités. Le souffle de la haine circulait dans les assemblées électorales, dans les écoles, dans les places publiques, et le gouvernement se roidit d'autant plus que des insurrections contre les rois éclataient au dehors.

1820. 13 février. Ce fut dans de telles circonstances que le duc de Berry, héritier présomptif de la couronne, fut frappé par le poignard de Louvel. Ce coup fut imputé à la maison d'Orléans, aux bonapartistes, au ministre Decazes lui-même, aux libéraux surtout; mais c'était uniquement l'œuvre directe d'un homme exalté peut-être par les articles de journaux, mais sans rapports avec aucun parti, et qui subit le supplice avec impassibilité. La désolation de la famille royale et de ses partisans fut adoucie par la grossesse de la veuve du prince assassiné. La France salua d'applaudissements ce berceau déposé sur une tombe; mais il dérangeait trop d'espérances pour n'être pas calomnié.

Cet événement servit de texte aux ultra-royalistes pour déclamer contre la faiblesse du gouvernement et pour démontrer la nécessité de mesures énergiques. Les deux chambres serviles exprimèrent leur indignation en demandant la répression « des doctrines perverses qui menaçaient d'un bouleversement complet la religion, la morale, la monarchie, la liberté. » La sainte alliance y vit un prélude de révolution; Alexandre crut une nouvelle réunion de rois nécessaire, et sa faveur fit rappeler le duc de Richelieu au ministère. Mais les indépendants le

regardèrent comme un obstacle; les doctrinaires ne surent faire fléchir en rien leurs maximes rigoureuses et hautaines : il en résulta que ce ministre, privé d'un coucours qui lui était nécessaire, fut obligé de se donner aux royalistes et de restreindre la liberté des personnes et celle des journaux, en punissant la nation d'un forfait qu'on ne voulait pas croire isolé. La chambre 1821.
élue sous ces influences entraîna le roi hors des voies de la modération, et plus encore lorsque le duc de Richelieu dut céder le portefeuille à M. de Villèle, résolu à étouffer lentement la révolution.

Ceux qui plaignaient les Bourbons les accusaient de montrer trop de condescendance pour la politique tyrannique de l'étranger, et de vouloir imiter ce que la sainte alliance avait fait à Carlsbad à l'égard de l'Allemagne. Les plus ardents, réduits au silence par les entraves apportées à la presse, concentraient leur haine dans les sociétés secrètes, et propageaient le carbonarisme. Déjà, en 1820, un complot s'étendit de Paris sur différents points. Cinq insurrections éclatèrent en 1822, et elles échouèrent, n'ayant ni la force que donne la prudence, ni celle qui naît de l'audace. Les chefs de la conjuration de la Rochelle portèrent leur tête sur l'échafaud; le général Berton subit le supplice à Saumur avec ses compagnons, en criant *Vive la république!* Les cris poussés du haut de l'échafaud trouvent toujours de l'écho; mais le peuple laissa faire, parce que ces trames ne regardaient que la bourgeoisie, et non la population entière; et la monarchie, poursuivant la réaction, se crut plus forte en punissant.

La Fayette, Manuel, Benjamin Constant, le général Foy, le banquier Laffitte étaient désignés dans les procès politiques sous le nom d'archimandrites, et l'on croyait qu'une main si élevée que personne n'aurait osé l'atteindre répandait des encouragements et de l'argent. D'un autre côté, on dénonçait à la tribune le comte d'Artois comme le chef d'un *gouvernement occulte*, qui envoyait partout des agents royalistes pour rétablir la monarchie absolue.

Nous avons déjà parlé de l'expédition contre les libéraux d'Espagne. L'armée n'eut pas à y lutter contre la résolution nationale; elle poursuivit donc sans obstacles ses faciles triomphes. On voulut les exagérer en France pour en faire une auréole au duc d'Angoulême, et donner au pacifique drapeau blanc une couronne de lauriers. C'est en vain que Chateaubriand voudrait

abuser les contemporains et la postérité en appelant cette expédition « l'acte le plus politique et le plus vigoureux de la restauration. » Les libéraux ne voulurent y voir qu'une basse condescendance pour la politique des alliés (1) et la volonté d'établir le despotisme de l'autre côté des Pyrénées pour le ramener en France et pour imiter ce que les étrangers avaient fait avec la France en révolution, c'est-à-dire imposer au pays la forme de son gouvernement intérieur. Manuel alla jusqu'à dire : « L'esprit de révolution est dangereux ; mais celui de « contre-révolution l'est aussi. Les révolutions qui marchent en « avant peuvent commettre des excès ; mais au moins en allant « en avant on arrive. Si vous croyez que Ferdinand soit en péril, « ne renouvelez pas les circonstances qui entraînèrent à l'écha- « faud ceux qui vous inspirent un si vif intérêt. C'est parce que « les étrangers intervinrent dans la révolution française que « Louis XVI fut précipité du trône... » Ces paroles, prononcées avec une froide impassibilité, excitèrent l'indignation des royalistes ; et, sans respect pour l'indépendance des représentants du
1823. Mars. peuple, Manuel fut entraîné hors de la chambre des députés par des gendarmes. Le côté gauche le suivit, se flattant peut-être de se voir saluer au dehors par les applaudissements de la foule, espoir bien déçu ; mais on comprit toutefois qu'après avoir réprimé la presse on voulait aussi enchaîner la parole. Le droit était foulé aux pieds par la force : il devait se relever victorieux.

Les projets despotiques se révélèrent aussi dans un ordre du jour qui, en mettant dix-huit officiers à la retraite, déclarait que « le devoir d'un bon officier est non-seulement de bien rem- « plir les devoirs de son grade, mais encore de manifester dans « toutes les circonstances, par des paroles et par des actes, son « amour et son dévouement pour le roi. »

(1) M. Molé disait : « Qu'allons-nous faire en Espagne ? Quel fruit recueillerons-nous d'une guerre contraire aux intérêts nationaux ? Nous allons rétablir dans la Péninsule une inquisition odieuse ; et qui sait si, à l'ombre de nos drapeaux triomphants, le despotisme ne se lancera pas sur la France ? Toutes les révolutions se ressemblent ; elles sont entreprises par des existences nouvelles qui se sont formées au sein de la société et que la société tarde trop à reconnaître. Elles sont entreprises pour remettre chaque individu et chaque chose à sa place, pour substituer partout le réel au fictif. Ainsi les révolutions procèdent toutes d'un même principe, toutes tendent au même but, depuis celles d'Athènes et de Rome jusqu'à celles d'Angleterre, de France et d'Espagne.

Cependant la victoire et des coups énergiques donnèrent, comme il arrive toujours, quelque popularité au gouvernement; et le ministre Villèle se crut désormais plus assuré de pouvoir ramener la France à l'absolutisme. Il éloigna du cabinet ceux qui pouvaient lui porter ombrage, négocia un emprunt considérable avec la maison Rotschild, qui, à partir de ce moment, acquit une grande importance; et il se décida à dissoudre la chambre, afin d'en avoir une à sa dévotion. Les élections couronnèrent les manœuvres et les espérances des royalistes: mais tous ceux qui se trouvaient exclus formaient un corps d'ennemis extrêmement nombreux.

La nouvelle loi électorale qui portait à sept années la durée de la législature, dont le renouvellement devait se faire intégralement, parut une violation de la charte; car le droit électoral est la légitimité des peuples, et ceux qui y attentent les poussent à attenter à la légimité des rois.

Les intérêts religieux venaient se mêler aux intérêts politiques. Il n'avait guère été possible, sous Napoléon, de discuter sur les priviléges de l'Église et sur ses rapports avec l'État. La charte de 1814, en déclarant la religion catholique religion de l'État, avec protection accordée à tous les cultes, enlevait au catholicisme la liberté qu'elle laissait aux autres, et l'alliance du trône avec l'autel rabaissait le dernier, au lieu de l'élever. Le concordat avec la France coûta plus de peine à la cour de Rome que jamais traité passé avec les autres puissances. Le gouvernement penchait du côté religieux; mais il n'osait se déclarer franchement. En même temps qu'il se trouvait souvent dans le cas de réprimander les évêques comme d'abus au sujet de leurs pastorales et qu'il les obligeait à se disculper, il tolérait des livres non-seulement irréligieux, mais immoraux, qui répandaient parmi le vulgaire l'incrédulité et le libertinage plus qu'on n'eût osé le faire au temps même des encyclopédistes. De 1817 à 1824, il fut publié douze éditions de Voltaire et treize de Rousseau; deux millions sept cent quarante et un mille quatre cents volumes de ces doctrines furent mis en circulation; et Jouffroy écrivit, en 1825, *Comment les dogmes finissent*, ouvrage où il soutenait que cette recrudescence du catholicisme était une pure affaire de mode et que bientôt il retomberait dans l'oubli.

Les consciences timorées s'effrayaient; des missionnaires étaient partout expédiés pour neutraliser l'effet de ces publications; diverses associations se fondèrent aussi pour propager les

bons livres. Les bouleversements passés avaient jeté dans beaucoup d'esprits le découragement, dans d'autres la haine ; et l'on sentait le besoin d'élever la jeunesse dans des idées différentes, de lui donner d'autres habitudes que celles qui avaient enfanté le désordre au milieu duquel elle était née. Or, comme on n'avait pas su accorder l'éducation publique avec les besoins de l'intelligence et du cœur, un grand nombre de familles envoyaient leurs enfants aux colléges tenus par les Pères de la Foi, nom sous lequel se cachaient les jésuites. Bien que les anciennes maximes françaises défendissent l'introduction d'ordres nouveaux autrement qu'en vertu d'une loi, les jésuites cherchaient à recouvrer, à l'ombre des libertés nouvelles, leur influence sur l'éducation et dans l'État. Pleins de zèle comme ils le sont, ils se répandaient en tous les lieux et jusque dans les prisons pour s'ouvrir accès dans les âmes. La haine conçue contre le clergé se tourna tout entière sur ceux qui en étaient les représentants les plus ardents, et tout ce qui se faisait dans le sens religieux était attribué aux jésuites. Leur nom était devenu une injure, et on l'appliquait à quiconque était haï ; on faisait aux jésuites les reproches les plus divers. La peur d'encourir cette terrible accusation rendait timide à professer les vérités catholiques, et beaucoup de chrétiens sincères se tenaient pour y échapper dans une pénible irrésolution.

Quelques scènes de ce temps parurent ménagées pour reporter la nation vers un passé dont on ne voulait plus. Un nommé Martin, de Chartres, eut des révélations dont il fit part au roi. Une croix apparut dans l'air à Migné. C'étaient partout des missions et des litanies ; et comme tout effort a sa réaction, toute idée son abus, l'irréligion parut un moyen de résistance. Quelques-uns réveillaient les traditions parlementaires, quoique la révolution les eût effacées, pour soutenir l'intervention de l'État dans certains faits de discipline religieuse. Comme l'autorité ne se prêtait pas assez à ce système, ils ne s'y attachaient qu'avec plus d'ardeur, et y identifiaient la cause des Bourbons. D'autres, aux yeux de qui c'était lâcheté, sinon mensonge, que cette crainte des progrès et des envahissements du clergé quand on avait liberté complète de le contredire et même de le bafouer à l'aide de la presse, soutenaient, au nom de la liberté, qu'il fallait laisser aux prêtres des diverses religions une indépendance entière dans leur discipline ecclésiastique ; que c'était aux fidèles à régler leur croyance selon l'impression

produite en eux par les dogmes et par la discipline; de là une opposition religieuse. Louis XVIII crut donner satisfaction à cette opinion en nommant au ministère des cultes, M. Frayssinous, évêque d'Hermopolis, qui fut chargé de surveiller l'université et les professeurs. Ce prélat, qui appartenait à l'ancienne école, vénérait les libertés gallicanes, d'après lesquelles le jubilé de 1825 ne put être publié sans l'autorisation du gouvernement. Une nouvelle Sorbonne fut créée pour servir de centre aux études ecclésiastiques dans le sens gallican. M. Frayssinous voulut la soustraire à la juridiction du pape et de l'archevêque; mais M. de Quélen fit valoir ses droits en menaçant de l'excommunication; et ce projet fut abandonné.

Nous avons vu (1) quels vigoureux champions s'étaient levés pour l'indépendance de l'Église. Le cardinal de Clermont-Tonnerre, archevêque de Toulouse, dénonça l'incrédulité du siècle, qui tournait en ridicule toutes les questions religieuses. Il demandait le rétablissement des synodes diocésains et provinciaux, l'indépendance des ministres de la religion, le retour de toutes les solennités et de plusieurs ordres religieux, de plus des lois sévères contre les sacriléges, au nombre desquels il mettait les vols commis dans les églises; enfin, la restitution des livres de l'état civil au clergé.

Sa pastorale fut supprimée comme entachée d'abus; la fraction religieuse en poussa les hauts cris. De ce moment elle devint tout à fait un parti, et les intérêts de la foi commencèrent à se mêler aux intérêts politiques.

Le clergé, qui se rappelait sa position d'autrefois, la préférait à sa condition présente et à une protection qui ne lui valait que des embarras de la part de ses protecteurs, des attaques furieuses de la part de ses ennemis. Pendant qu'il se plaignait des restrictions dont il était l'objet, les séculiers se récriaient contre ses progrès, contre sa tendance à s'arroger sans cesse une plus grande autorité. Les chambres, les tribunaux même retentissaient de mots amers contre « cette épée dont la poignée est à Rome et la pointe partout (2). » Montlosier fourbissait ses vieilles armes pour combattre les jésuites renaissants, l'ultramontanisme, les corporations, qui osaient encore se réunir dans la solitude pour la prière et la pénitence; contre l'arrogance

(1) Page 370.
(2) DUPIN.

des évêques, qui prétendaient, dans leurs pastorales, mettre leur troupeau sur ses gardes; et, tandis que les societés secrètes s'étendaient impunément, on surveillait, avec l'inquiétude de la défiance, les frères de la Doctrine chrétienne et ceux de Saint-Vincent de Paul.

Tout devenait ainsi instrument de haine et de résistance. Les opposants, ne songeant qu'à démolir, n'avaient pas une réforme en réserve pour le cas de réussite, comme il apparut lorsqu'ils eurent obtenu la victoire.

La part qu'y prit la littérature fut grande et active. Napoléon, tout en la tenant enchaînée, avait habitué les journalistes à faire, eux aussi, la guerre aux gouvernements étrangers et à lancer des flèches très-douloureuses contre ses ennemis. Ils s'instruisirent ainsi; puis, à peine libres d'entraves, ils déployèrent une grande hardiesse, et constituèrent véritablement un quatrième pouvoir dans l'État.

On cherchait avec ardeur tout ce qui pouvait déplaire aux Bourbons. Napoléon, naguère maudit, redevint populaire. Les chansons de Béranger, véritables armes de combat (1), rappelèrent l'intérêt et l'admiration sur ces vieux soldats qui ne pouvaient plus, hélas! tuer ni se faire tuer. Vernet représentait sans cesse leurs types, reproduits à milliers par la lithographie, nouvel instrument d'une grande puissance, employé à répandre le ridicule et le mépris. Les *Messéniennes* de Delavigne excitaient un courage dont les exemples périssaient et cet amour de la patrie qui s'enflamme lorsqu'elle est menacée, pour ne s'endormir que lorsque son repos est assuré. Paul-Louis Courier, écrivain qui, après des études sévères, s'était fait pamphlétaire comme Pascal et Montesquieu, assaisonnait d'une causticité charmante les préjugés et les passions de son parti : il faut toutefois en excepter l'admiration pour Napoléon; car il aimait le peuple, et il faisait naître le rire des entrailles de l'humanité, criblant de ses traits les aristocrates, les courtisans et les oisifs.

A l'exception d'un très-petit nombre, les hommes les plus distingués dans la littérature restèrent opposés aux Bourbons. Chateaubriand lui-même, si fidèle au drapeau blanc, commença, lorsqu'il eut été exclu brusquement par Villèle du ministère des relations étrangères, à faire de l'opposition; et s'il ne fit pas

(1) Combien sa muse a fabriqué de poudre!

une guerre à outrance, il disait du moins : « Voici ce que j'aurais conseillé au gouvernement. »

Le gouvernement n'avait pas alors absorbé tous les esprits, et toute capacité n'était pas renfermée, comme elle l'a été depuis les trois journées, dans le cercle des hommes d'État. Les hommes d'intelligence s'appliquaient donc aux lettres, et aspiraient à des triomphes civils dans la presse ou dans l'enseignement. Ils finirent par porter ombrage au gouvernement, qui, n'ayant pu rétablir la censure, se mit à sévir contre les délits de presse, et en attribua le jugement aux tribunaux correctionels. Plusieurs journaux furent suspendus rien que pour *tendance*, d'autres furent achetés ; mais le marché ne put demeurer secret, non plus que la main d'où venait l'argent. Certains professeurs furent même privés de leur chaire.

Il ne faut point se mettre à dos les gens d'esprit dans un pays où il n'est pas permis de les ensevelir au fond d'une tour, attendu que si on les abat ils se relèvent plus redoutables. Les professeurs mécontentés par le gouvernement formaient une polémique de leurs enseignements ; toute histoire devenait allusion. La louange ou le blâme étaient distribués en sens inverse de l'inclination d'en haut ; la question politique se traduisait en théories philosophiques sur l'origine du pouvoir. Naît-il de l'homme ou de Dieu, d'un contrat social ou d'une révélation ? Le langage même a-t-il été révélé à l'homme ? ou Dieu ne lui a-t-il donné que la faculté de parler, qui a été mise ensuite en action ? L'homme a-t-il commencé par parler ou par penser ? L'idée est-elle antérieure à la parole ?

L'école de de Maistre renaissait, et Bonald s'en faisait le champion dans sa *Législation primitive*, où il soutient le langage révélé, ainsi qu'une loi primitive, dont il déduit l'absolutisme ; il battait en brèche le jury, la liberté de la presse, l'enseignement du peuple, le droit de pétition, le divorce, l'abolition de la peine de mort. Ballanche, partant des mêmes principes, soutenait que l'homme est né pour la société, au moyen de laquelle seulement il se complète. Il dut donc parler dès l'origine, et la parole lui fut communiquée avec l'idée, et non pas seulement comme signe de l'idée. Cette parole règne avec une autorité suprême ; mais la pensée tend à se dégager de cette tradition qui l'entrave, jusqu'à ce qu'elle se produise libre et spontanée. Alors la raison individuelle apparaît ; à la fatalité succède la liberté, et un contrat se fait à l'aide de lois écrites.

de telle sorte que la pensée domine la parole; composition entre le droit divin et le droit humain. Dans cette succession de formules sociales, l'avenir éclôt toujours du présent; la restauration elle-même n'est « qu'une formule, dont l'inconnue se dégagera. »

Une jeunesse pleine d'ardeur, après avoir vu sa carrière brisée par une révolution, se jeta dans l'étude avec toute la flamme qu'elle avait apportée aux affaires publiques, mais sans oublier ses premiers projets. Cette jeunesse faisait donc, en écrivant, une opposition en sens divers : tels étaient de Broglie et de Barante, champions des doctrinaires; Villemain, qui faisait applaudir dans la littérature ancienne les idées que la censure effaçait dans la nouvelle ; Guizot, qui suivait à travers les débris du passé les traces de la liberté constitutionnelle ; Laromiguière, qui restait sensualiste avec Locke; Royer-Collard, qui répudiait, au contraire, le joug du sensualisme, et voulait réformer la philosophie dans un but pratique, positif et social, afin de rendre à la France sa dignité morale, à l'intelligence ses prérogatives, régénérer l'esprit public, et par ce moyen le gouvernement; Cousin enfin, qui, remaniant la philosophie allemande, semblait donner une certaine vigueur aux pensées et à la volonté, et introduisait un éclectisme qui savait trouver pour chaque opinion l'excuse de l'opportunité. Les historiens, fourmillant d'allusions, laissaient voir l'espérance et la possibilité d'un état de choses meilleur. Augustin Thierry disait, en combattant les futilités et les bassesses impérialistes : « Hommes de la liberté, nous sommes avant tout de la nation des libres; et ceux qui, loin de notre pays, luttent pour l'indépendance et meurent pour elle sont nos frères, nos héros (1). »

Ces nuances de partis très-différentes se réunissaient pour

(1) *Censeur européen*, 17 avril 1820.

Il écrivait ailleurs : « Une association secrète, empruntée à l'Italie, réunit et organisa, sous des chefs placés haut dans l'estime du pays, une grande partie, et la partie la plus éclairée, de la jeunesse des classes moyennes. Mais nous ne tardâmes guère à nous convaincre de l'inutilité de nos efforts pour amener des événements qui n'étaient pas mûrs; et alors les affiliés, revenant à l'action, retournèrent à leurs comptoirs ou à leurs livres. Ce fut un acte de bon sens et de résignation civique ; et, chose remarquable, le plus beau mouvement d'études sérieuses succéda, presque sans intervalle, à cette effervescence révolutionnaire. Dès l'année 1823 un souffle de rénovation commença à se faire sentir, et à raviver simultanément toutes les branches de la littérature. » THIERRY, *Dix ans d'études historiques*.

combattre Villèle ; car tout l'effort du gouvernement était employé à soutenir non pas la couronne, mais le ministère. « Le pouvoir et la liberté étaient dans l'appréhension de l'avenir..... La France de la révolution n'était pas appuyée et constituée ; elle portait dans son sein la confusion et l'incertitude, le bien et le mal, le vrai et le faux, des éléments d'ordre et des semences d'anarchie fermentant pêle-mêle et au hasard (1). »

C'est au milieu d'une pareille fermentation que mourut 1824. 16 septembre.
Louis XVIII, en s'attribuant le mérite, si c'en est un, d'avoir su louvoyer entre les factions. Charles X, son successeur, était désigné depuis longtemps comme le chef de la congrégation et le moteur caché de toutes les mesures illibérales de son prédécesseur. La sainte ampoule se retrouva pour son sacre, où il toucha et guérit des scrofuleux. Ce fut un sujet de risée pour les libéraux, qui, du reste, dissimulaient l'omission, faite pour la première fois dans cette cérémonie, du serment habituel d'expulser les hérétiques, de respecter les immunités ecclésiastiques, de ne pas faire grâce aux duellistes. Charles X jura « de consolider, comme roi, la charte qu'il avait promis de maintenir comme sujet ; » et il supprima la censure. Mais, à l'instance d'Alexandre, il adhéra personnellement à la sainte alliance, et il ne tarda pas à montrer quel était son système de gouvernement.

L'indemnité accordée aux émigrés pour leurs biens confisqués par la révolution fut votée, malgré les efforts de l'opposition, « pour récompenser la fidélité malheureuse et spoliée, et montrer que les grandes injustices obtiennent avec le temps de grandes réparations. » Un milliard, à trois pour cent, fut affecté à cet objet : c'était condamner la révolution à rembourser ceux qui l'avaient désertée. Mais l'opération du partage à faire entre les intéressés fournit occasion de donner des emplois à des gens dévoués. Cette mesure accrut la force des royalistes et l'importance des propriétés immobilières. Ce fut aussi un habile expédient financier, en ce qu'elle créa des rentes trois pour cent destinées à rembourser les autres. Mais la classe très-nombreuse des rentiers, habitant Paris pour la plupart, à qui l'on enlevait d'un coup de filet environ cent vingt millions de revenu, en fut très-mécontente.

(1) Guizot, *des Moyens de gouvernement et d'opposition*. Il parle de 1822 et 1823.

Les idées nobiliaires se réveillèrent de plus en plus; on alla jusqu'à proposer de rétablir le droit d'aînesse et les substitutions alors que le Code civil avait sanctionné l'égalité de partage entre les enfants. M. de Barante disait alors avec raison : « Les lois qui ne sont pas en rapport avec les habitudes et les opinions d'un peuple ne sont que des mots, et rien de plus. »

Les pratiques dévotes s'étendirent, et l'on permit les communautés religieuses de femmes, ce qui était un acheminement vers les couvents d'hommes. Des lois furent promulguées contre le sacrilége; et Chateaubriand ayant rappelé que « la religion chrétienne aime mieux pardonner que punir; qu'elle doit ses victoires à ses miséricordes, et n'a besoin d'échafauds que pour ses martyrs, » M. de Bonald lui répondit : « Si les bons doivent leur vie à la société comme service, les méchants la lui doivent comme exemple. Oui, la religion ordonne à l'homme de pardonner; mais elle enjoint au pouvoir de punir. Le Sauveur demanda grâce pour ses bourreaux, mais son Père ne l'exauça pas; au contraire, il étendit le châtiment sur tout un peuple. Quant au sacrilége, par la sentence de mort vous l'envoyez devant son juge naturel. »

C'est dans le siècle de l'indifférence que l'on osait proférer de telles paroles!

Ainsi se discréditait le gouvernement; et l'aversion se manifestait en toute circonstance lors des processions du jubilé, dans les cérémonies funèbres. Quand le général Foy, fidèle à une opposition ennemie de tout désordre, vint à mourir, ne laissant d'autre héritage qu'un nom glorieux, la souscription ouverte en faveur de ses enfants produisit un million. La garde nationale cria pendant une revue : *A bas les ministres! à bas les jésuites!* Le roi, irrité, licencia la garde nationale. C'était un coup hardi dirigé contre la classe moyenne; mais il avait l'inconvénient de supprimer un intermédiaire utile entre le roi et un peuple insurgé.

Il n'était pas possible de continuer à marcher de ce pas avec la liberté de la presse : on proposa donc d'y mettre un frein au nom de la religion, de la pudeur, de la vertu, de la vérité. Il fut en conséquence ordonné d'indiquer le nom de l'éditeur, de déposer un exemplaire de tout ouvrage cinq jours avant la publication; ceux qui contenaient moins de cinq feuilles furent assujettis au timbre; les éditeurs de journaux furent tenus de fournir certaines garanties. Un frémissement s'éleva parmi les

écrivains ; la paisible Académie elle-même protesta, et Charles X frappa plusieurs de ses membres, ce qui irrita davantage et augmenta les difficultés. Lorsque ensuite le projet de loi fut retiré, ce triomphe de l'opinion fut célébré avec une joie bruyante ; et de ce moment des milliers de brochures circulèrent, déversant le blâme sur tous les actes du ministère. 1827. Avril.

Si la chambre des députés était assez docile, celle des pairs, dont le rôle était de soutenir le trône en l'empêchant de s'égarer, faisait une résistance ouverte. Villèle songea à créer soixante-six nouveaux pairs ; et comme il les prit parmi les députés, il en résulta la nécessité de nouvelles élections. Il se décida alors à dissoudre la chambre septennale, et à faire appel au pays légal. 1827. 5 novembre.

Il s'était formé, en opposition avec l'administration publique, une société ayant pour devise *Aide-toi, le ciel t'aidera* : c'était un mélange de libéraux et de royalistes, qui se proposaient de combattre les intrigues du gouvernement et de révéler ses fraudes. Cette société travailla activement les élections, qui ne se passèrent pas sans tumulte et même sans effusion de sang ; et les principaux chefs du libéralisme furent envoyés à la chambre. Alors le ministère fut attaqué de toutes parts ; il avait contre lui les ultra-royalistes, ayant à leur tête La Bourdonnaye ; les monarchistes, que dirigeait Chateaubriand, et les libéraux, qui avaient pour chef Casimir Périer. Quelques-uns pressaient ouvertement le duc d'Orléans « d'échanger son blason ducal contre une couronne... civique. Courage, prince ! lui disait-on, il reste dans notre monarchie un beau poste à prendre, le poste que La Fayette occuperait dans une république, celui de premier citoyen de la France (1). »

D'autres livres reproduisaient la même pensée, et Armand Carrel, dans son *Histoire de la révolution d'Angleterre*, faisait évidemment allusion à la nécessité d'une imitation de 1688, c'est-à-dire à remplacer un roi qui considérait la charte comme une concession par un autre qui se reconnaîtrait redevable du trône à la charte et à la chambre.

Le ministère Villèle devait succomber ; et comme il avait poussé les Bourbons dans les voies extrêmes, il ne laissait à celui qui lui succédait que des armes émoussées, avec la nécessité de concessions qui devaient paraître autant de faiblesses.

(1) Cauchois-Lemaire, *Lettre à M. le duc d'Orléans*.

Au lieu de s'appuyer franchement sur un parti quelconque, Charles X se confia à M. de Martignac, dont les intentions étaient bonnes, mais qui, manquant de résolution, n'était appuyé par aucune fraction dominante ni même par le roi. Il démontra la nécessité de garanties administratives et constitutionnelles pour recouvrer la confiance perdue. La loi sur la presse fut modifiée; le droit de fonder des journaux fut rétabli en même temps que leurs délits étaient punis avec fermeté. Le ministre lui-même eut l'art de s'entourer de gens de lettres.

Le désir de satisfaire à l'esprit dominant fit rendre des ordonnances contraires aux jésuites et à l'enseignement religieux; aux termes de ces ordonnances le nombre des élèves fut limité dans les petits séminaires, avec défense d'y recevoir des externes. Ce fut une faiblesse impardonnable aux yeux des pères de famille, qui virent cette mesure de mauvais œil; les évêques s'en plaignirent aussi comme d'un triomphe pour les philosophes et d'une cause de ruine pour l'Église catholique; quant aux jésuites, ils ne voulurent pas se soumettre à l'université, ni subir l'obligation imposée aux professeurs de déclarer qu'ils n'appartenaient à aucune congrégation; ils demeurèrent exclus de l'enseignement. Ce fut ainsi qu'en voulant montrer de la condescendance pour tout le monde un roi rempli de scrupules se trouva exposé aux anathèmes sacerdotaux. Le ministère, sans amis comme sans ennemis, se traîna languissant au milieu des ambitions des deux partis extrêmes; et enfin vint le moment où, sa manière loyale de procéder cessant de convenir à Charles X, il le congédia et lui en substitua un autre, dont le prince de Polignac fut le chef.

1829. Le nouveau cabinet chercha franchement à reformer une majorité monarchique, non pas en détruisant la constitution, mais en la confiant aux royalistes, à l'exemple de Wellington en Angleterre. La bourgeoisie en prit ombrage, et ne vit dans les nouveaux ministres que les vengeurs des anciens émigrés; aussi une protestation bruyante en faveur des idées de 1789 fut-elle faite à Lyon, où La Fayette fut porté en triomphe. On songea, tout en restant dans les voies légales, à réduire le gouvernement à l'extrémité par le refus de l'impôt. Des associations se formèrent pour indemniser ceux qui seraient poursuivis pour défaut de payement des taxes illégalement exigées. Les journaux jetèrent feu et flamme; la défiance se glissa dans tous les esprits : le gouvernement la considéra comme outrageante;

mais les tribunaux refusèrent de la punir, et le ministère se crut dans l'impossibilité de se soutenir autrement qu'en violant la charte.

L'opposition, légale en quelque sens que ce fût, se repor- 1830.
tait toujours à la charte : qu'il fallût la restreidre ou l'étendre, il s'agissait toujours de s'y conformer. On lisait en juin 1830 dans le *National*, le journal le plus hardi du temps, dont M. Thiers était un des fondateurs, cette phrase significative : « Les peuples sont le plus souvent contraints de s'insurger pour « avoir la liberté; aujourd'hui, grâce à la charte, qui met la « légalité de notre côté, c'est au pouvoir de se révolter et de « s'exposer aux risques de l'insurrection s'il veut nous arra- « cher la liberté. »

Ce fut en de telles dispositions que s'ouvrirent les chambres, et la discussion de l'adresse révéla l'état des esprits. Le roi avait dit : « Si des manœuvres coupables suscitaient à mon « gouvernement des obstacles que je ne puis, que je ne veux « pas prévoir, je trouverai la force de les surmonter dans ma « résolution de maintenir la paix publique, dans la juste con- « fiance des Français et dans l'amour qu'ils ont toujours « montré pour leur roi. »

Paroles imprudentes qui fournirent à la chambre une occasion de déployer son drapeau, et elle dit dans sa réponse au discours du trône : « Le concours permanent des intentions politiques « de votre gouvernement avec les vœux de votre peuple est « la condition indispensable de la marche régulière des affaires. « Sire, notre loyauté nous condamne à vous dire que ce con- « cours n'existe pas. Une défiance injuste des sentiments et de « la raison de la France est aujourd'hui la pensée fondamen- « tale de l'administration... Entre ceux qui méconnaissent une « nation si fidèle et nous qui venons déposer dans votre sein « les douleurs de tout un peuple jaloux de l'estime et de la « confiance de son roi, c'est à la haute sagesse de Votre Ma- « jesté qu'il appartient de décider. »

Un grand débat s'éleva dans la chambre; Berryer s'écria : « Vous violez la constitution par cette alternative ! La chambre « n'a pas le droit de demander sa dissolution. Vos vaines pro- « testations de dévouement à la couronne rappellent par quelle
« route un roi infortuné fut conduit à échanger contre la palme Mars.
« du martyre le sceptre qu'il laissait tomber de sa main. »

On alla aux voix, et deux cent vingt et un membres, sur

quatre cent deux, se prononcèrent contre le ministère Polignac. Ce chiffre de deux cent vingt et un devint la terreur du cabinet et la joie du peuple. Mais Charles X répondit du haut de son trône : « Je comptais sur le concours des deux chambres pour « faire le bien que je méditais; je regrette d'entendre les dé- « putés déclarer que ce concours n'existe pas. Mes résolutions « sont immuables. » Et la chambre fut dissoute.

Les événements se précipitaient vers une solution; tous le sentaient, et la couronne espéra un instant la retarder en portant l'attention ailleurs.

Nous avons dit le rôle que le cabinet français avait joué dans la politique extérieure : on peut dire qu'à partir du congrès d'Aix-la-Chapelle et de l'évacuation du territoire il se montra digne et indépendant. Voulant mettre un terme au long différend de la France avec Haïti, il y expédia une forte escadre, mais en proposant de reconnaître l'indépendance de l'île moyennant un traité de commerce avantageux et une indemnité pour les colons. En effet, la convention fut faite, et cent cinquante millions furent promis à la France.

1825. Juillet.

L'île Bourbon lui avait été restituée à la paix : dès lors ... fit de nouveaux efforts pour consolider son établissement de Madagascar; mais elle avait continuellement à y combattre l'influence des Anglais, qui avaient conservé l'île Maurice; et les choses allèrent si loin que la France fut forcée d'y faire une expédition en 1829.

Dans les affaires de la Grèce, la France s'était montrée à la hauteur des autres puissances; et, dans le remaniement de territoires qui semblait devoir résulter de cette guerre, peu s'en fallut qu'elle ne parvînt à recouvrer les frontières du Rhin, objet constant de son ambition.

Alger.

L'expédition d'Alger vint lui offrir une nouvelle occasion de déployer ses forces. Les moyens essayés à la suite du congrès de Vienne avaient été peu efficaces contre la piraterie des Barbaresques. Le dey d'Alger, Hussein, réclamait de la France une ancienne dette, qui remontait à l'expédition d'Égypte, et le gouvernement entendait en retenir une partie destinée à rembourser les négociants de Marseille créanciers de sujets algériens. Pendant la négociation, Hussein irrité frappa au visage, avec son éventail, le représentant de la France. Celui-ci s'embarqua aussitôt, et la France envoya une escadre devant le port d'Alger. Le blocus, très-dificile à maintenir sur des côtes

souvent battues par la tempête, dura deux années, un débarquement paraissant aux hommes du métier présenter de trop 1829. Août.
grands risques. Enfin la France enjoignit au dey d'avoir à donner satisfaction, s'il ne voulait la guerre. Comme Hussein répondit à coups de canon, elle se décida à employer la force. Cette expédition plaisait fort au cabinet; il espérait qu'elle donnerait de l'occupation aux braves, un texte de discussion à tous, et que la France se laisserait prendre, comme toujours, au prestige de la victoire. Le ministre de la guerre, Bourmont, obtint le commandement; et cent trente bâtiments de guerre, auxquels on adjoignit cinq cent trente-deux navires de charge, partirent de Toulon sous les ordres de l'amiral Duperré, portant en Afrique trente-sept mille hommes, quatre mille chevaux et soixante-dix pièces d'artillerie. Alger fut contraint de capituler; 1830. 5 juillet.
c'était le plus beau fait d'armes assurément que l'on eût vu depuis quinze ans; et le dey put s'éloigner, emportant ses richesses personnelles.

Charles X crut avoir trouvé dans ce triomphe une occasion favorable pour effectuer ce qu'il méditait depuis quelque temps et pour affermir la monarchie en sortant des voies légales. Son aveuglement ne lui permit pas de voir les progrès de l'opinion, dont les libéraux ne se rendaient pas compte eux-mêmes. Durant la restauration, le gouvernement n'avait porté son attention que sur les deux partis de l'aristocratie et de la bourgeoisie, et il n'avait rien fait pour le peuple. Les libéraux n'avaient pas fait davantage. Un mélange des sentiments de l'empire et de l'émigration avec les espérances qui s'y rattachaient, des rêves de gloire militaire associés à ceux de prospérité agricole et industrielle, des passions chevaleresques et mercantiles donnèrent à cette époque une physionomie dramatique, assez rare dans l'histoire moderne.

Les royalistes se confiaient toujours dans l'éternité de la dynastie de saint Louis, et croyaient le moment venu d'extirper les germes renaissants de la révolution. Ceux que les fautes de la restauration avaient rangés parmi les mécontents, associant la prévoyance à l'irritation de la disgrâce, s'étaient serrés autour du duc d'Orléans, qu'ils considéraient comme réunissant beaucoup de probabilités en sa faveur; et ce prince, sans tramer avec eux, profitait des erreurs du gouvernement. Les doctrinaires, qui voulaient la légalité et dont la couronne aurait pu se faire des serviteurs dévoués, s'étaient aussi jetés dans les rangs des libéraux.

Le libéralisme lui-même n'avait songé qu'à la classe commerçante et à celle des propriétaires; ses progrès ne profitaient pas aux masses. Par ses attaques systématiques, raisonnables ou non, par cette défiance continuelle qui ne permet ni le bien ni le mal, ni la faiblesse ni l'énergie, il avait enlevé au pouvoir la force nécessaire pour se faire respecter. L'économie politique dirigeait ses études vers l'augmentation, et non vers la répartition des richesses; et lorsqu'il fut déclaré à la chambre qu'à côté de l'aristocratie propriétaire s'élevait une aristocratie d'argent, cela fut considéré comme une menace.

Cependant quelque chose de plus résolu et de plus effectif allait se substituer aux doctrines boiteuses du libéralisme. L'opposition vit avec déplaisir la prise d'Alger, qui rendait de l'éclat aux armes françaises : comme l'Angleterre n'en cachait pas non plus son mécontentement, jalouse qu'elle était de ne pas dominer seule sur la Méditerranée, on prévoyait une guerre, sur laquelle les banquiers spéculaient déjà.

Mais la guerre était au dedans, et les trames se nouaient d'autant plus fortement que le gouvernement paraissait s'opiniâtrer davantage dans sa marche antilibérale. Les deux souverainetés, monarchique et parlementaire, s'apprêtaient désormais à une bataille décisive; souverainetés artificielles, auxquelles devait venir s'en joindre une plus réelle.

FIN DE LA PREMIÈRE PARTIE DU XVIIIe LIVRE.

TABLE DES MATIÈRES

CONTENUES DANS LE DIX-HUITIÈME VOLUME.

HISTOIRE CONTEMPORAINE.

LIVRE XVIII.

PREMIÈRE PARTIE.

Pages

CHAPITRE I. — Assemblée nationale. Mirabeau 1
Mirabeau 3
Assemblée nationale 7
Camille Desmoulins 9
Prise de la Bastille 11
Déclaration des droits de l'homme 14
CHAPITRE II. — Barnave. — Politique extérieure 25
CHAPITRE III. — Assemblée législative. — La convention 33
CHAPITRE IV. — La terreur. — La Vendée 49
Constitution de 93 52
Charlotte Corday . . . . . *ib.*
Le 9 thermidor 74
Constitution de l'an III 80
Le 13 vendémiaire . . . . . *ib.*
CHAPITRE V. — Le directoire. — Campagne d'Italie 81
Italie 86
Bonaparte 90
Fin de Venise 101
Paix de Campo-Formio 103
CHAPITRE VI. — Après la paix de Campo-Formio. — Expédition d'Égypte . . 105
Le 18 fructidor 106
Bataille des Pyramides 117
CHAPITRE VII. — Désastres. — Chute du directoire 118
Le 18 brumaire 138
CHAPITRE VIII. — Le consulat. — Paix de Lunéville 139
Le consulat 140
Constitution de l'an VIII 141
CHAPITRE IX. — Mesures réparatrices du premier consul. — Le code. — Le concordat. — Paix d'Amiens 153
Instruction 157
CHAPITRE X. — De la paix d'Amiens à celle de Presbourg 180
Suisse 182
Acte de médiation 183
Troisième coalition 198

Pages.
Chapitre XI. — De la paix de Presbourg à celle de Tilsitt. 204
Chapitre XII. — Empire. — Guerre d'Espagne. — Bataille de Wagram. . . 216
Chapitre XIII. — Etat de l'opinion. 242
Sanhédrin israélite. 254
Occupation des États pontificaux. 257
Concile. 259
Chapitre XIV. — Expédition de Russie 262
Bernadotte. 265
Dresde. 268
Grande armée. 269
Marche. . . . . *ib.*
Moscou. 273
Retraite. 275
Conjuration de Malet. 278
Chapitre XV. — Italie. — Retour de Napoléon en France. 291
Chapitre XVI. — Traité de Vienne. 321
Madame de Krudner. 323
Sainte alliance. 324
France. 325
Autres puissances. 326
Russie. . . . . *ib.*
Allemagne. 327
Italie. 332
Chapitre XVII. — Les nègres. — Les Barbaresques. 336
Barbarie. 347
Chapitre XVIII. — Questions religieuses. — Les papes. — Les concordats. . 350
De Maistre. 355
Lamennais. 357
Oppositions. 359
Rationalisme. 365
Exégèse. 367
Chapitre XIX. — Le libéralisme. — Carbonari. — Constitutions. 371
Espagne. 389
Constitution espagnole. 390
Constitution de 1812. 397
Congrès de Troppau. 401
Piémont. 405
Espagne. 409
Congrès de Vérone. 411
Chapitre XX. — La Turquie et la Grèce. 414
Méhémet-Ali. 418
Wahabites. 419
La Grèce. 421
Clephtes. . . . . *ib.*
Ali-Tébélen. 426
Iles Ioniennes. 429
Parga. 430
Hétéries. 431
Insurrection. 434
Destruction des janissaires. 449
Présidence de Capo d'Istria. 450
Traité de Londres. 452
Bataille de Navarin. . . . . *ib.*
Chapitre XXI. — Amérique. — Les colonies. 456
États-Unis. . . . . *ib.*
Jakson. 460

Pages.
Banque. 461
Canada. 465
Saint-Domingue. . . . . ib.
Colonies méridionales. 466
Colombie. 470
Bolivar. 473
Buenos-Ayres 477
Le docteur Francia. 479
Mexique. 482
République centrale. 486
Brésil. 487
Mexique. 491
Le Texas. 492
CHAPITRE XXII. — La France. — La restauration. 497
La charte. . . . . ib.
Doctrinaires. 502
Expédition d'Alger. 520

FIN DE LA TABLE DU DIX-HUITIÈME VOLUME.